



DÉBATS

de

l'Assemblée législative

25^e Législature — 2^e session

Vol. 2 - Séances du 4 février au 21 février 1958

1957-1958

Texte établi par Raphaël Thériault

Orateur : l'honorable Maurice Tellier

DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

25e Législature - 2e session

Vol. 2 - Séances du 4 février au 21 février 1958

1957-1958

Séance du mardi 4 février 1958

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

M. Caron (Maskinongé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-troisième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 277 concernant la ville de la Petite-Rivière.

Discours du budget

M. Lapalme (Montréal-Outremont) pose une question sur la date du discours du budget.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le nouveau ministre des Finances (l'honorable M. Bourque) prononcera son discours sur le budget, jeudi ou vendredi.

Ce discours mettra de nouveau en lumière les progrès de la province et sa saine administration financière. Le chef de l'opposition aura du mal à répondre à cet exposé: en tout cas, nous lui laisserons quelques jours pour y penser.

Projets de loi:

Petite-Rivière

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 277 concernant la ville de la Petite-Rivière.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 277 sans l'amender.

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi de l'Institut de microbiologie et d'hygiène, Université de Montréal

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 37 modifiant la loi constituant en corporation l'Institut de microbiologie et d'hygiène de l'Université de Montréal.

Il explique que le bill autorise l'Institut à recourir aux expropriations qui s'imposent pour son développement normal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des marchés agricoles

L'honorable M. Barré (Rouville) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 38 modifiant la loi des marchés agricoles du Québec.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce projet de loi donne le droit à l'Office des marchés agricoles de décider lorsqu'il s'agit d'évaluer la valeur des biens des cultivateurs qui sont appelés à approuver des plans conjoints. Jusqu'ici, on exigeait que ces plans soient approuvés par la majorité des cultivateurs concernés, majorité en nombre et en valeur, soit 75 % dans les deux cas. La majorité de 75 % en nombre ne présente aucune difficulté, mais tel n'est pas le cas en ce qui concerne la majorité en valeur. C'est ce dernier point qu'il est difficile d'évaluer et l'Office, par l'amendement que veut apporter le gouvernement, aura tous les pouvoirs de régler définitivement les cas difficiles.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des cités et villes

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 39 modifiant la loi des cités et villes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La loi des cités et des villes sera amendée de façon à permettre à ces organismes municipaux de réglementer l'usage des plages publiques. Le jour des élections municipales sera fixé au premier lundi juridique des mois de février ou de novembre, plutôt qu'au premier jour juridique de ces deux mois. Un article du projet de loi se rapportera à la taxe d'affaires qui, dans les cités et villes, sera établie proportionnellement à la valeur locative annuelle, mais ne devra pas dépasser la somme de \$2,000. La procédure pour la tenue des référendums sera modifiée: il suffira de 40 propriétaires au lieu de 60, pour obtenir la tenue d'un référendum. Et on prolonge d'une heure le délai durant lequel ces électeurs pourront exiger cette consultation du peuple par les autorités municipales¹.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Corporation d'Oka**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)**

propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 40 concernant la Corporation d'Oka.

Le but du bill, déclare-t-il, est de faire en sorte que la municipalité se conforme aux exigences du ministère de la Santé.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 119 accordant à la corporation du village de Normandin le droit d'imposer une taxe de vente;
- bill 129 concernant la Société agricole des Cantons-de-l'Est;
- bill 187 constituant en corporation la ville de Rosemère.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 144 constituant en corporation de ville la corporation de Saint-Hubert, avec l'amendement suivant qu'il a prie d'agréer:

Ce qui suit est ajouté après l'article 25 comme article 26:

"26. L'article 440 de la loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"440. Cette taxe est imposée et prélevée même dans le cas où les propriétaires ou occupants ne se serviraient pas de l'eau de l'aqueduc, pourvu que la municipalité ait signifié, à ces propriétaires et occupants, qu'elle est prête à conduire l'eau à ses frais jusqu'à l'alignement de la rue vis-à-vis de leurs immeubles respectifs."

Et les articles 26, 27, 28, 29 et 30 deviennent les articles 27, 28, 29, 30 et 31.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 186 modifiant la charte de la cité de Lachine, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 17 est remplacé par ce qui suit:

"17. Les lots numéros 895 et 896 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, les lots numéros 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553 et 554 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, et la partie sud-est des lots numéros 555, 557 et 558 et la partie nord-ouest des lots numéros 556 et 559 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, lesquelles parties de lots sont bornées au nord-ouest par la limite nord-ouest de la cour de triage du chemin de fer Canadien National, au nord-est par le lot numéro 560, au sud-est, partie par la voie du Canadien National, enregistrée sous le numéro 2637 du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent, et pour l'autre partie par la ligne limitative sud-est de la paroisse de Saint-Laurent et au sud-ouest par les lots numéros 553 et 553-1 de la même paroisse, cette partie comprenant toute la largeur desdites terres numéros 555, 556, 557, 558 et 559 par une longueur de trois mille cinq cent neuf pieds dans la ligne sud-ouest du lot numéro 555 et trois mille six cent cinquante et un pieds dans la ligne nord-est des lots numéros 558 et 559, ayant fait partie jusqu'à maintenant du territoire de la municipalité de la Côte-de-Liesse, sont annexées au territoire de la cité de Lachine."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 190 modifiant la charte de la ville LaSalle, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 9 est biffé.

Et les articles 10, 11, 12, 13, 14, 15 et 16 deviennent les articles 9, 10, 11, 12, 13, 14 et 15.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 197 concernant la Commission des écoles catholiques de Dorval, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 2 est modifié en remplaçant les mots "2. Le revenu annuel" par ce qui suit:

"2. L'article 5 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 120, est remplacé par le suivant:

"5. Le revenu annuel."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 203 modifiant la charte de la cité de Saint-Laurent, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 7 est modifié, en remplaçant le premier paragraphe, par les deux paragraphes suivants:

"À compter du premier avril 1958 sont annexés à la cité de Saint-Laurent un territoire comprenant les lots numérotés 505, 507, 508 et 509 ainsi qu'un territoire comprenant la partie nord-ouest des lots originaires numéros 555, 557 et 558, borné au nord-ouest par le Chemin de la Côte-de-Liesse, au nord-est par le lot numéro 560, au sud-est par la limite nord-ouest de la cour de triage des Chemins de fer nationaux du Canada et au sud-ouest par le lot numéro 553. Ce dernier territoire comprend toute la largeur desdits lots numéros 555, 557 et 558 par une longueur de trois mille quatre cent quarante-deux (3,442) pieds, mesure anglaise, dans la ligne nord-est du lot numéro 558 et quatre mille cinq cent soixante-trois (4,563) pieds, mesure anglaise, dans la ligne sud-ouest du lot numéro 555.

Les lots mentionnés ci-dessus font partie du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Laurent et sont présentement situés dans la municipalité de la paroisse de Côte-de-Liesse."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 218 modifiant la charte de la ville d'Isle-Maligne, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 7 est modifié:

a. le sous-article 426a est biffé;

b. le sous-article 426b devient sous-article 426a et ce qui suit est ajouté comme sous-article 426b et 426c:

"426b. Sujet à l'approbation préalable du conseil municipal de canton de Delisle donnée par résolution, la ville aura juridiction sur le territoire de la municipalité de canton de Delisle pour tout ce qui

a trait à la construction et au zonage, et les règlements de la ville s'appliqueront à la municipalité de canton de Delisle.

Sujet à l'approbation préalable susdite, le conseil de la ville et celui de la municipalité de canton de Delisle pourront convenir, par résolution, des indemnités ou compensations à être payées par cette dernière pour la mise en application, dans ses limites, du règlement de zonage et de construction de ladite ville.

Il est, cependant, statué que les dispositions ci-dessus ne s'appliqueront point aux bâtiments de ferme et aux habitations du cultivateur et de sa famille et leurs accessoires, pourvu que tels bâtiments, habitations et accessoires servent à l'exploitation agricole.

"426c. Dans tous les cas visés par l'article 426b précédent, dans la municipalité de canton de Delisle, aucune nouvelle rue ne devra être ouverte ni aucune subdivision de terrains ou lots à bâtir ne devra être faite, avant qu'un plan indiquant la localisation de cette nouvelle rue, sa largeur, sa direction et les dimensions des lots de cette subdivision, avec leurs tenants et aboutissements, n'aient été soumis et approuvés par le conseil de la ville ou par la commission d'urbanisme créée sous l'autorité de l'article 68b selon le cas.

Tout propriétaire, qui subdivise ou morcelle ainsi son terrain ou ses lots, doit déposer au greffe de la ville deux copies du plan officiel de la subdivision ou du morcellement projeté, avant de le déposer au bureau du ministre des Terres et Forêts, conformément à l'article 2175 du Code civil. Aucun permis de construction ne pourra être émis à moins que cette formalité n'ait été remplie."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 234 concernant Le Centre de psychologie et de pédagogie, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 3 est modifié, dans le sous-article 16a, en remplaçant le paragraphe c par ce qui suit:

"c. nonobstant les dispositions du Code civil, hypothéquer, nantir, mettre en gage, céder et transporter les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs de la société, pour assurer le paiement de telles obligations ou autres valeurs ou donner une partie seulement de ces garanties pour les mêmes fins; et constituer l'hypothèque, le nantissement, le gage, la cession et le transport ci-dessus mentionnés, par acte de fidéicommis, conformément aux articles 23, 24, 25 et 26 de la loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations

(Statuts refondus, 1941, chapitre 280), ou de toute autre manière;"

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 269 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Saint-Félicien, dans le comté de Roberval, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 2 est modifié, aux troisième et quatrième lignes, en ajoutant après les mots "les mêmes sanctions" ce qui suit: "et exemptions".

Projets de loi:

Saint-Hubert

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 144 constituant en corporation de ville la corporation de Saint-Hubert.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Lachine

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 186 modifiant la charte de la cité de Lachine.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Saint-Laurent

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 203 modifiant la charte de la cité de Saint-Laurent.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de LaSalle

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 190 modifiant la charte de la ville LaSalle.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte d'Isle-Maline

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 218 modifiant la charte de la ville d'Isle-Maline.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Commission scolaire de Saint-Félicien

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 269 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Saint-Félicien, dans le comté de Roberval.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Commission des écoles catholiques de Dorval

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 197 concernant la Commission des écoles catholiques de Dorval.

L'amendement est lu.

Il est ordonné que l'examen de cet amendement soit remis à la prochaine séance.

Centre de psychologie et de pédagogie

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 234 concernant le Centre de psychologie et de pédagogie.

L'amendement est lu.

Il est ordonné que l'examen de cet amendement soit remis à la prochaine séance.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 130 modifiant la charte de la cité de Dorval avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 13 est modifié en remplaçant, aux trois dernières lignes, les mots "du territoire de La municipalité de la Côte-de-Liesse", par ce qui suit: "du territoire de la corporation de la paroisse de Côte-de-Liesse".

2. L'article 14 est remplacé par ce qui suit:

"14. Les territoires décrits aux articles 12 et 13 feront partie du quartier-est."

3. Ce qui suit est ajouté, après l'article 18, comme articles 19 et 20.

"19. Les dispositions des différents actes, règlements et ordonnances dûment adoptés par le conseil de la corporation de la paroisse de Côte-de-Liesse excepté en autant que, ces dispositions sont compatibles avec les conditions de l'annexion et de la loi en général, cesseront d'être en vigueur à compter du 1^{er} avril 1958 dans cette partie du territoire de ladite paroisse que la présente loi annexe au territoire de la cité de Dorval et sont remplacées par les dispositions des différents actes, règlements et ordonnances dûment adoptés par le conseil de la cité de Dorval et actuellement en vigueur dans les limites de son territoire.

La disposition qui précède s'applique également au lot 882 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, présentement détaché du territoire de la cité de Lachine pour être annexé au territoire de la cité de Dorval.

"20. Le droit de propriété de la cité de Dorval sur cet emplacement situé en ladite cité, connu et désigné sous les numéros cent vingt-quatre A et cent vingt-cinq de la subdivision du lot originaire huit cent soixante-cinq (865-124A et 125) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, est par les présentes déclaré valide et légal à toutes fins que de droit."

4. L'article 19 devient l'article 21.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 177 concernant la charte de la ville de la Pointe-aux-Trembles, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Ce qui suit est ajouté, après l'article 2, comme article 3:

"3. L'article 181 de la loi des cités et villes est remplacé, pour la ville de la Pointe-aux-Trembles, par le suivant:

"181. La présentation des candidats à une élection générale a lieu le dernier lundi d'octobre, de

midi à deux heures de l'après-midi. Si le jour fixé pour la présentation des candidats est férié, elle a lieu le premier jour juridique précédent, aux mêmes heures."

2. L'article 3 devient l'article 4.

3. L'article 4 devient l'article 5 et est modifié en remplaçant, dans les deux dernières lignes du sous-article 526, les mots "n'excède dix pour cent de cette valeur ou mille dollars" par ce qui suit: "n'excède dix pour cent de cette valeur ni un maximum de trois mille dollars".

4. L'article 5 devient l'article 6.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 211 constituant en corporation la Cartier Railway Company, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Le titre est changé par ce qui suit:

"Loi constituant en corporation la "Compagnie de chemin de fer Cartier".

2. Le préambule est modifié en remplaçant, dans le deuxième paragraphe à la première ligne, les mots "Attendu que la compagnie minière" par ce qui suit:

"Attendu que la Quebec Cartier Mining Company qui, ainsi que ses successeurs et ayants droit, sont ci-après appelés "la compagnie minière".

3. L'article 1 est modifié:

a. en remplaçant, dans les trois premières lignes, les mots "de Duluth, Minnesota, dans les États-Unis d'Amérique" par ce qui suit: "de Montréal";

b. en remplaçant, dans les deux premières lignes de la page 2, les mots "sous le nom de Cartier Railway Company" ce qui suit:

"sous le nom de Compagnie de chemin de fer Cartier, en anglais Cartier Railway Company".

4. L'article 10 est remplacé par ce qui suit:

"10. Les pouvoirs conférés aux pétitionnaires dans les ordres en conseil qui les concernent sont déclarés valides et légaux."

5. L'article 11 est modifié en insérant, à la sixième ligne, après les mots "chemin de fer" ce qui suit: "et les terrains acquis aux fins d'icelles".

6. L'article 16 est modifié en insérant, dans la quatrième ligne du paragraphe 2, après les mots "et exploiter" ce qui suit: "pour les fins autorisées par la présente loi".

7. Ce qui suit est ajouté, après l'article 18, comme article 19:

"19. Les dispositions de la loi des chemins de fer du Québec et ses modifications, sauf les articles 24, 160, 198 et 243, et sauf lorsque lesdites

dispositions sont expressément exceptées par la présente loi ou incompatibles avec ses dispositions, s'appliqueront à la compagnie."

8. L'article 19 devient l'article 20.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 217 modifiant la charte de la cité de Kénogami, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 9 est modifié dans la version anglaise seulement.

2. L'article 10 est modifié:

a. le sous-article 426a est biffé;

b. le sous-article 426b devient sous-article 426a;

c. le sous-article 426c devient sous-article 426b et est modifié en remplaçant, à la deuxième ligne, "426b" par "426a";

d. le sous-article 426d devient sous-article 426c et est modifié en remplaçant, à la deuxième ligne, "426b" par "426a";

e. les sous-articles 426e, 426f, 426g et 426h deviennent sous-articles "426d, 426e, 426f et 426g".

3. L'article 13 est modifié en remplaçant, dans la première ligne du paragraphe 11a, les mots "Pour interrompre la circulation" par ce qui suit: "Pour détourner la circulation".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 253 modifiant la charte de la ville de Saint-Martin, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Ce qui suit est ajouté, après l'article 14, comme article 15:

"15. L'article 522 de la loi des cités et villes déjà remplacé pour la cité par la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 114, article 30, est de nouveau remplacé, pour la cité, par le suivant:

"522. Toute terre en culture ou affermée, ou servant au pâturage des animaux, de même que toute terre non défrichée ou terre à bois dans les limites de la municipalité, est taxée à un montant n'excédant pas un pour cent de l'évaluation municipale, comprenant toutes les taxes, tant générales que spéciales.

Telle terre ne peut être évaluée à plus de cent dollars l'arpent si elle a une superficie de cinq arpents ou plus. Cette évaluation comprend la maison qui sert à l'habitation du cultivateur et dont la valeur n'excède pas dix mille dollars, ainsi que les granges, écuries et autres bâtiments servant à l'exploitation de ladite terre.

Le conseil peut faire ajouter sur le rôle d'évaluation, en tout temps, par les estimateurs en

office, sur estimation par eux faite, toute partie de telle terre qui en a été détachée comme lot à bâtir et est devenue ainsi sujette à la taxe après la clôture du rôle d'évaluation et exiger la taxe comme sur tous les autres terrains entrés au rôle."

2. Les articles 15, 16, 17 et 18 deviennent les articles 16, 17, 18 et 19.

3. Ce qui suit est ajouté, après l'article 18 devenu l'article 19, comme articles 20 et 21:

"20. Cette partie du territoire décrite aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Martin, comme étant:

"Un territoire, comprenant en référence au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Martin, les lots ou parties de lot et leurs subdivisions présentes ou futures, ainsi que les chemins, rues, ruelles, ou parties d'iceux, renfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant d'un point sur la limite nord-est actuelle de la ville de Saint-Martin, étant le coin sud-est du lot 199; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: partie de la limite nord-ouest actuelle de la ville de L'Abord-à-Plouffe en suivant une ligne brisée, limitant vers le sud-est partie du lot 198, les lots 201, 205, 207, continuant dans la même direction à travers les lots 208 et 211 jusqu'à la limite actuelle de la ville de Laval des Rapides étant le coin sud-ouest du lot 215; la limite sud-ouest du lot 215 de la ville de Laval-des-Rapides et son prolongement au côté nord-ouest du Chemin du Trait Carré; la limite nord-ouest du Chemin du Trait Carré limitant vers le sud-est partie du lot 369, les lots 370, 372, 373; la limite nord-est actuelle de la ville de Saint-Martin limitant vers le sud-ouest le lot 199 et son prolongement jusqu'au côté nord-ouest du Chemin du Trait Carré, jusqu'au point de commencement, dudit cadastre dans la ville de Saint-Elzéar y compris les chemins, rues et ruelles dans les limites ci-dessus décrites est détachée de la paroisse de Saint-Martin, pour être annexée au territoire de la cité de Saint-Martin.

"21. Cette annexion est faite à la condition que la cité de Saint-Martin acquitte, au cours de l'année mil neuf cent cinquante-huit, la somme de mille deux cents dollars, à la paroisse de Saint-Martin, et assume de plus les dettes de cette dernière, en proportion de l'évaluation du territoire annexé."

4. L'article 19 devient l'article 22.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 258 modifiant la charte de la cité de Jonquière, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Ce qui suit est ajouté, après l'article 5, comme article 6:

"6. L'article 427 de la loi des cités et villes est modifié, pour la cité de Jonquière, en ajoutant après le paragraphe 11^oa, le suivant:

11^ob. La cité a et a toujours eu le pouvoir d'exiger des propriétaires, locataires ou occupants d'un local quelconque, qu'ils déposent leurs vidanges dans le dépotoir établi par la cité, et d'exiger de ces personnes un droit d'entrée pour l'utilisation du dépotoir.

Dans tous les cas, la cité peut exiger des propriétaires, locataires ou occupants d'un local une contribution au coût de ce service, qu'ils déposent les vidanges dans le dépotoir ou qu'ils n'en déposent pas, si dans ce dernier cas la cité a établi un système d'enlèvement des vidanges."

2. L'article 6 devient l'article 7.

3. L'article 7 devient l'article 8 et est modifié en ajoutant, après le sous-article 40, le sous-article 40a:

"40a. Le conseil de la cité a le pouvoir, lorsqu'une demande lui est soumise ou lorsqu'une requête lui est présentée pour quelque chose pouvant faire légalement l'objet de sa décision, d'ordonner par résolution qu'une consultation populaire ou référendum soit tenu dans les trente jours où telle demande ou requête a été prise en considération par le conseil, afin de connaître l'opinion des électeurs propriétaires au sujet de toute telle demande ou requête.

Dans l'exercice de ce pouvoir, le conseil pourra ordonner que les électeurs propriétaires voteront en nombre seulement ou en nombre et en valeur et que les bureaux de scrutin soient organisés à cette fin sous la responsabilité du greffier de la cité, de son assistant ou de toute autre personne désignée par ledit conseil.

Dans les circonstances ci-dessus indiquées, le conseil de la cité pourra demander aux requérants ou à la ou aux personnes faisant telle demande, comme ci-dessus indiqué, qu'un dépôt préalable de tel montant estimé juste et équitable pour couvrir les frais et loyaux coûts de tel référendum soit fait dans tel délai au trésorier de la cité."

4. L'article 8 devient l'article 9.

Projets de loi:

Charte de Dorval

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 130 modifiant la charte de la cité de Dorval.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Pointe-aux-Trembles

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 177 concernant la charte de la ville de la Pointe-aux-Trembles.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Compagnie de chemin de fer Cartier

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 211 constituant en corporation la Cartier Railway Company.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Kénogami

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 217 modifiant la charte de la cité de Kénogami.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Saint-Martin

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 253 modifiant la charte de la ville de Saint-Martin.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Jonquière

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 258 modifiant la charte de la cité de Jonquière.

Les amendements sont lus.

Il est ordonné que l'examen de ces amendements soit remis à la prochaine séance.

Subsides:

Budget des dépenses 1958-1959

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)²

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas trois millions cinq cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil Bureau du revenu (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)³: J'ai une question à poser concernant le congrès plénier du parti du chef de l'opposition qui doit avoir lieu à la fin de mars⁴. Ce congrès devait avoir lieu les 21 et 22 mars. On dit maintenant que certains libéraux voudraient qu'il soit remis à plus tard, soit après les élections générales fédérales⁵. Devant cette rumeur, j'aimerais demander à l'opposition si elle a l'intention de continuer à être au crochet... de rester à la remorque d'Ottawa. En retardant le congrès, cela permettrait évidemment à certains libéraux battus aux prochaines élections de poser leur candidature au poste de chef libéral provincial. Cela pourrait être dangereux pour le chef actuel. Y a-t-il vraiment assujettissement ou esclavage du Parti libéral provincial par rapport au Parti libéral fédéral? J'aimerais bien le savoir.

Des députés libéraux protestent.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): J'ai déjà déclaré en fin de semaine à un journaliste qui me demandait si le congrès serait retardé à cause des élections, que, personnellement, j'étais opposé à un changement de date à cause de la campagne fédérale.

Je n'en vois pas la nécessité. En autant que je suis concerné, le congrès aura lieu aux dates décidées.

Quant à l'assujettissement de notre parti au Parti libéral fédéral dont a parlé le premier ministre, mes collègues en cette Chambre se sont chargés de répondre en chœur au premier ministre. Ils ont dit: cela n'existe pas. Il n'est pas besoin d'autre réponse que celle-là.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

C'est une nouvelle, une grande nouvelle pour moi.

(Rires)

M. Lapalme (Montréal-Outremont) sourit.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage et divers - Bureau du revenu (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix-neuf mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de collection - Bureau du revenu (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) demande au gouvernement d'augmenter le nombre des bureaux de perception des licences d'automobiles, afin, dit-il, que les gens - surtout dans les grandes villes comme Montréal et Québec - aient moins à attendre pour obtenir une réponse.

À Montréal, des gens doivent attendre des heures, et souvent revenir plusieurs jours de suite, pour obtenir leurs permis ou leurs plaques d'automobile. Il n'y a pas assez de personnel pour répondre au public.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):

Les gens de l'extrême ouest doivent parcourir plusieurs milles pour se rendre au bureau le plus rapproché.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)⁶:

Il y a 13 bureaux d'examen dans la province, dont deux dans la ville de Montréal, avec un personnel de 59 personnes. Ce système d'examen a rendu de grands services en contribuant à assurer davantage la sécurité de la route.

Le nombre des véhicules-moteurs augmente chaque année dans la province - il y aura 925,000 autos enregistrées cette année - et 1,000,000 de personnes conduisant ces véhicules. Cet accroissement formidable explique, en partie, l'état actuel des choses. Il y a des améliorations à faire à la situation, et le gouvernement en fera⁷. Le plus possible, on expédie les plaques par la poste pour épargner aux gens le désagrément de l'attente devant un guichet.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) lance un appel aux autorités provinciales en faveur de l'exemption de taxe de 2 % sur certaines ventes, et particulièrement d'exemption au profit des municipalités et des commissions scolaires. L'Union des conseils de comté et la Chambre de commerce provinciale ont réclamé depuis longtemps une telle exemption, affirme-t-il. Il est illogique que les municipalités et les commissions scolaires soient forcées de payer la taxe de vente provinciale de 2 %. Il fait état des mémoires adressés par l'Union des municipalités qui demande l'exemption de la taxe de vente provinciale pour les corporations municipales et souligne certaines autres demandes d'exemption de taxe sur les ventes. N'y aurait-il pas moyen, dit-il, de ne pas imposer la taxe de vente sur l'huile à chauffage?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas juste de demander cela. Les gens voudraient toujours obtenir davantage des gouvernements et ne rien payer. Les gouvernements ne sont pas des manufacturiers d'argent... Ce n'est pas à celui qui ramasse les miettes de les céder au profit de celui qui garde tout le gâteau.

Il rappelle que la taxe de vente a été imposée en 1940, sous le régime (libéral) de Godbout⁸.

On oublie trop souvent que la province n'en perçoit qu'une infime partie. La taxe sur les ventes, perçue par Ottawa, est de 10 %, alors que celle que lève Québec n'est que de 2 %. Ottawa devrait donner l'exemple, puisqu'il contrôle la plus forte partie des revenus. Les demandes faites par les municipalités et les commissions scolaires sont bonnes en principe, mais je ne vois pas pourquoi on accepterait de payer 10 % à Ottawa et on refuserait de payer 2 % à la province.

Les 5 % à 6 % de taxe sur les ventes au détail perçue par la province, les municipalités et les commissions scolaires se répartissent ainsi: 2 % pour les municipalités, 1 % à 2 % pour les commissions scolaires, 2 % pour l'administration provinciale. Le

produit de la taxe sert aux écoles et à l'hospitalisation. C'est dans l'ordre. Sur la taxe de 6 % qui sera en vigueur à Montréal et à Québec, il n'y a que 2 % pour la province; le reste, 4 %, appartient à ces deux cités.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): L'Union des conseils de comté a réclamé de pareilles exemptions au sujet de la taxe de vente fédérale. Le problème devrait être discuté aux Conférences inter-gouvernementales à Ottawa⁹.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je trouve le système fiscal fédéral souverainement injuste. D'une part, avec le produit de l'impôt dont il garde les trois quarts, Ottawa cherche toujours à pénétrer de plus en plus dans le domaine de l'éducation qui relève de la juridiction des provinces, en offrant de l'aide aux universités; et, d'autre part, Ottawa impose une taxe de vente sur l'achat des livres de classe, sur le matériel et sur le mobilier acheté par les commissions scolaires. C'est suprématiquement illogique. Le gouvernement fédéral ferait beaucoup mieux d'exempter les institutions scolaires que de donner des subsides avec l'argent qu'il perçoit. Le moins que l'on pourrait espérer, c'est qu'il se retire du domaine de l'éducation.

Quoi qu'il en soit, nous allons étudier la situation au sujet de la taxe sur les ventes payée par les corps publics qu'on a mentionnés.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 4. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent cinquante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Plaques: véhicules automobiles et colporteurs, Bureau du revenu (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) cite le cas d'un jeune homme de Montréal à qui, dit-il, on a refusé de donner un permis de conduire s'il ne prouvait pas que son père, propriétaire de l'automobile qu'il devait conduire, possédait une assurance d'au moins \$25,000. Je crois savoir que les personnes âgées de moins de 21 ans qui veulent se procurer un permis de conduire doivent maintenant faire la preuve qu'elles possèdent elles-mêmes ou que leur père possède une telle assurance. Pourtant, le père signe une formule en vertu de laquelle il se rend responsable des accidents dont son fils ou sa fille pourrait être victime.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il est exact qu'une telle assurance doit être prise avant que ces jeunes conducteurs puissent obtenir un permis de conduire. Il s'agit d'une nouvelle réglementation à l'effet qu'un mineur qui veut conduire une auto doit prouver que le propriétaire de ce véhicule est possesseur d'une police d'assurance, et dont le but est de protéger les victimes d'accidents causés par des mineurs. Cette réglementation est devenue nécessaire à la suite des statistiques qui démontrent que beaucoup d'accidents sont causés par ces derniers.

Supposons le cas d'un père de famille propriétaire d'une automobile et qui veut obtenir un permis pour son enfant âgé de moins de 21 ans. On sait qu'en vertu de notre Code civil, le mineur est un incapable, c'est-à-dire une personne qu'on ne peut poursuivre directement pour les accidents dont elle se rendrait coupable. La victime peut exercer un recours contre le père qui a donné son consentement à l'obtention du permis, mais l'expérience a révélé que ce recours était souvent illusoire. C'est pourquoi, pour mieux protéger le public, nous avons décidé que, s'il veut un permis pour son fils, l'automobile devra porter une assurance de \$25,000 au moins¹⁰ pour répondre des dommages ou blessures à autrui. Il ne suffit donc plus qu'une personne de moins de 21 ans, qui veut obtenir un permis de conduire, produise un consentement écrit du père ou du tuteur. Cette personne sera requise de faire la preuve que son automobile porte une assurance avant de recevoir son permis de conduire.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Est-ce que cette nouvelle réglementation est émise par le Bureau des permis?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Et ceci n'équivaut pas à de l'assurance obligatoire pour certaines gens? Est-ce que le gouvernement ne prévoit pas étendre ce système aux autres conducteurs de la province pour protéger les innocentes victimes d'accidents?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les jeunes conducteurs doivent posséder \$20,000¹¹ d'assurance, mais le gouvernement ne songe pas à étendre cette disposition aux autres automobilistes. Par-dessus tout, il s'agit surtout de réformer les conducteurs d'automobile, parce que l'assurance obligatoire n'est pas satisfaisante sous tous ses

aspects. Cette réforme constitue la meilleure police d'assurance. Certaines personnes n'ont pas les moyens de s'assurer et l'adoption d'un mode d'assurance obligatoire les écarterait de la possession et de la conduite d'un véhicule automobile. Je suis opposé à toute législation qui aurait un effet préjudiciable aux classes moins fortunées de la population incapables de se prévaloir des avantages de l'assurance automobile.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il y a actuellement beaucoup de mineurs qui possèdent depuis un an ou plus leur permis de conduire. Ils ont reçu, comme les autres automobilistes, la formule du gouvernement qui permet de renouveler les permis par la poste. Que fera-t-on dans le cas de ces mineurs?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ils n'obtiendront pas leur permis, à moins de faire la preuve que l'automobile ou le véhicule est assuré.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je trouve curieux que le département ait adopté ce règlement et que personne n'en ait été avisé.

M. Dionne (Rimouski): Si le mineur, après avoir obtenu un permis pour conduire l'automobile de son père, s'achète ensuite une automobile, cette dernière pourrait ne pas être assurée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pour être détenteur d'un permis de conduire, il faut avoir 17 ans, et pour être propriétaire d'une automobile, il faut avoir 21 ans.

M. Turpin (Rouyn-Noranda): Si le jeune homme veut avoir son permis pour conduire des véhicules commerciaux, camions ou autres, n'appartenant pas à son père et dont il n'est pas propriétaire, que fera-t-il?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il devra alors être détenteur d'une police d'assurance pour conducteur.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Une disposition aussi importante ne devrait pas faire l'objet d'un règlement. Cette nouvelle disposition devrait être incorporée à la loi. Elle pourrait alors être connue de tout le monde. Pour ma part, je l'ignorais totalement avant de poser une question au premier ministre sur le cas que je lui ai soumis.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Elle est dans la loi, en ce sens que la loi permet de faire une telle réglementation.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il y a, dans la loi, le pouvoir général de réglementer, mais cette disposition particulière n'y est pas. Je ne suis pas opposé à cette assurance, mais on aurait dû faire plus de publicité.

M. Parent (Hull): Les bureaux d'émission eux-mêmes ne semblent pas être au courant de cette réglementation, car un cas s'est présenté à Hull et on l'a référé au bureau de Québec. Or, à Québec, on m'a informé qu'il fallait, en plus de la signature du père, une police d'assurance au montant de \$10,000 et \$20,000 pour dommages personnels à une ou plusieurs victimes et de \$5,000 pour dommages à la propriété d'autrui. On a même exigé une copie de la police.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il n'est pas nécessaire de produire une copie de la police. Il suffit d'une déclaration portant que le véhicule est assuré, par le père ou par le fils, dans telle compagnie. Le service des véhicules-moteurs n'émet le permis qu'après avoir vérifié auprès de la compagnie la véracité de la déclaration. Tout se fait à Québec afin, précisément, de faciliter le contrôle.

M. Parent (Hull): Il nous faudrait une loi de responsabilité financière, afin de mieux protéger le public contre les frasques des chauffeurs insolubles et pas seulement des mineurs.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les mineurs constituent un cas spécial, à cause de leur incapacité juridique. Mais, d'une façon générale, je suis opposé, quant à moi, à l'assurance obligatoire. Là où l'assurance obligatoire a été appliquée, elle ne donne pas les résultats attendus: on n'a pas réussi à diminuer le nombre des accidents. Au contraire, l'assurance obligatoire a tendance à augmenter leur nombre, car les automobilistes, se sentant protégés, ont tendance à être moins prudents. C'est ainsi que, dans les États américains où elle est en vigueur, comme le Massachusetts, par exemple, il y a plus d'accidents qu'auparavant.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Cet accroissement des accidents est dû plus à celui du nombre des véhicules circulant sur les grandes routes qu'à l'imposition de l'assurance-automobile.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

D'autres États américains où l'assurance-automobile a été rendue obligatoire l'ont par la suite supprimée parce que les automobilistes, étant obligés de s'assurer contre les dommages causés par autrui, devenaient imprudents.

De plus, avec l'assurance obligatoire, il faudrait que nous ayons le pouvoir de limiter les primes; autrement, les compagnies pourraient exiger n'importe quel taux, ce qui n'est pas juste. Or, nous n'avons pas ce pouvoir.

M. Parent (Hull): Ce n'est pas l'assurance obligatoire que j'ai préconisée, mais une loi de responsabilité financière, comme il en existe une en Ontario et dans les autres provinces. La province constitue un fonds public avec les contributions des automobilistes pour pourvoir à l'exécution des jugements et dédommager les victimes d'accidents d'automobile, dans les cas où les chauffeurs eux-mêmes sont incapables de payer. Après tel jugement, le fonds paie, mais la personne reconnue coupable perd son permis de conduire et ne l'obtient de nouveau qu'après avoir remboursé le fonds et produit une assurance automobile pour l'avenir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ce fonds ontarien est insuffisant et il prête à beaucoup de critiques légitimes. Je ne trouve pas juste qu'on fasse payer \$5 à tous les automobilistes pour constituer un tel fonds et faire payer les accidents causés par une minorité d'entre eux. Le principe est faux. Pourquoi les automobilistes prudents, qui n'ont pas d'accidents, seraient-ils obligés de payer pour les fautes des imprudents ou de ceux qui ne savent pas conduire? Pourquoi, si je puis conduire sans causer des dommages aux autres, devrais-je payer pour ceux-là qui ne veulent pas conduire avec prudence? Qui nous dit qu'il n'y a pas parfois collusion entre certaines personnes, des amis, pour obliger le fonds à payer? Qui protège le fonds contre la possibilité du rappel d'un jugement quand, par exemple, on trouve des nouveaux témoins importants après jugement rendu? Ce système est si peu pratique, si peu satisfaisant qu'en Ontario on parle de le remplacer par l'assurance obligatoire.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): On a proposé bien des formules pour protéger les automobilistes contre les insolubles. Il faudra en trouver une. La Chambre de commerce de la province et plusieurs autres organismes ont préconisé un système analogue, mais adapté à l'économie de

notre Code civil. Le premier ministre a reçu récemment un mémoire de la Chambre de commerce de Montréal demandant que le permis des insolubles soit suspendu jusqu'à ce qu'ils aient payé les dommages et les frais et qu'ils se soient assurés pour un minimum de \$5,000 pour dommages à une personne, de \$10,000 pour dommages à plus d'une personne et de \$1,000 pour dommages à la propriété.

Avec le règlement passé par notre province au sujet des mineurs, nous avons partiellement l'assurance obligatoire. Je ne préconise pas l'assurance obligatoire comme le remède le plus efficace. À mon avis, il faudrait en venir à une formule qui remédierait à la situation que causent ceux qui causent des accidents et sont dans l'incapacité de payer.

Il suggère que le gouvernement étudie les moyens de protéger les victimes d'accident impliquant les automobilistes qui ne sont pas assurés. Il me semble, dit-il, qu'on pourrait prendre ce qu'il y a de mieux dans les diverses législations américaines et canadiennes, pour en faire quelque chose qui rencontre nos besoins particuliers et protéger efficacement les victimes des accidents contre les chauffards irresponsables, car il n'y a pas que les mineurs qui soient dangereux, mais une foule de conducteurs de véhicules automobiles.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je suis de cet avis, mais avant de généraliser le règlement concernant les mineurs, il faudra voir quelle amélioration il apportera. On ne doit pas oublier qu'on a aboli dans le Québec, il y a quelques années, une loi rétrograde en vertu de laquelle on pouvait emprisonner un débiteur pour dettes. Si on prive un conducteur d'automobile de plaisance de son permis, passe encore, mais enlever le permis à quelqu'un qui a besoin de sa voiture pour sa subsistance, c'est le mettre dans le chemin.

Le service provincial des véhicules-moteurs a fait tout ce qui lui est possible pour faire observer les lois et mettre fin aux abus. Nous exerçons une surveillance de plus en plus active. La preuve, c'est que le nombre des permis suspendus par la Cour pour diverses infractions augmente: il a été de 3,663, en 1953, 3,755, en 1954, 4,448, en 1955, 4,625, en 1956 et 4,623 dans les 11 premiers mois de 1957¹². C'est dire que nous faisons notre gros possible pour faire observer les lois.

Il faut procéder avec prudence, être humain. C'est ainsi que si le conducteur d'un camion de livraison pour épicerie perd sa licence, il perd en même temps son gagne-pain.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Les juges sont humains. Je suis sûr qu'il y a des distinctions à faire, mais les tribunaux sont là pour apprécier les faits.

La question de la responsabilité des automobilistes est devenue si compliquée qu'on l'a soustraite aux prescriptions du Code civil, en passant une loi des véhicules automobiles. Dans le cas présent, il ne peut être question d'assimiler la loi avec celle qui régit l'emprisonnement pour dettes.

Encore une fois, c'est un cri général dans toute la province; on veut que les victimes soient protégées contre les chauffards insolubles. Est-ce que nous ne pouvons pas protéger les familles qui ont été ruinées par un vulgaire chauffard?

Si l'on se contente d'envoyer le chauffard en prison, il n'y a pas de compensation pour les victimes. C'est pour cela que, dans toutes les provinces, on a cherché des formules pour protéger le public.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le premier ministre dit que la loi ne peut obliger l'ensemble de la population à payer pour un accident. J'admets qu'il peut paraître injuste, à première vue, de faire contribuer tous les automobilistes à un fonds suppléant à l'irresponsabilité des insolubles, mais c'est un principe qui n'est pas nouveau dans nos lois.

Au Code municipal, on trouve, par exemple, une disposition en vertu de laquelle un fonds est créé pour indemniser les cultivateurs dont les moutons sont dévorés par des chiens. La municipalité a un recours contre le propriétaire du chien si elle le trouve mais, en attendant, le cultivateur a le droit de se faire rembourser par la municipalité.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Pas dans tous les cas.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le principe est admis. Si la communauté peut compenser pour la perte d'un mouton, elle peut payer aussi, en autant que possible, pour les individus qui sont victimes d'accidents d'auto.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) pose une question et souligne ce qui se fait dans quelques autres provinces, entre autres le Manitoba.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le Manitoba est loin d'être aussi avancé que la province de Québec. Le principal amendement à faire serait celui de la mentalité humaine.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) parle de la possibilité de n'exiger qu'une seule plaque de licence, comme cela se pratique, dit-il, dans plusieurs États américains. Le gouvernement pourrait ainsi sauver un montant appréciable.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les autorités policières en réclament deux au lieu d'une, parce que ce système facilite beaucoup plus les recherches policières que celui de la plaque unique. Il est en effet plus facile de repérer les numéros. Le gouvernement de Québec n'a pas été élu pour singer ce qui se fait aux États-Unis, et nous allons continuer à exiger deux plaques d'enregistrement pour chaque véhicule.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): N'y aurait-il pas moyen de prendre des mesures pour que les remboursements d'impôt sur le revenu du particulier du gouvernement provincial ne retardent pas trop¹³?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il arrive que des impôts sont perçus trop tard. Il n'y a rien d'étonnant alors que le remboursement retarde. Le remboursement par Ottawa est beaucoup plus long. Il faut attendre parfois quatre ou cinq ans pour obtenir des remboursements.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Si Ottawa fait mal, ce n'est pas une raison pour que le Québec fasse mal. Je voulais tout simplement signaler que des gens ont attendu jusqu'à un an pour être remboursés du trop-perçu d'impôt par le gouvernement.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 5. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Comité de révision des lois d'assurance - Bureau des assurances (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le Comité de révision des lois d'assurance a été créé en 1950 et il n'a pas encore terminé son travail. Je m'étonne qu'une commission puisse durer aussi longtemps. Les commissions d'études provinciales comme celles-là ont la durée du cours classique.

Il cite les montants payés chaque année en indemnités, en frais de représentation et de voyages.

Depuis 1950, déclare-t-il, nous n'avons reçu aucun rapport, et le gouvernement a dépensé \$183,315 jusqu'à maintenant. À ce rythme, je me demande combien il en coûterait pour la refonte de toutes les lois de la province. Si Napoléon avait procédé de la même façon, nous n'aurions pas encore son code.

Il attire l'attention sur une anecdote relative à Philippe de Gaulle¹⁴, le frère du général français. Philippe de Gaulle, étant allé visiter l'hôtel de ville de Paris, vit un bureau désigné sous le nom d'inondations de la Seine survenues en 1910. Deux employés, dit-il, avaient été oubliés dans ce bureau depuis 25 ans. Je me demande si les membres du comité de révision des lois d'assurance n'ont pas été oubliés dans quelque coin du parlement, comme tant d'autres qui durent et qui semblent avoir une vie éternelle.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement a présenté et fait adopter une loi autorisant la révision complète des lois d'assurance de la province de Québec. Cette révision devait être faite par trois commissaires et, depuis leur nomination, les commissaires ont déjà eu l'occasion de proposer des modifications importantes à notre législation, après avoir étudié les lois qui sont en force ailleurs.

Il lit certains paragraphes de la loi constituant le comité:

"1. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer trois commissaires pour réviser, quant au fond et à la forme, coordonner et refondre les lois de la province ayant trait à l'assurance et suggérer les modifications désirables pour les adapter aux conditions actuelles et aux besoins futurs de la population."

[...]

3. Les commissaires devront recueillir tous les renseignements utiles aux fins de l'article 1, étudier les systèmes d'assurance en cours ailleurs et proposer les modifications qu'ils jugeront opportun de faire aux lois actuelles ainsi que les meilleurs moyens de faire prévaloir les droits de la province en matières d'assurance."

Son mandat, affirme-t-il, est moins limité que ce qu'a voulu prétendre le chef de l'opposition. La loi créant cette commission n'a pas limité son mandat à une période précise et elle existera aussi longtemps qu'il sera nécessaire¹⁵.

Le domaine de l'assurance est compliqué en ce qu'il implique le bien-être économique de l'individu et des familles. Le travail à accomplir est énorme, considérable, puisque les lois que la

commission doit réviser et coordonner sont compliquées et disséminées dans tous les Statuts de la province. Le Comité doit réviser les lois d'assurance mutuelle, des assurances sur la vie, bref sur toutes les assurances en force dans la province de Québec.

Il fallait non seulement étudier le problème des assurances dans la province de Québec, mais réviser et coordonner les lois en s'inspirant de la législation en vigueur dans tous les pays. Nous avons, à cet égard, une situation compliquée, regrettable. Nos compagnies d'assurance, qui jouent un rôle considérable et procurent des carrières aussi rémunératrices que nombreuses, étaient propriété d'étrangers. Les commissaires devaient aussi ne point perdre de vue la question des pouvoirs constitutionnels.

On ne peut pas accuser d'incompétence des gens comme Me Marcel Faribault, de l'Université de Montréal, le juge Gérard Trudel et Me Bernard Devlin, fils d'un ancien ministre libéral. Le Comité de révision des lois d'assurance a pris des décisions fructueuses et rendu à la province des services inappréciables. Le gouvernement, en nommant cette commission, a voulu redonner aux nôtres les opportunités nécessaires pour occuper en ce domaine une place appropriée au rôle des Canadiens français sur notre coin de terre. À la lumière des renseignements que le comité a obtenus, et grâce aussi à la compétence de l'ancien ministre des Finances (l'honorable M. Gagnon), la commission a réalisé des réformes, et la province, des progrès dont les effets, dans ce domaine, ont été incalculables. À la suite de ces travaux, jamais nous n'avons ressenti comme aujourd'hui l'orgueil légitime de voir des Canadiens français fonder des compagnies d'assurance solides et puissantes et jouer ainsi, dans l'économie de la province, un rôle de première grandeur. Cela s'est produit en dépit de la complexité des lois d'assurance. J'en suis personnellement très fier, car cette situation répond à l'ambition que je n'ai cessé de nourrir pour l'avancement de ma province.

De plus, en trois circonstances en l'espace de sept ou huit ans, le gouvernement fédéral s'est arrogé des droits appartenant aux provinces dans le domaine de l'assurance. Les provinces ont plaidé contre cette ingérence et, en ces trois circonstances, tant en Cour suprême qu'au Conseil privé, elles ont obtenu gain de cause. La dernière fois, le Conseil privé a exprimé son étonnement de voir que le fédéral s'implantait dans un domaine constitutionnel qui n'est pas le sien. Le Conseil a finalement demandé quand le

gouvernement fédéral comprendrait enfin que les provinces ont tous les droits dans ce domaine des assurances.

Par suite de cet empiètement d'Ottawa, et en dépit de ces jugements, le gouvernement d'Ottawa persiste à garder en dépôt des centaines de millions de dollars qui, normalement, devraient être déposés entre les mains des ministères des Finances des provinces. Il accuse le surintendant des assurances d'Ottawa qui, dit-il, empiète sur les droits des provinces. Je me demande quand les autorités fédérales réaliseront qu'elles se rendent coupables d'usurpation. La commission doit annuler ce qu'Ottawa a fait, et il y a des millions en jeu, puisque les compagnies d'assurance sont obligées de déposer des sommes considérables dans les coffres fédéraux pour garantir leurs opérations.

Tout cela démontre bien que le gouvernement a pris une initiative efficace en instituant ce comité de révision pour étudier la question des assurances, afin de faire triompher les droits du Québec dans ce domaine vital. Je m'étonne que le chef de l'opposition critique le gouvernement, au lieu de le féliciter.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Bien avant que la commission provinciale n'existe, la bataille pour la reconnaissance des droits de la province de Québec dans ce domaine était commencée.

Les amendements provinciaux aux lois provinciales sur les assurances sont appliqués quand on présente les lois privées. Si les membres de la commission avaient travaillé sérieusement pendant seulement un an, ils auraient été en mesure d'étudier à fond la situation. Actuellement, les membres de la commission, quoique tous compétents, sont si occupés avec leur ouvrage quotidien qu'ils n'ont pas le temps de travailler à la question des assurances dans le Québec. Et puis, malgré le lyrisme dont le premier ministre a entouré cette question, que fait le Bureau des assurances de la province de Québec?

Ce à quoi nous nous objectons, c'est la pérennité ou l'éternité de cette commission. Cela fait huit ans que les trois commissaires sont payés. Qu'ont-ils à offrir en regard de leur salaire?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ils ont suggéré plusieurs amendements à la loi des assurances dans la province de Québec.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je ne comprends pas du tout la raison d'être de cette

commission, puisqu'elle n'a rien à montrer en regard du salaire des commissionnaires.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 6. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses - Bureau des assurances (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas trente-trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Honoraires pour la garde des valeurs et dépenses diverses (service de la dette publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas un million huit cent quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe) pose quelques questions au ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot).

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) donne des explications.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 9. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe) pose quelques questions au ministre de la Voirie.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) donne des explications.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 10. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe) pose quelques questions au ministre de la Voirie.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) donne des explications.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 11. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-neuf millions quatre cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Réparation et entretien des chemins (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959¹⁶.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Le sel répandu sur les routes durant la saison d'hiver désagrége le pavé. N'y aurait-il pas moyen d'utiliser une substance moins nocive?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Le sel s'attaque surtout aux routes de ciment et endommage beaucoup moins les surfaces d'asphalte. Nous n'employons actuellement que le sel et le sable.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Est-ce que les montants prélevés par la province, par sa taxe sur l'essence et les permis pour les véhicules-moteurs, ne pourraient pas servir uniquement au budget de la Voirie? Durant l'année 1956-1957, la province a récolté, sous ce rapport, un montant global de \$108,612,000.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Il n'y a pas que le ministère de la Voirie qui s'occupe des routes. Les chemins de colonisation relèvent du ministère de la Colonisation, les chemins de mines sont au budget du ministère des Mines et le ministère des Travaux publics s'occupe de la construction des ponts. En somme, le gouvernement dépense beaucoup plus pour la circulation automobile que le montant mentionné par le député de Saint-Hyacinthe (M. Saint-Pierre).

L'étude de la résolution est suspendue.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)
propose que la Chambre s'ajourne maintenant.
Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. Le 5 février 1958, le *Montréal-Matin*, à la page 5, attribue ces propos au ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Dozois). *L'Événement*, à la page 1, les prête, comme *Le Soleil*, au premier ministre. En ce qui concerne la durée des référendums, l'article 14 du bill 39 accorde en effet aux électeurs propriétaires "une période de deux heures au lieu d'une heure pour décider s'ils demanderont ou non un référendum lorsqu'un règlement d'emprunt leur est soumis".

2. Les sources ne précisent pas si le député de Bagot (M. Johnson) agit bel et bien comme président, mais nous supposons qu'il remplit ce rôle, puisqu'il préside tous les autres comités pléniers de la séance.

3. *Le Devoir* du 5 février 1958, à la page 1, rapporte que le premier ministre s'est volontairement mis hors d'ordre pour effectuer la déclaration suivante.

4. Ce congrès, qu'accueillera le Palais Montcalm de la ville de Québec, doit permettre au parti d'élire un nouveau chef ou de confirmer le chef actuel du parti dans ses fonctions.

5. Le samedi 1^{er} février précédent à 18 heures, le premier ministre du Canada, John Diefenbaker, a en effet déclenché des élections générales prévues pour le 31 mars 1958. *Le Temps* du 5 février 1958, à la page 1, indique que la question du premier ministre au sujet du report du congrès plénier du Parti libéral provincial en raison de la tenue de ce scrutin fait suite à une information de presse. Nous n'avons pas retrouvé la trace d'une telle information. Le 11 février 1958, un tel report n'a pas encore été entériné par l'exécutif du Parti libéral provincial, puisque *La Presse* du 5 février 1958, à la page 13,

annonce qu'une réunion des principaux dirigeants de ce parti se tiendra le lendemain "en vue de discuter de la date du prochain congrès plénier convoqué pour le choix d'un chef". Par contre, selon *Le Soleil* du 3 février 1958, à la page 13, les autorités de la Fédération libérale provinciale auraient entrepris, dès le dimanche 2 février, des "tractations au sujet de la tenue de ce congrès", la rumeur circulant dans les cercles libéraux leur prêtant la volonté d'en modifier la date.

6. Bien que le ministre des Finances (l'honorable M. Bourque) soit présent en Chambre, c'est le premier ministre, remarque *La Presse* du 5 février 1958, à la page 17, qui défend les crédits des finances.

7. D'après *La Presse* du 5 février 1958, à la page 29, le premier ministre aurait déclaré que le gouvernement tenterait d'améliorer la situation à Montréal, et non la situation de façon générale.

8. La taxe de vente provinciale a en effet été imposée à la suite de la sanction, le 22 juin 1940, du bill 80, loi établissant un impôt sur les ventes en détail dans la province (4 George VI, chapitre 14).

9. *The Quebec Chronicle Telegraph* du 5 février 1958, à la page 2, précise plutôt "at the next federal-provincial conference".

10. Le 5 février 1958, *La Presse*, à la page 3, *La Tribune*, à la page 1, et *The Quebec Chronicle Telegraph*, à la page 2, affirment que le montant minimum de cette assurance obligatoire s'élève plutôt à \$20,000. *Le Devoir*, à la page 5, *L'Événement*, à la page 6, *Le Nouvelliste*, à la page 27, et *The Montreal Daily Star*, à la page 1, stipulent toutefois, comme *Le Soleil*, notre source, que le montant de l'assurance doit atteindre \$25,000. Par ailleurs, *The Montreal Daily Star*, 5 février 1958, à la page 1, s'appuyant sur des déclarations de fonctionnaires provinciaux, dont l'assistant-contrôleur au Bureau du revenu, Roger Stanton, révèle que ce nouveau règlement concernant l'assurance obligatoire pour les mineurs aurait été adopté par le lieutenant-gouverneur en conseil un an plus tôt, dans le cadre de la loi des véhicules automobiles. Il ne serait toutefois en vigueur que depuis le 31 janvier 1958. Le gouvernement exigerait de plus de l'assurance à laquelle adhèreraient les mineurs qu'elle couvre les dommages causés à la propriété pour un montant de \$5,000 et ceux causés aux victimes pour un montant de \$20,000, d'où peut-

être la confusion énoncée plus haut sur le coût exact de l'assurance.

11. Voir note 10.

12. Le 5 février 1958, *L'Événement*, à la page 6, avance le chiffre de 3,662 pour l'année 1953. Pour 1955, *La Presse*, à la page 9, et *Le Devoir*, à la page 5, soumettent plutôt celui de 4,625 permis suspendus. Nous avons tenté d'obtenir le nombre exact de permis suspendus au cours de ces deux années, sans succès.

13. Dans les *Comptes publics* de 1958-1959, un item relié au Bureau du revenu du ministère des Finances et intitulé "Frais de perception de l'impôt provincial sur le revenu" apparaît entre l'item "Plaques: véhicules automobiles et colporteurs" et le premier item du Bureau des assurances, d'où notre décision de situer cette question du chef de l'opposition sur l'impôt provincial à la suite de la discussion sur l'assurance-automobile. Le montant octroyé à cet item des frais de perception s'élève, toujours selon les *Comptes publics*, à \$1,885,040.23. *La Presse* du 5 février 1958, à la page 45, observe que ce poste constitue un des principaux des crédits du ministère des Finances.

14. Il s'agit sans doute de Pierre de Gaulle, puisque le général français n'a pas de frère s'appelant Philippe. Élu conseiller municipal de Paris et conseiller général de la Seine en octobre 1947, Pierre de Gaulle accède peu après aux fonctions de président du conseil municipal de Paris. Il le reste jusqu'en 1951.

15. Le paragraphe 4 de la loi autorisant la révision des lois d'assurance du Québec (S.R.Q., chapitre 36) stipule pourtant que les membres du comité "prépareront et délivreront au trésorier de la province, dans les douze mois de leur nomination, un rapport de leur travail et de leurs recommandations motivées, ainsi qu'un ou des projets de loi conformes à ces derniers et couvrant toute la matière étudiée".

16. *Le Soleil*, 5 février 1958, à la page 22, déclare que la Chambre s'accorde pour discuter en même temps que cet item d'un montant statutaire de \$50,000,000 octroyé pour la construction et la réparation de chemins.

Séance du mercredi 5 février 1958

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-troisième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill 194 concernant La Zénith compagnie d'assurance mutuelle.

Et, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 171 relatif à La Persévérance compagnie d'assurance;

- bill 273 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Hauterive;

- bill 257 concernant la corporation municipale de Templeton-Ouest, la Commission scolaire catholique de Templeton-Ouest et la Commission scolaire protestante de Templeton-Ouest.

Votre comité a décidé de faire rapport que le préambule du bill 164 pour donner effet immédiat à la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 150, n'a pas été prouvé à sa satisfaction, la preuve apportée ayant été contradictoire.

Projets de loi:

**La Zénith
compagnie d'assurance mutuelle**

M. Rochette (Québec) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 194 concernant La Zénith compagnie d'assurance mutuelle.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 194 sans l'amender.

M. Rochette (Québec) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Mont-Royal
compagnie d'assurances générales**

M. Gagné (Montréal-Laurier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 171 relatif à La Persévérance compagnie d'assurances générales.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 171 sans l'amender.

M. Gagné (Montréal-Laurier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Commission scolaire
de Hauterive**

M. Ouellet (Saguenay) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 273 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Hauterive.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 273 sans l'amender.

M. Ouellet (Saguenay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Templeton-Ouest

M. Desjardins (Gatineau) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 257 concernant la corporation municipale de Templeton-Ouest, la Commission scolaire catholique de Templeton-Ouest et la Commission scolaire protestante de Templeton-Ouest.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 257 sans l'amender.

M. Desjardins (Gatineau) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Caron (Maskinongé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-quatrième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

Projets de loi:

Charte de Montréal

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande que la formation de la Chambre en comité plénier soit remise à une séance ultérieure¹.

La demande du chef de l'opposition est acceptée.

La Zénith compagnie d'assurance mutuelle

M. Rochette (Québec) propose que le bill 164 pour donner effet immédiat à la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 150, n'ayant pas été adopté, les droits

ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés, ou peuvent être appelés à payer, leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Commission des écoles catholiques de Dorval

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose que l'amendement du Conseil législatif au bill 197 concernant la Commission des écoles catholiques de Dorval soit maintenant accepté.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Subsides:

Budget des dépenses 1958-1959

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)²

Le comité poursuit l'étude du projet de résolution soumis par le ministre des Finances (l'honorable M. Bourque) à la séance du 4 février 1958, et dont le texte se lit comme suit:

1. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-neuf millions quatre cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Réparation et entretien des chemins (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Les automobilistes de la province paient \$78,000,000 d'impôt sur l'essence, \$30,000,000 pour les permis et les plaques et la taxe sur les ventes de véhicules à moteur.

Ils sont en droit de s'attendre à ce que le gouvernement provincial fasse plus pour l'amélioration de notre réseau routier. Or, le ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot) ne prévoit qu'un budget de \$91,213,000 pour l'exercice 1958-1959.

Le ministre de la Voirie devrait porter une attention toute spéciale aux grandes voies de communication, et particulièrement aux artères qui permettent d'entrer et de sortir des grands centres comme Montréal, Québec, Trois-Rivières, Sherbrooke. Il y a 1,100,000 véhicules à moteur dans la province; or, il se trouve qu'une grande partie de ces véhicules roulent principalement aux abords de ces grosses agglomérations.

Le nombre des véhicules automobiles s'est accru de telle façon qu'il faut absolument améliorer le trafic le long des chaussées les plus fréquentées. Il faut rendre le plus large possible les voies d'accès aux principales villes de la province. Des routes telles que la route no 2 ou la route no 9³ n'ont peut-être pas été l'objet d'une attention suffisante de la part du gouvernement.

Si l'on veut que Montréal progresse et reste la métropole du pays, il faut rendre les plus larges possible les voies d'accès. Si la ville de Montréal croit bon d'étudier un projet de construction d'une autoroute de \$145,000,000 qui contournerait le port, la province ne devrait-elle pas examiner de près la question des artères qui rattachent la métropole au reste du réseau routier du Québec?

Une voie du genre de la route Magog à Sherbrooke serait recommandable pour remplacer certaines des routes actuelles de la région métropolitaine. Ainsi, la route Montréal-Saint-Jean devrait être élargie. Non seulement cela supprimerait bien des causes d'accident, mais cela servirait au commerce, à l'industrie et au tourisme.

Entre Saint-Hyacinthe et Saint-Hubert, sur une distance de 27 milles, on a dénombré en un an 21 morts et 43 blessés, sans compter \$100,000 de dégâts matériels. C'est inadmissible. L'intervention gouvernementale pour prendre des mesures limitant le nombre des accidents est réclamée par nombre de corps publics, chambres de commerce, municipalités et autres.

Ce que la province de Québec a besoin, c'est un plan d'ensemble visant à l'amélioration progressive et systématique de notre réseau routier. À l'heure actuelle, le gouvernement se contente de construire des bouts de chemins à l'ombre du "patroneux" de la paroisse, qui dirige les travaux, fait exécuter les ordres: on ne s'étonnera pas de l'inefficacité d'un tel système, parce qu'il est basé sur le favoritisme ou l'incompétence des organisateurs politiques.

Le gouvernement devrait accepter les offres d'Ottawa, au sujet des montants que la province pourrait recevoir au sujet de la route Trans-Canada.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Il ne saurait être question, à ce moment, du financement de cette route.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Nous discutons du poste relatif à la réparation et à l'entretien des chemins.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Nous devons nous en tenir aux routes financées par la province.

Tout le monde sait que Québec n'a pas signé d'accord au sujet de la route Trans-Canada. Si l'on veut faire un débat sur la position prise par Québec dans cette affaire, il sera loisible de le faire en une autre occasion.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Est-il exact, comme certains le prétendent, que les chemins de gravier, à la longue, par suite des réparations considérables qu'ils requièrent, coûtent aussi cher, sinon plus cher, que les chemins d'asphalte, du moins que les chemins d'asphalte secondaires?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Aujourd'hui, toutes les routes d'asphalte doivent être de première qualité, en raison de la circulation lourde. On ne peut prétendre qu'elles coûtent moins cher.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Y a-t-il espoir qu'on construise une deuxième travée sur la route Montréal-Saint-Hyacinthe? On parle de jalons qui auraient été posés pour cette seconde travée. Le budget du ministre de la Voirie prévoit-il des dépenses à cet effet?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Je répondrai d'abord au député de Saint-Hyacinthe qui a signalé, au début de ses remarques, que le produit de la taxe sur l'essence et de la taxe sur les voitures automobiles s'élève à environ \$100,000,000.

Il ne faut pas oublier que le ministère de la Voirie n'est pas le seul à s'occuper de la construction de routes: il y a aussi les ministères des Travaux publics, de la Colonisation et des Mines.

Tous ces ministères ensemble dépensent beaucoup plus de \$100,000,000 par année pour des routes. Par conséquent, l'argent versé au percepteur par les automobiles sert bien à ces dernières.

Le député a également parlé de consacrer moins à la voirie rurale, et plus aux chemins de la périphérie des grands centres...

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Je suggérerais d'augmenter les montants à emprunter pour les routes principales.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Quoi qu'il en soit, je tiens à déclarer que Québec entend d'abord continuer à apporter tout le soin possible à la voirie rurale. Les gens des campagnes ont aussi besoin de communications faciles. Ils ont droit à de bonnes routes pour se rendre au marché, pour se rendre aux villages, pour envoyer leurs enfants à l'école, etc. La voirie rurale contribue à garder les cultivateurs à la campagne.

Il faut des routes pour se rendre dans les petits comme dans les grands centres. L'Union nationale n'a certainement pas négligé ces derniers. On peut même dire que toutes les grandes voies d'entrée, tant sur l'Île de Montréal qu'à Québec, c'est le gouvernement de l'Union nationale qui les a aménagées. Je ne dirai pas que nous avons construit toutes les voies d'accès à Montréal, mais j'affirme que les plus belles sont dues au gouvernement actuel. Il cite la construction du pont de Sainte-Rose de Laval et du pont de Saint-Eustache et la réfection du boulevard Pie-XII qui, dit-il, ont amélioré considérablement les entrées et les sorties à Montréal.

On ne peut consacrer tout l'argent de la voirie sur les routes principales, si importantes soient-elles. On a invoqué l'argument du grand nombre d'accidents sur la route Montréal-Saint-Hyacinthe, pour réclamer une deuxième travée. Ce n'est sûrement pas le meilleur argument, car il arrive malheureusement que nos plus belles routes soient le théâtre des plus nombreux accidents. Des gens semblent prendre les routes modernes très droites comme des champs de course.

La route no 9 a certainement son importance et le gouvernement s'y intéresse. Mais si le gouvernement actuel avait voulu parachever la route Sir-Wilfrid-Laurier en deux ou trois ans, tout l'argent du ministère y aurait passé, sans tenir compte des besoins des autres régions de la province. C'eût été simplement injuste.

L'an dernier, mon département a construit, en particulier, la section Drummondville-Notre-Dame-du-Bon-Conseil, et il en terminera d'autres sections cette année. Nous dépenserons probablement sur cette route, en 1958, plus de \$1,000,000. Mais il y a aussi beaucoup d'autres travaux de voirie de caractère très urgent.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Et entre Montréal et Saint-Hyacinthe, est-ce qu'il va se faire quelque chose?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): La question est à l'étude. On insiste pour que nous construisions une route qui contournerait la ville de Saint-Hyacinthe, afin de décongestionner les rues de la ville et de permettre un écoulement plus rapide de la circulation. J'ai donné des instructions pour qu'une étude très sérieuse du problème soit faite immédiatement.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je parle surtout de la nécessité d'une double voie entre Saint-Hyacinthe et Montréal. C'est là que se rencontre la grosse circulation. Il se développe un immense territoire au sud de Montréal, et à un tel rythme que les routes actuelles ne suffisent plus. Aux heures d'affluence, c'est un embouteillage terrible.

Le terrain nécessaire à la construction d'une nouvelle voie appartient déjà à la province. Est-ce qu'on va commencer bientôt à construire cette seconde voie?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Le projet est à l'étude, mais aucune décision définitive n'a été prise. Vu les besoins nombreux qui se font sentir un peu partout, il y a peu de chance que le projet se réalise cette année.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il n'y a pas nécessairement opposition irréductible entre la voirie rurale et la construction des routes principales. Sans doute faut-il servir convenablement toutes les régions de la province; mais un effort particulier s'impose pour améliorer la circulation aux abords de la région métropolitaine de Montréal. C'est là que se trouve le gros du commerce, de l'industrie et de la population. Or, la congestion y est telle que les voitures avancent à pas de tortue. C'est un véritable étranglement. La circulation est plus considérable sur la route de Saint-Hyacinthe que sur la route Magog-Sherbrooke, où l'on a pourtant construit une double voie. Si le gouvernement a jugé nécessaire de faciliter la circulation entre Sherbrooke et Magog, alors une route entre Saint-Hyacinthe et Montréal est essentielle.

On a souligné que les cultivateurs avaient besoin de routes pour se rendre aux marchés. Il ne faut pourtant pas oublier que les cultivateurs, qui ont affaire à se rendre à Montréal, souffrent eux aussi énormément, tout autant que les citoyens, de l'embouteillage qui existe présentement sur la route reliant Saint-Hyacinthe à la métropole. Les embouteillages très lourds provoquent une situation intolérable dont souffrent les résidents de la vallée du Saint-Laurent et de la vallée du Richelieu.

Les routes modernes ne sont pas, par elles-mêmes, des causes d'accident. L'expérience démontre, au contraire, qu'elles sont beaucoup plus sûres que les routes conventionnelles. Le taux des accidents est beaucoup plus faible sur les autostrades américaines que sur les autres routes. Malheureusement, dès qu'une voie nouvelle est aménagée, tout le monde a tendance à venir s'y installer. Ça devient non plus une route, mais une rue. Il devient impossible d'y circuler rapidement et en toute sécurité, et c'est là que se multiplient les causes d'accident. Ce qu'il faut, ce sont des voies modernes à accès contrôlés.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Nous sommes pleinement d'accord là-dessus.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): S'il faut en faire une route à péage, l'automobiliste l'acceptera volontiers, car il est prêt à payer un droit de passage sur les belles routes, pourvu qu'il puisse se déplacer plus rapidement d'un point à un autre et se rendre à destination. Ainsi, c'est ma conviction que la route 9, tant critiquée par le gouvernement actuel, lorsqu'elle sera complétée, pourrait devenir la plus belle autostrade de la province, si on voulait bien la terminer. C'est sûrement la route de l'avenir entre Montréal et Québec.

Et il faut louer la prévoyance du gouvernement Godbout qui a acheté immédiatement tout le terrain nécessaire pour en faire une autostrade vraiment droite et à voies multiples. Toutes les expropriations ont été effectuées sous l'ancien régime libéral, et seul le revêtement reste à faire pour ce qui est de l'autre moitié. Pourquoi déprécier ce qui s'est fait de bien? La question n'est pas de savoir qui a commencé cette route. L'important, c'est qu'on puisse y circuler sans encombres. Il n'y a pas de temps à perdre. On devrait commencer par terminer le secteur Montréal-Saint-Hyacinthe, parce que c'est là que se étrangle la circulation. Il faut de toute nécessité une voie de dégagement rapide au sud de Montréal.

Personnellement, je ne suis pas en faveur des routes de ciment, parce qu'elles sont trop glissantes en hiver. Et si l'on y met du sel pour faire fondre la glace, on détériore le ciment.

La voirie provinciale accorde, dans certains cas, des subventions aux municipalités pour revêtements bitumineux. Des subventions statutaires devraient être fixées en ce qui concerne ces subventions. Pourquoi telle ville a-t-elle des rues pavées aux frais du gouvernement, alors que telle

autre doit se débrouiller seule? Il faudrait une politique générale et cohérente en ce domaine.

Il demande que l'on fasse de nouveaux efforts pour hâter l'uniformisation de la signalisation routière dans toute la province.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Pour terminer la voie entre Montréal et Saint-Hyacinthe dans toute sa largeur, il faudra y consacrer \$150,000,000. Nous y avons fait des travaux importants l'an dernier et nous y dépenserons encore plus de \$1,000,000 cette année. Mais nous n'engloutirons pas tout le budget de la Voirie au même endroit.

M. Thérberge (Chambly): Depuis 1945, le gouvernement a dépensé plus de \$1,000,000,000 pour la voirie et il demande encore cette année une somme d'environ \$90,000,000. Je m'étonne qu'avec tout cet argent on n'ait pas trouvé moyen d'élargir la montée de Boucherville. Je m'étonne également que la route no 9 ne soit pas encore à quatre voies dans toute sa longueur. Dans la province de Québec, la voirie n'a pas été inventée par l'Union nationale, mais par le gouvernement libéral. Avec de maigres budgets, il a été possible à ce gouvernement de construire la route de ceinture de la Gaspésie.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Qu'est-ce que le député de Chambly (M. Thérberge) veut savoir?

M. Thérberge (Chambly): Que le premier ministre attende et nous allons le satisfaire. Avec plus de \$1,000,000,000 dépensés pour la voirie en 12 ou 13 ans, il est inadmissible que la route no 9 n'ait pas été construite dans toute sa longueur à quatre voies, alors que tout le terrain a été exproprié et défriché.

Je ne sais si le premier ministre commence à comprendre, mais je m'en viens. Comment se fait-il qu'avec \$1,000,000,000 la route no 2 n'ait pas été décongestionnée, que la route no 3 n'ait pas été élargie⁴, que l'on ait pas supprimé la trappe de mort que constitue le chemin conduisant du pont Jacques-Cartier à Sorel, que l'on n'ait pas construit une route à quatre voies de Montréal à la frontière américaine, une route à quatre voies de Montréal à Ottawa, une route à quatre voies de Montréal en direction de Toronto? Le ministre de la Voirie ne fournit pas de détails sur ses projets de voirie pour l'année financière qui s'en vient, alors qu'il demande à la Chambre de lui voter \$90,000,000.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Le chef de l'opposition a mauvaise grâce de réclamer une route sans accès en direction des États-Unis.

Une route commencée en ciment est continuée en ciment. Quant aux expropriations à l'Île Jésus, il ne faut pas s'étonner si les paiements peuvent subir quelques retards.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Ce qui est décevant, c'est que les expropriés ne reçoivent pas un montant initial. On m'a parlé de gens qui ont été forcés de s'acheter une nouvelle maison et qui n'avaient rien reçu pour donner à leur tour un montant initial.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Sur ce point, les instructions du ministère sont très strictes. Nous exigeons toujours que l'on donne au moins un acompte substantiel. Il peut y avoir des exceptions, mais en général, un montant initial est donné aux expropriés.

La signalisation est un problème que toutes les provinces ont mis à l'étude, en vue d'en arriver à un système uniforme. Ce n'est pas une affaire simple. Je crois pouvoir dire que nous avons une bonne signalisation dans la province. Nous avons reçu, à ce sujet, des témoignages d'appréciation très flatteurs. Il peut y avoir, certes, des exceptions malheureuses, mais, de façon générale, la province est dans une excellente situation.

Les plus belles entrées de Montréal sont l'œuvre de l'Union nationale.

Il rappelle ce qu'a fait son ministère dans le domaine de la construction, de la réparation et de l'entretien des ponts. Il cite le cas du pont Charlemagne⁵. Avant l'Union nationale, il n'y avait qu'un pont branlant, sur lequel deux voitures ne pouvaient même pas se rencontrer. Le gouvernement actuel l'a remplacé par le pont de Repentigny, qui reste l'un des plus modernes de la province.

Le député de Chambly (M. Théberge) a eu l'audace de parler de construction du chemin de ceinture par le Parti libéral. Les libéraux ont peut-être réalisé une sorte de chemin de ceinture de la Gaspésie, mais ils se sont contentés de relier des chemins de colonisation qui sont restés des chemins croches, dangereux et poussiéreux. En traitant avec justice les divers comtés, même ceux qui sont représentés par des membres de l'opposition, l'Union nationale a refait en entier, d'après des données modernes, tout ce chemin de ceinture d'une longueur de 560 milles. Aujourd'hui, on fait le tour de la Gaspésie sur une route large et bien pavée.

Le gouvernement a aussi construit une nouvelle route Québec-Chicoutimi, le boulevard Talbot, relié l'Abitibi au reste de la province par la route Mont-Laurier-Senneterre, aménagé le boulevard Ducharme, la route entre Shawinigan et La Tuque, relié les deux versants de la péninsule gaspésienne par la route transversale de la Gaspésie, une autre très moderne et d'une longueur de 85 milles à travers les montagnes, refait la route 11 dans le comté de Gatineau; la route Marie-Victorin sur la rive sud du Saint-Laurent. Il parle aussi de la route du tour du lac Saint-Jean, de la route qui relie les îles de l'archipel des Îles-de-la-Madeleine, de la réfection de la route no 3.

Il déplore l'attitude mesquine du député de Chambly. Un député, dit-il, qui ne devrait pas se plaindre, c'est bien lui, qui a été traité avec justice par mon ministère.

M. Théberge (Chambly): Si le gouvernement a élargi le boulevard Taschereau⁶, c'est qu'il en a été forcé par les circonstances, par suite de la construction de la voie maritime du Saint-Laurent.

M. Dionne (Rimouski): Toute la population de l'est de la province est intéressée à ce que le gouvernement termine la route Sir-Wilfrid-Laurier. Quels sont les projets de voirie qui ont été formés pour le comté de Rimouski?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Le programme n'a pas encore été établi dans cette partie de la province, mais des travaux ont été décidés en d'autres endroits. Il cite la construction d'une route à voies divisées à Marieville, au coût de \$500,000; l'asphaltage de parties de la voie Marie-Victorin, sur le bord du fleuve Saint-Laurent, dans Lévis et Lotbinière; la reconstruction de la section de Donnacona sur la route no 2.

Il y a également, poursuit-il, des travaux d'approche qui coûteront \$2,000,000 au pont de Caughnawaga, par suite des travaux de canalisation. De plus, des parties du chemin de ceinture de la Gaspésie seront asphaltées cette année, notamment de l'Anse Pleureuse à Murdochville, et de cette dernière ville à Gaspé. Aux environs de Drummondville, le ministère dépensera plus de \$1,000,000. Des travaux ont été effectués sur la route de Sainte-Anne de Beaupré, à la côte de la Mîche. Une côte nouvelle a été construite, un viaduc a été établi, et une fois l'asphaltage terminé, la province aura payé environ \$1,600,000. Des voies d'accès modernes feront de la route de Sainte-Anne et de La Malbaie l'une des plus belles de la province.

M. Dionne (Rimouski) demande au gouvernement d'aider la ville de Rimouski à faire, dit-il, le boulevard qui est commencé le long du fleuve, pour remplacer la rue Saint-Germain, trop étroite pour absorber le trafic en direction de la Gaspésie et de l'est de la province. Est-ce que Rimouski peut compter sur la collaboration du premier ministre pour terminer les travaux de ce boulevard nouveau?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): À la suite de l'incendie qui a détruit la partie commerciale de Rimouski, le gouvernement, de concert avec Ottawa, a dépensé des sommes importantes pour la reconstruction de la ville et du pont. Le fédéral a fourni \$2,500,000 et le gouvernement de Québec \$3,500,000. Une partie de ce montant a été employée à la reconstruction des écoles.

Le boulevard en construction est trop exposé au gel et au dégel, et son entretien serait trop dispendieux. Nous allons donner des chemins à ceux qui n'en ont pas encore, avant d'en construire là où il y en a déjà.

M. Dionne (Rimouski): Si les gouvernements ont fait leur part, la charité publique et la ville de Rimouski l'ont fait aussi. Cette route sur la grève est absolument indispensable.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il ne peut pas être question de cela cette année.

M. Dionne (Rimouski): Pourrions-nous avoir une entrevue entre les autorités municipales de Rimouski et le ministre de la Voirie?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai reçu, à plusieurs reprises, des délégations de Rimouski qui nous ont exposé des problèmes. Mais pour ce boulevard, le gouvernement ne peut rien faire cette année.

M. Dionne (Rimouski): Le gouvernement néglige la ville de Rimouski depuis 1950.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Mon département a donné à Rimouski \$840,000 en 1951-1952, \$808,000 en 1952-1953, \$808,000 en 1953-1954, et \$716,000 en 1954-1955.

M. Dionne (Rimouski): Lorsqu'on fait des comparaisons, il faut être juste. Que le ministre de la

Voirie compare donc ce qui s'est fait dans Rimouski avec ce qui s'est fait dans le comté de Matane.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Que le député de Rimouski (M. Dionne) se renseigne, le comté de Rimouski a plus reçu que le comté de Matane. S'il n'a pas connaissance de ce qui se passe, qu'il ne vienne pas dire des choses qui sont contraires à la vérité.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Le gouvernement a dépensé dans Rimouski, pour la construction de routes seulement, \$643,750 en 1951-1952, \$572,356 en 1953-1954, \$469,914 en 1954-1955, et \$794,955 en 1955-1956.

M. Dionne (Rimouski) insiste pour que ces statistiques soient comparées avec celles du comté de Matane⁷.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe) parle de l'insuffisance de la route Montréal-Saint-Hyacinthe, où, affirme-t-il, la circulation est encombrée presque à tout moment de la journée. Il insiste sur l'importance de construire au plus tôt une nouvelle voie charretière entre ces deux villes, où la circulation atteint, dit-il, un volume 10 fois supérieur à celui que l'on constate sur d'autres routes, afin d'améliorer un état de choses intolérable.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Le gouvernement a formé le projet de construire une voie d'évitement qui décongestionnerait sensiblement Saint-Hyacinthe, mais il ne se propose pas d'ajouter, dès cette année, une nouvelle travée à la route Montréal-Saint-Hyacinthe.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La situation s'empirerait, car la circulation sur la voie maritime du Saint-Laurent rendrait nécessaire la fermeture des ponts au trafic pour un total de quatre heures par jour.

Il faut régler aujourd'hui les problèmes découlant de cette canalisation. Il y a des projets qui réclament la déviation du trafic de deux tabliers de ponts différents, dont un qui demeurerait toujours ouvert.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) n'est pas d'accord avec ce que dit le premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Attendez de voir!

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Si le premier ministre dit vrai, alors, le gouvernement du Québec a le devoir d'empêcher que le projet de canalisation soit accepté.

M. T.-D. Bouchard⁸, il y a une vingtaine d'années, a fait acheter du terrain sur une largeur de 100 pieds, entre Saint-Hyacinthe et Montréal, et il est possible d'y aménager une route à double voie. On demande tout simplement un chemin qui serait de troisième ordre aux États-Unis.

Plus on va attendre pour construire une autoroute, plus l'expropriation coûtera cher. La même chose arrivera sur la rive sud et sur la rive nord, entre Montréal et Saint-Jérôme.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Quand bien même vous auriez une route de 100 pieds de largeur, il y aura congestion au pont de l'Île de Montréal.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Dans le moment, la situation est intenable.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Avant de donner du gâteau à ceux qui ont du pain, nous allons donner du pain à ceux qui n'en ont pas. Il faut rendre justice aux villes, mais également aux paroisses, aux villages et aux campagnes.

L'étude de la résolution est suspendue.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Questions et réponses:

Engagements financiers pour la construction et réparation d'écoles

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Quel était au 31 mars 1957 le montant total des engagements pécuniaires du gouvernement concernant la réparation et la construction d'écoles?

L'honorable M. Prévost (Montmorency):

a. La contribution du gouvernement de la province au coût des réparations d'écoles administrées par les différentes commissions scolaires de la province est payée dès que ces réparations sont exécutées et, au 31 mars 1957, il n'y avait aucun engagement pécuniaire du gouvernement à ce sujet.

b. Quant aux engagements pécuniaires du gouvernement concernant la construction ou la reconstruction d'écoles soumises à la juridiction des différentes commissions scolaires de la province, le total de ces engagements, au 31 mars 1957, se chiffrait à \$75,153,128.95 payables par versements annuels et dont une partie importante, savoir environ \$20,000,000, a été payée au cours de l'année fiscale 1957-1958.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.
Adopté.

La séance est levée vers 6 heures.

NOTES

1. Cette motion du chef de l'opposition indique, selon *La Presse* du 6 février 1958, à la page 1, que les libéraux se proposent d'engager un débat sur ce bill à l'Assemblée. Selon *The Montreal Daily Star* du 6 février 1958, à la page 1, cette décision de M. Lapalme a causé une certaine surprise, puisque les bills privés sont habituellement adoptés en deuxième lecture sans débat. La clause contestée par l'opposition est celle adoptée le 4 février par le comité des bills privés de l'Assemblée législative, qui porte de 16 à 17 le nombre des membres de la Commission métropolitaine. Le nouveau membre, nommé par le cabinet provincial, deviendrait en fait le président de la Commission. L'amendement obligerait de plus le président de la Commission à résider à Montréal. Ces mesures, selon plusieurs journalistes, auraient été ajoutées au bill dans le but d'écarter l'actuel président de la Commission métropolitaine, Pierre DesMarais, ancien président du comité exécutif de la ville de Montréal, qui réside

à Outremont et dont le parti, la Ligue d'action civique, a été défait aux élections municipales du 28 octobre 1957. M. DesMarais est identifié à l'ancienne administration du maire Jean Drapeau, un adversaire de M. Duplessis.

2. Les sources ne précisent pas si le député de Bagot (M. Johnson) agit bel et bien comme président, mais nous supposons qu'il remplit ce rôle, puisqu'il préside tous les autres comités pléniers de la séance.

3. La route 2 relie à l'époque Montréal à Québec du côté nord du fleuve. Aussi appelée route Sir-Wilfrid-Laurier, la route 9 conduit également les automobilistes de Québec à la métropole, mais du côté sud du Saint-Laurent. Du pont de Québec à Drummondville, cette route comporte deux voies dans chaque direction. L'opposition presse le gouvernement de compléter les travaux sur le tronçon Drummondville-Montréal.

4. Aussi appelée route Marie-Victorin, elle commence à Lévis et passe par Saint-Lambert, pour se terminer à Dundee, municipalité située dans l'actuelle région administrative de la Montérégie.

5. Situé dans l'actuelle région administrative de Lanaudière, probablement dans la municipalité du même nom.

6. Il s'agit du boulevard qui longe la rive sud du fleuve en face de Montréal et qui passe par les villes de Longueuil, Greenfield Park, Brossard et Laprairie.

7. *Le Soleil* du 6 février 1958, à la page 10, confirme que le député Dionne n'obtient pas de réponse à sa question.

8. Téléphore-Damien Bouchard, ministre de la Voirie dans le cabinet libéral de Godbout du 8 novembre 1939 au 3 mars 1944. Il fit voter une importante loi de la voirie, le bill 27, loi amendant la loi de la voirie (4 George VI, chapitre 32, sanctionné le 30 mai 1940) planifiant le futur développement autoroutier du Québec.

Séance du jeudi 6 février 1958

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

M. Caron (Maskinongé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-cinquième rapport du comité permanent des bills privés en général².

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 262 modifiant la charte de la cité de Verdun;
- bill 132 concernant la ville de Montréal-Nord;
- bill 242 modifiant la charte de la cité de Saint-Michel.

Votre comité recommande de prolonger au 13 février prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

**Charte
de Verdun**

M. Ross (Montréal-Verdun) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 262 modifiant la charte de la cité de Verdun.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 262 sans l'amender.

M. Ross (Montréal-Verdun) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Montréal-Nord

M. Pouliot (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 132 concernant la ville Montréal-Nord.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 132 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Charte
de Saint-Michel**

M. Pouliot (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 242 modifiant la charte de la cité de Saint-Michel.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 242 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Gagnon (Matapédia): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité recommande de prolonger au 13 février prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:**Loi de
l'enseignement spécialisé**

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 32 modifiant la loi de l'enseignement spécialisé.

Ce bill, explique-t-il, constitue un amendement à la loi de l'enseignement spécialisé. Il a pour but de rendre davantage justice aux écoles qui dispensent l'enseignement spécialisé en les désignant d'un titre plus approprié. Si la mesure introduite par le gouvernement est adoptée, elles seront connues dorénavant sous le nom d'Instituts de technologie. Ce nom rendra davantage justice à la tâche qu'accomplissent ces institutions.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi de
l'assistance publique**

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 33 modifiant la loi de l'assistance publique de Québec.

Le bill, affirme-t-il, apporte des amendements de concordance à la loi de l'Assistance publique. Ces amendements de concordance sont devenus nécessaires par suite du transfert d'une partie du fonds de l'assistance publique du ministère de la Santé au ministère du Bien-être social et de la Jeunesse.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Commémoration
de la fondation de Québec**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 41 autorisant la contribution de la province à la célébration du 350e anniversaire de la fondation de Québec.

En vertu de ce projet de loi, dit-il, le gouvernement de la province de Québec sera autorisé à contribuer financièrement aux succès des célébrations qui marqueront le 350e anniversaire de

la fondation de la ville de Québec, cet été, en versant au comité qui organise ces grandes fêtes une somme de \$150,000. Une partie de cette somme sera utilisée pour remplir des niches vides qui ornent l'édifice du Parlement sur le mur face à l'avenue Dufferin. Il est donc possible qu'à l'occasion des fêtes la façade du parlement s'enrichisse de quelques nouvelles statues de grands hommes.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi de
l'impôt sur le revenu**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 42 modifiant la loi assurant à la province les revenus nécessités par ses développements.

Il s'agit, explique-t-il, de permettre aux contribuables du Québec de bénéficier des importants amendements apportés récemment à la loi fédérale de l'impôt sur le revenu³. On sait qu'Ottawa a augmenté de \$100 l'exemption de base allouée pour chaque enfant à charge et a porté de 10 % à 13 % le pourcentage de l'impôt fédéral que les contribuables du Québec peuvent déduire, du fait de l'existence d'un impôt provincial. Cet impôt représente, généralement, 15 % de l'impôt fédéral.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Aide aux sinistrés
dans la Beauce**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 43 autorisant l'aide financière de la province aux victimes de l'inondation à Beauceville en décembre 1957.

Ce projet de loi, dit-il, permettra au gouvernement provincial de venir en aide aux victimes de l'inondation survenue en décembre dernier, à Beauceville⁴. Le projet de loi prévoira probablement deux modalités d'aide. La ville sera autorisée à prêter, d'une part, à ses contribuables, à certaines conditions; d'autre part, le gouvernement de la province, lui-même, versera quelques centaines de mille dollars à ces mêmes sinistrés.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi sur l'exploitation des forêts

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 44 concernant la loi pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commémoration de la fondation de Québec

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 41 autorisant la contribution de la province à la célébration du 350e anniversaire de la fondation de Québec.

Adopté.

Loi de l'impôt sur le revenu

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 42 modifiant la loi assurant à la province les revenus nécessités par ses développements.

Adopté.

Aide aux sinistrés dans la Beauce

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 43 autorisant l'aide financière de la province aux victimes de l'inondation à Beauceville en décembre 1957.

Adopté.

Loi sur l'exploitation des forêts

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, du consentement unanime, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 44 concernant la loi pour prévoir une

exploitation rationnelle de certains territoires forestiers.

Adopté.

Questions et réponses:

Construction d'écoles

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Le 31 mars 1957, quelles sommes globales le gouvernement s'était-il engagé à verser pour la réparation des écoles ou pour la construction d'écoles?

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Quand le gouvernement paie pour des réparations d'écoles, il le fait dès l'exécution des travaux; le 31 mars 1957, le gouvernement n'avait aucun engagement au sujet de telles réparations. En ce qui regarde la construction ou la reconstruction d'écoles, les autorités provinciales, à la date du 31 mars 1957, s'étaient engagées à fournir \$75,150,128.95 payables par tranches annuelles. De cette somme, une partie importante, soit environ \$20,000,000, a été payée au cours de l'exercice financier 1957-1958.

Demande et dépôt de documents:

Chemin de la mine Beattie-Duquesne

M. Courcy (Abitibi-Ouest) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie du ou des contrats octroyés par le gouvernement de la province relativement aux travaux de construction du chemin de la mine Beattie-Duquesne, au montant de \$110,148.80, tel que mentionné à la page 307 des *Comptes publics* de l'exercice clos le 31 mars 1957.

Adopté.

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 16)

Charte de Montréal

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Aucune copie de l'amendement apporté par le premier ministre en comité n'a été remise aux membres de l'opposition. C'est une lacune regrettable. C'est d'ailleurs quelque chose qui n'est pas nouveau. Il arrive souvent, lorsque des amendements sont apportés à un projet de loi au comité des bills privés, que le chef de l'opposition soit le seul de son parti à en obtenir une copie.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça toujours été comme ça au comité des bills privés. Il y a toujours une copie pour le chef de l'opposition des amendements apportés. Ce n'était pourtant pas le cas à l'époque où j'étais chef de l'opposition. Très souvent, je n'avais pas de copie. Nous ne pouvons forcer les auteurs d'un bill à le faire réimprimer quand il y a des amendements.

M. Hamel (Saint-Maurice): Mais avec cela, on ne peut pas dire que nous avons vraiment le texte authentique du bill de Montréal.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si le député de Saint-Maurice (M. Hamel) était venu au comité, il aurait pu prendre connaissance du contenu du bill et des amendements. Mais le député préfère...

M. Lapalme (Montréal-Outremont): De toute façon, il n'y a qu'un petit nombre de députés qui sont membres du comité. Donc, plusieurs députés n'ont aucune obligation morale d'assister aux séances du comité. Ils apprennent officiellement ce qui s'y est passé par le rapport qui en est fait à la Chambre.

Qu'on ait toujours procédé de la même façon en ce qui a trait au nombre de copies exigées pour les textes d'amendements en comité, ce n'est pas une raison de continuer à le faire. Le bill de Montréal, en particulier, est un bill de première importance, le plus important de toute la session.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Tous les bills sont des bills importants. Par ailleurs, il n'y a pas eu de cachette à propos des amendements au bill de Montréal. Le député de Saint-Maurice, en particulier, est mal venu de se plaindre quand il n'était pas au comité. Il en est pourtant membre. S'il

ne veut pas assister aux séances du comité, tout ce qu'il a à faire, c'est céder sa place à un de ses collègues.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le premier ministre est drôle. Quand je suis au comité, il me le reproche et quand je n'y suis pas, il y voit également motif à m'attaquer. Je ne crains pas de comparer le nombre de mes présences au comité à celui de n'importe quel autre député membre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai jamais reproché au député de Saint-Maurice d'être présent au comité. Mais si l'on veut discuter le bill de Montréal, en comité plénier, article par article, qu'on procède...

M. Hamel (Saint-Maurice): J'ai le droit de m'expliquer et de dire que je proteste.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Nous allons commencer par l'article 3.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 3 qui se lit comme suit:

"3. L'article 292 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est remplacé par le suivant:

"292. Aux assemblées du conseil, la majorité des membres présents décide des questions et matières qui y sont soumises. Cependant, dans le cas où une règle du conseil, un règlement municipal, une disposition de cette charte ou une loi générale ou spéciale exige un plus grand nombre de voix concordantes, il suffit que la décision soit prise à la majorité des membres présents, pourvu que cette majorité comprenne au moins trente-quatre voix. La majorité, au sens du présent article, signifie le plus grand nombre de voix concordantes.

"Les dispositions du présent article n'affectent pas les matières visées aux articles 21*j* et 21*m* de la charte de la cité."

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Lorsque les journaux de Montréal ont fait connaître le contenu du bill, on a dit qu'il y aurait des oppositions prévues à cet article. La charte de Montréal comportait des modalités spéciales en ce qui concerne la majorité requise pour divers cas de votes au conseil. On voulait modifier cela. On était en droit de s'attendre que les opposants fassent entendre leur voix et fassent connaître leur version au comité de l'Assemblée législative.

À mon grand étonnement, une seule voix discordante s'est fait entendre, celle du représentant de la Chambre de commerce de Montréal, le conseiller Lionel Leroux. Sa protestation a été plutôt platonique. Il n'a pas insisté vigoureusement. Par contre, les requérants ont exposé leur point de vue. Personne ne nous avait vus, ni avant ni après le bill. J'ai consulté rapidement les députés libéraux qui se trouvaient autour de moi, et avec les seuls renseignements qui avaient été fournis devant le comité, nous n'avons pas vu pourquoi le comité aurait dû refuser aux requérants ce qu'ils demandaient à cet article.

L'article 3 est adopté.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je n'ai pas l'intention de m'arrêter aux articles suivants.

Les nouveaux articles 4 à 19 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 20 qui se lit comme suit:

"20. Nonobstant toute disposition, la cité est autorisée à payer, par résolution du comité exécutif, à même le revenu réel de l'exercice 1957-1958 tel qu'estimé par le directeur des finances:

"a. la somme de un million trois cent dix-neuf mille trente-sept dollars, non prévue au budget de l'exercice 1957-58, nécessaire pour verser à ses fonctionnaires, pour la période du 1^{er} décembre 1956 au 30 avril 1958, les augmentations de traitement décrétées par la sentence arbitrale du 30 avril 1957 pour régler le différend entre, d'une part, le Syndicat national des fonctionnaires municipaux de Montréal et, d'autre part, la cité de Montréal;

"b. la somme de six cent vingt-quatre mille cinq cent trois dollars, non prévue au budget de l'exercice 1957-58, nécessaire pour verser à ses policiers, pour la période du 1^{er} décembre 1957 au 30 avril 1958, les augmentations de traitements payables rétroactivement au 1^{er} décembre 1957 en vertu d'une convention collective négociée récemment, pour remplacer la précédente expirée le 30 novembre 1957;

"c. la somme de quatre cent vingt-cinq mille six cent quatre-vingt-treize dollars, non prévue au budget de l'exercice 1957-58, nécessaire pour verser à ses pompiers, pour la période du 1^{er} décembre 1957 au 30 avril 1958, les augmentations de traitements payables rétroactivement au 1^{er} décembre 1957 en vertu d'une convention collective négociée récemment, pour remplacer la précédente expirée le 30 novembre 1957;

"d. un montant n'excédant pas cinq cent mille dollars, non prévu au budget de l'exercice 1957-58, pour défrayer le coût d'hospitalisation, de séjour et d'entretien des indigents dans les institutions d'assistance publique;

"e. une somme n'excédant pas cinq cent vingt-cinq mille dollars, non prévue au budget de l'exercice 1957-58, pour défrayer le coût d'augmentations de salaires qui pourront avoir été accordées à ses employés manuels pour la période du 1^{er} décembre 1957 au 30 avril 1958, soit en vertu d'une convention collective destinée à remplacer la précédente expirée le 1^{er} décembre 1957, soit en vertu d'une sentence arbitrale.

"f. une somme n'excédant pas un million de dollars, non prévue au budget de l'exercice 1957-58, pour défrayer le coût de l'enlèvement de la neige et de l'entretien des rues jusqu'à la fin de l'exercice courant."

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Les remarques que j'ai faites pour l'article antérieur valent ici. On avait parlé d'oppositions à cet article. Il s'agissait d'autoriser la ville à payer à même ses surplus les augmentations de salaires à ses fonctionnaires, à ses policiers et pompiers. Une objection a été soulevée devant le comité, mais le directeur des finances s'est aussitôt levé pour dire que la ville était en mesure de payer ces montants.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. DesMarais⁵ s'est opposé à cette clause.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il a dit que c'était contraire au règlement 1735. Un membre de l'administration lui a donné la réponse que j'ai indiquée plus haut et le débat a pris fin immédiatement. Si des personnes avaient des observations sérieuses à faire contre la clause, elles n'ont pas été faites devant le comité. En nous en tenant à ce qui a été dit devant le comité, nous nous croyons justifiés de voter en faveur de son adoption.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Après chaque article du bill, j'ai pris soin de demander si quelqu'un avait des objections à présenter. Quand des objections ont été présentées, elles ont été étudiées. À propos de cette clause, M. DesMarais a dit qu'elle contredisait le règlement no 1735. J'ai demandé à M. Lactance Roberge si l'on avait des fonds disponibles pour faire face à cette dépense. Il a répondu dans l'affirmative. Il s'agissait de respecter une sentence arbitrale. L'ancienne

administration ne voulait pas payer adéquatement ses employés...

L'article 20 est adopté.

Les articles 21 à 31 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 32.

"32. Nonobstant toute disposition législative inconciliable avec la présente,

"a. la Commission métropolitaine de Montréal sera, à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, composée de dix-sept membres, dont seize nommés conformément aux dispositions de la loi 11 George V, chapitre 140, et ses amendements, et un autre, par le lieutenant-gouverneur en conseil;

"b. ce dernier membre, ainsi que ses successeurs, seront choisis parmi les contribuables de la cité de Montréal y ayant leur domicile pendant au moins douze mois avant leur nomination;

"c. ils rempliront d'office, à compter de leur nomination, la fonction de président de la commission;

"d. la commission fixera leur traitement, qui ne devra dans aucun cas être inférieur à celui du président précédent.

"Sauf en ce qui concerne la présidence de la commission, qui dorénavant sera dévolue, tel que ci-dessus stipulé, au commissaire nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil, les dispositions du présent article ne doivent pas être interprétées comme affectant les attributions ou le terme d'office des membres actuels de la commission; ceux-ci demeureront en fonction jusqu'à l'expiration de leur mandat en conformité des dispositions de la loi 11 George V, chapitre 140, et ses amendements."

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Cet article modifie la charte de la cité de Montréal. Or, dans les avis publiés dans la *Gazette officielle*, rien ne pouvait laisser prévoir qu'on introduirait en dernière minute un amendement modifiant la loi de la Commission métropolitaine. Non seulement cela constitue ce que je n'appellerai pas un hors-d'œuvre, mais quelque chose d'au moins imprévu, d'assez surprenant.

Cet amendement a été présenté par le premier ministre lui-même. Il a trait à une loi assez complexe, celle de la Commission métropolitaine de Montréal, adoptée en 1921⁶.

Il explique, en citant cette loi, combien de membres formaient la Commission, comment ils

étaient élus. Le président, dit-il, a toujours été élu par tous les membres lors de la première assemblée. À défaut de procéder à cette élection, alors il était nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Le président actuel, M. DesMarais, a été élu légalement par les membres de la Commission métropolitaine. L'amendement du premier ministre aura sans aucun doute pour but de le déloger et de le remplacer par le 17^e membre, la Commission en comprenant 16, à l'heure actuelle. Il réduit son rôle à celui de simple membre.

Cette clause a été proposée dans des circonstances extraordinaires, au moment où le comité des bills privés avait terminé l'étude du texte original du projet de loi. Elle a été une surprise totale pour tous ceux qui n'étaient pas dans les secrets du gouvernement, pour la plupart des gens. Les remarques préliminaires faites par le premier ministre ne laissaient nullement présager que nous nous en allions vers une pareille chose. Je vais citer les propres paroles du chef du gouvernement, telles que rapportées par *La Presse*⁷:

"J'ai maintes fois préconisé et je préconise encore la formation d'un organisme de cohésion, de coordination, pour libérer Montréal des charges financières qui pèsent sur elle. J'attire l'attention de l'administration de Montréal et lui demande de se préparer à étudier, l'an prochain, le projet de la création d'un tel organisme de coordination..."

Il cite d'autres paroles du premier ministre. Une personne, dit-il, qui ne connaîtrait pas aujourd'hui la suite des événements n'aurait jamais pu deviner que le premier ministre, avec un tel préambule, en viendrait à une telle conclusion. Quand on se reporte à la phrase où le premier ministre dit que la Commission métropolitaine est appelée à disparaître et qu'on doit y apporter un amendement, et qu'ensuite on apprend qu'il y ajoute un dix-septième membre, on se pose des questions.

Moi-même je ne savais absolument pas que cet amendement serait apporté. Je ne savais pas exactement, à ce moment, quelle pouvait être la portée de ce texte imprévu. Ce qui me bouleverse, c'est qu'à ce moment, il n'y a pas eu une seule protestation de celui ou de ceux que j'appellerai les victimes. M. Desmarais était présent au comité des bills privés lorsque le premier ministre y a fait insérer l'article, et pourtant, M. Desmarais n'a pas dit en cette circonstance un seul mot. L'autonomie de Montréal était alors en jeu et, pourtant, les personnes intéressées n'ont pas élevé d'objections. Je m'attendais à un cri, à quelque chose, à entendre une expression d'opinion de la part de M. Desmarais ou

des autres membres de la Ligue d'action civique, mais lorsque j'ai constaté que le principal intéressé, que la victime elle-même, n'avait rien à dire, n'a même pas élevé la voix, j'ai été étonné. Je me suis demandé s'il n'y avait pas eu entente préalable. Le lendemain, j'ai lu avec étonnement dans *La Presse* de l'après-midi⁸ que les deux partis en cause semblaient s'être réjouis de la décision du gouvernement, les uns à cause de la victoire sur un adversaire politique, les autres parce qu'ils devenaient des victimes à cause d'un coup porté par le gouvernement.

Je me demande alors si, dans cette affaire, le seul groupe véritablement indépendant n'est pas la petite opposition libérale. C'est là une question très importante et je ne pouvais en mesurer la portée exacte avant d'avoir pris connaissance des textes.

Contrairement à ce qu'a dit un journal⁹, à aucun moment le premier ministre m'a demandé si j'avais des objections. Je crois même que c'est le seul article au sujet duquel il n'ait pas posé la question.

Quelle attitude devons-nous prendre? Nous étions à un moment critique pour l'autonomie municipale. Je ne pouvais me prononcer avant d'avoir vu le texte de l'amendement. Je voulais attendre avant de prendre une attitude. Il restait seulement à discuter devant la Chambre le grand principe qui est en jeu. Mes collègues et moi, influencés en aucune sorte par ce qui a pu se dire ailleurs, prendrons une position simple et claire.

Personne ne m'a vu avant ou après ce qui s'est passé au comité des bills privés. Tout le monde ne peut en dire autant!

Nous n'avons pas essayé de nous faire du capital politique avec le bill de Montréal. Qu'est-ce qu'il y a dans cette affaire? Il y avait un président, qui n'est pas un de mes amis, que je connais à peine et qui n'a jamais fait partie du groupe politique que je dirige. Il s'agit de M. Pierre DesMarais. Il a des adversaires politiques et, ça, c'est son problème. Je demande à l'Orateur de me rappeler à l'ordre si j'utilise des expressions désagréables. On m'a déjà demandé de m'occuper des problèmes municipaux de Montréal et j'ai refusé, ce qui me permet de dire que nous sommes entièrement dégagés de l'ancienne ou de la nouvelle administration de Montréal.

Le geste posé par le gouvernement signifie une expulsion de la présidence pour M. DesMarais. Le président est expulsé par cette loi, et c'est un coup de force, un coup de hache dans l'autonomie municipale. Peu m'importe qui sera nommé pour le remplacer, peu importe qu'il ait été ou qu'il soit un

ami politique. Ce ne sont pas les hommes qui importent tellement dans cette affaire que les principes en jeu.

On a procédé dans ce cas de façon inhabituelle. Fréquemment, le premier ministre a reproché à des municipalités de demander des choses qui n'étaient pas incluses dans les avis publics publiés dans la *Gazette officielle*. En aucun temps, il n'a été dit que la ville de Montréal viendrait demander ou obtiendrait qu'on se serve de sa charte pour modifier la loi de la Commission métropolitaine. Cette clause n'a été précédée d'aucun avis dans les journaux. Jamais cette chose n'a été annoncée et il s'agit d'un coup de force.

Il y a une chose sur laquelle nous avons tous, de même que le premier ministre, été unanimes. Le chef du gouvernement n'a jamais voulu permettre qu'une loi d'ordre public soit amendée par une loi d'ordre privé. Dans le cas qui nous occupe, on amende la loi de la Commission métropolitaine par une clause ajoutée au bill de Montréal. Il reste dans la première tous les articles concernant la nomination du président de la Commission. Rien n'y est amendé et si, plus tard, un chercheur veut s'expliquer cela, il devra référer à la charte de Montréal. Il y a donc maintenant deux textes qui s'opposent, et il faut admettre qu'un bill d'ordre privé a amendé une loi d'ordre public.

Il y a un autre amendement, à propos du salaire du président. La loi de la Commission métropolitaine fixe ce salaire, et l'amendement change cela en déclarant que le président nommé par le gouvernement n'aura pas moins que le salaire du président actuel, mais qu'il pourra avoir plus. Un autre effet néfaste de cet amendement, c'est que la cité de Montréal ne pourra plus voir un de ses représentants élus à la présidence de la Commission métropolitaine, ni d'ailleurs les autres villes et municipalités¹⁰.

Qui donc a demandé cette clause? On ne le saura peut-être jamais. Ce n'est certes pas le conseil municipal qui veut voir grandir l'ingérence du gouvernement dans la Commission métropolitaine, car il n'y a pas eu adoption de résolution à cet effet. Ce ne sont pas non plus les autres municipalités de l'île. Il reste donc, comme je l'ai dit précédemment, que c'est un coup de force du gouvernement. Le gouvernement vient de consacrer par une loi sa toute-puissance dans la province de Québec. Rien ne pourra l'empêcher désormais d'émettre des lettres de cachet.

L'action du premier ministre était préméditée. D'après le geste du premier ministre Duplessis, le

mot "liberté" dans Québec veut maintenant dire "liberté de tout faire pour ceux qui ont le pouvoir". Je voterai contre l'amendement. Cette clause consacre un principe auquel nous nous opposons de toutes nos forces, en dehors de toute considération de groupes ou de personnes.

M. Tremblay (Maisonnette): J'ai fait partie du Conseil municipal pendant trois ans¹¹. Je n'ai jamais renié mes convictions. J'ai toujours dit tout haut ce que je pensais tout bas.

À l'Hôtel de ville de Montréal, il y a 99 conseillers appartenant à trois catégories différentes. J'ai fait partie de la classe B¹². Même s'il y avait des idées nouvelles, ça ne servait à rien. C'est la raison pour laquelle je n'ai pas demandé le renouvellement de mon mandat de conseiller.

Même si je ne m'entends pas au point de vue politique avec l'ancien président du comité exécutif, c'est un de mes amis. Sans le nier, je trouve cependant anormal que le comité exécutif de Montréal ait pu s'opposer pendant cette période à la volonté majoritaire du conseil et que l'administration municipale et la Commission métropolitaine soient menées par un ou deux individus. Il est temps qu'on cesse de paralyser l'action de la Commission métropolitaine. Certaines personnes travaillent pour un quartier plutôt que pour un autre, et non pas dans l'intérêt général. La Commission métropolitaine devient l'affaire de quelques individus. Je ne vois pas ce qu'il y a de démocratique là-dedans. De la sorte, au conseil de ville, deux ou trois individus peuvent renvoyer une question aux calendes grecques. C'est le régime du "crois ou meurs".

Il est temps de prendre nos responsabilités. Si nous nous trompons, les gens nous renverront chez nous. Je félicite le premier ministre et le gouvernement de son amendement. Je laisse à la province démocratique le soin de juger et à mes électeurs celui de juger mon attitude.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous assistons à un spectacle assez extraordinaire... plutôt ordinaire, pour l'opposition... mais extraordinaire pour des gens logiques.

Le bill de Montréal a été soumis au comité. La municipalité et les corps publics de la métropole étaient représentés. Le projet de loi n'a pas été étudié en cachette; il n'a pas été soumis dans la cave, mais dans la salle du comité. Il a été examiné devant tous les intéressés. Les représentants de la métropole étaient là, la Ligue d'action civique était là, le chef de l'opposition était là, M. DesMarais était là.

À chaque article, j'ai demandé: "Est-ce qu'il y a des objections?" Le bill a été étudié. L'amendement en question a été proposé clairement. J'ai expliqué l'amendement, même pour ceux qui ne veulent pas comprendre. M. DesMarais était là. Le chef de l'opposition était là, et il en a eu une copie. La cause a été adoptée à l'unanimité et discutée à l'unanimité. Curieusement, de la part de M. DesMarais et du chef de l'opposition, il n'y a pas eu un mot de protestation ou de dissension, pas un mot de contradiction, rien.

Aujourd'hui, le chef de l'opposition prétend qu'il ne connaissait pas le projet de loi, qu'il n'a pas compris. J'en suis désolé, mais ce n'est pas de notre faute à nous: tout a été public et publié. Est-ce que nous pouvons faire plus?

Personne ne s'est objecté; ce sont des faits. Plusieurs membres de l'opposition étaient présents; M. DesMarais était là et ses amis étaient là aussi. Ils n'ont pas dit un mot non plus. Le chef de l'opposition se voit obligé d'avouer lui-même comme il l'a dit tout à l'heure: "Quand j'ai vu que personne ne s'opposait à ça, je ne l'ai pas combattu".

Qu'est-ce que c'est que cet amendement? C'est bien simple... Avant que le bill ne soit complètement étudié, nous étions rendus à l'avant-dernier amendement. Le doyen du conseil municipal de Montréal, le conseiller municipal Max Seigler a demandé à parler. Nous aurions bien pu lui dire que tout était fini et qu'il n'y avait plus rien à ajouter, mais, sous l'Union nationale, c'est la liberté de parole. On a dit: "Parlez!"

M. Seigler a fait un discours. Il a dit que la ville de Montréal avait des charges considérables et il a parlé de son besoin de revenus supplémentaires. Il a suggéré certains moyens de taxation, sans accroître l'impôt foncier, par exemple en instituant une taxe sur les mutations de propriété... Lorsqu'il eut fini de parler, moi, je me suis levé... J'ai remercié M. Seigler de ses suggestions et j'ai rétabli certains faits.

Il est vrai que Montréal a des charges considérables. Je n'ai pas dit à ce sujet ce que dit *La Presse*¹³. Je n'en veux pas au journaliste: il est difficile parfois de rapporter toutes les paroles de quelqu'un, particulièrement lorsqu'il parle vite. J'ai remarqué: "Montréal a des charges additionnelles, des charges écrasantes. Les gens de Montréal paient pour des services qui profitent à d'autres municipalités, qui ne paient pas leur juste part. Quand il y aura un organisme de cohésion, de coordination, les charges seront mieux réparties entre tout le monde, vous aurez au moins un règlement partiel. Et la ville de Montréal en sera libérée d'autant."

J'ai ajouté: "À l'heure actuelle, vous avez la Commission métropolitaine, un organisme de liquidation de transactions véreuses, de scandales, fait pour des amis de soi-disant gouvernements libéraux¹⁴, amis qui ont émis des débentures sur ce qui ne valait que le dixième de leur valeur; on s'est adressé au gouvernement d'alors, qui a institué la Commission pour faire payer par Montréal des vols commis par les amis des anciens gouvernements libéraux, et peut-être dans certains cas pour éviter de se faire citer au criminel." C'est ce que j'ai dit.

J'ai dit encore: "La Commission métropolitaine, telle que constituée, est un organisme qui se meurt et doit disparaître pour faire place à un véritable organisme de coordination, capable de mieux répartir les charges qui aujourd'hui pèsent trop lourdement sur Montréal. Elle sera donc remplacée, probablement l'année prochaine, par une commission dont les pouvoirs seront plus étendus. À l'heure actuelle, je comprends que le conseil municipal de Montréal n'a pas eu le temps d'étudier tous les problèmes inhérents à la formation de l'organisme de cohésion, mais, de toute façon, avec la collaboration des gens de Montréal, il va falloir que l'an prochain ce problème soit réglé".

"D'ici là, nous allons commencer l'application d'un début de règlement. Vous avez la Commission métropolitaine actuellement chargée de régler le problème de Montréal et de plusieurs municipalités des environs. Je ne considère pas normal, juste et rationnel que le président de cette Commission soit en même temps président du comité exécutif de la métropole. Ce sont deux fonctions incompatibles. Ce dirigeant n'a pas le temps d'étudier les problèmes des municipalités environnantes. De plus, je ne considère pas juste que, dans un organisme chargé d'étudier les problèmes de différentes municipalités et de jouer un rôle d'arbitre dans leurs conflits d'intérêts, le président représente la cité de Montréal."

C'est pourquoi j'ai délibérément présenté l'amendement personnellement, parce que je pensais que c'était primordial pour l'intérêt de la ville de Montréal. Je n'ai pas fait comme certains ont fait dans le passé, demander à un député de présenter un amendement à ma place. Je l'ai présenté personnellement parce que mes responsabilités, je n'en ai pas peur. La présidence de la Commission métropolitaine de liquidation, qui est d'ailleurs appelée à disparaître, sera confiée à un homme compétent, indépendant, impartial.

Voix à gauche: Ha, ha!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Attendez la nomination; vous verrez! Cet homme sera libre d'attaches à tout clan politique, et dans la position de prendre des décisions de manière désintéressée, en position de prendre des décisions sans regard aux chicanes de celui-ci ou de celui-là, en vue de créer un futur organisme de coordination solide pour la région de Montréal et au sujet des problèmes qui se poseront à ce nouvel organisme.

Ce n'est pas la première fois qu'un président de commission sera nommé par le gouvernement. Il n'y a rien d'inhabituel à cela. Prenez le cas de la Commission des transports de Montréal. Le président est déjà nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil, justement parce que les municipalités voisines y sont intéressées. On ne peut demander à un intéressé d'agir comme arbitre impartial. Quant à la Commission Paquette¹⁵, dont le chef de l'opposition a parlé, elle a fait un travail considérable et un rapport intelligent. Or, ses membres en sont venus à la conclusion que le président du nouvel organisme devrait aussi être désigné par le gouvernement.

Le chef de l'opposition a dit: "On n'a jamais vu une loi publique abrogée ou amendée par une loi privée". Il a fait la preuve là qu'il ne connaît pas la loi. Toutes les chartes municipales ne constituent-elles pas des amendements à la loi des cités et villes? Quand vous faites non pas une loi générale, mais pouvant varier selon les intérêts d'une région, vous pouvez l'amender par un bill privé...

Le chef de l'opposition a eu recours à une autre argutie...

M. Lapalme (Montréal-Outremont):

L'expression n'est pas parlementaire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je dirai donc: Le chef de l'opposition a un argument spécieux; il a dit: c'est effrayant, extraordinaire, déplacé; il a dit: c'est un coup de force de mettre dans le bill de Montréal une clause concernant la Commission métropolitaine...

Oublie-t-il que, dans une loi présentée en 1940 par M. Godbout, malgré le conseil de ville de Montréal, il est dit que le maire et les membres du conseil exécutif représenteront Montréal dans la Commission métropolitaine¹⁶? Le chef de l'opposition va-t-il accuser M. Godbout d'avoir commis un crime, un coup de force en parlant de la Commission métropolitaine dans cette loi?...

Aujourd'hui, il y a 16 membres à la Commission métropolitaine de Montréal. Tous les

membres actuels demeurent en poste et, sur 14 membres qui ont le droit de vote, il y en a huit seulement de Montréal, incluant Pierre DesMarais. Est-ce qu'on prétend qu'on va avoir une opinion partielle chez le président parce qu'il sera nommé par le gouvernement? Au contraire, le fait qu'il soit nommé par le gouvernement assurera une impartialité nécessaire et une diligence dans la solution des problèmes.

Le chef de l'opposition a dit que M. DesMarais n'était pas un de ses amis.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Ce n'est pas cela que j'ai dit. J'ai déclaré que je le connaissais peu, que ce n'était pas un de mes amis.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je prends note de l'aveu.

Est-ce que le gouvernement va être empêché de faire des améliorations parce qu'il y a un homme là? Ici, on ne s'occupe pas des prénoms ou des noms de famille.

J'ai vu les gens de Montréal avant la soumission du bill, en compagnie du ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Dozois). Ça se fait toujours comme ça. L'intérêt de la ville de Montréal doit passer avant celui des personnes et des personnalités. D'ailleurs, M. DesMarais va être encore membre de la Commission et il va retirer son salaire de membre.

Le chef de l'opposition dit que c'est effrayant que le gouvernement aille jusqu'à fixer le salaire du futur président. Quand on fait des lois, nous, nous faisons des lois qui ont du bon sens. Si l'amendement stipule que le salaire du futur président ne doit pas être moindre que celui du président précédent, c'est parce que le gouvernement ne veut pas que des membres hostiles réussissent à fixer un salaire arbitrairement, par exemple de \$5 par an, et de rendre l'amendement inefficace. C'est la Commission métropolitaine qui va décider, et il y a huit conseillers de Montréal qui en font partie, dont M. DesMarais lui-même.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je n'ai pas l'intention de relever les arguments "spécieux" dont s'est servi le premier ministre pour répondre à mes propres arguments.

J'ai employé l'expression "coup de force" non pas sur le fait que la loi avait été amendée. Le coup de force consiste à faire ce que l'on fait avec la loi. Ou ce que le premier ministre dit est vrai, ou ce ne l'est pas, au sujet de la Commission

métropolitaine. Si c'est vrai, le gouvernement a une responsabilité énorme. Le gouvernement de l'Union nationale prenait le pouvoir pour la première fois, il y a 22 ans. Comment se fait-il qu'on ait attendu après tout ce temps, pour que, par un hasard formidable, le couperet tombât justement, sur la tête d'un adversaire politique?

L'article 32 est adopté.

L'article 33 et le préambule sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 100 sans l'amender.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose, appuyé par le représentant de Saint-Maurice (M. Hamel), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal, soit renvoyé de nouveau au comité plénier avec instruction de l'amender de façon à laisser à la Commission métropolitaine de Montréal le soin d'élire son président."

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je crois bien qu'on est battu!

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Berlipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Thérberge, Turpin, 16.

Contre: MM. Auger, Barré, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Bourque, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Fortin, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matapédia), Gérin, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur,

Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Spence, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, 67.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre se divise:

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Bourque, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Fortin, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matapédia), Gérin, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Spence, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, 67.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Thérberge, Turpin, 16.

Ainsi, la motion principale est adoptée. Le bill 100 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter¹⁷.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 136 modifiant la charte de la ville de Montréal-Sud;
- bill 176 modifiant la charte de la ville de Gatineau;
- bill 180 concernant la municipalité de Dollard-des-Ormeaux;

- bill 202 concernant la Commission des écoles catholiques de Québec;

- bill 272 constituant en corporation la Commission des écoles catholiques de Pointe-Claire et Beaconsfield, dans le comté de Jacques-Cartier;

- bill 275 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Sanction royale

M. Pierre Gelly, huissier à la verge noire, transmet le message suivant:

M. l'Orateur: Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants¹⁸:

12 Loi modifiant le Code de procédure civile concernant la saisie des gages et salaires;

21 Loi modifiant la loi pour collaborer au succès des caisses populaires;

22 Loi modifiant la loi pour faciliter l'établissement de services municipaux d'aqueduc et d'égout;

23 Loi modifiant la loi des jurés;

24 Loi modifiant la loi de la Législature;

25 Loi modifiant la loi des véhicules automobiles;

26 Loi modifiant l'article 2 de la loi de la Régie des transports;

28 Loi relative aux charges municipales ou scolaires;

29 Loi concernant la Commission municipale de Québec;

30 Loi concernant la juridiction des Cours municipales;

103 Loi constituant en corporation l'École Vincent d'Indy;

105 Loi constituant en corporation Les pères Capucins de Québec;

107 Loi changeant le nom de famille de Marie Rita Yvette Guay en celui de Cubaynes;

108 Loi concernant la corporation du village d'Amqui et la corporation de la paroisse de Saint-Benoît-Joseph-Labre, ainsi que les commissaires d'écoles pour la municipalité d'Amqui, dans le comté de Matapédia, et les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Benoît-Labre, dans le comté de Matapédia;

109 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Rémi de la rivière Métis, dans le comté de Matane;

112 Loi changeant le nom de famille de Henry James Hummell en celui de Richstone;

113 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire (protestante) de Longueuil, dans le comté de Chambly;

117 Loi constituant en corporation Aeterna-Vie, compagnie mutuelle d'assurance sur la vie;

119 Loi accordant à la corporation du village de Normandin le droit d'imposer une taxe de vente;

121 Loi modifiant la charte de la cité de Joliette;

122 Loi constituant en corporation le Collège de Jonquière;

123 Loi concernant les commissaires d'écoles de la municipalité de la ville de La Tuque, dans le comté de Laviolette;

125 Loi modifiant la charte de la ville de Richmond;

126 Loi concernant la succession de Marie Joseph Louis Léonce Léopold Rodier;

127 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Dolbeau, dans le comté de Roberval;

128 Loi constituant en corporation la Société des Salésiens du Québec;

129 Loi concernant la Société agricole des Cantons-de-l'Est;

130 Loi modifiant la charte de la cité de Dorval;

131 Loi accordant certains pouvoirs à la corporation du comté de Jacques-Cartier;

133 Loi modifiant la charte de la ville de Berthierville et concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Berthier, dans le comté de Berthier;

136 Loi modifiant la charte de la ville de Montréal-Sud;

137 Loi modifiant la charte de la cité de Drummondville;

138 Loi concernant un acte de donation par Armand Lecompte à Maurice Lecompte;

139 Loi concernant la corporation municipale de la paroisse de Saint-Jacques-le-Majeur de

Causapscal et les commissaires d'écoles pour la municipalité de Causapscal Village et les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Causapscal;

140 Loi concernant le nom de Joseph Georges Aimé Carrière;

142 Loi relative à la ville de Coaticook;

143 Loi modifiant la charte de la ville de Rivière-des-Prairies;

144 Loi constituant en corporation de ville la corporation de Saint-Hubert;

145 Loi concernant la ville de Bourlamaque;

146 Loi modifiant la charte de la ville de Val-d'Or et concernant certaines corporations municipales du comté d'Abitibi-Est;

147 Loi concernant la succession de Marius Raymond;

149 Loi modifiant la charte de la ville de Beaconsfield;

154 Loi modifiant la charte de la ville de Louiseville;

155 Loi concernant la substitution de Joseph Antonio Lincourt;

157 Loi concernant la protection du Lac des Piles en la municipalité de la paroisse de Sainte-Flore;

159 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville d'Anjou, dans le comté de Laval;

161 Loi accordant certains pouvoirs spéciaux aux commissaires d'écoles pour la municipalité de Shawinigan, dans le comté de Saint-Maurice;

162 Loi constituant en corporation la ville de Chandler et accordant aux commissaires d'écoles pour la municipalité de Chandler, le droit d'imposer une taxe d'éducation;

165 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Laurent;

166 Loi modifiant la charte de la cité de Shawinigan Falls;

168 Loi modifiant la charte de la ville de Pont-Viau;

169 Loi constituant en corporation la ville de Saint-François;

170 Loi accordant certains pouvoirs à la corporation municipale de la paroisse de Sainte-Rose-Est;

172 Loi relative au testament de Marie-Thérèse Larseneur;

173 Loi concernant la succession de Philippe Toupin;

175 Loi concernant l'imposition d'une taxe de vente pour fins municipales dans le village de

Maniwaki et une taxe d'éducation dans la municipalité scolaire de Maniwaki;

176 Loi modifiant la charte de la ville de Gatineau;

177 Loi concernant la charte de la ville de la Pointe-aux-Trembles;

178 Loi pour ajouter au nom de Manuel Abramovich et autres celui de Abrams;

179 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la ville de Montmagny;

180 Loi concernant la municipalité de Dollard-des-Ormeaux;

181 Loi concernant le Club Saint-Denis;

183 Loi constituant en corporation la ville de Duvernay;

185 Loi concernant la Commission des écoles catholiques de LaSalle;

186 Loi modifiant la charte de la cité de Lachine;

187 Loi constituant en corporation la ville de Rosemère;

189 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Sainte-Rose;

190 Loi modifiant la charte de la ville LaSalle;

191 Loi constituant en corporation la ville de la Pointe-du-Moulin;

192 Loi modifiant la charte de la ville de Pointe-Claire;

193 Loi concernant la municipalité de la paroisse de Saint-Camille-de-Lellis (Bellechasse);

195 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville d'Iberville;

197 Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Dorval;

201 Loi constituant en corporation le Séminaire de Sainte-Thérèse;

202 Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Québec;

203 Loi modifiant la charte de la cité de Saint-Laurent;

205 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de la Rivière-des-Prairies et les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies;

206 Loi concernant les pouvoirs du Comité d'habitation de la L.O.C. de Montréal;

207 Loi concernant le testament de Joseph Coutaller;

210 Loi modifiant l'Acte pour incorporer l'Institut canadien de Québec, 11 Victoria, chapitre XVII;

211 Loi constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer Cartier;

212 Loi concernant Ville Saint-Pierre et Canadian Car Company Limited;

217 Loi modifiant la charte de la cité de Kénogami;

218 Loi modifiant la charte de la ville d'Isle-Maligne;

224 Loi modifiant la charte de la ville de Victoriaville;

225 Loi constituant en corporation The Armenian Holy Apostolic Church of Montreal;

226 Loi modifiant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe;

227 Loi relative à l'autorisation de vendre des lots vacants de la succession de P. E. Gélinas;

228 Loi concernant les commissaires d'écoles catholiques de la cité de Granby;

230 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Beauharnois;

231 Loi concernant La Mutuelle des travailleurs;

232 Loi concernant l'évaluation de certains biens immobiliers situés dans les limites du canton Langelier;

233 Loi concernant l'évaluation de certains biens immobiliers situés dans les limites de la municipalité scolaire de Rivière-Croche;

235 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Rivière-du-Moulin, dans le comté de Chicoutimi;

236 Loi modifiant la charte de la ville de Matane;

237 Loi modifiant la loi des cités et villes concernant la ville de Huntingdon;

238 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Roberval, dans le comté de Roberval;

243 Loi constituant en corporation la ville de Saint-Eustache-sur-le-Lac;

245 Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Chicoutimi;

247 Loi modifiant la charte de la communauté des sœurs de Charité de la Providence;

248 Loi conférant certains pouvoirs à la corporation municipale de Saint-Joseph-de-Coleraine;

252 Loi concernant L'Alliance des coopératives de consommation;

253 Loi modifiant la charte de la ville de Saint-Martin;

254 Loi concernant Congregation Shomrim Laboker-Beth Yehudah;

256 Loi validant et confirmant la vente faite par dame Gisèle Julien à Gabriel Renaud;

259 Loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Claude Maranda au nombre de ses membres;

260 Loi modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield;

263 Loi concernant Les Prévoyants du Canada;

264 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de L'Assomption, dans le comté de Beauce;

267 Loi relative à la Société provinciale d'assurance mutuelle - Provincial Mutual Insurance Company;

268 Loi modifiant la loi concernant l'Association athlétique nationale de la jeunesse;

269 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Saint-Félicien, dans le comté de Roberval;

272 Loi constituant en corporation la Commission des écoles catholiques de Pointe-Claire et Beaconsfield, dans le comté de Jacques-Cartier;

275 Loi modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

Les députés reviennent à leur salle de séances.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 27 concernant l'audition des appels devant la Cour du banc de la reine, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en remplaçant, le sous-article 1227, par ce qui suit:

"1227. 1. Sous réserve des dispositions de la loi des tribunaux judiciaires concernant les appels dans les affaires criminelles, l'appel est entendu par cinq juges, sauf dans les cas où l'intérêt de l'appelant dans le litige en appel représente un montant ou une valeur n'excédant pas mille cinq cents dollars; l'appel

est alors entendu par trois juges. Cependant le juge en chef peut, lorsqu'il le juge à propos, ordonner que l'appel soit entendu par plus de cinq juges ou de trois juges, selon le cas, dont il détermine le nombre."

2. Ce qui suit est ajouté, après l'article 1, comme articles 2, 3 et 4:

"2. L'article 18 de la loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1941, chapitre 15) est remplacé par le suivant:

"18. La Cour du banc du roi tient ses séances à Québec et à Montréal. Elle peut siéger n'importe quel jour juridique de l'année.

Le juge en chef fixe les termes de ces séances au cours de tels mois, à telles dates et pour tels laps de temps qu'il le juge à propos pour la bonne expédition des affaires de la cour.

Au cas de vacance dans la fonction de juge en chef ou de son incapacité d'agir par suite d'absence ou de quelque autre cause, le doyen des juges de la cour par ordre chronologique de nomination exerce les pouvoirs attribués au juge en chef par le présent article."

"3. L'article 19 de ladite loi est modifié en y retranchant, dans les première et deuxième lignes, les mots "ordinaire ou extraordinaire".

"4. L'article 21 de ladite loi est abrogé."

3. L'article 2 devient l'article 5 et est modifié en ajoutant à la fin ce qui suit: "du Code de procédure civile".

4. L'article 3 devient l'article 6 et est modifié en remplaçant les mots "septembre 1958" par les mots "janvier 1959".

Projets de loi:

Appels en Cour du banc de la reine

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 27 concernant l'audition des appels devant la Cour du banc de la reine.

Les amendements sont lus.

Il est ordonné que l'examen de ces amendements soit remis à la prochaine séance.

Centre de psychologie et de pédagogie

M. Pouliot (Laval) propose que l'amendement du Conseil législatif au bill 234 concernant le Centre de psychologie et de pédagogie soit maintenant accepté.

M. Lavallée (Berthier) propose, appuyé par le représentant de Stanstead (M. Gérin):

Qu'un message soit envoyé au Conseil législatif pour l'informer que l'Assemblée législative refuse d'accepter l'amendement qu'il a apporté au bill 234 concernant le Centre de psychologie et de pédagogie, parce qu'elle est d'opinion que ledit amendement est inapproprié dans les circonstances;

Que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Adopté.

Charte de Jonquière

M. Ouellet (Jonquière-Kénogami) propose que les amendements du Conseil législatif au bill 258 modifiant la charte de la cité de Jonquière soient maintenant acceptés.

M. Lavallée (Berthier) propose, appuyé par le représentant de Stanstead (M. Gérin):

Qu'un message soit envoyé au Conseil législatif pour l'informer que l'Assemblée législative agrée les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 258 modifiant la charte de la cité de Jonquière, mais en les amendant comme suit:

L'amendement numéro 1 desdits amendements du Conseil législatif commençant par les mots "Ce qui suit est ajouté, après l'article 5, comme article 6", est retranché;

Que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Adopté.

Subsides:

Budget des dépenses 1958-1959

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)¹⁹

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-neuf

millions quatre cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Réparation et entretien des chemins (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Turpin (Rouyn-Noranda): Quel est le salaire horaire payé aux cantonniers, journaliers, etc., employés par le ministère de la Voirie?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Le salaire horaire, pour ces diverses catégories, varie de \$0.75 l'heure à \$1.20. Les chefs cantonniers ont \$9.00 par jour. Les chauffeurs de camion obtiennent de \$0.80 à \$1.00 et plus l'heure, suivant la grosseur du véhicule qu'ils conduisent.

M. Turpin (Rouyn-Noranda) réclame que ces employés de la Voirie payés à l'heure soient protégés contre le manque de travail en profitant des assurances contre le chômage.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement de Québec n'a aucune juridiction dans le domaine de l'assurance-chômage. Toute discussion de cette question serait hors d'ordre, parce que l'assurance-chômage relève de l'autorité fédérale.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas six millions cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Entretien des chemins d'hiver (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Turpin (Rouyn-Noranda) pose une question sur le nombre de milles de chemins entretenus l'hiver par le gouvernement l'an dernier à travers la province et sur le coût du sel, du calcium et du sable utilisés pour cet entretien.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Mon département a entrepris, l'an dernier, l'entretien durant l'hiver de 3,886 milles de chemins à travers la province. Le coût du sel, du calcium et du sable répandus sur les routes s'établit à environ \$850,000.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il y a beaucoup d'accidents sur la route 9²⁰, cette année, à cause de l'état glissant de la route. Je n'ai vu aucune trace de matériel jeté sur ce pavé-là. Si on ne peut pas y mettre du sel, qu'on répande au moins du sable à profusion dès que les ingénieurs de la voirie s'aperçoivent que c'est dangereux. Avec cela, la

sécurité routière en hiver serait normalement plus grande qu'en été. Je supplie le ministère d'employer les moyens les moins coûteux et les plus nombreux pour enrayer ce mal.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Il s'agit d'un problème difficile. Nous sommes obligés d'aller contre la nature. Les conditions atmosphériques varient de demi-heure en demi-heure. Les entrepreneurs mènent une vie intenable en face de l'exigence des gens.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Quels seront les crédits que la Chambre étudiera après ceux de la Voirie?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On considérera d'abord les prévisions budgétaires de la Santé et, ensuite, celles du ministère des Transports et des Communications.

À 6 heures, le comité suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 15

Le comité poursuit l'étude du projet de résolution soumis par le ministre des Finances (l'honorable M. Bourque), et dont le texte se lit comme suit:

2. Qu'un crédit n'excédant pas six millions cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Entretien des chemins d'hiver (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Turpin (Rouyn-Noranda) demande au gouvernement de faire plus pour l'entretien des chemins durant l'hiver.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): En 1944, le gouvernement libéral ne consacrait que \$400,000 à cet entretien; en 1958-1959, le gouvernement actuel va y affecter \$8,500,000. Aujourd'hui, avec la politique inaugurée par l'Union nationale, plus de 30,000 milles de chemins sont entretenus pendant la mauvaise saison, soit directement par le ministère de la Voirie, soit indirectement grâce à des subventions gouvernementales.

M. Turpin (Rouyn-Noranda): Cet accroissement de l'étendue des routes entretenues l'hiver n'est que naturel. En 1938-1939, sous l'Union

nationale, la longueur des chemins entretenus n'était que de 1,262 milles, alors qu'en 1944, elle atteignait déjà 3,518 milles. Il n'y a pas là d'argument à tirer en faveur de la politique du gouvernement actuel.

Il est important d'ouvrir les chemins l'hiver pour permettre à la population des rangs d'aller aux provisions, aux malades d'aller chez le médecin, aux enfants d'aller à l'école, à tous de remplir leurs devoirs religieux. J'ai déboursé \$5,000 de ma poche l'an dernier pour entretenir un chemin de rang et permettre aux enfants d'aller à l'école.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Est-ce que le député de Rouyn-Noranda (M. Turpin) prétend qu'il n'y a pas eu de subvention pour l'entretien du chemin en question?

M. Turpin (Rouyn-Noranda): Elle n'était pas suffisante.

Voix à droite: Ah!

M. Turpin (Rouyn-Noranda): Tous paient les taxes. Les gens qui habitent loin des grandes routes devraient être traités comme ceux qui habitent auprès. Cela exige un changement radical de la part du gouvernement à sa politique pour l'entretien des chemins d'hiver.

Une taxe de \$0.02 par gallon d'essence est perçue par les autorités provinciales pour cet entretien. En 1956-1957, elle a rapporté \$12,500,000. Depuis l'adoption de la loi, son produit s'élève à \$59,000,000. Pourtant, depuis lors, le gouvernement a dépensé seulement \$34,000,000 pour l'entretien des chemins durant l'hiver. Le public se doit de savoir ces choses.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Les chiffres cités par le député de Rouyn-Noranda sont de nature à créer une fausse impression. En réalité, le produit de la taxe sur la gasoline ne suffit pas même aux besoins, car non seulement il y a les dépenses d'entretien proprement dites, mais il faut tenir compte des travaux nécessités au printemps, par suite de la circulation sur les routes pendant la mauvaise saison.

Les réparations s'élèvent maintenant, chaque printemps, à quelque \$6,000,000 ou \$7,000,000, alors qu'autrefois, quand les routes étaient fermées l'hiver, les réparations coûtaient moins de \$1,000,000. Il y a des gens qui veulent créer des appétits stériles, mais la province n'a pas les moyens de faire l'entretien de tous les chemins.

Je ne comprends pas l'opposition et le député de Rouyn-Noranda. Les subventions accordées actuellement par le gouvernement aux municipalités pour l'entretien des chemins d'hiver sont statutaires, soit tels que les octrois si souvent réclamés par les libéraux. Et voilà que l'opposition et que le député de Rouyn-Noranda ne sont pas satisfaits de ces subventions statutaires et voudraient, pour l'entretien des chemins d'hiver, des octrois discrétionnaires, de façon à ce que le gouvernement donne plus dans certains cas. J'y vois là un manque de logique.

M. Turpin (Rouyn-Noranda) propose au ministre de la Voirie un système pour, dit-il, améliorer l'entretien des chemins d'hiver: augmenter la somme des octrois et demander des soumissions publiques chaque année.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) et **l'honorable M. Talbot (Chicoutimi)**: Le système de donner des contrats chaque année est archi-ridicule. Ce serait l'anarchie, car plusieurs entrepreneurs perdent de l'argent durant un hiver, mais ils ont la chance de se rembourser l'hiver suivant.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 3. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Voirie)" pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas six cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Protection du public aux passages à niveau (Voirie)" pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Levesque (Bonaventure): J'attire l'attention du ministre de la Voirie sur l'urgence de travailler à l'élimination des traverses à niveau dans mon comté et dans la province en général. Je demande au gouvernement de faire le nécessaire pour faire disparaître quelques-unes de ces trappes à mort, dont mon comté a plus que sa part normale, puisqu'on en compte une trentaine sur la route de ceinture, et une centaine dans toute la Gaspésie. Quelle est la procédure à suivre pour en faire disparaître quelques-unes?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Il faut présenter sa demande à la Commission des chemins de fer. C'est elle qui juge la nécessité des

travaux et qui en répartit le coût entre le fédéral, le chemin de fer et la province, dans la proportion d'un tiers pour chaque autorité.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les procédures sont longues quand il faut s'adresser à la Commission des chemins de fer. Le gouvernement fédéral devrait être plus raisonnable et contribuer plus généreusement qu'il ne l'a fait jusqu'ici. Dernièrement, Ottawa a porté de \$5,000,000 à \$15,000,000 le montant de sa contribution à l'élimination des passages à niveau, ce qui donne à espérer que l'on peut s'attendre à une part plus généreuse du gouvernement fédéral.

Sous l'administration de l'actuel ministre de la Voirie, des dizaines de traverses à niveau ont été éliminées. De Montréal à Trois-Rivières, par exemple, 11 sont disparues.

La Gaspésie a été odieusement négligée par le gouvernement fédéral, non seulement au point de vue chemin de fer, mais aussi au point de vue du téléphone et du télégraphe. Avant l'avènement de l'Union nationale, c'était la désolation, la tristesse. Il n'y avait que des routes poussiéreuses. Depuis 1944, on voit de belles routes modernes, des maisons coquettes. Mais, pourtant, il n'y a encore qu'un vieux chemin de fer, qui ferait l'orgueil d'Adam et Ève, mais qui est une honte pour la génération présente de la Gaspésie.

M. Levesque (Bonaventure): Il y a quelques années, les communications télégraphiques et téléphoniques étaient plutôt difficiles, mais la compagnie actuelle, Québec Téléphone, a grandement amélioré la situation, au point qu'il faut à peine 30 secondes maintenant pour téléphoner de Gaspé ou de Bonaventure à Montréal.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 5. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Travaux de réfection occasionnés par le drainage (Voirie)" pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté²¹.

6. Qu'un crédit n'excédant pas un million trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Santé)" pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour

"Frais de bureau et d'administration (Santé)" pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Bourses d'études au personnel technique (Santé)" pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions (Santé)" pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté²².

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Projets de loi:

Loi de l'Institut de microbiologie et d'hygiène, Université de Montréal

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 37 modifiant la loi constituant en corporation l'Institut de microbiologie et d'hygiène de l'Université de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce bill, explique-t-il, a pour but de permettre à l'Institut d'acquérir par expropriation, avec l'autorisation préalable du lieutenant-gouverneur en conseil, tout immeuble et droit immobilier situé dans un rayon d'un mille des terrains que l'Institut possédait à la date du 1^{er} janvier 1958, dans la municipalité de Laval-des-Rapides et dont il peut avoir besoin pour l'organisation et l'expansion de son œuvre. Une partie de la ferme que possédait l'Institut pour l'élevage des animaux servant aux recherches et autres travaux de laboratoire a été prise pour l'autostrade des Laurentides. L'Institut doit chercher du terrain ailleurs. L'étendue additionnelle de terrain servirait à la fois à agrandir ses laboratoires et ses pâturages.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): S'agit-il d'une grande étendue de terrain?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pas tellement et il s'agit de prévenir la spéculation.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 37 sans l'amender.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain, à 11 heures du matin.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. Le *Montréal-Matin* du 7 février 1958, à la page 9, annonce que le ministre des Transports et des Communications (l'honorable M. Rivard) est de retour de Paris, où il représentait officiellement le premier ministre et le gouvernement à l'ouverture de l'exposition de la province de Québec. Voir séance du 9 janvier 1958, note 7, pour plus d'informations sur cette exposition. Mentionnons seulement qu'elle s'est ouverte le 17 janvier 1958, en présence de M. Rivard et de nombreux invités de marque.

2. Il s'agit du dernier rapport de la session du comité des bills privés puisque, rappelle *L'Événement* du 7 février 1958, à la page 7, le comité a terminé son travail lors de sa séance du matin du 6 février. Le comité des bills publics doit, quant à lui, tenir une dernière séance le 12 février.

3. Ces amendements sont effectivement inclus dans le bill 247 "tendant à modifier la loi sur les arrangements entre le Canada et les provinces relativement au partage d'impôts", adopté en troisième lecture par la Chambre des communes le 29 janvier 1958. Ce bill vise notamment à redistribuer aux provinces non plus 10 %, mais 13 % du produit de l'impôt fédéral sur le revenu des particuliers. Par conséquent, les contribuables assujettis à l'impôt provincial sur le revenu bénéficient d'une déduction de 13 % sur cet impôt.

4. Au cours de la fin de semaine des 21 et 22 décembre 1957, une inondation causée par la formation d'un embâcle sur la rivière Chaudière a endommagé plus de 500 maisons à Beauceville, laissant 1,200 personnes sans foyer, soit le cinquième de la population de la ville. Tous les sinistrés étaient dépourvus d'assurances en cas d'inondation. Le coût des dégâts causés par cette inondation a atteint plus de \$2,000,000. D'autres paroisses et municipalités environnantes ont aussi subi les contrecoups des pluies torrentielles et du dégel à l'origine de la catastrophe. Le 10 janvier 1958, lors de sa conférence de presse hebdomadaire, le premier ministre Duplessis a annoncé que son gouvernement demanderait à l'Assemblée législative, au cours de la présente session, d'approuver une aide financière en faveur des sinistrés de Beauceville, mais aussi de la population de Thetford Mines, dans le comté de Mégantic, victime d'une violente tempête ayant provoqué de lourds dégâts au mois d'août précédent. Pour plus de détails, voir notamment les éditions du *Devoir*, du *Soleil* et de *L'Action catholique* du 21 et du 23 décembre 1957 et du 11 janvier 1958. Quant à l'inondation dans le comté de Bonaventure, elle se serait produite, affirme le chef de l'opposition au cours de la séance du lendemain, peu près à la même période que celle de Beauceville. Selon *La Presse* du 16 janvier 1958, à la page 49, elle aurait causé des dommages d'environ \$25,000,000.

5. Pierre DesMarais, ancien président du comité exécutif de la ville de Montréal dont le parti, la Ligue d'action civique, de l'ex-maire Jean Drapeau, a été défait aux élections municipales du 28 octobre 1957.

M. DesMarais est, en 1958, le président de la Commission métropolitaine de Montréal.

6. Cette loi, le bill 146, loi concernant la Commission métropolitaine de l'Île de Montréal (11 George V, chapitre 140), a été adoptée sous le régime libéral du premier ministre Taschereau. Il a obtenu sa sanction royale le 19 mars 1921.

7. Voir *La Presse* du 5 février 1958, à la page 1.

8. Idem.

9. Dans *Le Devoir* du 6 février 1958, à la page 1, Pierre Laporte soutient que lors de la séance du soir du mardi 4 février du comité des bills privés de la Chambre, M. Duplessis, une fois son discours terminé sur l'amendement qu'il souhaitait apporter au bill de Montréal, aurait dit, "en regardant M. Lapalme": "Pas d'objections". Le chef de l'opposition aurait gardé le silence.

10. Contrairement au *Devoir*, *The Montreal Daily Star* du 7 février 1958, à la page 4, écrit plutôt "tandis que d'autres communautés voisines continueront à jouir de ce privilège". Les deux quotidiens montréalais sont les seuls à rapporter cet extrait.

11. Le député de Maisonneuve, Lucien Tremblay, révèle *Le Devoir* du 7 février 1958, à la page 5, est en effet un ancien conseiller municipal de la Ligue d'action civique.

12. La charte de la ville de Montréal stipule que chaque district est représenté au conseil par six conseillers, trois étant élus par les électeurs-propriétaires (classe A) et trois recevant leur mandat de tous les électeurs du district (classe B). Une troisième classe de conseillers est nommée par les principaux corps publics. Chaque classe compte, en tout, 33 conseillers.

13. Dans l'article de *La Presse* cité plus haut, en note 7 et 8, le journaliste Jacques Delisle n'attribue pas au premier ministre des propos tellement divergents. Selon M. Delisle, le premier ministre aurait déclaré, à la séance du soir du 4 février du comité des bills privés de la Chambre, que les charges financières qui pèsent sur les contribuables de Montréal "ne sont pas réparties équitablement" et "que pour aider Montréal à se soulager de ces charges trop lourdes, il est un amendement qui s'impose".

14. Le 7 février 1958, *La Presse*, à la page 38, et *The Gazette*, à la page 17, affirment plutôt que la Commission métropolitaine est un organisme qui a été "fait par" ces mêmes amis. *Le Soleil*, à la page 7, le *Montréal-Matin*, à la page 3, et *The Montreal Daily Star*, à la page 4, proposent toutefois une version semblable à celle du *Devoir*, notre source.

15. Le premier ministre fait allusion à la Commission d'étude des problèmes métropolitains, présidée par le juge Roland Paquette. Formée en 1952, cette Commission a remis son rapport à l'hiver 1955. Ce dernier, selon l'historien Paul-André Linteau, proposait en fait "la création d'un nouvel organisme régional qui aurait la responsabilité d'un certain nombre de services et qui comprendrait un nombre égal de représentants de la ville de Montréal et des municipalités de banlieue auxquels s'ajouterait un membre nommé par le gouvernement du Québec". Paul-André Linteau, *Histoire de Montréal depuis la Confédération*, Montréal, Boréal, 1992, p. 550.

16. Voir l'article 32 de la loi modifiant la charte de la cité de Montréal, 4 George VI, chapitre 75, dans les Statuts du Québec, 1940.

17. Ce débat sur le bill de Montréal s'est prolongé pendant une heure et demie, selon le *Montréal-Matin* du 7 février 1958, à la page 3. Le même jour, *La Presse*, à la page 3, *The Gazette*, à la page 17, et *The Montreal Daily Star*, à la page 3, le font plutôt s'étendre sur deux heures.

18. *L'Événement* du 7 février 1958, à la page 7, déclare qu'il s'agit de la dernière sanction à laquelle procède le lieutenant-gouverneur Gaspard Fauteux, puisqu'il quitte son poste le 14 février suivant. L'ex-ministre des Finances, l'honorable Onésime Gagnon, prêtera serment le jour même comme représentant de la reine au Québec.

19. Les sources ne précisent pas si le député de Bagot (M. Johnson) agit bel et bien comme président, mais nous supposons qu'il remplit ce rôle, puisqu'il préside tous les autres comités pléniers de la séance.

20. Aussi appelée route Sir-Wilfrid-Laurier, la route 9 relie à cette époque Québec à Montréal, du côté sud du fleuve Saint-Laurent.

21. *Le Soleil* du 7 février 1958, à la page 7, constate que tous les crédits de la voirie sont adoptés vers 10 heures.

22. Ces quatre postes budgétaires des crédits de la Santé ont tous été adoptés sans discussion, souligne *L'Action catholique* du 7 février 1958, à la page 2.

Séance du vendredi 7 février 1958

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Demande de documents:

Rente annuelle d'une compagnie concessionnaire (10 George VI, chapitre 42)

M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de tous télégrammes, lettres ou autres messages échangés entre le premier ministre ou le ministre des Mines de la province et toutes personnes, compagnies, sociétés ou corporations, depuis le 1^{er} janvier 1956 jusqu'au 31 décembre 1957, relativement à la révision de la rente annuelle imposée à la compagnie concessionnaire visée à la loi pour faciliter le développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec (10 George VI, chapitre 42), et ses amendements.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement a décidé de donner satisfaction au chef de l'opposition. Il lui remettra copie des documents concernant cette révision.

Adopté.

Projets de loi:

Notre-Dame-de-l'Île-Perrot

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 182 concernant la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

M. le président¹: Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. La corporation de la paroisse de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot possède les pouvoirs énumérés

aux articles suivants de la loi des cités et villes (statuts refondus, 1941, chapitre 233): 426, paragraphes 1^o, 1^oa, 1^ob, 2^o, 4^o, 8^o, 9^o, 10^o, 16^o, 16^oa, 17^o; 427, paragraphes 3^oa, 11^oa, 23^o, 24^o, 25^o, 26^o, 27^o; 429, paragraphes 1^o, 2^o, 3^o, 4^o, 8^o, 11^o, 13^o, 22^o, 23^o, 27^ob; 430, 431, 432, 500."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le comité plénier se lève.

Le comité se lève sans faire rapport.

M. l'Orateur au fauteuil

Projets de loi:

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose que le bill 182 concernant la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot n'ayant pas été adopté, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés, ou qui sont encore dus, leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

**Appels en
Cour du banc de la reine**

L'ordre du jour appelle l'examen des amendements du Conseil législatif au bill 27 concernant l'audition des appels devant la Cour du banc de la reine.

M. Galipeault (Québec-Ouest): J'ai pris connaissance des amendements de la Chambre haute au bill. Je suis heureux de constater que le Conseil législatif a adopté le point de vue de l'opposition et a prévu qu'il y aurait deux genres de tribunaux: les uns de cinq juges pour les causes importantes, les autres de trois juges pour les causes de moindre importance. Cela prouve que le gouvernement devrait toujours suivre les recommandations de l'opposition.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne vois pas d'inconvénients à ce que l'opposition prenne son plaisir où elle le peut, c'est-à-dire dans l'illusion. Il n'y a, dans les amendements apportés par le Conseil, rien qui n'ait été préconisé par l'opposition. Quant à nous, nous allons continuer à travailler dans l'intérêt de la province.

Il propose: Qu'un message soit envoyé au Conseil législatif pour l'informer que l'Assemblée législative agréé les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 27 concernant l'audition des appels devant la Cour du banc de la reine, mais en remplaçant l'amendement numéro 3, par le suivant:

3. L'article 2 devient l'article 5 et est modifié de manière à se lire comme suit:

"5. Nonobstant les dispositions de l'article 1 de la présente loi, le jugement sur tout appel entendu, avant le 1^{er} janvier 1959, devant trois juges de la Cour du banc de la reine, est rendu par ceux-ci, sous réserve des dispositions des articles 1241, 1341a, 1241b, 1241c et 1242 du Code de procédure civile".

Que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Adopté.

Dépôt de documents:

Travaux de drainage

L'honorable M. Barré (Rouville) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 22 janvier 1958, pour la production d'une copie de tous contrats d'entreprise entre le gouvernement de la province de Québec et toutes personnes, sociétés ou corporations, depuis le 1^{er} décembre 1956 jusqu'au 31 décembre 1957, relativement à l'exécution de travaux de drainage, y compris toutes les annexes de tels contrats ainsi que toutes les ententes, conventions supplémentaires ou additionnelles. (Document de la session no 17)

Surintendant de l'instruction publique, Rapport 1956-1957

L'honorable M. Prévost (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du surintendant de l'Instruction publique pour l'année 1956-1957. (Document de la session no 18)

Voies et moyens:

Discours du budget 1958-1959

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): M. l'Orateur, je remercie sincèrement l'honorable premier ministre d'avoir bien voulu me faire

l'honneur de me confier la direction du ministère des Finances, pour succéder à notre ancien collègue, l'honorable Onésime Gagnon. Il a voulu, j'en suis convaincu, remercier la population de Sherbrooke en confiant à son représentant à la Législature le poste important de ministre des Finances.

Ce n'est pas cependant sans un sentiment de profond regret que je prends la place d'un ami très cher pour vous exposer notre situation financière. Le premier ministre a tracé, l'autre jour, en termes très éloquents et très émouvants, les grandes lignes de sa carrière et énuméré les services éminents qu'il a rendus à sa province et à son pays. Il a été, avec notre chef, l'un des pionniers du mouvement de l'Union nationale. Il a travaillé, depuis 1936, à l'élaboration et à la mise en pratique des réformes nombreuses apportées dans l'administration de la province, pour le plus grand bien des contribuables. Travailleur infatigable, orateur distingué, l'honorable Onésime Gagnon demeurera l'un des grands hommes politiques de sa génération. Sur la scène provinciale, pendant plus de 20 ans, il a apporté au premier ministre une collaboration précieuse aux heures graves de la lutte pour la sauvegarde de nos droits essentiels.

L'histoire politique et constitutionnelle du Canada et de la province n'avait pas de secret pour lui et nombreux sont les discours et allocutions qu'il a prononcés sur les problèmes vitaux qui touchent nos intérêts les plus chers. Les relations fédérales provinciales de ces dernières années ont été caractérisées par une violente poussée des centralisateurs qui désiraient, contrairement à l'esprit de la Constitution, faire du pouvoir fédéral un pouvoir de contrôle sur les provinces. Ils oubliaient que l'Acte de 1867 avait sanctionné l'autonomie et l'indépendance des gouvernements provinciaux. Ce fut là l'un des principes de base sur lesquels le gouvernement s'est appuyé pour établir sa politique. Les historiens canadiens de demain accorderont, j'en suis convaincu, une place de premier plan à notre chef pour la lutte énergique qu'il a entreprise pour la sauvegarde de nos droits, mais ils n'oublieront pas son principal collaborateur qui fut ministre des Finances durant 13 ans. L'histoire de notre pays et de toutes les provinces aurait été, à mon avis, bien différente sans l'action courageuse de notre chef sur le respect de l'autonomie des provinces.

M. l'Orateur, vous vous souvenez des magnifiques discours sur notre situation financière prononcés par mon prédécesseur, au cours des dernières sessions. Vous vous rappelez avec quel soin il entourait cette présentation toujours un peu aride.

Des deux côtés de la Chambre, tous voudront bien lui rendre le témoignage qu'il est toujours demeuré un serviteur dévoué de la vérité. Il aimait sa province et son pays. Il avait un grand respect pour son chef et estimait ses collaborateurs. Il désirait leur être fidèle en étant fidèle à la vérité. Les discours sur le budget qu'il a prononcés résumant toute notre histoire politique et constitutionnelle depuis 20 ans. Nous rendons hommage à son dévouement et nous l'assurons que son souvenir demeurera parmi nous impérissable.

Ce souci qui fut le sien, j'ai voulu qu'il soit le mien aujourd'hui pour vous exposer la situation financière actuelle de la province et vous dire, en résumé, nos projets pour l'an prochain.

I

Considérations sur l'année 1957-1958

Mil neuf cent cinquante-sept (1957) marque pour notre province une année de progrès et de stabilisation économique. Nos revenus ont augmenté à un rythme à peu près identique à celui des années précédentes. Les prévisions plutôt sceptiques des experts en matière financière, au début de l'année, avaient laissé dans nos esprits l'impression que nos revenus avaient atteint un niveau qui pourrait être difficilement dépassé. Heureusement, les faits ont renversé ces prévisions trop pessimistes et nous devons aujourd'hui nous incliner devant la puissance d'expansion de notre activité économique. Ces faits nous fournissent donc de nouvelles raisons d'espérer plus fortement que jamais dans l'avenir.

Pour l'année 1957-1958, nos revenus atteindront (Cf. *Tableau No 1*, page 449) le chiffre de \$504,775,000 environ, soit \$63,358,171 de plus que pour l'année 1956-1957. Il faut évidemment tenir compte d'une somme de \$36,000,000 versée à la province par le gouvernement fédéral comme paiement de péréquation. Vous constaterez, M. l'Orateur, une augmentation de \$17,000,000 à l'impôt sur les corporations, une augmentation de \$5,000,000 à la taxe sur la gasoline, une augmentation de \$5,000,000 à l'impôt sur le revenu, une augmentation de \$4,000,000 à l'impôt sur le tabac et une augmentation de \$3,000,000 aux licences d'automobiles.

Nos dépenses augmentent dans la même proportion. Elles s'élèveront, au 31 mars 1958, à la somme de \$503,443,000. Les dépenses ordinaires pour leur part atteindront \$403,267,000 et les dépenses imputables au capital \$100,176,000. (Cf. *Tableau No 2*, page 451) Les dépenses du département de l'Instruction publique, pour ne citer

qu'un exemple, dépasseront, cette année, d'environ \$18,000,000 les dépenses de l'an dernier. Elles indiquent des subventions encore plus généreuses aux universités, à l'enseignement classique, à l'enseignement spécialisé et à l'enseignement primaire à travers toute la province. Il y a également des augmentations très sensibles au ministère de la Santé, au ministère de l'Agriculture, au ministère de la Voirie et à celui des Travaux publics. Le gouvernement ne peut demeurer indifférent aux nombreuses requêtes qu'il reçoit pour l'amélioration de la santé publique. Il continue de penser que l'agriculture est la base de notre économie et que la classe agricole a droit à toute notre coopération pour marcher dans la voie du progrès. Le gouvernement ne demeure pas non plus indifférent devant les problèmes toujours plus nombreux qui lui sont posés par le trafic automobile sur nos voies de communication. D'importants travaux de modernisation de nos grandes routes ont été entrepris depuis quelques années, afin de rapprocher encore davantage les différentes régions de la province.

a) Les dépenses imputables au capital

M. l'Orateur, les membres de la Législature connaissent très bien l'attitude du gouvernement sur l'importance des travaux d'une nature permanente, c'est-à-dire les dépenses imputables au capital. Ils savent qu'au cours des treize années de notre administration, nous avons réussi à payer, sans avoir recours à l'emprunt, plus de 90 % de ces dépenses. Nous utilisons nos revenus pour enrichir notre patrimoine et pour laisser aux générations montantes une province plus riche et plus prospère. Nous nous efforçons de leur laisser cette richesse libre de toute servitude. N'est-ce pas là la qualité dominante d'un administrateur sage et prudent? Ces travaux d'une nature permanente, nous avons réussi à les exécuter grâce surtout aux importants surplus que nous avons enregistrés chaque année au compte ordinaire de nos opérations. Les dépenses imputables au capital de cette année dépasseront de \$14,000,000 celles de l'an dernier. Il faut cependant ajouter que le gouvernement, par l'entremise de la Commission de l'autoroute, consacra la somme totale d'environ \$40,000,000 à la construction de la voie moderne qui reliera Montréal à Saint-Jérôme. À la fin de l'année financière, une somme approximative de \$12,500,000 aura déjà dépensée pour l'exécution de ces importants travaux. Vous voyez là, M. l'Orateur, le début d'une ère nouvelle dans la construction de grandes routes modernes.

Si nous établissons le bilan de nos dépenses imputables au capital depuis le 1^{er} avril 1945, nous constaterons qu'en l'espace de 13 ans, l'actif de la

province a été augmenté d'une somme d'environ \$727,000,000, soit de trois quarts de milliard.

Année terminée le 31 mars

| | |
|------------|--------------------------|
| 1946..... | \$ 12,977,903 |
| 1947..... | 24,287,135 |
| 1948..... | 40,927,129 |
| 1949..... | 64,755,220 |
| 1950..... | 42,341,455 |
| 1951..... | 33,825,175 |
| 1952..... | 60,262,344 |
| 1953..... | 67,007,015 |
| 1954..... | 58,088,426 |
| 1955..... | 57,937,154 |
| 1956..... | 76,607,809 |
| 1957..... | 87,492,404 |
| 1958..... | ¹ 100,176,000 |
| Total..... | \$ 726,685,169 |

¹ Estimation

b) Le surplus au compte ordinaire

Nous prévoyons pour la fin de l'année financière, au 31 mars 1958, un surplus au compte ordinaire de \$101,508,000. Ce sera là le treizième et

le plus important de nos surplus au compte ordinaire en 13 ans d'administration. Ces surplus varient entre \$14,000,000 et \$101,508,000. Ils se totalisent à \$617,778,001 pour la période qui s'étend du 1^{er} avril 1946 au 31 mars 1958.

Année terminée le 31 mars

| | |
|------------|--------------------------|
| 1946..... | \$ 14,768,397 |
| 1947..... | 26,471,830 |
| 1948..... | 44,367,887 |
| 1949..... | 33,765,031 |
| 1950..... | 31,753,562 |
| 1951..... | 38,006,501 |
| 1952..... | 62,074,513 |
| 1953..... | 28,887,819 |
| 1954..... | 36,456,881 |
| 1955..... | 36,634,866 |
| 1956..... | 76,902,362 |
| 1957..... | 86,180,352 |
| 1958..... | ¹ 101,508,000 |
| Total..... | \$ 617,778,001 |

¹ Estimation

Comme je l'ai dit tout à l'heure, ces surplus nous ont permis d'accorder une place prépondérante dans notre administration aux travaux d'une nature permanente et de les réaliser presque entièrement

sans avoir recours à l'emprunt, afin de sauvegarder dans toute son intégrité le crédit de la province, au cas d'une crise économique.

c) *La dette per capita*

dette qui s'établissait à \$87.16 en 1944 est maintenant réduite à la somme de \$52.46.

Si nous calculons la dette *per capita* de notre province depuis 1944, nous constatons que cette

*Dette nette per capita
du 31 mars 1944 à 1957 inclusivement*

| <i>Année</i> | <i>Dette nette au 31 mars</i> | <i>Population (en milliers)</i> | <i>Dette nette par tête</i> |
|--------------|-----------------------------------|-------------------------------------|---------------------------------|
| 1944..... | \$305,078,048.32 | 3,500 | \$87.16 |
| 1945..... | 308,243,440.96 | 3,560 | 86.58 |
| 1946..... | 299,412,173.00 | 3,629 | 82.50 |
| 1947..... | 284,915,911.19 | 3,710 | 76.80 |
| 1948..... | 274,912,456.34 | 3,788 | 72.58 |
| 1949..... | 299,364,639.86 | 3,882 | 77.12 |
| 1950..... | 284,131,784.77 | 3,969 | 71.59 |
| 1951..... | 267,428,335.87 | 4,056 | 65.93 |
| 1952..... | 248,776,943.16 | 4,174 | 59.60 |
| 1953..... | 273,933,254.94 | 4,269 | 64.17 |
| 1954..... | 280,339,501.47 | 4,388 | 63.89 |
| 1955..... | 285,257,888.61 | 4,517 | 63.15 |
| 1956..... | 265,322,345.96 | 4,628 | 57.33 |
| 1957..... | 247,869,555.93 | 4,725 | 52.46 |

La dette *per capita* a diminué graduellement depuis 1944, et elle est aujourd'hui la plus basse de toutes les provinces canadiennes. En fait, au 31 mars 1957, la dette nette de la province était de \$247,869,555, alors qu'au 31 mars 1945, elle était de \$308,243,441.

Si le gouvernement de la province avait à son actif ce seul fait d'avoir diminué notre dette nette, il aurait déjà posé un geste d'excellente administration. Durant cette période, les dettes des entreprises commerciales et les dettes des individus ont augmenté d'une façon très sensible et dans notre province et à travers le pays. Une statistique tirée des *Comptes nationaux du Canada* démontre que l'ensemble des dettes des citoyens en 1944 s'établissait à \$247,000,000, alors qu'en 1957 elles totalisaient \$2,472,000,000, soit le montant des dettes de 1944 multiplié par dix. Nous vivons à une époque où la masse des citoyens accepte très facilement d'augmenter leurs dettes personnelles. La politique du gouvernement, en diminuant la dette nette de la province, donne à mon avis à tous les contribuables et même à tous les citoyens du pays, une leçon à peu près unique de prudence et de modération.

*Crédits accordés aux consommateurs ¹
ventes à tempérament
(millions de \$)*

| <i>Année</i> | <i>Comptes débiteurs aux maisons de commerce</i> | <i>Marchands de détail</i> | <i>Compagnies de finance et de prêts</i> | <i>Total</i> | <i>Prêts personnels</i> | <i>Total</i> |
|--------------|--|------------------------------------|--|--------------|-----------------------------|--------------|
| 1944 | 141 | | 6 | .... | 100 | 247 |
| 1948 | 208 | 127 | 71 | 198 | 263 | 669 |
| 1950 | 255 | 199 | 202 | 401 | 378 | 1,034 |
| 1953 | 339 | 284 | 520 | 804 | 567 | 1,710 |
| 1957 | 327 | 424 | 810 | 1,234 | 911 | x 2,472 |

x Préliminaire - juin

¹ Statistiques de la Banque du Canada

Le gouvernement, en diminuant la dette nette, a sauvegardé et amélioré le crédit de la province. En 1944, le service de la dette exigeait 19 % de nos revenus, alors qu'en 1957, ce même service n'exigeait que 6.6 %. En outre, si nous établissons un parallèle entre le revenu personnel des contribuables et la dette nette de la province, nous constatons qu'en 1944 cette dette nette affectait 14.5 % du revenu des contribuables, alors qu'en 1957, elle n'affectait que 4.1 % de ce même revenu. Ces comparaisons entre nos ressources, le revenu personnel des contribuables, notre dette nette et les dettes des contribuables démontrent d'une manière très éloquente toute la solidité de l'administration financière de la province. Elles indiquent qu'une amélioration très marquée a été apportée dans l'état de nos finances et elles vous permettent de mesurer l'excellence de notre crédit.

d) Le surplus consolidé

Le surplus consolidé de \$43,522,635.69, au 31 mars 1945, s'élevait à \$456,125,442.95, au 31 mars 1957, suivant le bilan publié dans les derniers *Comptes publics*. Ce surplus consolidé dépassera \$550,000,000 au 31 mars 1958.

e) Les obligations de la province

Vous vous rappelez, M. l'Orateur, les mesures prises par le gouvernement pour rembourser avant échéance des emprunts exigibles en 1957. Au

printemps 1955, le gouvernement a racheté par anticipation trois emprunts à 3½ % au montant total de \$29,525,000, dont deux formaient une somme de \$19,525,000, et dont l'échéance était fixée au 1^{er} juillet et au 1^{er} septembre 1957. La nouvelle émission à 2½ %, dont l'échéance était fixée au 1^{er} juin 1961 avait fourni les fonds nécessaires au remboursement de ces emprunts. Par cette opération, le gouvernement réalisait une économie de plus de \$1,000,000.

Depuis le dernier discours sur le budget, le gouvernement n'a eu à effectuer que deux remboursements d'emprunt: le premier au montant de \$50,000, le 1^{er} mars 1957; le second au montant de \$1,000,000, le 15 juillet 1957. En fait, la dernière émission du gouvernement remonte au 15 janvier 1957, date à laquelle nous avions emprunté la somme de \$25,000,000, à 4¾ %. Je ne crois pas qu'il soit nécessaire pour la province d'effectuer aucune émission d'obligations au cours des prochains mois. Cependant, nous devons payer, cette année, l'avant-dernière tranche de \$1,000,000 d'une émission en série faite en 1939, ainsi qu'une émission au montant de \$10,350,000, à 4¾ %, le 1^{er} août prochain. Ce dernier emprunt sera remboursé intégralement à même les fonds d'amortissement qui lui sont applicables.

Au cours de l'année 1956-1957, les fonds d'amortissement de l'ensemble des emprunts de la province ont augmenté de \$15,699,372.51 et, le 31 mars dernier, ils atteignaient \$126,632,113, soit 26.29 % de la dette consolidée brute. Étant donné

que les fonds d'amortissement sont presque exclusivement placés en obligations de la province ou garantis par celle-ci, les fonds d'amortissement détiennent ainsi une part notable de la dette publique.

En résumé, Québec a si peu emprunté au cours des ces dernières années que ses obligations sont très recherchées et, qu'à conditions égales, elles se traitent à un niveau plus élevé que celles des provinces sœurs. La graduelle diminution de la dette nette constitue également un climat favorable pour ses émissions. Notre crédit demeurant intact, le gouvernement de la province de Québec réunit toutes les conditions indispensables pour réaliser sur les marchés financiers les opérations qui pourraient s'imposer au cas d'un appréciable ralentissement des affaires.

II

Considérations sur le budget 1958-1959

Les prévisions budgétaires pour 1958-1959 dépassent de \$35,000,000 celles de l'an dernier. Les dépenses ordinaires s'élèveront à \$388,941,400, comparativement à \$354,413,860 l'an dernier. (Cf. *Tableau No 4*, page 454) Les dépenses imputables au capital toucheront \$85,190,000. Le total du budget s'établit, cette année, à \$506,537,400, comparativement à \$471,467,860, l'an dernier. Nos revenus atteindront une somme approximative de \$506,945,000. (Cf. *Tableau No 3*, page 452) Nous pourrons ainsi obtenir un surplus au compte ordinaire d'environ \$85,597,600. C'est à même ce surplus que nous paierons nos dépenses imputables au capital.

L'augmentation la plus importante, si nous comparons le budget de cette année avec celui de l'an dernier, se trouve au chapitre de l'Instruction publique. Il y a également une augmentation de \$32,000,000 au budget du ministère du Bien-être social et de la Jeunesse, mais cette augmentation s'explique en partie par le transfert à ce ministère de certaines institutions de protection pour la jeunesse qui relevaient auparavant du ministère de la Santé. En même temps, nous avons une explication de la diminution apparente du budget du ministère de la Santé, car ce budget était de \$83,407,000 l'an dernier et il est fixé à \$67,897,000 cette année. Le ministère de la Santé, par suite d'une répartition plus logique des tâches, s'occupe exclusivement des problèmes qui touchent à la santé et à l'hygiène, alors que le ministère du Bien-être social et de la Jeunesse s'occupe des problèmes relatifs à la protection de la jeunesse et d'une partie importante de la législation sociale.

a) L'éducation

Le tableau de la page 454 des prévisions budgétaires vous donne, M. l'Orateur, une excellente idée de la contribution de la province à l'éducation. Une somme totale de \$116,358,500 sera consacrée en 1958-1959 à l'éducation, soit plus du cinquième de tout le budget. Ces prévisions ne tiennent pas compte des dépenses de l'administration pour surveiller et contrôler la répartition de ces sommes d'argent entre tous les organismes intéressés qui peuvent les recevoir.

Cependant, il ne faut pas nous surprendre si les subventions à nos universités, qui étaient de \$13,153,700 en 1957-1958, ne seront que de \$10,328,700 en 1958-1959. L'an dernier, le gouvernement a fait d'importants paiements pour la construction de la Faculté de médecine à Québec et pour la construction de l'École polytechnique à Montréal. La seule contribution du gouvernement pour la construction de cette dernière institution s'élève à \$8,000,000. Suivant le témoignage de monsieur James R. Killiam, de Boston, président du Massachusetts Institute of Technology et conseiller scientifique du président Eisenhower,

"le gouvernement de la province de Québec est prévoyant, premièrement parce qu'il se rend compte que nous vivons dans un siècle de science et de technologie; deuxièmement parce qu'il prévoit, en se basant sur les statistiques démographiques, le flot considérable d'étudiants qui demanderont l'instruction scientifique au cours des prochaines années; troisièmement, parce qu'il se prépare dès maintenant à leur donner toutes les facilités nécessaires, ce qui est un exemple pour le monde... Votre immeuble, a-t-il ajouté, est l'un des plus modernes en Amérique du Nord."

Dans aucun pays au monde, le budget de l'éducation en 1957 n'est égal à deux fois la totalité du budget de 1944. C'est toutefois le cas de la province de Québec, et nous réclamons depuis plusieurs années le retour de nos droits de taxation, pour réaliser davantage. Le gouvernement a agi comme un véritable précurseur dans ce domaine. La plupart de nos facultés universitaires se sont modernisées depuis 15 ans, grâce à la collaboration du gouvernement. Un encouragement plus efficace est apporté depuis quelques années à l'enseignement classique, et vous savez les changements profonds qui se sont opérés dans le domaine de l'enseignement primaire. Nos commissions scolaires reçoivent des subventions extrêmement généreuses pour assurer la construction

de nouvelles écoles et elles peuvent compter sur l'appui du gouvernement pour maintenir leur équilibre financier.

Lors de l'inauguration de la Faculté des sciences de l'Université de Sherbrooke, Son Excellence Mgr Panico, délégué apostolique au Canada, déclarait:

"C'est une tâche qui se fait de plus en plus urgente et apostolique dans notre monde moderne émerveillé par les découvertes sensationnelles de la science dans une infinie variété de champs de l'activité humaine et en voie d'être transformé par elles. Le progrès scientifique est tellement rapide et étendu que l'homme cultivé lui-même ose à peine tenter d'en suivre la marche et l'évolution..."

"J'avais déjà causé avec le Souverain Pontife de la bonne influence de la vie familiale et du système scolaire sur les catholiques de votre pays. Mais aujourd'hui, maintenant que je sais ce que je sais, je dois féliciter M. Duplessis de l'esprit de tolérance et de liberté que l'on trouve dans la province de Québec en rapport avec le système de l'éducation, et je voudrais bien que, partout, les chefs laïques s'inspirent, dans ce domaine, de ce qui se passe dans la province de Québec. Et je ne manquerai certainement pas de dire au Souverain Pontife le spectacle que présente chez vous cette belle coopération ente l'Église et l'État."

Que dire maintenant de l'important réseau d'écoles spécialisées qui s'étend dans toutes les régions de la province. Soulignons en particulier l'École technique de Montréal qui est la plus grande de tout l'Empire britannique, l'École de papeterie de Trois-Rivières qui est la plus importante du genre au monde, l'École des textiles de Saint Hyacinthe qui est la plus complète dans le domaine de l'industrie textile et, enfin, l'École des arts graphiques de Montréal qui est considérée, par tous les experts en matière d'imprimerie, comme un véritable chef-d'œuvre. Toutes ces écoles préparent chaque année plusieurs milliers de jeunes gens à exercer dans notre province des métiers lucratifs qui leur permettront de gagner honorablement leur vie et d'apporter une meilleure contribution à l'activité économique et commerciale de notre province.

b) La protection de la santé

Le ministère de la Santé dépensera, en 1958-1959, la somme de \$67,897,000. Le gouvernement veut poursuivre et améliorer sa politique d'hygiène et de protection de la santé. Il continuera d'accorder généreusement son aide pour multiplier les facilités d'hospitalisation dans la province.

La province de Québec veut ainsi conserver la place de premier plan qu'elle occupe dans le domaine de la protection de la santé au Canada.

c) La sécurité sociale

Chaque année, le gouvernement apporte, dans la mesure de ses ressources, d'importantes modifications à ses lois de sécurité sociale. Depuis 1945, de profondes et bienfaitantes modifications ont été apportées à la loi des accidents du travail. L'an dernier, les allocations aux mères nécessiteuses établies par le gouvernement de l'Union nationale ont été pratiquement doublées. Les allocations aux vieillards, aux invalides, aux aveugles ont été sensiblement augmentées. Ces améliorations signifieront pour chaque année une dépense additionnelle d'environ \$7,000,000 par le gouvernement de la province.

d) L'activité économique

1° - L'industrie agricole

Le ministère de l'Agriculture poursuivra en 1958-1959 sa politique de drainage et de travaux mécanisés sur les fermes. Cette politique augmente la superficie des terres propres à la culture. Cette année, nous avons accordé une attention particulière à ceux qui prennent la relève dans l'industrie agricole. Jusqu'ici, le ministère de l'Agriculture accordait une subvention de \$300, payable à raison de \$100 par année, aux cultivateurs qui établissaient leurs fils sur des terres. Cette subvention a été portée à \$500, et elle sera payable à raison de \$100 par année, durant cinq ans.

Cette année encore, le département de l'Agriculture a rendu plus généreuse sa politique pour favoriser le drainage, l'égouttement et la mise en valeur des terres en augmentant de 25 % les subventions payées par le gouvernement pour le bénéfice des cultivateurs.

Les restrictions sur le crédit ont contribué fortement à hausser le taux d'intérêt de toutes les institutions bancaires et financières à travers le continent nord-américain. Le gouvernement de plusieurs provinces canadiennes et les grandes corporations financières doivent payer 5 % et plus d'intérêt pour les emprunts effectués durant cette période de crise. Cependant, le cultivateur du Québec a continué d'emprunter comme par le passé à un taux d'intérêt de 2½ % de l'Office du crédit agricole. Le cultivateur québécois fut probablement le seul à

pouvoir emprunter à un taux d'intérêt aussi bas et à ne pas subir les effets désastreux des restrictions sur le crédit.

2° - L'exploitation de nos richesses naturelles

A) La forêt

Nos ressources forestières, nos richesses hydrauliques, nos mines et nos pêcheries sont parmi les plus riches au monde. Le budget du ministère des Terres et Forêts s'élève à \$8,518,000, soit une augmentation de \$800,000 sur celui de l'an dernier. L'industrie des pâtes et papiers de notre province est l'une des plus grandes entreprises industrielles de notre continent. La production mondiale du papier journal se chiffre à environ 13,000,000 de tonnes par année. Le Canada, pour sa part, produit 6,500,000 tonnes, et notre province à elle seule fabrique près de la moitié de toute la production canadienne. En fait, le Québec produit 45 %, l'Ontario 26 %, la Colombie 13 % et les autres provinces 16 %. Notre pays compte 80 compagnies de pâtes et papiers qui exploitent 130 usines, dont 56 sont situées dans notre province. La production de 20 des plus grandes usines du Québec varie entre 500 et 1,000 tonnes par jour.

De plus, les statistiques établissent que la valeur annuelle de la production canadienne des pâtes et papiers dépasse la valeur réunie de notre production de blé et de toutes les autres céréales. Elle équivaut à la valeur globale de toute notre production manufacturière, et elle dépasse de 50 % la valeur totale de la production de notre industrie automobile. En fait, chaque année cette industrie paie \$460,000,000 en salaires, \$220,000,000 pour le transport, \$234,000,000 pour le matériel et l'électricité et \$100,000,000 pour l'achat du bois nécessaire à son fonctionnement. Dans la province de Québec seulement, cette industrie dépense chaque année plus de \$500,000,000.

B) La production hydroélectrique

Le budget du ministère des Ressources hydrauliques est de près de \$2,000,000 supérieur à celui de l'an dernier. La cause principale de l'expansion économique du Québec réside dans le fait que nos ressources hydroélectriques sont parmi les plus riches au monde. Les usines de la province peuvent développer maintenant 8,500,000 chevaux-vapeur, soit 500,000 chevaux-vapeur de plus que l'an dernier. Cette année, le ministère des Ressources

hydrauliques entend poursuivre avec plus de célérité l'étude des rivières du Nouveau-Québec, afin de déterminer leur potentiel d'énergie électrique. Ce relevé est absolument nécessaire, si nous désirons fournir aux industriels tous les renseignements techniques dont ils ont besoin pour élaborer des projets sérieux d'installation sur la Côte-Nord. Le gouvernement exécutera, en plus, d'importants travaux d'entretien et de réparation aux barrages qu'il possède déjà ici et là à travers la province.

L'Hydro-Québec continue actuellement les travaux d'installation de la centrale électrique de Bersimis. Je voudrais que toute la population de la province réalisât l'ampleur de ce projet. Nous avons voulu que ces richesses demeurent la propriété de toute la communauté et je ne voudrais pas oublier que le premier ministre a été le principal inspirateur de cette entreprise géniale. Rappelez-vous à ce sujet le témoignage du Général A. G. L. McNaughton, président de la section canadienne de la Commission des eaux limitrophes:

"Il est évident que les ingénieurs responsables de l'Hydro-Québec, par un recours aux procédés les plus ingénieux pour l'utilisation des niveaux à des débits d'eau, ont retiré des avantages presque incroyables de ces sources d'énergie au profit des populations de Québec et du Canada.

"J'exprime mon admiration pour leur perspicacité et pour leur compétence ainsi que pour la détermination et la vigueur dont ils ont fait preuve pour réaliser ce projet."

C) Les mines

Le développement minier de notre province se continue à un rythme accéléré, et notre production minière dépasse en 1957 le demi-milliard. Le Québec prend une place d'importance mondiale dans l'industrie minière, surtout à cause de l'exploitation de ses riches gisements de fer. Avant 1945, il n'était pas question, sur le plan pratique, que notre province produise du minerai de fer. En 1956, l'Iron Ore Company of Canada avait expédié 12,000,000 de tonnes de minerai de fer et, en 1957, ses expéditions ont atteint 13,900,000 tonnes. À l'heure actuelle, cette entreprise exécute de grands projets d'amélioration sur ses lignes de chemin de fer, afin d'augmenter encore le volume de sa production.

Une autre entreprise, la Quebec Cartier Mining Co., filiale de United States Steel, a commencé l'exécution d'un vaste programme de travaux pour assurer l'extraction des gisements miniers de la région Mount Wright-Mount Reed,

situés à environ 250 milles au nord de Shelter Bay. Ce projet comporte la construction de 312 milles de chemin de fer qui commencera dès cette année et qui sera suivie par l'aménagement des forces hydroélectriques de la rivière Hart Jaune, par la construction d'ateliers de concentration, de villes minières et de toutes les installations nécessaires à la création d'un centre urbain et industriel dans une région jusqu'ici complètement isolée. Un montant de plus de \$200,000,000 sera dépensé pour assurer la réalisation de ce projet et les promoteurs espèrent que tous les travaux seront terminés pour commencer la production en 1961.

D'ici quelques mois, la mine Hilton, située à 40 milles au nord de Hull, commencera l'exploitation d'un nouveau gisement de minerai de fer. Les promoteurs de cette entreprise ont terminé, il y a environ un mois, la construction d'une installation qui assurera la production annuelle de 600,000 tonnes de concentrés de fer. Le gouvernement suit de près les progrès notables qui sont enregistrés par International Iron Ores Ltd., par Atlantic Iron Ores Ltd., ainsi que par Oceanic Iron Ore (Quebec) Limited, qui explorent avec succès les gisements de fer de la région de l'ouest de la baie d'Ungava. Me serait-il permis de signaler également que la Quebec Iron & Titanium Corporation à Sorel réalise actuellement des travaux d'agrandissement au montant de \$16,000,000 pour augmenter de 60 % la capacité de son entreprise.

L'industrie de l'amiante a connu, elle aussi, une activité extraordinaire, et sa production a dépassé, en 1957, 1,000,000 de tonnes de fibre. La présente année sera marquée par la mise en exploitation des gisements de Lake Asbestos of Quebec, dont l'installation pourra traiter 5,000 tonnes de minerai par jour. Les autres exploitants, comme National Asbestos Mines Ltd., la Canadian Johns-Manville Co. Ltd., la Nicolet Asbestos Mines Ltd. et Asbestos Corporation Ltd. augmentent à l'heure actuelle sensiblement la capacité de leurs installations.

Le travail d'exploitation se continue également pour les autres secteurs d'activité minière, pour le nickel, le cuivre, le zinc, l'or et l'argent. Je suis convaincu que la présente génération sera témoin du jour où la production minière de notre province dépassera le milliard.

Ces progrès sont en partie la conséquence d'une action concertée. Le gouvernement n'a jamais oublié qu'il était de son devoir d'assurer à l'industrie minière le personnel technique et les ingénieurs dont elle avait besoin. Bon nombre de jeunes gens possèdent de remarquables talents d'exécution,

d'autres, de remarquables talents d'organisation. Pour les uns et les autres, nous avons organisé les cours nécessaires à leur entraînement. Il y a près de 20 ans déjà, la Mine-école de Val-d'Or commençait ses cours d'apprentissage pour les ouvriers mineurs. Plus tard, le ministère des Mines organisait, avec le concours des universités, les cours de prospection un peu partout à travers la province.

Aujourd'hui, les écoles d'arts et métiers et les écoles techniques fournissent de plus en plus de techniciens à l'industrie. À l'École des mines de Québec, depuis 1938, nombre de jeunes gens ont acquis, grâce au gouvernement, la formation universitaire pour devenir géologue ou chimiste. La jeunesse du Québec, suivant ses goûts et ses talents, a donc pu compter sur l'entière coopération du gouvernement pour mieux se préparer à l'exercice d'un métier ou d'une profession. Les mesures prises pour la formation de techniciens de l'industrie minière en sont la preuve. D'ailleurs, tous ces jeunes gens peuvent compter sur des bourses d'études et ils sont assurés à l'avance d'obtenir des positions lucratives.

Il y a donc, entre le développement des méthodes d'entraînement pour l'industrie minière, la formation universitaire scientifique et le développement de cette industrie minière elle-même, un parallèle extrêmement éloquent. C'est en réalité le résultat d'une politique bien définie, et cette politique indique tout simplement le désir du gouvernement de voir la jeunesse de notre province profiter le plus largement possible de l'exploitation de nos richesses minières.

D) Les pêcheries

L'après-guerre a entraîné une pénible dépression dans nos pêcheries. De 1939 à 1945, le gouvernement fédéral avait encouragé, au moyen de subventions, l'expédition du poisson canadien en Europe. Ces expéditions cessèrent avec la fin des hostilités. La Grande-Bretagne en particulier n'avait pas le numéraire nécessaire pour continuer ses achats au Canada. La modernisation des bateaux et des usines permit une meilleure organisation de cette industrie et sa production aujourd'hui augmente, pour nous permettre d'espérer un avenir prospère.

Le sous-ministre des Pêcheries maritimes, le docteur Arthur Labrie, écrivait dans le premier numéro de la revue du ministère en janvier dernier: "L'industrie québécoise des pêcheries brûle des étapes de la modernisation." En fait, l'année 1956 a été la première année où la valeur totale des ventes

des pêcheries a dépassé celle de 1946. En 1946, la valeur totale des ventes s'était chiffrée à \$7,075,647 et, en 1956, à \$7,200,000. En 1947, cette valeur totale était tombée à \$4,678,549, et lentement, grâce aux procédés de modernisation mis en pratique par le département de la Chasse et de la Pêche, cette industrie a conquis d'autres marchés pour atteindre une stabilité qui protégera des milliers de personnes qui en tirent leur gagne-pain.

3° - *L'industrie manufacturière*

L'esprit d'initiative de nos chefs d'entreprise et de nos ouvriers permet à notre province d'augmenter constamment sa production industrielle. En 1957, cette production brute a atteint \$8,500,000,000, et la valeur des produits de cette industrie a marqué une augmentation de 26.18 % sur celle de l'an dernier, qui était de \$6,736,300,000. L'industrie de la construction a décliné légèrement en 1957, conséquence inévitable des sévères restrictions sur le crédit mises en vigueur par la Banque du Canada en 1956. Sa valeur atteint toutefois la somme de \$1,500,000,000, soit un chiffre inférieur à celui des années 1955 et 1956.

Les travaux publics ont conservé l'importance de ces dernières années. Les nouvelles industries consolident leur position, et nombre de projets nouveaux s'élaborent un peu partout dans la province. D'ailleurs, la vigueur de notre économie, sa jeunesse et sa vitalité nous donnent toutes les raisons d'espérer en notre avenir.

Conclusions

M. l'Orateur, je vous ai énuméré certains faits qui peuvent s'intégrer facilement dans l'ensemble de la politique du gouvernement. Cette politique est le résultat d'un plan extrêmement clair et profondément mûri dont vous voyez la réalisation à travers les années, depuis 1936. C'est un peu comme le plan d'un architecte pour un édifice immense. Vous remarquez facilement les lignes d'ensemble, les points d'appui, les fondations.

Le gouvernement de l'Union nationale a toujours compris que l'agriculture est l'industrie de base des nations. Aucun peuple ne peut vivre sans agriculture. Une classe agricole prospère est nécessaire pour assumer la subsistance des populations urbaines. Il faut aussi un équilibre démographique entre la population des campagnes et la population des villes. Certains soutiendront que la première diminue par rapport à la seconde. Il faut

retenir cependant le fait incontestable que notre superficie agricole continue toujours d'augmenter avec le drainage, les travaux mécanisés sur les fermes et sur les lots de colonisation. Nos campagnes peuvent facilement nourrir nos villes. De plus, les traditions, les coutumes, le folklore, qui donnent à un peuple son vrai visage, se conservent à la campagne.

Dès 1936, le gouvernement a institué le crédit agricole pour permettre aux cultivateurs d'éviter la ruine et leur procurer les moyens pour établir leurs fils sur la terre. Le crédit agricole a également permis aux cultivateurs de mieux payer leurs redevances municipales et scolaires, et il a aussi assuré la stabilité des organismes nécessaires au développement de leur milieu.

La loi du crédit agricole a été suivie en 1945 par la loi de l'électrification rurale. En vertu de cette dernière loi, le gouvernement a encouragé la formation de coopératives d'électricité, et il a incité les compagnies d'entreprise privée à étendre leur réseau de distribution à travers les campagnes, ce qui a permis aux cultivateurs de mécaniser leur entreprise et de suppléer à la pénurie de main-d'œuvre. Ils peuvent jouir aujourd'hui d'un confort identique à celui des ouvriers des villes.

Que dire des mesures nombreuses adoptées par le gouvernement pour dégrever nos corporations municipales et nos commissions scolaires. La politique des anciennes administrations consistait à augmenter le fardeau des corporations municipales, afin de dégrever le gouvernement de la province. Toutes les municipalités se trouvaient par le fait même dans une situation extrêmement difficile. L'administration actuelle a cherché à alléger de plus en plus le fardeau des corporations municipales et scolaires, pour leur permettre de mieux remplir leur rôle dans leur localité. Il a diminué constamment les charges de l'assistance publique; il a pris la responsabilité de multiplier les travaux publics, autrefois à la charge des corporations municipales et des commissions scolaires; il a libéré les administrations municipales des charges de l'enseignement spécialisé; il a libéré les commissions scolaires de la majeure partie de leurs dettes et, aujourd'hui, il accorde à ces commissions scolaires des octrois particulièrement généreux pour la construction des nouvelles écoles. Ces mesures permettent incontestablement à ces corps publics de remplir beaucoup mieux leur rôle véritable et de trouver plus facilement des solutions à leurs propres problèmes. Ces mesures, si vous les étudiez dans leur ensemble, vous permettent de trouver le sens et la portée véritable de la politique de l'administration actuelle.

Il y a eu dans la province, au cours des douze dernières années, un nombre considérable de nouvelles industries. Nos richesses naturelles se sont développées à un rythme toujours plus accéléré pour augmenter le progrès de la province. Nous avons voulu que ce progrès se traduise par des mesures destinées à favoriser le milieu rural. C'est là, à mon avis, l'idée dominante qui se dégage de l'ensemble des lois que le gouvernement, sous la direction de son chef, a présentées à la Législature. Nous espérons que la Providence continuera de conserver à notre chef la santé, afin que toute la population puisse compter encore sur son énergie, ses talents, sa ténacité et son expérience pour assurer le progrès de la génération présente et de la génération de demain.

M. l'Orateur, je propose que cette Chambre se forme maintenant en comité des voies et moyens.
(Applaudissements)

Tableau No 1

Province de Québec

État provisoire des revenus
pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1958

9 mois terminés - 3 mois en cours

Revenus :*Provenant d'impôts et de droits:*

| | | |
|---|-------------------|----------------|
| Sur les corporations (capital) | \$19,500,000 | |
| Sur les corporations (profits) | <u>82,000,000</u> | |
| | | \$101,500,000 |
| Impôt provincial sur le revenu | | 41,500,000 |
| Sur la gasoline..... | | 83,670,000 |
| Ventes | 60,800,000 | |
| <i>À déduire : Partie attribuée au</i> | | |
| Fonds d'éducation | <u>30,300,000</u> | |
| | | 30,500,000 |
| Sur les successions..... | | 20,000,000 |
| Sur le tabac..... | | 16,500,000 |
| Sur transferts de valeurs mobilières..... | | 1,300,000 |
| Loi de l'assistance publique: | | |
| Courses..... | 3,520,000 | |
| Divertissements..... | 2,750,000 | |
| Pour hôpitaux (sur repas)..... | <u>5,700,000</u> | |
| | | 11,970,000 |
| Pour la prévention des incendies..... | | <u>150,000</u> |
| | | \$307,090,000 |

Provenant d'autres sources:

Ressources naturelles:

| | |
|------------------------------|------------|
| Terres et Forêts | 15,200,000 |
| Mines..... | 7,747,000 |
| Ressources hydrauliques..... | 4,730,000 |
| Chasse | 1,522,000 |
| Pêcheries | 24,000 |
| Terres de colonisation | 35,600 |

Attribués au Fonds d'éducation:

| | | |
|------------------------------|------------------|------------------|
| Droits de coupe | 845,000 | |
| Ressources hydrauliques..... | <u>5,600,000</u> | <u>6,445,000</u> |
| | | 35,703,600 |

Licences et permis:

| | | |
|-----------------------------------|----------------|------------|
| Véhicules automobiles | 33,550,000 | |
| Hôtels, restaurants, etc. | 600,000 | |
| Loi de l'assistance publique..... | 140,000 | |
| Divers | <u>658,000</u> | |
| | | 34,948,000 |

**État provisoire des revenus
pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1958 (suite)**

9 mois terminés - 3 mois en cours

Revenus (suite) :

Provenant d'autres sources:

| | | |
|---|-------------------|-----------------------------|
| Honoraires et divers: | | |
| Loi de l'assistance publique..... | \$ 1,000,000 | |
| Département du procureur général..... | 1,340,000 | |
| Transports et Communications | 620,000 | |
| Département du travail..... | 1,060,000 | |
| Secrétariat de la province..... | 230,000 | |
| Terres et Forêts | 90,000 | |
| Divers | <u>641,600</u> | |
| | | \$ 4,981,000 |
| Intérêts: | | |
| Placement des fonds d'amortissement | 3,900,000 | |
| Divers comptes..... | <u>1,655,100</u> | |
| | | 5,555,100 |
| Fonds d'éducation..... | 38,845,000 | |
| À déduire : Revenus figurant | | |
| à la rubrique Ressources naturelles..... | <u>6,445,000</u> | |
| | | 32,400,000 |
| Commission des liqueurs de Québec: | | |
| Impôt spécial sur les spiritueux (S. R. Q., 1941, | | |
| chapitre 255, article 31) | 1,950,000 | |
| Permis et droits | 12,500,000 | |
| Compte de commerce | 30,500,000 | |
| À déduire : Octroi à l'assistance | | |
| publique..... | <u>1,000,000</u> | |
| | <u>29,500,000</u> | |
| | | 43,950,000 |
| Autres revenus: | | |
| Paiement de péréquation (net) | 36,000,000 | |
| Subside canadien..... | 3,173,000 | |
| Amendes, etc..... | 920,700 | |
| Divers..... | <u>53,000</u> | |
| | | <u>40,146,700</u> |
| Total des revenus..... | | <u>\$504,775,000</u> |

Tableau No 2

Province de Québec

**État provisoire des dépenses ordinaires et en immobilisations
pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1958**

9 mois terminés - 3 mois en cours

| Départements | Total | Dépenses | |
|------------------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| | | Ordinaires | En immobilisations |
| Affaires municipales | 5,243,000 | 5,243,000 | ..... |
| Agriculture | 25,838,000 | 25,788,000 | 50,000 |
| Bien-être social et Jeunesse | 73,253,000 | 68,753,000 | 4,500,000 |
| Chasse | 3,034,000 | 2,734,000 | 300,000 |
| Colonisation | 13,750,000 | 10,569,000 | 3,181,000 |
| Conseil exécutif | 7,698,000 | 7,698,000 | ..... |
| Finances | 8,170,000 | 8,170,000 | ..... |
| Industrie et Commerce | 1,653,000 | 1,653,000 | ..... |
| Instruction publique | 87,401,000 | 86,101,000 | 1,300,000 |
| Législation | 1,406,000 | 1,406,000 | ..... |
| Mines | 5,856,000 | 2,956,000 | 2,900,000 |
| Pêcheries | 3,744,000 | 3,269,000 | 475,000 |
| Procureur général | 13,059,000 | 13,059,000 | ..... |
| Ressources hydrauliques | 6,424,000 | 2,624,000 | 3,800,000 |
| Santé | 59,847,000 | 59,827,000 | 20,000 |
| Secrétaire de la province | 2,325,000 | 2,325,000 | ..... |
| Terres et Forêts | 8,103,000 | 8,103,000 | ..... |
| Transports et Communications | 710,000 | 710,000 | ..... |
| Travail | 2,941,000 | 2,941,000 | ..... |
| Travaux publics | 33,909,000 | 16,159,000 | 17,750,000 |
| Voirie | 104,045,000 | 38,145,000 | 65,900,000 |
| Réserve | <u>4,000,000</u> | <u>4,000,000</u> | ..... |
| | <u>\$472,409,000</u> | <u>\$372,233,000</u> | <u>\$100,176,000</u> |
| Service de la dette publique | <u>\$31,034,000</u> | <u>\$31,034,000</u> | |

Sommaire

Compte ordinaire :

| | | |
|------------------------------------|-------------------|----------------------|
| Revenus | | \$504,775,000 |
| Dépenses: | | |
| Ordinaires | \$372,233,000 | |
| Service de la dette publique | <u>31,034,000</u> | <u>\$403,267,000</u> |
| Surplus au compte ordinaire | | <u>\$101,508,000</u> |

Compte immobilisation \$100,176,000

Tableau No 3

Province de Québec

**Revenus approximatifs
pour l'exercice financier 1958-1959**

Revenus :*Provenant d'impôts et de droits:*

| | | |
|---|-------------------|----------------|
| Sur les corporations (capital) | \$19,500,000 | |
| Sur les corporations (profits) | <u>79,000,000</u> | \$98,500,000 |
| Impôt provincial sur le revenu | | 42,000,000 |
| Sur la gazoline..... | | 85,500,000 |
| Ventes | 62,500,000 | |
| <i>À déduire : Partie attribuée au</i> | | |
| Fonds d'éducation..... | <u>31,500,000</u> | 31,000,000 |
| Sur les successions..... | | 18,000,000 |
| Sur le tabac..... | | 17,200,000 |
| Sur transferts de valeurs mobilières..... | | 1,300,000 |
| Loi de l'assistance publique: | | |
| Courses..... | 3,700,000 | |
| Divertissements..... | 2,800,000 | |
| Pour hôpitaux (sur repas)..... | <u>6,000,000</u> | 12,500,000 |
| Pour la prévention des incendies..... | | <u>150,000</u> |
| | | \$306,150,000 |

Provenant d'autres sources:

| | | |
|-----------------------------------|------------------|------------------|
| Ressources naturelles: | | |
| Terres et Forêts | | 13,000,000 |
| Mines..... | | 5,620,000 |
| Ressources hydrauliques..... | | 5,190,000 |
| Chasse | | 1,672,000 |
| Pêcheries | | 15,000 |
| Terres de colonisation | | 38,000 |
| Attribués au Fonds d'éducation: | | |
| Droits de coupe | 770,000 | |
| Ressources hydrauliques..... | <u>5,500,000</u> | <u>6,270,000</u> |
| | | 31,805,000 |
| Licences et permis: | | |
| Véhicules automobiles | | 35,000,000 |
| Hôtels, restaurants, etc. | | 630,000 |
| Loi de l'assistance publique..... | | 155,000 |
| Divers..... | | <u>680,000</u> |
| | | 36,465,000 |

**Revenus approximatifs
pour l'exercice financier 1958-1959 (suite)**

Revenus (suite) :

Provenant d'autres sources:

| | | | |
|---|------------------|-------------------|-----------------------------|
| Honoraires et divers: | | | |
| Loi de l'assistance publique..... | \$ | 1,000,000 | |
| Département du procureur général..... | | 1,320,000 | |
| Transports et Communications | | 615,000 | |
| Département du travail..... | | 1,090,000 | |
| Secrétariat de la province..... | | 250,000 | |
| Terres et Forêts | | 30,000 | |
| Divers | | <u>638,000</u> | |
| | \$ | | 4,943,000 |
| Intérêts: | | | |
| Placement des fonds d'amortissement..... | | 4,700,000 | |
| Divers comptes..... | | <u>880,000</u> | |
| | | | 5,580,000 |
| Fonds d'éducation | | 40,170,000 | |
| À déduire : Revenus figurant | | | |
| à la rubrique Ressources naturelles..... | | <u>6,270,000</u> | |
| | | | 39,900,000 |
| Commission des liqueurs de Québec: | | | |
| Impôt spécial sur les spiritueux (S. R. Q., 1941, | | | |
| chapitre 255, article 31) | | 1,950,000 | |
| Permis et droits | | 12,000,000 | |
| Compte de commerce | 31,000,000 | | |
| À déduire : Octroi à l'assistance | | | |
| publique..... | <u>1,000,000</u> | <u>30,000,000</u> | |
| | | | 43,950,000 |
| Autres revenus: | | | |
| Paiement de péréquation (net) | | 40,000,000 | |
| Subside canadien..... | | 3,173,000 | |
| Amendes, etc. | | 937,000 | |
| Divers | | <u>42,000</u> | |
| | | | <u>44,152,000</u> |
| Total des revenus..... | | | <u>\$506,945,000</u> |

Tableau No 4

Province de Québec

**Prévisions budgétaires ordinaires et en immobilisations
pour l'exercice financier 1958-1959**

| Départements | Total | Dépenses | |
|------------------------------------|----------------------|----------------------|---------------------|
| | | Ordinaires | En immobilisations |
| Affaires municipales | 4,980,000 | 4,980,000 | ..... |
| Agriculture | 26,421,000 | 26,181,000 | 240,000 |
| Bien-être social et Jeunesse | 80,453,000 | 75,453,000 | 5,000,000 |
| Chasse | 3,485,000 | 2,985,000 | 500,000 |
| Colonisation | 14,046,000 | 10,996,000 | 3,050,000 |
| Conseil exécutif | 7,617,600 | 7,617,600 | ..... |
| Finances | 8,571,100 | 8,571,100 | ..... |
| Industrie et Commerce | 1,792,500 | 1,792,500 | ..... |
| Instruction publique | 85,596,200 | 84,296,200 | 1,300,000 |
| Législation | 1,422,600 | 1,422,600 | ..... |
| Mines | 5,198,000 | 3,198,000 | 2,000,000 |
| Pêcheries | 3,579,000 | 3,129,000 | 450,000 |
| Procureur général | 13,530,000 | 13,530,000 | ..... |
| Ressources hydrauliques | 6,205,000 | 4,105,000 | 2,100,000 |
| Santé | 67,897,000 | 67,897,000 | ..... |
| Secrétaire de la province | 3,600,000 | 2,600,800 | 1,000,000 |
| Terres et Forêts | 8,668,000 | 8,518,000 | 150,000 |
| Transports et Communications | 720,000 | 720,000 | ..... |
| Travail | 3,121,000 | 3,121,000 | ..... |
| Travaux publics | 35,915,600 | 17,415,600 | 18,500,000 |
| Voirie | <u>91,312,000</u> | <u>40,412,000</u> | <u>50,900,000</u> |
| | <u>\$474,131,400</u> | <u>\$388,941,400</u> | <u>\$85,190,000</u> |
| Service de la dette publique | <u>\$ 32,406,000</u> | <u>\$ 32,406,000</u> | |

Sommaire

Compte ordinaire :

Revenus..... \$506,945,000

Dépenses:

Ordinaires..... \$388,941,400
 Service de la dette publique 32,406,000 \$421,347,400

Surplus au compte ordinaire \$ 85,597,600

Compte immobilisation \$ 85,190,000

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je remercie le ministre des Finances (l'honorable M. Bourque) de la courtoisie dont il a fait preuve en m'envoyant une copie de son discours sur le budget. J'ouvrirai mardi le débat sur le discours du budget, avec un discours qui fera la critique de celui qu'a livré aujourd'hui le ministre.

Il propose, appuyé par le représentant de Saint-Maurice (M. Hamel), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté.

Subsides:

Budget des dépenses 1958-1959

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité²:

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Couturier (Rivière-du-Loup): Quelles sont les sanctions imposées par le ministère de la Santé dans le cas des camps de bûcherons qui ne sont pas jugés en bon ordre ou lorsque l'entrepreneur ne suit pas les règlements imposés par la loi?

L'honorable M. Paquette (Labelle): Nous commençons par avertir la compagnie ou l'entrepreneur, et nous donnons un délai raisonnable, mais le plus court possible, pour remettre les choses au point.

Si nous n'avons pas de réponse ou si les conditions ne sont pas changées, nous fermons tout simplement le camp.

M. Couturier (Rivière-du-Loup): J'ai eu l'occasion de constater que des camps de ma région étaient loin de répondre aux exigences du ministère de la Santé.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Il doit s'agir de camps de petits entrepreneurs dont les affaires ne sont pas florissantes. Qu'on me signale ces cas particuliers où les exigences du ministère de la Santé ne sont pas observées, et je m'empresserai d'intervenir. Nous avons amélioré la situation des camps de bûcherons. Elle est 100 fois meilleure qu'autrefois. De façon générale, si l'on veut prendre un bon repas, il n'y a qu'à se rendre dans un camp de bûcherons. Il arrive que de petites entreprises font des installations de fortune, mais les camps plus considérables sont bien surveillés et donnent satisfaction aux bûcherons. Dans 98 % de nos camps, c'est véritablement la place pour un bon repas et les conditions hygiéniques.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Achat de matériel, accessoires, instruments et médicaments (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Couturier (Rivière-du-Loup) pose une question sur le taux de mortalité causée par la tuberculose.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Bien que le taux de la mortalité par la tuberculose ait été considérablement réduit dans la province de Québec, le danger subsiste toujours. Il faut continuer à faire le dépistage précoce de la maladie et la surveillance constante des familles et des milieux visés. Dans quelques années, nous aurons probablement vaincu le fléau, mais nous devons poursuivre la lutte. Le gouvernement provincial paie généreusement pour les victimes de la tuberculose en assumant une large part des dépenses causées par leur hospitalisation et pour les autres frais occasionnés par la maladie. C'est à cause de cela que les résultats sont probants.

Des députés de l'opposition citent des cas de patients auxquels on aurait chargé des montants considérables.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Dans les cas ordinaires, un tuberculeux qui reçoit des traitements réguliers n'a rien à déboursier. S'il y en a qui reçoivent des comptes d'hôpitaux, il ne peut s'agir que de gens qui ont exigé des chambres privées, le service de gardes-malades spéciales et un traitement de millionnaire. Sinon, c'est qu'il y a

erreur de la part des hôpitaux qui ignorent la loi. Je promets de faire une enquête approfondie si on veut bien me citer des cas.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 3. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Rassemblement des statistiques vitales (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas huit millions six cent quatre-vingt-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Hôpitaux généraux (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Couturier (Rivière-du-Loup) soulève le problème de l'assurance-santé.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Il n'y a aucun item à ce sujet dans le budget du ministère. Il s'agit d'une question de politique générale relevant non de moi, mais du chef du gouvernement (l'honorable M. Duplessis).

M. Couturier (Rivière-du-Loup): Combien le gouvernement paie-t-il aux hôpitaux pour les cas d'assistance publique?

L'honorable M. Paquette (Labelle): Le taux varie suivant les catégories d'hôpitaux. Dans les hôpitaux généraux, le gouvernement paie \$10.50 par jour pour chaque patient hospitalisé.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Que pense le ministre de la Santé (l'honorable M. Paquette) des médecins qui envoient des comptes même aux malades qui bénéficient de l'assistance publique? Ce n'est pas de pratique courante dans les grands hôpitaux, mais ça se fait beaucoup dans les petits hôpitaux régionaux. Le ministère ne pourrait-il pas conclure une entente avec les petits hôpitaux, de façon à ce que les patients n'aient pas à payer de comptes de médecins?

L'honorable M. Paquette (Labelle): Mon ministère paie des allocations à certains hôpitaux pour dédommager les chirurgiens qui traitent les malades de l'assistance publique.

M. Couturier (Rivière-du-Loup): Je fais de la chirurgie depuis 20 ans et jamais je n'ai été payé

par le ministère pour les malades de l'assistance publique.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Le bon Dieu vous le rendra. La loi stipule que le lit, la nourriture et les traitements sont gratuits dans les hôpitaux pour les cas d'assistance publique. Le mot "traitements" prête à des interprétations diverses. La plupart des chirurgiens n'envoient pas de comptes aux patients qui ont leur carte d'assistance publique, mais il y en a quelques-uns qui le font. Au point de vue légal, il est peu probable qu'un médecin puisse intenter une action pour faire payer un compte envoyé à ces gens.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Taxe scolaire

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai été informé ce matin par le ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Dozois) qu'hier ou avant-hier, les commissions scolaires catholique et protestante de Montréal avaient déjà passé deux résolutions pour augmenter le taux de la taxe foncière scolaire pour les neutres³ de \$1.65 à \$1.75 par \$100 d'évaluation. Le ministre des Affaires municipales m'a fait remarquer, avec raison, que cette décision n'était pas opportune dans les circonstances, vu que la Législature vient d'autoriser ces commissions scolaires à porter de 1 % à 2 % le taux de leur taxe sur les ventes pour fins scolaires, ce qui leur procurera des revenus additionnels⁴.

J'ai communiqué aussitôt avec le président de la Commission scolaire catholique de Montréal, M. Eugène Doucet, et je lui ai demandé s'il était vrai que le taux de la taxe foncière devait être augmenté. Il m'a répondu "oui" et je lui ai dit ce que j'en pensais. J'ai communiqué aussi avec le président de la Commission scolaire protestante, M. John P.

Rowatt. Ils m'ont répondu tous deux qu'ils avaient approché la ville de Montréal afin que le taux de la taxe foncière scolaire pour les neutres soit augmenté. Les résolutions ont été adoptées avant qu'ils aient été mis au courant que la taxe sur les ventes pour fins scolaires allait passer de 1 % à 2 %. Le produit de cette taxe sera partagé entre les diverses commissions scolaires.

Il semble que la Commission municipale de Québec doit autoriser toute augmentation du taux de la taxe foncière des neutres pour fins scolaires. J'ai fait savoir aux commissions que, si elles vont de l'avant avec leur projet, elles n'ont pas reçu l'approbation de la Commission municipale de Québec. Or, cette Commission n'autorisera aucune augmentation de la sorte cette année⁵.

Si je me lève, ce matin, c'est pour informer la population que cette augmentation de la taxe foncière ne viendra pas en force, qu'elle ne sera pas approuvée. Le gouvernement provincial ne permettra pas cette année à la Commission scolaire catholique de Montréal, ni aux commissaires de la Commission protestante du Grand-Montréal, d'augmenter le taux de la taxe foncière des neutres, pour fins scolaires. S'il est nécessaire de faire voter une loi du Parlement pour empêcher cette hausse de l'impôt foncier, nous le ferons, mais je ne crois pas que nous soyons obligés d'en venir là. De toute façon, le taux de la taxe foncière des neutres ne sera pas augmenté. Si, pour quelque raison que ce soit, des difficultés d'ordre juridique empêchaient les commissions d'annuler leurs résolutions et si l'augmentation de taxe réclamée devait s'appliquer sans l'autorisation de la Commission municipale, une loi sera alors présentée à la Législature pour annuler les effets de cette augmentation. Les compagnies immobilières sont suffisamment taxées actuellement et si les commissions scolaires ont besoin de plus d'argent, elles devront avoir recours à une autre source de revenus.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. Aucune source ne précise le nom de celui qui préside les comités pléniers au cours de cette séance.

2. Voir la note précédente.

3. La taxe des neutres est imposée pour fins scolaires sur les biens immobiliers des sociétés commerciales qui ne peuvent être considérées comme des contribuables catholiques ou protestants. Le montant de cette taxe est déterminé par les commissions des écoles catholiques et protestantes et le produit leur est ensuite versé en fonction de leur population écolière.

4. Lors de sa séance du 28 janvier 1958, le comité des bills privés de l'Assemblée législative a en effet approuvé les termes du bill 271, la loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal, qui autorise l'augmentation de 1 % du "quantum" de la taxe de vente consacré au financement de l'instruction publique. Le surplus découlant de cette augmentation sera partagé avec la Commission des écoles protestantes au *prorata* du nombre d'élèves. Le bill 271 a été lu en troisième lecture le jour même de son approbation par le comité.

5. Selon *La Presse* du 7 février 1958, à la page 5, le premier ministre aurait tenu ces propos sur le rôle de la Commission municipale à l'extérieur de la Chambre, alors qu'il discutait avec les journalistes. Le même jour, *The Quebec Chronicle Telegraph*, à la page 3, *The Gazette*, à la page 19 et *The Montreal Daily Star*, à la page 1, soutiennent cependant qu'il les a prononcés alors que les députés siégeaient.

Séance du mardi 11 février 1958

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:**Emprunts des pêcheurs**

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 46 concernant la garantie des emprunts des pêcheurs.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 46 concernant la garantie des emprunts des pêcheurs.

Adopté.

**Collège
des chiropraticiens**

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 158 constituant en corporation le Collège des chiropraticiens du Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Bertrand (Missisquoi)¹

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. La corporation constituée par la présente loi assume toutes les obligations du ci-devant Collège des chiropraticiens de la province de Québec, et est substituée à tous ses droits."

Le député de Témiscouata (M. Raymond) propose, secondé par le député de Bellechasse (M. Poirier), que le comité se lève sans faire rapport².

M. l'Orateur au fauteuil

Travaux de la Chambre:

**Horaire
des séances**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'à partir du jeudi 13 février 1958, durant la présente session et jusqu'à nouvel ordre, la Chambre tienne deux séances tous les jours de la semaine, sauf le dimanche: la première, de onze heures du matin jusqu'à une heure de l'après-midi, et la seconde, de trois heures de l'après-midi jusqu'à ce que la Chambre décide de s'ajourner, avec suspension de cette séance de six à huit heures du soir; et qu'à chacune de ces séances, l'ordre du jour soit réglé suivant les dispositions de l'article 115 du Règlement qui ont trait aux séances du mardi; et que le *Feuilleton* de la séance du matin serve pour la séance de l'après-midi, de manière qu'il n'y ait qu'un seul *Feuilleton* par jour³.

Adopté.

Voies et moyens:

**Débat sur le budget
1958-1959 (suite)**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné vendredi le 7 février courant, sur la motion du représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Lapalme (Montréal-Outremont)⁴: En relisant le discours sur le budget du nouveau ministre des Finances (l'honorable M. Bourque), j'ai constaté que celui-ci, dans la courte monographie qu'il avait consacrée à son prédécesseur, avait oublié une chose importante. C'est que, depuis plusieurs années, les discours sur le budget étaient beaucoup plus un événement littéraire qu'un événement financier. La littérature, en effet, avait toujours attiré l'ancien ministre des Finances (l'honorable M. Gagnon) et on peut dire maintenant, en pensant au nouveau représentant vice-royal, que la littérature mène à tout, même à Bois-de-Coulonge où, dans la sérénité d'un décor à la fois grandiose et simple, la nouvelle Excellence pourra, je l'espère, récupérer une santé compromise.

Quant au nouveau ministre des Finances, nous avons cru nous apercevoir tout d'abord qu'il acceptait allègrement ses nouvelles charges. Par la suite, il a semblé quelque peu effaré puisque, quelques jours plus tard, il annonçait aux fonctionnaires que sa situation nouvelle n'était que temporaire.

Si le passage aux finances du ministre des Terres et Forêts et des Ressources hydrauliques n'est que temporaire, il n'en laissera pas moins des traces profondes, puisque cela aura été sous son règne que nos finances auront atteint, avec le demi-milliard, une sorte de mur du son. À partir de maintenant, en effet, on peut se demander à quelle vitesse augmenteront les dépenses et à quel instant se ralentira la course. À tout événement, quand l'actuel ministre des Finances évoquera plus tard ses souvenirs, il pourra toujours rappeler cette période de sa vie en disant tout simplement: "C'est moi qui ai dépassé le premier le demi-milliard de dollars." Pour en arriver là, il s'est établi tout un lent processus dont nous allons évoquer quelques-unes des phases en nous reportant tout d'abord à la dernière année fiscale terminée.

Le ministre des Finances (l'honorable M. Bourque) s'est abstenu de commenter le rapport du dernier exercice financier, soit celui de l'année fiscale 1956-1957. Le ministre se devrait, croyons-nous, d'exposer aux membres du Parlement les principaux faits saillants des opérations de l'année écoulée et d'expliquer les causes des résultats heureux ou malheureux. Dans le cas présent, le ministre des Finances aurait dû donner des explications sur les écarts considérables entre les premières, puis les deuxième prévisions budgétaires pour l'exercice financier 1956-1957, et les résultats définitifs publiés dans le dernier rapport financier annuel. C'est une tactique caractéristique de l'Union nationale de ne pas donner d'explications de son administration financière, lorsqu'il n'y a pas matière à propagande électorale, et de ne jamais commenter ce qui lui est défavorable. Puisqu'il n'a pas daigné le faire, nous allons, à sa place, exposer à la Chambre quelques-uns de ces faits saillants, en commençant par les écarts budgétaires.

*Premières prévisions budgétaires
du ministre des Finances
pour l'exercice 1956-1957*

| | |
|---------------------------|--------------------|
| Revenus anticipés..... | \$374,266,500 |
| Budget des dépenses | <u>374,101,427</u> |
| Surplus prévus..... | \$ 165,073 |

J'ai déjà eu l'occasion de signaler, dans le passé, les écarts considérables que le ministre des Finances n'a cessé d'accumuler à un rythme toujours croissant depuis 1945. En 1956-1957, les écarts du ministre des Finances ont été plus considérables encore que dans le passé.

Lorsque, le 3 février 1956, le ministre des Finances annonça à la Chambre les prévisions budgétaires du gouvernement pour l'exercice financier 1956-1957, il déclara alors que les revenus s'élèveraient à \$374,266,500 et que les dépenses totales du gouvernement se chiffraient à \$374,101,427 et qu'en conséquence, les opérations financières se solderaient avec un surplus de \$165,073.

Commentant alors les prévisions budgétaires, j'avais dit ceci: "Comme on connaît le peu de respect que le gouvernement actuel fait des autorisations que lui donnent les députés relativement à ces dépenses, il y a sérieusement lieu de se demander jusqu'à quel point ce nouveau budget sera dépassé. Il nous reste peu d'illusions quant à la valeur des chiffres que l'on vient de nous présenter, précisément parce que, dans le passé, l'autorisation des députés siégeant en cette Chambre n'a eu d'autre valeur que celle d'un symbole.

"Le gouvernement va dépenser comme il l'entendra; il accumulera des immobilisations et il placera les députés devant un nouveau fait accompli. En outre, quelques-uns des précédents qu'il a établis à période fixe ont de quoi nous laisser songeur, surtout en ce qui concerne l'année qui vient. En 1948, il y eut des élections; le ministre des Finances, avant les élections, avait prédit un surplus de \$420,543.

"Après les élections, ce surplus se transformait en un déficit de \$30,990,188. En 1952, il y eut également des élections et, quelques semaines auparavant, dans son budget, le ministre avait prédit un surplus de \$1,851,756 et le déficit fut ensuite de \$38,119,196.

"Cette année, 1956, il y aura des élections, mais, dès maintenant, le ministre prédit un surplus de \$165,073. Il en sera de ce surplus comme de tous les autres, et voilà pourquoi en face de ces budgets qui ne signifient plus rien, nous en sommes venus à nous attendre à n'importe quoi."

Voyons ce qui s'est passé.

Le 7 février 1957, soit moins de deux mois avant la fin de l'exercice financier 1956-1957 qui se terminait le 31 mars 1957, le ministre des Finances d'alors modifia totalement les prévisions budgétaires qu'il avait faites. En effet, en publiant le 7 février

1957, soit 57 jours avant la fin de l'exercice financier, l'état provisoire des revenus et des dépenses du gouvernement pour l'année fiscale 1956-1957, le ministre déclara que, d'après les chiffres des revenus réellement encaissés et des dépenses réellement effectuées compilés par le ministère des Finances à cette date-là, les revenus atteindraient \$432,806,000, les dépenses \$448,116,000 et qu'au lieu du surplus qu'il avait prédit, l'année financière se terminerait avec un déficit de \$15,310,000.

Comme on peut le constater, ces chiffres étaient passablement différents de ceux que le ministre avait cités dans ses premières prévisions budgétaires! Sept semaines avant la fin de l'exercice, le ministre avouait ses premiers écarts: écart de

\$58,539,500 quant aux revenus dont il avait d'abord établi le montant à \$374,266,500; écart de \$74,014,573 par rapport au budget de dépenses de \$374,101,427 qu'il avait fait voter par le Parlement; écart de \$15,475,073 par rapport au surplus de \$165,073 qu'il avait prédit avec tant d'emphase et qui se trouvait à ce moment-là transformé en un déficit de \$15,310,000!

Retenons bien ces chiffres que le ministre des Finances dévoilait sept semaines avant la clôture de l'exercice financier 1956-1957. On pouvait croire au moins qu'ils se rapprocheraient davantage de la réalité.

| | <i>Prévisions budgétaires faites par le ministre des Finances le 3 février 1956, pour l'exercice 1956-1957</i> | <i>États provisoires du ministre des Finances, le 7 février 1957, pour l'exercice 1956-1957</i> | <i>Écarts à la date du 7 février 1957</i> |
|-------------------------|--|---|---|
| Revenus..... | \$374,266,500 | \$432,806,000 | \$58,539,500 |
| Dépenses..... | <u>374,101,427</u> | <u>448,116,000</u> | <u>74,014,573</u> |
| Déficit ou surplus..... | \$ 165,073 | \$ 15,310,000 | \$15,475,073 |

Il s'est joué une comédie financière durant le laps de temps de cinquante-deux jours qui s'est écoulé entre la date de la publication des chiffres des états financiers provisoires, le 7 février 1957, et le jour de la fermeture des livres de la province, le soir du 31 mars 1957. Après la publication des chiffres provisoires du ministre des Finances, le gouvernement a réalisé, après coup, que les faits donnaient raison aux appréhensions formulées par l'opposition et aux critiques sévères que les extravagances électorales du régime avaient soulevées dans maints milieux.

Le gouvernement décida alors de présenter un tableau tout différent de ses opérations financières en pratiquant, d'une part, l'inflation de ses revenus et, d'autre part, la déflation de ses dépenses. Le gouvernement, en somme, recourut à un procédé pour le moins irrégulier que le ministre des Finances d'alors avait déjà sévèrement fustigé.

Voyons comment le gouvernement a procédé pour sauver sa face.

*Résultats définitifs publiés dans
les Comptes publics de 1956-1957*

| | |
|---------------|-----------------------|
| Revenus | \$441,416,839.27 |
| Dépenses..... | <u>442,728,890.74</u> |
| Déficit..... | \$ 1,312,051.47 |

Dans le compte rendu final de ses opérations financières de l'exercice fiscal 1956-1957, le gouvernement a inscrit des revenus pour un montant de \$441,416,839.27, soit un montant supérieur d'un peu plus de \$8,600,000 que celui que le ministre des Finances avait dévoilé 52 jours avant la fin de l'année financière, - et \$67,150,339 de plus que le montant original de \$374,266,500 qu'il avait mentionné dans ses premières prévisions budgétaires du 3 février 1956. Le gouvernement a ensuite inscrit dans son état final un montant de \$442,728,890.74 de

dépenses, soit \$5,387,109.26 de moins que le montant de \$448,116,000 que le ministre des Finances avait déclaré à la veille même de la clôture de l'exercice fiscal! Mais de \$68,627,464 supérieur au montant total du budget de \$374,101,427 qu'il avait présenté à la Chambre! Et, ainsi, le déficit final rapporté, au lieu d'être de \$15,310,000, comme le ministre des Finances l'avait révélé quelques jours auparavant, n'apparaissait plus en définitive comme n'étant que de \$1,312,051.47!

Voici un tableau résumant les multiples acrobaties financières du régime entre la date de l'annonce de ses prévisions budgétaires pour l'exercice financier 1956-1957 et la date de l'annonce des chiffres provisoires à la veille de la fin de l'exercice, les écarts budgétaires à ce moment-là, les chiffres publiés dans les *Comptes publics* une fois l'exercice terminé, et les écarts budgétaires définitifs à la fin de l'année:

| | <i>Revenus</i> | <i>Dépenses</i> | <i>Surplus</i> | <i>Déficits</i> |
|--|----------------|-----------------|----------------|-----------------|
| Prévisions budgétaires du ministre des Finances, le 3 février 1956 | \$374,266,500 | \$374,101,427 | \$165,073 | |
| Chiffres provisoires des opérations financières fournis par le ministre des Finances le 7 février 1957 | 432,806,000 | 448,116,000 | ..... | \$15,310,000 |
| Écarts budgétaires entre les prévisions budgétaires du ministre des Finances et ses chiffres provisoires du 7 février 1957 | 58,539,500 | 74,014,573 | ..... | 15,475,073 |
| Chiffres révélés par le ministre des Finances dans les <i>Comptes publics</i> de 1956-1957 | 441,416,839 | 442,728,891 | ..... | 1,312,051 |
| Écarts budgétaires, à la fin de l'exercice : | | | | |
| a. avec les chiffres provisoires fournis par le ministre des Finances, le 7 février 1957 | 8,610,839 | 5,387,109 | ..... | 13,997,949 |
| b. avec les chiffres des prévisions du ministre des Finances, le 3 février 1956 | 67,150,339 | 68,627,464 | ..... | 1,477,124 |

Ce mélange de chiffres n'est-il pas suspect, tout au moins? Cette danse des millions est devenue un véritable tourbillon à travers lequel il est assez difficile d'entrevoir la réalité. Les déclarations contradictoires du ministre des Finances d'alors ont tellement embrouillé la situation que la plupart des journaux, au lendemain de la publication dans la *Gazette officielle* du 31 août dernier de l'état sommaire des revenus et des dépenses de l'exercice 1956-1957, ont éprouvé de la difficulté à saisir le vrai du faux dans cet embrouillamini de chiffres contradictoires. Quelques-uns ont écrit: "Surplus de \$86,000,000 annoncé à Québec", "La province annonce pour 1956-1957 un surplus de \$86,000,000 sur ses dépenses ordinaires". Alors que d'autres écrivaient: "Déficit provincial réduit de \$15,310,000 à \$1,312,051", "Québec termine son année avec un

déficit moindre que prévu"; "Le déficit du Québec réduit. ...Un déficit de \$15,310,000 avait été prévu pour l'année, mais les dépenses ont été inférieures à ce qu'on s'attendait et les revenus ont été plus élevés que prévu"; "La hausse des revenus provinciaux réduit le déficit prévu"; "Le déficit provincial est beaucoup plus bas que prévu, \$13,977,949 de moins".

Par ailleurs, d'autres journaux ont préféré ne pas prendre de risque devant la situation confuse résultant des déclarations ministérielles contradictoires, et ils se sont limités à coiffer la nouvelle du simple titre: "État sommaire des finances provinciales au 31 mars 1957". Comment le gouvernement a-t-il pu, dans l'espace de quelques semaines, gonfler d'une part, le chiffre de ses revenus et dégonfler, d'autre part, le chiffre de ses dépenses, afin de présenter aux contribuables un déficit de

\$1,312,051.47, au lieu du déficit de \$15,310,000 que le ministre des Finances avait dévoilé le 7 février?

Par quelle acrobatie a-t-il pu en arriver à ce résultat? L'on peut comprendre à la rigueur qu'au cours des derniers jours de l'exercice fiscal 1956-1957 le gouvernement ait pu percevoir des revenus additionnels de \$8,610,839, mais ce que l'on ne peut comprendre, par contre, c'est que le gouvernement n'ait rapporté dans ces *Comptes publics* qu'un montant de dépenses de \$442,728,890.74, au lieu du montant de \$448,116,000 que le ministre des Finances avait dévoilé le 7 février 1957! Il y avait moins de dépenses le 31 mars 1957 qu'il y en avait le 7 février 1957? Comment, dans ces 52 jours, les dépenses ont-elles pu diminuer de plus de \$5,000,000? C'est inconcevable.

L'administration ne réussira à convaincre personne qu'on avait tout simplement imaginé le montant de dépenses de \$448,116,000 révélé à la veille de l'expiration de l'exercice financier 1956-1957! Ce montant, ce sont les fonctionnaires de l'administration qui l'ont alors fourni après avoir fait l'addition des dépenses effectuées par les divers services administratifs. Et voilà que 52 jours plus tard, une fois l'année financière terminée, le ministre des Finances est venu déclarer qu'il s'était trompé, que ce n'est plus \$448,116,000 que le gouvernement a dépensés durant l'année mais seulement \$442,720,000! Dans l'espace de 52 jours, le gouvernement a diminué *subito presto* le montant de ses dépenses d'environ \$5,400,000. Comment expliquer cela?

Si l'on réfère à l'état de la caisse, aux pages 26 et 27 des *Comptes publics*, l'on constate qu'au cours de l'exercice 1956-1957, le gouvernement a perçu en tout \$773,054,592.73, dont \$392,071,077.88 provenant des revenus ordinaires de l'année courante et des comptes à recevoir de l'année précédente, et qu'il a déboursé \$774,451,349.86⁵, dont \$430,158,791.53 pour des dépenses ordinaires et des dépenses en immobilisations. Or, dans le montant de \$773,054,592.73 que le gouvernement a perçu sont inclus un montant de \$36,475,110.94 emprunté au revenu de l'exercice financier postérieur 1957-1958, un autre montant de \$24,218,750 produit d'une nouvelle émission d'obligations de \$25,000,000, et \$240,750,000 empruntés par bons du Trésor.

En somme, le gouvernement a été obligé d'emprunter \$300,000,000 pour financer ses opérations de l'année. Il existait donc une différence de \$38,087,713.65 entre le montant de \$392,071,077.88 de revenus ordinaires et le montant de \$430,158,791.53 de dépenses ordinaires et en

immobilisations, et il y a lieu de se demander si le gouvernement s'est servi d'une partie de ces emprunts pour combler cette différence de \$38,087,713.65.

| | |
|-------------------------------------|-----------------------|
| Revenus véritables en 1956-1957.... | \$495,755,887.16 |
| Dépenses totales en 1956-1957 | <u>497,067,938.63</u> |

| | |
|--------------|-----------------|
| Déficit..... | \$ 1,312,051.47 |
|--------------|-----------------|

Le gouvernement a perçu en réalité, au cours de l'exercice financier 1956-1957, des revenus beaucoup plus considérables que le montant de \$441,416,839.27, et il a aussi dépensé beaucoup plus que le montant de \$442,728,890.74 rapporté dans l'état des revenus et des dépenses des *Comptes publics*. Tous les départements ont encaissé des revenus supplémentaires spéciaux pour une somme de \$54,339,047.89 qu'ils ont dépensés eux-mêmes en sus de leurs budgets respectifs, sans les verser dans le fonds consolidé du revenu de la province.

Ainsi, le ministère des Affaires municipales a reçu pour sa part, de diverses corporations scolaires, etc... \$ 25,750.63

Le ministère de l'Agriculture a reçu du gouvernement fédéral, en indemnités, remboursements, contributions des cultivateurs, etc. 3,240,284.63

Le ministère du Bien-être social et de la Jeunesse, en contributions du gouvernement fédéral pour l'enseignement spécialisé, l'établissement des jeunes, pour l'assistance-vieillesse, allocations aux aveugles et aux invalides, en rétributions scolaires, etc..... 14,834,464.62

La Chasse a eu diverses recettes au montant de 932,223.87

La Colonisation 667,050.96

Le département du Conseil exécutif..... 61,597.63

Le ministère des Finances, le bureau du revenu, le bureau des assurances.. 5,533,664.82

L'Industrie et le Commerce..... 2,905.60

L'Instruction publique, en contributions du gouvernement du Canada, des municipalités, des instituteurs, des élèves, etc. 2,068,748.99

La Législature..... 52,501.56

Le département des Mines, contributions, remboursements, loyers, etc. 70,962.35

| | |
|--|---------------------|
| Le département des Pêcheries, pour ventes de matériel, revenus d'entreposage, ventes et location de bateaux, etc. | 329,716.36 |
| Le département du Procureur général, pour ventes de timbres, honoraires, frais de cour, contributions de municipalités pour l'entretien de jeunes délinquants, etc. | 1,882,023.91 |
| Le département des Ressources hydrauliques, remboursement par des compagnies, recettes diverses | 114,087.30 |
| Le ministère de la Santé, contributions du gouvernement fédéral, des conseils de comtés et des municipalités | 22,062,269.61 |
| Le Secrétariat provincial, revenus de la <i>Gazette officielle</i> , enseignement des beaux-arts et de la musique, ventes de livres, etc. | 117,843.36 |
| Le ministère des Terres et Forêts, contributions des associations de protection et marchands de bois, de l'Hydro-Québec, ventes de matériel | 269,527.90 |
| Le ministère du Travail, recouvrements de compagnies, etc. | 15,361.22 |
| Le ministère des Travaux publics, contributions de l'Aluminium Co. of Canada, recouvrements, indemnités, ventes de matériel, loyers, etc. | 384,691.99 |
| Le ministère de la Voirie, pour ventes de matériaux et de terrains, contributions des municipalités et particuliers, etc., location de machinerie, etc. | <u>1,673,171.46</u> |
| | \$54,339,047.89 |

Tous ces départements ont dépensé les montants ci-dessus, en plus des sommes mises à leur disposition dans le budget qui avait été voté par l'Assemblée législative.

En outre, au cours de l'année des élections de 1956, la plupart des départements ont largement outrepassé les montants des crédits budgétaires qui leur avaient été attribués dans le budget des dépenses que le ministre des Finances avait soumis à l'approbation des membres de l'Assemblée législative en date du 30 janvier 1956.

Le ministère de l'Agriculture a, pour sa part, dépensé au-delà de \$3,250,000 de plus que le

montant du budget original qui lui avait été attribué; le département du Conseil exécutif, au-delà de \$2,800,000; le ministère des Finances, \$2,000,000; le département de l'Instruction publique, \$10,800,000; le département du procureur général, \$1,057,000; le ministère de la Santé, \$6,140,000; les Terres et Forêts, \$1,160,100; les Travaux publics, \$3,991,000; la Voirie, \$34,498,000; etc., etc.

Un exemple frappant des dépenses d'élections est celui que nous fournit la Colonisation dans le tableau suivant:

Colonisation (p. 205), dépenses en immobilisations

| <i>Nature de la dépense</i> | | |
|-----------------------------|------------------|------------------|
| | <i>1955-1956</i> | <i>1956-1957</i> |
| Salaires..... | \$ 68,803.90 | \$360,526.85 |
| Subventions | 23,482.77 | 163,665.91 |
| Matériaux..... | 49,389.70 | 143,798.15 |
| Loyer de machinerie | 128,979.16 | 467,268.96 |
| Transport de gravier..... | 90,516.12 | 610,183.40 |

Provenance des revenus en 1956-1957

| | |
|--|---------------|
| Taxes..... | 82.88 % |
| Ressources naturelles..... | 8.77 % |
| Divers : commerce des liqueurs, amendes, etc. | <u>8.35 %</u> |
| | 100 % |

Après toutes les déclarations du premier ministre, l'on était normalement en droit de s'attendre à un accroissement considérable des revenus que la province retire des richesses naturelles.

En 1955-1956, les revenus que la province avait retirés des ressources naturelles ne représentaient que 8.71 % de l'ensemble des revenus totaux du gouvernement; en 1956-1957, cette source de revenus ne représentait pas plus que 8.77 % du total des revenus, alors que, par ailleurs, le rendement des taxes, des impôts et des droits représentaient une proportion de 82.88 % du revenu, et les amendes, les intérêts, le subside du gouvernement du Canada et le compte de commerce de la Commission des liqueurs procuraient la balance de 8.35 %.

C'est le temps de dire que l'administration sacrifie nos richesses naturelles. Dans d'autres pays,

on oblige les exploitants des matières premières à ériger des usines sur place pour la transformation des matières premières; dans la province de Québec, malheureusement, le gouvernement actuel favorise une politique d'exportation de nos matières premières à l'état brut.

Le gouvernement de la province a contribué à créer chez nous "une prospérité factice, fondée sur l'exploitation de nos ressources naturelles au bénéfice de l'étranger" pour employer une phrase que le premier ministre actuel prononçait à Trois-Rivières, le 26 avril 1927, lorsqu'il accusait le gouvernement d'alors de vendre nos richesses naturelles pour un vil prix, ajoutant que "la survivance de notre race était essentiellement basée sur la sauvegarde de ses ressources naturelles". Autre temps, autres mœurs.

C'est un contresens économique que de s'entêter, comme le fait le présent gouvernement, à ne pas chercher à stimuler dans Québec la production de marchandises qu'il nous faut importer.

Il n'est nullement exagéré de dire que la politique du présent gouvernement dans ce domaine se solde pour la population québécoise par un déficit sur toute la ligne, même dans le domaine des dépenses et des revenus publics. En effet, d'après les chiffres mentionnés dans les *Comptes publics* de la province, le gouvernement a dépensé pour la mise en valeur des ressources naturelles, du 1^{er} avril 1945 au 31 mars 1957, la somme de \$334,371,487.85, alors que les montants qu'il a retirés en revenus, de ce domaine, n'atteignent que la somme de \$276,647,321.56, d'où il résulte un déficit de \$57,724,166.29. Comme on peut le voir, le résultat dans l'ensemble n'est guère à l'avantage de la province!

Victimes de la politique à courte vue et à base de déficits du gouvernement actuel, les contribuables ploient sous le fardeau d'impôts très lourds dont plusieurs n'existent pas dans les autres provinces. Au cours de l'année financière 1956-1957, comme je l'ai souligné il y a un instant, ont été encore les contribuables québécois qui ont été appelés à contribuer la grosse part des revenus du gouvernement sous forme de taxes.

Les contribuables, en effet, ont dû verser au fisc entre autres, au cours de 1956-1957, \$107,000,000 en taxes de vente pour fins provinciales, municipales et scolaires, \$36,000,000 en taxes sur le revenu personnel, \$78,000,000 en taxes sur la gasoline, \$15,000,000 en taxes sur le tabac, \$5,000,000 en taxes sur les repas, \$35,000,000 en taxes sur les successions, environ \$2,000,000 en

soi-disant taxes pour remédier au chômage, etc., etc., alors que les ressources naturelles, toujours en 1956-1957, ne procuraient au Trésor public que \$38,721,000.

Mais ce qu'il y a de plus tragique, c'est que, dans le discours même du ministre, on découvre qu'en 1957-1958, le revenu total des ressources naturelles baisse à \$35,703,600, et qu'en 1958-1959, il descendra à \$31,805,000, soit une diminution totale sur 1956-1957 de \$6,916,000. À ce rythme que rapporteront-elles demain? Le revenu des mines à lui seul accusera, en 1958-1959, une diminution de \$2,127,000.

Et dire que, dans certaines provinces comme en Alberta, ce sont les ressources naturelles qui constituent l'apport le plus important de leurs revenus.

En 1955-1956, le gouvernement avait emprunté au moyen de billets promissaires un montant de \$154,800,000. Mais ce n'était rien en regard de ce qui allait se produire au cours de l'année des élections!

Pendant l'année 1956-1957, le gouvernement a eu un tel besoin d'argent "pour gagner les élections, en distribuant faveurs et contrats" (Ref. discours du ministre des Finances, 5 avril 1945) qu'il a émis des billets promissaires pour la somme fantastique de \$240,750,000! Il fallait au gouvernement, pour se maintenir au pouvoir, beaucoup d'argent et vite, pour distribuer contrats, octrois, travaux, cadeaux, pour payer les comptes d'hôpitaux, etc.

Comme l'argent sortait plus vite de la caisse de l'État qu'il n'y entraît, le régime a alors emprunté à tour de bras. À un certain moment, comme le gouvernement avait accumulé tellement de billets promissaires aux banques qu'il n'était plus capable d'obtenir d'autres prêts d'argent de ces institutions, il alla emprunter sans plus de cérémonie \$21,000,000 de l'Hydro-Québec et \$3,000,000 de la Commission des accidents du travail!

Les clients de l'Hydro-Québec ainsi que les employeurs et les employés qui contribuent au fonds de la Commission des accidents du travail seront sans doute étonnés d'apprendre qu'ils ont contribué, - sans le savoir évidemment, - aux extravagances électorales de l'Union nationale. Ceux qui veulent se renseigner davantage n'ont qu'à consulter les *Comptes publics* de 1956-1957, aux pages 509 et 510.

Tous ces emprunts temporaires sous forme de billets promissaires ont coûté fort cher au gouvernement en intérêts, soit la somme de

\$1,174,884.79, ajoutant ainsi d'autant à la note que les contribuables ont été invités à défrayer.

Le ministre des Finances (l'honorable M. Bourque) s'est bien gardé cette année, et pour cause, de se vanter que le gouvernement avait terminé l'année fiscale sans devoir aucun billet promissoire ou bon du Trésor à qui que ce soit! À la fin de l'exercice, le gouvernement devait encore à l'Hydro-Québec une balance de \$4,000,000 sur les \$21,000,000 qu'il lui avait empruntés. Les sceptiques peuvent vérifier ce fait s'ils le veulent en référant à la page 63 des annexes du bilan de la province dans les *Comptes publics* de l'exercice 1956-1957.

Depuis quelques années, le gouvernement abuse de plus en plus du système des emprunts temporaires par voie d'émissions de bons du Trésor ou billets promissoires, pour pouvoir payer ses dépenses. Le gouvernement rembourse ensuite ces emprunts, soit au moyen de nouvelles émissions d'obligations, soit avec une partie des revenus de l'année suivante. Comme on peut s'en rendre compte par les chiffres suivants, les émissions de bons du Trésor ont considérablement augmenté au cours des dernières années:

| | |
|-----------------|---------------|
| 1950-1951 | \$ 94,950,000 |
| 1951-1952 | 26,500,000 |
| 1952-1953 | 170,500,000 |
| 1953-1954 | 55,000,000 |
| 1954-1955 | 118,500,000 |
| 1955-1956 | 154,800,000 |
| 1956-1957 | 240,750,000 |

Et dire que ces mêmes gens se scandalisaient, à leur arrivée au pouvoir en 1944, du fait que l'administration précédente avait émis des bons du Trésor pour une somme de \$30,000,000 environ!

L'on constatera que c'est surtout au cours des années d'élections générales que le gouvernement recourt davantage à ce système d'emprunts temporaires.

À la fin de l'exercice fiscal 1954-1955, au cours duquel les revenus s'étaient élevés à \$335,076,455.67, le gouvernement avait terminé ses opérations avec une encaisse de \$13,152,588.39. À la fin de l'exercice 1955-1956, malgré des revenus de \$407,812,775.46, soit \$72,736,320 de plus que l'année précédente, l'encaisse n'était que de \$5,738,631.91.

À la fin de l'exercice 1956-1957 pour lequel le gouvernement a déclaré des revenus de

\$441,416,839.27, soit une augmentation de \$33,604,063.81 par rapport à l'année précédente, l'encaisse affichée était de \$7,409,000 incluant naturellement les \$4,000,000 prêtés par l'Hydro-Québec.

C'est dire que, si le gouvernement avait remboursé avant la fermeture de ses livres ce montant de \$4,000,000 qu'il devait à l'Hydro, il n'aurait eu à déclarer à la fin de l'exercice qu'un encaisse de \$4,409,491.17. Plus les revenus du gouvernement augmentent, plus celui-ci gaspille, et moins il a d'argent en caisse au terme de ses opérations financières.

J'ai eu l'occasion, dans le passé, de signaler le mépris que manifestait le gouvernement actuel quand il s'agissait de rendre un compte détaillé de son administration financière.

Dans les *Comptes publics* de 1954-1955, l'ensemble des montants dépensés pour lesquels le gouvernement ne donnait pas de détails s'élevait alors à \$46,000,000. Dans les *Comptes publics* de l'exercice 1955-1956, ces dépenses non détaillées s'élevaient à la somme de \$47,500,000.

Dans le compte rendu des dépenses gouvernementales de 1956-1957, l'addition des divers montants pour lesquels il n'y a pas de détails s'élève à la somme de \$47,620,995.67. Cette somme de \$47,620,995.67 comprend, entre autres, divers montants payés en salaires et gages à "diverses personnes" pour un total de \$28,941,458.29! Comme on peut le voir, le gouvernement n'y est pas allé au compte-gouttes pour payer des salaires et des gages à diverses nombreuses personnes en cette année d'élections!

À propos d'extravagances électorales du régime, les *Comptes publics* nous apprennent également qu'au cours de l'année 1956-1957, le gouvernement a distribué en subventions discrétionnaires de toutes sortes \$181,701,766 - la nouvelle présentation de cet item dans les *Comptes publics* me laisse croire à un montant réel plus élevé; \$81,000,000 en salaires et gages, etc.; \$126,420,000 en contrats, achats de matériaux, machineries, fournitures, articles de bureaux et papeterie; \$86,951,970 en publicité; le ministère de la Voirie, à lui seul, a défoncé son budget de \$34,500,000, la Santé, de \$6,000,000.

Répétant une expression utilisée autrefois par l'ex-ministre des Finances, j'ajouterai que "la principale cause de ce gâchis est due au fait que le régime a pris tous les moyens possibles, sans se préoccuper des finances de la province, pour gagner les élections en distribuant faveurs et contrats".

La dette

| | |
|---------------------------------|-------------------|
| Coût annuel en 1955-1956..... | \$28,704,587 |
| Coût annuel en 1956-1957..... | <u>30,166,524</u> |
| Augmentation de la dépense..... | \$ 1,461,937 |

Chaque année, le gouvernement de l'Union nationale vient nous dire qu'il a diminué la dette publique. S'il fallait ajouter foi à ses déclarations répétées d'année en année, la province n'aurait plus de dette du tout maintenant!

Or, si la dette diminuait, comme le prétend le gouvernement au point d'être à la veille de disparaître, comment se fait-il, par ailleurs, que le coût annuel de cette même dette ne cesse d'augmenter d'année en année? En 1944-1945, le coût annuel de la dette publique de la province avait été de \$17,241,720.49; en 1954-1955 il s'était élevé à \$27,167,992.39; en 1955-1956, il atteignait \$28,704,586.88 et, d'après les derniers *Comptes publics*, le coût de la dette en 1956-1957 était de \$30,166,524, pour finalement toucher \$31,034,000 en 1957-1958. Voici d'ailleurs quelle a été la progression constante du coût annuel de la dette publique de la province depuis 1945:

| | |
|-----------------|--------------|
| 1945-1946 | \$17,348,268 |
| 1946-1947 | 20,643,773 |
| 1947-1948 | 16,255,728 |
| 1948-1949 | 18,174,712 |
| 1949-1950 | 19,431,166 |
| 1950-1951 | 24,207,416 |
| 1951-1952 | 28,946,990 |
| 1952-1953 | 24,396,671 |
| 1953-1954 | 25,989,435 |
| 1954-1955 | 27,167,992 |
| 1955-1956 | 28,704,587 |
| 1956-1957 | 30,166,524 |
| 1957-1958 | 31,034,000 |

Malgré que la dépense annuelle de la dette publique augmente d'année en année, le gouvernement ne cesse d'affirmer qu'il diminue la dette chaque année.

À quel exercice de gymnastique le gouvernement recourt-il pour donner une apparence de justification à sa prétention que la dette diminue, alors que la dépense annuelle de celle-ci ne cesse

d'augmenter chaque année? Le gouvernement traite comme dépenses en immobilisations le plus de dépenses ordinaires possible: des dépenses de réparation et d'entretien, des salaires et des gages, des subventions versées à des municipalités, des dépenses de voyage et des frais de pension, des paiements effectués en compensation d'accidents de travail, des dépenses faites pour du transport de gravier, etc., comme on peut le relever dans presque tous les états des dépenses des départements. En procédant ainsi, il souffle artificiellement son actif.

Il est arrivé fréquemment, au cours des dernières années, que l'auditeur de la province a dû intervenir pour corriger des états préparés par des ministères et dans lesquels avaient été incluses comme dépenses de capital de simples dépenses ordinaires; il a même dû déjà rayer des livres de la province au-delà de \$130,000,000 d'immobilisations qui, déclarait-il, n'avaient aucune valeur; dans un autre cas, l'auditeur a biffé une somme de près de \$6,000,000 de dépenses ordinaires que le ministère de la Voirie avait chargées au chapitre des immobilisations.

Le gouvernement accumule d'année en année, comme en une pyramide, les sommes qu'il dépense pour des immobilisations, auxquelles il ajoute à l'occasion quantité de dépenses ordinaires, puis il soustrait ensuite de ces dépenses accumulées au cours des années, - en outre d'un montant pour la dépréciation, - le solde des contributions des fonctionnaires provinciaux au fonds de pension et la somme totale de tous les prétendus surplus accumulés dans le passé, qui n'existent nulle part ailleurs que sur le papier, pour arriver ainsi à un chiffre fantaisiste qu'il présente aux contribuables en les priant de l'accepter comme représentant "le solde constituant la dette nette de la province", sans plus se soucier de tous les autres engagements qui affectent directement le passif de la province.

Comme on le voit, le gouvernement renie totalement aujourd'hui le principe énoncé jadis par le ministre des Finances à l'effet que la "dette totale de la province doit comprendre tous les items qui affectent le passif." Ici encore le gouvernement pratique "l'inflation du camouflage et la déflation de la vérité", comme disait naguère le ministre des Finances du gouvernement de l'Union nationale. Pourtant, "la vérité n'a jamais fait peur aux hommes courageux", disait-il dans son discours du budget du 5 avril 1945! Que le gouvernement cesse donc de camoufler la vérité et qu'il avoue le montant total de la dette provinciale actuelle, compte tenu de "tous les items qui affectent le passif".

D'ailleurs, au cours de l'année, le gouvernement a vendu une nouvelle émission d'obligations au montant de \$25,000,000 et il a pris à même le produit de ce nouvel emprunt \$9,346,143.47 pour racheter des emprunts antérieurs; c'est-à-dire qu'il a augmenté d'autant la seule dette obligataire au cours de l'année, sans tenir compte de tous les autres items ajoutés au passif.

D'après les chiffres officiels publiés par le gouvernement dans les *Comptes publics* de l'exercice 1944-1945, le montant des seuls emprunts obligataires de la province, moins les fonds d'amortissement, était, le 31 mars 1945, de \$317,115,148.37; d'après les *Comptes publics* de l'exercice 1956-1957, ce montant s'élevait à \$350,761,888.05, le 31 mars 1957.

Je viens de souligner qu'au cours de l'exercice 1956-1957, le gouvernement a utilisé un montant de \$36,475,110.94 appartenant au revenu de l'année 1957-1958.

Chaque année, surtout depuis 1950, le gouvernement prend une tranche de plus en plus grande des revenus de l'année suivante pour combler les déficits de caisse de l'année en cours ou pour rembourser des bons du Trésor.

Voici comment se compose l'augmentation dans les revenus différés pour chacun des sept derniers exercices financiers:

| | |
|-----------------|-----------------|
| 1950-1951 | \$ 5,553,642.83 |
| 1951-1952 | 7,841,875.64 |
| 1952-1953 | 8,981,635.64 |
| 1953-1954 | 14,939,167.21 |
| 1954-1955 | 25,287,415.31 |
| 1955-1956 | 31,339,383.94 |
| 1956-1957 | 36,475,110.94 |

Si cette progression se continue, l'on verra bientôt le gouvernement utiliser de plus en plus les revenus de l'année future pour payer ses dépenses et combler ses déficits de l'année en cours.

Exercice financier 1957-1958

Prévisions du ministre des Finances

| | |
|---------------------|--------------------|
| Revenus..... | \$473,321,750 |
| Dépenses | <u>471,467,860</u> |
| Surplus prévus..... | \$ 1,853,890 |

Le 7 février 1957, le prédécesseur du ministre actuel des Finances déclarait que, pour l'exercice fiscal 1957-1958, les dépenses ordinaires s'élèveraient à \$386,097,860, les dépenses de capital à \$85,370,000 - soit un montant total de dépenses de \$471,467,860, et que les revenus atteindraient \$473,321,750. Les prévisions budgétaires du ministre des Finances laissaient donc entrevoir un surplus d'opérations de \$1,853,890 à la fin de l'année financière 1957-1958.

D'après les chiffres provisoires des revenus et des dépenses pour l'exercice en cours, le gouvernement s'était, encore une fois, trompé dans ses prévisions pour l'année courante.

Au fait, cet écart entre les prévisions budgétaires et la réalité n'est pas une nouveauté. Dérogeant à un autre principe qu'il avait posé au début de son règne, alors qu'il déclarait que "la tradition parlementaire la plus saine veut qu'un gouvernement présente aux députés les prévisions budgétaires pour toute une année et non pas seulement pour quelques mois", le gouvernement est venu demander aux députés, au début de cette session, d'approuver un budget supplémentaire de dépenses de \$11,443,500 - pour "rectifier", - comme il se plaisait à dire autrefois, le manque de prévision du gouvernement. Encore cette année, le gouvernement a excédé par une marge considérable le budget de dépenses de \$471,763,860 qu'il avait demandé aux députés de lui voter pour l'exercice 1957-1958. Le montant des écarts budgétaires du gouvernement actuel, depuis 1945, est fantastique. En effet, si l'on se donne la peine d'additionner tous les écarts du gouvernement, entre les sommes votées dans les budgets soumis au Parlement et les montants des dépenses faites en surplus chaque année par le gouvernement depuis 1945, l'on arrive au chiffre considérable de \$540,142,535. C'est dire que, depuis le 1^{er} avril 1945 jusqu'au 31 mars de cette année, le gouvernement aura dépensé plus d'un demi-milliard en excédents budgétaires.

Les finances de la province sont dans un véritable état d'anarchie. De tels écarts sont inexcusables en régime démocratique. Le gouvernement actuel foule au pied le droit de contrôle des députés sur les dépenses publiques; les budgets n'ont plus aucune signification sous le régime actuel.

Si, comme se plaisait à le souligner le ministre des Finances dans son discours du 5 avril 1945, "le budget est l'expression la plus sensible de la situation d'une province", on est forcé de reconnaître que la situation du régime parlementaire dans la

province de Québec est gravement compromise par les écarts financiers annuels du gouvernement actuel.

Notons pour l'instant la différence entre les prévisions pour l'exercice fiscal 1957-1958, qui prendra fin le 31 mars prochain, soit dans quelques

semaines, et les chiffres provisoires révélés l'autre jour:

| | <i>Prévisions faites par le ministre des Finances le 7 février 1957, pour l'exercice 1957-1958</i> | <i>Chiffres provisoires des résultats de l'exercice 1957-1958 révélés par le ministre des Finances le 7 février 1958</i> | <i>Écarts à la date du 7 février 1958 entre les prévisions et les résultats provisoires</i> |
|---------------------------|--|--|---|
| Revenus..... | \$473,321,750 | \$504,775,000 | \$31,453,250 |
| Budget des dépenses | <u>471,467,860</u> | <u>503,443,000</u> | <u>31,975,140</u> |
| Surplus prédit..... | \$ 1,853,890 | \$ 1,332,000 | \$ 521,890 |

Il y a lieu de souligner qu'au cours de l'exercice fiscal actuel, le gouvernement de la province a reçu du gouvernement fédéral, à titre de subsides de péréquation, un montant de \$36,000,000, qui est venu ajouter aux autres revenus de toutes sortes. L'on ne sait pas, toutefois, que le gouvernement de la province ait manifesté la moindre intention de partager le produit de ces subsides avec les corps publics inférieurs, c'est-à-dire les corporations municipales et les commissions scolaires dont la situation financière, comme on le sait, est dans le marasme. Le gouvernement de la province, s'il avait véritablement le souci de contribuer au rétablissement de l'équilibre financier des corporations municipales et scolaires, aurait dû établir un barème pour leur distribuer au moins une partie de ces nouveaux subsides. Que de fois le gouvernement actuel n'a-t-il pas déclaré que, si le gouvernement fédéral lui remettait une part des revenus qu'il percevait, il serait en position d'apporter une solution aux problèmes financiers des municipalités, et des commissions scolaires. Encore tout récemment, le ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Dozois) ne déclarait-il pas à Montréal, selon le *Montreal Star* du 20 janvier 1958, que pour que la province soit en position de procurer des revenus additionnels aux municipalités, il était d'abord nécessaire qu'elle-même obtienne du pouvoir central d'autres sources de revenus, (récupération des droits retirés à la province par le gouvernement fédéral). Le gouvernement continuera à répéter aux municipalités et aux commissions

scolaires qu'il leur aiderait bien... si... le gouvernement fédéral lui remettait...

Nous acceptons, pour le moment, les chiffres des résultats provisoires de l'exercice 1957-1958 que le ministre des Finances (l'honorable M. Bourque) nous a communiqués vendredi dernier, attendant pour connaître le résultat final des opérations financières de l'année en cours la publication des *Comptes publics* de l'exercice fiscal 1957-1958, que nous n'aurons qu'à la prochaine session. C'est alors seulement que nous serons en mesure de prononcer un jugement définitif sur les opérations financières de l'exercice en cours qui ne se terminera que le 31 mars prochain.

| | |
|--|----------------------|
| Revenus du gouvernement du 1 ^{er} avril 1945 au 31 mars 1958 | \$3,598,141,077 |
| Dépenses du gouvernement du 1 ^{er} avril 1945 au 31 mars 1958 | <u>3,687,407,354</u> |
| Déficit d'opérations | \$ 89,266,277 |

Au 31 mars 1958, soit au cours des 13 dernières années financières, le gouvernement de l'Union nationale aura encaissé des revenus ordinaires pour une somme d'environ \$3,500,000,000, soit deux fois et demie plus que tous les gouvernements ensemble qui se sont succédé déjà à la direction des affaires de la province depuis la Confédération en 1867, jusqu'en 1945.

Le gouvernement actuel a retiré plus des contribuables, en taxes, que les 17 gouvernements antérieurs; c'est-à-dire que le gouvernement actuel a imposé plus de taxes qu'aucun autre gouvernement, et malgré qu'il ait eu à sa disposition plus d'argent que tous les autres gouvernements ensemble pendant 78 ans, il n'en a pas eu encore suffisamment pour satisfaire ses extravagances puisqu'il n'a cessé d'accumuler des déficits. Pour effacer cela, le gouvernement se cachera derrière l'agriculture pour dire qu'avec tout cet argent il a sauvé, entre autres, les agriculteurs. Voyons les résultats.

Alors qu'en 1941 il y avait dans la province de Québec 154,669 fermes et 6,137,521 acres en culture, il n'y avait plus en 1956, d'après le recensement fédéral, que 122,619 fermes et 5,549,524 acres en culture, soit une diminution au cours de ces 15 années de 32,050 fermes et de 587,997 acres en culture. C'est là le tragique résultat du manque de politique agricole du gouvernement actuel. La dépense de \$198,562,000 qu'a faite le gouvernement au cours des dernières années n'a guère profité à notre agriculture québécoise comme on peut le voir! Notre agriculture ne produit même plus suffisamment pour alimenter nos propres marchés domestiques, comme le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) lui-même le reconnaissait à la page 117, dans son rapport annuel de 1956; sur 34 des principaux produits agricoles de la province, notre production est déficitaire dans 30 lignes de produits, comme suit:

| | |
|-----------------------------|-------|
| Bovins | 52 % |
| Moutons et agneaux | 25 % |
| Porcs | 6 % |
| Œufs | 44 % |
| Poules, poulets, coqs | 40 % |
| Céleris | 73 % |
| Échalotes | 63 % |
| Oignons | 47 % |
| Asperges | 41 % |
| Pommes de terre | 39 % |
| Radis | 35 % |
| Concombres | 34 % |
| Criblures | 100 % |
| Blé | 93 % |
| Seigle | 65 % |
| Laitues | 33 % |
| Tomates | 28 % |
| Piments | 23 % |
| Fraises | 21 % |
| Carottes | 19 % |

| | |
|--------------------------|-------|
| Choux | 16 % |
| Épinards | 14 % |
| Framboises | 11 % |
| Pommes | 7 % |
| Betteraves | 6 % |
| Choux-fleurs | 8 % |
| Haricots | 2 % |
| Issues de meunerie | 100 % |
| Orge | 86 % |
| Avoine | 23 % |

Nous n'avons une production excédentaire que pour les veaux, le beurre, les bleuets et les navets!

Dans un article qu'il publiait sous sa signature, en page 28 du journal *Le Soleil* du 2 novembre 1957, le premier ministre déclarait que, grâce à la politique de drainage du gouvernement, "le drainage des terres a augmenté la superficie cultivée de notre province de 950,000 acres". L'on remarquera que le premier ministre a écrit "la superficie cultivée" et non pas cultivable. Or, les recensements officiels révèlent que la superficie cultivée de notre province a diminué de 587,997 acres entre 1941 et 1956! D'où l'on peut conclure que la politique agricole du gouvernement a été plutôt une politique de drainage de fonds publics.

Parce que le ministère de l'Agriculture a dépensé \$198,562,000 depuis 1945, le gouvernement se vante d'avoir sauvé l'agriculture! Mais notre agriculture se trouve aujourd'hui dans un marasme qu'elle n'avait jamais connu auparavant. Nos campagnes se dépeuplent à un rythme effarant, nos fermes se désertent; notre superficie en culture diminue d'année en année, notre production agricole est déficitaire. Ce sont des experts qui le disent.

Le gouvernement a dépensé, depuis 1945, au-delà de \$138,000,000, sous le prétexte de favoriser l'expansion de la colonisation! Mais, là encore, faute de véritable pensée agricole, l'œuvre de la colonisation n'est plus qu'un vain mot dans Québec, mot dont le gouvernement se sert pour essayer de justifier des dépenses de millions de dollars en contrats aux entrepreneurs amis du régime, en achat d'automobiles, de machineries, d'avions, d'hydravions, etc. De l'aveu même du gouvernement, celui-ci ne trouve plus, paraît-il, d'aspirants colons; pourtant, notre population ne cesse de croître en nombre. Si le gouvernement n'a pas réussi à intéresser nos jeunes ruraux à la colonisation, c'est parce qu'il y a eu des déficiences de sa part dans ce domaine; il ne s'en est pas

sérieusement préoccupé. Le gouvernement a dépensé \$138,500,000 au chapitre de la colonisation depuis 1945! Or, combien de nouvelles paroisses de colonisation ont été fondées dans notre province? Il vaut mieux ne pas répondre à ceux qui le demandent.

Si le gouvernement voulait sérieusement s'en donner la peine, il pourrait faire revivre l'œuvre admirable et si nécessaire de la colonisation au pays de Québec. S'il est incapable de concevoir une politique de colonisation adaptée aux conditions actuelles, qu'il confie le problème à un organisme indépendant composé d'experts, d'économistes, de sociologues et de membres du clergé qui, j'en suis sûr, sauront élaborer une véritable politique de colonisation, susceptible d'intéresser des aspirants colons. Car, quoi qu'en dise le gouvernement, il existe des aspirants colons, puisque nous lisons occasionnellement dans des journaux que des groupes de familles entières quittent notre province pour aller s'établir dans des régions de colonisation de l'Ouest du pays, notamment dans la région de Rivière-à-la-Paix.

Dans le domaine routier, le régime a dépensé, depuis 1945, \$1,046,285,221 en construction de ponts et de routes, tant par la Voirie, que par les Travaux publics, les Mines et la Colonisation dans les régions diverses du Québec. Où en sommes-nous après une dépense aussi considérable? Le gouvernement déclare, depuis 13 ans, qu'il poursuit toujours l'exécution de son programme de voirie selon un prétendu plan d'ensemble que personne n'a encore jamais réussi à lui faire dévoiler. À part la route Québec-Chicoutimi, nous n'avons pas une seule grande route moderne qui soit complètement terminée.

Si notre réseau routier coûte aussi cher dans Québec, c'est parce que le gouvernement refuse de recourir au système de la concurrence. Si le gouvernement avait demandé des soumissions publiques par la voie des journaux, comme le premier ministre le préconisait autrefois, et si nous avions économisé 10 % de ce milliard, comme il le préconisait également, c'est \$100,000,000 de plus qu'on aurait pu consacrer à la voirie provinciale. Notre province serait dotée aujourd'hui, en retour des sommes que le régime a dépensées à cette fin, depuis 1945, d'un système routier convenable et, comme conséquence, il y aurait plus d'automobiles circulant sur nos routes et contribuant d'autant à l'accroissement des revenus de la province. Faute de routes convenables sur lesquelles les automobilistes pourraient circuler avec aisance et sans danger, il en résulte que la province de Québec occupe l'avant-

dernier rang parmi les provinces canadiennes quant à la moyenne de population par véhicule-moteur, tel qu'il appert par les statistiques suivantes que vient de rendre publiques l'Office fédéral de la statistique:

*Moyenne de population
par véhicule-moteur*

| | |
|----------------------------|-----|
| Alberta..... | 2.9 |
| Colombie-Britannique..... | 3.0 |
| Saskatchewan..... | 3.1 |
| Ontario..... | 3.1 |
| Manitoba..... | 3.6 |
| Nouvelle-Écosse..... | 4.6 |
| Île du Prince-Édouard..... | 5.0 |
| Nouveau-Brunswick..... | 5.1 |
| Québec..... | 5.6 |
| Terre-Neuve..... | 9.3 |
| Moyenne au Canada..... | 3.8 |

(Réf. : Motor Vehicle 1956, Dominion Bureau of Statistics 1958)

Dans le champ de l'éducation, le gouvernement prétend avoir solutionné le problème de l'instruction publique par le fait qu'il a construit ou fait construire des écoles, réglé, comme il le prétend faussement, le problème financier des commissions scolaires, aidé à la construction de quelques édifices universitaires.

Il a été démontré récemment que, malgré les engagements solennels que le gouvernement avait pris en 1946, lors de la présentation de la loi instituant le fonds d'éducation⁶, les commissions scolaires avaient accumulé plus de nouvelles dettes depuis cette année-là qu'elles n'en avaient accumulées tant sous les administrations conservatrices que libérales, de 1867 à 1946. Et, ce qui est inconcevable, c'est que, malgré que les revenus du fonds d'éducation se soient élevés à \$268,000,000, du 1^{er} avril 1946 au 31 mars 1957, le gouvernement n'a déboursé qu'un montant de \$59,000,000 pour payer les anciennes dettes scolaires, y compris les intérêts, et qu'il reste encore une balance de \$35,000,000 à rembourser.

Quant aux écoles qui ont été construites et dont le gouvernement cherche à s'attribuer le mérite parce qu'il a subventionné ces constructions, il y a lieu de rappeler que les subventions discrétionnaires, que le gouvernement s'est engagé à verser à ces fins, ne seront payées que par versements annuels au

cours des années à venir et, dans certains cas, sur des périodes allant jusqu'à 20 ans. Le gouvernement a été obligé de dévoiler à la Securities and Exchange Commission des États-Unis, dans un prospectus publié à New York au mois de décembre 1956, à l'occasion de la vente d'un emprunt de la Commission hydroélectrique de Québec, qu'il s'était engagé à verser des subventions pour construction d'écoles, au cours des prochaines 23 années, pour une somme de \$77,631,000.

Comme on peut s'en rendre compte, en plus de n'avoir pas encore fini de payer les anciennes dettes scolaires, le gouvernement n'a pas même encore entièrement versé sa contribution pour les écoles qu'il se vante d'avoir construites! Pendant que le gouvernement encaisse des centaines de millions de dollars qui devraient normalement appartenir aux commissions scolaires, mais qui vont au fonds consolidé, celles-ci n'arrivent plus à rencontrer leurs obligations financières, n'ont pas les moyens dans bien des cas de payer les salaires des professeurs, et elles se trouvent dans un véritable marasme financier.

Les institutions d'enseignement secondaire et les universités, faute de pouvoir compter sur une assistance financière adéquate et sur des subventions statutaires fixes de la part du gouvernement provincial, ne parviennent pas à équilibrer leur budget et se voient bien à contre-cœur dans l'obligation d'augmenter leurs frais de scolarité. Il en résulte malheureusement que le coût élevé de l'enseignement dans la province de Québec empêche des milliers de jeunes gens, chaque année, de poursuivre leurs études.

Jusqu'ici, dans le domaine de l'éducation, le gouvernement actuel s'est beaucoup plus intéressé aux contrats, à la brique et au béton, qu'au développement des cerveaux.

Si le gouvernement s'était réellement donné la peine d'étudier le problème des richesses naturelles en fonction des intérêts nationaux, il aurait retiré des revenus plus considérables dont il aurait pu faire bénéficier nos institutions d'enseignement, nos institutions d'hospitalisation, nos commissions scolaires et nos municipalités, pour les consacrer au développement des cerveaux.

Voyons maintenant comment s'établit le bilan de la politique suivie par le régime de l'Union nationale depuis 1945, dans le domaine de notre économie industrielle.

La politique économique de l'Union nationale a été un fiasco. Les pays de l'Amérique du Nord, c'est-à-dire les États-Unis et le Canada, ont

connu une période d'activité économique sans précédent depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale jusqu'à l'an dernier. Avons-nous véritablement bénéficié, ici, dans la province de Québec, autant que nous l'aurions dû, de cette expansion industrielle, surtout si l'on tient compte de l'immensité de nos richesses naturelles en hydroélectrique, en mines, en forêts? Le gouvernement actuel s'est-il préoccupé d'étudier le problème en vue d'élaborer une politique profitable à l'économie et à la population québécoise?

Le chef de l'Union nationale et ses lieutenants, - avec la modestie qu'on leur connaît! - se sont plu à clamer que leur régime avait contribué à l'établissement de milliers de nouvelles industries dans la province depuis qu'ils sont au pouvoir; - ces messieurs se sont successivement attribué le mérite de 4,000, puis de 6,000 et ensuite de 10,000 industries nouvelles chez nous; depuis quelque temps, toutefois, ils en ont quelque peu rabattu, réalisant sans doute que leur propagande fantaisiste n'était plus de mise à l'heure actuelle et que l'effet menaçait maintenant d'avoir des résultats contraires à ceux qu'ils recherchaient durant la période de prospérité et, aujourd'hui, ils ne parlent plus que de 6,000 industries nouvelles. L'on peut même s'attendre à ce que tantôt ils en rabattent à 4,000 et peut-être même à 2,000! Même à ce chiffre, ils seront encore au-delà de la vérité. Malheureusement, leur propagande irréfléchie aura eu pour résultat de contribuer largement au mouvement d'exode de notre population rurale vers les centres urbains, dans l'espoir d'y trouver un emploi stable et rémunérateur, dans l'une quelconque des 10,000 industries nouvelles imaginées dans les officines de propagande de l'Union nationale!

Au mois de décembre, les journaux de Montréal publiaient des photographies de centaines de personnes faisant la queue aux portes des refuges de la métropole, chose qui ne s'était pas vue depuis l'époque de la dépression économique de 1930. *L'Événement-Journal* du 27 décembre rapportait qu'une centaine de mineurs d'amiante étaient mis à pied par suite du ralentissement de la production et que les journées de travail de 1,500 autres employés seraient réduites; *L'Action catholique* du 4 janvier 1958 publiait une nouvelle, en provenance de Noranda, annonçant qu'une baisse dans la production avait forcé la Noranda Mines Ltd. à congédier de 50 à 60 travailleurs; le *Progrès du Saguenay* du 10 janvier 1958 annonçait que, par suite d'un manque de commandes, la compagnie Aluminum, à Arvida, congédiait une centaine d'employés; *L'Événement-*

Journal du 10 janvier nous apprenait qu'il y avait cet hiver, dans la province de Québec, 60,000 forestiers sans-travail sur un effectif total de 100,000. Le *Progrès du Saguenay*, du 13 janvier 1958, rapportait qu'il y avait 2,400 sans-travail au Lac-Saint-Jean. Le même journal, du 17 janvier, annonçait qu'il y avait 2,451 personnes sans emploi dans la région de Jonquière, à la fin du mois de décembre. Le même journal encore rapportait, dans son édition du 21 janvier, que la compagnie Eastern Mining and Smelting qui, au dire des déclarations ministérielles, devait assurer l'avenir et la prospérité de la population de Chicoutimi, venait de renvoyer ses employés. Le *Devoir* du 23 janvier publiait une nouvelle à l'effet que la compagnie Aluminum Ltd. devait réduire sa production et, par conséquent, mettre à pied, à Shawinigan et à Arvida, quelque 500 employés. Le 20 janvier, le conseil d'administration de la Chambre de commerce de Québec lançait un cri d'alarme devant le nombre sans cesse croissant de chômeurs à Québec qui s'élevait à 20 % de l'effectif des travailleurs.

D'après les plus récentes statistiques rendues publiques le 5 février 1958 par les associations ouvrières de la province de Québec, il y avait 239,274 chômeurs inscrits aux bureaux d'assurance-chômage de la province de Québec, dont au-delà de 80,000 dans la seule région de Montréal. Sur ce nombre, 233,000 chômeurs tiraient des prestations d'assurance-chômage.

Aujourd'hui, nos milliers de concitoyens en chômage et la population tout entière de la province réalisent plus que jamais auparavant les conséquences néfastes de la conduite antinationale et antisociale du gouvernement actuel dans ce domaine de la concession de nos plus grandes richesses minières.

Ce qui a manqué au gouvernement, c'est une véritable pensée économique. Le gouvernement aurait dû instituer, dès le lendemain de la guerre, un conseil de recherche et d'orientation économique, afin de le conseiller et de l'orienter dans la mise sur pied d'une véritable politique économique. D'ailleurs, que de fois des recommandations dans ce sens ne lui ont-elles pas été faites par des économistes, des industriels, des associations, des Chambres de commerce, des journaux. Dans son mémoire à la commission Tremblay⁷, la Chambre de commerce du district de Montréal préconisait pour la province de Québec l'élaboration d'une politique économique à long terme. Le journal, *L'Action catholique*, publiait dans son édition du 19 octobre 1955, sous la plume de l'un de ses rédacteurs,

M. Charles Pelletier, un article intitulé: "une politique économique est nécessaire au Québec", dans lequel il appuyait fortement la suggestion formulée par la Chambre de commerce du district de Montréal. M. Pelletier disait alors entre autres choses que: "presque tous les grands problèmes qui sont actuellement débattus dans les cercles politiques provinciaux sont essentiellement des problèmes économiques. Au premier plan, il y a celui de l'utilisation de nos ressources naturelles. Est-ce que nos matières premières sont ouvrées chez nous dans une proportion suffisante? Par quels moyens pratiques peut-on arriver à grossir cette proportion? Et la Chambre de commerce estime avec raison que le gouvernement de Québec doit, avec le concours de nos universités, de nos grandes associations et de nos industries elles-mêmes, élaborer une politique économique à longue échéance. Bien entendu, il ne s'agit pas d'enlever la responsabilité de l'administration publique aux représentants du peuple, pour la confier à des experts. C'est toujours aux hommes politiques qu'il appartiendra de prendre les décisions. Mais ces mandataires, comme leurs électeurs du reste, ne sont pas doués d'omniscience et ils ont besoin de guides sûrs pour se débrouiller à travers des phénomènes aussi mouvants que compliqués".

Le 4 février 1956, commentant quelques passages du discours sur le budget que le ministre des Finances avait prononcé la veille, le même journaliste revenait encore à la charge pour réclamer que les développements industriels de la province "soient orientés suivant un plan directeur, une politique économique sûre, si nous voulons que la collectivité québécoise en tire un maximum de profit. Le gouvernement devra donc recourir de plus en plus aux lumières des économistes".

M. Roland Parenteau, économiste, professeur à l'École des hautes études commerciales ainsi qu'à la Faculté des sciences sociales de l'Université de Montréal, analysant dans la revue *Relations* du mois de septembre 1956 la situation économique des Canadiens français, écrivait que: "la province de Québec est extrêmement riche en ressources de toutes sortes. Les étrangers, d'ailleurs, l'ont compris bien avant nous. Et c'est justement parce que l'initiative du développement a été confiée aux étrangers qu'il s'est fait au petit bonheur, au hasard des pérégrinations des prospecteurs, de la construction des chemins de fer, ou des aventures généreuses des entreprises de colonisation. Le résultat, c'est un peuplement discontinu, des zones de développement séparées par des régions quasi

désertiques... Et que dire de l'énorme excoissance que constitue Montréal? Plus de la moitié de la production manufacturière s'y trouve concentrée, et encore, ces dernières années, la métropole réussit à attirer 45 % des nouveaux investissements manufacturiers. Le résultat, c'est un déséquilibre permanent entre les diverses régions du Québec, avec un niveau de vie à Montréal qui se rapproche de celui de l'Ontario, et celui du reste de la province qui ressemble plus à celui des Maritimes".

Même dans les rangs de l'Union nationale, il s'est rencontré des gens qui, déplorant l'absence de plan d'ensemble dans le développement économique de la province, ont cru de leur devoir de faire des suggestions. Ça été le député du comté de Portneuf (M. Chalifour) par exemple, qui déclarait au cours d'un forum organisé par le "Jeune Commerce" de Saint-Raymond, le 4 novembre 1956, que le "pivot de toute promotion industrielle, le travail de base, c'est l'enquête économique". (*Le Soleil*, 5 novembre 1956)

Le ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Beaulieu) avait déjà déclaré pour sa part à Saint-Jean, au mois de mars 1955, qu'il serait plus efficace d'aider l'industrie de base à se développer et, partant, "aider à créer un marché de la main-d'œuvre. Ce serait une mesure de justice et non pas comme on pourrait le croire de protectionnisme". Et il concluait en disant que l'objectif auquel il fallait viser était de "réaliser une diversité d'industries dans les principaux centres, en vue de palier au chômage en cas de régression économique". (*Le Devoir*, 14 mars 1955)

Dans un mémoire en date du 20 janvier 1958, préconisant diverses mesures susceptibles d'enrayer la présente régression des affaires, la Chambre de commerce de Québec, déclarait que "la tendance au chômage qui s'accroît présentement est d'autant plus inquiétante et paradoxale qu'il nous reste encore d'immenses ressources naturelles à mettre en valeur". C'était en quelque sorte déplorer le manque de pensée économique du gouvernement et une invitation pressante à agir.

Un éditorialiste de *L'Action catholique* écrivait entre autres dans l'édition du 22 janvier 1958, sous le titre *Québec a besoin d'une aide particulière*: "En adoptant des mesures spéciales pour revivifier l'économie des Maritimes, le gouvernement fédéral a reconnu qu'il avait des responsabilités particulières à l'égard de certains secteurs plus affectés que d'autres par le ralentissement des affaires. Or, à plusieurs points de vue, la situation qui prévaut dans l'est du Québec

peut se comparer avec celle qui existe dans les Provinces maritimes... Les deux gouvernements devraient user de leur influence pour que des hauts-fourneaux ou autres industries lourdes viennent s'installer sur les batters de Beauport, en prolongement du havre de Québec." C'était un blâme discret à l'adresse du gouvernement de Québec pour son manque de vision et son absence de politique économique dans la mise en valeur de nos ressources naturelles.

Le directeur général du Bureau du commerce et de l'industrie de Québec métropolitain, M. Yvon R. Tassé, réclamait, au cours d'une conférence qu'il prononçait le 30 janvier de cette année devant les membres du "Jeune Commerce" de Québec, l'installation d'une aciérie dans la région du Québec et il citait, à l'appui de sa thèse, l'accessibilité du port de Québec à l'année longue, l'accessibilité des sources d'énergie électrique, l'avantage immense d'une main-d'œuvre disponible. Suivant M. Tassé, "une aciérie à Québec contribuerait à décentraliser l'industrie manufacturière secondaire en rendant aussi attrayantes les unes que les autres, pour l'établissement de celles de ces industries qui consomment du fer ou de l'acier, toutes les villes et les municipalités situées entre Québec et Montréal, sur les deux rives du fleuve ou à l'intérieur des terres, le long des quatre routes et des cinq ou six voies de chemin de fer qui relient Montréal à Québec". Le directeur général du Bureau métropolitain ajoutait, d'après le compte rendu de *L'Événement* du 31 janvier, que la disposition de l'ensemble de ces industries serait logique puisque les matières extraites à l'est du Canada, transformées en fer ou en acier à Québec, manufacturées entre Québec et Montréal et à l'Ouest, chemineraient toujours "dans le même sens, de leur source à leur point de consommation, se transformant par étapes successives sans avoir à rebrousser chemin, et cela contribuerait à un coût de transport réduit et, par conséquent, à un prix de revient plus bas. Et s'il arrivait que cette scierie désire expédier ses produits outre-mer, son emplacement à Québec rend la chose possible étant donné la navigation à l'année longue". (*L'Événement*, 31 janvier 1958)

Voilà une pensée économique dont le gouvernement aurait profité de s'inspirer.

Dans une analyse qu'il faisait sur les déficiences économiques de la région de Québec en présence des membres de la Chambre de commerce de Québec, le 23 janvier 1958, M. Pierre Camu, professeur de géographie économique à l'Université Laval, déclarait que pour rétablir l'équilibre

économique de la région, il fallait attirer dans les environs immédiats de la région quelques grosses industries, préférablement une industrie sidérurgique. (*L'Événement*, 24 janvier 1958)

Dans un mémoire qu'elle remettait au premier ministre de la province le 12 mars 1957, la Chambre de commerce de la province de Québec suggérait, entre autres, la création d'un organisme de coordination et de recherches chargé "de colliger un inventaire de nos ressources et de la relation de ces dernières avec l'industrialisation à venir de la province, en n'oubliant pas que notre province fortement démographique se doit de coordonner ce développement pour conserver autant que possible nos surplus démographiques dans les régions de leur provenance". La Chambre suggérait aussi "la constitution d'un office provincial de recherches statistiques, auquel seraient attachés en permanence des statisticiens, des mathématiciens et des économistes".

Dans son étude intitulée "Notre situation économique: progrès ou stagnation" qu'il a publiée en brochure en 1956, M. Jean-Marc Léger attribue entre autres notre retard économique à "l'inadaptation de notre enseignement aux réalités contemporaines; à l'inexistence de l'esprit de recherche, essentiel pourtant à tout effort valable de réforme, et surtout à l'absence d'une politique économique du Québec". M. Léger est d'avis que "notre situation peut s'assainir à la condition qu'un effort patient et gigantesque soit entrepris, qui implique notamment, de la part du gouvernement, la conscience du problème économique du Canada français, l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique économique réaliste et courageuse... Sans cette grande politique économique et la mise en place des organes qu'elle appelle, il n'y aurait guère à espérer. Actuellement, la location de nos ressources naturelles rapporte moins que leur administration coûte aux divers ministères. C'est un état de choses qui ne saurait durer..." M. Léger ajoute qu'au cours de l'enquête qu'il a faite, un grand nombre de personnes n'ont pas hésité à mettre en cause la politique traditionnelle de location de nos ressources naturelles à des intérêts étrangers et ont affirmé que nos gouvernements devraient exiger que, dans toute la mesure du possible, le produit soit fini dans le Québec. Consentir à l'exploitation massive de nos ressources, à leur exportation à l'état brut ou semi-fini pour qu'elles nous reviennent sous la forme de produits finis que nous aurons achetés à l'étranger, cela constitue, ont-ils remarqué, la forme la plus détestable et la plus nocive de la colonisation

économique. "Cela dénonce aussi une tragique inconscience des conséquences à long terme d'une politique de vassalisation ..."

"Le gouvernement de la province, concurremment avec les organismes économiques canadiens-français, devrait s'attaquer résolument à ce problème et commencer en tout cas par imposer, aux entreprises étrangères exploitant nos ressources naturelles, des conditions plus sévères que celles qui prévalent actuellement. Ces conditions comporteraient notamment un contrôle rigoureux de la façon dont ces entreprises exploitent les ressources à elles concédées; la politique d'exploitation de nos forêts en particulier à quelque chose de révoltant. Des firmes qui ne sont que locataires de ce facteur primordial de la richesse québécoise agissent d'une façon qui ne tient aucun compte de l'intérêt de la province. Aucun programme sérieux de reboisement n'est appliqué, un gaspillage systématique est pratiqué et des spécialistes scandinaves, sylviculteurs et ingénieurs forestiers, de passage dans la province voici quelques années, n'ont pas caché qu'ils considéraient cette situation comme révoltante et scandaleuse."

Aujourd'hui que l'euphorie de la prospérité se dissipe et qu'un mouvement de régression économique se fait sentir, nous voyons malheureusement croître le nombre des gens sans-travail.

Devant l'état de choses actuel, la population est en droit de blâmer sévèrement le gouvernement de l'Union nationale de son imprévoyance coupable.

Malgré la situation alarmante du chômage, le gouvernement n'a même pas daigné mettre en œuvre un programme de travaux pour remédier au chômage. Mais qu'a donc fait le gouvernement de tout l'argent qu'il a perçu depuis 1945 de la taxe du chômage? Le gouvernement a perçu environ \$20,000,000 de la taxe du chômage depuis 1945; les gens sans travail sont justifiés de lui demander des comptes sur l'emploi de cet argent, car pendant les années de prospérité, le gouvernement a perçu des contribuables \$3,382,317,931.

Quelle excuse peut-il invoquer maintenant devant celui qui demande du travail?

Aujourd'hui, nous n'occupons que la sixième place, comme on peut s'en rendre compte par les statistiques suivantes, quant au revenu *per capita* des citoyens dans les différentes provinces canadiennes en 1956, qui ont été rendues publiques au cours d'un récent débat qui a eu lieu à la Chambre des communes le 7 janvier, lequel a été consigné dans le *Hansard*:

| | |
|--|---------|
| Ontario | \$1,595 |
| Colombie-Britannique (y compris Yukon et T.N.O.)..... | 1,566 |
| Alberta..... | 1,370 |
| Saskatchewan..... | 1,291 |
| Manitoba | 1,260 |
| Québec | 1,180 |
| Nouvelle-Écosse | 1,000 |
| Nouveau-Brunswick | 923 |
| Îles du Prince-Édouard..... | 788 |
| Terre-Neuve..... | 725 |
| Moyenne au Canada <i>per capita</i> | 1,350 |

Il est à souhaiter que malgré les efforts, au contraire de l'Union nationale, notre province reprendra le rang qu'elle aurait dû garder.

Exercice fiscal 1958-1959

| | |
|---------------------|--------------------|
| Revenus..... | \$506,945,000 |
| Dépenses | <u>506,537,400</u> |
| Surplus prévu | \$ 407,600 |

Pour la première fois dans l'histoire de la province de Québec, le budget de dépenses que le gouvernement a présenté au Parlement, pour l'exercice fiscal 1958-1959, excède le demi-milliard de dollars! C'est un montant formidable, surtout si on le compare avec le budget de \$92,000,000 présenté par la dernière administration libérale en 1944. C'est dire qu'en l'espace de 14 ans, le budget de la province a plus que quintuplé!

Comme je l'ai souligné précédemment, le chômage augmente et prend des proportions inquiétantes. Or, malgré un budget record d'au-delà d'un demi-milliard, malgré un subside de péréquation d'environ \$40,000,000 qu'il recevra du gouvernement fédéral au cours du prochain exercice fiscal, le gouvernement n'a même pas parlé du chômage; il n'a aucun programme visant à procurer de l'emploi aux milliers de sans-travail de la province, il n'a énoncé aucune politique d'aide financière aux municipalités et aux commissions scolaires dont les finances sont dans un état critique et qui, par conséquent, n'ont pas les ressources financières suffisantes pour faire face à leurs obligations. C'est la politique de l'autruche: "Je ne vois pas le danger; donc, il n'existe pas."

D'autre part, devant l'opinion publique qui réclame de plus en plus le développement de l'éducation à tous les paliers, le gouvernement, pour tenter de démontrer qu'il consacrera une forte proportion de son budget à l'instruction et pour l'édification du public, a groupé dans une annexe spéciale tous les montants que tous les différents ministères projettent de dépenser pour des fins s'apparentant de près ou de loin à l'éducation. Comment arrive-t-il à pouvoir dire sérieusement la phrase suivante: "Dans aucun pays du monde le budget de l'éducation en 1957 n'est égal à deux fois la totalité du budget de 1944."

La réponse est la suivante: le gouvernement inscrit au titre de l'éducation une somme de \$4,405,000 que le département des Affaires municipales devra déboursier en remboursement des anciennes dettes des commissions scolaires. Comme vous le voyez, on fait de l'éducation ou on n'en fait pas. Est inscrite également une somme de \$20,588,000 au titre de l'Aide à la jeunesse et, à même cette somme, on construira et agrandira des écoles; en d'autres termes, une grande partie sera employée à des immobilisations et non pas à l'éducation.

Le gouvernement dépensera \$5,000,000 au ministère de la Colonisation pour l'encouragement au développement de l'agriculture dans les centres de colonisation. C'est en agissant de cette façon que l'on parvient à faire une sorte de budget synthétique de l'Instruction publique. Mais, en même temps, il fait passer de \$13,000,000 à \$10,000,000 les sommes versées aux universités.

Quand le ministre parle de tous les pays du monde, chacun sait qu'il ne peut pas être sérieux, parce que chacun sait qu'il n'est pas allé consulter tous les budgets de tous les pays du monde. Si cela était, il n'aurait pas le temps d'être le ministre des Finances de la province de Québec. On a alors une idée de toutes ces affirmations fantasmagoriques que font les uns après les autres ces messieurs de l'Union nationale. Avec eux c'est toujours: "le plus gros au monde" J'ai examiné le budget seulement de certaines provinces et de certains États de l'Amérique du Nord et je n'ai jamais constaté que l'on ait considéré la construction de bâtisses comme étant l'instruction elle-même.

Le nouveau ministre des Finances (l'honorable M. Bourque) est un homme sympathique. Je lui conseillerais de lire Tartarin de Tarascon.

Cet état d'euphorie, comme chez le héros d'Alphonse Daudet, que crée le soleil de la réussite

politique, entraîne le ministre vers les comparaisons traditionnelles avec ceux qui ont précédé son groupe au pouvoir.

"La politique des anciennes administrations", dit le ministre, "consistait à augmenter le fardeau des corporations municipales afin de dégrever le gouvernement de la province." Le ministre devrait référer au *Soleil* du 15 janvier 1931, alors que l'ancien secrétaire du premier ministre, M. Georges Léveillé, parlant de l'opposition du temps dont faisait partie l'actuel député de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis), disait: "L'attitude de l'opposition hier après-midi en Chambre a été tellement contraire à toutes les règles du sens commun qu'elle en est presque incroyable."

À propos de quoi feu M. Georges Léveillé écrivait-il une telle chose du premier ministre actuel? C'était à l'occasion d'une loi dégrevant les municipalités d'une somme de \$17,000,000 (\$17,640,701.19). Or, dans les *Comptes publics* de 1931-1932, on constate que tous les revenus de la province de Québec formaient un montant total de \$35,000,000, ce qui veut dire que le gouvernement du temps, dans une seule loi, engageait à peu près la moitié de tout son budget d'une année pour venir en aide aux municipalités.

À quel endroit dans le budget peut-on nous montrer un tel exemple d'assistance à toute la communauté?

Or, aujourd'hui, le budget est près de 14 fois plus élevé que celui de 1931-1932. Aujourd'hui, le seul budget des travaux publics, \$35,000,000, représente à lui seul ce que l'administration de 1931-1932 pouvait dépenser pour toute la province de Québec.

Et si on se rapproche du présent budget, on constate qu'en 1944-1945, la dernière administration libérale possédait cinq fois et demie moins d'argent que l'administration actuelle. Ai-je besoin de rappeler que ces anciens budgets, à la vue desquels aujourd'hui on trouve presque miraculeux les accomplissements d'alors, ne comprenaient pas toutes ces dizaines de millions de dollars que le gouvernement actuel reçoit du gouvernement fédéral? Les sommes reçues pendant l'année en cours par le gouvernement de l'Union nationale, au titre des paiements de péréquation, représentent à elles seules plus que tout le budget des travaux publics pour l'année qui s'en vient.

Puisque je viens de prononcer le mot de péréquation, n'est-il pas à propos de rappeler que cette année, dans le discours du budget, les relations fédérales-provinciales, un sujet si souvent rabâché

dans le passé par les orateurs ministériels, n'occupent pas la place qu'elles avaient l'habitude d'y prendre? Cette année, le ministre des Finances (l'honorable M. Bourque) a glissé sur le problème. Il en a parlé très peu et, encore au passé. On ne dit rien de l'avenir. Je ne voudrais pas croire que certaine similitude de couleur politique soit la cause de ce silence presque complet, bien que le discours prononcé samedi soir dernier par le ministre des Pêcheries (l'honorable M. Pouliot) quant à la participation de l'Union nationale en faveur du parti conservateur durant la présente élection fédérale soit de nature à nous laisser des doutes⁸.

À la suite des pourparlers préliminaires de novembre dernier, à Ottawa, un journaliste a écrit que les provinces sont retournées chez elles les mains vides, mais avec de l'espoir au cœur. Une nouvelle conférence devait avoir lieu durant le mois de janvier. Au lieu de cela, il y a eu des télégrammes et il y aura des élections fédérales. Pour remplacer la Conférence, en effet, le gouvernement fédéral a envoyé un télégramme aux provinces dans lequel il déclare leur accorder des millions additionnels sous le régime des subsides de péréquation instauré par l'administration libérale précédente. Nous en sommes donc dans le *statu quo*.

Toutefois, comme pour ajouter à la confusion, voici que le gouvernement fédéral, passant par-dessus la tête des gouvernements provinciaux, s'adresse maintenant directement aux gouvernements municipaux dans le but de discuter avec eux d'un partage des sources de taxation.

Cette rencontre projetée du gouvernement central et des gouvernements inférieurs, sans l'intermédiaire des gouvernements provinciaux qui créent les municipalités ou leur laissent la vie, ne confirme pas l'espoir dont je parlais il y a quelques instants, mais ajoute au contraire quelque chose de dangereux à la notion déjà si mal établie de l'autonomie provinciale.

En face de ce chaos, le Parti libéral provincial a déjà exprimé ce qu'il croit être la voie à suivre. Pendant longtemps, il a parlé dans le désert. Depuis, d'autres voix sont venues s'ajouter à la sienne. Dans la revue *Relations*, du mois de janvier 1958, sous la signature du révérend père Richard Arès, membre de la commission Tremblay, nous lisons ceci: "Cette thèse autonomiste n'a cependant que peu de chances de triompher, si les provinces persistent à se murer dans leur individualisme et à se présenter à Ottawa avec autant de points de vue que de délégations, chacune surveillant l'autre, de peur qu'elle n'obtienne un traitement de faveur."

C'est ce manque d'union, cette absence de front commun qui a fait, dans le passé, le jeu du gouvernement fédéral et rendu possible la domination de ce dernier sur les provinces. Celles-ci, malheureusement, ne semblent guère avoir tiré la leçon pratique de l'expérience passée; à la conférence de novembre, elles ont redonné le même spectacle du "chacun pour soi", si bien que c'est le ministre fédéral des Finances, M. Fleming, qui a dû leur demander de se mettre d'accord sur les propositions les plus urgentes à étudier et à réaliser. Ce fait souligne l'absence actuelle d'organismes de coordination entre les provinces et la nécessité pressante d'un conseil et d'un secrétariat interprovincial.

Comme vient de l'affirmer la Chambre de commerce de Montréal dans son mémoire au premier ministre, M. Diefenbaker, si les 10 provinces formaient un conseil de ce genre, elles pourraient se réunir et convenir de l'attitude à adopter aux conférences fédérales-provinciales. Du même coup, seraient éliminés "les hésitations et les désaccords qui accompagnent nécessairement l'action des 10 provinces qui ne se sont pas consultées, en face d'un État fédéral qui possède l'initiative d'une réunion et l'avantage de ne parler qu'en son propre nom."

Dans le mémoire de la Chambre de commerce du district de Montréal présenté à M. Diefenbaker en novembre 1957, on y trouve la suggestion suivante: "La Chambre de commerce du district de Montréal favorise également la création d'une conférence fédérale-provinciale permanente, qui, non seulement permettrait de développer un climat de coopération plus favorable entre les provinces et le fédéral, mais assurerait une liaison permanente entre les autorités provinciales et fédérales."

Enfin, la Commission Tremblay elle-même a endossé l'idée d'un secrétariat permanent des provinces.

Il a fallu bien des années pour que les suggestions du Parti libéral provincial soient endossées, puisque c'est le 22 septembre 1950, il y a près de huit ans, que le chef actuel du Parti libéral provincial, dans une conférence prononcée ici même à Québec à la veille des conférences fédérales-provinciales, suggérait: 1. la tenue d'une conférence interprovinciale avant les rencontres fédérales-provinciales; 2. la création d'un conseil permanent des provinces avec secrétariat à Québec.

À cette époque, nombreux furent ceux qui ne crurent pas à la nécessité d'un tel organisme, mais devant le chaos permanent que nous avons alors

prédit et qui est déjà devenu une chose du passé, le ralliement s'est fait autour de l'idée que nous avions alors lancée, et que nous reprenons encore aujourd'hui avec plus de force si possible, plus de conviction et plus de certitude que jamais, pour réclamer l'application de ces deux moyens d'action qui donneraient tellement plus de force aux provinces dans leurs revendications auprès de l'autorité fédérale.

Tant et aussi longtemps que les provinces tireront à droite et à gauche, en face d'un gouvernement fédéral qui plongera tête première dans les problèmes nationaux, sans se laisser arrêter par les incertitudes des provinces, nous n'aurons qu'un seul résultat: la confusion. Et c'est l'unité que nous nous devons d'atteindre.

M. l'Orateur, nous n'avons pas encore eu de rapport officiel concernant l'Exposition de la province de Québec à Paris⁹. Quelques comptes rendus non officiels nous disent cependant qu'elle a été un immense succès. Évidemment, il faudra attendre quelque temps avant d'en connaître les résultats immédiats ou lointains. Durant une conversation très brève que j'ai eue avec le solliciteur général (l'honorable M. Rivard), - que nous entendrons, je présume, à ce sujet, - j'en ai conclu que cette exposition me donnait absolument raison quant à la suggestion que j'ai faite ici en Chambre, depuis plusieurs années, relativement à l'établissement d'agents de la province de Québec à l'étranger et particulièrement à Paris. Nous venons, en effet, de dépenser une somme importante pour quelque chose de temporaire et, dans l'ensemble, nous semblons avoir remporté des succès. Si le temporaire a été satisfaisant à ce point, jusqu'à quel point le permanent ne le serait-il pas? J'espère que le geste que la province de Québec vient de poser sera suivi d'une série d'autres actes qui répandront non seulement le nom de notre province, mais aussi ses produits matériels et spirituels. Détenteurs d'une partie très grande des richesses du monde, il est inconcevable que nos ambassadeurs à nous ne soient pas sur les routes du monde, aux grands carrefours du commerce et de la culture. M. l'Orateur, avec tant d'autres, je supplie le gouvernement de la province de Québec de nous faire sortir de nos frontières et d'aller faire poser le nom de la province de Québec au fronton de certains édifices dans les grandes capitales de l'hémisphère occidental.

Au terme de ce discours, M. l'Orateur, pour garder en juste milieu, je ne veux ni voir les choses en rose, comme l'a fait le ministre, ni les voir en noir comme certains économistes le font présentement,

mais si, cependant, les faits nous montrent qu'il y a eu récession engendrant un chômage considérable et si le budget nous apprend que les habitants de la province de Québec débourseront l'an prochain un demi-milliard de dollars, je ne puis m'empêcher de constater combien lourdes seront les charges de part et d'autre. Ceci rend le problème infiniment complexe, et c'est pour cela que notre effort devrait porter sur deux choses principales, dont la première consiste à extirper entièrement le gaspillage des fonds publics, et dont la seconde consiste à donner à notre population toutes les armes dont elle a besoin pour ses fonctions essentielles, et la première de ces armes, c'est l'éducation. Dans le monde de la technologie où nous vivons, il ne peut plus y avoir de première place pour ceux qui sont uniquement les produits de l'école primaire. Par contre, le vrai support financier de l'éducation devrait venir du développement sur place de nos richesses naturelles. C'est un cycle que nous sommes non seulement invités à parcourir, mais qu'il faut parcourir. C'est là qu'est l'avenir de la province de Québec¹⁰.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) rend hommage à l'honorable Onésime Gagnon.

L'Ontario, dit-il, consacre 33 % de son budget à la construction des routes¹¹, cependant que, dans le Québec, c'est seulement 23 %, de façon générale. Mais, cette année, cette proportion baisse à 18 %, en dépit du fait que les revenus provenant de l'automobiliste ont augmenté, puisque la dépense n'atteindra que \$91,312,000 au lieu de \$100,000,000 comme l'an passé. Le revenu provincial provenant de l'automobiliste atteindra \$135,000,000 en 1958-1959, pendant que la dépense pour la voirie sera de \$91,000,000.

Il reproche au gouvernement de refuser de s'entendre avec le gouvernement fédéral pour la construction de la route Trans-Canada.

Il regrette que le gouvernement ne prenne pas les moyens de renforcer la structure financière de nos universités et reproche au gouvernement de ne consacrer qu'une petite partie de son budget de \$500,000,000 à l'enseignement universitaire. Il regrette principalement que le montant annuel des octrois aux universités ait été diminué de \$3,000,000 cette année. Laval, affirme-t-il, recevra cette année \$500,000 de moins.

M. Vachon (Wolfe) propose, appuyé par le représentant de Saguenay (M. Ouellet), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté.

Projets de loi:

Loi de l'enseignement spécialisé

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 32 modifiant la loi de l'enseignement spécialisé soit maintenant lu une deuxième fois.

Cette loi, déclare-t-il, a une importance plus grande que celle que semble lui donner le texte législatif. J'espère avoir une autre occasion de parler plus longuement des résultats de notre enseignement spécialisé. Mais il convient de dire que l'enseignement spécialisé dans la province de Québec a atteint un niveau sans précédent et, de l'aveu même de tous ceux qui s'occupent de ces questions dans les autres provinces et même dans les pays étrangers, un niveau jamais encore atteint au Canada.

Le gouvernement n'a rien négligé pour placer au premier rang de son système d'enseignement les écoles qui ont mission de former les fils d'ouvriers. S'il a consacré tant d'efforts pour augmenter le prestige de notre enseignement spécialisé, c'est qu'il voulait leur permettre d'occuper, dans le développement industriel de notre province, les places qui reviennent aux fils des pionniers de ce pays, les premières. C'est pour cela que la province de Québec a assumé toute la charge de cet enseignement et que le gouvernement a fait les efforts nécessaires pour doter les écoles de ce genre d'un équipement adéquat et pour développer le personnel compétent nécessaire. Nous avons aussi consacré des millions de dollars à l'aménagement des locaux convenables et à l'achat de tout l'outillage nécessaire.

D'autres prétendent que les sommes consacrées à l'agrandissement ou la construction d'écoles ne concernent pas l'enseignement. Je leur laisse cette étrange conception du problème.

Pour augmenter la compétence du personnel enseignant dans ces écoles spécialisées, le ministère du Bien-être social et de la Jeunesse a mis des sommes considérables à sa disposition, en envoyant chaque année des professeurs faire des études plus poussées. Un grand nombre en ont profité pour aller se spécialiser davantage.

La jeunesse de notre province a répondu à nos espoirs d'une façon qui a dépassé les espérances du gouvernement. Mais, il reste maintenant un nouveau stade à franchir, pour donner à notre enseignement spécialisé la place qui lui appartient,

c'est-à-dire le premier rang. Bien que la réputation de nos écoles soit bien établie, il convient de leur donner le titre d'"institut", une désignation qui les placera devant les autres provinces et les États de l'Amérique du Nord, dans une situation qui reflète bien le mérite et l'importance de l'enseignement qu'on y donne.

Il cite des témoignages d'éducateurs étrangers qui, dit-il, ne tarissent pas d'éloges sur la qualité des écoles spécialisées de la province de Québec. Il n'est pas nécessaire de visiter les pays du monde pour se rendre compte de la valeur de notre enseignement spécialisé, comme on l'a prétendu.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je soulève un point d'ordre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition se donne une importance qu'il n'a pas, le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) n'a nommé personne, et voici qu'il se lève pour soulever un point d'ordre. Le chef de l'opposition, ce n'est pas la fin du monde, même si c'est la fin du Parti libéral!

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Nous n'avons pas besoin de visiter les autres pays du monde, car ce sont eux qui envoient des émissaires visiter nos écoles. Ils envoient leurs élèves et copient notre programme. À plusieurs occasions, ils nous ont demandé de leur prêter nos professeurs pour les aider à établir des instituts du genre de ceux dont nous avons doté la province.

La deuxième raison de la présentation de cette loi et du changement de désignation, c'est que ce changement fera sans doute plaisir aux gens pour qui le nom d'une chose a plus d'importance que n'en a la chose elle-même.

On fait souvent l'éloge de l'enseignement technologique donné au Brooklyn Institute et au Ryerson Institute, de Toronto. Nous avons envoyé des experts visiter cet institut, avec mission d'établir une comparaison entre nos programmes et les leurs. Cette étude nous a permis de constater qu'il n'y a rien dans leur programme scolaire ou dans leurs équipements que ne possèdent actuellement toutes et chacune de nos écoles d'enseignement spécialisé. Quand on les compare à quelques-uns des instituts de technologie les plus renommés et les plus réputés au Canada et aux États-Unis, les écoles d'enseignement spécialisé du Québec se sont avérées inégalables.

Dans l'esprit de plusieurs, à cause de la grande réputation des instituts de technologie

américains et canadiens, le nom "d'école" ne convient plus à ces institutions. Le nom "d'institut" désignerait mieux l'excellence de l'enseignement qui s'y dispense et contribuerait même à en accroître encore le prestige.

Les écoles d'enseignement spécialisé comptent au-delà de 40,000 élèves. Il est devenu nécessaire, en justice pour les écoles et les professeurs, de donner à ces maisons de formation une désignation qui illustrera mieux les services qu'elles rendent et répondra davantage à leur degré d'efficacité.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je suis favorable au projet. Cependant, le discours du ministre du Bien-être social et de la Jeunesse n'a guère fourni de précisions sur la nature de la mesure. Le ministre aurait sûrement éclairé davantage ses auditeurs en leur faisant lecture des notes explicatives que l'on retrouve dans le bill lui-même. Ces notes explicatives assignent au projet de loi les effets suivants:

1. Le bill complète la nomenclature des principales écoles spécialisées existantes et relevant de la loi de l'enseignement spécialisé, en y ajoutant les noms de celles qui ont été fondées depuis quelques années;

2. Le bill change les noms de plusieurs de ces écoles, pour leur en attribuer de nouveaux qui soient plus en harmonie avec le caractère et l'importance de leur enseignement;

3. Le bill décrète que les comités paritaires doivent, pour les fins de l'octroi des certificats de compétence professionnelle, tenir compte des études suivies et des résultats obtenus dans ces écoles.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Bertrand (Missisquoi)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 2 de la loi de l'enseignement spécialisé (Statuts refondus, 1941, chapitre 63),

modifié par l'article 1 de la loi 7 George VI, chapitre 15, par l'article 1 de la loi 8 George VI, chapitre 18, par l'article 1 de la loi 11 George VI, chapitre 30, et par l'article 4 de la loi 13 George VI, chapitre 28, est de nouveau modifié:

"a. en remplaçant le paragraphe 3° par le suivant:

"3° Les Instituts de technologie de Montréal, Québec, Trois-Rivières, Hull, Sherbrooke, Chicoutimi, Shawinigan et Rimouski, et tous autres que le lieutenant-gouverneur en conseil jugera à propos d'organiser;"

"b. en remplaçant le paragraphe 4° par le suivant:

"4° L'Institut des arts appliqués de la province de Québec, à Montréal, l'Institut de papeterie de la province de Québec, à Trois-Rivières, l'Institut des textiles de la province de Québec, à Saint-Hyacinthe, l'Institut des arts graphiques de la province de Québec, à Montréal, et l'Institut de marine de la province de Québec, à Rimouski;"

"c. en remplaçant le paragraphe 5° par le suivant:

"5° Les écoles techniques existantes, de même que celles que le lieutenant-gouverneur en conseil jugera à propos d'organiser;"

"d. en remplaçant le paragraphe 6° par le suivant:

"6° Les Écoles des métiers de l'automobile de Montréal et de Québec, l'École des métiers commerciaux à Montréal, l'École des métiers féminins à Montréal, l'École des métiers du Patronage Saint-Charles à Trois-Rivières, les autres écoles de métiers existantes, de même que celles que le lieutenant-gouverneur en conseil jugera à propos d'organiser."

"e. en retranchant les paragraphes 7° et 8°."

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le terme "institut", dans cette acception, est d'esprit américain plus que français.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): En remplaçant le mot "école" par le mot "institut", on a en effet adopté une terminologie plus américaine que française; mais le mot "école", en France, a un sens plus élevé que chez nous.

Par conséquent, il n'y a pas de problème à avoir des institutions importantes qui s'appellent simplement "école". Mais chez nous qui vivons dans le voisinage des États-Unis et des provinces de langue anglaise, le mot "institut", dans l'esprit des gens, prend une signification plus importante. En

Amérique, on utilise le mot "institut" pour les institutions spécialisées importantes.

L'article 1 est amendé. Il se lit désormais comme suit:

"1. L'article 2 de la loi de l'enseignement spécialisé (Statuts refondus, 1941, chapitre 63), modifié par l'article 1 de la loi 7 George VI, chapitre 15, par l'article 1 de la loi 8 George VI, chapitre 18, par l'article 1 de la loi 11 George VI, chapitre 30, et par l'article 4 de la loi 13 George VI, chapitre 28, est de nouveau modifié:

"a. en remplaçant le paragraphe 3° par le suivant:

"3° Les Instituts de technologie de Montréal, Québec, Trois-Rivières, Hull, Sherbrooke, Chicoutimi, Shawinigan et Rimouski, et tous autres que le lieutenant-gouverneur en conseil jugera à propos d'organiser;"

"b. en remplaçant le paragraphe 4° par le suivant:

"4° L'Institut des arts appliqués de la province de Québec, à Montréal, l'Institut de papeterie de la province de Québec, à Trois-Rivières, l'Institut des textiles de la province de Québec, à Saint-Hyacinthe, l'Institut des arts graphiques de la province de Québec, à Montréal, et l'Institut de marine de la province de Québec, à Rimouski;"

"c. en remplaçant le paragraphe 5° par le suivant:

"5° Les Écoles des métiers de l'automobile de Montréal et de Québec, l'École des métiers commerciaux à Montréal, l'École des métiers féminins à Montréal, l'École des métiers du patronage Saint-Charles à Trois-Rivières, les autres écoles de métiers existantes, de même que celles que le lieutenant-gouverneur en conseil jugera à propos d'organiser."

"d. en retranchant les paragraphes 6°, 7° et 8°."

Les amendements sont adoptés.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

L'article 2 est adopté.

Le comité étudie l'article 3 qui se lit comme suit:

"3. À compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, les écoles techniques actuelles deviennent des Instituts de technologie, l'École du meuble de Montréal devient l'Institut des arts appliqués de la province de Québec, l'École de papeterie de la province de Québec devient l'Institut de papeterie de la province de Québec, l'École des textiles de Saint-

Hyacinthe devient l'Institut des textiles de la province de Québec, l'École des arts graphiques devient l'Institut des arts graphiques de la province de Québec, l'École de marine devient l'Institut de marine de la province de Québec, les écoles d'arts et métiers actuelles où sont dispensées les trois premières années du cours technique deviennent des écoles techniques et les autres écoles d'arts et métiers actuelles deviennent des écoles de métiers."

L'article 3 est modifié en biffant l'expression "où sont dispensées les trois premières années du cours technique deviennent des écoles techniques et les autres écoles d'arts et métiers actuelles".

L'amendement est adopté.

L'article 3, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 4 et 5 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. Bertrand (Missisquoi) fait rapport que le comité a adopté le bill 32 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des techniciens dentaires

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill 99 modifiant la loi des techniciens dentaires.

M. Tremblay (Maisonnette) propose que l'ordre qui vient d'être lu soit révoqué.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les techniciens dentaires ont retiré le bill qu'ils avaient présenté au début de la session pour obtenir une incorporation légale.

Il y a eu de fortes protestations, et ils ont décidé de ne pas insister.

Adopté. Le bill est alors retiré.

Subsides:

Budget des dépenses 1958-1959

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Bertrand (Missisquoi)¹²

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas huit millions trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions pour construction d'hôpitaux (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. Bertrand (Missisquoi) fait rapport que le comité a adopté une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ladite résolution est lue et agréée.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures

M. l'Orateur au fauteuil

Projets de loi:

Association des directeurs de funérailles et embaumeurs

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'Association des directeurs de funérailles et d'embaumeurs de la province de Québec a décidé de retirer le bill qu'elle voulait d'abord présenter à cette session¹³.

Loi de l'assistance publique

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 33 modifiant la loi de l'assistance publique de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Bertrand (Missisquoi)

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 4 qui se lit comme suit:

"4. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 23, le suivant:

"23a. La demande visée par le paragraphe 1° de l'article 23 peut être envoyée, par lettre recommandée, à la corporation municipale intéressée; dans ce cas, si cette dernière ne signifie pas sa décision sur cette demande dans les trente jours de la mise à la poste de cette lettre, son silence est considéré comme un refus de sa part du certificat visé au paragraphe 2° dudit article, et le requérant peut alors, en produisant une copie de cette demande accompagnée d'un certificat postal d'enregistrement, présenter la requête mentionnée à l'article 24."

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il arrive des cas où une municipalité se contente d'ignorer la demande, sans la refuser catégoriquement, pendant que des indigents attendent, dans un pressant besoin, une décision qui ne vient jamais. Avec l'amendement, de tels cas ne se présenteront plus.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Des maires sont embarrassés quand il s'agit de déterminer quel est l'indigent ou la personne n'ayant rien, et le nécessaire ou la personne pouvant posséder une petite maison, mais dépourvue de revenus.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): La définition de l'indigent, dans la loi de l'assistance publique, prévoit les deux cas.

M. Hamel (Saint-Maurice): Comment se fait-il, alors, que des pensions soient payées à des personnes restant dans des maisons privées?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il peut s'agir de personnes qui, ayant été hospitalisées, suivent encore des traitements sans que leur présence à l'hôpital ne soit nécessaire et qu'on les a fait sortir de l'hôpital, afin de faire de la place pour d'autres patients. Peu après la passation de la loi en 1921¹⁴, il fallut déjà commencer à faire des exceptions.

M. Hamel (Saint-Maurice): Quel est le nombre de ces cas?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je répondrai au député de Saint-Maurice lorsque je présenterai mon budget.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il y a des gens qui ne peuvent pas payer entièrement les dépenses d'hospitalisation, mais qui pourraient en payer une partie. Est-ce que, dans ce cas, la municipalité qui a déboursé pour eux a le droit de leur demander qu'ils lui remboursent l'argent?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Oui, mais l'argent remboursé doit être divisé entre la municipalité et l'administration provinciale, proportionnellement à leurs déboursés respectifs. De toute façon, il revient à la municipalité de déterminer dans chaque cas, s'il y a indigence.

L'article 4 est adopté.

Les articles 5 et 6 sont adoptés.

Le comité étudie le second paragraphe de l'article 7 qui se lit comme suit:

"b. en remplaçant, dans les trois dernières lignes dudit alinéa, les mots "au service de l'assistance publique la moitié des sommes ainsi recouvrées" par les mots "au ministre quatre-vingt-cinq pour cent de toute somme ainsi recouvrée dans le cas d'une corporation régie par le Code municipal et soixante-seize pour cent de telle somme dans le cas d'une corporation municipale de cité ou de ville."

Le paragraphe est modifié en remplaçant l'expression "quatre-vingt-cinq" par "soixante-dix-sept point cinq" et l'expression "soixante-seize" par "soixante-quatre".

L'amendement est adopté.

L'article 7, ainsi amendé, est adopté.

L'article 8 est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. Bertrand (Missisquoi) fait rapport que le comité a adopté le bill 33 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Séminaire de Sainte-Thérèse

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 98 concernant le Séminaire de Sainte-Thérèse soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

M. Blanchard (Terrebonne) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Bertrand (Missisquoi)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. Nonobstant toute disposition législative inconciliable avec la présente, les corporations municipales du diocèse de Saint-Jérôme sont autorisées à participer à la campagne de souscription faite au bénéfice du Séminaire de Sainte-Thérèse, en consentant, par résolution de leur conseil et en versant, pour le bénéfice de cette institution, aux conditions qu'elles déterminent, les donations qu'elles jugent convenables.

Ces résolutions entrent en vigueur dès leur approbation par la Commission municipale de Québec".

M. Hamel (Saint-Maurice): J'approuve le principe en jeu, il est sûrement bon, mais on devrait plutôt passer une loi générale pour prévoir tous les cas semblables et qui permettrait, dans tous les cas, de souscrire à ces campagnes, plutôt que de faire une loi particulière à chaque campagne de souscription. Cela empêcherait ces gens-là de venir faire la courbette tour à tour devant le gouvernement. Pourquoi les y obliger?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette loi, comme toutes les autres lois que nous avons adoptées dans le même sens, a été présentée sans courbette de la part de qui que ce soit.

Le député de Saint-Maurice pense toujours à ça, lui qui a fait des courbettes devant tant de partis politiques!

M. Hamel (Saint-Maurice): Je soulève un point d'ordre. Je n'ai fait de courbette devant personne. Je demande au premier ministre de retirer ses paroles.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai parfaitement le droit de dire que le député de Saint-Maurice a multiplié les courbettes, les acrobaties et les contradictions, au point que sa carrière politique ressemble à la Tour de Babel.

M. Hamel (Saint-Maurice): Ces paroles sont antiparlementaires et je demande une décision sur mon point d'ordre.

M. le président: Le premier ministre a peut-être employé un langage imagé, mais il n'y a rien de disgracieux ou d'antiparlementaire dans ses paroles.

M. Hamel (Saint-Maurice) en appelle de la décision.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président: M. l'Orateur, au cours du débat sur le bill 98, l'honorable premier ministre, en réponse au député de Saint-Maurice (M. Hamel) qui avait parlé de courbettes des institutions comme celle visée au présent bill, a déclaré que le député de Saint-Maurice avait déjà fait des courbettes politiques au cours de sa carrière.

Le député de Saint-Maurice soulève alors un point d'ordre et demande à l'honorable premier ministre de retirer l'expression "courbettes" qui est antiparlementaire. J'ai renvoyé le point d'ordre du député de Saint-Maurice en décidant que le mot "courbettes" n'était pas antiparlementaire.

Le député de Saint-Maurice en appelle à la Chambre de ma décision.

La question: "La décision du président du comité sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Bégin, Bellemare, Bematchez, Bertrand, Boudreau, Bourque, Chalifour, Chartrand, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Duplessis, Élie, Fortin, Gagné (Montréal-Laurier), Gagnon (Matapédia), Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Laval), Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Spence, Talbot, Thibeault, Thuot, Vachon, 59.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Parent, Saint-Pierre, Thériage, Turpin, 15.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue.

La Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour l'étude du bill 98.

En comité:

Présidence de M. Bertrand (Missisquoi)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je regrette l'attitude du député de Saint-Maurice. À en croire le député, l'évêque de Saint-Jérôme et le supérieur du séminaire de Sainte-Thérèse seraient venus à Québec faire des courbettes.

M. Hamel (Saint-Maurice): Ce n'est pas du tout ce que j'ai dit. J'ai réclamé une loi générale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On ne peut pas faire une loi générale pour régler une situation particulière.

M. Hamel (Saint-Maurice): On devrait en faire une pour régler tous les cas semblables.

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 à 5 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 98 sans l'amender.

M. Blanchard (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1958-1959

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Bertrand (Missisquoi)¹⁵

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas treize millions sept cent soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Hôpitaux pour maladies mentales (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Hamel (Saint-Maurice) pose une question sur le nombre de malades mentaux au Québec.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Il y a entre 14,500 et 15,000 malades mentaux dans la province. L'un des hôpitaux que le gouvernement fait construire pour hospitaliser ces malades, l'hôpital de Joliette, aura une capacité de 2,000 lits et

coûtera entre \$13,000,000 et \$14,000,000¹⁶. Il y aura aussi une section de chirurgie pour les enfants.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'hôpital appartient à une corporation formée des principaux citoyens de Joliette, y compris des membres du clergé.

C'est cette corporation qui dirigera l'hôpital. Le gouvernement a déjà contribué \$6,000,000 à la construction de cette institution.

M. Hamel (Saint-Maurice): Est-ce que l'entrepreneur touche 6 % de commission sur le coût des matériaux employés dans la construction?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Certainement!

M. Hamel (Saint-Maurice): Est-ce que la commission de 6 % est aussi payée sur la main-d'œuvre et la location de machines?

L'honorable M. Paquette (Labelle): Cela comprend toujours ces choses.

M. Hamel (Saint-Maurice): Alors, dans 27 mois, un ami du régime va se faire \$600,000 sans aucun risque?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Saint-Maurice n'a pas le droit d'ignorer les éléments du code. Un entrepreneur a la responsabilité de l'édifice pendant cinq ans.

M. Hamel (Saint-Maurice): La responsabilité de l'entrepreneur est conditionnée par un contrat à forfait.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): L'entrepreneur achète-t-il lui-même les matériaux qui entrent dans la construction de l'hôpital?

L'honorable M. Paquette (Labelle): Non. Je ferai remarquer, toutefois ici, que, s'il est impossible de demander des soumissions pour tout le travail échelonné sur deux ou trois ans, il est possible d'en demander pour les matériaux, et c'est ce qui se fait. C'est la corporation de l'hôpital qui demande ces soumissions et accorde les contrats.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il est ridicule de prétendre que l'entrepreneur réalisera un bénéfice net de \$600,000. La corporation retient

toujours également 10 % des montants dus à l'entrepreneur.

M. Théberge (Chambly): Je ne m'accorde pas du tout avec le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) à ce sujet. Il est possible d'obtenir un contrat à prix fixe, avec des clauses escalatoires protégeant l'entrepreneur contre les fluctuations du prix de la main-d'œuvre et des matériaux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Chambly a-t-il fait un bon voyage à Rigaud¹⁷?

M. Théberge (Chambly): Oui, et je n'ai pas besoin de la permission du premier ministre pour m'y rendre. Cela prouve que je n'ai pas peur de mes opinions. Et je puis dire que mes relations avec mon chef sont bonnes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Chose certaine, ce ne sont pas des relations qui se déroulent "dans la joie".

Des députés de l'opposition s'étonnent que le ministre de la Santé (l'honorable M. Paquette) n'ait pas en sa possession, ni à son bureau, copie du contrat accordé pour la construction de l'hôpital.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les critiques des libéraux s'adressent en réalité à la corporation qui s'occupe de la direction des travaux. Cet hôpital est construit par une corporation dont les membres sont des gens connus, des gens respectables. Le chef de l'opposition, qui a demeuré à Joliette, a-t-il quelque chose à dire contre ces gens-là?

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je me demande plutôt si les membres de la corporation ont quelque chose à dire dans la construction de l'hôpital.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Un autre hôpital pour malades mentaux, actuellement en construction à L'Annonciation, coûtera environ \$5,500,000. Cet hôpital comprendra 700 lits. Il est construit par l'entrepreneur J.-L. Guay, de Montréal.

M. Lafrance (Richmond): Quand le gouvernement se propose de commencer les travaux pour l'hôpital pour malades mentaux de Sherbrooke?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Précisément, je suis en consultation à ce sujet avec le ministre des Terres et Forêts, des Ressources hydrauliques et des Finances (l'honorable M. Bourque). J'étudie avec lui la question de savoir quand le gouvernement pourra commencer à construire cet hôpital.

Si Sherbrooke a tant progressé depuis quelques années, elle le doit à l'honorable ministre (M. Bourque), qui a obtenu l'aide du gouvernement pour le Séminaire et pour l'Université de Sherbrooke.

Un député de l'opposition pose une question sur le personnel des hôpitaux pour malades mentaux.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Le recrutement du personnel ne soulève pas de problème encore. Il est incontestable que nous serions contents si nous pouvions recruter un plus grand nombre encore de sujets. Mais nous tentons d'intéresser le plus de jeunes médecins possible à entrer dans cette carrière.

Un député de l'opposition pose une question sur la cause des maladies mentales.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Je tiens d'un expert, M. le Dr Lucien Larue, directeur de l'hôpital Saint-Michel-Archange, l'opinion que l'alcool n'est pas la cause principale des maladies mentales.

On a constaté que, dans la majorité des cas, les maladies mentales proviennent des mariages entre parents ou de mariages entre personnes dont l'un comptait des malades mentaux dans sa famille à deux ou trois générations précédentes.

M. Couturier (Rivière-du-Loup): Est-ce que le gouvernement construira bientôt les fameux centres de diagnostic dont il est question depuis longtemps?

Je lui demande de ne pas songer aux grands centres, comme Montréal et Québec, mais aussi aux autres centres de la province.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Le premier centre de diagnostic que construira le gouvernement sera situé à Montréal.

On dépensera un montant de \$500,000, cette année, pour le centre. Le gouvernement aura probablement quelque chose de concret à montrer d'ici 18 mois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le gouvernement avait d'abord songé à l'installer à l'Université de Montréal, mais il a renoncé au projet parce qu'il aurait fallu y greffer un hôpital universitaire.

Le problème des centres de diagnostic est plus complexe qu'on le croit, mais, à mon avis, ces centres devraient avoir pour but de redonner au médecin de famille les facilités nécessaires à l'exercice de sa profession, car on l'écarte de trop d'hôpitaux dans la province de Québec. Je m'attends à une opposition terrible de la part des hôpitaux, qui vont reprocher au gouvernement de leur enlever des revenus dont ils ont besoin pour boucler leurs budgets.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) cite un cas qui s'est passé à Victoriaville. Il demande au gouvernement de décentraliser les centres de diagnostic et de les distribuer un peu partout à travers la province lorsqu'il décidera de les construire, afin, dit-il, de sauver des frais considérables aux patients pauvres.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Malheureusement, il y a des centres de récupération de la santé qui sont les cimetières des portefeuilles.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Mais il faut penser que cela coûte bien cher de faire fonctionner un grand hôpital.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Je demande aux médecins de la province de Québec, principalement à ceux qui sont attachés aux grands hôpitaux, de bien vouloir comprendre que les hôpitaux où ils pratiquent ne sont pas leur propriété, mais celle du peuple, qui en a payé une grande partie par l'entremise du gouvernement. La population de la province de Québec ne saurait comprendre que ces médecins refusent l'entrée des mêmes hôpitaux aux praticiens généraux et désire que ceux qui favorisent cette attitude changent au plus tôt. Les temps actuels justifient un tel changement d'attitude.

Je ne doute pas que les hôpitaux qui sont fermés à des médecins ou qui défendent à leurs médecins d'aller pratiquer ailleurs vont s'amender. Les hôpitaux doivent être ouverts à tous, car ils sont en quelque sorte au service du peuple de cette province.

M. Couturier (Rivière-du-Loup): Je déplore moi-même cette situation, mais dans 75 % des cas,

les hôpitaux sont fermés aux médecins non accrédités, non pas par décision des bureaux médicaux, mais par ordre de l'autorité administrative de l'hôpital qui, dans la plupart des cas, relève des religieuses. Les médecins ne sont pas à blâmer. Les administrateurs d'hôpitaux ont établi la règle que seulement les médecins attachés à un hôpital peuvent y pratiquer des interventions chirurgicales et utiliser en général les équipements de cet hôpital. Un grand chirurgien de Québec a parcouru 120 milles, jusqu'à Rivière-du-Loup, pour pratiquer une intervention chirurgicale sur un de ses neveux. Il s'est vu refuser la permission de faire cette intervention dans l'hôpital de Rivière-du-Loup par la religieuse en charge de l'hôpital. Il a fallu qu'il amène son neveu à Québec pour ce faire.

M. Hamel (Saint-Maurice): De quoi cette situation extraordinaire dépend-elle?

L'honorable M. Paquette (Labelle): De la direction des hôpitaux.

M. Hamel (Saint-Maurice): On devrait permettre à tous les médecins compétents de pratiquer dans tous les hôpitaux.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix) s'oppose à ce qu'on donne une permission générale de ce genre. J'ai eu connaissance de certains faits qui me justifient de prendre cette attitude. Dans ma ville natale, uniquement les médecins acceptés par le bureau médical de l'hôpital et par le bureau d'administration peuvent y exercer leur profession. Je suis d'accord avec les politiques de l'hôpital en cette matière.

Je me rappelle le cas d'un jeune médecin de Montréal qui avait effectué une intervention chirurgicale à l'hôpital de La Malbaie. L'opération avait eu des résultats très douteux. À la suite de cet incident, il fut décidé que seuls les médecins acceptés par le bureau médical de l'hôpital et le bureau d'administration pourraient pratiquer des interventions chirurgicales dans l'institution. C'était une décision sage.

En agissant ainsi, les hôpitaux de Québec agissent en somme pour assurer la protection des malades contre certains médecins qui, tout en étant membres du Collège des médecins et chirurgiens, ne sont pas qualifiés pour utiliser les facilités des hôpitaux.

De plus, cette question soulève des à-côtés que l'on ne peut pas soulever en cette Chambre. La politique suivie actuellement est très raisonnable et très logique. Relativement aux centres de diagnostic,

je suis d'avis qu'ils sont nécessaires, mais il faudra procéder avec une extrême prudence.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je veux savoir en vertu de quelle loi on peut empêcher un médecin qualifié de travailler dans certains hôpitaux.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Chaque hôpital possède ses propres lois et ce sont elles qui réglementent ces questions.

M. Hamel (Saint-Maurice): C'est déconcertant pour moi, étant donné que, comme avocat, je peux plaider partout dans la province. Du moment qu'un avocat est membre de l'association du Barreau, il peut exercer sa profession.

M. Couturier (Rivière-du-Loup): Est-ce que le gouvernement ne pourrait pas accorder des octrois aux petits hôpitaux pour les aider à travailler au dépistage du cancer, comme on le fait dans les grands centres?

L'honorable M. Paquette (Labelle): Cette question mérite d'être étudiée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Aujourd'hui, la bombe cobalt constitue un des moyens modernes de traiter le cancer. Cette bombe coûte entre \$40,000 et \$50,000 et environ autant pour son installation. Or, un citoyen anglo-protestant du Québec, dont la philanthropie est bien connue pour sa générosité à l'endroit de plusieurs hôpitaux de la province, a donné des bombes cobalt à l'Hôtel-Dieu de Québec, l'hôpital Notre-Dame et l'Hôtel-Dieu de Montréal, l'hôpital de Trois-Rivières, et j'estime de mon devoir, ce soir, de lui adresser publiquement un cordial merci et de sincères félicitations au nom du gouvernement et de la province.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions neuf cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Unités sanitaires de comtés (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas cent trente-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Maladies vénériennes (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas six cent vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service médical aux colons (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Publicité éducative (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. Bertrand (Missisquoi) fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions du comité sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée vers 10 h 30.

NOTES

1. Les sources ne précisent pas si le député de Missisquoi (M. Bertrand) agit à titre de président du comité plénier, mais nous supposons qu'il remplit ces fonctions, puisqu'il préside tous les autres comités de la séance.

2. Le 12 février 1958, *L'Action catholique*, à la page 3, déclare que ce serait plutôt le député de Bellechasse (M. Poirier) qui aurait demandé que le comité se lève. *La Presse*, à la page 22, et *Le*

Nouvelliste, à la page 3, proposent une version semblable à celle du *Soleil*.

3. *La Presse* du 12 février 1958, à la page 22, indique que l'Assemblée pourra siéger le matin puisque le comité des bills publics, qui se réunit habituellement à ce moment de la journée, termine ses séances le 12 février.

4. Le chef de l'opposition, nous apprend *La Presse* du 13 février 1958, à la page 38, se déplace avec une canne en raison de la double entorse à la jambe droite qu'il s'est infligée quelques jours plus tôt, après avoir chuté sur un tapis de caoutchouc dans un des édifices du Parlement. À l'occasion de son discours en réponse au ministre des Finances, on a enlevé le fauteuil voisin du sien pour le remplacer par un tabouret assez élevé. Si M. Lapalme, tout au long de son exposé, s'est appuyé régulièrement sur son fauteuil, il n'a pas eu à se servir de ce tabouret. Le premier ministre lui avait offert de parler assis, mais le chef de l'opposition a décliné son offre.

5. *Le Soleil* du 12 février 1958, à la page 3, avance plutôt le montant de \$774,054,592,73.

6. Loi pour assurer le progrès de l'éducation (10 George VI, chapitre 21), sanctionnée le 17 avril 1946.

7. Créée par le bill 37 (1-2 Elizabeth II, chapitre 4), sanctionné le 12 février 1953, la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels, présidée par le juge Thomas Tremblay, est mise sur pied par le gouvernement de l'Union nationale pour "enquêter sur les problèmes constitutionnels, [...] faire rapport [au lieutenant-gouverneur en conseil] de ses constatations et opinions et lui soumettre ses recommandations quant aux mesures à prendre pour la sauvegarde des droits de la province, des municipalités et des corporations scolaires". (Voir les Statuts de la province de Québec, chapitre 4) Ses six membres tiennent 97 séances publiques et examinent 253 mémoires. Ils remettent leur rapport en quatre volumes le 15 février 1956, rapport auquel s'ajoutent 11 études produites par des spécialistes mandatés par la commission.

Jean Hamelin et Jean Provencher écrivent au sujet de cette dernière: "Contrainte de donner un éclairage socio-économique aux problèmes constitutionnels, elle avait dû étudier l'ensemble des problèmes de la société québécoise et avait conclu: "Il n'est plus possible d'éviter le recours à l'État,

parce que les organismes privés ne peuvent suffire à la tâche." Pour les auteurs, le premier ministre Duplessis, "effrayé par l'ampleur des réformes à opérer, a tenté de tenir le rapport dans l'ombre", ce que lui reprocheront à maintes reprises les libéraux. Jean Hamelin et Jean Provencher, *Brève histoire du Québec*, Montréal, Boréal, 1990, pages 109-110.

8. Le ministre Pouliot a prononcé ce discours à la salle paroissiale de Saint-François d'Assise à Québec, dans le cadre d'un banquet offert au sénateur conservateur Mark Drouin. Le ministre fédéral des Mines, l'honorable Paul Comtois, assistait également à l'événement.

9 Organisée dans les Grands magasins du Louvre à l'invitation de M. Pierre Taittinger, président de la Société du Louvre et, révèle L'Événement du 27 décembre 1957, à la page 1, "grand admirateur de la province de Québec", cette exposition s'est ouverte le 17 janvier 1958, en présence du solliciteur général (l'honorable M. Rivard) et de nombreux invités de marque. Le gouvernement du Québec en a confié l'organisation à Jacques Verreault, sous-ministre des Transports et des Communications, et à Jean-Marie Gauvreau, directeur de l'École du meuble. L'Hydro-Québec, quelques industries privées et la plupart des ministères du gouvernement provincial ont contribué à cet événement qui se veut un bilan, affirme *Le Soleil* du 26 décembre 1957, à la page 3, de "ce qui a été fait jusqu'à aujourd'hui, tant dans le domaine commercial et industriel que dans le domaine culturel au Canada français". Une attention particulière devait toutefois être accordée aux ressources naturelles, mines et hydro-électricité.

10. Le discours du chef de l'opposition, selon le *Montréal-Matin* du 12 février 1958, à la page 4, se serait prolongé pendant une heure et demie. Le même jour, *La Tribune*, à la page 6, affirme plutôt qu'il a duré deux heures.

11. *Le Soleil* du 12 février 1958, à la page 6, écrit plutôt que la province voisine du Québec dépense 55 % de son budget à ce chapitre.

12. De nouveau, les sources ne précisent pas si le député de Missisquoi (M. Bertrand) agit à titre de président du comité plénier, mais nous supposons qu'il remplit ces fonctions, puisqu'il préside tous les autres comités de la séance.

13. Ce bill, confirme *La Presse* du 12 février 1958, à la page 22, devait être le dernier à l'agenda du

comité des bills publics. Le comité devait l'étudier lors de sa séance du lendemain matin. Il siégera donc uniquement pour prendre acte de son retrait.

14. Le ministre songe à la loi établissant le service de l'assistance publique de Québec (11 George V, chapitre 79), sanctionnée le 19 mars 1921.

15. Encore une fois, les sources ne précisent pas si le député de Missisquoi (M. Bertrand) agit à titre de président du comité des subsides, mais nous supposons qu'il remplit ces fonctions qu'il occupe à l'intérieur de tous les autres comités de la séance.

16. Le 12 février 1958, *L'Événement*, à la page 6, annonce plutôt que la construction de cet hôpital coûtera entre \$13,000,000 et \$15,000,000. *Le Temps*, à la page 16, *La Presse*, à la page 22 et *Le Nouvelliste*, à la page 3, soumettent des chiffres identiques à ceux du *Montréal-Matin*.

17. Selon *La Presse* du 12 février 1958, à la page 22, le député de Chambly a assisté le dimanche précédent à ce que le quotidien appelle l'assemblée de Rigaud, au cours de laquelle l'avocat Paul Gérin-Lajoie a confirmé officiellement son intention de se présenter comme candidat à la chefferie du Parti libéral du Québec, en vue du congrès plénier des 21 et 22 mars. M. Thériault siégeait même sur l'estrade dressée pour le discours de M. Gérin-Lajoie.

Séance du mercredi 12 février 1958

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-quatrième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité fait rapport que les promoteurs du bill 270 constituant en corporation l'Association des directeurs de funérailles et embaumeurs de Québec ont déclaré qu'ils désiraient le retirer et prie votre honorable Chambre de bien vouloir agréer leur demande.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

**Association des directeurs
de funérailles et embaumeurs**

M. Hébert (Beauharnois) propose, appuyé par le représentant d'Iberville (M. Thuot), que le bill 270 constituant en corporation l'Association des directeurs de funérailles et embaumeurs de Québec n'ayant pas été présenté dans les délais prescrits à cause de circonstances incontrôlables, et ayant aussi été retiré, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés, ou qui sont encore dus, leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Dépôt de documents:

**Ministère de la Colonisation,
Rapport 1956-1957**

L'honorable M. Bégin (Dorchester) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre de la Colonisation de la province de Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1957. (Document de la session no 19)

Projets de loi:

**Vente des terres publiques
et droits de surface**

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 47 concernant la vente des terres publiques et droits de surface.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'est élevé des doutes sur la légalité de la vente du domaine de l'Estérel¹ par acte notarié. La loi clarifiera la situation.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Taxes scolaires à Montréal

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 49 concernant le taux des taxes scolaires à Montréal.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le bill rétablit l'obligation pour les commissions scolaires catholique et protestante de Montréal de faire approuver le taux de la taxe des neutres par la Commission municipale².

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Demandes de documents:

Taverne du Boulevard à Hull

M. Parent (Hull) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance échangée depuis le 1^{er} janvier 1957 jusqu'au 10 décembre 1957 entre le premier ministre de cette province, et tout membre du clergé, relativement à l'émission d'un permis de taverne au nom de la Taverne du Boulevard à Hull.

Adopté.

Concessions minières

M. Levesque (Bonaventure) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une

adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil, depuis le 1^{er} janvier 1954 jusqu'au 1^{er} décembre 1957, relativement à des concessions minières dans le territoire du Nouveau-Québec.

Adopté.

Projets de loi:

Loi des marchés agricoles

L'honorable M. Barré (Rouville) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 38 modifiant la loi des marchés agricoles du Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit d'adapter le mode de financement des plans conjoints à un jugement récent de la Cour suprême qui, dans une cause de l'Ontario, a décidé qu'un Marketing Board, organisme qui correspond à l'Office des marchés du Québec, n'a pas le droit de recevoir des producteurs autre chose que les frais d'administration des plans conjoints.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je me suis souvent demandé si l'Office provincial ne devrait pas être plutôt un organisme de prévision, donnant des conseils et dirigeant les producteurs vers tel ou tel secteur de l'économie agricole.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne suis pas de cet avis. Le but de l'Office est de se prononcer sur les demandes qui lui sont faites et non pas d'en susciter.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.
Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 38 sans l'amender.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des cités et villes

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 39 modifiant la loi des cités et villes soit maintenant lu une deuxième fois.

Il donne des explications sur chacun des articles. Les principales modifications sont les suivantes: 1. On permet d'ériger, par lettres patentes, en municipalité de ville, toute municipalité régie par le Code municipal, au lieu d'une municipalité de village seulement; 2. On accorde aux conseils municipaux le droit de remplir eux-mêmes toute vacance à la charge de maire durant une période de 10 mois précédant la date de l'élection générale. Jusqu'ici cette permission ne dépassait pas six mois; etc.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je suis d'accord avec la portée de ces amendements. Comme il y a plusieurs modifications intéressant une foule de bills privés qui ont été présentés à la Législature durant la session, ne serait-il pas opportun d'avoir une loi générale qui réglerait tous ces cas, notamment la question des frais de représentation du maire et des échevins, la création des fonds de roulement, etc.? Cela éviterait toutes les répétitions que l'on entend dans les comités des bills publics et privés.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 39 sans l'amender.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Emprunts des pêcheurs

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 46 concernant la garantie des emprunts des pêcheurs.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose: Que l'article 13 de la loi du département des pêcheries maritimes (Statuts refondus 1941, chapitre 200, remplacé par l'article 1 de la loi 6 George VI, chapitre 55), édicté par l'article 1 de la loi 7 George VI, chapitre 34, remplacé par l'article 1 de la loi 10 George VI, chapitre 43, et modifié par l'article 2 de la loi 13 George VI, chapitre 58, soit de nouveau modifié en remplaçant le second alinéa par le suivant:

"Ce fonds annuel est, à compter du premier avril 1958, porté à trente-cinq mille dollars."

Le bill, dit-il, a pour but de permettre de payer un intérêt de 4 % sur les emprunts des pêcheurs.

M. Hamel (Saint-Maurice): Combien le gouvernement a dépensé par année sur la somme de \$25,000 attribuée jusqu'ici sur les emprunts des pêcheurs?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): C'est environ \$20,000 par année, mais ce montant est insuffisant. Pour l'année en cours, les besoins dépasseront les \$25,000. Les caisses populaires ont refusé un grand nombre de prêts parce que leur quota a été épuisé. Le montant voté n'était pas suffisamment élevé.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Pourquoi le \$5,000 qui restait n'a pas été employé à garantir ces prêts?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Il n'a jamais été possible de prévenir si ce qui restait, soit \$5,000, serait suffisant pour garantir un certain nombre de prêts additionnels. Les caisses populaires font des prêts et envoient, au bout de l'année, un état de compte au gouvernement en lui demandant de le payer.

M. Hamel (Saint-Maurice): La réponse du ministre des Pêcheries (l'honorable M. Pouliot) n'est pas sérieuse, ni même exacte. Elle ne concorde pas du tout avec les sommes dépensées. Les *Comptes publics* sont là pour le prouver³. Ces sommes sont de \$11,938 en 1952, \$12,544 en 1953, \$12,912 en 1954, \$21,894 en 1955, \$11,687 en 1956, et de \$8,145 en 1957.

Ce qui est sérieux dans tout cela, c'est d'entendre un ministre de la couronne dire que son département a dépensé environ \$20,000 par an alors que ce chiffre n'a été atteint qu'une seule fois, pendant l'année fiscale 1954-1955, même si on a dépensé \$21,000. Pour les autres périodes, soit entre 1951-1952 et 1956-1957, le montant n'a jamais dépassé \$13,000.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Saint-Maurice (M. Hamel) tronque les documents qu'il cite. C'est ainsi qu'il parle de 1957 alors qu'il s'agit de l'année 1956.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je soulève un point d'ordre. Le premier ministre n'a pas droit de dire que je tronque des documents. Je demande, M. le président, que le premier ministre retire ses paroles.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne retire rien, parce que j'ai dit la vérité.

M. Hamel (Saint-Maurice) insiste auprès du président du comité pour que le premier ministre retire ses paroles et réclame que jugement soit rendu.

M. le président: Si j'ai bien compris, le premier ministre a dit que le député de Saint-Maurice (M. Hamel) a cité des textes de façon à les tronquer. J'ai déjà décidé qu'on avait droit de qualifier de cette façon la manière d'interpréter certains textes. Et quand le député a parlé de l'année 1957, c'était 1956-1957, et sa citation n'était donc pas exacte. À moins qu'on ne fournisse un autre mot pour qualifier cette façon de procéder, je décide qu'il n'y a pas lieu de faire retirer ces paroles.

M. Hamel (Saint-Maurice): M. le président, j'en appelle de votre décision.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) appuie le député de Saint-Maurice (M. Hamel).

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président: M. l'Orateur, le député de Saint-Maurice (M. Hamel), au cours du débat sur la résolution relative au bill 46 concernant des emprunts des pêcheurs, a cité des chiffres pour des années successives sans préciser que l'année citée n'était pas celle du calendrier, mais celle qui est indiquée sur le couvert du volume des *Comptes publics* et qui désigne l'exercice expirant le 31 mars, soit 3 mois seulement après le début de l'année de calendrier. Les députés, en comité, ont semblé croire que l'honorable député de Saint-Maurice référerait à des années de calendrier, et que celui-ci, en référant à l'année des élections a donné prise à cette interprétation.

Lorsque le premier ministre a soulevé un point d'ordre pour demander au député de ne pas induire la Chambre en erreur, il a ajouté "que le député n'avait pas le droit de tronquer des textes". Le député de Saint-Maurice a demandé que le premier ministre retire ses paroles;

J'ai décidé comme suit: à moins qu'on me suggère une autre expression appropriée pour désigner des références ou des textes tronqués, je devais déclarer l'expression parlementaire, suivant en cela de nombreuses décisions antérieures.

Le député de Montréal-Outremont en appelle à la Chambre de ma décision⁴.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je me lève sur une question de privilège. Je dis que le rapport du président n'est pas exact. Le président aurait dû mentionner toutes les paroles du premier ministre à l'effet que j'avais l'habitude de tronquer les textes. Je suis fatigué de me faire insulter par le premier ministre!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je veux rétablir les faits. Le député de Saint-Maurice a tronqué des textes et c'est ce que dit le rapport.

M. Johnson (Bagot): La fonction du président est d'agir sans passion. Le rapport est exact, mais j'admets qu'il n'est pas complet. J'aurais pu inclure d'autres paroles du député de Saint-Maurice.

Si je ne les ai pas ajoutées, c'est que ce rapport est imprimé et qu'elles auraient été au détriment du député.

La question: "La décision du président du comité sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Duplessis, Élie, Fortin, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matapédia), Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé Schmidt, Somerville, Spence, Talbot, Thibeault, Thuot, Vachon, 65.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Turpin, 14.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue.

La Chambre se forme de nouveau en comité pour l'étude de la résolution relative au bill 46.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

Le comité poursuit l'étude de la résolution du représentant de Gaspé-Sud déposée précédemment.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il ne faudrait pas que cette question d'ordre fasse oublier le véritable problème en jeu dans ce débat. Il n'est pas permis au ministre des Pêcheries (l'honorable M. Pouliot) de donner des informations fausses pour se faire voter de l'argent.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Je soulève un point d'ordre. J'ai parlé d'environ \$20,000. Mes comptables me rapportent qu'un montant de \$16,196.93 a été dépensé pour l'année en cours et qu'il nous reste à payer des comptes pour \$8,900⁵. D'autres comptes ne sont pas encore arrivés. Il va

nous falloir de \$4,000 à \$10,000 de plus⁶. J'ai donné tout à l'heure des chiffres au meilleur de ma connaissance. Pour que les caisses puissent fournir des prêts aux pêcheurs, il nous faut des montants additionnels.

M. Hamel (Saint-Maurice): Les explications du ministre ne changent rien aux faits.

M. le président: Je demande qu'on s'en tienne au cadre des règlements de la Chambre.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je suis indigné de voir que, de l'autre côté de la Chambre, on ne respecte pas la dignité de cette enceinte. Les ministériels fournissent trop fréquemment des renseignements approximatifs en Chambre. Les chiffres officiels depuis 1952 établissent clairement qu'on n'a dépensé \$20,000 qu'une seule fois. Le seul moyen pour le gouvernement de démontrer qu'il a encore le souci de la démocratie, c'est d'exiger du ministre des Pêcheries (l'honorable M. Pouliot) qu'il démissionne.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les membres de cette Chambre savent comment il faut apprécier les déclarations variées et contradictoires du député de Saint-Maurice (M. Hamel). L'attitude du député l'empêche de donner des leçons aux autres. Le ministre des Pêcheries (l'honorable M. Pouliot) est un de nos grands Canadiens. Sa réputation est au-dessus de toutes les attaques inqualifiables auxquelles...

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Je soulève un point d'ordre. Je demande au président de répéter les règlements qu'il édictait il y a un moment.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas un point d'ordre.

M. le président: L'aspect du débat a changé avec l'accusation portée par le député de Saint-Maurice (M. Hamel). Il a demandé la démission du ministre des Pêcheries (l'honorable M. Pouliot). Le premier ministre et d'autres membres de cette Chambre peuvent se lever pour défendre le ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Connaissant le ministre des Pêcheries comme je le connais, sachant la sincérité de ses convictions et son intégrité proverbiale qui est bien au-dessus de la réputation du député de Saint-Maurice, je dis que je suis fier et orgueilleux de mon collègue. Il est la

quintessence de l'honnêteté, un homme d'honneur. Il est bien au-dessus des procédés inqualifiables du député de Saint-Maurice.

Je me fais un devoir de rétablir les faits. L'opposition est ennemie des faits et elle est ennemie de la vérité dans bien des cas. Ce n'est pas en attaquant un ministre qu'elle gagnera en prestige. Le montant requis cette année pour la loi que nous discutons va dépasser \$25,000. Il est question d'un item de \$10,000 supplémentaires sur un budget de \$500,000,000! Je demande au ministre des Pêcheries de ne pas s'offusquer des attaques inqualifiables dont il est l'objet.

M. Hamel (Saint-Maurice): Vous avez entendu le premier ministre? Il fait toutes sortes de remarques. Ce n'est pas la conduite du député de Saint-Maurice qui est soumise à la Chambre, mais celle du ministre des Pêcheries (l'honorable M. Pouliot). Son discours ne change rien au fait que la Chambre a été induite en erreur. Le ministre a dit trois fois qu'il avait dépensé \$20,000 sous l'empire de la loi. C'est cela qui est faux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai dit que le député de Saint-Maurice (M. Hamel) tronquait les faits⁷ et je le répète encore. Quand il parle de 1952, il ne dit pas qu'il s'agit seulement d'une partie de 1952.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je me réfère aux *Comptes publics* officiels. Je n'ai pas d'objection que le premier ministre défende le ministre des Pêcheries qui est un homme sympathique. Ce n'est pas parce qu'il est sympathique qu'il a le droit de mal renseigner la Chambre. On manipule les fonds de la province comme si c'était ses fonds personnels. En 1957, on a dépensé \$8,000...

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ce n'est pas 1957.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): On parle en termes de *Comptes publics*.

M. Hamel (Saint-Maurice): Vous voyez la scène qu'on fait? Je me demande ce que ferait le premier ministre s'il était de ce côté-ci de la Chambre. Les *Comptes publics* sont pour l'année finissant le 31 mars 1957. On y mentionne une appropriation de \$25,000 et une dépense de \$8,145.38. On n'a pas démontré que ce n'était pas vrai. Quand il s'agit de responsabilité politique, nous

avons non seulement le droit, mais aussi le devoir de défendre nos privilèges.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Le député de Saint-Maurice est incontestablement un acteur. Reste à apprécier s'il est un bon ou un mauvais acteur⁸.

Qu'y a-t-il au fond de toute cette histoire? À propos d'une loi qui porte de \$25,000 à \$35,000 un crédit servant à garantir le paiement des intérêts sur les emprunts faits par les pêcheurs, le député de Saint-Maurice demande au ministre des Pêcheries quel montant on dépense pour cela. Le ministre répond: environ \$20,000 par année. Alors, le député de Saint-Maurice s'arrache les cheveux, sort la démocratie et le respect de la Chambre, puis conclut que le ministre doit démissionner. C'est drôle, cette manie qu'on a depuis quelque temps chez les libéraux de demander aux gens de démissionner pour se mettre à leur place! Surtout sur des questions insignifiantes comme celles-là.

Démocratie, violation des droits de la Chambre, parce que le ministre des Pêcheries a répondu: environ \$20,000. Cette année, il y a des demandes pour plus de \$25,000. Il y a deux ans, d'après les chiffres cités par le député de Saint-Maurice, on avait dépensé \$21,000. Ce montant avait quelque peu baissé l'année suivante. Pour trois ans, cela fait une moyenne de \$19,000. Et le ministre a dit: environ \$20,000. Alors, la démocratie est foulée aux pieds. Imaginez-vous que ces gens-là vont renverser le gouvernement tout simplement parce qu'un petit monsieur se lève tout excité et dit: vous allez démissionner. C'est une tempête dans un verre d'eau, je devrais dire dans un dé rempli d'eau.

M. Hamel (Saint-Maurice): Pour les six années que j'ai mentionnées, le gouvernement a dépensé une seule fois \$21,000, la moyenne des autres années s'établissant à environ \$11,000. Le ministre des Pêcheries devait savoir que cette loi viendrait aujourd'hui. Pourquoi n'a-t-il pas apporté tout de suite les chiffres qu'il est allé chercher après?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Je remercie le premier ministre et le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) d'avoir pris ma défense. Quant au député de Saint-Maurice, je lui pardonne sa fougue. Je crois qu'il est désappointé par d'autres événements que je ne mentionnerai pas¹⁰. Je suis arrivé de voyage aujourd'hui même et je ne savais pas que la loi viendrait aujourd'hui. Mais, tous mes comptes

m'avaient déjà dit que nous n'aurions pas assez d'argent cette année pour répondre aux demandes.

L'industrie de la pêche se modernise rapidement. Elle a fait des pas de géant, ces dernières années, mais les pêcheurs, pour lutter contre la concurrence, n'ont pas à s'imposer l'achat de grands bateaux qui coûtent jusqu'à \$55,000 chacun, alors qu'il n'y a pas si longtemps de cela, ils pouvaient exercer leur métier en utilisant des petits doris, qui ne coûtent que \$1,500 à \$2,000. Donc, pour continuer de prospérer, l'industrie doit être aidée. C'est pour cela que les pêcheurs doivent emprunter davantage. Si le député de Saint-Maurice veut d'autres renseignements, je serai toujours prêt à les lui donner, car je n'ai rien à cacher.

M. Lafrance (Richmond): Je félicite le député de Saint-Maurice de son grand souci de l'exactitude. (Il s'apprête à poursuivre)

M. le président: Je déclare l'incident clos.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 46 concernant la garantie des emprunts des pêcheurs soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter¹¹.

Subsides:

**Budget des dépenses
1958-1959**

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)¹²

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Transports et Communications)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Dans la composition des ministères provinciaux, il y a des anomalies, principalement dans les attributions confiées au ministère des Transports et Communications, que dirige l'honorable M. Rivard. Ce ministère porte un beau et grand nom, un nom qui laisse croire à bien des responsabilités, mais, en réalité, le problème du transport est divisé entre trois ministères.

S'il s'agit de l'émission des permis, c'est le département des Finances qui entre en jeu; si l'on parle de surveillance, c'est le département du procureur général; s'il s'agit de camions, d'autobus ou de publicité, c'est le ministère des Transports. Toutes ces attributions devraient être réunies sous l'autorité du ministre des Transports.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a évidemment quelque chose de vrai et beaucoup de bon dans les propos du chef de l'opposition. La province a tellement grandi que la plupart des ministères ont débordé les cadres de leurs attributions normales. Il faudra même que nous songions avant bien longtemps à une refonte complète de tous les ministères.

Le Secrétariat de la province, pour un, est débordé de travail. La besogne qui lui incombe lors de la formation des nouvelles sociétés commerciales pourrait être faite dans les bureaux du procureur général. Le Secrétariat continuerait à s'occuper de l'enseignement. Il y aurait peut-être lieu de grouper sous un département l'enseignement élémentaire, secondaire et universitaire, qui ne sont actuellement qu'une partie des responsabilités du secrétaire provincial. Mais quel nom donner au nouveau ministère?

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je n'ai pas peur des mots.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a des mots qui créent des maux. On pourrait peut-être soutenir également que les attributions actuelles du ministère des Transports pourraient aller au ministère de la Voirie. (Rires)

M. Lapalme (Montréal-Outremont): (Souriant) Je ne voudrais pas faire perdre de ministère à qui que ce soit!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il faut faire quelque chose; nous prendrons les conseils des ministres concernés.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): On devrait grouper tout ce qui se rapporte à la circulation routière à l'intérieur du ministère des Transports. Il y avait peut-être des objections il y a 60 ans à la création d'un ministère de l'Instruction publique, mais, à mon avis, les choses et les gens ont bien évolué à ce sujet depuis, et les objections n'existent à peu près plus aujourd'hui.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Transports et Communications)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Transports et Communications)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Publicité éducative (Transports et Communications)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Transports et Communications)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): La publicité faite par la province pour la sécurité routière porte des fruits. Le nombre des accidents d'automobiles n'a pas cessé de diminuer en ces dernières années dans la province, si on prend pour base de calcul celui qui est accepté aux États-Unis, où l'on tient compte du nombre d'accidents par

million de milles parcourus. Le pourcentage des accidents était de 11.9 % en 1953, de 9.5 % en 1954, de 8.1 % en 1955, de 6.1 % en 1956 et de 4.8 % en 1957.

M. Couturier (Rivière-du-Loup): Pourquoi dans ce cas les taux d'assurance montent sans cesse?

L'honorable M. Rivard (Montmagny): C'est parce que les réparations coûtent trois fois plus cher qu'avant.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande des détails sur la publicité sécuritaire faite dans les écoles par le ministère des Transports et Communications.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Mille cinq cent causeries de sécurité ont été données l'an dernier dans 424 localités à 192,882 enfants. Un total de 1,237 films ont été montrés aux écoliers.

M. Couturier (Rivière-du-Loup) attire l'attention du ministre des Transports et des Communications (l'honorable M. Rivard) sur l'acquisition de Smith Transport par le C.P.R. (Canadian Pacific Railway). Des entreprises de camionnage, dit-il, s'objecteraient à la concurrence qui en résulterait.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Une demande a été faite par le C.P.R. à la Régie des transports qui a accordé la permission d'effectuer la transaction.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La Régie des transports est un organisme administratif; il accorde les permis de circulation dans les chemins et fait observer le règlement quant à la pesanteur.

La circulation dans les chemins a donné lieu à des procédures. La Régie du Nouveau-Brunswick a refusé à une compagnie de prendre des passagers de station en station dans cette province. Il y a eu appel. La Cour suprême a rendu un jugement pour réduire les droits provinciaux. L'affaire a rebondi au Conseil privé et les droits provinciaux ont été encore un peu plus ébréchés. À ce moment, Ottawa a dit: "Nous sommes prêts à céder notre juridiction à la province..." Mais en acceptant cette offre, nous aurions reconnu les décisions prises par la Cour suprême et le Conseil privé; et en fait, nous aurions cédé nos droits. Par conséquent, nous avons refusé la proposition d'Ottawa.

Tout cela est pour dire que le problème est très compliqué. Quand le C.P.R. a voulu acheter Smith Transport, certains camionneurs s'y sont opposés, la Régie a rendu son verdict permettant au C.P.R. la transaction, pourvu que la société ferroviaire et ses successeurs se soumettent à l'avenir à la Régie. Je crois que c'est de nature à renforcer les droits de la province. Si les camionneurs décidaient d'aller en appel, il me semble qu'ils feraient une erreur monumentale.

À l'heure actuelle, il y a la paix sans abandon de droits. La compagnie a admis des droits provinciaux, ce qu'elle n'avait pas fait avant. La province de Québec a le droit de légiférer sur le poids des véhicules et de leur chargement; la compagnie n'a pas intérêt à entrer en guerre avec nous.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté cinq résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 148 constituant en corporation la ville de Forgetville, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Le bill est modifié dans le titre et dans tous les articles où se trouve le nom "Forgetville", ce nom étant remplacé par "Brossard".

2. L'article 11 est modifié en remplaçant, en haut de la page 4, le sous-article 18 par ce qui suit:

"18. L'officier-rapporteur de la première élection sera le secrétaire-trésorier de la ville de Brossard alors en fonction. Si le secrétaire-trésorier refuse, ou s'il lui est interdit, ou s'il est incapable d'agir comme officier-rapporteur, le maire doit, par

commission, sous sa signature, nommer officier-rapporteur une personne qu'il juge compétente."

3. Ce qui suit est ajouté, à la suite de l'article 17, comme article 18:

"18. L'article 522 de la loi des cités et villes est remplacé, pour la ville de Brossard, par le suivant:

"522. Toute terre en culture ou affermée, ou servant au pâturage des animaux, de même que toute terre non défrichée, ou terre à bois dans les limites de la municipalité, est taxée à un montant n'excédant pas un pour cent de l'évaluation municipale, comprenant toutes les taxes, tant générales que spéciales.

"Telle terre ne peut être évaluée à plus de cent dollars l'arpent si elle a une superficie de cinq arpents ou plus; cependant, cette évaluation maximum s'appliquera dans le cas d'un lopin de terre en culture de moins de cinq arpents qui fait partie d'une exploitation agricole, comprenant en tout cinq arpents ou plus.

"La maison qui sert à l'habitation du cultivateur, ainsi que les granges, écuries et autres bâtiments servant à l'exploitation de ladite terre seront sujets à l'évaluation de leur valeur réelle.

"Le conseil peut faire ajouter sur le rôle d'évaluation, en tout temps, par les estimateurs en office sur estimation par eux faite, toute partie de telle terre qui en a été détachée comme lot à bâtir et est devenue ainsi sujette à la taxe, après la clôture du rôle d'évaluation, et exiger la taxe comme sur tous les autres terrains entrés au rôle."

4. Les articles 18, 19 et 20 deviennent les articles 19, 20 et 21.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 153 modifiant la charte de la cité de Québec, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer.

1. Ce qui suit est ajouté, après l'article 8, comme article 9:

"9. La loi 19 George V, chapitre 95, est modifiée en ajoutant, après l'article 232, le suivant:

"232a. Les immeubles imposables dans la municipalité comprennent les terrains, les constructions et les usines qui y sont érigées et toutes améliorations qui y ont été faites, de même que les machineries et accessoires qui sont immeubles par destination ou qui le seraient, s'ils appartenait au propriétaire du fonds. La valeur réelle du tout est portée au rôle d'évaluation au nom du propriétaire du fonds; mais si ce dernier prouve aux estimateurs que des machineries ou accessoires ont été placées par un

locataire ou autre occupant, la valeur de ces machineries et accessoires est portée au nom du locataire ou occupant qui les possède et qui, à cet égard, est traité comme un propriétaire d'immeubles imposables.

Les impositions déjà faites sont déclarées avoir été faites légalement."

2. Les articles 9, 10, 11 et 12 deviennent les articles 10, 11, 12 et 13.

3. L'article 13 devient l'article 14 et est modifié en ajoutant, après le paragraphe c, ce qui suit comme paragraphe d:

"d. La partie ainsi abolie et désaffectée de la rue Octave tombera dans le domaine privé de la cité, qui pourra en disposer de gré à gré pour fins industrielles, commerciales ou autres."

4. L'article 14 devient l'article 15.

5. Les articles suivants sont ajoutés après l'article 14, devenu article 15:

"16. La cité est autorisée à céder à titre gratuit à l'œuvre et fabrique de Saint-Albert-le-Grand une partie des lots 724, 724-12 et 725 du cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg, soit une superficie totale de 158,400 pieds carrés, mesure anglaise, tel que démontré sur un plan préparé par Antonio Trottier, arpenteur-géomètre, le 28 janvier 1958. Lesdits immeubles devront servir à l'établissement d'un terrain de jeux. Si le cessionnaire décide de ne plus utiliser comme terrain de jeux les immeubles cédés, ou s'il confie l'administration du terrain de jeux à un tiers, il devra les rétrocéder à la cité avec toutes les constructions et améliorations, sans compensation.

"17. La cité est autorisée à accorder, pour une période de cinq ans, une exemption de la taxe foncière générale municipale seulement sur les édifices non chauffés construits entre le 1^{er} mai 1956 et le 30 avril 1960, constitués seulement de planchers superposés (open decks) et ouverte au public exclusivement pour le stationnement des véhicules automobiles. Cette exemption ne pourra être accordée pour le rez-de-chaussée, ni pour les terrains où seront érigés de tels édifices, ni sur les terrains où aucune autre structure n'a été érigée aux fins ci-dessus. Il pourra y avoir un commerce au rez-de-chaussée sans que ne cela fasse perdre le droit à l'exemption.

"18. La loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 69, est modifiée en remplaçant l'article 18, par le suivant:

"18. Nonobstant toute loi, règlement ou restriction à ce contraire, et avec l'approbation préalable du ministre des Affaires municipales, il sera permis d'ériger sur les terrains désignés comme

le numéro 227-367 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Colomb de Sillery, cité de Québec, ainsi que sur une partie non subdivisée dudit lot numéro 227 contiguë au côté est du lot numéro 227-363 du même cadastre comportant trois cents (300) pieds de front sur le chemin Saint-Louis par quatre cents (400) pieds de profondeur, des édifices destinés à servir de siège social à deux compagnies d'assurance et à des bureaux d'affaires exclusion faite des commerces de gros et détails et cela aux conditions suivantes:

a. Les édifices devront être situés à au moins cent (100) pieds et pas plus de trois cents (300) pieds du chemin Saint-Louis, faisant front sur ledit chemin et la partie latérale ouest des édifices à pas moins de cent cinquante (150) pieds de l'avenue de Laune;

b. Dans une zone de cent (100) pieds en front de chaque édifice et du côté de l'avenue de Laune sur une distance de cent cinquante (150) pieds, il ne devra y avoir aucun stationnement et cette zone devra être embellie de gazon et d'arbres d'ornementation;

c. Aucun édifice ne devra avoir plus de deux étages en plus du sous-sol;

d. Le total de la largeur des cours latérales devra être de cent (100) pieds; la plus petite ne pourra être inférieure à trente (30) pieds;

e. Il n'y aura aucun accès pour livraison ou pour entrée de garage du côté de l'avenue de Laune et la clôture métallique en bordure de ladite avenue, le long du lot numéro 227-367 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Colomb de Sillery, cité de Québec, demeurera aussi longtemps que l'exigera la Commission des Champs de Bataille Nationaux;

f. Aucun édifice ne devra occuper plus de vingt-cinq (25 %) pour cent de la superficie totale du lot où il sera érigé;

g. Le projet de chaque édifice, quant aux façades extérieures, devra être soumis à la commission d'urbanisme avant l'approbation finale des plans;

h. Aucun panneau-réclame ou enseigne, de quelque nature que ce soit, ne pourra être placé sur ces édifices ou sur les terrains sans l'approbation préalable de la commission d'urbanisme qui pourra en déterminer la nature, le genre et les dimensions;

i. Le paragraphe *c* de l'article 1 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 68, est abrogé;

j. La location de bureaux d'affaires est limitée à une période de dix années à compter de l'occupation desdits immeubles par les compagnies en cause. Le choix de tout locataire éventuel doit être soumis à l'approbation de la majorité des

propriétaires actuels du développement domiciliaire de Mérici; tout refus d'acceptation peut être soumis à l'arbitrage du ministre des Affaires municipales;

k. Les parcs de stationnement devront être aménagés avec discrétion de manière à ne pas troubler la tranquillité des propriétés riveraines."

6. L'article 15 devient l'article 19.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 160 modifiant la charte de la ville de Mégantic, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer.

1. L'article 4 est biffé.

2. L'article 5 devient l'article 4.

3. L'article 6 devient l'article 5 et est modifié en ajoutant, à la fin du sous-article 469*a*, ce qui suit: "à moins que les locaux dans lesquels ces commerces, occupations ou métiers, s'exercent ne soient complètement séparés par une cloison."

4. L'article 7 devient l'article 6.

5. L'article 8 devient l'article 7 et est modifié en remplaçant, dans la première ligne du sous-article 525, à la page 5, les mots "trois mois" par "six mois".

6. L'article 9 devient l'article 8 et est modifié en ajoutant, à la fin du sous-article 526*a*, ce qui suit: "La taxe d'affaires ne devra pas s'appliquer au cultivateur, apiculteur ou artisan qui vend, offre en vente ou livre ses propres produits, et en aucun cas elle ne devra excéder quatre cents dollars (\$400.00)."

7. L'article 10 devient l'article 9 et est modifié:

a. en remplaçant, dans la cinquième ligne, les mots "cinquante mille dollars" par ce qui suit: "soixante-quinze mille dollars";

b. en remplaçant, dans la septième ligne, du deuxième paragraphe, les mots "cinquante mille dollars" par ce qui suit: "soixante-quinze mille dollars";

8. Ce qui suit est ajouté, après l'article 10, devenu l'article 9, comme article 10:

"10. Nonobstant toute loi générale et spéciale inconciliable, et en autant que continueront à lui appartenir les propriétés actuellement sises dans les limites des corporations sous-mentionnées, la corporation de la ville de Lac-Mégantic à partir du premier juillet 1958, jusqu'au premier juillet 1968, paiera annuellement pour toutes taxes municipales et scolaires, tant générales que spéciales, un montant de quatre mille neuf cents dollars à la municipalité de la paroisse de Saint-Hubert de Spaulding, un montant de quatre mille dollars à la municipalité du canton de Gayhurst, un montant de deux mille deux cents dollars à la corporation municipale Sainte-Cécile de Whitton et un montant de neuf cents dollars à la municipalité des Cantons-Unis de Ditchfield-

Spaulding, et ces corporations municipales devront faire la répartition de ces montants entre elles et leurs corporations scolaires respectives en tenant compte de leurs taux de taxes respectifs."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 214 constituant en corporation la ville de L'Assomption, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Les articles 3, 4 et 5 sont remplacés par ce qui suit:

"3. Le territoire compris dans les limites ci-après décrites est considéré comme ayant fait partie du territoire de la ville de L'Assomption depuis le premier janvier 1908 et continue d'en faire partie:

Partant du point d'intersection de la ligne séparant le cadastre officiel du village de L'Assomption, du cadastre officiel de la paroisse de L'Assomption avec la rive de la rivière L'Assomption; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: ladite ligne séparative desdits cadastres officiels limitant vers le sud-ouest des lots du cadastre officiel de la paroisse de L'Assomption ci-après énumérés: le lot originaire 529, la partie restante du lot originaire du lot 212, les lots 198-2, 197, la dernière prolongée à travers une rue, les lots 208 et 184, cette dernière prolongée vers le nord-ouest jusqu'à l'axe de la rivière L'Assomption; ledit axe de la rivière L'Assomption dans des directions sensiblement est, sud-est, et sud jusqu'au prolongement de ladite ligne séparative des cadastres officiels du village de L'Assomption et de la paroisse de l'Assomption et enfin, ce dernier prolongement jusqu'au point de départ.

"4. La municipalité de la ville de L'Assomption présentement régie par le Code municipal cesse d'exister et son territoire est érigé en une municipalité de ville régie par la loi des cités et villes, sous le nom de ville de L'Assomption.

"5. Les habitants et les contribuables de la municipalité de la ville de L'Assomption, ainsi que ceux qui leur succéderont sont constitués en corporation de ville, sous le nom de ville de L'Assomption".

2. L'article 6 est modifié en remplaçant dans l'avant dernière ligne, les mots "municipale de la ville de L'Assomption" par ce qui suit: "municipale de l'ancienne ville de L'Assomption".

3. Ce qui suit est ajouté, après l'article 6, comme articles 7 et 8:

"7. Le territoire se composant des lots ou parties de lot et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, ruelles, emprises de chemin de fer, rivières, cours d'eau ou parties d'iceux renfermés dans les limites suivantes, à savoir:

partant du coin nord-est du lot 446 du cadastre officiel de la paroisse de L'Assomption; de là, en référence au susdit cadastre officiel, successivement, les lignes et démarcations suivantes: la ligne séparant le lot 438 des lots 444, 443 et 442 et son prolongement jusqu'à l'axe de la rivière L'Assomption; ledit axe de ladite rivière en descendant son cours jusqu'au prolongement de la ligne nord-est du lot 439; ledit prolongement, ladite ligne nord-est du lot 439 et son prolongement vers le sud-est jusqu'à l'axe de la rivière L'Assomption; ledit axe de ladite rivière en descendant son cours jusqu'au prolongement de la ligne nord-est du lot 445; ledit prolongement et ladite ligne nord-est du lot 445 et enfin la ligne nord-est du lot 446 jusqu'au point de départ; est détaché de la municipalité de la paroisse de L'Assomption, comté de L'Assomption et annexé à la ville de L'Assomption.

"8. Le territoire de la ville de L'Assomption se compose des lots ou de parties de lot et leurs subdivisions présentes et futures ainsi que des chemins, rues, ruelles, emprises de chemin de fer, rivières, cours d'eau ou parties d'iceux renfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant du coin nord-est du lot 446 du cadastre officiel de la paroisse de L'Assomption; de là, en référence au susdit cadastre officiel, successivement, les lignes et démarcations suivantes: la ligne séparant le lot 438 des lots 444, 443 et 442 et son prolongement jusqu'à l'axe de la rivière L'Assomption ledit axe de ladite rivière en descendant son cours jusqu'au prolongement de la ligne nord-est du lot 445; ledit prolongement, ladite ligne nord-est du lot 445 et enfin la ligne nord-est du lot 446 jusqu'au point de départ."

4. L'article 7 devient l'article 9 et est modifié en remplaçant, aux deuxième et troisième lignes, les mots "corporation de la ville de L'Assomption" par ce qui suit: "corporation de l'ancienne ville de L'Assomption".

5. L'article 8 devient l'article 10 et est modifié en remplaçant, dans les sixième et septième lignes, les mots "corporation municipale de la ville de L'Assomption" par ce qui suit: "corporation municipale de l'ancienne ville de L'Assomption".

6. L'article 9 devient l'article 11 et est modifié en remplaçant, dans les deuxième et troisième lignes, les mots "corporation de la ville de L'Assomption" par ce qui suit: "corporation de l'ancienne ville de L'Assomption".

7. Les articles 10 à 27 inclusivement deviennent les articles 12 à 29 inclusivement.

8. Les articles 28 et 29 du présent bill sont biffés.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 220 modifiant la charte de la cité de Sainte-Foy, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 3 est biffé.
2. L'article 4 devient l'article 3 et est modifié en ajoutant, dans la deuxième ligne du sous-titre 500a, après les mots "rôle d'évaluation en vigueur", ce qui suit: "effectués en vertu de l'article 500".
3. Les articles 5 et 6 deviennent les articles 4 et 5.
4. Ce qui suit est ajouté, après l'article 6 devenu l'article 5, comme article 6:

"6. La cité a toujours eu le droit de vendre des compteurs pour l'imposition de la taxe d'eau. La cité a en outre et a toujours eu le droit de vérifier le fonctionnement de ces compteurs, d'en sceller le mécanisme et d'en déterminer la marque et le modèle. Toute personne qui empêche un officier de la cité de procéder à l'examen d'un compteur d'eau installé dans les limites de la cité est passible d'une amende n'excédant pas vingt dollars et d'au moins huit dollars, ou d'un emprisonnement d'au plus trente jours."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 221 modifiant la charte de la cité de Hull et concernant la Commission des écoles catholiques de Hull, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 2 est modifié en remplaçant, aux deuxième et troisième lignes du dernier paragraphe, à la page 4, les mots "s'étendra jusqu'au milieu de" par ce qui suit:

"s'étendra jusqu'à la frontière inter-provinciale Québec-Ontario sur".

2. L'article 2 est modifié.

a. en remplaçant, dans la troisième ligne, les mots "5 George V, chapitre 68," par ce qui suit: "5 George V, chapitre 92,";

b. en insérant, dans les quatrième et cinquième lignes, après les mots "15 George V, chapitre 96", ce qui suit: "et remplacé".

3. Ce qui suit est ajouté dans l'article 13, après le sous-article 551, comme sous-titre 552;

"552. Nonobstant toute loi à ce contraire, La Commission des écoles catholiques de Hull, par résolution, peut créer et établir à même ses fonds généraux, une pension pour le bénéfice de son secrétaire-trésorier Lucien Laverdure, qui est au service de ladite Commission des écoles catholiques de Hull depuis au-delà de 40 ans. Cette pension devra être égale aux deux tiers du salaire annuel

moyen reçu par cet employé pendant ses trois dernières années de service, lorsque la Commission des écoles catholiques de Hull jugera que cet employé permanent devra être mis à sa pension."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 222 modifiant la charte de la cité de Jacques-Cartier et autorisant l'imposition d'une taxe de vente dans ses limites et dans celles de la cité de Longueuil et celles de la municipalité scolaire de la cité de Jacques-Cartier, la municipalité scolaire de Saint-Bruno, et de la municipalité scolaire de la ville de Chambly, dans le comté de Chambly, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer.

1. Ce qui suit est ajouté, après l'article 3, comme article 4:

"4. La loi des cités et villes est amendée, pour la cité de Jacques-Cartier, en y ajoutant le paragraphe suivant:

"64a. Le conseil peut, par résolution approuvée par la Commission municipale de Québec, augmenter ces indemnités jusqu'à concurrence de quatre mille dollars pour le maire et de deux mille dollars pour les échevins."

2. Les articles 4 et 5 deviennent les articles 5 et 6.

3. Ce qui suit est ajouté, après l'article 5, devenu l'article 6, comme article 7:

"7. L'article 441 de la loi des cités et villes, tel que remplacé, pour la cité, par l'article 13 de la loi 14 George VI (1950), chapitre 102, est amendé en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Quand les conduites d'aqueduc ont été posées dans une rue et leur coût réparti conformément au présent article, le conseil peut, sans requête à cet effet, y prolonger ces conduites et en répartir le coût de la même manière."

4. L'article 6 devient l'article 8.

5. Ce qui suit est ajouté, après l'article 6, devenu l'article 8, comme article 9:

"9. La loi des cités et villes est modifiée, pour la cité de Jacques-Cartier, en y ajoutant après l'article 578, le suivant:

"578a. Quand les immeubles ainsi acquis par la cité portent des constructions impropres à l'habitation, le conseil est autorisé à démolir ces constructions; dans le cas où il le juge à propos, le conseil peut également faire modifier ou réparer ces constructions de manière à les rendre conformes aux exigences de la loi et règlements.

Le conseil procède ensuite à la vente de ces immeubles conformément à l'article ci-dessus."

6. Les articles 7, 8, 9 10, 11 et 12 deviennent les articles 10, 11, 12, 13, 14 et 15.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 276 établissant, dans les comtés de Chicoutimi et Jonquière-Kénogami, une zone où sera imposée et perçue une taxe de vente, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Le préambule est modifié en insérant, dans la dix-huitième ligne, après les mots "Sainte-Rose-du-Nord", ce qui suit: "la corporation de Larouche".

2. L'article 1 est modifié en ajoutant, dans la quinzième ligne, de la page 2, après les mots "La corporation de Sainte-Rose-du-Nord," ce qui suit: "la corporation de Larouche".

3. L'article 3 est modifié en insérant, dans la quatrième ligne, après le mot "perception", ce qui suit: "et la distribution".

4. Ce qui suit est ajouté, après l'article 4, comme article 5:

"5. La présente loi s'appliquera à l'ensemble du territoire des corporations décrites à l'article 1 qui constituera une zone de taxe de vente."

5. L'article 5 devient l'article 6.

Projets de loi:

Brossard

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 148 constituant en corporation la ville de Forgetville.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Mégantic

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 160 modifiant la charte de la ville de Mégantic.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

L'Assomption

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 214 constituant en corporation la ville de L'Assomption.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Sainte-Foy

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 220 modifiant la charte de la cité de Sainte-Foy.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Hull

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 221 modifiant la charte de la cité de Hull et concernant la Commission des écoles catholiques de Hull.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Taxe de vente à Jacques-Cartier, Longueuil, Saint-Bruno et Chambly

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 222 modifiant la charte de la cité de Jacques-Cartier et autorisant l'imposition d'une taxe de vente dans ses limites et dans celles de la cité de Longueuil et celles de la municipalité scolaire de la cité de Jacques-Cartier, la municipalité scolaire de Saint-Bruno, et de la municipalité scolaire de la ville de Chambly, dans le comté de Chambly.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Taxe de vente dans Chicoutimi et Jonquière-Kénogami

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 276 établissant, dans les comtés de Chicoutimi et Jonquière-Kénogami, une zone où sera imposée et perçue une taxe de vente.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Québec

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 153 modifiant la charte de la cité de Québec.

Les amendements sont lus.

Il est ordonné que l'examen de ces amendements soit remis à la prochaine séance.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 200 modifiant la charte de la ville de Laval-Ouest, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 2 est modifié en remplaçant, aux troisième et quatrième lignes du deuxième paragraphe, les mots "et toute partie de terrain utilisée pour des fins commerciales ou locatives" par ce qui suit: "et toute partie de terrain utilisée ou louée pour des fins commerciales".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 240 attribuant certains pouvoirs aux commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de la cité de Jacques-Cartier, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

Ce qui suit est ajouté, après l'article 2, comme article 3:

"3. L'article 368 de la loi de l'instruction publique est modifiée pour les commissaires d'écoles de la cité de Jacques-Cartier, comme suit:

a. en ajoutant après le mot "indiquée", à la treizième ligne dudit article 368, les mots suivants:

"et de tout rôle d'évaluation supplémentaire que la cité de Jacques-Cartier est autorisée à dresser tous les trois mois";

b. en ajoutant, après le premier paragraphe de l'article 368, les paragraphes suivants:

"Ce rôle d'évaluation supplémentaire est homologué en la manière portée à l'article 382 de la loi de l'instruction publique.

Les entrées sur le rôle supplémentaire remplacent sur le rôle d'évaluation ou sur le rôle supplémentaire précédent, les entrées concernant les mêmes immeubles et le rôle supplémentaire fait partie à toutes fins légales du rôle d'évaluation."

Et les articles 3, 4, 5 et 6 deviennent les articles 4, 5, 6 et 7.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 251 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer.

L'article 6 est modifié au sous-article 521:

a. en biffant, au troisième alinéa, les mots suivants:

"vu l'entente entre les industriels et autres parties intéressées en vertu de laquelle une somme de cent mille dollars (\$100,000) par année sera payée aux deux commissions scolaires de la cité de Sherbrooke (catholique et protestante) et cela pendant une période de sept ans, à partir de l'année 1956." et reportant ces mots à la fin dudit sous-article.

b. en ajoutant, à la suite des mots ainsi reportés, les paragraphes suivants:

"Pour tenir lieu de la taxe scolaire imposée sur l'outillage immobilisé, en la cité de Sherbrooke, il est par les présentes, établi une taxe dite "d'éducation", au montant total de sept cent mille dollars, pour les années 1956, 1957, 1958, 1959, 1960, 1961 et 1962, suivant l'entente intervenue entre la cité de Sherbrooke, les commissions scolaires et les industriels de la cité de Sherbrooke;

Ladite taxe sera répartie par tranches de cent quarante mille dollars payables au cours des années 1958, 1959, 1960, 1961 et 1962, conformément aux dispositions de la charte de la cité pour le paiement des taxes foncières;

Tout montant payé sur la taxe de la machinerie pour les années 1956, 1957 et 1958 devra être déduit du montant total de la taxe payable en vertu de la présente loi, par chacun des contribuables concernés.

Pour les fins de perception de ladite taxe, les montants payables par les contribuables concernés seront répartis conformément au rôle d'évaluation sur la machinerie déposé devant le conseil le 14 février 1958, au montant de six millions cinq cent cinquante mille trois cents dollars, et conformément au rôle de perception déposé le 3 février 1958, lequel est reconnu valide et légal à toutes fins que de droit.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 265 modifiant la charte de la ville de Mont-Royal, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 7 est modifié en remplaçant, dans la première ligne du paragraphe 11*a*, les mots "Pour interrompre la circulation" par ce qui suit: "Pour détourner la circulation".

Projets de loi:**Charte
de Laval-Ouest**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 200 modifiant la charte de la ville de Laval-Ouest.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

**Commission scolaire
de Jacques-Cartier**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 240 attribuant certains pouvoirs aux commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de la cité de Jacques-Cartier.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Sherbrooke

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 251 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Mont-Royal

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 265 modifiant la charte de la ville de Mont-Royal.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Ajournement**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. Municipalité située dans l'actuelle région administrative des Laurentides, au nord de Montréal.

2. La présentation de ce bill survient à la suite d'une déclaration du premier ministre formulée lors de la séance du 7 février (voir note 2 de cette séance). Informé de la décision des commissions scolaires catholique et protestante de Montréal de hausser la taxe scolaire des neutres, M. Duplessis s'était déclaré opposé, en Chambre, à toute augmentation de cette taxe et avait promis de légiférer si la Commission municipale du Québec, devant laquelle avaient été déposées les résolutions adoptées par les commissions scolaires, ne pouvait empêcher cette mesure d'entrer en vigueur.

3. Le 13 février 1958, *La Presse*, à la page 38, précise d'ailleurs que le député de Saint-Maurice (M. Hamel) les exhibe au moment où il prononce sa déclaration. *Le Nouvelliste*, à la page 3, affirme de son côté que M. Hamel arbore une feuille sur laquelle il a inscrit les montants mentionnés à ce sujet dans les *Comptes publics*.

4. *Le Soleil* du 13 février 1958, à la page 40, souligne plutôt, comme nous l'avons reconstitué précédemment, que c'est le député de Saint-Maurice (M. Hamel), appuyé par le député de Montréal-Outremont (M. Lapalme), qui en appelle de la décision du président du comité.

5. Le 13 février 1958, le *Montréal-Matin*, à la page 3, écrit que le montant de ces comptes s'élève à \$8,000. *Le Nouvelliste*, à la page 18, propose un chiffre semblable à celui du *Soleil*, notre source.

6. Le *Montréal-Matin* du 13 février 1958, à la page 3, et *Le Nouvelliste* du 13 février 1958, à la page 18, soutiennent que c'est plutôt \$5,000 à \$10,000 de plus qu'il faudrait ajouter. Nous retenons le chiffre du *Soleil*, car il nous semble plus précis.

7. Le *Montréal-Matin* du 13 février 1958, à la page 3, écrit "tronquer les textes".

8. À propos du député de Saint-Maurice (M. Hamel), le *Montréal-Matin* du 13 février 1958, à la page 3, fait plutôt dire au ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) qu'il se conduit en Chambre comme un mauvais acteur.

9. M. Sauvé fait sans doute allusion à la démission de M. Lapalme, annoncée à la suite de la résolution de la Fédération des jeunes libéraux votée lors de leur congrès des 26 et 27 octobre 1957, à Sherbrooke, et demandant à l'exécutif provincial du Parti libéral du Québec de convoquer un congrès pour choisir un nouveau chef. Le député de Montréal-Outremont (M. Lapalme) avait par la suite déclaré, le 10 novembre, qu'il demeurerait en fonction et convoquait la tenue d'un congrès plénier de son parti. Or, depuis le début de la session, les journalistes prêtent au député de Saint-Maurice (M. Hamel) l'intention de succéder au chef de l'opposition à la direction du parti, lors de ce congrès. Dans ses mémoires, M. Lapalme, racontant les événements de Sherbrooke, mentionne que l'actuel député de Chambly, Robert Théberge, lui aurait confié le lendemain du congrès des jeunes qu'il avait été trahi par deux de ses députés. Le député de Saint-Maurice (M. Hamel) pourrait être du nombre: c'est qu'à la suite du récit de la convocation du congrès plénier, Lapalme note: "Chose curieuse, je ne reçus que deux lettres me demandant de me retirer, et elles venaient de Shawinigan, patrie de René Hamel." Pour le récit de ces événements, voir Georges-Émile Lapalme, *Les mémoires de Georges-Émile Lapalme, (T. 2: Le vent de l'oubli)*, Ottawa, Léméac, 1970, (Collection Vies et mémoires) pages 218-221.

10. Le ministre des Pêcheries (l'honorable M. Pouliot), s'appuyant également sur les rumeurs voulant que M. Hamel ait l'intention de participer à la course à la chefferie du Parti libéral du Québec, songe peut-être à l'annonce officielle, le dimanche précédant, de la candidature de Paul Gérin-Lajoie à cette même course.

11. Le débat sur l'adoption du bill 46 a duré presque deux heures, selon *Le Nouvelliste* du 13 février 1958, à la page 3.

12. Les sources ne confirment pas la présence du député de Bagot (M. Johnson) à titre de président, mais nous supposons qu'il agit comme tel, puisqu'il préside tous les autres comités pléniers de la séance.

Première séance du jeudi 13 février 1958

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

**Loi des
véhicules automobiles**

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 45 modifiant la loi des véhicules automobiles.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le bill vise à mettre fin aux abus des petites municipalités qui semblent plus intéressées à percevoir des amendes et à se procurer des revenus des automobilistes, qu'à appliquer les règlements de la circulation et faire observer la loi d'une façon sensée¹.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Aide aux sinistrés
dans Mégantic**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 48 pour venir en aide aux victimes du sinistre dans le comté de Mégantic au mois d'août 1957.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 48 pour venir en aide aux victimes du sinistre, dans le comté de Mégantic, au mois d'août 1957.

Adopté.

Collège des chiropraticiens

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose que le bill 158 constituant en corporation le Collège des

chiropraticiens du Québec n'ayant pas été adopté, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés, ou qui sont encore dus, leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Corporation d'Oka

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 40 concernant la corporation d'Oka soit maintenant lu une deuxième fois.

La municipalité d'Oka a, dit-il, depuis quelques années, un problème grave à résoudre par suite des difficultés qu'elle rencontre pour s'approvisionner en eau potable. Il y a deux ans, à la suite d'une inspection par des hygiénistes de la province, il a été démontré que les installations de distributeur d'eau étaient clairement insuffisantes. À la suite du rapport des inspecteurs, le conseil municipal a adopté, le 17 juillet 1956, le règlement 102 prévoyant un emprunt de \$232,000 pour la construction d'une usine de pompage et de filtration des eaux du lac des Deux-Montagnes. Et le 6 août 1956, les électeurs se sont prononcés en faveur du projet par 144 voix contre 11. Le 20 septembre 1956, le ministère des Affaires municipales et la Commission municipale ont donné leur consentement. Les préparatifs pour la réalisation du projet ont suivi. Le 9 novembre, les estimateurs ont eu une première séance pour discuter de l'expropriation de deux bandes de terrain sur des propriétés appartenant, l'une, à un M. Saint-Aubin, et l'autre, à Me Antoine Geoffrion de Montréal². Par la suite, Me Geoffrion, refusant de laisser exproprier son terrain, s'est adressé à la justice. On en est rendu à 17 ou 18 contestations devant les tribunaux de première instance et d'appel. Il y a eu des injonctions de toutes sortes. Une action en nullité est encore en suspens. Une poursuite engagée contre la municipalité d'Oka, pour obtenir des dommages-intérêts à la suite d'arbres coupés, est encore en suspens.

En novembre 1957, un contribuable s'est tanné. Me Henri Beaulieu est allé devant la Régie des services publics, qui a émis, en décembre, une ordonnance pour que la municipalité procède à la construction de l'usine de pompage et de filtration.

Le projet de loi a donc pour but de donner à la municipalité le pouvoir de fournir enfin de l'eau aux gens qui en ont besoin, quelle que soit leur couleur politique, en la déclarant propriétaire absolue des terrains. Avec cette question, on ne doit pas faire de la petite politiciaille.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): La série de procédures judiciaires et les faits que le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) vient d'invoquer sont autant d'arguments pour qu'un tel projet de loi soit étudié par le comité des bills privés de la Chambre basse, afin de permettre à tous les intéressés de se faire entendre.

J'ai appris seulement ce matin une partie de l'affaire à laquelle le projet de loi se rapporte. Ce qu'on vient de nous demander, c'est de juger la question. Cela dépasse notre rôle de législateurs. Nous nous trouvons devant un problème extrêmement compliqué. Le gouvernement insiste sur le besoin d'eau de la municipalité d'Oka. Le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse a fait allusion à une certaine déclaration de Me Geoffrion à un juge, déclaration dans laquelle il est dit que le motif de l'utilité publique sert peut-être à voiler un motif d'inimitié de caractère politique.

Je me demande si le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse, en rappelant la chose, a voulu faire penser aux batailles qui ont mis aux prises Me Antoine Geoffrion et M. René Trépanier, maire d'Oka³.

Je ne sais pas. Je ne crois pas que, même au comité des bills privés, nous ayons été capables de nous prononcer. En présentant à la Chambre un bill qui fait état d'une série de faits incontrôlables, pour ma part, on demande que ce qui a été fait par une partie soit déclaré valide et exécutoire. Je ne vois pas, dans les circonstances, pourquoi je viendrais, les yeux fermés, déclarer que tout ce qui a été fait à telle date ou à telle date est valide et exécutoire, que l'ordonnance est valide et exécutoire comme ce que le conseil municipal a décidé.

Je suis dans l'impossibilité absolue de juger et donc de légiférer. Pourquoi me substituerai-je aux tribunaux sans entendre les parties? De toute façon, on ignore quel effet pourrait avoir une telle loi sur les procédures actuelles devant les tribunaux. On nous demande de faire de l'illégalité, car c'est de l'illégalité que de voter une loi, alors que les faits essentiels ne sont pas connus de ceux qui votent.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Libéré de ses incidences, le problème posé à la Chambre est clair, précis et d'une grande simplicité.

Oka est un centre populeux bien situé, sur le lac Deux-Montagnes. La ville progresse et la population augmente, d'où la nécessité de procéder à des améliorations. Dans le moment, la population d'Oka est anxieuse d'obtenir de l'eau potable et hygiénique. Il est incontestable que l'eau provenant du lac Deux-Montagnes a besoin d'être purifiée.

Le ministère de la Santé, après étude du problème, a donné ordre à la municipalité d'Oka de procéder à l'installation d'un système propre à fournir une eau hygiénique et potable à la population, car c'est la santé des citoyens qui est en cause. Où allons-nous si le ministère de la Santé se voyait ainsi privé de ses prérogatives? Il faut donc construire un filtre, mais cela ne s'attache pas aux étoiles. Il faut nécessairement acheter des terrains et faire des travaux.

M. Antoine Geoffrion, avocat libéral, ennemi du député de Deux-Montagnes et du maire d'Oka, s'est cru assez fort pour paralyser les travaux. Il est temps que l'intérêt public passe avant l'intérêt particulier. La Régie des services publics a émis, le 12 décembre 1957, une ordonnance enjoignant à la municipalité d'Oka de commencer les travaux au début de 1958. Il faut que la ville puisse exécuter cette ordonnance de la régie.

Il est temps de voir à ce que l'ordonnance du ministère de la Santé soit observée à Oka comme ailleurs. Et puis, on ne prend pas la propriété Geoffrion sans payer la valeur et les dommages. Cet homme n'a pas raison de se plaindre, et il est temps que la santé du peuple passe avant les intérêts privés.

M. Hamel (Saint-Maurice): La loi actuellement en discussion n'est pas aussi simple qu'on le dit. Elle est une violation de l'autonomie municipale. La loi générale donne des moyens de rencontrer des cas de ce genre. Quand on n'y parvient pas, il reste le moyen d'une législation, mais sous forme privée, à discuter en comité en présence des intéressés qui feront valoir leur point de vue. Pourquoi ne pas avoir permis aux intéressés de venir présenter leurs arguments aux députés?

Si on était tellement pressé dans cette affaire, sous prétexte de santé publique, pourquoi avoir attendu quatre mois depuis le début de la session pour s'occuper de cette question?

Il proteste contre l'article 6 du bill qui, affirme-t-il, met le maire et les conseillers municipaux d'Oka à l'abri des poursuites en justice dans la réalisation du projet. C'est peut-être parce que le maire d'Oka est le sous-ministre de l'Agriculture, organisateur du député du comté et du ministre du Bien-être social et de la Jeunesse.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Saint-Maurice n'a pas droit de prêter des motifs au ministre. Je demande qu'il retire ses paroles.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il n'y a rien dans les règlements de la Chambre qui m'empêche de dire que le maire d'Oka est un organisateur du ministre.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Le député de Saint-Maurice a dit que l'article 6 a été mis dans la loi parce que le maire d'Oka est un de mes organisateurs.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Qu'il retire ses paroles!

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le député de Saint-Maurice n'a jamais rattaché directement le ministre au maire d'Oka, comme organisateur politique.

M. l'Orateur: Le député de Saint-Maurice a réellement prêté des motifs au ministre du Bien-être social et de la Jeunesse. Je lui demande de retirer ce qu'il a dit.

M. Hamel (Saint-Maurice) retire ses paroles.

Je trouve extraordinaire, dit-il, que l'on veuille ainsi soustraire les administrateurs d'Oka au contrôle des lois de la province. C'est un mauvais principe. Ou ils ont fait mal, ou ils n'ont rien à se reprocher. Les tribunaux de la province ont-ils perdu la confiance du gouvernement?

À tout événement, cette loi est une violation du principe du partage des pouvoirs. C'est actuellement le rôle du pouvoir judiciaire de se prononcer sur la question, et le pouvoir législatif n'a rien à voir là-dedans. La Législature supplante, à toutes fins que de droit, le pouvoir.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Je voudrais que la Chambre sache bien clairement que, l'an dernier, lors de l'adoption de la première loi⁴, l'opposition avait voté unanimement en faveur de son adoption en deuxième et troisième lectures. L'affaire est allée au Conseil législatif et c'est là qu'on a proposé un amendement, car on avait appris entre-temps qu'il s'agissait de la propriété de M. Antoine Geoffrion, trésorier du Parti libéral. C'est alors que, subitement, l'opposition a jugé que le

gouvernement foulait aux pieds les plus grands principes démocratiques.

Sans doute, il y a des codes, des procédures normales, mais ces choses sont faites pour des situations normales, des hommes normaux. Ce n'est pas actuellement le cas.

Ce que nous demandons, dans la loi, ce n'est pas que la cour décide que la municipalité d'Oka ou M. Geoffrion va gagner, mais simplement que l'été prochain, la population d'Oka puisse avoir de l'eau qui ne la rende pas malade.

Enfin, nous mettons dans cette loi une clause qui évitera que les conseillers municipaux d'Oka ne soient soumis au chantage des poursuites personnelles devant les tribunaux. Si on les traîne en cour et qu'ils se voient aux prises avec des procédures ruineuses, il y a certainement danger qu'ils soient tentés de prendre des décisions contraires à l'intérêt public.

Quant à vouloir amener la chose devant les comités de la Chambre, cela eût été fait aux frais de la municipalité, et nous jugeons qu'elle paie déjà assez de frais judiciaires de toutes sortes, sans augmenter encore ce fardeau. Il s'agit, sans frais additionnels, de mettre à la raison un homme qui se croit plus grand que les intérêts de toute une population.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Beaulieu, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Duplessis, Élie, Fortin, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matapédia), Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Paquette, Plourde, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Spence, Talbot, Thibeault, Thuot, Vachon, 62.

Contre: MM. Brown, Courcy, Dionne, Earl, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 14.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 40 est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. "La Corporation d'Oka est déclarée possesseur et propriétaire absolu et incommutable des immeubles désignés à l'article 1 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 63, depuis le dix-sept avril 1957."

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Pourquoi donner un aspect politique à ce débat?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'ai moi-même évité toute allusion politique, l'an dernier. J'ai même omis de donner le prénom de M. Geoffrion pour tenir le débat hors de la politique. C'est l'opposition qui a subitement découvert le prénom et organisé une bataille à la dernière minute.

Un député: Quelle portion de terrain on prendrait?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il s'agit d'une bande de terrain. L'usine que l'on construira sera à 400 pieds du premier immeuble situé sur le terrain de M. Geoffrion, et il s'agit de ses écuries.

Il est temps de mettre fin au pyramidage des frais et de mettre à la raison un homme qui a contourné toutes les lois, toutes les décisions. Qu'on enlève son nom du bill, et je suis certain qu'il serait adopté à l'unanimité, ce qui prouve bien qu'il n'y a pas là querelle politique, mais la lutte pour des gens qui ont besoin d'eau.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Aurait-on pu s'installer ailleurs?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Non, parce que le lac des Deux-Montagnes est grand, mais peu profond. C'est le seul endroit, en face de la propriété de M. Geoffrion, où il y a suffisamment d'eau pour une prise d'eau. Par son entêtement, Me Geoffrion empêche la municipalité d'Oka d'obtenir un service auquel elle a droit.

Des députés de l'opposition affirment que les procédures intentées par Me Geoffrion peuvent également être le fait d'un homme qui est attaché à son bien et qui s'obstine tout simplement à le garder.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): J'ai l'impression que cette affaire est bien plus judiciaire que législative.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quand on manque d'eau, qu'on a soif, ce n'est pas judiciaire, c'est un besoin élémentaire. S'il y a des gens qui meurent d'une épidémie causée par de l'eau non potable, ce n'est peut-être pas judiciaire, mais ils resteront morts quand même.

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 à 8 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 40 sans l'amender.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Hamel (Saint-Maurice): L'opposition s'objecte vigoureusement à ce que les conseillers d'Oka soient placés au-dessus de la loi. Il propose, appuyé par le représentant de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"le bill 40 concernant la corporation d'Oka soit renvoyé au comité des bills privés en général, afin de donner l'occasion aux partis intéressés de se faire entendre."

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Brown, Courcy, Dionne, Earl, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Thériage, Turpin, 14.

Contre: MM. Auger, Beaulieu, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Cottingham,

Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Duplessis, Élie, Fortin, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matapédia), Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Paquette, Plourde, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Spence, Talbot, Thibeault, Thuot, Vachon, 62.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Beaulieu, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Duplessis, Élie, Fortin, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matapédia), Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Paquette, Plourde, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Spence, Talbot, Thibeault, Thuot, Vachon, 62.

Contre: MM. Brown, Courcy, Dionne, Earl, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 14.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 40 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter⁵.

Dépôt de documents:

Ministère des Terres et Forêts, Rapport 1956-1957

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre des Terres et Forêts de la province de Québec, pour l'année finissant le 31 mars 1957. (Document de la session no 20)

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 13 février 1958

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 9 est modifié, dans le deuxième paragraphe, commençant par les mots "L'estimateur fixe":

a. en remplaçant, aux quatrième et cinquième lignes, les mots "le premier janvier précédent", par ce qui suit: "le premier décembre précédent";

b. en remplaçant, aux onzième et douzième lignes, les mots "le premier janvier précédent" par ce qui suit: "le premier décembre précédent".

2. L'article 11 est modifié:

a. en remplaçant, à la cinquième ligne, du paragraphe 2, à la page 7, les mots "depuis au moins dix ans" par les mots "depuis au moins cinq ans";

b. en remplaçant, dans l'avant dernière ligne, du paragraphe 6a, les mots "depuis au moins dix ans" par les mots "depuis au moins cinq ans";

c. en remplaçant, dans la cinquième ligne, en haut de la page 8, les mots "depuis au moins dix ans" par les mots "depuis au moins cinq ans";

d. en remplaçant, dans la dernière ligne, du sous-paragraphe *d*, du paragraphe 6b, les mots "depuis au moins dix ans" par les mots "depuis au moins cinq ans".

3. L'article 31 est modifié dans le sous-article 344d:

a. en insérant, dans la deuxième ligne, après les mots "la cité peut" ce qui suit: ", subordonnément à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec";

b. en remplaçant, dans les cinquième et sixième lignes, les mots "cinq millions et remboursable avant cinq ans" par ce qui suit: "cinq millions de dollars et remboursable dans les cinq ans".

4. L'article 32 est modifié en biffant, à la fin du paragraphe *b*, dans les trois dernières lignes, les mots: "y ayant eu leur domicile pendant au moins douze mois avant leur nomination".

Projets de loi:

Charte de Montréal

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

CONSEIL LÉGISLATIF

12 février 1958

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative que le Conseil législatif n'insiste pas sur son amendement numéro 1 au bill 258 modifiant la charte de la cité de Jonquière et qu'il le retire.

CONSEIL LÉGISLATIF

12 février 1958

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il n'insiste pas sur son amendement au bill 234 concernant le Centre de psychologie et de pédagogie et qu'il le retire.

CONSEIL LÉGISLATIF

12 février 1958

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il accepte l'amendement apporté par l'Assemblée législative aux amendements du Conseil législatif au bill 27 concernant l'audition des appels devant la Cour du banc de la reine.

Projets de loi:

Petite-Rivière

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose que le bill 277 concernant la ville de la Petite-Rivière n'ayant pas été présenté dans les délais prescrits à cause de circonstances incontrôlables, les droits additionnels seulement que les promoteurs de ce bill ont payés, ou qui sont encore dus, leur soient remboursés.

Adopté.

Aide aux sinistrés dans la Beauce

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 43 autorisant l'aide financière de la province aux victimes de l'inondation à Beauceville en décembre 1957.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: Que dans le but de coopérer au règlement des problèmes qui découlent du sinistre mentionné dans la loi qui sera basée sur la présente résolution, et de venir en aide aux sinistrés, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, aux conditions et de la manière qu'il déterminera, autoriser le ministre des

Finances de la province à payer à ces fins, à même le fonds consolidé du revenu, une somme n'excédant pas trois cent mille dollars.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

Il est ordonné que cette résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 43 autorisant l'aide financière de la province aux victimes de l'inondation à Beauceville en décembre 1957.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 43 autorisant l'aide financière de la province aux victimes de l'inondation à Beauceville en décembre 1957 soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. Dans le but de coopérer au règlement des problèmes qui découlent du sinistre ci-dessus mentionné et de venir en aide aux sinistrés, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions et de la manière qu'il détermine, autoriser le ministre des Finances de la province à payer à ces fins, à même le fonds consolidé du revenu, une somme n'excédant pas trois cent mille dollars."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a eu à Beauceville une inondation désastreuse en décembre dernier⁶. La Chaudière est sortie de son lit et a inondé une partie importante de Beauceville et Beauceville-Est. Nous sommes venus immédiatement en aide aux sinistrés, à la demande du député de

Beauce (M. Poulin) et, à la suite de la catastrophe, nous avons envoyé sur les lieux des inspecteurs pour évaluer l'importance des dégâts. C'est à la suite de leur rapport que le montant de l'aide financière a été fixé. Nous en sommes venus à la conclusion qu'une somme de \$300,000 serait suffisante.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Les inondations annuelles sont presque toujours désastreuses dans cette région; et, chaque fois, on lit dans les journaux que les habitants de la contrée inondée demandent aux gouvernements provincial et fédéral de s'entendre pour tenter, par des travaux, de mettre fin aux catastrophes répétées. On dit que l'eau déborde à cause de l'étranglement du lit de la rivière à un certain endroit, on parle d'obstacles ailleurs.

J'ignore jusqu'à quel point on peut prévenir les inondations; je ne suis pas ingénieur. J'ai entendu dire qu'il existerait des plans pour l'amélioration du lit du cours d'eau et pour éviter la répétition d'une telle tragédie. Le renseignement est-il exact? J'ignore si de tels travaux seraient coûteux, mais le fait demeure que, presque chaque printemps, la Beauce est victime des débordements de la Chaudière.

En ce qui concerne le projet de loi, les journaux ont fait une description de la catastrophe de décembre. Ce fut désastreux. Tous les députés sans exception sont décidés à voter les crédits nécessaires pour secourir les sinistrés. Trois cent mille dollars, cela ne permettra pas de payer tous les dommages; mais je ne crois pas que les gouvernements doivent payer ces dommages jusqu'à la dernière cent; tous doivent faire leur part.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le projet de loi ne se rapporte qu'à la dernière inondation, mais je n'ai pas d'objection à parler de la cause générale des inondations. Mon opinion, et elle se fonde sur des données scientifiques très sûres, est qu'elles proviennent en grande partie du déboisement. On déboise souvent sans prévoir les conséquences. Les arbres ne sont pas là seulement pour faire de l'ombrage, pour la beauté du paysage, pour le chauffage; ils ont aussi leur rôle à jouer pour retenir le courant d'eau des rivières et empêcher l'érosion. Il y a aussi certains obstacles dans le lit de la rivière; au printemps, ils entravent l'écoulement des eaux.

Heureusement, il s'est découvert dernièrement d'importantes richesses minérales dans la vallée de la Chaudière, en Beauce; notamment de l'or dormirait au fond de la Chaudière, dans le lit même de la rivière; et un expert, un industriel s'intéressant aux

mines, que j'ai rencontré dernièrement, m'a déclaré que, si les événements prouvent le bien-fondé des espoirs mis dans les formations aurifères, sa compagnie serait prête à procéder au creusage de la rivière.

Nous avons envoyé des inspecteurs sur les lieux de l'inondation. Il n'y a pas de propriétés détruites, mais des dégâts dont la valeur a été exagérée dans les journaux. Pas une maison n'a été jetée à terre par les eaux. Caves et mobilier ont surtout souffert. Et les dommages consistent aussi en perte de temps. Nous demandons \$300,000 pour secourir les sinistrés; mais nous ne disons pas que nous allons employer toute cette somme.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): J'aimerais que le premier ministre prenne position au sujet de ce qu'il y a à faire pour prévenir les débordements. Il nous a parlé d'or.

Je crains que, s'il existe une relation quelconque entre l'or et les inondations, ce soit l'Union nationale qui prenne cet or, et qu'elle nous laisse avec les inondations. Pour faire disparaître les causes des inondations, obstacles situés en un ou deux endroits, est-ce qu'il existe des plans de dressés dans les bureaux de la province?

Est-ce qu'il y a des pourparlers entre les gouvernements provincial et fédéral en vue du creusage de la rivière?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): À l'heure actuelle, le gouvernement provincial n'a pas formulé de demande auprès des autorités fédérales pour l'aider à creuser le lit de la rivière. Il en avait fait à l'ancien gouvernement fédéral, et ça n'avait pas marché. Cette question est à l'étude.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): D'après le maire de Beauceville que j'ai entendu à la télévision, il suffirait de couper un rocher en aval du village pour prévenir la répétition du désastre. Le gouvernement a-t-il étudié cette suggestion?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est une chose dont nous nous occupons avec le député de Beauce (M. Poulin). Même si le rocher auquel le chef de l'opposition fait allusion disparaissait, il n'est pas prouvé que les eaux de la Chaudière ne déborderaient plus. Mon collègue, le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Bourque), me dit que dans l'opinion des experts de son département, on ne ferait que changer l'inondation de place en coupant le rocher. Toutefois,

à la demande du député de Beauce, nous allons étudier ce problème. Il semble qu'à première vue seuls des travaux d'un coût prohibitif pourraient garantir que d'autres inondations du genre ne se produiront plus.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il n'y a pas eu encore de rapport d'ingénieurs?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) laisse entendre que non.

M. Poulin (Beauce): Le bill no 43 est pour venir en aide aux sinistrés. Les dommages sont incalculables. Je félicite le gouvernement de présenter le projet de loi et le remercie de son aide substantielle. La population en est très satisfaite.

L'inondation de 1917 fut encore plus considérable que la dernière. L'eau avait envahi toutes les paroisses riveraines; elle avait atteint 25 ou 30 pieds de hauteur. Le gouvernement du temps ne fit absolument rien pour les sinistrés.

Pour l'instant, il s'agit de venir en aide aux victimes de l'inondation de décembre. Par la suite, on étudiera comment prévenir les débordements.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Comment seront versés ces secours provinciaux aux sinistrés de Beauceville?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement va nommer un comité spécial, composé probablement du curé et du maire de Beauceville et d'autres personnages, comme ce fut le cas pour Rimouski, Cabano, Saint-Urbain, etc.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne): Je félicite le gouvernement et le premier ministre de voter ainsi des sommes d'argent pour compenser les pertes subies par les sinistrés de Beauceville. La ville de Montréal aurait dû souscrire aussi, mais il y a dans la métropole une Ligue d'action civique et un nommé Desmarais... des gens qui n'ont pas de cœur⁷.

M. Lafrance (Richmond): Le député de Montréal-Sainte-Anne est en dehors du sujet. Il n'est pas du tout question de la Ligue d'action civique, dans le projet de loi, pour aider Beauceville.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Montréal-Sainte-Anne est en faveur que la ville de Montréal souscrive et il constate qu'il y a des gens qui manquent de cœur.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): À entendre le premier ministre, on peut conclure qu'il nous serait permis de parler ainsi de toutes les villes de la province. Pour ma part, je n'ai pas de mandat pour parler au nom de la ville de Montréal.

M. le président: J'invite le député de Montréal-Sainte-Anne à respecter le Règlement et à revenir au sujet du bill.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) fait un nouvel éloge du premier ministre. Il parle de la Ligue d'action civique de Québec et signale les intentions de la Ligue de faire de la politique provinciale. Je souhaite, dit-il, que jamais la Ligue d'action civique n'arrive à la direction des affaires de la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Montréal-Sainte-Anne (M. Hanley) parle-t-il de la Ligue d'action... cynique?

M. Rochette (Québec): Je soulève un point d'ordre. Il y a une Ligue d'action civique dans mon comté, à Sainte-Foy.

M. Lafrance (Richmond): Point d'ordre. Cela ne relève pas du débat. On s'éloigne du sujet.

M. le président: Je crois que le député de Québec a senti que ses électeurs, ou certaine partie d'entre eux, pourraient souffrir préjudice des paroles prononcées par le député de Montréal-Sainte-Anne, au sujet de la Ligue d'action civique. Si tel est le cas, je lui permets de continuer.

M. Rochette (Québec): Un groupe de mes électeurs de Sainte-Foy a fondé une Ligue municipale d'action civique, et les gens de Montréal ont voulu profiter de cela pour en tirer un profit électoral au point de vue provincial⁸. La Ligue d'action civique de Sainte-Foy a pris la peine de dénoncer cette tactique en affirmant qu'elle entendait limiter son action au seul domaine municipal. Que le député de Montréal-Sainte-Anne (M. Hanley) se mêle de ses affaires et nous nous occuperons des nôtres.

L'article 1 est adopté.

L'article 2 est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 43 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1958-1959

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)⁹

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas seize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas seize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 239 modifiant la loi 14 George VI, chapitre 136, concernant certaines corporations scolaires du comté de Chicoutimi, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Le préambule est modifié en remplaçant, aux dixième, onzième et douzième lignes, les mots "le village du Moulin, la paroisse de Grande-Baie, le village de Sainte-Anne" par ce qui suit: "Rivière-du-Moulin, la ville de Chicoutimi-Nord".

2. L'article 2 est modifié, en remplaçant les deux paragraphes commençant par les mots "Les cités et villes" et "Les corporations municipales", par les suivants:

"Les cités et villes de Chicoutimi, Arvida, Jonquière, Kénogami, Port-Alfred, Bagotville et Chicoutimi-Nord.

Les corporations municipales de Rivière-du-Moulin, canton Tremblay, paroisse de Saint-Dominique de Jonquière, canton Chicoutimi, canton Bagot, division nord-ouest, Grande-Baie (paroisse)."

3. Ce qui suit est ajouté, après l'article 3, comme articles 4 et 5:

"4. L'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 136, est modifié en remplaçant le paragraphe 22 par le suivant:

"22. Le revenu annuel perçu par les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Chicoutimi, dans le comté de Chicoutimi, et provenant de ladite taxe sera, après déduction des dépenses encourues par les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Chicoutimi, dans le comté de Chicoutimi, pour l'imposition et la perception de ce revenu, partagé tous les trois mois par les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Chicoutimi, dans le comté de Chicoutimi, entre eux et les commissaires d'écoles pour les municipalités de: la paroisse de Chicoutimi, Arvida, la ville de Jonquière, la paroisse de Jonquière, Kénogami, Port-Alfred, le village de Bagotville, Rivière-du-Moulin, le village de Grande-Baie, la ville de Chicoutimi-Nord et la paroisse de Sainte-

Anne, et les syndics d'écoles pour les municipalités de: Chicoutimi, Arvida et Kénogami, ces municipalités scolaires se trouvant dans le comté de Chicoutimi, au prorata du nombre d'enfants de chacune des dénominations religieuses catholique romaine et protestante respectivement, tel que déterminé par le recensement prévu à l'article 285 de la Loi de l'instruction publique."

"5. L'article 12 de la loi 14 George VI, chapitre 136, est amendé:

a. en remplaçant le paragraphe *i* par le suivant:

"*i.* Aux outils, instruments aratoires, outillage de ferme, tracteurs, véhicules à traction animale, et à leurs pièces de rechange, acquis par un agriculteur de bonne foi pour les besoins de sa ferme, ni aux chevaux, harnais, bestiaux, fils métalliques ou treillis pour clôtures, également achetés par un agriculteur de bonne foi pour les besoins de sa ferme";

b. en ajoutant au paragraphe *l* les mots: ", aux membres artificiels et aux appareils d'orthopédie;"

c. en remplaçant le paragraphe *t* par le suivant:

"*t.* Aux périodes et livres imprimés, aux fournitures de classe, sans y comprendre les crayons automatiques ou plumes réservoir;"

d. en remplaçant le paragraphe *v* par les suivants:

"*v.* Aux grains et moutures, graines de semence, fertilisants, insecticides et fongicides, aux savons et autres produits servant au nettoyage, ni aux tuyaux de drainage pour fins agricoles;

"*w.* Au charbon, au bois de chauffage et à la glace;

"*x.* Aux vêtements d'enfants et chaussures d'enfants;

"*y.* Aux ventes pour un prix de dix cents ou moins."

4. L'article 4 devient l'article 6.

Projets de loi:

Corporations scolaires dans Chicoutimi

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 239 modifiant la loi 14 George VI, chapitre 136, concernant certaines corporations scolaires du comté de Chicoutimi.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Commission scolaire de Hauterive

M. Ouellet (Saguenay) propose que le bill 273 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Hauterive n'ayant pas été présenté dans les délais prescrits à cause de circonstances incontrôlables, les droits additionnels seulement que les promoteurs de ce bill ont payés, ou qui sont encore dus, leur soient remboursés.

Adopté.

Budget des dépenses 1958-1959

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas douze millions sept cent quarante et un mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Aide à la jeunesse; écoles d'enseignement spécialisé, écoles professionnelles privées, aide à l'établissement des jeunes et bourses d'études (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Lafrance (Richmond): Notre province se classe au dernier rang pour le nombre des ingénieurs et des hommes de science. Et l'obstacle principal qui empêche nos jeunes de se diriger vers ces carrières, c'est le manque d'argent. Il faudrait accorder des bourses plus généreuses et établir en plus un système généralisé de prêts aux étudiants. Des bourses plus généreuses permettraient à un plus grand nombre de jeunes d'accéder aux études universitaires.

Il parle de ce qui se fait ailleurs, notamment en Ontario, où l'on vient de décider l'octroi de 2,000 bourses d'études, et au Massachusetts, où un organisme de fondation récent a déjà consenti des prêts aux étudiants, dans une période de sept mois, pour un montant de \$400,000.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Tout cela existe chez nous, depuis 1946, et les montants cités par le député de Richmond ne sont que des "peanuts", pour employer une expression célèbre, auprès de ce qui se fait dans le Québec.

Nous sommes partis de zéro, il y a 12 ans, car, avant 1945-1946, il ne s'était accordé annuellement que 60 bourses pour une somme totale de \$9,000. Nous en avons graduellement augmenté le nombre, à tel point qu'en cette année 1957-1958, mon ministère a accordé 12,733 bourses pour un montant de \$2,164,147. La moitié de ce montant est donné, et l'autre moitié constitue un prêt. Chaque année, nous faisons davantage. De 60, le nombre des bourses s'est successivement élevé à 520, 1,086, 1,532, 1,957, 3,600, 4,570, 5,995, 7,396, 8,452¹⁰, 9,615, 11,158 et 12,733 cette année.

Il n'y a pas une province au Canada qui fait la moitié de ce qui se fait présentement dans le Québec en ce domaine. On continue pourtant de nous parler de ce qui se fait ailleurs, à l'étranger. Il serait temps, il me semble, qu'on commence à s'apercevoir de ce qui se fait et des progrès réalisés dans le Québec. Tous les jours, j'entends à la radio et à la télévision des gens dire qu'il devrait y avoir un système de bourses dans la province de Québec. Ça existe depuis 12 ans et ils ne le réalisent pas encore.

Le chef de l'opposition lui-même a parlé l'autre jour comme d'une œuvre magnifique des 900 prêts d'honneur qu'il a mentionnés¹¹; mais les 80,000 bourses et prêts accordés par le gouvernement, il appelle ça un "palliatif partiel"¹². Cette année même, 4,633 bourses universitaires ont été accordées, dont 1,998 à des étudiants de l'Université Laval de Québec et 1,767 à des étudiants de l'Université de Montréal. À l'École polytechnique de Montréal, il y a 414 bourses pour un montant de \$111,350. Qu'on fasse le tour du pays, aller et retour, et on ne trouvera nulle part un effort qui fasse semblant de se rapprocher de ce qui se fait dans le Québec.

M. Lafrance (Richmond): Mais comment se fait-il alors que la province de Québec soit au dernier rang pour le nombre des ingénieurs et des hommes de science?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

C'est facile à comprendre. Il y a 12 ans, c'était zéro. On ne forme pas des savants en cinq minutes. Le résultat des bourses que nous donnons aujourd'hui, des écoles scientifiques que nous construisons partout, nous allons l'avoir plus tard. Même chose pour les écoles de génie que nous construisons

partout. J'ai entendu l'autre jour exposer une théorie à l'effet que l'argent employé à la construction d'écoles, ce n'est pas de l'argent consacré à l'éducation¹³. Ça ne tient pas debout.

M. Lafrance (Richmond): Quel est le montant moyen des bourses accordées?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): La moyenne varie. Je ne l'ai pas, mais je vais vous donner le minimum et le maximum. Nous donnons davantage pour les étudiants qui viennent d'en dehors de la ville et qui doivent payer pension en ville. C'est ce qui explique qu'il y ait plus de bourses à Québec qu'à Montréal. Le montant varie de \$100 à \$500 pour les bourses universitaires; de \$50 à \$300 pour les écoles spécialisées; et de \$50 à \$100 pour les études d'infirmeries.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le prêt d'honneur est une œuvre magnifique, mais tout de même il n'y en a que 900. C'est une goutte d'eau et l'on en arrive fatalement à compter sur l'État. Son rôle devient de plus en plus grand, et de plus en plus nécessaire. Voilà pourquoi j'ai dit que ce qui se fait présentement pour aider les jeunes n'était, dans les circonstances, qu'un palliatif.

Dans les circonstances actuelles, on en arrive fatalement à compter plus qu'autrefois sur l'État. L'aide apportée par les autorités dans ce domaine peut paraître considérable au gouvernement, mais, en réalité, elle n'est pas suffisante. Il faut être réaliste. En dépit de toute l'aide gouvernementale, il subsiste beaucoup de problèmes à surmonter sur le chemin de ceux qui souhaitent atteindre le niveau des études supérieures. Le principal fardeau des chefs de famille est toujours celui de l'éducation. C'est mon cas, et je me considère parmi les plus chanceux.

Qu'en est-il de ceux qui ont un revenu modeste? L'homme qui gagne aujourd'hui \$5,000 ou \$6,000 - un revenu considéré auparavant comme astronomique - ne peut se permettre d'envoyer quatre ou cinq de ses enfants dans des institutions d'éducation supérieure, particulièrement s'il demeure en campagne. Il ne peut même pas avec des bourses, si celles-ci ne sont pas d'un montant suffisamment élevé, car les frais de scolarité et de pension représentent des dépenses considérables pour le fils d'ouvrier ou de cultivateur qui habite loin des centres.

L'État doit faire d'autant plus qu'il existe un manque de civisme regrettable chez beaucoup de nos concitoyens riches qui ne songent pas à utiliser une

part de leur richesse pour créer des fondations dans nos maisons de haut savoir.

Il déplore le peu d'engouement qu'il y a chez nous pour les sciences. Dans le monde du génie, déclare-t-il, notre province est moins grande qu'en 1951.

Dans l'esprit du ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé), l'aide apportée aux étudiants peut paraître très substantielle. Il n'en reste pas moins que nous devons constamment donner la priorité à l'éducation. Des bourses devraient immédiatement être mises à la disposition de tous les étudiants qui démontrent des aptitudes exceptionnelles quand ils fréquentent l'école ou le collège classique.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'ai vu des étudiants quitter l'école avec les bras pleins de prix et n'avoir jamais été capables de faire un succès de leur vie. D'un autre côté, j'ai connu des étudiants qui ont terminé leur cours bons derniers et qui ont fait de belles carrières et parviennent à se tailler une place enviable dans la société. La campagne des libéraux, en faveur d'une assistance accrue à l'éducation, suscite de nouveaux appétits qu'on ne peut satisfaire. J'espère que je ne verrai jamais le jour où les jeunes gens de cette province attendront du gouvernement qu'il les reconduise par la main et finance leurs études universitaires.

Il y aura toujours des obstacles, et le gouvernement ne devrait pas être le seul à les faire disparaître. Cette attente de plus en plus répandue selon laquelle tous les efforts doivent venir du gouvernement pourrait signifier, dans 15 ans, que nous avons réussi à remplir les cerveaux de nos jeunes hommes, mais pas à leur former le caractère.

Ceci est probablement la raison pour laquelle plusieurs de ceux qui ont bénéficié de cette aide n'ont pas cru bon d'honorer leurs obligations. Je trouve regrettable que ceux qui ont obtenu des bourses d'études lorsqu'ils étudient, dont une partie est remboursable au gouvernement, ne se préoccupent pas du tout de remettre l'argent dont ils ont profité et qu'ils s'étaient engagés à rembourser.

Le montant des bourses varie sensiblement mais peu s'élèvent à \$1,000. Pendant des années, le remboursement a bien fonctionné, mais aujourd'hui, on ne rembourse plus. On ne répond même plus aux lettres que nous envoyons. Je peux mentionner des centaines de dossiers de jeunes hommes qui ont reçu \$1,000 de bourse de mon ministère et qui, non seulement n'ont fait aucun effort pour rembourser leur dette, mais qui ne se sont même pas donné la

peine d'écrire et d'expliquer pourquoi ils ne pouvaient rembourser la somme que le gouvernement leur avait prêtée. Je n'ai jamais ordonné aux employés du ministère d'essayer de recouvrer cet argent par des moyens légaux, mais des moyens d'action doivent être envisagés. Nous allons être obligés de prendre des moyens désagréables pour recouvrer cet argent qui pourrait servir à d'autres. Cette mentalité provient du fait qu'on ne cesse de réclamer l'enseignement gratuit. Je crois que cette situation est un bon exemple de la mentalité que vous développez quand le gouvernement essaie de trop en faire.

La semaine dernière, j'ai vu des dossiers qui m'ont écoeuré. Il y a une détérioration du sens de la responsabilité chez les étudiants qui étonne, et on oublie trop souvent qu'on n'arrive jamais au sommet sans efforts personnels et constants. Il y a trop de théories et pas assez de solutions pratiques.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je suis étonné du fait que ceux qui ont eu des bourses, une fois en mesure de gagner leur vie, tardent à rembourser le gouvernement. Cela prouverait peut-être que, parmi ceux qui ont obtenu ce privilège, quelques-uns ne le méritaient pas. Mais je persiste à croire que l'État devrait accentuer son aide aux fils des petites gens qui ne peuvent parvenir aux études supérieures, faute de moyens financiers. La cause de l'éducation n'est pas une cause politique; c'est la cause du gouvernement de la province de Québec.

Un député de l'opposition demande qu'on établisse des règles générales pour l'attribution des bourses d'études.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est impossible pour le gouvernement d'instaurer une série de règlements pour gérer la distribution des bourses. On doit évaluer chaque cas à ses propres mérites.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'heure est arrivée où il faut cesser les appels aux appétits pour rappeler le sens de la responsabilité personnelle. Ce n'est pas le rôle du gouvernement de remplacer les parents partout. Le jour où le gouvernement fera tout, personne n'aura plus de droits. Le rôle du gouvernement provincial dans l'éducation publique est complémentaire, la première responsabilité en revenant aux parents.

Nous devrions nous efforcer d'inspirer à la jeunesse le désir du travail difficile, le sens du sacrifice et des responsabilités, plutôt que de vouloir

faire de chacun un pensionnaire de l'État. La notion selon laquelle l'État doit veiller au bien-être des enfants est fausse. Les jeunes d'aujourd'hui ont des avantages qu'ils ne possédaient pas de mon temps. Je ne prétends pas que tout est parfait, mais il faut accorder plus d'importance au sens pratique qu'aux théories.

L'université n'est pas faite pour tout le monde. Je connais beaucoup de diplômés d'université qui ne peuvent pas gagner leur vie. Il y a d'autres carrières, nombreuses, importantes et lucratives, qui ne découlent pas de l'enseignement universitaire. Pas une seule université ne fait ce que fait l'École polytechnique de Montréal pour le bien de la province. Les débouchés dans le monde de la technologie sont nombreux et rémunérateurs. Ce n'est pas tout d'avoir une formation universitaire.

Mon gouvernement donne des bourses nombreuses dans plusieurs ministères. J'ai obtenu moi-même des sommes importantes de plusieurs philanthropes pour les déverser dans l'enseignement. Non seulement le gouvernement accorde des bourses, mais il paie aussi pour les constructions, les professeurs et les livres. Que reste-t-il, dès lors, à payer?

Il regrette la dissolution des liens de la famille. C'est une des causes profondes de la délinquance juvénile, déclare-t-il. On prêche trop le matérialisme et on oublie trop les valeurs spirituelles. C'est un grand malheur.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): J'ai déjà dit du premier ministre qu'il perdait contact avec le peuple. Il vient d'en donner une autre illustration. Après avoir énuméré les divers montants que le gouvernement a payés pour les constructions d'écoles, pour les bourses, l'enseignement, etc., il a dit: Mais qu'est-ce qui reste à payer?

Il est facile de constater que le premier ministre ne se rend pas trop compte du problème tragique que pose à un père de famille l'éducation de ses enfants. Beaucoup de pères de famille, qui touchent un salaire annuel de \$6,000 et même de \$7,000, ne peuvent trouver l'argent nécessaire pour faire instruire leurs enfants comme ils le désireraient. S'il y en a qui ont perdu le sens du devoir, il y en a encore un grand nombre qui l'ont conservé. Mais cela ne leur donne pas les moyens financiers dont ils auraient besoin. On ne fait pas encore assez. Il y a régression.

Le premier ministre a dit qu'il y a autre chose que l'université. C'est vrai. L'enseignement spécialisé est d'une extrême importance. Vers 1950, le pourcentage de la représentation québécoise dans le

domaine du génie était plus élevé qu'aujourd'hui. On devrait faire plus pour y intéresser les nôtres. De toute façon, il importe que ceux qu'on qualifie de nos plus beaux cerveaux ne soient pas empêchés d'atteindre à l'éducation supérieure par suite d'obstacles d'ordre financier.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

S'il y a un domaine où il n'y a pas eu de régression, c'est bien celui de la jeunesse étudiante, qui relève de mon ministère. Nous sommes partis à zéro et, d'année en année, il y a eu progression. Nous avons augmenté continuellement les constructions, accru le nombre des élèves, haussé les qualifications du personnel enseignant et amélioré l'équipement. Nous avons fait vraiment l'impossible.

Dans le domaine des bourses, il n'y a aucune limite. Ainsi, à l'Université de Montréal, il y a 1,767 boursiers. S'il n'y en a pas davantage, c'est parce qu'il ne s'est pas trouvé plus de jeunes aptes à remplir les deux seules conditions qu'exige le comité universitaire de l'attribution des bourses, à savoir les succès scolaires antérieurs du requérant et l'incapacité financière des parents à payer.

Nous avançons par sauts et par bonds. Au fur et à mesure qu'il y a plus de place dans les universités et qu'augmente le nombre des demandes pour des bourses, le gouvernement consacre un montant plus élevé à ces fins. Dans les écoles relevant du ministère, il y a place, aujourd'hui, pour 40,000 jeunes gens se préparant à des carrières, comparativement à 800 ou 900, il y a 12 ans. C'est infiniment plus. Ce n'est pas de la régression, cela, mais un progrès sensible, ordonné, qui se continue et se continuera.

Que certaines gens continuent à faire du "Lip service", comme disent les Anglais, au sujet de l'éducation. Nous, nous allons continuer de travailler à l'avancement des jeunes. Le gouvernement laisse aux théoriciens le soin d'échafauder les théories. Quant à lui, aux prises avec les problèmes d'ordre pratique, il leur apporte les solutions les plus appropriées, en tenant compte des besoins et de ses possibilités financières.

M. Lafrance (Richmond): Il est sans doute intéressant d'entendre des statistiques, mais il reste un fait certain, c'est que le Québec est au dernier rang de l'enseignement supérieur.

M. le président: J'ai toléré jusqu'ici qu'on parle du problème de l'enseignement universitaire, mais il est temps que l'on revienne au sujet du débat.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Le nombre de bons mécaniciens d'automobiles n'est pas suffisant dans la province. Il suggère que l'on établisse des cours de ce genre dans les écoles d'arts et métiers. L'industrie du garage, dit-il, a besoin actuellement de 11,000 bons mécaniciens¹⁴.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Deux grandes écoles spécialisées, à Montréal et Québec, peuvent fournir chaque année environ 2,200 nouveaux mécaniciens, ainsi que les sections de l'automobile des collèges techniques. Le problème à rencontrer actuellement est celui du manque d'espace. J'ai un programme de constructions nouvelles de \$20,000,000 réparti sur quatre ans à \$5,000,000 par année. Il va falloir s'occuper du manque de bons mécaniciens automobile d'ici à cinq ans.

M. Brown (Brome) voudrait qu'on forme un plus grand nombre de mécaniciens d'avions. Les spécialistes de l'industrie de l'avion, dit-il, proviennent tous d'autres pays ou d'autres provinces du Canada, à cause du manque d'école spécialisée dans ce domaine.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

J'ai l'impression que l'industrie elle-même forme ses propres spécialistes. Je promets cependant que, si jamais il y a un besoin pour une telle école, nous en construisons une.

Un député de l'opposition pose une question sur la coopération entre la grande industrie et le gouvernement.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

La grande industrie coopère avec le gouvernement. C'est ainsi que le textile a donné des machines dispendieuses pour l'Institut du textile de Saint-Hyacinthe. À la sortie d'établissements tels que l'Institut du textile de Saint-Hyacinthe ou de l'Institut de papeterie de Trois-Rivières, les élèves sont assurés d'avoir une place. L'Institut de papeterie de Trois-Rivières est le meilleur au monde dans son genre, supérieur à la réputée École de papeterie de Grenoble en France.

Les députés engagent un débat sur les orienteurs à l'emploi du ministère du Bien-être social et de la Jeunesse.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Le travail des orienteurs peut ne pas plaire à tout le monde, mais il s'avère parfois très utile.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce que l'opposition a retenu les services d'orienteurs pour le choix d'un chef¹⁵? Les libéraux auraient probablement besoin de leurs services, car ils viennent de montrer leur asservissement au Parti libéral fédéral en changeant la date de leurs congrès¹⁶.

Il veut savoir du chef de l'opposition pourquoi le congrès du Parti libéral provincial a été remis.

M. Lafrance (Richmond): Pour revenir au budget...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai posé une question et je veux savoir pourquoi le congrès a été remis.

M. Lafrance (Richmond): Je suis sérieux et je veux qu'on en revienne au budget.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Moi aussi! Est-ce que l'opposition prend son orientation à Ottawa ou à Québec?

Des députés soulèvent des points d'ordre¹⁷.

M. Lafrance (Richmond) tente d'expliquer au premier ministre qu'il est hors d'ordre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) explique au député de Richmond (M. Lafrance) qu'il est dans l'ordre¹⁸.

M. le président: (Souriant) J'ajourne ma décision. Je tenterai dans l'intervalle de déterminer sur quel item je pourrais permettre un pareil débat, et je rendrai ma décision dans la soirée.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures

Le comité poursuit l'étude du projet de résolution soumis par le ministre des Finances (l'honorable M. Bourque), et dont le texte se lit comme suit:

1. Qu'un crédit n'excédant pas douze millions sept cent quarante et un mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Aide à la jeunesse; écoles d'enseignement spécialisé, écoles professionnelles

privées, aide à l'établissement des jeunes et bourses d'études (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 2. Qu'un crédit n'excédant sept cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Lafrance (Richmond) exprime la crainte qu'il y ait, dit-il, de l'électoratisme dans la distribution des octrois pour les centres de loisirs.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) nie qu'il en soit ainsi. Les octrois pour ces centres ne sont donnés qu'après enquête pour s'assurer que l'œuvre est viable et que les personnes qui l'administrent paient de leur personne et de leurs deniers. Le gouvernement n'a pas l'intention de se substituer aux parents qui ont aussi comme devoir normal de se préoccuper des amusements à fournir à leurs enfants.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 3. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante-six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Clinique d'aide à l'enfance (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas dix-sept millions neuf cent sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service d'assistance sociale (Bien-être social et Jeunesse)" pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je demande le consentement unanime de la Chambre pour faire une mise au point.

Il cite le compte rendu du *Soleil* du 12 février 1958, à la page 2 qui parlait "de la défense que font certains hôpitaux à leurs médecins d'aller soigner dans d'autres institutions et qui refusent d'admettre, auprès des malades, d'autres médecins que ceux qui sont accrédités auprès de leurs bureaux médicaux. M. Lapalme, s'autorisant d'un cas qui s'est passé à Victoriaville, a demandé au gouvernement de décentraliser les centres de diagnostic, lorsqu'il décidera de les construire, afin de sauver des frais considérables aux patients pauvres".

Sur le vu de cette nouvelle, dit-il, des médecins de Victoriaville sont venus me rencontrer et m'ont dit que les médecins soignant à l'hôpital de Victoriaville refusaient d'aller soigner dans un autre hôpital, parce que l'hôpital en question n'était pas assez bien outillé. J'avais songé à faire venir les journalistes pour leur expliquer cette mise au point, mais les médecins ont préféré que j'expose leur point de vue en Chambre.

Les députés engagent le débat sur les services sociaux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) et **l'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)** font l'éloge de l'excellent travail accompli par les associations d'assistance sociale aux familles¹⁹.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le gouvernement provincial et les municipalités doivent maintenant déboursier des sommes énormes pour ces services. Il est nécessaire et il est temps que l'on dise aux bénéficiaires des associations d'assistance sociale aux familles quels sont ceux qui paient, d'où provient l'argent dont ils profitent²⁰. Au rythme de l'augmentation de la dépense, dans ce domaine, il ne faudra pas se surprendre si l'on met l'accent sur la modération et l'économie qui s'imposent. Si l'on n'y prend pas garde, dans quelques années, tout le budget de la province y passera.

Si le père de famille n'est pas intéressé à améliorer sa situation parce qu'il reçoit des subventions de l'État ou de la municipalité, c'est mauvais. À côté des théoriciens qui y vont largement pour exposer leurs belles théories, il faut aussi qu'il y ait des gens pratiques qui élèvent la voix et montrent ce qu'il en coûte au Trésor public. Comme l'argent vient du peuple, qu'il n'est pas l'effet d'un miracle. Il est important que le peuple soit mis au courant de la situation et réalise ce que l'on fait avec son argent, car c'est lui qui paie en définitive.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) cite le cas d'un vendeur de boisson, qui, affirme-t-il, a été condamné à la prison et aux frais. Il a purgé sa peine en prison, mais on est intervenu pour qu'il n'ait pas à payer le montant des frais en prison. On a représenté qu'il recevait \$180 par mois du service social.

Les services sociaux sont une nécessité, bien sûr, mais il faut que l'on sache que le gouvernement et les municipalités dépensent de fortes sommes pour entretenir ces services et faire vivre les gens qui s'en

occupent et qui sont grassement payés. Il est injuste de créer l'impression que l'argent qu'ils distribuent provient de leurs propres coffres, alors qu'en réalité c'est l'État qui y contribue, c'est-à-dire les gouvernements provincial et municipaux.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Quand une enquête gouvernementale révèle le cas d'une personne qui n'a pas droit à cette aide, les associations sont pourtant promptes à faire remarquer que le ministère du Bien-être social a donné des directives pour faire arrêter le paiement. Le fait que cette aide financière soit quelquefois déterminée par ces associations détruit parmi les bénéficiaires toute motivation à améliorer leur situation.

Il donne comme exemples des cas extrêmes où quelquefois l'aide comble la différence entre ce qu'une association d'assistance sociale aux familles pense être le revenu normal pour une famille de tant de membres et ce que le chef de famille gagne vraiment. Dans ces circonstances, très peu d'hommes seront encouragés à gagner plus d'argent.

Ces organisations se sont beaucoup développées pendant la période prospère d'après-guerre. Ce n'est guère surprenant si, à partir de maintenant, l'accent est mis sur la modération et si ceux à qui on demande de payer regardent de plus près comment cet argent est dépensé.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 5. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-deux millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Allocations d'assistance aux personnes âgées de soixante-cinq ans à soixante-dix ans; aux invalides et aux aveugles (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Couturier (Rivière-du-Loup): Pour le cas des invalides, le gouvernement n'accorde pas toujours confiance aux certificats émis par les médecins. Il choisit un autre médecin et lui demande de faire une vérification. On devrait accepter d'emblée les certificats médicaux. Si un médecin est pris en défaut trop souvent, le gouvernement n'aura ensuite qu'à le placer sur sa liste noire.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Nous ne sommes pas les seuls à contrôler les allocations aux invalides. Il y a aussi le fédéral. Une chose est certaine. Des médecins connaissant un cas

de misère sont parfois portés à donner un certificat plus facilement. Quand nous avons des doutes sérieux, il y a vérification. On ne fait pas pour cela injure à l'intégrité des médecins. Quand un cas sort de l'ordinaire, on ne peut refuser au gouvernement le droit de faire une vérification.

M. Couturier (Rivière-du-Loup): Il y a des cas où cette vérification est donnée à des amis de l'Union nationale.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le député de Rivière-du-Loup (M. Couturier) voudrait-il faire de ces examens?

M. Couturier (Rivière-du-Loup): Je ne suis pas intéressé. Je dis que cela existe dans mon comté à moi. Des personnes invalides n'ont pas reçu de pension parce que leur allégeance politique allait au Parti libéral.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je défie le député de Rivière-du-Loup de prouver que la politique soit intervenue dans l'octroi d'une seule pension à des invalides dans la province de Québec. C'est la Commission des allocations d'assistance sociale qui accepte ou refuse les demandes de pension. Si une personne est réellement invalide, satisfait toutes les exigences de la loi, elle obtient sa pension, quelle que soit la couleur de son parti. Je défie aussi l'opposition de me citer un seul cas où une pension aurait été supprimée à cause d'ingérence politique.

Il a bien pu survenir des cas où des organisateurs politiques se soient oubliés jusqu'à menacer des gens de leur faire enlever leur pension, s'ils ne votaient pas pour le gouvernement. Ce sont tout simplement des cas regrettables. Il y aura toujours malheureusement de ces gens irréfléchis qui aiment à se faire passer pour plus puissants qu'ils ne sont.

M. Couturier (Rivière-du-Loup): Je ne dis pas qu'une pension a été refusée. Je parle de deux cas où les personnes demandant une pension sont allées trouver le candidat battu et que celui-ci a refusé d'intervenir. Les personnes concernées n'ont pas demandé de pension parce que des organisateurs de l'Union nationale leur ont dit qu'il n'y en avait pas de disponible.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): On doit demander une pension d'invalidité au service régulier. La seule manière d'obtenir la pension est de la demander.

M. Couturier (Rivière-du-Loup): Et les lettres de recommandation?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ce n'est pas nécessaire. On est invalide ou on ne l'est pas. Il ne s'agit pas d'une faveur, mais d'un droit reconnu par la loi.

M. Lafrance (Richmond): La Commission des allocations d'assistance sociale est l'une de celles où l'on met le moins de partisanerie politique. Mais les enquêtes sont lentes et traînent parfois en longueur.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'an dernier, les enquêteurs ont refusé 150,000 dossiers à la suite de deux augmentations successives des allocations.

Ils ont fait un tour de force et je les en félicite.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Je félicite le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse et son personnel, pour la manière avec laquelle ils contrôlent leur département. Il cite un cas où une pension a été accordée une année, et enlevée l'année suivante, à cause d'une intervention du fédéral.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est un fait que tout le monde doit connaître. Pendant plusieurs années, les députés fédéraux ont dit, dans leurs campagnes politiques: "Si vous ne votez pas pour nous, vous allez perdre vos pensions."

M. Lafrance (Richmond): Cela s'est dit publiquement par des gens de l'Union nationale. Certains organisateurs ont prétendu détenir toutes sortes de pouvoirs dans ces questions, alors qu'en réalité, ils n'en possèdent aucun.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 6. Qu'un crédit n'excédant pas cinq millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Pour constructions et agrandissement d'écoles spécialisées et pour construction d'une nouvelle maison de détention à Montréal (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Lafrance (Richmond): Quels sont les projets immédiats?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Mon ministère a dépensé jusqu'à ce jour quelque \$70,000,000 pour les écoles qui diffusent l'enseignement technique et professionnel. Leur installation coûte très cher à cause du prix croissant de l'outillage et de la machinerie.

Le projet no 1 de construction est celui de l'École technique de Trois-Rivières qui va être commencée cette année. Elle sera construite au coût de \$800,000.

D'autres projets sont à l'étude. Le gouvernement étudie la possibilité de construire une nouvelle sorte d'école normale pour la formation supérieure du corps enseignant des écoles techniques. On a débuté l'agrandissement de l'École technique Lauzon, pour presque doubler sa capacité. Les écoles de ce genre sont tellement populaires qu'il faudrait 10 fois le budget actuel, pour répondre à toutes les demandes pour les bâtir là où on les voudrait.

Nous avons actuellement, en effet, des demandes émanant de 30 à 40 agglomérations qui voudraient chacune avoir une école professionnelle pour la formation d'hommes de métiers. Nous avons une liste de demandes pour \$13,950,000. Nous sommes prêts à entreprendre ces travaux, à condition d'avoir les moyens.

Il est aussi question que le gouvernement construise cette année un centre fermé au nord de Montréal, à Rivière-des-Prairies ou à côté de Boscoville, où on accueillera les jeunes garçons et les jeunes filles que les autorités des centres de réhabilitation considèrent comme étant des cas incorrigibles et désespérés.

Les centres de réhabilitation accomplissent un magnifique travail en ramenant à une vie sociale utile les jeunes garçons et les jeunes filles qui leur sont confiés par les tribunaux. Leurs jeunes existences, brisées par des problèmes affectifs ou liés à leur milieu, sont de nouveau dirigées sur des chemins normaux. Mais malheureusement, il y en a qui sont des cas extrêmes et qui ne répondent à aucun traitement connu.

Étant donné que les centres de réhabilitation sont gérés selon un modèle habituellement désigné sous le nom d'institutions "ouvertes", le gouvernement a décidé de construire un "centre fermé" où on peut isoler les cas considérés comme étant désespérés.

Je remercie la Chambre d'avoir bien voulu m'accorder toute la journée.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 32 modifiant la loi de l'enseignement spécialisé;
- bill 37 modifiant la loi constituant en corporation l'Institut de microbiologie et d'hygiène de l'Université de Montréal;
- bill 98 concernant le Séminaire de Sainte-Thérèse;
- bill 194 concernant La Zénith compagnie d'assurance mutuelle;
- bill 244 érigeant en corporation la Congrégation Chevra Kadisha-B'Nai Jacob;
- bill 246 constituant en corporation le Collège Sophie-Barat;
- bill 255 concernant une propriété de Larissa Development Corporation;
- bill 257 concernant la corporation municipale de Templeton-Ouest, la Commission scolaire catholique de Templeton-Ouest et la Commission scolaire protestante de Templeton-Ouest;
- bill 262 modifiant la charte de la cité de Verdun;
- bill 266 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Montmorency;
- bill 273 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Hauterive;
- bill 274 créant, dans tout le territoire du comté Lac-Saint-Jean, une zone où sera imposée et perçue, au bénéfice des corporations dudit comté, une taxe spéciale dite taxe de vente;
- bill 277 concernant la ville de la Petite-Rivière.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 132 concernant la ville Montréal-Nord, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 1 est modifié, au deuxième paragraphe, à la page 2:

a. en biffant, dans la première ligne, les mots "pour le surplus".

b. en insérant, aux deuxième et troisième lignes, après les mots "dispositions des lois ci-dessus", ce qui suit: "pour le surplus et notamment".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 213 concernant Romaine River Railway Company, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

Ce qui suit est ajouté, après le préambule, comme article 1:

"1. L'article 1 de la loi 13 George VI, chapitre 116, est modifié en remplaçant les mots "sous le nom de Romaine River Railway Company" par les mots suivants: "sous le nom de Compagnie de chemin de fer de la Rivière Romaine", et en anglais "Romaine River Railway Company".

Et les articles 1, 2 et 3 deviennent les articles 2, 3 et 4.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 219 concernant la ville de Chibougamau, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

Le préambule est modifié en biffant, aux dixième et onzième lignes, les mots: "Qu'il convient d'agrandir le territoire de la municipalité;"

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 229 concernant la ville d'Anjou et BP Canada Limited et divers, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

Ce qui suit est ajouté, après l'article 2, comme article 3:

"3. Les dispositions des articles 1 et 2 s'appliqueront aux successeurs et ayants droit de ladite BP Canada Limited."

Et les articles 3 et 4 deviennent les articles 4 et 5.

Projets de loi:

Montréal-Nord

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 132 concernant la ville Montréal-Nord.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Romaine River Railway Co.

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 213 concernant Romaine River Railway Company.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Chibougamau

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 219 concernant la ville de Chibougamau.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Anjou et BP Canada Ltd.

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 229 concernant la ville d'Anjou et BP Canada Limited et divers.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 171 relatif à la Persévérance compagnie d'assurance, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Le titre est changé en celui de: "Loi relative à la Mont-Royal compagnie d'assurances générales".

2. L'article 1 est modifié, dans les trois dernières lignes, en remplaçant les mots "La Persévérance compagnie d'assurance", par ce qui suit: "La Mont-Royal Compagnie d'assurances générales".

3. L'article 7 est modifié en remplaçant, dans la troisième ligne, les mots "les trois (3) mois", par ce qui suit: "les quarante-cinq jours".

4. Ce qui suit est ajouté, à la fin de l'article 8, comme deuxième paragraphe:

"La convocation doit être faite par un avis écrit mis à la poste, au moins sept jours avant la date de l'assemblée."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 184 modifiant la charte de la ville de Côte-Saint-Luc, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 9 est remplacé par le suivant:

"9. L'article 469 de la loi des cités et villes est modifié, pour la cité, en ajoutant après le paragraphe 9°, le suivant:

9°a. Pour limiter le nombre de taxis opérant dans la municipalité et déterminer le nombre de taxis qui peuvent stationner aux postes; pour défendre qu'ils se tiennent ailleurs qu'aux postes autorisés; pour refuser une licence ou un permis pour l'exploitation d'un poste de taxis, ou de la conduite d'un taxi, à toute personne qui se serait rendue coupable d'un acte criminel pour lequel elle aurait été condamnée, durant les trois ans suivant telle condamnation, ou dont le caractère ne serait pas recommandable; pour autoriser la police à faire enquête complète sur l'identité et le caractère d'un conducteur; pour décréter et réglementer l'imposition de taximètres; pour révoquer les permis accordés au propriétaire d'un taxi ou à un conducteur dans le cas d'une deuxième récidive à la loi provinciale des véhicules automobiles ou aux règlements municipaux relatifs à la circulation et à la sécurité publique ou aux lois provinciales concernant les liqueurs alcooliques et leur transport et possession au Code criminel;"

2. Ce qui suit est ajouté à la suite de l'article 18, comme article 19.

"19. La loi des cités et villes est amendée, pour la cité de Côte-Saint-Luc, en ajoutant après l'article 432, l'article suivant:

"432a. Les parties du plan général de la cité qui affectent présentement ou qui peuvent de temps à autre affecter des immeubles appartenant à Canadian Pacific Railway Company cesseront d'être en vigueur cinq ans après la date de leur confirmation par la Cour supérieure.

Cependant, avant l'expiration de ce terme de cinq ans, la cité pourra, en donnant au préalable avis écrit de trente jours à Canadian Pacific Railway Company, s'adresser à la Cour supérieure pour demander une ordonnance maintenant tel plan en vigueur, en tout ou en partie, pour une période additionnelle n'excédant pas cinq ans."

3. L'article 19 devient l'article 20.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 242 modifiant la charte de la cité de Saint-Michel, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 5 est modifié, dans le deuxième paragraphe, en insérant à la deuxième ligne, après les mots "des lois ci-dessus", ce qui suit: "pour le surplus et notamment".

2. Ce qui suit est ajouté, après l'article 5, comme article 6:

"6. La cité de Saint-Michel est autorisée, par résolution qui sera irrévocable à payer, à même ses fonds généraux à Arthur E. Chevrier une pension annuelle de retraite de trois mille dollars, sa vie durant, payable mensuellement à compter de la fin de son mandat de secrétaire-trésorier. Cette pension sera incessible et insaisissable et à compter du décès dudit Arthur E. Chevrier, elle sera réduite à mille cinq cents dollars et sera payable à sa veuve."

3. Les articles 6 et 7 deviennent les articles 7 et 8.

Projets de loi:

Mont-Royal compagnie d'assurances générales

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 171 relatif à La Persévérance compagnie d'assurance.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Côte-Saint-Luc

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 184 modifiant la charte de la ville de Côte-Saint-Luc.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Saint-Michel

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 242 modifiant la charte de la cité de Saint-Michel.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain, à 9 h 45 du matin.

Adopté.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. Le 14 février 1958, *Le Soleil*, à la page 6, attribue ces propos au ministre des Transports et des Communications (l'honorable M. Rivard). *The Gazette*, à la page 13, et *The Montreal Daily Star*, à la page 1, comme *La Presse*, à la page 1, les prêtent plutôt au premier ministre.

2. Me Geoffrion, selon *L'Action catholique* du 14 février 1958, à la page 8, est trésorier du Parti libéral provincial.

3. Aussi l'actuel sous-ministre de l'Agriculture.

4. Loi concernant la municipalité d'Oka, comté des Deux-Montagnes (5-6 Elizabeth II, chapitre 63), sanctionnée le 19 décembre 1956.

5. *Le Nouvelliste* du 14 février 1958, à la page 3, rapporte que le débat sur ce bill aurait duré deux heures.

6. Au cours de la fin de semaine des 21 et 22 décembre 1957, une inondation causée par la formation d'un embâcle sur la rivière Chaudière a endommagé plus de 500 maisons à Beauceville, laissant 1,200 personnes sans foyer, soit le cinquième de la population de la ville. Tous les sinistrés étaient dépourvus d'assurances en cas d'inondation. Le coût des dégâts causés par cette inondation a atteint plus de \$2,000,000. D'autres paroisses et municipalités environnantes ont aussi subi les contrecoups des

pluies torrentielles et du dégel à l'origine de la catastrophe. Le 10 janvier 1958, lors de sa conférence de presse hebdomadaire, le premier ministre Duplessis a annoncé que son gouvernement demanderait à l'Assemblée législative, au cours de la présente session, d'approuver une aide financière en faveur des sinistrés de Beauceville, mais aussi de la population de Thetford Mines, dans le comté de Mégantic, victime d'une violente tempête ayant provoqué de lourds dégâts au mois d'août précédent. Pour plus de détails, voir notamment les éditions du *Devoir*, du *Soleil* et de *L'Action catholique* du 21 et du 23 décembre 1957 et du 11 janvier 1958. Quant à l'inondation dans le comté de Bonaventure, elle se serait produite, affirme le chef de l'opposition, au cours de la séance du lendemain, peu près à la même période que celle de Beauceville. Selon *La Presse* du 16 janvier 1958, à la page 49, elle aurait causé des dommages d'environ \$25,000,000.

7. M. Hanley évoque deux adversaires politiques du premier ministre Duplessis, soit le parti politique de l'ex-maire de Montréal Jean Drapeau, défait aux élections municipales du 28 octobre 1957 par le Ralliement du grand Montréal, et l'ancien président du comité exécutif de Montréal sous l'administration Drapeau, Pierre DesMarais.

Ce dernier s'est vu évincé par Duplessis de la présidence de la Commission métropolitaine, à la suite d'un amendement au bill de Montréal, soumis par le premier ministre lui-même et voté sur division par la Chambre le 6 février 1958. Notons que M. Hanley est lui-même conseiller municipal indépendant du district de Montréal-Sainte-Anne.

8. Toujours le 6 février, lors d'une réception organisée au Château Frontenac par un groupe d'adhérents de la Ligue d'action civique de Montréal à l'intention des membres de la Ligue d'action civique de Sainte-Foy, M. Pierre DesMarais a en effet invité les militants de cette dernière à "souscrire à un mouvement d'assainissement politique d'envergure provinciale", selon *L'Action catholique* du 7 février 1958, à la page 1. Le discours de M. DesMarais a plongé dans l'embarras le maire de Sainte-Foy, M. Noël Carter.

9. Les sources ne confirment pas la présence du député de Bagot (M. Johnson) à titre de président du comité des subsides, mais nous supposons qu'il joue ce rôle, puisqu'il préside tous les comités pléniers de la séance.

10. *La Presse* du 14 février 1958, à la page 8, avance plutôt le chiffre de 8,852 bourses. Nous n'avons pu trouver le chiffre exact dans les différentes sources gouvernementales que nous avons consultées. Il n'existe pas, non plus, de rapport annuel du ministère du Bien-être social et de la Jeunesse pour les années 1950. Par ailleurs, le mémoire du ministère du Bien-être social et de la Jeunesse présenté à la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels en avril 1954 (voir p. VI-8 et VI-9 de ce mémoire conservé à la Bibliothèque de l'Assemblée nationale) produit des statistiques identiques à celles citées par le ministre Sauvé pour les années antérieures à cette date. Le nombre de 1,532 bourses y est toutefois remplacé par 1,632 et celui de 5,995 par 5,935.

11. Le chef de l'opposition a mentionné le Prêt d'honneur, au cours de la séance du 24 janvier 1958, lors de la discussion entourant l'adoption des crédits du département de l'Instruction publique.

12. Toujours lors de la séance du 24 janvier 1958, M. Lapalme a effectivement déclaré que les bourses du gouvernement constituaient un palliatif, sans toutefois y ajouter l'expression "partiel". Le chef de l'opposition n'a pas non plus employé le terme "palliatif partiel" dans son discours, en réplique au discours du budget.

13. Le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) fait allusion au chef de l'opposition, M. Lapalme, qui a effectué cette déclaration à l'intérieur de son discours en réplique au discours du budget, à la séance du 11 février 1958.

14. M. Saint-Pierre, note *The Quebec Chronicle Telegraph* du 14 février 1958, à la page 2, est lui-même propriétaire d'un garage.

15. Suivent entre cette question et la suivante, selon *L'Action catholique* du 14 février 1958, à la page 13, "de nombreuses réparties, qui déridèrent toute la députation".

16. Le député d'Abitibi-Ouest (M. Courcy), président du comité d'organisation du congrès plénier du parti, a en effet annoncé, le 12 février, la remise aux 30 et 31 mai de cet événement prévu pour les 21 et 22 mars. Le conseil de la Fédération libérale provinciale a conclu qu'en raison des élections fédérales déclenchées pour le 31 mars, le congrès

"n'aurait pas tout le retentissement que les chefs libéraux sont en droit d'en attendre", selon *Le Devoir* du 14 février 1958, à la page 1.

17. *La Presse* du 14 février 1958, à la page 20, raconte que le premier ministre interpelle à plusieurs reprises le chef de l'opposition, afin de savoir pourquoi le congrès de son parti a été reporté, provoquant une succession de points d'ordre de part et d'autre.

18. Selon *La Presse* du 14 février 1958, à la page 20, MM. Lafrance et Duplessis s'expriment alors simultanément. Le président du comité, M. Johnson, tente en vain de rétablir l'ordre.

19. Ces groupes, dont aucun quotidien francophone ne rapporte l'existence, constituent, dans plusieurs diocèses de la province, selon *The Quebec Chronicle Telegraph* du 14 février 1958, à la page 2, une branche du réseau des agences chargées de distribuer les allocations d'assistance-sociale du gouvernement provincial et des municipalités et de les attribuer en fonction des besoins des familles bénéficiaires.

20. C'est le premier ministre qui s'exprime ainsi, selon *The Quebec Chronicle Telegraph* du 14 février 1958, à la page 2. *L'Action catholique* du 14 février 1958, à la page 8, propose une version semblable à celle du *Montréal-Matin*, la source retenue dans le texte.

Première séance du vendredi 14 février 1958

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 9 h 45.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du lieutenant-gouverneur:

Sanction royale

M. Pierre Gelly, huissier à la verge noire, transmet le message suivant:

M. l'Orateur: Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants¹:

27 Loi concernant l'audition des appels devant la Cour du banc de la reine;

32 Loi modifiant la loi de l'enseignement spécialisé;

37 Loi modifiant la loi constituant en corporation l'Institut de microbiologie et d'hygiène de l'Université de Montréal;

98 Loi concernant le Séminaire de Sainte-Thérèse;

100 Loi modifiant la charte de la cité de Montréal;

132 Loi concernant la ville Montréal-Nord;

148 Loi constituant en corporation la ville de Brossard;

160 Loi modifiant la charte de la ville de Mégantic;

171 Loi relative à la Mont-Royal compagnie d'assurances générales;

184 Loi modifiant la charte de la ville de Côte-Saint-Luc;

194 Loi concernant La Zénith compagnie d'assurance mutuelle;

200 Loi modifiant la charte de la ville de Laval-Ouest;

213 Loi concernant Romaine River Railway Company;

214 Loi constituant en corporation la ville de L'Assomption;

219 Loi concernant la ville de Chibougamau;

220 Loi modifiant la charte de la cité de Sainte-Foy;

221 Loi modifiant la charte de la cité de Hull et concernant la Commission des écoles catholiques de Hull;

222 Loi modifiant la charte de la cité de Jacques-Cartier et autorisant l'imposition d'une taxe de vente dans ses limites et dans celles de la cité de Longueuil et celles de la municipalité scolaire de la cité de Jacques-Cartier, la municipalité scolaire de Saint-Bruno, et de la municipalité scolaire de la ville de Chambly, dans le comté de Chambly;

229 Loi concernant la ville d'Anjou et BP Canada Limited et divers;

234 Loi concernant le Centre de psychologie et de pédagogie;

239 Loi modifiant la loi 14 George VI, chapitre 136, concernant certaines corporations scolaires du comté de Chicoutimi;

240 Loi attribuant certains pouvoirs aux commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de la cité de Jacques-Cartier;

242 Loi modifiant la charte de la cité de Saint-Michel;

244 Loi érigeant en corporation la Congrégation Chevra Kadisha-B'Nai Jacob;

246 Loi constituant en corporation le Collège Sophie-Barat;

251 Loi modifiant la charte de la cité de Sherbrooke;

255 Loi concernant une propriété de Larissa Development Corporation;

257 Loi concernant la corporation municipale de Templeton-Ouest, la Commission scolaire catholique de Templeton-Ouest et la Commission scolaire protestante de Templeton-Ouest;

258 Loi modifiant la charte de la cité de Jonquière;

262 Loi modifiant la charte de la cité de Verdun;

265 Loi modifiant la charte de la ville de Mont-Royal;

266 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Montmorency;

273 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Hauterive;

274 Loi créant, dans tout le territoire du comté Lac-Saint-Jean-Est, une zone où sera imposée et perçue, au bénéfice des corporations dudit comté, une taxe spéciale dite taxe de vente;

276 Loi établissant, dans les comtés de Chicoutimi et Jonquière-Kénogami, une zone où sera imposée et perçue une taxe de vente;

277 Loi concernant la ville de la Petite-Rivière.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

Les députés reviennent à leur salle de séances.

Projets de loi:

Aide aux sinistrés dans Mégantic

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 48 pour venir en aide aux victimes du sinistre dans le comté de Mégantic au mois d'août 1957.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: Que dans le but de coopérer au règlement des problèmes qui découlent du sinistre mentionné dans la loi qui sera basée sur la présente résolution, et de venir en aide aux sinistrés, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, aux conditions et de la manière qu'il déterminera, autoriser le ministre des Finances de la province à payer à ces fins, à même le

fonds consolidé du revenu, une somme n'excédant pas deux cent mille dollars.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

Il est ordonné que cette résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 48 pour venir en aide aux victimes du sinistre dans le comté de Mégantic, au mois d'août 1957.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 48 pour venir en aide aux victimes du sinistre dans le comté de Mégantic, au mois d'août 1957, soit maintenant lu une deuxième fois.

Le projet de loi, explique-t-il, est présenté à la demande du député de Mégantic pour que le gouvernement puisse collaborer au règlement financier des problèmes posés par l'inondation et la tempête qui a ravagé le comté. Les autorités provinciales ont déjà remplacé les chemins de fer, les routes et les ponts qui avaient été emportés par les eaux tumultueuses et les éboulis. Ces travaux ont coûté plus de \$1,000,000 au Trésor provincial. La nouvelle aide du gouvernement, pour les sinistrés eux-mêmes, s'ajoute à ce qui a déjà été dépensé, en sorte que le gouvernement aura déboursé \$1,200,000 pour remédier au désastre de Thetford.

Il évoque un incident tragique qui s'est déroulé au cours des inondations et des éboulis: le ministère de l'Agriculture a dû prêter sa machinerie qui a été utilisée pour dégager les cadavres d'une mère et de ses deux enfants.

M. Levesque (Bonaventure): Est-ce qu'une loi est absolument nécessaire pour une aide gouvernementale aux sinistrés?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a deux moyens de procéder pour cette aide. Il peut y avoir un mandat que le lieutenant-gouverneur en conseil émet pour autoriser des dépenses; mais alors, les Chambres ne sont pas consultées... Comme nous aimons respecter les prérogatives des députés, nous préférons faire voter une loi.

M. Levesque (Bonaventure): Quand j'ai posé ma question au premier ministre, c'était à cause des inondations dans Bonaventure.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il ne s'agit pas de ça.

M. Levesque (Bonaventure): Dans mon comté, les inondations ont causé aussi des dommages; et je voulais savoir si une loi était nécessaire pour que les autorités provinciales puissent secourir les sinistrés. Peut-être le gouvernement pourrait-il les aider par un mandat?

M. Fortin (Mégantic): Je remercie le premier ministre et le gouvernement de l'Union nationale de présenter le bill 48, qui compense en partie les pertes qu'ont subies les victimes. Cette aide, c'est un geste merveilleux dont la population de Mégantic saura se souvenir. Il faut souligner non seulement cette assistance d'ordre financier, mais une autre aide que le gouvernement a accordée dès le lendemain de la tempête effroyable: de la machinerie a été envoyée sur les lieux pour refaire les chemins et rétablir les communications.

Puis, un détachement de la police fut dépêché pour rechercher les cadavres d'une jeune femme et de ses deux enfants, qui s'étaient noyés sous les yeux du chef de famille. Je trouve que c'est le plus beau témoignage de sympathie que d'avoir remis au plus tôt au père éploré les corps de sa femme et de ses enfants.

J'exprime mes remerciements émus au premier ministre et au gouvernement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je remercie le député de Mégantic de ses paroles de gratitude, à la suite de la collaboration du gouvernement pour le règlement des problèmes posés par l'inondation. Les représentants du gouvernement se sont rendus sur les lieux dès le lendemain de la catastrophe et nous avons procuré toute l'assistance possible. Nous avons fait faire également une enquête pour l'estimation des dommages. Et nous avons décidé de présenter l'actuel projet de loi.

Pour ce qui est de Bonaventure, ça ne relève pas du bill. Il ne faut pas prendre pour acquis que le gouvernement est une compagnie d'assurances qui paie des indemnités sans primes. Dans Mégantic et dans la Beauce, il s'est agi de désastres de très grande envergure. Pour Bonaventure, le gouvernement étudiera la situation et décidera s'il y a lieu d'y apporter également une aide financière.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 48 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi sur l'exploitation des forêts

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 44 modifiant la loi pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: Que l'article 1 de la loi 10 George VI, chapitre 25, remplacé par l'article 1 de la loi 12 George VI, chapitre 18, par l'article 1 de la loi 14-15 George VI, chapitre 24, par l'article 1 de la loi 15-16 George VI, chapitre 39, par l'article 1 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 47, et modifié par l'article 1 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 24, soit de nouveau modifié en y ajoutant, après le paragraphe 17 du deuxième alinéa, le paragraphe suivant:

"18. Ideal Pulp & Lumber Inc ... 300 milles carrés."

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que cette résolution soit maintenant agréée.

Adopté, après division. La résolution relative au bill 44 est agréée.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 44 modifiant la loi pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 44 modifiant la loi pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il y a quelques années, nous avons adopté une loi pour autoriser le gouvernement à accorder certaines concessions forestières, soit des droits de coupe, afin que nos forêts soient mises en valeur de la façon la plus avantageuse possible pour les différentes parties de la province².

Certaines conditions ont été posées; l'exportation du bois hors de la province a été interdite si ce bois n'est pas ouvré au Québec; on a fixé un prix minimum de \$500 par mille carré de terrain boisé concédé. Le présent bill ajoute à la liste des compagnies qui peuvent bénéficier de la loi mentionnée Ideal Pulp and Lumber Inc., qui aura un droit de coupe dans un domaine de 300 milles carrés.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il s'agit de modifier une loi datant de 1946 et à laquelle le Parlement a apporté de multiples changements depuis 12 ans. En vertu de cette loi, le gouvernement procède par ententes particulières pour les concessions forestières. Nous nous sommes toujours opposés à cette manière d'agir. Nous y resterons opposés. Les libéraux voudraient que les autorités provinciales demandent des soumissions avant d'accorder des concessions.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il y a actuellement trois façons de procéder pour concéder un terrain boisé. La méthode usuelle consiste à annoncer dans la *Gazette officielle* que telle partie du domaine forestier va être accordée au

plus offrant aux enchères. L'avantage, c'est qu'on fait ainsi de la publicité autour de l'affaire.

Mais cette publicité n'est pas aussi grande que celle qui entoure une loi du gouvernement, discutée par l'Assemblée législative, puis à la Chambre haute. De plus, la loi fixe un montant minimum; c'est un autre avantage. Il existe encore un autre inconvénient de procéder par enchères: on court le risque que les grosses sociétés qui ont de l'argent s'emparent de toutes les concessions forestières.

La troisième façon de procéder pour accorder une concession, c'est de faire des échanges.

En résumé, la loi modifiée par le bill actuel permet de faire une plus grande publicité, ainsi de faire une répartition plus équitable. On évite ainsi que les grosses compagnies américaines mettent la main sur tous les terrains boisés. C'est dans l'intérêt de la population de la province. Et cela rend service aux moulins à papier, à la disposition de qui on met des concessions plus proches et donc plus faciles à exploiter. Par exemple, la St. Lawrence Paper Co, qui devait couper du bois près de l'Île d'Anticosti.

Adopté, après division. Le bill est lu une deuxième fois

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1958-1959

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)³

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas un million trois cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa

Majesté pour "Service civil (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)
et **l'honorable M. Cottingham (Argenteuil)**
échantent quelques questions et réponses en anglais.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
(À voix basse, au ministre des Mines (l'honorable M. Cottingham) Parle français⁴.

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil)
poursuit ses remarques en français.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):
Le premier ministre fait preuve de bonté envers les minorités, lorsqu'il demande à un ministre de langue anglaise de répondre en français à une question qui lui est posée en anglais. Je suis étonné de son manque de courtoisie. Il sait bien, du reste, que mes connaissances en français sont restreintes. Sans doute, je puis me débrouiller en français, mais je saisis mieux l'anglais qui m'est plus familier que le français. J'ai fait mon possible pour apprendre le français, mais ce n'est pas très facile à mon âge. Cela m'étonne d'autant plus que les deux langues sont officielles dans cette Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Les deux langues sont officielles dans la province de Québec et devant la Législature provinciale. C'est un fait qu'il faut affirmer une fois de plus. Puisque la majorité des députés sont de langue française, il serait plus courtois, je pense, que le ministre des Mines (l'honorable M. Cottingham) parle de façon à être bien compris par la majorité des députés.

M. Lafrance (Richmond): Il me semble que le premier ministre ne devrait pas obliger ses ministres à parler en français, lorsqu'ils répondent à un député de langue anglaise.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le premier ministre insulte l'Assemblée. Je suis convaincu que tous les députés de cette Assemblée comprennent et le français et l'anglais. Quand le ministre répond en anglais et quand j'entends le premier ministre dire à son collègue des Mines de répondre en français, particulièrement quand il était en train de répondre à une question qui lui a été posée en anglais, il me semble qu'il y a là un manque de courtoisie à la fois à l'endroit du ministre concerné et des députés de langue anglaise de cette Assemblée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
S'il y a un endroit au monde où la minorité est bien traitée, c'est bien dans la province de Québec. Elle donne, sous ce rapport, un exemple aux autres provinces. Nous sommes dans une Législature où les deux langues sont officielles, mais dont les membres sont en grande majorité de langue française. Alors, dans ces circonstances, la courtoisie exige que lorsqu'un député interroge en anglais, on lui réponde en anglais sans doute, mais qu'on donne aussi la réponse en français.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Dans ce cas-là, c'est très bien. Mais ce n'est pas le sens que j'avais d'abord donné à l'intervention du premier ministre⁵.

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil):
Je suis désolé d'avoir causé une tempête dans un verre d'eau. Je suis un protestant de langue anglaise, mais la population de mon comté est majoritairement de langue française et catholique. Elle est un exemple unique d'entente mutuelle.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Les techniciens et les ingénieurs de langue française sont maintenant de plus en plus nombreux dans l'industrie minière de la province.

Dès 1936, la province a établi un système de bourses qui permet aux jeunes Canadiens français d'acquérir la compétence nécessaire pour participer de plain-pied au développement minier. À ce moment-là, nous n'avions même pas d'école supérieure pour la formation d'ingénieurs miniers et de géologues. Nous avons subséquemment établi une telle école à Québec, de sorte que notre jeunesse a maintenant des avantages que nous n'avons jamais connus dans le passé.

C'est ainsi que M. Jean-Paul Drolet occupe maintenant une situation de toute première importance (assistant du président) à la Québec Cartier Mining, et que le propre fils du sous-ministre des Mines, M. A.-O. Duffresne, exerce aussi des fonctions de grande responsabilité à la compagnie Iron Ore.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)
propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas un million cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Aide à la recherche des mines (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 14 février 1958

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Voies et moyens:

Débat sur le budget 1958-1959 (suite)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mardi le 11 février courant, sur la motion du représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil⁶.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

On me permettra d'abord de présenter mes félicitations au nouveau ministre des Finances (l'honorable M. Bourque) qui, pour ses débuts dans cette Chambre à son nouveau poste, a fait un coup de maître.

Le chef de l'opposition, sans doute aiguillonné par certains événements récents⁷, a fait un effort oratoire considérable, mardi, pour tenter de détruire ou d'atténuer l'excellent effet produit par le discours du ministre des Finances. Parmi ces événements récents, je me permets de mentionner l'annonce faite dimanche dernier de la candidature de Me Paul Gérin-Lajoie à la direction du Parti libéral. Cet "homme d'État en guimauve" croit que les deux défaites qu'il a subies en moins d'un an dans le comté de Vaudreuil-Soulanges⁸ le qualifient d'emblée pour réapprendre au Parti libéral à gagner des élections!

D'autre part, ce monsieur Gérin-Lajoie est un économiste remarquable. Il a trouvé, paraît-il, la solution aux problèmes de l'agriculture qui, selon l'opposition, serait sur le point de rendre l'âme. Cette chose formidable qu'il a découverte et dont il a abondamment parlé dans sa dernière campagne électorale, c'est la culture des petits pois! Dimanche dernier, il a dû être fier d'apprendre que le gouvernement fédéral avait décrété un embargo sur l'importation des petits pois en conserve des États-Unis et que les petits pois canadiens étaient définitivement sur la voie!

Il a parlé dimanche dernier, des "élections à la Paul Sauvé". Je lui dirai que ces sortes d'élections se passent dans la légalité, le calme, l'ordre, qu'elles ne donnent aucune prise à des contestations d'élection et que, lorsqu'elles sont terminées... les petits pois sont mangés, ovatis!

Le tableau de cette prétendue anarchie fiscale, que nous a dressé le chef de l'opposition, est d'une inexactitude scandaleuse.

1. Depuis le 1^{er} avril 1945, a dit le chef de l'opposition, le gouvernement actuel a dépensé \$540,142,535 au-delà des budgets approuvés par l'Assemblée législative. Quelle est la vérité? La vérité, c'est qu'en dehors des mandats spéciaux, les montants dépensés par le gouvernement ont tous, sans exception, été approuvés dans le budget régulier ou dans les budgets supplémentaires. Les seules sommes prises hors du budget, qui représentent des montants négligeables, sont celles qui ont été approuvées par des Statuts spéciaux, qui pourvoient au paiement de dépenses imprévues en mettant certaines sommes à la disposition des différents ministères. Cette même procédure est adoptée dans

d'autres parlements. Je constate qu'il y a contradiction flagrante entre les propos tenus à ce sujet par le chef de l'opposition et les reproches qu'il nous faits de ne pas verser d'octrois statutaires.

2. Le chef de l'opposition a accusé le gouvernement de dépenser, au cours d'une année fiscale, des sommes d'argent appartenant aux revenus de l'année suivante. Il a dit que ces sommes s'étaient élevées à \$36,475,110 en 1956-1957. Le chef de l'opposition a probablement pris ce montant à la page 56 des *Comptes publics* à l'item "revenus différés". Un bref coup d'œil aux *Comptes publics* révèle que le gouvernement a fait exactement le contraire de ce qu'il a dit. Ces sommes sont perçues au cours des derniers mois d'un exercice financier et doivent être dépensées dans l'exercice suivant. C'est le cas, par exemple, pour les permis d'automobiles, vendus au début de l'année. Les \$36,475,110 provenant principalement de la vente de ces permis ont bien été perçus en 1956-1957, mais ils devaient être utilisés seulement au cours de l'exercice financier commençant le 1^{er} avril suivant. D'ailleurs, l'année suivante, le gouvernement a dépensé de l'argent destiné à l'exercice financier précédent.

3. Le chef de l'opposition a prétendu que nous avions, du 1^{er} avril 1945 au 31 mars 1957, perçu \$3,445,676,000 et dépensé \$3,687,407,000⁹, ce qui laisserait un déficit total d'opérations de \$241,731,262. La vérité, et la réalité, est la suivante: durant la période en question, les revenus ont été de \$3,189,821,781 et les dépenses de \$3,288,397,620, ce qui laisse un écart de seulement \$98,575,839, duquel il faudra soustraire le surplus de l'année en cours, soit \$1,332,010, ce qui ramène l'écart à \$97,243,829. Mais cela ne tient pas compte du fonds d'amortissement, lequel est de \$155,147,637, ce qui diminue notre dette d'autant.

Donc, loin d'avoir dépensé plus que ses revenus, le gouvernement a tout financé ses dépenses et il a versé des sommes très considérables dans le fonds d'amortissement.

4. Le chef de l'opposition a fait l'affirmation gratuite selon laquelle le gouvernement aurait émis, l'année des élections, en 1956-1957, des bons du Trésor pour une somme de \$240,750,000, et il aurait emprunté \$21,000,000 d'Hydro-Québec et \$3,000,000 de la Commission des accidents du travail, tout cela, pour se maintenir au pouvoir. Le chef de l'opposition a oublié dans son total qu'il y a des renouvellements dans ces bons du Trésor. Il me fait penser à l'homme qui emprunte \$1,000 à la banque, qui vient renouveler son billet à la fin du mois et qui s'imagine qu'il doit alors \$2,000! Je me

souviens que, dans le discours qu'il a prononcé à Ottawa sur le budget, le chef de l'opposition avait déclaré qu'il ne parlerait pas de finances, parce qu'il ne s'y entendait pas. Je me demande si, avec l'âge, il a oublié la discrétion dont il faisait alors preuve!

Le plus grand total des bons du Trésor que nous ayons eu en 1956-1957, pour l'année des élections, c'est \$82,750,000¹⁰ et ce montant fut atteint précisément le 13 décembre, soit pendant le mois où la perception des taxes est la plus lente. Chacun sait que, pour tous les gouvernements, c'est la même chose: il y a des périodes où les taxes entrent bien, et d'autres, où c'est lent. Et j'ajoute ce que le chef de l'opposition a oublié de dire, que cette somme de \$82,780,000 a été entièrement remboursée à même nos revenus courants, entre le 28 décembre 1956 et le 29 mai 1957¹¹, sauf une portion de \$4,000,000, remboursée, elle, le 15 avril, à même nos revenus encore.

Quant aux placements faits par Hydro-Québec et la Commission des accidents du travail, ce que n'a pas dit le chef de l'opposition, c'est que ces organismes ont temporairement, à certaines périodes de l'année, des fonds supplémentaires à placer et qu'ils transigent généralement avec les compagnies de fiducie. Il y a à cela un inconvénient grave, c'est qu'il ne leur est pas toujours facile d'obtenir l'argent dont ils ont besoin quand arrivent des périodes de grosses dépenses. Au lieu d'investir l'argent dans des compagnies de fiducie, ils ont placé des fonds dans le Trésor provincial à des taux d'intérêts de base, et nous avons organisé les remboursements selon des périodes qui coïncident avec les besoins de ces commissions. L'intérêt payé est excellent et toutes les parties sont amplement satisfaites.

5. Autre accusation du chef de l'opposition: il y aurait, dans les *Comptes publics*, une somme de \$47,000,000 pour laquelle il n'y a aucune information. Ce n'est pas la première fois que l'on discute de cela. Ces critiques sont totalement injustifiées. S'il fallait que nous placions tous les petits comptes dans les *Comptes publics*, nous imprimerions à grands frais de véritables dictionnaires. Tous les gouvernements du Canada groupent ainsi leurs petites dépenses. D'ailleurs, nous faisons plus que l'Ontario et que le gouvernement fédéral dans ce domaine.

Il donne le tableau suivant des dépenses qui apparaissent dans divers *Comptes publics*. (Voir le tableau à la page suivante)

| <i>Salaires au-dessus de</i> | <i>Dépenses de voyages au-dessus de</i> | <i>Fournisseurs au-dessus de</i> |
|----------------------------------|---|--------------------------------------|
| Québec \$1,500 | \$400 | \$1,000 |
| Ontario \$3,600 | \$600 | \$1,500 |
| Ottawa \$5,000 | \$500 | \$5,000 |

Québec a dressé une liste de toutes les dépenses excédant \$1,000 et, dans certains cas, des dépenses de plus de \$100. À Ottawa, on ne donne aucun détail sur les salaires ou les achats de moins de \$5,000, non plus que pour les dépenses de voyage de moins de \$500.

6. Le chef de l'opposition s'est aussi demandé pour quelle raison le service de la dette augmente, si c'est vrai que notre dette diminue. Les dépenses liées à la dette comprennent le paiement d'intérêts et les versements pour grossir le fonds d'amortissement. Or, réellement, la dette nette a diminué de \$60,373,885, du 31 mars 1945 au 31 mars 1957. Pourquoi le service de la dette augmente-t-il? Parce que, par une loi qui nous a permis de récupérer 2 sous sur chaque gallon d'essence¹², nous avons payé une partie d'un programme de voirie, nous avons payé le service de deux emprunts, et le résidu doit être versé dans le fonds d'amortissement. Donc, pendant que notre dette diminue, notre fonds d'amortissement augmente, de même que notre service de la dette. Ainsi, \$16,625,000 prélevés sur les revenus ordinaires de la province sont allés grossir ce fonds au cours d'une seule année.

Ce qui est vrai, c'est que, depuis 1945-1947, la province de Québec a fait des dépenses d'équipement qui augmentent l'actif permanent de l'État provincial et qui atteignent, au 31 mars 1958, \$727,000,000. Elles ont été payées en très grande partie à même les revenus ordinaires de la province. La province de Québec est la seule à payer ainsi à peu près toutes ses immobilisations. Ce qui est vrai, c'est que le gouvernement du Québec a placé \$16,625,000 au fonds d'amortissement, augmentant d'autant l'actif de la province.

Ce qui est vrai, c'est que les argents consacrés à l'Instruction publique sont montés de \$9,898,000, en 1945-1946, à \$87,000,000, en 1958-1959. En 1958-1959, l'ensemble des ministères dépenseront un grand total de \$116,358,000 pour

l'enseignement¹³. Ce qui est vrai, c'est que c'est le pourcentage le plus élevé consacré à l'éducation, comparativement au revenu, que dans n'importe quelle autre province.

Ce qui est vrai, c'est qu'entre le 1^{er} juillet 1955 et le 13 février 1958, le gouvernement n'a pas émis d'obligations, sauf pour emprunter \$25,000,000, dont une partie a servi à payer les avances au crédit agricole. Pas un seul autre gouvernement ne peut se vanter d'avoir si peu emprunté.

Ce qui est vrai, c'est qu'au 31 mars 1957, la dette nette consolidée de l'Ontario était de \$987,042,600, alors qu'elle était de \$355,101,668 dans la province de Québec. Malgré que la population de l'Ontario dépasse de un cinquième celle du Québec, notre province doit être fière d'avoir gardé sa dette nette à un niveau aussi bas.

Ce qui est vrai, c'est que, du 31 mars 1945 à cette année, la dette nette du Québec a été réduite de \$308,000,000 à \$247,869,251, soit d'une somme nette de \$60,373,885¹⁴. Ce qui est vrai, c'est qu'à la suite de cette diminution de la dette nette, la dette *per capita* du Québec est passée de \$86.58, en 1945, à \$52.46, en 1957, soit une réduction de \$34.12. En fait, c'est la dette par tête la plus basse de toutes les provinces du Canada.

On croirait, à entendre l'opposition, que Québec est au bord de la ruine. Mais lorsqu'on examine les chiffres officiels, on constate que la situation financière de la province est meilleure que partout ailleurs au pays. Tous les contribuables de la province de Québec ont le droit d'en être satisfaits.

Je veux relever certaines affirmations qui ont été faites durant ce débat sur le budget. L'opposition parle toujours de ce qui se fait ailleurs et ferme les yeux sur ce qui se fait dans la province de Québec. On a dit, notamment, du côté de nos amis d'en face, que l'agriculture est en train de mourir dans la province de Québec. J'ai relevé quelques chiffres à ce sujet.

Récemment, j'avais le plaisir d'assister au congrès des producteurs de lait à Montréal, et j'y ai constaté que, loin de mourir, l'agriculture chez nous est plus vivante que jamais. L'industrie laitière, qui est la base même de l'agriculture chez nous, a augmenté de 26 % dans le Québec, de 1947 à 1956, alors qu'elle n'augmentait que de 7 % dans tout le pays pour la même période¹⁵. Au cours de ce congrès, des spécialistes canadiens m'ont dit qu'en 1958, la province de Québec occupait indiscutablement la première place dans l'industrie laitière du Canada. Il n'y a que l'opposition qui voit

tout mourir dans la province de Québec, et ce sont les gens des autres provinces qui viennent nous dire qu'en agriculture, nous occupons la première place au Canada.

De plus, en prenant pour base la période 1935-1939, l'indice du volume physique de notre production agricole, qui était de 100 % en 1939, était monté en 1956, d'après les statistiques fédérales, à 147 % en 1956, dans le Québec, alors qu'il n'avait augmenté que de 100 % à 132 % en Ontario. Québec avait donc une avance de 15 % sur la province voisine. Durant la même période, l'indice des prix des produits agricoles a plus augmenté dans la province de Québec que dans le Canada. En 1957, dans tout le pays, l'indice de ces prix était monté de 100 % à 226.8 %, dans Ontario, de 100 à 254.5 %, et dans Québec, de 100 à 263.8 %. Si nous produisons davantage et si les prix montent davantage dans le Québec, comment peut-on prétendre que l'agriculture se meurt chez nous? En face de tous ces résultats, comment peut-on expliquer les déclarations de l'opposition par autre chose que par son désir de dénigrer la province de Québec?

La province de Québec n'avait, en 1946, lorsque mon ministère a été fondé, que quatre petites écoles techniques, mal foutues, mal équipées, logées dans des locaux inadéquats et quelques écoles professionnelles mal organisées. Aujourd'hui, elle a neuf grandes écoles techniques qui, par une loi récente, sont devenues des Instituts de technologie¹⁶, neuf instituts additionnels où l'on enseigne des techniques spécialisées; elle a 40 écoles de métiers, dont 22 ont des sections du cours technique, placées aux endroits stratégiques dans la province, pour décentraliser cet enseignement et le mettre à la portée du plus grand nombre. Pour cet enseignement spécialisé, le gouvernement a dépensé, à date, un capital de \$84,315,000. Dans ces écoles, on enseigne 180 techniques différentes couvrant tous les secteurs de l'industrie québécoise. Le gouvernement a également distribué 85,000 bourses d'études, au coût de \$14,000,000. Les résultats de cette vivifiante initiative se font sentir tous les jours, alors que des milliers d'étudiants gradués déferlent vers les industries, et pour des postes bien payés.

J'ai entendu le chef de l'opposition dire l'autre jour que le gouvernement vit dans la fantasmagorie, qu'il s'imaginerait que tout est plus beau dans le Québec qu'ailleurs, bien qu'il n'ait certainement pas fait le tour des autres pays pour voir ce qui s'y passe. En ce qui concerne l'enseignement spécialisé, il n'est pas du tout nécessaire de se déplacer pour aller voir ce qui se fait ailleurs: c'est le reste du monde qui vient se

renseigner dans la province de Québec parce que, de l'assentiment général, c'est ici que se trouvent les plus belles réalisations. Je pourrais vous citer là-dessus des témoignages reçus des quatre coins du globe. J'en prendrai quelques-uns au hasard car, pour les mentionner tous, il me faudrait des heures et des heures.

Il donne lecture à la Chambre des opinions exprimées par des industriels et des spécialistes venus du Mexique, de l'Irlande, de l'Union Sud-Africaine, de la France, de la Birmanie, de Formose, de la Hollande, de l'Indonésie, des États-Unis et d'ailleurs. Après avoir visité nos grandes écoles de formation professionnelle, affirme-t-il, ces gens disent qu'il n'existe rien de comparable dans les autres provinces du Canada, ni en Europe, ni même sur l'ensemble du continent nord-américain à ce qui se fait dans la province de Québec dans le domaine de l'enseignement spécialisé.

Il en appelle au témoignage du gouvernement fédéral lui-même qui, dit-il, a dressé, en 1957, des statistiques des principales institutions d'enseignement spécialisé du pays. Sur un total de 23 écoles canadiennes classées au niveau des instituts de technologie, 12 sont situées dans la province de Québec. Des techniciens de France, des États-Unis, du Mexique, de la Roumanie, de Pologne, de Grèce, d'Argentine, du Pérou, d'Haïti, d'Indonésie, d'Espagne, des Indes occidentales britanniques, des Indes, du Pakistan, du Vietnam et de plusieurs autres pays viennent se perfectionner en suivant des cours dans la province de Québec. Ce matin même, trois étudiants du Cambodge sont arrivés ici pour rejoindre les rangs de nos instituts de technologie. Nous sommes en droit d'être fiers de ces réalisations.

Puis, le chef de l'opposition prétend que nous vivons dans la fantasmagorie? Non pas. L'opposition est tellement biaisée dans ses points de vue qu'elle interprète les déclarations de progrès du gouvernement comme des fantasmagories sorties de l'esprit des fonctionnaires du gouvernement. Il y a ici des réalisations tellement brillantes qu'elles peuvent paraître de la fantasmagorie pour les gens qui veulent absolument fermer les yeux sur nos progrès et nier l'évidence.

(Applaudissements à droite)

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)¹⁷
rend hommage à l'honorable Onésime Gagnon, assermenté le matin même comme lieutenant-gouverneur de la province.

Relativement au rapport financier de 1956-1957, dit-il, le revenu brut de la province fut de

\$495,755,887.16 contre une dépense nette de \$442,728,890.74, laissant un déficit considérable, dans une année où le gouvernement a obtenu des revenus approximatifs de \$500,000,000. Le gouvernement est devenu fou et s'est lancé dans une orgie de dépenses, malgré une augmentation de revenus de \$67,000,000. Il dépense l'argent avec une telle rapidité qu'il lui a fallu emprunter aux banques, aux bons du Trésor, \$240,750,000 et \$24,000,000 de l'Hydro-Québec et de la Commission des accidents du travail.

De 1945 à 1956-1957, le gouvernement a dépensé une somme globale de \$535,000,000 de plus que les crédits votés par la Chambre. Si le gouvernement de l'Union nationale dépensait l'argent du peuple avec soin et qu'il s'en tenait aux montants votés par l'Assemblée législative, le contribuable aurait joui d'une année fiscale 1958-1959 sans impôts, plutôt que de verser \$506,000,000 dans les coffres du gouvernement.

Pour la première fois cette année, depuis l'arrivée de l'Union nationale au pouvoir en 1944, le ministre des Finances (l'honorable M. Bourque) n'a pas eu un reproche à faire à propos de l'éternelle question des politiques d'imposition du gouvernement fédéral, dans le discours sur le budget de vendredi dernier. Il y a certainement une raison qui explique le changement d'attitude de Québec vis-à-vis d'Ottawa. Se pourrait-il que ce soit parce que le gouvernement de l'Union nationale a besoin d'argent cette année pour équilibrer son budget et que les \$36,000,000 en paiements de péréquation, que lui tend le gouvernement fédéral comme une branche d'olivier, auraient eu l'effet d'un calmant sur l'administration de l'Union nationale? Ce gouvernement aurait-il enfin compris que Québec peut recevoir de l'argent d'Ottawa, sans crainte pour son autonomie?

L'administration provinciale devrait accepter un autre calmant en s'en remettant à Ottawa pour la perception de son propre impôt provincial sur le revenu des particuliers. La province de Québec est la seule de toutes les provinces à imposer le revenu à ses citoyens. La perception de cet impôt coûte \$2,000,000 par année à la province. Les montants ainsi épargnés pourraient servir à l'éducation.

Le gouvernement de l'Union nationale ne participe toujours pas au projet de la route transcanadienne, dont les gouvernements des provinces et Ottawa assument le coût. L'Union nationale ne pourrait-elle pas prendre un troisième calmant et joindre cette entente avec le gouvernement fédéral? Pourquoi le gouvernement

provincial ne pourrait-il pas recevoir \$36,000,000, qui proviendraient de la construction de la route transcanadienne par une entente avec Ottawa? En le faisant, les autres provinces n'ont pas pour autant perdu leur autonomie. Québec fera bon usage de cet argent et l'autonomie provinciale ne sera pas plus violée que dans le cas de l'acceptation des paiements de péréquation.

Car Québec devrait consacrer des montants beaucoup plus considérables à sa voirie. La province de Québec est en retard sur Ontario. En 1956-1957, l'Ontario a dépensé \$203,000,000. Pour l'année financière 1956-1957, la province de Québec n'aura consacré que \$100,000,000 à la construction de routes, alors que les revenus provenant de la taxe sur l'essence et des licences de véhicules automobiles s'élevaient à \$109,000,000. Ce montant de \$100,000,000 dépensé pour la voirie représentait 23 % du budget.

En 1957-1958, c'est-à-dire durant l'année en cours, le gouvernement dépensera \$104,045,000 pour les routes, soit seulement 20.5 % de son budget. Et les prévisions budgétaires de 1958-1959 sont encore plus décevantes, puisqu'on se propose de ne consacrer que \$91,000,000, ou 18 % du budget à cette fin. Ce qui veut dire que l'automobiliste québécois reçoit moins pour son argent que son voisin ontarien.

Le pourcentage du budget consacré à la voirie était pourtant de 35 % en 1930. Il est incompréhensible qu'il continue de baisser, alors que le nombre des véhicules augmente d'environ 10,000 par année, et que le pauvre état de nos routes est à l'origine de notre record peu enviable de sécurité. En effet, le taux des morts par 10,000 autos est plus élevé dans le Québec que dans toutes les autres provinces. Ce qui explique d'ailleurs le taux plus élevé chez nous de l'assurance-automobile. Le gouvernement devrait plutôt imiter une province sœur, l'Ontario, qui projette de consacrer 36 % de son budget en 1958-1959 à la voirie.

Il cite une liste des taxes que paient les Québécois et que ne paient pas les citoyens des autres provinces: taxe sur le revenu, sur les liqueurs, pour le chômage, sur le tabac, sur les repas, sur les ventes au détail.

Il reproche au gouvernement d'avoir réduit cette année de \$13,000,000 à \$10,000,000 son aide financière aux universités et le presse de maintenir à un niveau constant les subsides aux universités, de sorte qu'elles puissent projeter leurs dépenses avec un certain degré de certitude. Il reprend la suggestion formulée à la Conférence provinciale sur l'éducation¹⁸ à l'effet, dit-il, que le gouvernement de Québec devrait accepter sa part des \$50,000,000 du

fonds fédéral d'aide aux universités. Une telle acceptation ne porterait en aucune façon atteinte à l'autonomie de la province.

M. Bertrand (Missisquoi) propose, appuyé par le représentant de Champlain (M. Bellemare), que le débat soit de nouveau ajourné.
Adopté.

Subsides:

Budget des dépenses 1958-1959

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)¹⁹

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Villages miniers (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.
Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Bourses d'études (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.
Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Drainage de tourbières (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.
Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Postes de sauvetage (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.
Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté quatre résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à lundi prochain, à 3 heures de l'après-midi²⁰.
Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. Il s'agit de la première cérémonie de sanction du nouveau lieutenant-gouverneur Onésime Gagnon, ex-ministre des Finances du cabinet Duplessis, assermenté le matin même comme représentant de la reine au Québec.

2. Le premier ministre pense à la loi pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers, le bill 60 à l'époque, sanctionnée le 17 avril 1946 (10 George VI, chapitre 25).

3. Les sources ne confirment pas que M. Johnson occupe la fonction de président du comité des subsides, mais nous supposons qu'il la remplit, puisqu'il préside tous les autres comités pléniers de la séance.

4. Selon la version de la Presse Canadienne, rapportée notamment dans *La Voix de l'Est* du 15 février 1958, à la page 3, le premier ministre aurait plutôt prononcé ces paroles d'un ton "pas mal fort". *Le Devoir* du 15 février 1958, à la page 1, raconte que, depuis deux semaines, le premier ministre insiste pour que ses ministres répondent en français aux questions posées en anglais par les trois députés anglophones de l'opposition, messieurs Hyde, Earl et Brown. Ces deux derniers, note d'ailleurs *Le Nouvelliste* du 17 février 1958, à la page 4, "ne parlent et ne comprennent pratiquement pas le français". Le premier ministre, donc, a d'abord prié

le ministre des Pêcheries (l'honorable M. Pouliot), puis le secrétaire et registraire (l'honorable M. Prévost) de s'exprimer en français à la suite de questions formulées en anglais, et ce, après que les ministres aient commencé à répondre en anglais. Le jeudi précédent, le premier ministre a dû s'y prendre "au moins une douzaine de fois" avant que le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé), parfait bilingue, ne cède à son tour et passe de l'anglais au français. Lorsqu'on fait face aux tribunes, selon le diagramme de la Chambre établi avant le départ de l'ex-ministre des Finances, Onésime Gagnon, M. Cottingham siège immédiatement à droite du fauteuil de l'Orateur. Trois pupitres le séparent de son chef. Notons en outre qu'il est le seul ministre de langue anglaise du cabinet Duplessis. *La Presse* du 14 février 1958, à la page 10, ajoute que l'Assemblée législative compte, en 1958, six députés de langue anglaise et 87 députés francophones.

5. Dans la suite de la discussion, indique le *Montréal-Matin* du 15 février 1958, à la page 7, le ministre Cottingham répond d'abord en anglais à M. Earl, qui continue de poser ses questions dans cette langue, puis reprend la substance de ses interventions en français.

6. À la séance du 11 février, c'est le député de Wolfe (M. Vachon) qui a ajourné le débat sur cette motion. M. Vachon devrait donc amorcer le débat ce jour-là. Or, les sources ne rapportent aucune intervention du député de Wolfe.

7. Outre l'annonce de la candidature au poste de chef du Parti libéral du Québec de Paul Gérin-Lajoie, qu'il évoque plus loin, le ministre Sauvé songe sans doute aussi au report du congrès plénier de ce même parti, qui était, jusqu'au 12 février, prévu pour les 21 et 22 mars, mais qui a été reporté au 30 et 31 mai.

8. Défait par le candidat unioniste Joseph-Edouard Jeannotte aux élections générales du 20 juin 1956, Paul Gérin-Lajoie a également perdu l'élection partielle du 18 septembre 1957, cette fois contre le député actuel Loyola Schmidt.

9. Les montants exacts, tel que cités par le chef de l'opposition dans son discours en réplique au discours du budget, sont respectivement \$3,445,676,092 et \$3,687,407,354.

10. *Le Soleil* du 15 février, à la page 6, se contredit en affirmant plus loin que ce montant est plutôt de \$82,780,000.

11. Le 15 février 1958, *L'Événement*, à la page 14, et *The Quebec Chronicle Telegraph*, à la page 3, font plutôt état de la date du 29 mars. *The Gazette*, à la page 1, écrit aussi que les sommes mentionnées par le ministre Sauvé étaient remboursées à la fin du mois de mars. *L'Action catholique*, à la page 3, *La Presse*, à la page 34, et *Le Devoir*, à la page 3, proposent une version similaire à celle du *Soleil* (notre source), version justifiée par la suite de la phrase du ministre Sauvé.

12. La loi concernant un système routier approprié aux besoins de la province (bill 8), a reçu sa sanction royale le 16 novembre 1950 (14-15 George VI, chapitre 15).

13. *Le Temps* du 19 février 1958, à la page 7, avance le montant de \$115,358,000. Le 15 février 1958, *La Presse*, à la page 34, *Le Devoir*, à la page 16 et *L'Événement*, à la page 14, soumettent toutefois un chiffre identique à celui du *Soleil*, notre source.

14. *Le Temps* du 19 février 1958, à la page 7, cite plutôt le chiffre de \$50,373,885 et *La Presse* du 14 février 1958, à la page 34, celui de \$60,375,885. Dans les faits, la soustraction des deux montants donne comme résultat la somme de \$60,130,749.

15. *The Quebec Chronicle Telegraph* du 15 février 1958, à la page 3, déclare que c'est à l'Ontario que s'applique ce pourcentage de 7 %. *L'Action catholique* du 15 février 1958, à la page 3, et le *Montréal-Matin* du 17 février 1958, à la page 11, comme *Le Soleil* (notre source), l'attribuent à l'augmentation de la production laitière dans le reste du Canada.

16. Cette loi, le bill 32, a reçu sa sanction royale le matin même.

17. Selon la procédure, M. Earl ne bénéficierait pas du droit d'intervenir à la suite du ministre Sauvé. Selon *Le Soleil* du 12 février 1958, à la page 6, qui a été le seul journal à rapporter cette intervention, le député de Notre-Dame-de-Grâce s'est exprimé sur la motion qui fait l'objet du débat, lors de la séance du 11 février. Peut-être n'a-t-il pas eu le temps de compléter son intervention ce jour-là ou peut-être n'a-t-il pas épuisé à ce moment le temps réglementaire de son droit de parole. Quoi qu'il en soit, toutes les sources, à l'exception du *Devoir* et de *La Tribune*, déclarent que M. Earl a pris la parole en Chambre au cours de la présente séance et lui font

tenir des propos différents de ceux publiés par *Le Soleil* du 12 février. Seule *L'Action catholique* du 15 février 1958, à la page 6, reprend les propos tenus par le député de Notre-Dame-de-Grâce, le 11 février.

18. Cette conférence s'est déroulée les vendredi, samedi et dimanche, 7, 8 et 9 février précédents, sous la présidence d'Esdras Minville, directeur de l'École des hautes études commerciales. Elle rassemblait divers experts et travailleurs du milieu de l'éducation ainsi que des politiciens, comme les ministres Prévost et Sauvé.

19. De nouveau, les sources ne confirment pas que le député de Bagot exerce les fonctions de président du comité des subsides. Nous pensons toutefois qu'il agit bel et bien à titre de président, puisqu'il jouait ce rôle au cours de la séance du matin.

20. Les députés siégeront pour la première fois un lundi, au cours de la présente session.

Séance du lundi 17 février 1958

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

**Loi de
l'impôt sur le revenu**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement apportera, avant la deuxième lecture, un léger amendement au texte de l'article 3 de la loi 42, qui amende celle de l'impôt sur le revenu¹.

Le gouvernement fédéral a récemment porté de 10 % à 13 % la part de l'impôt personnel fédéral que pouvaient recevoir les provinces. Dans le Québec, où le gouvernement provincial perçoit son propre impôt depuis 1954, les contribuables déduisent 10 % de leur impôt fédéral, pour fins provinciales.

L'impôt provincial équivaut à environ 15 % de l'impôt fédéral. Avec la hausse du montant déductible pour 1958, les Québécois pourront déduire 13 % de leur impôt fédéral.

La province de Québec doit profiter du fait que le gouvernement fédéral abandonne 3 % de son impôt sur le revenu, pour exercer son droit de taxation dans ce domaine. Personne ne songera sûrement à la blâmer d'occuper cette partie du champ d'imposition. Il serait inconcevable qu'elle ne le fasse pas.

En vertu de la loi, aucun contribuable du Québec ne paiera, pour 1958, un sou de plus qu'il ne paye maintenant sur son impôt total. Je puis même affirmer que, même avec cette nouvelle loi, aucun contribuable canadien ne paiera moins d'impôt sur le revenu que les contribuables du Québec. Ceux-ci, dans bien des cas, paieront en effet moins que les autres.

Quoi qu'il en soit, la nouvelle loi provinciale contiendra des bases d'exemption plus généreuses et signifiera une réduction des versements d'impôt au fédéral et au provincial. Il ne faut pas oublier que le 3 % ou le 1.5 % seront calculés sur l'impôt fédéral tel que diminué, par suite de ces exemptions nouvelles.

**Allocations aux
mères nécessiteuses**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 50 concernant les allocations aux mères nécessiteuses et à leurs enfants.

Il s'agit, affirme-t-il, d'une loi bienfaisante de l'Union nationale pour augmenter de nouveau les allocations accordées aux mères nécessiteuses et à leurs enfants, en amendant de nouveau la loi portant sur ces allocations.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Commissions scolaires
au Lac-Saint-Jean**

M. Ducharme (Lavolette) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 97 modifiant la loi concernant les commissions scolaires de Saint-Joseph-d'Alma, de Naudville, de Riverbend et d'Isle-Maligine.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit d'un projet de loi au sujet d'une situation scolaire particulière. À Saint-Joseph d'Alma, la population comprend de nombreux employés de deux grandes compagnies, Price Brothers et l'Aluminium Company of Canada.

Il y a quelques années, le Parlement a légiféré pour imposer une taxe spéciale payable par Price Brothers et l'Aluminium Co., pour contribuer aux dépenses de la Commission scolaire de Saint-Joseph d'Alma, parce que les employés de ces compagnies demeuraient en grande majorité dans cette ville du lac Saint-Jean, cependant que les propriétés de l'Alcan et de Price se trouvaient à Riverbend et à l'Isle-Maligine.

La loi va expirer en juillet; on veut prolonger son application tout en changeant les pourcentages payables par les compagnies, afin de tenir compte de l'augmentation de valeur des propriétés de l'Aluminium. L'Aluminium paiera désormais 64 %, au lieu de 58 %, et Price 36 %, au lieu de 40 %.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Allocations aux mères nécessiteuses

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 50 concernant les allocations aux mères nécessiteuses et à leurs enfants.

Adopté.

Commémoration de la fondation de Québec

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 41 autorisant la contribution de la province à la célébration du 350e anniversaire de la fondation de Québec.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Bertrand (Missisquoi)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: 1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil sera autorisé à contribuer financièrement, de la manière et aux conditions qu'il déterminera et jusqu'à concurrence d'une somme de cent mille dollars, aux fêtes et aux cérémonies qui auront lieu à Québec en 1958 à l'occasion de la célébration du trois cent cinquantième anniversaire de la fondation de Québec.

Adopté.

2. Que, en outre, le lieutenant-gouverneur en conseil, à l'occasion de ce mémorable anniversaire, pourra affecter une somme additionnelle n'excédant pas cinquante mille dollars pour faire sculpter, et installer dans des niches encore inutilisées des murs extérieurs du parlement provincial, des statues de personnages qui ont illustré l'histoire canadienne.

Adopté.

3. Que les dépenses occasionnées par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions seront payées à même le fonds consolidé du revenu.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

Il est ordonné que ces résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 41 autorisant la contribution de la province à la célébration du 350e anniversaire de la fondation de Québec.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 41 autorisant la contribution de la province à la célébration du 350e anniversaire de la fondation de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

La ville de Québec, dit-il, célébrera cette année un événement de la plus haute importance, le 350e anniversaire de sa fondation par Samuel de Champlain. Cette célébration que l'on prépare est nécessaire à bien des points de vue, notamment pour manifester la gratitude de ceux qui bénéficient largement du travail et du dévouement de nos aïeux, en particulier Champlain. Il est bon de nous rappeler souvent que, si nous sommes quelque chose aujourd'hui, nous le devons aux sacrifices, au sens de responsabilité personnelle de ces aïeux qui savaient placer les valeurs spirituelles au-dessus des valeurs matérielles.

Il y a une catégorie de gens qui disent: "Il ne faut pas regarder en arrière, il faut toujours regarder en avant...", comme s'il était permis à des hommes de cœur d'oublier l'œuvre bâtie solidement par leurs devanciers pour le bénéfice de la génération présente et des générations futures.

C'est pourquoi nous avons décidé de mettre d'abord de côté une somme de \$100,000 pour les célébrations du 350e anniversaire, somme qui servira aux organisateurs, et de consacrer une somme additionnelle de \$50,000 pour placer des statues dans les niches vides de la façade du parlement.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Les célébrations ne doivent pas être uniquement

l'occasion de faire des discours de la Saint-Jean-Baptiste. On a souvent parlé du miracle de la survivance française. Ce n'est pas un miracle dont il s'agit, mais le résultat de luttes homériques très longues et très dures livrées par nos ancêtres lointains et ceux qui les ont suivis, luttes qui ont eu d'abord un caractère guerrier, puis un caractère parlementaire.

Je ne puis penser à tout ce qui s'est dit sur l'épopée d'autres rameaux de l'arbre français, qu'on a souvent vantée, par exemple sur l'épopée de l'Alsace-Lorraine, sans faire la réflexion que la lutte ici a été encore bien plus héroïque. Nous avons le droit de le proclamer hautement, sans tomber dans le lyrisme de ce que j'ai appelé tout à l'heure des discours de Saint-Jean-Baptiste.

Avec la somme indiquée dans le projet de loi, je crois que nous pourrions faire suffisamment de bruit afin d'être entendu outre-mer, pour qu'on en sache davantage sur nous et notre histoire, et n'être pas toujours obligé de rappeler à la mère patrie l'épopée canadienne-française.

Il convient donc que le gouvernement vienne en aide financièrement aux organisateurs de ces fêtes pour assurer à celles-ci une ampleur convenable. Je suis très heureux de voter en faveur du projet de loi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le colonel Gilbert² a suggéré, avec raison, que le 350e anniversaire soit une occasion de compléter la collection de statues qui décorent la façade du parlement. En France, on érige des monuments pour rappeler des pages d'histoire; or, ici au Québec, il y a eu des personnages héroïques qui ont joué un rôle considérable; leurs noms sont gravés sur la façade du parlement devant des niches vides. En mettant des statues dans les niches qui n'en ont pas, on participera de façon efficace aux fêtes du 350e anniversaire, puisqu'on honorera la mémoire de héros qui ont contribué à l'édification de la patrie canadienne-française.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 41 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Vente des terres publiques
et droits de surface**

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)

propose, selon l'ordre du jour, que le bill 47 concernant la vente des terres publiques et droits de surface soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

En 1940, le gouvernement Godbout a acheté, pour la province, le domaine du baron Empain, l'Esterel, à Sainte-Marguerite, au nord de Montréal. L'achat fut fait par arrêté ministériel autorisant la signature d'un acte de vente notarié.

Des avocats ont émis des doutes sur la validité du procédé. Ils ont cru que les titres n'étaient peut-être pas suffisamment clairs en ayant procédé de cette façon.

Pour éviter tout doute, la présente loi est présentée à la Chambre disant que cette transaction de vente de terres publiques et de droits de surface peut être faite aussi bien par acte notarié que par lettres patentes. Cette loi a un effet rétroactif au 1^{er} janvier 1940, afin de couvrir le cas du domaine de l'Esterel.

Adopté, après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)

propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 47 sans l'amender.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)

propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Société des Salésiens du Québec

M. Gérin (Stanstead) propose que le bill 128 constituant en corporation la Société des Salésiens du Québec ayant pour but la propagation d'œuvres religieuses, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés, ou qui sont encore dus, leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Subsides:

Budget des dépenses 1958-1959

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Bertrand (Missisquoi)³

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Chemins de mines (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): De quelle façon le premier ministre interprète-t-il l'article 11*d* de la loi 10 George VI^e, 1946, chapitre 42, qui se lit comme suit, relativement à la révision de la rente annuelle (de la Hollinger North Shore Exploration Company qui exploite des gisements miniers dans le Nouveau-Québec): "Tous les dix ans, à compter du 1^{er} juillet 1958, la rente annuelle pourra être révisée par le lieutenant-gouverneur en conseil sur la recommandation du ministre des Mines."

On peut se poser la question, en lisant la loi, de savoir si ce texte veut dire que la rente annuelle

sera révisée cette année, à partir du 1^{er} juillet 1958, ou seulement dans 10 ans, à compter du 1^{er} juillet de l'année courante. Le gouvernement du Québec révisera-t-il bientôt les clauses financières de l'entente?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La loi originale a été adoptée en 1946, alors que M. Godbout était chef de l'opposition et qu'il y avait des représentants du Bloc populaire en Chambre. C'était une loi claire, basée sur le fait qu'elle permettait le développement d'une immense région de 311,000 milles carrés que l'on désignait, jusqu'à là, sous le nom de "Terre de Caïn". Pour assurer le développement de cette région, la compagnie devait construire un chemin de fer de 360 milles de longueur, de Sept-Îles à Knob Lake, devenu par la suite Schefferville en l'honneur du vicaire apostolique du golfe Saint-Laurent.

Dans le temps, l'opposition a combattu la loi. Pas une seule loi n'a force, si elle n'est pas approuvée par le Conseil législatif. Or, cette loi a été soumise au Conseil législatif alors composé de 20 libéraux et de quatre représentants de l'Union nationale. Si le Parti libéral avait réellement été opposé à cette loi, sa majorité au Conseil législatif l'aurait tuée.

Au contraire, le Conseil législatif, à majorité libérale, a approuvé à la fois le principe et les grandes lignes de cette loi. Bien plus, c'est le leader libéral au Conseil législatif, l'honorable Hector Laferté, qui a proposé l'amendement sur lequel le chef de l'opposition demande maintenant des éclaircissements, amendement par lequel le lieutenant-gouverneur en conseil était autorisé, tous les 10 ans, à compter du 1^{er} juillet 1958, sur la recommandation du ministre des Mines, à réviser la rente annuelle imposée à la compagnie par la loi originale. La majorité libérale au Conseil législatif a adopté l'amendement qui fut ensuite accepté unanimement par l'Assemblée législative, y compris les libéraux et les membres du Bloc populaire. Et la loi a été sanctionnée et les travaux ont été commencés.

Mais, au lieu de coûter \$125,000,000 tel que prévu, la construction du chemin de fer et autres installations ont nécessité un déboursé du double, soit \$250,000,000. Si la compagnie avait connu le coût à l'avance, il n'y aurait pas eu de développement. Par la suite, des élections générales ont eu lieu en 1948, en 1952 et en 1956, avec le résultat que l'on sait.

En résumé, il s'agit d'un amendement proposé par l'honorable Hector Laferté qui manifestait une grande confiance dans le gouvernement de l'Union

nationale, à qui il rendait un magnifique témoignage, puisqu'il confiait au lieutenant-gouverneur en conseil le soin de réviser la rente annuelle tous les 10 ans.

Maintenant, le chef de l'opposition veut savoir si cet amendement signifie que la rente sera révisée cette année ou seulement dans 10 ans? Ce n'est pas moi qui ai rédigé l'amendement. Je ne veux pas faire de déclaration définitive. Tout ce que je sais, c'est que l'amendement dit: "Tous les dix ans, à compter du 1^{er} juillet 1958." Le texte m'en paraît tout à fait clair. À mon avis, la date à partir de laquelle on peut calculer ces périodes de 10 ans, c'est clairement le 1^{er} juillet 1958 et la révision ne pourra se faire que dans 10 ans. À tout événement, nous avons obtenu déjà de nombreux avantages pour la province. Quoi qu'il arrive, la Chambre et la province peuvent être certaines que nous continuerons à travailler pour en obtenir de nouveaux.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Si j'ai bien compris le premier ministre, ceci signifie que le gouvernement n'entend pas toucher au 1^{er} juillet de cette année à ce que la loi appelle la "rente annuelle"?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai pas dit ça. J'ai dit que je serais obligé de prendre la loi telle qu'elle est. D'ailleurs, le chef de l'opposition oublie que la rente annuelle de \$100,000 ne représente qu'une fraction des avantages que la province tire de l'exploitation de ce minerai de fer par la compagnie Iron Ore. Ainsi, la compagnie est assujettie à l'impôt provincial de 9 % sur les profits, ce qui rapporte au moins \$1,000,000 par année à la province. Il faut compter aussi la recherche minière, les investissements nombreux, le chemin de fer de 360 milles construit en entier aux frais de la compagnie sur un terrain marécageux et montagneux. Il n'a pas coûté un seul sou à la province.

Il ne s'est pas bâti un seul chemin de fer au Canada, sans que le pays ou la province ne donne des octrois sous forme de pouvoirs d'eau ou de concessions forestières. Dans le cas de l'Ungava, tous les risques ont été assumés par la compagnie. Il a fallu tout transporter en avion, tout jusqu'à la dernière lisse d'acier. Récemment, la compagnie Javelin a obtenu du gouvernement de Terre-Neuve une garantie de \$1,500,000 du mille pour la construction d'un chemin de fer de 16 milles de longueur. Imagine-t-on ce que cela aurait représenté pour une province un chemin de fer de 360 milles de longueur?

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je suis d'avis que la rente annuelle devrait et pourrait être révisée dès cette année.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne me suis pas prononcé là-dessus.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Lors de la discussion de la loi, en 1946, si l'adoption de l'amendement a été unanime, c'est que l'opposition avait dit: "Mieux vaut un petit pain que pas de pain du tout". Il semble qu'à l'époque, tout le monde avait compris que la révision de la rente pourrait se faire pour la première fois en juillet 1958. Si tel n'est pas le cas, je considère que les conditions qu'on a faites à la province dans l'Ungava sont encore plus mauvaises.

Le premier ministre, en réponse à des motions inscrites par moi au *Feuilleton* de la Chambre, a dit qu'aucun document n'avait été échangé entre l'Iron Ore et le gouvernement provincial relativement à la révision de cette rente annuelle?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le sous-ministre des Mines, M. Dufresne, me dit qu'il n'a reçu aucun document à ce sujet. Quant à moi, je n'en ai pas reçu non plus.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le minerai de fer touche au problème général de l'utilisation de nos ressources naturelles. Si on parle surtout du fer, c'est qu'il occupe une place à nulle autre pareille dans le monde actuellement.

Pour avoir parlé de ces questions il y a quelques années à Victoriaville, je m'étais fait dire que je ferais un nouvel Iran avec la province de Québec. Et pourtant, je n'avais fait que citer un éditorialiste du *Montréal-Matin*, M. Roger Duhamel, qui avait écrit que l'Angleterre ne doit pas croire que les richesses naturelles d'un pays doivent indéfiniment bénéficier à une puissance étrangère, même sous le couvert d'une grande œuvre civilisatrice à accomplir⁵.

À la même époque, le grand écrivain français André Siegfried⁶ publiait son volume *Canada, puissance internationale*, dans lequel il s'effraie de voir le Canada laisser partir ses richesses naturelles vers d'autres pays à l'état brut. Inutile d'insister sur le fait que l'exportation de richesses naturelles à l'état brut n'a jamais enrichi un pays.

Nous avons du minerai de fer, où va-t-il? Il cite un article publié dans *Le Soleil*. Actuellement,

dit-il, notre minerai de fer alimente les grandes aciéries américaines. Non seulement nous exportons la majeure partie de notre minerai canadien, mais nous l'exportons au point d'être obligés d'en importer pour nos propres aciéries, c'est-à-dire pour les aciéries qui existent dans d'autres endroits du Canada.

Il cite un article de *L'actualité économique*⁷: "Nous utilisons seulement 10 % de notre minerai de fer. Le reste est exporté pour les trois quarts aux États-Unis et pour un quart vers les pays de l'Ouest et au Japon. Le Canada est devenu le deuxième plus grand exportateur de minerai de fer au monde."

Nos aciéries tirent leur minerai de fer partiellement de leurs propres mines, 10 %, achètent 16 % de leurs approvisionnements au Canada, 68 % aux États-Unis et 2 % ailleurs. Il est étrange que le minerai de fer du Québec alimente l'industrie de l'acier américaine quand les aciéries de Dosco et d'Algoma doivent importer leur propre minerai respectivement du Brésil, du Libéria et des États-Unis.

Voilà une situation bien curieuse, d'autant plus que nous avons ici l'une des plus grosses réserves de fer au monde et qu'on nous répète que nous n'avons pas de place pour une industrie sidérurgique, alors que nous allons chercher notre fer ailleurs.

Les réserves de Mesabi aux États-Unis sont à peu près épuisées. Au point que vers la fin de la guerre, les Américains se demandaient comment ils pourraient continuer leur effort si le conflit se prolongeait encore deux ou trois ans. Ils ont alors envoyé des émissaires partout dans le monde, aux endroits où l'on espérait trouver du minerai de fer, notamment au Nouveau-Québec et au Venezuela.

Quand la loi de 1946 a été passée, il y avait déjà bien longtemps qu'on parlait au Canada de la canalisation du Saint-Laurent; mais toujours le projet s'était heurté à une opposition systématique des Américains. Quand il fut découvert qu'on avait besoin du minerai de fer du Nouveau-Québec, l'opposition des Américains à la canalisation du Saint-Laurent a subitement cessé. C'est qu'il devenait vital pour eux de pouvoir s'approvisionner en minerai de fer sur le continent même. C'était pour eux une question de vie ou de mort.

C'est pourquoi au Venezuela, qui se trouve pourtant à des milliers de milles de distance des États-Unis, les intérêts américains ont investi des montants encore plus considérables qu'au Nouveau-Québec. Il a fallu creuser un fleuve sur une distance considérable. Tout cela parce qu'il fallait absolument trouver du fer.

Le minerai de Mesabi a rapporté des sommes énormes à l'État du Minnesota, aux villes et à toute la population de la région concernée. Au Venezuela, on a dépensé aussi des centaines de millions pour des travaux d'équipement, des développements urbains, des hôpitaux, des centres communautaires.

Et notre minerai de fer à nous, que nous a-t-il rapporté? Le premier ministre parlait tout à l'heure d'un chemin de fer. Or, ce chemin de fer n'appartient pas à la province, mais à la compagnie; tandis que les travaux de canalisation faits au Venezuela restent la propriété de l'État. Où en sommes-nous, au moment où nous croyons que nous sommes en droit de faire la révision de la rente annuelle? Pourquoi continuerions-nous à donner notre minerai de fer pour une somme insignifiante?

D'après le rapport du ministère des Mines, on en est rendu à tirer plus de 13,000,000 de tonnes de minerai par année du Nouveau-Québec. *Le Devoir* a calculé qu'en additionnant toutes les taxes possibles payées par l'Iron Ore, toutes les contributions et tous les cadeaux, le Québec retire seulement environ 30 cents de taxes et de droits de chaque tonne de minerai extraite, alors que c'est entre \$1.00 et \$1.25 la tonne qu'on retire aux États-Unis. On agrandit les aciéries des États-Unis pour des sommes se situant entre \$150,000,000 et \$800,000,000, mais il y a peu d'indices d'une volonté de construire des aciéries au Québec.

D'après une nouvelle parue dans les journaux du 29 septembre 1953, l'Iron Ore aurait payé \$1,000,000 pour un gisement découvert un peu par hasard au nord de Havre-Saint-Pierre par le capitaine Paul Lapointe et son copilote. C'est plus que ce que retirait à ce moment-là le gouvernement de Québec pour les gisements de l'Ungava.

Ce problème me paraît extrêmement grave, car l'exploitation à l'état brut des richesses naturelles n'a jamais enrichi aucun pays, d'après M. André Siegfried. Au contraire, dès qu'un pays décide d'ouvrir chez lui les ressources naturelles, c'est tout de suite une rapide ascension vers le progrès.

Depuis plusieurs années, nous souffrons d'une pénurie d'acier au Canada. De grands travaux publics ont dû être retardés à cause d'une pénurie d'acier. Le gouvernement de Québec lui-même souffre de cette pénurie. Les chambres de commerce reviennent constamment à la charge pour réclamer l'établissement chez nous d'une industrie sidérurgique. Je serais prêt, pour ma part, à oublier les conditions faites à l'Iron Ore si, au moins, notre minerai servait à alimenter d'abord une industrie de l'acier chez nous, le surplus seulement étant expédié

à l'étranger, afin que le minerai de fer brut du Québec ne nous passe pas sous le nez pour alimenter les aciéries des États-Unis.

La compagnie Iron Ore, qui extrait de notre sol des milliers de tonnes de riche minerai de fer, devrait construire une fonderie ici. Nos propres industries de l'acier investissent un montant de \$500,000,000 dans un programme de développement. Le marché serait assez vaste pour absorber l'acier fourni par une nouvelle usine. La chose est possible, puisque des pays économiquement plus faibles que le nôtre, comme l'Espagne, sont en voie de se donner des industries sidérurgiques. Des ingénieurs français en ont établi une en Amérique du Sud. Il est fortement question que la Colombie-Britannique ait bientôt la sienne. Et nous, qui possédons en quantité illimitée du minerai d'une teneur incomparable, nous n'avons encore rien. Serons-nous les seuls à ne pas avoir d'aciéries?

Le Parti conservateur fédéral s'est déjà prononcé dans le même sens que l'opposition québécoise sur cette question. M. Drew⁸ a préconisé l'utilisation sur place de nos ressources naturelles et M. Balcer⁹ a même enchéri en proclamant que notre pays ne devait pas devenir une autre "république de bananes".

Le premier ministre dit qu'il y a déjà eu des élections là-dessus. Mais il y a tellement de problèmes complexes dans une élection qu'on ne peut jamais dire exactement sur quoi la population a voté. On ne s'entend pas sur les raisons qui ont amené le renversement du gouvernement libéral à Ottawa. Il nous faut une industrie sidérurgique dans le Québec et toutes les élections au monde ne pourront jamais me faire changer d'avis sur ce sujet.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La Chambre constatera que nous avons accordé beaucoup de latitude au chef de l'opposition, pour discuter une question qui n'était pas susceptible d'être soulevée à ce stade de la procédure parlementaire. Je crois que le chef de l'opposition est de bonne foi et qu'il exprime des opinions dans lesquelles il a foi. Je crois aussi qu'il a le droit de se tromper, étant donné "*qu'errare humanum est*".

Cette question a provoqué diverses attitudes chez les adversaires du gouvernement. Ceux qui ont mené une campagne contre les clauses du contrat entre la compagnie Iron Ore du Canada et le gouvernement ont été aveuglés par la rage, l'envie et une partisanerie politique aveugle. À l'époque de l'entente conclue entre le Québec et la compagnie Iron Ore, cette dernière aurait tout aussi bien pu aller

à Terre-Neuve, où il existe une grosse réserve de bon minerai de fer disponible.

Dans son discours, le chef de l'opposition a sacrifié la logique, le bon sens, et démontré qu'il n'avait pas une connaissance exacte de la situation. Le présent gouvernement a toujours été et est encore en faveur de la mise en valeur et de l'utilisation de nos ressources naturelles dans la province de Québec, partout où c'est possible. La politique adoptée jusqu'ici par l'Union nationale le prouve abondamment. C'est ainsi que le gouvernement actuel a exigé que le bois de nos forêts soit ouvré dans la province de Québec.

Dans le cas de l'Ungava, le gouvernement a obligé la compagnie Iron Ore à fournir la quantité de minerai de fer nécessaire à toute industrie qui viendrait s'établir dans le Québec.

C'est d'abord le cas de la Quebec Titanium, dont l'entreprise se trouve au lac Allard, à quelques milles de Havre Saint-Pierre, sur la Côte-Nord, où l'on a repéré environ 76,000,000 de tonnes de fer titane. Il s'est fait là un vaste développement qui donne de l'ouvrage à des centaines d'ouvriers canadiens qui, auparavant, comptaient sur la pêche pour vivre. Le minerai extrait au lac Allard est envoyé à Sorel pour y subir plusieurs transformations, afin de servir à la fabrication de divers produits. De là, il est dirigé vers une nouvelle usine, à Varennes, pour une deuxième transformation. Il sert à la fabrication d'une peinture blanche de haute teneur, ainsi qu'à la fabrication d'un acier très résistant et presque aussi léger que l'aluminium. C'est l'Union nationale qui a fait cela. Quand une chose a du bon sens, nous la faisons.

Dans une région boisée de la Gaspésie, on a repéré des gisements de cuivre à Murdochville. La Gaspé Copper Mines y exploite une mine de quelque 75,000,000 de tonnes. Là aussi d'immenses développements ont été faits. Une nouvelle ville a surgi dans une région inhabitée. Le minerai de cuivre est d'abord traité à Murdochville pour le débarrasser de la pierre. Une deuxième opération a pour but de le faire fondre. Le produit ainsi obtenu est alors envoyé à Montréal-Est où on le transforme en cuivre. Enfin, dans une autre usine, on fabrique du fil de cuivre. L'Union nationale s'est rendue compte que pareils développements avaient du bon sens et les a réalisés.

À Asbestos, une compagnie extrait l'amiante du sol. Au cours d'une deuxième opération, le produit extrait du sol est traité pour donner la fibre d'amiante. Dans une troisième usine, cette fibre est transformée en divers produits, tels que bandes de freins, bardeaux de toiture, matériel pour revêtement

de tuyaux conducteurs de chaleur. La compagnie utilise même les déchets de bois qui, alliés à l'amiante, forment une excellente planche murale. Et tout cela donne du travail à des milliers d'ouvriers. De plus, nous avons réussi à faire utiliser le bois de déchets que l'on emploie, avec l'amiante, pour faire un produit à l'épreuve du feu.

Ce qui prouve que, lorsque la chose a du bon sens et est logique, nous avons chez nous nos usines de transformation.

Dans son discours, le chef de l'opposition a répété ce qu'il a déjà dit, mais il a oublié des choses importantes. Il a oublié de nous parler des déclarations de l'ex-chef, grand chef du Parti libéral, M. Saint-Laurent. Comme il était le chef du parti, il était supposé être d'une intelligence supérieure. Et le 26 février 1951, M. Saint-Laurent déclarait, sur le parquet de la Chambre des communes, que certains de ses amis avaient reproché à l'administration provinciale l'accord qu'elle avait conclu pour la mise en valeur des ressources de l'Ungava. "Pour ma part, ajoutait-il, je crois qu'il faut plutôt la féliciter de ce marché. Je suis convaincu que l'administration provinciale a conclu des ententes qui marqueront le début de l'exploitation des richesses minières de cette région"¹⁰.

M. Saint-Laurent est retourné dans l'Ungava quelques années plus tard, en 1955. À son retour, il a fait une nouvelle déclaration. Son impression a alors été qu'il s'agissait d'un développement colossal et merveilleux, qu'il s'agissait de l'une des plus grandes choses qui soient arrivées au Québec, l'une des plus grandes entreprises de l'univers, et qu'elle contribuerait à la paix du monde. Va-t-on reprocher à l'Union nationale d'avoir assuré un développement qui contribue à la paix du monde?

L'opposition devrait regarder au-delà du montant payé par la compagnie pour son bail et examiner ce que l'exploitation en Ungava signifie pour l'économie de toute la province. En 1946, il n'existait pas beaucoup d'installations dans l'Ungava à l'époque où l'entente a été conclue. Une compagnie vient nous voir et nous lui avons accordé un permis d'exploration que sur un territoire de 300 milles carrés, soit une fraction du territoire de 311,000 milles carrés de l'Ungava. Cette compagnie a dépensé \$150,000,000¹¹ pour construire un chemin de fer, \$280,000,000 pour ses autres installations¹², sans que la province n'ait fourni un sou. Et l'on dit que cela n'est rien.

En vertu de la loi des mines, la compagnie est assujettie au paiement de droits qui vont de 4 % à 7 %. Cette taxe rapporte plus de \$3,000,000. La

compagnie paie un intérêt de 9 % sur les profits, sans compter la rente, les droits de recherches, et autres déboursés de toutes sortes. Il faut être juste. Si le chef de l'opposition étudiait le problème sans parti pris, il constaterait que le dépôt minier est situé sur la frontière de Terre-Neuve et que cette frontière n'a jamais été délimitée. Et quand on parle d'un volume global de tonnes, il faut comprendre qu'il s'agit de ce qui a été repéré dans les deux provinces.

Sur son territoire de 300 milles carrés, la compagnie a employé 6,900 personnes pendant la construction, 4,000 hommes de façon saisonnière et 2,850 à l'année longue. Elle a payé \$103,000,000 en salaires et en gages. Parmi ses employés se trouvent bon nombre de jeunes Canadiens français qui occupent des positions clés. En trois ans, elle a acheté pour \$64,000,000 de matériaux et de marchandises dans la province. Elle a construit 115 maisons à Sept-Îles à ses propres frais, et dépense \$1,000,000 pour aider les ouvriers à devenir propriétaires de leur propre maison au moyen de prêts à un taux d'intérêt de 1 %. À Schefferville, elle a construit 465 maisons, aménagé un système d'égouts et d'aqueduc. Elle a construit des écoles et une église. Elle a payé \$1,120,000 en taxes sur l'essence, \$1,052,000 en taxe de vente¹³, \$903,000 en taxes municipales.

Et l'on dit que ce n'est rien tout cela? La compagnie a construit un hôpital à Sept-Îles entièrement à ses frais et a contribué pour un montant de \$150,000 à un autre hôpital. Elle a dépensé \$500,000 pour un centre civique pour les ouvriers. C'est par millions qu'elle a dépensé de l'argent dans la province. Soyons donc sérieux.

Le chef de l'opposition prétend que nous devrions obliger la compagnie à construire une usine sidérurgique. La construction d'une usine sidérurgique sur les rives du fleuve Saint-Laurent est peu réaliste présentement. C'est bien beau de parler de la construction d'une usine sidérurgique. Le chef de l'opposition dit que cela peut se faire pour une somme de \$16,000,000. Les spécialistes évaluent à environ \$200,000,000 le montant minimum requis pour la construction d'une usine sidérurgique.

Si le gouvernement du Québec essayait d'obliger l'Iron Ore à construire aujourd'hui une fonderie au Québec, une des deux choses suivantes arriverait. La compagnie, considérant que la province a brisé les clauses de son contrat, pourrait accuser le gouvernement de manquer à sa parole. Elle fermerait et abandonnerait toutes ses installations. Et ceci aurait des conséquences désastreuses pour toute l'économie du Québec.

Ou, si la fonderie était construite, qu'arriverait-il? Il faut alors trouver un marché pour l'acier. Ce marché n'existe certainement pas au Canada, et quelle garantie avons-nous que nous pourrions expédier l'acier aux États-Unis? Ils s'empresseraient de mettre une barrière tarifaire sur l'acier canadien et pourraient refuser de l'acheter. D'ailleurs, le marché canadien ne justifie pas présentement la construction d'une usine sidérurgique. Le bon sens nous dit qu'il n'y a pas du fer uniquement dans la province de Québec. On en trouve dans toutes les parties du monde. Il y en a des quantités considérables au Brésil, au Venezuela et à Terre-Neuve, et on peut obtenir là les réserves nécessaires.

Nos exportations du minerai aux États-Unis contribuent à stabiliser la monnaie canadienne et l'économie du pays tout entier en contribuant à équilibrer la valeur de nos exportations et la valeur des marchandises américaines importées dans notre pays.

Ce n'est pas ce qu'il y a de mieux et nous voulons plus. Nous sommes pour l'utilisation la plus complète possible de nos ressources, mais qu'on ouvre les yeux et qu'on ne nie pas les faits. Le problème le plus important est celui d'avoir un marché intérieur suffisamment développé.

L'établissement de cette entreprise et les développements de Schefferville sont une des grandes œuvres de l'Union nationale. Nous avons la conviction d'avoir fait tout notre devoir, d'avoir conclu un marché qui apporte à la province des avantages énormes, qui contribue à assurer de l'emploi permanent à des milliers de personnes et à stabiliser la monnaie canadienne. En un mot, nous avons fait un marché de prévoyance, de patriotisme, d'efficacité et d'avantages exceptionnels.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): J'ai parlé, au début de mes remarques, de la rente annuelle de la province provenant de l'exploitation minière. Comme cette rente doit être révisée cette année, le gouvernement devrait prendre des dispositions pour que le minerai de fer rapporte le plus possible.

Le premier ministre a parlé de balance commerciale. Que dit-il du retour du fer en acier qui se trouve à débalancer cette balance commerciale? En Colombie-Britannique, on construira une industrie sidérurgique d'abord. Le marché intérieur est suffisant.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas fait. On va attendre.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Jamais le chef libéral national n'a approuvé les modalités de la transaction conclue par la province avec l'Iron Ore. M. Saint-Laurent a peut-être approuvé le principe de l'exploitation de la mine par un étranger, comme tout le monde l'a fait, mais il n'a certainement pas jugé les conditions selon lesquelles cela devait se faire. Tout le monde est en faveur de l'exploitation de nos ressources naturelles. Le seul désaccord réside dans les conditions de cette exploitation. Il est nécessaire de répéter ces choses.

On a pris pour acquis que la révision des conditions de location s'effectuerait en 1958. Quoiqu'en pense le gouvernement, nous pourrions obtenir bien davantage de notre minerai de fer. Ces conditions sont pires que j'avais pensé qu'elles l'étaient. Il viendra un moment où de gens viendront se vanter d'avoir établi une industrie sidérurgique dans la province de Québec.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 3. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Construction de chemins de mines, ponts, etc. (Mines), pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Est-ce qu'une partie de cette somme sera consacrée à la région de Chibougamau?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je crois qu'il y a certains faits qu'il ne faut pas passer sous silence quand on parle de la région de Chibougamau, qui existe depuis que la province existe. Cette région, avant l'Union nationale, était improductive. Des pionniers courageux avaient réussi, de peine et de misère, à s'y rendre pour se livrer à la prospection, mais elle s'y faisait dans des conditions impossibles.

Il n'y avait aucune route. On savait depuis longtemps qu'il y avait d'importantes richesses dans la région de Chibougamau, mais aucune compagnie de chemin de fer ne voulait faire le nécessaire pour rendre ces richesses accessibles. Une sorte de conspiration existait entre les deux compagnies de chemins de fer intéressées pour déprécier la région et la Consolidated Smelter avait même publié un rapport disant qu'il n'y avait rien là-bas. Cette propagande, en s'ajoutant à la difficulté de pénétration dans Chibougamau faute de routes, a fait que la région est restée inexploitée.

Pendant que l'honorable Onésime Gagnon était ministre des Mines, vers 1937, des ingénieurs et des prospecteurs l'ont saisi du problème qu'offrait alors Chibougamau. Ils lui ont demandé d'ouvrir un chemin vers cette région, en disant qu'ils étaient convaincus qu'elle recelait des richesses minières immenses.

Or, M. Gagnon, dans un moment d'inspiration géniale, a décidé de faire aménager une route d'hiver au coût de \$150,000¹⁴. Cette initiative a permis, pendant quatre mois de l'année, de transporter à Chibougamau la machinerie lourde nécessaire aux travaux d'exploration et de faire une étude approfondie des gisements miniers.

On en est venu à la conclusion par la suite qu'il y avait là, hors de tout doute, de très riches gisements miniers. Le fait est que Chibougamau est, aujourd'hui, l'une des régions minières les plus importantes de la province.

C'est alors que M. Gagnon a décidé de faire construire une véritable route, qui va de Saint-Félicien à Chibougamau, au coût de \$4,000,000 à \$5,000,000, sur une distance de 150 milles. Ce fut pour cette région nouvelle le signal d'un essor. Depuis ce temps, la région n'a cessé de se développer et compte maintenant plusieurs entreprises minières et des villes bien organisées. Cette route a ouvert à la province un nouvel empire minier et les développements miniers n'y font que commencer.

En outre, Saint-Félicien a bénéficié de la construction de la route en voyant son importance économique s'accroître constamment. Elle se développe à vue d'œil.

Il était donc juste de rendre ici un témoignage d'appréciation et de gratitude à l'honorable Onésime Gagnon, l'initiateur de cette œuvre, l'artisan principal de ce développement merveilleux. C'est pourquoi le gouvernement a décidé de donner à la route de Chibougamau le nom de "boulevard Onésime-Gagnon".

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 4. Qu'un crédit n'excédant pas un million huit cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) s'informe de la santé du ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) que l'on n'a pas vu en Chambre depuis le début de l'année.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le ministre va bien maintenant. L'effort qu'il a fourni et le dévouement qu'il a déployé n'ont pas été de nature à raffermir son état de santé. Il m'a demandé de défendre ses crédits à sa place, et je lui ai répondu que ça me faisait plaisir de le faire.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Ça fait toujours plaisir au premier ministre de prendre la place d'un de ses ministres.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Est-ce que le chef de l'opposition voudrait prendre ma place?

M. Lapalme (Montréal-Outremont) pose une question sur le nombre d'employés au ministère du Travail.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le ministère compte 1,639 employés, y compris ceux de la Commission du travail¹⁵.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)

propose: 5. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

À 6 heures, le comité suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures¹⁶

En comité:

Présidence de M. Bertrand (Missisquoi)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)

propose: 7. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Conseil supérieur du travail (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Les agissements de cet organisme n'ont pas beaucoup de répercussions et son activité ne semble pas très grande depuis plusieurs années. Le Conseil doit jouer un rôle effectif dans la réalité encore plus que dans la coulisse. Il me semble que ses suggestions concernant l'étude de la législation devraient être au moins suivies.

Nous ne savons pas ce que le Conseil suggère au point de vue politique du travail. Nous voudrions qu'il soit un organisme qui ait plus d'influence sur la question de la législation. Le Conseil devrait s'intéresser au moins à l'étude de la législation ouvrière. Il pourrait exercer une influence très salutaire sur cette législation. Je me demande si je vais obtenir du premier ministre une profession de foi concernant le Conseil supérieur du travail...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le Conseil a déjà rendu des services, mais je crois qu'il ne peut pas rendre tous les services qu'on est en droit d'attendre de lui à l'heure actuelle, parce que certains de ses membres sont trop cantonnés dans leurs opinions respectives. Le comité des relations industrielles peut rendre plus de services.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il pourrait jouer un rôle, mais il ne se réunit qu'une fois par année pour changer la loi. Nous recevons chaque année des mémoires des mouvements syndicaux, industriels et autres. Les députés pourraient apporter leur petite part à la législation. Le Conseil supérieur est un organisme permanent: c'est un grand corps silencieux dans le domaine du travail. Mais j'attends toujours la profession de foi du premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le Conseil est toujours utile. Il nous indique l'endroit où nous ne devons et où ne pouvons pas aller.

M. Hamel (Saint-Maurice): Quand le Conseil a-t-il siégé pour la dernière fois?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): En 1954.

M. Hamel (Saint-Maurice): Quels en sont les membres?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'y en a pas.

M. Hamel (Saint-Maurice): Des problèmes sérieux se posent en matière de travail. Il est difficile

d'en arriver à une entente dans les moments de conflits. J'ai demandé, en 1952, que l'on établisse un comité de relations industrielles. Il y en a eu un. Il a siégé deux ou trois fois. On a fait venir les représentants de la classe ouvrière et on a demandé d'augmenter les taux de la Commission des accidents du travail. On n'a pas étudié sérieusement. Le comité des relations industrielles devrait se réunir au moins tous les ans. Je suis convaincu que, lorsqu'il n'y a pas de conflit immédiat, il y a moyen de discuter avec beaucoup plus de sérénité.

Quand le rapport du Conseil supérieur du travail sortira-t-il? Il ne doit tout de même pas être assez mauvais pour le mettre à l'index.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Pas à l'index... aux oubliettes!

M. Hamel (Saint-Maurice): N'y a-t-il pas moyen d'en avoir une copie?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les réunions du comité des relations industrielles sont très utiles. Il y en a eu échange de vues. Je suis convaincu que ce comité pourrait rendre plus de services que le Conseil supérieur du travail. Mais lorsqu'il y a des conflits devant les tribunaux, on ne peut pas les discuter. Quant au rapport, il s'agit d'un rapport au sujet de Code du travail et je suis convaincu que le député de Saint-Maurice en a eu un.

M. Hamel (Saint-Maurice): Non!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): En a-t-il eu des extraits?

M. Hamel (Saint-Maurice): Je réponds que non!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi les ouvriers ne vous en ont-ils pas donné?

M. Hamel (Saint-Maurice): Parce que c'est un rapport public.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est ce que je voulais faire dire au député.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Quand nous avons discuté de ces choses en Chambre, le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) était convaincu qu'on avait ces rapports. Nous n'avons jamais su ni vu la portée du rapport sur le Code du travail.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je vais consulter le ministre du Travail et je vous donnerai la réponse.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): On m'a dit que c'était un rapport confidentiel. Mais je me demande toujours si le premier ministre va faire sa profession de foi au sujet du Conseil supérieur du travail.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

C'est l'intention du gouvernement de réformer dès cette année les cadres du Conseil.

M. Hamel (Saint-Maurice): Est-ce que

l'ancien conseil boude?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Non, des membres seulement, et je ne sais pas s'ils boudent encore.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il y en

a qui ont boudé?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

D'après la rumeur, oui. Nous attendons des suggestions. Nous n'avons pas encore eu de représentations de la part des organisations ouvrières.

M. Hamel (Saint-Maurice) Est-ce que le

ministre du Travail les a consultées¹⁷?

M. Parent (Hull): Combien y a-t-il de

membres au Conseil supérieur du travail?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il y en a 24.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)

propose: 8. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Relations patronales ouvrières (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): En

août dernier, des journaux canadiens annonçaient que, sur recommandation du ministre du Travail, le Conseil des ministres avait adopté un arrêté en conseil abolissant le décret de convention collective accordé aux chauffeurs de taxi à Montréal. On y disait que le décret avait été obtenu sous de fausses représentations.

Pourquoi le gouvernement a permis la création d'un comité paritaire du taxi, puis est revenu sur sa décision?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

En vertu de la loi, la convention collective est accordée lorsque, dans l'opinion du ministre, il y a prépondérance des requérants. Mais on ne s'entend pas toujours sur le sens de ce mot. Il y en a qui prétendent que c'est la majorité des organismes, d'autres que c'est la majorité des intéressés, et d'autres, enfin, que c'est question d'intérêt public.

Dans le cas des chauffeurs de taxi, on a présenté au ministre du Travail des documents permettant de croire et même aboutissant à la conclusion que la majorité des chauffeurs étaient en faveur de la convention collective et voulaient un décret. La convention a été accordée et un comité-paritaire a été formé.

Après l'adoption du décret, les intéressés se sont réveillés en se rendant compte des sommes qu'il leur faudrait déboursier annuellement. On nous a fait remarquer que la majorité sur laquelle on avait basé la requête était fictive, et c'est alors que le ministre du Travail a chargé son sous-ministre adjoint, Me Donat Quimper, un homme désintéressé, de procéder à une enquête qui a permis de constater qu'en fait, c'est une minorité qui voulait imposer ses vues à la majorité. M. Quimper s'est prononcé contre la requête. Dans ces conditions, le décret de la convention collective a été rescindé.

Les conventions collectives coûtent quelque \$2,500,000 par année aux employeurs et employés.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le

premier ministre a employé l'expression "sous de fausses représentations". Cela signifie qu'il s'est passé des choses graves. À l'époque, j'ai interrogé les chauffeurs de taxi, et je me suis aperçu qu'il y avait de l'embrouillement. Des actes de vandalisme ont été commis et des attaques contre les personnes ont eu lieu. Cela prouve que ces fausses représentations étaient des choses graves.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les représentations étaient fausses parce qu'on nous a dit que les requérants étaient la majorité. L'enquête a prouvé le contraire.

M. Hamel (Saint-Maurice): Qui a présenté

la requête?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

ne répond pas.

M. Parent (Hull): Est-ce que ce ne serait pas un nommé Fournier, le frère de l'autre¹⁸⁷?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ils étaient plusieurs.

M. Hamel (Saint-Maurice): Est-ce le Fournier de la Canada Food?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Connais pas.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 9. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Aide à l'apprentissage (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Contribution à la construction des centres d'apprentissage des métiers du bâtiment (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Couturier (Rivière-du-Loup): Depuis quelque temps, la Commission des accidents du travail tarde à répondre aux demandes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il ne faut pas oublier que la Commission a quelque 100,000 cas à examiner tous les ans. De plus, elle doit s'occuper de la rééducation des accidentés. Les indemnités ont été considérablement augmentées. Le salaire de base a été porté à \$4,000, et l'indemnité à 75 %. Les veuves reçoivent plus. Et l'on a accru l'aide pour le paiement des frais funéraires. De plus, le gouvernement actuel a rendu aux accidentés le droit de choisir leur médecin. Je promets au député de Rivière-du-Loup de faire part de sa remarque au président de la Commission, le juge Joachim Grenier.

M. Couturier (Rivière-du-Loup) cite le cas d'un ouvrier qui a attendu cinq semaines pour se faire opérer d'une hernie, parce que la Commission ne répondait pas. Il parle des difficultés rencontrées par les ouvriers blessés au chantier et soignés par des

infirmiers dans des camps quand, par la suite, dit-il, ils veulent obtenir l'aide de la Commission... Il faudrait aussi différents barèmes pour les cas d'incapacité partielle temporaire; le cas d'un manœuvre n'est pas le même que celui d'un employé de magasin ou de banque. Enfin, certains manœuvres ne recevraient pas l'attention qu'il faudrait pour leur réadaptation; la Commission devrait s'attacher davantage au travail fait par le patient.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Un certificat émis par un infirmier n'a pas la même valeur qu'un certificat de médecin. L'accidenté reçoit une indemnité du fait de l'accident, qu'il y ait faute ou pas faute, à moins qu'il ne s'agisse d'une faute grave. La Commission verse \$7,000,000 d'indemnités par année.

M. Hamel (Saint-Maurice) cite le cas d'un ouvrier qui, affirme-t-il, souffrirait d'une incapacité temporaire de 50 % mais qui, à cause de cette incapacité, ne pourrait pas trouver de travail. Il faudrait que cet accidenté soit dédommagé à 100 % et non pas seulement à 50 %.

Il demande que le rapport des médecins, sur lequel les commissaires se basent pour prendre une décision, ne soit pas confidentiel pour le principal intéressé, c'est-à-dire l'accidenté. La façon dont on procède actuellement, déclare-t-il, est contraire à nos principes de justice, en vertu desquels il est nécessaire d'entendre l'autre partie. En fait, actuellement, c'est la même personne qui paie, qui juge, qui dédommage. Ce sont des questions comme celle-là qui devraient être examinées par le comité des relations ouvrières.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La Commission ne paie pas avec son argent, mais avec l'argent prélevé sur un fonds collectif. Ce sont des experts, des médecins expérimentés comme le Dr Bellemare, spécialistes des maladies industrielles, qui décident. Les rapports des médecins sont en général confidentiels.

La Commission a été fondée pour mettre fin à des enquêtes et à des procès; il ne faut pas remplacer ces derniers par d'autres.

Les députés engagent un débat sur la difficulté de juger certains cas, par exemple, la question des hernies.

M. Couturier (Rivière-du-Loup): Il devrait être obligatoire pour un employeur de faire examiner

par un médecin l'employé qu'il embauche; cela aplanirait par la suite bien des difficultés.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 12. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service de recherches (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est l'intention du ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) de recourir aux services d'économistes de l'extérieur pour leur confier certaines études. Le gouvernement n'ira toutefois pas les chercher aux sciences sociales de Laval. Ceux dont il retiendra les services recevront une rémunération fixe pour un travail donné.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Malgré le montant minime qui apparaît au budget, ce service devrait devenir l'un des plus importants du ministère.

Il regrette toutefois l'allusion du premier ministre à la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval. D'où sortent généralement les économistes, dit-il, si ce n'est de nos universités?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous voulons des gens qui, à la théorie, joignent un sens pratique et humanitaire.

Ces experts pourront renseigner le gouvernement sur l'exactitude des dires, tant des syndicats ouvriers que des patrons, à propos de tel ou tel problème donné.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Dans les relations ouvrières-patronales, on devrait attacher beaucoup plus d'importance à l'aspect humanitaire qu'à l'aspect juridique.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le côté juridique est aussi important. La loi protège la propriété, le public et même les conventions collectives.

Le premier ministre et le chef de l'opposition discutent sur le genre d'études qui pourraient être confiées à ces économistes et sur la valeur que l'on pourrait attribuer à ces études.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande une enquête sur le chômage.

Une telle enquête ferait ressortir les conditions économiques et sociologiques qui prévalent à certains endroits, tels que les villes minières, dont certaines sont considérées comme "fermées".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chômage qui sévit actuellement fait à mon avis partie d'un processus de réajustement, rendu nécessaire par les erreurs de la part des employeurs et des employés.

Les profits comme les salaires doivent être raisonnables, mais il est impossible d'augmenter les salaires et de réduire la production, tout en espérant que nos produits seront concurrentiels sur les marchés mondiaux.

Le chômage actuel est empiré par les déclarations pessimistes de ceux qui voient tout en noir et minent, par conséquent, la confiance et la foi nécessaires pour vaincre la récession.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): De toute façon, les travaux de ces gens pourraient sûrement être utiles pour guider le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) et le gouvernement, dans la législation ouvrière qu'il a à soumettre aux Chambres.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 13. Qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)¹⁹: Les ouvriers ne manquent pas de privilèges, puisqu'ils peuvent s'unir pour fixer leurs salaires. La loi fédérale défend aux manufacturiers de s'unir pour fixer des prix, alors que les ouvriers réunis en syndicat peuvent même prendre le vote de grève. Il s'agit là d'un autre privilège.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Les barbiers peuvent eux aussi s'unir pour fixer le prix d'une coupe de cheveux. Ce que je trouve extraordinaire, c'est que je paie le même prix que le premier ministre²⁰!

La résolution est adoptée²¹.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. L'article 3, révèle *Le Nouvelliste* du 18 février 1958, à la page 1, prévoyait, dans la première version du projet de loi, que le contribuable, dont l'impôt provincial excédait 10 % mais ne dépassait pas 13 % de l'impôt fédéral sur le revenu, devait remettre à la province une somme équivalente entre son impôt calculé et le montant correspondant à 13 % de l'impôt fédéral. Dans l'amendement proposé par le premier ministre, le 13 % est remplacé par 11 %. La première moitié du 3 % sera par conséquent remboursable au gouvernement provincial pour la catégorie de contribuables concernée par cet article.

2. Le lieutenant-colonel Oscar Gilbert est membre du comité organisateur des fêtes de commémoration. M. Gilbert, ancien organisateur d'Ernest Lapointe, ministre de la Justice dans le cabinet du premier ministre libéral King (1935-1941), occupe également le fauteuil de président des quotidiens *Le Soleil* et *L'Événement*.

3. Les sources ne confirment pas la présence de M. Bertrand comme président du comité des subsides, mais nous supposons qu'il remplit ce rôle puisqu'il préside tous les autres comités pléniers de la séance.

4. Le chef de l'opposition fait référence à la loi pour faciliter le développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec, sanctionnée le 17 avril 1946.

5. À l'été 1951, le chef de l'opposition réagissait en effet à Victoriaville à l'éditorial intitulé "Les puits iraniens", publié dans l'édition du 21 juin 1951 du *Montréal-Matin*.

6. Économiste, géographe et historien, membre de l'Académie française et commandeur de la Légion d'honneur, M. Siegfried a notamment, au cours de sa carrière, occupé des fonctions au sein de la Société des Nations, l'ancêtre de l'Organisation des Nations Unies, fondée officiellement le 26 juin 1945.

7. Il s'agit d'un texte de Jacques Parizeau intitulé "Commerce du minerai de fer et sidérurgie au Canada" (XXXIII^e année, 3 (octobre-décembre 1957), pages 501-514).

8. Chef du Parti conservateur du Canada, de 1948 à 1956.

9. Député conservateur de Trois-Rivières et Solliciteur général, à cette époque, dans le cabinet du gouvernement Diefenbaker.

10. Cette déclaration de M. Saint-Laurent, note Georges-Émile Lapalme dans le tome 2 de ses Mémoires, "fut, sur le plan purement politique, l'événement le plus désespérant de ma carrière comme chef de parti". Insistant sur l'importance de la bataille menée par son parti contre les accords conclus par l'Union nationale avec l'Hollinger North Shore Exploration Company, M. Lapalme raconte en quelques pages cet épisode qui, parce qu'il survint presque un mois jour pour jour après l'effondrement du pont Duplessis à Trois-Rivières, constitua une "bouée de sauvetage" inespérée pour le gouvernement de l'Union nationale. Voir Georges-Émile Lapalme, *Mémoires (T. 2: Le vent de l'oubli)*, Ottawa, Léméac, 1970, pages 84-94. (Coll. Vies et mémoires).

11. Le *Montréal-Matin* du 18 février 1958, à la page 19, avance plutôt le chiffre de \$140,000,000. *L'Événement* du 18 février 1958, à la page 14, soumet un chiffre identique à celui du *Soleil*, notre source.

12. *The Quebec Chronicle Telegraph* du 18 février 1958, à la page 3, affirme que ce montant a été versé

en taxe sur le capital. Le même jour, *Le Soleil*, à la page 11, et *L'Action catholique*, à la page 15, écrivent plutôt qu'il a servi pour "autres dépenses", tandis que *L'Événement*, à la page 14, attribue également l'utilisation du montant de \$280,000,000 au financement des autres installations de la compagnie.

13. Le 18 février, le *Montréal-Matin*, à la page 19, et *The Quebec Chronicle Telegraph*, à la page 3, font état d'un montant de \$1,022,000. *L'Action catholique*, à la page 15, *La Presse*, à la page 10, et *L'Événement*, à la page 14, proposent une version semblable à celle du *Soleil*, notre source.

14. Le *Montréal-Matin* du 18 février 1958, à la page 4, mentionne des coûts de construction de \$250,000. *Le Temps* du 19 février, à la page 6, fait cependant état lui aussi d'un coût de \$150,000.

15. *Le Soleil* du 18 février 1958, à la page 3, révèle que cet échange sur le nombre d'employés du ministère est le seul à survenir lors de l'adoption des crédits des trois premiers postes budgétaires du ministère du Travail.

16. Parmi les sources, seul le *Montréal-Matin* du 18 février 1958, à la page 2, mentionne qu'il y aurait eu ajournement de la séance en fin d'après-midi. Nous ne pouvons situer cet ajournement avec exactitude.

17. La Chambre n'obtient aucun éclaircissement à ce propos, précise *Le Soleil* du 18 février 1958, à la page 11.

18. L'autre désigne sans doute le maire de Montréal de l'époque, le sénateur Sarto Fournier.

19. L'échange suivant, selon *Le Nouvelliste* du 18 février 1958, à la page 15, survient alors que la Chambre s'apprête à compléter l'étude des crédits du ministère du Travail.

20. Le chef de l'opposition est chauve, d'où cette boutade.

21. À peine trois heures ont été nécessaires pour procéder à l'adoption de l'ensemble des crédits du ministère du Travail, déclare *Le Soleil* du 18 février 1958, à la page 3.

Première séance du mardi 18 février 1958

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Dépôt de documents:

**Rente annuelle d'une
compagnie concessionnaire
(10 George VI, chapitre 42)**

L'honorable M. Prévost (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants:

- Réponse à une adresse au lieutenant-gouverneur, en date du 22 janvier 1958, demandant la production d'une copie de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 1^{er} janvier 1956 jusqu'au 31 décembre 1957, relativement à la révision de la rente annuelle imposée à la compagnie concessionnaire visée à la loi pour faciliter le développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec (10 George VI, chapitre 42), et ses amendements. (Document de la session no 21)

- Réponse à un ordre de l'Assemblée, en date du 7 février 1958, demandant la production d'une copie de tous télégrammes, lettres ou autres messages échangés entre le premier ministre ou le ministre des Mines de la province et toutes les personnes, compagnies, sociétés ou corporations, depuis le 1^{er} janvier 1956 jusqu'au 31 décembre 1957, relativement à la révision de la rente annuelle imposée à la compagnie concessionnaire visée à la loi pour faciliter le développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec (10 George VI, chapitre 42), et ses amendements. (Document de la session no 22)

**Taverne
du Boulevard à Hull**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée, en date du 12 février 1958, pour la production d'une copie de toute correspondance échangée depuis le 1^{er} janvier 1957

jusqu'au 10 décembre 1957 entre le premier ministre de cette province, et tout membre du clergé, relativement à l'émission d'un permis de taverne au nom de la Taverne du Boulevard à Hull. (Document de la session no 23)

Questions et réponses:

**Concours littéraires et scientifiques
de la province**

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Plusieurs auteurs ayant soumis des ouvrages aux concours littéraires et scientifiques de la province, en 1957, s'inquiètent du sort de ces concours. Ils n'en ont pas de nouvelles, et l'exercice financier se terminera le 31 mars prochain. Est-ce que les crédits votés pour ces concours seront coupés?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La formation du jury n'est pas une chose facile. Normalement, une somme de \$5,000 est affectée aux concours. Si ces concours n'ont pas lieu avant la fin de l'exercice financier courant, nous doublerons les crédits pour les concours de 1958.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Les sujets ne sont pas les mêmes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous verrons cela avec le secrétaire et registraire (l'honorable M. Prévost) de la province.

**Annuaire statistique
de la province**

M. Hamel (Saint-Maurice): Quand sera publié l'*Annuaire statistique*?

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Il est imprimé et je crois qu'il est prêt à être distribué. Je donnerai ma réponse à l'opposition cet après-midi.

**Rapport de la Commission royale d'enquête
sur les problèmes constitutionnels**

M. Hamel (Saint-Maurice): Est-ce que les députés pourront avoir des annexes du rapport Tremblay¹?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je ne sais si le député de Saint-Maurice réalise que je travaille 16 à 18 heures par jour. Le travail sessionnel ne me laisse guère de temps libre. Nous allons nous occuper de la question.

Voies et moyens:

**Débat sur le budget
1958-1959 (suite)**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné vendredi le 14 février courant, sur la motion du représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Bertrand (Missisquoi): Le budget présenté aux Chambres démontre les progrès de la province sous un gouvernement stable et capable. Le budget démontre également que les autorités provinciales désireront toujours faire davantage et mieux, en s'inspirant du principe invoqué par le premier ministre lors de l'inauguration du sanatorium de Rosemont: mettre au service des êtres humains les richesses de la province.

Il formule le vœu que les différents ministères accroissent leur propagande autour de l'œuvre réalisée sous la direction de l'Union nationale. Il est important, dit-il, que le peuple sache comment est employé l'argent voté en Chambre. J'appelle cela faire l'éducation politique de la population.

Je suis heureux de voir que le chef de l'opposition se porte mieux. Ce qui me surprend, c'est que des gens de son parti, comme Gérin-Lajoie, insistent pour que le congrès plénier du Parti libéral provincial soit retardé en mai. Lui qui disait, il n'y a pas si longtemps, que son parti doit sortir des sentiers battus et se cantonner dans le domaine provincial, a voulu ainsi permettre à ses amis du fédéral d'y participer². Il met en garde les libéraux contre un excès d'optimisme à l'occasion des élections fédérales du 31 mars. Parodiant les paroles d'un poète anglais, il leur conseille de prendre garde aux idées de mars³.

Il vante la façon dont le chef de l'opposition s'acquitte de son rôle. L'an dernier, M. Gérin-Lajoie proclamait qu'il avait confiance dans le chef de l'opposition et qu'il n'avait pas l'intention de devenir chef du Parti libéral provincial; depuis, il a changé d'idée. C'est drôle comme les gens changent rapidement.

Le député de Saint-Maurice (M. Hamel) aussi a changé ses allégeances politiques au cours des années. Il s'est livré, dit-il, à des courbettes et à des pirouettes. Ce terme n'a rien d'antiparlementaire; ça veut simplement dire "changements bruts d'opinion"⁴. Le député de Saint-Maurice a déjà dit que plus une province se donne aux libéraux, plus ses revenus sont bas; il a également approuvé un jour la politique autonomiste de l'Union nationale, refusant de céder les droits du Québec à Ottawa.

M. Gérin-Lajoie, le député de Saint-Maurice et le chef de l'opposition prétendent qu'ils veulent organiser au niveau supérieur un ordre meilleur, mais ils sont avant tout à la recherche du pouvoir, quand ils chargent l'Union nationale de tous les péchés du siècle. Ces gens oublient qu'entre l'opposition et le gouvernement, il y a le peuple, qui a une confiance ferme en la sincérité et en la probité du gouvernement de l'Union nationale. Cette confiance se fonde sur l'idée dominante de toute la politique de l'Union nationale: rester maître chez soi, garder la clé de la maison paternelle. C'est ce qu'on appelle l'autonomie. On n'a pas besoin d'être docteur en droit constitutionnel pour comprendre l'importance de cette autonomie. Or, pour conserver ses droits dans le domaine constitutionnel, il faut les exercer et les récupérer quand ils sont perdus. La population du Québec sait que le gouvernement est honnête et loyal, et elle a réélu l'Union nationale à chaque élection provinciale depuis 1944.

Pour mesurer tout le chemin parcouru en ces dernières années, sous la conduite du premier ministre, on n'a qu'à comparer l'abandon des droits de la province, par simple lettre, pendant la guerre, alors que M. Godbout était au pouvoir⁵, et la récupération de 10 %, puis du 3 % d'impôt sur le revenu par le Québec annoncé dernièrement par Ottawa, par télégramme.

À la dernière conférence d'Ottawa, la province de Québec a réaffirmé la pérennité de son attitude. La politique de l'Union nationale a permis d'obtenir non seulement la reconnaissance des droits du Québec, mais aussi de ceux des autres provinces sur le plan de la taxation.

Il reproche au député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Earl) sa réflexion au sujet du système des paiements de péréquation et du coût de la perception de l'impôt provincial sur le revenu et la suggestion qu'il a faite récemment de s'en remettre à Ottawa pour la perception de l'impôt provincial⁶. On a dit, affirme-t-il, que cela économiserait \$2,000,000 de frais par année. Mais, si l'on prend les peuples libres et vigoureux, qu'on songe aux millions qu'ils

ont dépensés durant la guerre pour préserver leur liberté et la démocratie.

Le député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Earl) a dit que l'argent aurait agi comme un calmant sur le gouvernement provincial qui, pendant des années, s'est querellé avec le gouvernement fédéral au sujet des programmes d'assistance. Québec n'est pas malade et n'a besoin d'aucun calmant. Il est impossible pour le gouvernement d'accepter la contribution fédérale de \$36,000,000 en faveur de la route transcanadienne. Le Québec ne peut conclure avec Ottawa un accord ou aucun contrat qui empièterait sur les droits de la province. Quant aux paiements de péréquation, ils ne constituent aucun empiètement sur les droits provinciaux, mais un retour d'une part de l'argent qui appartient aux provinces.

Le chef de l'opposition prétend que les autorités provinciales donnent des chiffres inexacts dans le budget, et il parle de gaspillage des deniers publics. Qu'il lise donc le rapport Tremblay dont il fait si grand cas. Il verra que ce rapport vante la modération avec laquelle le gouvernement du Québec administre les fonds publics et paie la plus grande partie des dépenses capitales avec ses revenus ordinaires.

Tout le budget, c'est de l'autonomie active et pratique. Chaque fois que nous votons de l'argent pour des fonctions et des services d'une nature provinciale, nous faisons acte d'autonomie. C'est même la façon la plus forte de veiller à la conservation de nos droits que de les exercer.

Dans la répartition des deniers publics, le gouvernement actuel voit à ce que les dépenses soient bien hiérarchisées, de façon que l'urgent passe avant le nécessaire, et le nécessaire avant l'utile. Il voit aussi à éviter le paternalisme d'État et à respecter l'initiative privée.

Quant à la Chambre, elle exerce un plein contrôle sur le vote des subsides. L'opposition peut poser toutes les questions, demander tous les éclaircissements qu'elle désire. Si elle a des accusations à porter, c'est le temps et le lieu de le faire. Mais c'est toujours en dehors des sessions de la Chambre qu'on entend parler de dilapidation des deniers publics. Au lieu de passer son temps à laisser planer des doutes sur l'honnêteté de nos gouvernants, pourquoi l'opposition n'utilise-t-elle pas de son droit de convoquer le comité des comptes publics? Les libéraux pourraient porter là des accusations précises et les prouver, s'ils en sont capables.

M. Gérin-Lajoie disait dernièrement qu'il fallait renouveler l'âme de la province. Ce n'est pas

l'âme de la province qu'il faut renouveler, mais la sienne et la mienne. Je crois beaucoup plus dans la réforme des individus que dans celle des institutions. Il faut former l'âme des jeunes, leur inculquer le sens de la responsabilité personnelle, le respect des lois et de l'autorité. Pour ma part, j'ai foi en la province, foi en sa population, foi en le gouvernement qui nous dirige.

M. Lafrance (Richmond) félicite le chef de l'opposition pour le discours qu'il a prononcé la semaine dernière, en réponse à celui du ministre des Finances (l'honorable M. Bourque). Il souligne particulièrement les points suivants: l'attitude autonomiste du chef de l'opposition, sa politique proquébécoise en matière de richesses naturelles, son respect pour le parlementarisme et l'attitude énergique qu'il a prise en face du manque de politique d'ensemble de l'Union nationale.

Il rappelle le discours prononcé vendredi dernier par le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé). Les cultivateurs, déclare-t-il, ont souri amèrement en lisant que le ministre avait parlé de la prospérité de l'agriculture. La vérité, c'est que le standard de vie des cultivateurs du Québec est au-dessous de celui des autres Canadiens.

Le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse a déclaré que nous étions le premier pays en matière d'éducation? Il a dit que l'Union nationale a commencé à zéro en 1945? Mais, alors, qu'a donc fait le premier régime de l'Union nationale, de 1936 à 1939? Que fait-on des multiples écoles qui existaient en 1936 et qui se comparaient à celles qui avaient été construites dans le reste du Canada? Quant à notre soi-disant premier rang, je citerai le témoignage d'un homme que le gouvernement n'osera certainement pas qualifier de "dénigreur de sa province", Son Excellence Mgr Albertus Martin, évêque de Nicolet. Il a déclaré récemment qu'en matière d'enseignement secondaire, nous étions les derniers au Canada.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'a jamais dit cela.

M. Lafrance (Richmond): J'affirme qu'il l'a dit et je puis dire où et quand.

Le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse a parlé des "élections à la Paul Sauvé" qui se font dans la dignité. Les journalistes et les électeurs qui se trouvaient à Côteau-Landing le jour de l'assemblée contradictoire, en juin dernier, savent à quoi s'en tenir sur la "dignité à la Paul-Sauvé"! J'ai aussi remarqué qu'on s'ingénie dans les rangs de

l'Union nationale à dénoncer Me Paul Gérin-Lajoie. Cela prouve qu'elle le craint, et je suis convaincu que ces propos ne font qu'augmenter la popularité de ce jeune avocat.

Comme Paris valait bien une messe, un ministère vaut bien un discours! Le député de Missisquoi (M. Bertrand) a parlé des "pirouettes du député de Saint-Maurice (M. Hamel)". A-t-il oublié celles de son chef qui affirmait qu'il allait abolir la taxe de vente et mettre les trusts à la raison? Je demande au député de me nommer un seul trust dont nous avons été débarrassés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Nous avons débarrassé la province du trust libéral!

M. Lafrance (Richmond): À entendre le premier ministre, on a l'impression que c'est lui qui a inventé le travail. Ce matin encore, il nous rappelait qu'il travaille 18 heures par jour. Serait-il possible qu'il ait une attitude en Chambre et une autre en temps d'élection, car il déclarait, en 1939, lors de la campagne électorale, qu'il prendrait les moyens nécessaires pour diminuer les heures de travail dans la province?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Je n'ai jamais dit cela et je ne l'ai jamais pensé.

M. Lafrance (Richmond): Je cite le compte rendu d'un journal qui a fait un gros titre avec cette déclaration du premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
M. l'Orateur, le député de Richmond est obligé de prendre ma parole. Je n'ai jamais déclaré cela.

M. Lafrance (Richmond): Et pourtant le journal...

M. l'Orateur: Entre le texte d'un journaliste et la parole d'un député, il faut prendre la parole du député⁷.

M. Lafrance (Richmond): Alors, je prends celle du premier ministre.

Le gouvernement vit dans un état d'euphorie. Il traverse une crise de saturation, symptôme fatal pour un gouvernement qui est pris de vieillissement après 15 années de pouvoir. L'Union nationale a perdu contact avec le peuple.

À entendre le gouvernement, on pourrait croire par exemple que tout va bien dans le monde

du travail, les ouvriers sont heureux. Et, pourtant, chacun sait qu'il y a 230,000 chômeurs dans le Québec, soit le plus grand nombre de toutes les provinces canadiennes. Dans le discours du trône, une petite phrase traite du monde ouvrier, mais aucune législation n'a donné suite à cette mention. Le monde du travail a été totalement ignoré par le gouvernement cette année.

Les ouvriers auront été les plus grands absents de la présente session. Le gouvernement n'a rien annoncé comme palliatif au chômage et, pourtant, il a perçu \$20,000,000 d'une taxe spéciale, depuis 1945, pour le chômage. Sans doute que le problème est fédéral, mais puisque le gouvernement perçoit des taxes à cette fin, qu'il prenne ses responsabilités.

Pour le gouvernement, il ne semble pas exister de problème ouvrier. Il croit que, par des coups de force, il fera taire les ouvriers. Dans les rues de Varsovie, par exemple, on a réussi à chasser les ouvriers, mais qui osera prétendre qu'à la première occasion l'orage n'éclatera pas de nouveau? Dans le Québec, le problème ouvrier est plus aigu qu'ailleurs, car notre province s'est rapidement industrialisée et aussi parce que le gouvernement a adopté des lois ouvrières rétrogrades; il a toujours fait preuve d'une mentalité antiouvrière. Le monde ouvrier québécois, qu'on ne l'ignore pas, est devenu adulte et ne se laissera plus traiter en parent pauvre. On tenterait vainement de vouloir le faire reculer.

Il y a énormément de chômage. Il augmente sans cesse. Heureusement que nous avons l'assurance-chômage, car, autrement, nous retournerions à la soupe et aux secours directs de l'époque Bennett⁹.

C'est scandaleux de songer qu'il y a toujours de l'argent pour la guerre et qu'on en manque pour les œuvres de paix. En présence du chômage actuel, je dénonce l'indifférence du gouvernement. La situation est dangereuse, c'est un ferment de révolte, car ça aigrit les esprits.

Le gouvernement devrait instituer une commission pour étudier la question du chômage. Il devrait coopérer avec le gouvernement fédéral pour la construction de la route transcanadienne et accepter l'aide qui y est attachée, et aussi coopérer à la politique de construction d'habitations.

Il suggère d'établir plus de facilités de crédit à l'échelon provincial pour la construction domiciliaire et d'obliger les compagnies qui exploitent nos ressources naturelles à créer, chez nous, des industries secondaires pour transformer nos matériaux bruts, car 97.3 % de l'amiante tirée de notre sous-sol est exportée à l'état brut, note-t-il.

La semaine de 40 heures devrait être appliquée de manière générale à travers la province, par une loi, et une attention particulière devrait être portée au problème des chefs de famille qui se retrouvent sans travail, dû au fait que les femmes occupent une place plus grande dans l'industrie.

Il y a du mécontentement général dans la province de Québec, à cause des injustices criantes dont les ouvriers sont victimes. Un jour ou l'autre, ce mécontentement engendrera un cataclysme social. Un jour ou l'autre, il faudra une évolution. Se fera-t-elle dans l'ordre ou dans le désordre? Pour ma part, je suis un partisan de l'ordre, et l'ouvrier est généralement opposé aux grèves.

Comme premier moyen de mettre fin au mécontentement général, je demande au gouvernement d'accepter une fois pour toutes l'organisation syndicale ouvrière et de cesser une fois pour toutes de la brider. Qu'il reconnaisse vraiment dans la pratique le droit d'association. On oublie trop souvent que ce droit est un droit sacré; c'est un droit fondamental, comme le dit la lettre pastorale de NN. SS. les évêques de 1950¹⁰. Pourquoi l'ouvrier n'aurait-il pas les mêmes droits d'union que les membres des professions libérales?

Le malaise ouvrier est attribuable à l'insuffisance des lois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre. Le député de Richmond n'a pas le droit de critiquer les lois, sans en demander le rappel.

M. Lafrance (Richmond): Nos lois ouvrières sont insuffisantes. Il faudrait, dans Québec, un code du travail. Je ne comprends vraiment pas l'entêtement scandaleux du gouvernement en face des réclamations des innombrables organismes qui, depuis 15 ans, demandent au gouvernement de Québec de donner à la classe ouvrière un code du travail. On se demande si le gouvernement n'est pas, en définitive, lié à certaines puissances.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): demande que le député de Richmond retire ses paroles sans condition.

M. Lafrance (Richmond): Je les retire. Le gouvernement est figé dans le passé. Il est dépassé par les événements. Pourquoi n'aurait-on pas dans Québec un code du travail comme on a un code maritime, municipal, scolaire, commercial, civil, etc.?

Les ouvriers sont à la merci d'un tribunal de création gouvernementale, la Commission des relations ouvrières.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Richmond n'a pas le droit de critiquer la loi. S'il n'est pas satisfait, il sait ce qu'il a à faire.

M. Lafrance (Richmond): J'ai le droit de critiquer l'application de cette loi créant la Commission des relations ouvrières. Cette application est viciée par l'ingérence du gouvernement qui crée de la confusion partout.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Richmond n'a pas le droit d'attaquer les membres de la Commission des relations ouvrières qui sont des honnêtes gens.

M. l'Orateur donne raison au premier ministre.

M. Lafrance (Richmond): La Commission des relations ouvrières devient une source de conflits. Elle est cause de dénis de justice, comme dans l'affaire de l'Alliance des professeurs de Montréal, à Louiseville et à Murdochville.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre. Le député de Richmond ne peut pas discuter l'affaire de l'Alliance des professeurs qui est *sub judice*. Quant à l'affaire de Louiseville, l'organisateur de la grève était un libéral et il est en prison.

M. Lafrance (Richmond): À Murdochville, on a eu là un exemple tragique du rôle néfaste joué par la Commission des relations ouvrières. Les ouvriers ont perdu confiance dans la Commission qui est devenue le cimetière des droits des travailleurs du Québec. Le fond du litige, à Murdochville, portait exclusivement sur la reconnaissance du syndicat en faveur d'une compagnie étrangère qui vient s'enrichir chez nous¹¹.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre. Il s'agit là d'une affaire qui a donné lieu à des procès au civil, dont un intenté pour dommages à l'union par la compagnie, qui constitue encore une cause pendante. Le député de Richmond n'a pas le droit d'en parler.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) s'objecte à cette interprétation donnée par le premier ministre. La déclaration du député de Richmond et la cause mentionnée par le premier ministre n'ont aucune relation entre elles, affirme-t-il.

M. l'Orateur: On ne peut pas discuter les circonstances qui ont entouré le litige de Murdochville, sans entrer dans le litige qui est devant les cours de justice.

Le point d'ordre est bien fondé et la question de la grève de Murdochville est un sujet *sub judice* qui ne peut faire, pour le moment, l'objet d'un débat (article 150 du Règlement; May, 11e édition, page 278).

Le premier ministre a raison. Le député de Richmond doit cesser de traiter cette question de cette manière.

M. Lafrance (Richmond), en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

Des députés de l'opposition l'appuient.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Bourque, Chalifour, Chartrand, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Desjardins, Dozois, Duplessis, Élie, Fortin, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matapédia), Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Ladouceur, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Paquette, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochon, Ross, Russell, Samson, Schmidt, Spence, Talbot, Thibeault, Tremblay, 54.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Lafrance, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 15.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

M. Lafrance (Richmond) propose, appuyé par le représentant de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde), que le débat soit de nouveau ajourné¹².

Adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 116 modifiant la charte de la ville de Rimouski, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 2 est modifié en ajoutant après le deuxième paragraphe, à la page 2, qui se termine par les mots "la commission, selon le cas" ce qui suit:

"Cette approbation ne pourra être refusée si la largeur des rues et les dimensions des lots ne sont pas contraires à la loi et aux règlements d'urbanisme en vigueur.

Telle approbation rendra caduque l'homologation de toutes rues ou de parties de rues non prévues dans le plan approuvé."

2. L'article 11 est biffé.

3. Les articles 12, 13 et 14 deviennent les articles 11, 12 et 13.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 250 refondant la charte de la ville d'Alma, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 2 est remplacé par ce qui suit:

"2. Le territoire de la cité d'Alma est et sera le suivant, savoir:

a. Un territoire situé dans le canton Signay, comprenant en référence, au cadastre officiel pour ledit canton, tous les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures ainsi que les chemins, cours d'eau ou parties d'iceux renfermés dans les limites suivantes, savoir:

"Partant au point d'intersection de la ligne séparative des lots numéros 18b et 19a-82 du rang IX du cadastre officiel du canton Signay avec la rive sud de la rivière Petite Décharge; de là, passant par les lignes et démarcations suivantes en continuité les unes des autres; la rive sud de la rivière Petite Décharge susdite vers le sud-est, le sud, le sud-ouest, l'ouest et le nord-ouest jusqu'à son point d'intersection avec l'extrémité sud de la ligne séparative des lots numéros 18b et 19a-82 du rang IX du canton Signay susdit; la ligne séparative des lots numéros 18b et 19a-82 du rang IX du canton Signay susdit jusqu'à son point d'intersection avec la rive sud de la rivière Petite Décharge susdite, point de départ."

Lequel territoire est détaché de la municipalité de Saint-Joseph-d'Alma dans le comté municipal de Lac-Saint-Jean-Est et est annexé à la ville d'Alma, dans le comté municipal de Lac-Saint-Jean-Est;

b. Le territoire situé dans l'île d'Alma, canton Delisle, et dans la rivière Petite Décharge,

comprenant, en référence au cadastre officiel pour ledit canton, tous les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures ainsi que les chemins, cours d'eau ou parties d'iceux renfermés dans les limites suivantes, savoir:

"Partant du point d'intersection de la rive nord de l'île Sainte-Anne, connue sous le numéro un-G (1-G) du cadastre officiel du canton Delisle avec la limite nord-ouest de l'emprise de la voie du chemin de fer Alma et Jonquière; de là, passant par les lignes et démarcations suivantes en continuité les unes des autres: la limite nord-ouest de l'emprise de la voie du chemin de fer Alma et Jonquière susdit vers le nord-est à travers la rivière Petite Décharge et une partie du lot numéro 5 du rang I, île d'Alma, canton Delisle susdit, soit la limite sud-est de la ville de Riverbend jusqu'à son point d'intersection avec la ligne séparative des lots numéros 4 et 5 du rang I, île d'Alma, canton Delisle susdit; suivant vers le sud-ouest la ligne séparative des lots numéros 4 et 5 du rang I, île d'Alma, canton Delisle susdit et son prolongement à travers la rivière Petite Décharge susdite, soit la limite actuelle de la ville d'Alma jusqu'à son point d'intersection avec la rive nord de l'île Sainte-Anne susdite; suivant vers le nord-ouest la rive nord de l'île Sainte-Anne susdite jusqu'à son point d'intersection avec la limite nord-ouest de l'emprise de la voie du chemin de fer Alma et Jonquière susdit, point de départ."

Lequel territoire est détaché de la municipalité de Saint-Joseph d'Alma, dans le comté municipal de Lac Saint-Jean-Est et est annexé à la ville d'Alma, dans le comté municipal de Lac- Saint-Jean-Est;

c. Le territoire situé dans les cantons Signay et Labarre, comprenant en référence au cadastre officiel pour lesdits cantons, tous les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures ainsi que les chemins, cours d'eau ou parties d'iceux renfermés dans les limites suivantes, savoir:

"Partant du point d'intersection de la ligne séparative des lots numéros 14g-1 et 14a-6 du rang IX du cadastre officiel du canton Signay avec la rive sud de la rivière Petite Décharge; de là, passant par les lignes et démarcations suivantes en continuité les unes des autres; la rive sud de la rivière Petite Décharge susdite vers le sud-est le long de la partie du lot numéro 14a et des lots numéros 14f, 14e, 13g, 13f, 13a, 13e, 13i, 13a et 12 du rang IX du canton Signay susdit et des lots numéros 1b, 1a, 2a, 2b, 3a et 3b du rang Saguenay du cadastre officiel du canton Labarre jusqu'au point d'intersection de la ligne séparative des lots numéros 3b et 4a du rang

Saguenay du canton Labarre susdit; le prolongement vers le nord à travers la rivière Petite Décharge susdite de la ligne séparative des lots numéros 3b et 4a du rang Saguenay du canton Labarre susdit jusqu'à son point d'intersection avec l'axe de la rivière Petite Décharge susdite; l'axe de la rivière Petite Décharge susdite vers l'ouest et vers le nord-ouest jusqu'à son point d'intersection avec la ligne joignant le point d'intersection de la ligne séparative des lots numéros 14g-1 et 14a-6 du rang IX du canton Signay susdit avec la rive sud de la rivière Petite Décharge susdite au point d'intersection de la rive nord de la rivière Petite Décharge susdite avec la ligne séparative des lots numéros 3a et 3b du rang I de l'île d'Alma du canton Delisle; soit une partie de la limite est actuelle de la ville d'Alma, cette partie de la limite est actuelle de la ville d'Alma vers le sud jusqu'au point d'intersection de la ligne séparative des lots numéros 14g-1 et 14a-6 du rang IX du canton Signay susdit avec la rive sud de la rivière Petite Décharge susdite, point de départ."

Lequel territoire est détaché de la municipalité de Saint-Joseph-d'Alma, dans le comté municipal de Lac-Saint-Jean-Est et est annexé à la ville d'Alma dans le comté municipal de Lac- Saint-Jean-Est;

d. Le territoire situé dans le canton Delisle comprenant en référence au cadastre officiel pour ledit canton, tous les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures ainsi que les chemins, cours d'eau ou parties d'iceux renfermés dans les limites suivantes, savoir:

"Partant du point d'intersection de la limite nord-ouest de l'emprise de la voie du chemin de fer Alma et Jonquière avec la limite sud-ouest de la rue Price, soit avec la limite nord-est actuelle de la ville d'Alma dans le lot numéro 4 du rang I, île d'Alma, du cadastre officiel du canton Delisle; de là, passant par les lignes et démarcations suivantes en continuité les unes des autres; la limite nord-ouest de l'emprise de la voie du chemin de fer Alma et Jonquière susdit, soit la limite actuelle de la ville de Riverbend vers le nord-est jusqu'à son point d'intersection avec une ligne parallèle à la limite sud-ouest de la rue Price, soit encore la limite nord-est actuelle de la ville d'Alma, cette dite ligne parallèle étant située à une distance de quatre pieds au nord-est de la limite nord-est actuelle de la ville d'Alma; la susdite ligne parallèle à la limite nord-est actuelle de la ville d'Alma et située à une distance de quatre pieds mesurée vers le nord-est à partir de cette dernière vers l'est jusqu'à son point d'intersection avec la ligne séparative des lots numéros 3b et 3a du rang I, île

d'Alma, canton Delisle susdit; la ligne séparative des lots numéros 3a et 3b du rang I, île d'Alma, canton Delisle susdit vers le sud jusqu'à son point d'intersection avec la limite sud-ouest actuelle de la rue Price, soit encore la limite nord-est actuelle de la ville d'Alma; la limite nord-est actuelle de la ville d'Alma vers l'ouest et le nord-ouest jusqu'à son point d'intersection avec la limite nord-ouest de l'emprise de la voie du chemin de fer Alma et Jonquière, point de départ."

Lequel territoire est détaché de la ville de Naudville, dans le comté municipal de Lac-Saint-Jean-Est et est annexé à la ville d'Alma, dans le comté municipal de Lac-Saint-Jean-Est;

e. Le territoire de la cité d'Alma, y compris les parties ci-avant décrites, délimité par le périmètre suivant, savoir:

Un territoire situé dans le canton Signay, dans l'île d'Alma du canton Delisle et dans le canton Labarre, comprenant en référence au cadastre officiel pour lesdits cantons tous les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures ainsi que les chemins, cours d'eau ou parties d'iceux renfermés dans les limites suivantes, savoir:

"Partant d'un point situé dans la ligne séparative des lots numéros 18a et 19a du rang IX du cadastre officiel du canton Signay, lequel point est situé à une distance de cent (100) pieds au sud de la limite sud actuelle du chemin public du rang IX du canton Signay susdit ou rue Saint-Joseph; de là, passant par les lignes et démarcations suivantes en continuité les unes des autres: la ligne partant de cedit point traversant les lots numéros 19a et 19b du rang IX du canton Signay susdit pour joindre en ligne droite un point situé dans la ligne séparative des lots numéros 19b et 20a du rang IX du canton Signay susdit et à une distance de cent (100) pieds au sud de la ligne sud du chemin du rang IX du canton Signay susdit; la ligne partant de cedit point, traversant le lot numéro 20a du rang IX du canton Signay susdit pour joindre en ligne droite un point situé dans la ligne séparative des lots numéros 20a et 20b du rang IX du canton Signay susdit et à une distance de cent (100) pieds au sud de la ligne sud du chemin du rang IX du canton Signay susdit; la ligne partant de cedit point, traversant le lot numéro 20b du rang IX du canton Signay susdit pour joindre en ligne droite un point situé dans la ligne séparative des lots numéros 20b et 20c du rang IX du canton Signay susdit et à une distance de cent (100) pieds au sud de la ligne sud du chemin du rang IX du canton Signay susdit; la ligne partant de cedit point, traversant le lot numéro 20c du rang IX du canton

Signay susdit pour joindre en ligne droite un point situé dans la ligne séparative des lots numéros 20c et 21 du rang IX du canton Signay susdit et à une distance de cent (100) pieds au sud de la ligne sud du chemin du rang IX du canton Signay susdit; la ligne partant de cedit point, traversant le lot numéro 21 du rang IX du canton Signay susdit pour joindre en ligne droite un point situé dans la ligne séparative des lots numéros 21 et 22 du rang IX du canton Signay susdit et à une distance de cent (100) pieds au sud de la ligne sud du chemin du rang IX du canton Signay susdit; la ligne partant de cedit point, traversant le lot numéro 22 du rang IX du canton Signay susdit pour joindre en ligne droite un point situé dans la ligne séparative des lots numéros 22 et 23 du rang IX du canton Signay susdit et à une distance de cent (100) pieds au sud de la ligne sud du chemin du rang IX du canton Signay susdit; la ligne séparative des lots numéros 22 et 23 du rang IX du canton Signay susdit à partir de ce dernier point jusqu'à son point d'intersection avec la rive sud de la rivière Petite Décharge; la ligne partant de cedit point d'intersection pour joindre en ligne droite le point d'intersection de la rive nord de la rivière Petite Décharge susdite avec la ligne séparative des lots numéros 12 et 13a du rang I de l'île d'Alma, canton Delisle susdit; la ligne séparative des lots numéros 12 et 13a du rang I, île d'Alma, canton Delisle susdit; la ligne séparative des lots numéros 12 et 13a du rang II de l'île d'Alma, canton Delisle susdit; la ligne séparative des rangs II et III de l'île d'Alma, canton Delisle susdit jusqu'à la ligne séparative des lots numéros 12 et 13 du rang III de l'île d'Alma, canton Delisle susdit; la ligne séparative des lots numéros 12 et 13 du rang III de l'île d'Alma, canton Delisle susdit jusqu'à la rive sud de la rivière Grande Décharge; la rive sud de la rivière Grande Décharge susdite jusqu'à la ligne séparative des lots numéros 11 et 12 du rang III de l'île d'Alma, canton Delisle susdit, soit la limite ouest de la ville d'Isle-Maligne; la ligne séparative des lots numéros 11 et 12 du rang III de l'île d'Alma, canton Delisle susdit, soit la limite ouest de la ville d'Isle-Maligne susdite jusqu'à la ligne séparative des rangs II et III de l'île d'Alma, canton Delisle susdit; la ligne séparative des rangs II et III de l'île d'Alma, canton Delisle susdit, soit la limite de la ville d'Isle-Maligne susdite jusqu'à la ligne séparative des lots numéros 11 et 12 du rang II de l'île d'Alma, canton Delisle susdit, soit la limite ouest de la ville d'Isle-Maligne susdite; la ligne séparative des lots numéros 11 et 12 du rang II de l'île d'Alma, canton Delisle susdit ou limite ouest de la ville d'Isle-Maligne susdite jusqu'à la limite sud

de la ville d'Isle-Maligne susdite; la limite sud de la ville d'Isle-Maligne susdite jusqu'à la ligne séparative des lots numéros 9b et 10 du rang II de l'île d'Alma, canton Delisle susdit, soit la limite ouest de la ville d'Isle-Maligne susdite; la ligne séparative des lots numéros 9b et 10 du rang II de l'île d'Alma, canton Delisle susdit, soit la limite ouest de la ville d'Isle-Maligne susdite; la ligne séparative du bloc "A" de l'île d'Alma et du lot numéro 10 du rang II de l'île d'Alma, canton Delisle susdit, soit la limite ouest de la ville de Riverbend jusqu'à la ligne séparative des rangs I et II de l'île d'Alma, canton Delisle susdit; la ligne séparative des rangs I et II de l'île d'Alma, canton Delisle susdit; la ligne séparative du bloc "A" de l'île d'Alma et du lot numéro 10a du rang I de l'île d'Alma, canton Delisle susdit, soit la limite ouest de la ville de Riverbend susdite; la ligne séparative du bloc "A" de l'île d'Alma et du lot numéro 10b du rang I de l'île d'Alma du canton Delisle susdit, soit la limite ouest de la ville de Riverbend susdite jusqu'à la rive nord de la rivière Petite Décharge susdite; la limite ouest de la ville de Riverbend susdite, traversant la rivière Petite Décharge susdite jusqu'à la limite sud de la ville de Riverbend susdite, soit encore jusqu'à la rive sud de la rivière Petite Décharge susdite, soit encore la limite sud de la ville de Riverbend susdite, vers le sud-est le long d'une partie du lot numéro 21-1 et des lots numéros 20c-1, 20b-1, 20a-1, 19b-3, 19b-82, 18b et 18a du rang IX du canton Signay susdit jusqu'à son point d'intersection avec la ligne séparative des lots numéros 17a et 18a du rang IX du canton Signay susdit; la ligne partant de ce point d'intersection de la ligne séparative des lots 17a et 18a du rang IX du canton Signay susdit avec la rive sud de la rivière Petite Décharge susdite pour joindre en ligne droite à travers la rivière Petite Décharge susdite selon une course astronomique nord-soixante degrés, trente-minutes-est (N-60°30'-E) son point d'intersection avec la rive nord-ouest de l'île Sainte-Anne connue sous le numéro un-G (1-G) du cadastre officiel du canton Delisle susdit, soit encore la limite sud-est de la ville de Riverbend susdite; la rive de l'île Sainte-Anne susdite, soit encore la limite de la ville de Riverbend susdite vers le nord et vers l'est jusqu'à son point d'intersection avec la limite nord-ouest de l'emprise de la voie du chemin de fer Alma et Jonquière; la limite nord-ouest de l'emprise de la voie du chemin de fer Alma et Jonquière susdit, soit encore la limite de la ville de Riverbend susdite vers le nord-est à travers la rivière Petite Décharge susdite et en suivant la courbe de cette limite nord-ouest de l'emprise de la voie du chemin de fer Alma et

Jonquière susdit jusqu'à son point d'intersection avec la ligne séparative des lots numéros 4 et 5 du rang I, île d'Alma, canton Delisle susdit; la ligne séparative du lot numéro 4 du rang I, île d'Alma et du bloc "A" de l'île d'Alma, canton Delisle susdit, soit encore la limite sud-est de la ville de Riverbend susdite jusqu'à son point d'intersection avec la limite sud-ouest de la rue Price; la limite sud-ouest de la rue Price susdite dans le lot numéro 4 du rang I, île d'Alma, canton Delisle susdit vers le sud-est jusqu'à son point d'intersection avec la limite nord-ouest de l'emprise de la voie du chemin de fer Alma et Jonquière susdit; la limite nord-ouest de l'emprise de la voie du chemin de fer Alma et Jonquière susdit vers le nord-est à travers la rue Price susdite jusqu'à son point d'intersection avec une ligne parallèle à la limite sud-ouest de la rue Price, soit encore la limite nord-est des lots de subdivision numéros 4-43, 4-22 et 4-21 du rang I, île d'Alma, canton Delisle susdit, cette dite ligne parallèle étant située à une distance de quatre pieds au nord-est de ladite limite nord-est des lots numéros 4-43, 4-22 et 4-21 susdits; une ligne parallèle à la limite nord-est des lots de subdivision numéros 4-43, 4-22, 4-21, 4-20 (avenue Gouin), 4-19, 4-18, 4-17, 4-16, 4-15, 4-14, 4-13 (rue Laurier), 4-3, 4-2 et 4-1 jusqu'à la rue Saint-Joseph, cette dite ligne parallèle étant située à une distance de quatre pieds au nord-est de la limite nord-est des lots de subdivision susdits; la ligne traversant la rue Saint-Joseph joignant en ligne droite le point d'intersection de la ligne parallèle ci-dessus décrite avec la limite ouest de la rue Saint-Joseph au point d'intersection de la limite est de la rue Saint-Joseph avec une ligne parallèle à la limite nord du lot de subdivision numéro 3b-1 du rang I, île d'Alma, canton Delisle susdit, cette dernière ligne parallèle étant située à une distance de quatre pieds au nord de la susdite limite nord du lot numéro 3b-1 susdit; une ligne parallèle à la limite nord des lots de subdivision numéros 3b-1, 3b-20 (rue Taché), 3b-32, cette dite ligne parallèle étant située à une distance de quatre pieds au nord de la limite nord des lots de subdivision susdits vers l'est jusqu'à son point d'intersection avec la ligne séparative des lots numéros 3a et 3b du rang I, île d'Alma, canton Delisle susdit; la ligne séparative des lots numéros 3a et 3b du rang I, île d'Alma, canton Delisle susdit vers le sud-ouest jusqu'à son point d'intersection avec l'axe de la rivière Petite Décharge; l'axe de la rivière Petite Décharge susdite vers le sud-est jusqu'à son point d'intersection avec le prolongement vers le nord de la ligne séparative des lots numéros 3b et 4a du rang Saguenay, canton Labarre; la ligne joignant en ligne droite vers le sud-

ouest à travers la rivière Petite Décharge susdite, ce point d'intersection au point d'intersection de la ligne séparative des lots numéros 3*b* et 4*a* du rang Saguenay du canton Labarre susdit avec la rive sud de la rivière Petite Décharge susdite; la ligne séparative des lots numéros 3*b* et 4*a* du rang Saguenay du canton Labarre susdit vers le sud jusqu'à son point d'intersection avec la ligne séparative des rangs IV et Saguenay du canton Labarre susdit; la ligne séparative des rangs IV et Saguenay du canton Labarre susdit vers l'ouest et le long des lots numéros 3*b*, 3*a*, 2*b*, 2*a* et 1*a* du rang Saguenay du canton Labarre susdit jusqu'à son point d'intersection avec la ligne séparative des cantons Labarre et Signay susdits; la ligne séparative des rangs VIII et IX du canton Signay susdit vers l'ouest le long des lots numéros 12, 13*a*, 14*a*, 15*a*, 15*b*, 16, 17*a* et 18*a* du rang IX du canton Signay susdit jusqu'à son point d'intersection avec la ligne séparative des lots numéros 18*a* et 19*a* du rang IX du canton Signay susdit vers le nord-est jusqu'à un point situé à une distance de cent (100) pieds au sud de la limite sud du chemin public du rang IX du canton Signay susdit ou rue Saint-Joseph susdite, point de départ.

2. L'article 3 est modifié en remplaçant, aux deux dernières lignes, les mots "La cité d'Alma" par ce qui suit: "Cité d'Alma".

3. L'article 26 est modifié en remplaçant, dans la première ligne du paragraphe 11*a*, les mots "Pour interrompre la circulation" par ce qui suit: "Pour détourner la circulation".

4. L'article 31 est modifié:

a. le premier paragraphe est remplacé par ce qui suit:

"La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité d'Alma, en y ajoutant après l'article 526, les articles suivants:";

b. le sous-article 526 est biffé;

c. le sous-article 526*a* est modifié en ajoutant à la fin du premier paragraphe se terminant par les mots "porté au rôle d'évaluation" ce qui suit:

"Dans aucun cas cette taxe ne devra excéder (\$1,000) mille dollars."

d. en remplaçant le premier paragraphe du sous-article 526*b* par ce qui suit:

"Nonobstant les dispositions des articles précédents, le conseil de la cité d'Alma peut, par simple résolution, imposer sous forme de licence, une taxe payable par toute personne, société, compagnie, corporation, agent, représentant ou vendeur, qui vend ou livre en la cité d'Alma une marchandise quelconque soit à la voiturée ou à la charge."

5. L'article 38 est biffé.

6. Les articles 39 et 40 deviennent les articles 38 et 39.

Projets de loi:

Charte de Rimouski

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 116 modifiant la charte de la ville de Rimouski.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte d'Alma

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 250 refondant la charte de la ville d'Alma.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 18 février 1958

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Voies et moyens:

Débat sur le budget 1958-1959 (suite)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné au cours de la séance

précédente, sur la motion du représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Lafrance (Richmond): Les ouvriers, qui forment les deux tiers de la province de Québec, ont de nombreux problèmes à régler. On a beau jongler avec les statistiques, ça ne fera pas disparaître le mécontentement qui règne dans leurs rangs. Il ne faut pas se faire d'illusion, notamment avec les résultats des élections dans Mégantic et dans Compton¹³. On ne doit pas y voir une approbation de la politique ouvrière du gouvernement actuel. Les ouvriers de Thetford Mines, dans Mégantic, et de Compton ont voté pour le patronage.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande au président de rappeler le député de Richmond à l'ordre en vertu, dit-il, de l'article 285 du Règlement. On ne doit pas insulter les électeurs.

M. Lafrance (Richmond): C'est la politique du gouvernement que j'accuse, non les électeurs.

M. l'Orateur: Ce sont les ouvriers qui sont attaqués.

M. Lafrance (Richmond): Dans une paroisse, j'ai visité 27 familles et, sur ces 27 familles, 23 s'étaient vu promettre des faveurs par l'Union nationale. Il existe un climat dangereux dans la province de Québec, un climat exploité par certains fauteurs de désordre. Et, ce qui m'effraie, c'est l'indifférence des autres classes de la société en face des injustices dont les ouvriers sont victimes. Le problème ouvrier est grave. Les ouvriers sont devenus des adultes qu'on refuse de traiter comme tels.

Pas une loi pendant la session pour améliorer leur sort. Aucune mesure contre le chômage. Rien pour corriger une législation désuète. Les relations qui existent entre ouvriers et patrons de la province se résument à ces mots: la loi de la jungle.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande au président de faire retirer ses paroles au député de Richmond (M. Lafrance).

M. l'Orateur s'exécute.

M. Lafrance (Richmond): Les conditions de travail, les salaires ont certainement été l'objet d'améliorations. Mais ces améliorations découlent

des pressions exercées par la classe ouvrière et par ses sacrifices.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est absolument faux. Après la grève illégale des ouvriers de l'amiante¹⁴, ces derniers sont venus me trouver pour obtenir un boni de vie chère, et je leur ai obtenu \$0.45 par point, soit beaucoup plus qu'ils ne l'avaient demandé.

M. Lafrance (Richmond): Que devrait faire le gouvernement pour favoriser la paix sociale? Il faudrait qu'il laisse de côté les préjugés. Les ministériels attribuent aux ouvriers tous les torts; ce sont des saboteurs, des fauteurs de désordre. Il faudrait cesser de boudier le mouvement ouvrier. Le droit à l'union, c'est un droit inaliénable. Chaque fois qu'on viole ce droit, c'est une semence d'anarchie.

Il faudrait un code du travail. Dans la province de Québec, si l'on veut un ordre social basé sur la justice, qu'on fasse un effort pour mieux comprendre le monde ouvrier¹⁵.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Je félicite le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Bourque) pour sa nomination récente au ministère des Finances et pour son exposé clair sur l'état financier de la province. Il sera, lui aussi, un grand ministre des Finances. À mon prédécesseur¹⁶, j'offre mes hommages et ceux de la Chambre. Le nouveau lieutenant-gouverneur laissera le souvenir d'un vénérable gentilhomme. Sa nomination couronne toute une vie de labeur, consacrée aux valeurs de l'esprit et aux valeurs morales.

Le discours sur le budget, prononcé par le ministre des Finances (l'honorable M. Bourque), a été un hommage à l'administration financière du gouvernement. Il rappelle le mot d'un ministre des Finances de France: c'est parce que le premier ministre et ce gouvernement ont fait de la bonne politique, dit-il, que la situation financière de la province est la meilleure de toutes les autres provinces. C'est pourquoi les revenus du Québec ont atteint un sommet inégalé; c'est pourquoi le gouvernement pourra consacrer \$116,000,000, en 1958-1959, à l'éducation; c'est pourquoi l'actif immobilier de la province dépasse les \$700,000,000, sa dette a diminué de \$60,000,000 depuis 1944, et la dette *per capita* est plus basse que partout ailleurs au Canada.

Pendant un discours de deux heures, le chef de l'opposition a accumulé erreurs, arguties, demi-vérités et sophismes; mais le ministre du Bien-être

social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) a jeté par terre ce bel échafaudage. Je me demande si ce discours était bien celui du chef de l'opposition. Nous y avons reconnu des arguments invoqués par son prédécesseur (M. Marler). Je crois que s'il avait rédigé lui-même son discours, il n'y aurait pas glissé tant de faussetés.

Selon le chef de l'opposition, le gouvernement souffle artificiellement son actif immobilier, en vue de présenter un tableau plus favorable de son administration. Il est faux et injuste de prétendre cela. Lorsque le chef de l'opposition a dit que le gouvernement avait été forcé de soustraire \$130,000,000 de cet actif immobilier, il a oublié de dire que cela s'est passé en 1946 et qu'il s'agissait d'un actif capitalisé aux quatre cinquièmes par les libéraux.

Le chef de l'opposition a dit aussi que l'auditeur de la province a dû intervenir pour supprimer de l'actif immobilier une somme de \$6,000,000. Les immobilisations sont faites en vertu d'une loi de la voirie, bien antérieure à l'Union nationale. Jusqu'en 1942, toutes les dépenses de la voirie étaient capitalisées, en vertu de lois spéciales votées sous des régimes libéraux. L'auditeur demanda alors qu'on ne capitalise plus les subventions accordées aux municipalités pour travaux de voirie. Puis, en 1952, le même auditeur est venu avec une nouvelle décision; et nous avons enlevé, cette année-là, \$6,000,000 que les libéraux auraient capitalisés. Aujourd'hui, une somme de \$29,000,000 dans cette catégorie n'est plus capitalisée, alors qu'elle l'aurait été sous les régimes libéraux.

Si le gouvernement soufflait l'actif, le coût des routes par mille ne serait pas estimé à \$17,000. On en pourrait doubler la valeur sans exagérer, ce qui augmenterait de \$600,000,000 le total de l'actif. Autre exemple: la voirie a, dans différents endroits du Québec, des actifs immobiliers tels que bureaux, garages, etc. dont on ne tient pas compte. Il y a également un outillage de voirie qui vaut au bas mot \$12,000,000 et dont on ne parle pas dans l'actif.

Avant d'entrer dans la principale partie de mon discours, je veux répondre au député de Richmond (M. Lafrance), qui a employé à l'endroit des ouvriers de Mégantic et de Compton des paroles plus injurieuses que celles qu'ont utilisées mes pires ennemis.

Le député de Richmond a voulu ressusciter le mythe que le premier ministre et le gouvernement actuel sont antisyndicaux et antiouvriers. Qui pourrait croire une telle insinuation dans la province!

Ce n'est pas ce que les ouvriers de Trois-Rivières pensent. Ce n'est pas non plus ce que les gens sensés pensent, quand ils analysent toutes les initiatives que le gouvernement actuel a prises en faveur de l'ouvrier. Si le premier ministre était l'ennemi des ouvriers, il n'aurait pas été réélu depuis 30 ans dans Trois-Rivières par une population en grande majorité composée d'ouvriers. Il ne serait pas à la tête d'un gouvernement qui a donné à l'ouvrier ses principales mesures sociales.

Ce n'est pas un gouvernement antiouvrier:

1. qui a nommé un ouvrier authentique à la tête du ministère du Travail;
2. qui a accordé aux ouvriers la reconnaissance officielle de leur droit à l'union;
3. qui a donné à l'accidenté le libre choix de son médecin;
4. qui a créé un service de conciliation et d'arbitrage;
5. qui a organisé le service d'aide à l'apprentissage;
6. qui a réduit la majorité requise pour obtenir la reconnaissance syndicale;
7. qui a organisé un service de placement et y a inclus une section spéciale pour les jeunes;
8. qui a haussé de 40 % le taux du salaire minimum dans l'ordonnance numéro 4;
9. qui a ordonné aux patrons de payer du surtemps;
10. qui a accordé des vacances payées;
11. qui a créé une section des bûcherons;
12. qui a organisé un bureau d'hygiène industrielle à la Commission des accidents du travail;
13. qui a donné un code de la plomberie;
14. qui a établi la clinique de réhabilitation;
15. qui a haussé le taux de base du salaire sur lequel on calcule l'indemnité en cas d'accident, etc.;

C'est pour cela qu'à chaque élection, les ouvriers votent en grande majorité pour le premier ministre et son gouvernement.

Le chef de l'opposition a fait état des sommes dépensées par le gouvernement pour la voirie dans le Québec. Pas un seul gouvernement, jusqu'à 1944, n'a fait plus pour la voirie québécoise que celui de l'Union nationale, et c'est parce qu'il y avait à la tête de la province un homme convaincu de la nécessité d'une bonne voirie que nous avons pu réparer les erreurs des régimes précédents.

La province de Québec a fait des pas de géant dans le domaine de la voirie, depuis 1945. Avant l'arrivée au pouvoir du premier ministre et de l'Union nationale, la voirie était dans un état indescriptible. La voirie rurale était inexistante. Pas une seule grande route n'était finie, et il y avait à peine 3,000 milles¹⁷ qui étaient recouverts d'asphalte ou de ciment.

En 1944, quand je suis arrivé au ministère, les ingénieurs m'ont dit qu'il faudrait au moins \$20,000,000 pour refaire le gravelage des routes. Le

gouvernement a consacré depuis lors des sommes considérables à la voirie rurale, aux grandes routes et à l'entretien de nos routes. On dit parfois que le gouvernement dépense trop pour la voirie, mais on oublie que c'est grâce à la voirie que la province perçoit des millions en taxe sur l'essence, des millions en permis de conduire, des millions en licence d'auto, des centaines de millions provenant des touristes.

L'Union nationale s'est penchée sur les problèmes de la voirie rurale et les a résolus dans une grande mesure. Depuis 1944, le gouvernement a dépensé la somme énorme de \$239,000,000 pour doter la province d'une voirie rurale appropriée aux demandes du cultivateur¹⁸.

Nous avons exécuté ces travaux à la demande expresse du premier ministre. C'est une des recommandations qu'il m'avait faites en arrivant au pouvoir, de me préoccuper principalement de la voirie rurale, déclarant que l'agriculteur québécois avait absolument besoin de bonnes routes pour atteindre les marchés et vendre ses produits.

Cette somme a servi au ministère de la Voirie à refaire entièrement 7,596 milles de chemins municipaux, à poser de l'asphalte sur 3,274 milles, à l'amélioration de 12,449 milles, à réparer ou à reconstruire 4,113 ponts et ponceaux, à éliminer 42 passages à niveau. Grâce à cette politique, les routes de 1,100 villages de la province sont maintenant complètement asphaltées.

Le chef de l'opposition a dit que pas une seule grande route n'était terminée dans la province de Québec, à l'exception du boulevard Talbot.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): J'ai dit: grandes routes modernes.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Je vais citer toute une liste de grandes routes "modernes" qui sont actuellement terminées. Il y en a dans chaque comté:

Il fait l'énumération des routes asphaltées par le gouvernement en ces récentes années¹⁹, énumération qu'il raccourcit parce que, explique-t-il, ce serait trop long.

Il cite une foule d'autres routes sur lesquelles, dit-il, son département travaille actuellement et qui sont à la veille d'être terminées. Des travaux se font notamment sur les routes 2 et 3²⁰, sur la route du tour de la Gaspésie, longue de 560 milles, et dont il ne reste que 15 milles à paver. Il reste également 25 milles à paver sur la route Mont-Laurier-Senneterre.

On aime souvent, du côté de l'opposition, à faire des comparaisons avec l'Ontario. Vous avez souvent entendu parler du réseau de cette province. Or, sait-on que le gouvernement provincial du Québec entretient entièrement à ses frais 27,000 milles de routes, alors que le gouvernement ontarien n'en entretient que 10,000, et que sur ces 10,000 milles, il y en a 8,700²¹ qui sont des routes rurales et secondaires? Et en Ontario, la responsabilité de la voirie rurale est laissée aux municipalités de comté.

M. Hamel (Saint-Maurice): Avec un octroi de \$46,000,000!

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): C'est ce qu'on va voir.

Il cite l'opinion du ministre de la Voirie ontarienne. En Ontario, déclare-t-il, 2,930 milles de routes, soit 28 % du réseau, possèdent des revêtements défectueux; 1,600 milles, ou 18 %, ont des capacités insuffisantes de trafic; 810 milles, ou 9 %, ont une résistance insuffisante; 1,710, ou 20 %, sont trop étroites pour les dépassements; 1,760, ou 21 %, ont des accotements d'une largeur insuffisante; 1,630 milles, ou 19 %, ont des courbes raides et dangereuses; 1,320 milles, ou 15 %, ont des pentes raides.

Il parle des ponts désuets qui, souligne-t-il, nécessitent une reconstruction immédiate en Ontario. Les chemins secondaires d'une longueur de 2,400 milles sont intolérables sur une longueur de 1,520 milles.

Le ministre de la Voirie, l'honorable John Allen, terminait en disant que les fonds requis jusqu'en 1965²² pour l'amélioration des routes seraient de l'ordre de \$1,900,000,000, sur lesquels il faudra consacrer \$780,000,000 pour rattraper le retard sur 5,400 milles de routes. Ceci faisait une moyenne de \$183,000,000 par année pour réparer les routes, les élargir, reconstruire ponts et ponceaux, et ne tenait pas compte des subventions aux municipalités. L'un des arguments favorisés de l'opposition libérale semble être de noter que la province prélève plus en taxes des automobiles que ce qu'elle consacre à la voirie. La vérité, c'est que s'il fallait considérer toutes les dépenses faites pour la voirie dans la province de Québec, jamais les taxes sur la gazoline et les licences d'autos ne seraient suffisantes. Depuis 1945, il aurait manqué au gouvernement un montant de \$209,391,000.

Les automobilistes du Québec obtiennent plus de service pour leur argent que ceux des autres provinces. On parle du sort heureux de

l'automobiliste de l'Ontario. En 1949, pendant que l'automobiliste du Québec dépensait en moyenne \$118.74²³ en impôts, le gouvernement dépensait en moyenne \$153.28 par automobiliste sur les routes; cette année-là, en Ontario, l'automobiliste dépensait \$79.11 et ne recevait que \$67.15. Il cite ces statistiques jusqu'en 1951, pour montrer que le sort de l'automobiliste du Québec est meilleur que celui de l'Ontario.

Un argument formidable, une trouvaille du chef de l'opposition, affirme-t-il, est qu'il a prétendu que la province de Québec n'a pas autant d'automobiles par tête que dans les autres provinces. Il ne lui est pas venu à l'idée que les familles du Québec sont plus nombreuses, qu'il y a peut-être plus de souci d'économie chez nous qu'ailleurs, que des gens n'aiment pas à mettre tout leur argent sur une voiture? Cela explique pourquoi nous avons un taux plus bas d'automobiles *per capita*.

Nous avons, à l'heure actuelle, dans la province de Québec, la plus grande longueur de chemins pavés au Canada, soit 10,000 milles. La province possède le meilleur réseau routier de tout le pays.

Il cite des exemples de la mesquinerie des anciens régimes pour les comtés non représentés par des amis politiques.

La voirie, déclare-t-il, a pris dans la province de Québec, une importance considérable. Il cite plusieurs témoignages fournis par des corps publics et des visiteurs étrangers sur l'excellente qualité de nos routes.

Tout ceci, poursuit-il, est pour dire que, depuis l'arrivée au pouvoir de l'Union nationale, la voirie a été transformée dans la province. Nous ne prétendons pas que nous avons fait tout ce qu'il fallait faire, mais nous en avons suffisamment accompli pour inspirer confiance, quand nous disons que nous avons l'intention de continuer l'œuvre entreprise, travailler pour l'amélioration de la voirie provinciale.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne)²⁴: Le discours que je vais prononcer est peut-être la dernière occasion que j'ai de m'adresser à cette Assemblée. De nombreux amis m'ont prié de poser ma candidature aux élections fédérales dans le comté de Sainte-Anne. Un grand nombre de personnes dans le comté de Sainte-Anne semblent croire que je pourrais rendre un plus grand service au comté sur une scène supérieure, dans un autre champ d'action que celui dans lequel je suis impliqué actuellement. Ma décision finale, toutefois, n'est pas encore prise,

mais je puis dire dès maintenant que, si je cède aux pressions de ceux qui entendent pour moi un rôle plus considérable, ce sera à regret que je quitterai cette Chambre où j'ai rencontré tant de sympathie et un accueil toujours chaleureux²⁵.

Je remercie le gouvernement des récents changements apportés à la loi Lacombe²⁶, en vue de protéger les débiteurs de bonne foi contre leurs créanciers parfois trop rapaces. Cette loi est une mesure d'ordre hautement social. Je suis heureux de ces modifications.

Les Montréalais se sont réjouis des changements apportés par le gouvernement à la loi de l'assistance publique. La réduction des frais de l'assistance publique signifie pour Montréal une économie de \$2,000,000.

Le présent gouvernement de l'Union nationale et le premier ministre doivent être aussi remerciés pour l'aide généreuse qu'ils apportent à la cause de l'éducation dans la province. Depuis 1946, le gouvernement a contribué quelque \$17,000,000 pour la construction de nouvelles écoles à Montréal seulement.

La métropole a été favorisée par le gouvernement actuel dans plusieurs autres domaines. C'est là que le gouvernement veut établir son premier centre de diagnostic, pour lequel une dépense de \$500,000 est prévue. Il en est aussi venu à une entente avec Montréal pour la construction d'une école d'arts et métiers dans le domaine de Saint-Sulpice.

Il félicite le gouvernement pour son encouragement aux œuvres de loisir et de récréation. Il note avec fierté les récents succès d'une jeune fille du Québec, Mme Lucille Wheeler, de Saint-Jovite, qui s'est couverte de gloire en remportant deux championnats mondiaux de ski.

(Applaudissements de la Chambre)

Les relations ouvrières-patronales sont meilleures que jamais. Il reproche au député de Richmond et à l'opposition d'ignorer la vérité au sujet de "l'inertie" du gouvernement devant le problème du chômage. S'ils se donnaient la peine, dit-il, de constater ce qui se passe dans la province, ils seraient mieux en mesure de discuter des questions de cette nature. Il est erroné de prétendre que le gouvernement provincial ne fait rien contre le chômage.

Le député de Richmond a oublié, entre autres choses, les travaux menés à Baie-Comeau par la Canadian British Aluminium Company; que le gouvernement est à construire une autoroute Montréal-Saint-Jérôme dans les Laurentides, au coût

de \$40,000,000²⁷. C'est un projet qui donne du travail à de nombreux Québécois. Et que dire des écoles que le gouvernement continue à faire construire chaque année et des travaux qu'il a rendus possibles dans l'Ungava! Que dire des nouvelles industries que la politique du gouvernement attire chaque année dans tous les coins de la province! Que dire, enfin, du travail magnifique qu'accomplit le bureau provincial de la rue Notre-Dame à Montréal, sous la compétente direction de son surintendant général, M. Roméo Bergeron et de nombreux autres projets pour lesquels des millions et des millions de dollars sont consacrés!

L'opposition libérale a critiqué, hier, le contrat signé entre le gouvernement et l'Iron Ore Company of Canada, un contrat qui a drainé des dépenses de plus d'un demi-milliard de dollars dans cette province. En même temps, le même orateur a accusé le gouvernement de ne pas s'occuper du chômage. Ne se rendent-ils pas compte que ces mégaprojets des entreprises privées, non seulement fournissent de l'emploi durant la période de la construction, mais assurent en même temps des centaines d'emplois permanents et bien rémunérés? La classe ouvrière est bien traitée par les autorités provinciales actuellement.

Il existe une meilleure compréhension entre les provinces et la nouvelle administration fédérale. Et la situation ira sûrement en s'améliorant. Je félicite le premier ministre pour le maintien de son attitude dans ce domaine, particulièrement au chapitre de la décentralisation de l'éducation. Un récent relevé de l'opinion publique canadienne fait par l'Institut Gallup prouve que de plus en plus de Canadiens approuvent l'attitude énergique du Québec. En février de cette année, 54 % des Canadiens se prononcent en faveur de la décentralisation de l'éducation. Seulement 15 %²⁸ favorisent maintenant la centralisation.

Grâce à cette coopération d'Ottawa avec Québec et de Québec avec la métropole également, le comté de Sainte-Anne a pu enfin obtenir la réalisation de son premier projet de construction domiciliaire à prix modique. Espérons que l'on pourra maintenant réaliser un second projet d'élimination de taudis dans les districts de Saint-Henri, Sainte-Cunégonde et Sainte-Anne.

M. Brown (Brome): Le gouvernement répète constamment que l'agriculture est prospère, mais cela ne tient pas debout auprès des cultivateurs, qui, sur une base annuelle, paient au gouvernement \$2,233,644 en prêts agricoles accordés par la Commission du prêt agricole depuis 1937.

Le cultivateur du Québec est coincé entre les coûts de production élevés qui ne cessent d'augmenter et les prix des produits de la ferme ridiculement bas. La seule réponse du gouvernement du Québec à un tel état de choses se traduit par cette formule un peu simpliste: "produisez davantage". Mais à quoi cela sert-il de produire, si les prix ne suffisent pas à compenser les coûts? Cela revient à essayer de remplir d'eau un baril percé. Le cultivateur ne compte pas les heures de travail, mais le gouvernement ne fait rien pour l'aider à obtenir de meilleurs prix pour ses produits²⁹. Le cultivateur produit plus que jamais auparavant, mais son attitude présente ne peut signifier qu'un effort désespéré pour faire face au coût de production et pour rembourser les prêts consentis par l'Office du crédit agricole au cours des 20 dernières années.

Il cite un rapport de l'Office des marchés agricoles du Québec pour l'année 1957-1958. Ce document, dit-il, est le plus erroné qui ait encore été publié sur la situation de notre agriculture.

Ainsi, on affirme, à la page 2 de ce rapport, que le revenu des cultivateurs du Québec a été remarquablement stable au cours des dernières années. Or, en 1951, le revenu net des cultivateurs québécois s'établissait à \$333,785,000, et, en 1956, il était baissé à \$285,568,000, soit une perte d'une cinquantaine de millions.

En comparant les prix des produits agricoles sur les marchés de Toronto, de Winnipeg et de Montréal au cours des trois dernières années, on constate que leur niveau est toujours plus bas dans la métropole que dans les deux autres villes canadiennes. Mais ce n'est pas ce que dit le rapport de l'Office.

Toujours d'après le même document, le volume de notre production agricole serait en augmentation constante, bien que le nombre et la superficie de nos fermes soient à la baisse et que la main-d'œuvre agricole aille aussi en diminuant. Or, notre propre annuaire statistique de 1955 montre que, de 1950 à 1954, il y a eu des baisses considérables dans la production des grains mélangés, du blé d'Inde, des grandes cultures, des vaches laitières, du cheptel en général, du fromage et des pommes de terre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si la situation est si mauvaise que cela, comment se fait-il que les cultivateurs aient pu rembourser des millions avant échéance à l'Office du crédit agricole?

M. Brown (Brome): Je ne fais que citer vos propres statistiques.

Pour en arriver à arracher leur subsistance, les cultivateurs sont obligés de se livrer à toutes sortes d'occupations étrangères à l'agriculture et d'envoyer leurs fils travailler à la ville. Et comme ils ont besoin d'un coûteux outillage pour pouvoir produire dans les conditions défavorables où ils se trouvent, ils ont dû emprunter \$65,000,000 de l'Office du crédit agricole entre 1944 et 1956.

L'écart grandit sans cesse entre les prix que reçoivent les cultivateurs pour leurs produits et ceux que paient les consommateurs. L'intermédiaire reçoit une trop grande part du prix des produits de la ferme. Ainsi, en 1939, le cultivateur recevait 8 cents pour une pinte de lait qui se vendait 12 cents au consommateur. Aujourd'hui, le producteur reçoit un maximum de 11 cents, quand le prix au détail de la pinte de lait payé par le citadin est rendu à 22, 23 et 24 cents. La part de l'intermédiaire se fait toujours plus considérable, au détriment à la fois du producteur et du consommateur. Dans les deux tiers des cas, ce n'est même pas de 11, mais de 7 cents la pinte dont le cultivateur devra se contenter pour son lait. Les intermédiaires prétendent qu'il est coûteux de faire la livraison du lait à domicile. Mais la pinte de lait achetée au magasin où le profit est de deux cents sur chaque pinte coûte le même prix que la pinte livrée à domicile.

Le cultivateur est coincé entre des prix bas pour ses produits et les coûts de production élevés. Si la marge entre le prix payé par le consommateur et celui payé au cultivateur était resserrée, le cultivateur et le consommateur en bénéficieraient et le gouvernement pourrait moins s'inquiéter de prêter aux cultivateurs.

Il n'y a absolument rien dans le budget, ni dans les lois présentées par le gouvernement au cours de la présente session, qui soit susceptible de faire monter les prix payés aux cultivateurs pour leur permettre de joindre les deux bouts. Le gouvernement attache si peu d'importance aux recherches agricoles qu'il ne paie même pas ceux qui s'en occupent. Les membres du Conseil des recherches agricoles ne reçoivent aucun traitement comme tel, et les salaires qu'ils reçoivent dans leurs occupations ordinaires sont la plupart du temps insuffisants. Que peut-on attendre de gens pour qui les recherches constituent une occupation secondaire pour laquelle ils ne sont même pas payés?

Il propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (M. Saint-Pierre), que le débat soit de nouveau ajourné.

La motion est adoptée³⁰.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.
Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. C'est la deuxième fois en un mois que le député de Saint-Maurice (M. Hamel) formule cette demande, qu'il a d'abord exprimée au cours de la séance du 28 janvier 1958.

2. Le député d'Abitibi-Ouest (M. Courcy), président du comité d'organisation du congrès plénier du parti, a en effet annoncé le 12 février la remise aux 30 et 31 mai de cet événement prévu pour les 21 et 22 mars. Le conseil de la Fédération libérale provinciale a conclu qu'en raison des élections fédérales déclenchées pour le 31 mars, le congrès "n'aurait pas tout le retentissement que les chefs libéraux sont en droit d'en attendre", selon *Le Devoir* du 14 février 1958, à la page 1.

3. Il s'agit probablement de Shakespeare dans *Jules César*.

4. Lors de la séance du 11 février 1958, à l'intérieur d'un débat en comité plénier sur la loi concernant le Séminaire de Sainte-Thérèse, le premier ministre Duplessis déclarait: "le député de Saint-Maurice (M. Hamel) pense toujours à ça, lui qui a fait des courbettes devant tant de partis politiques!", paroles que M. Hamel avait qualifiées d'antiparlementaires. M. Bertrand, qui présidait alors le comité, avait refusé de donner raison au député de Saint-Maurice, d'où son allusion aux paroles antiparlementaires.

5. M. Bertrand songe sans doute à l'accord fiscal conclu en 1942 par le gouvernement Godbout avec le gouvernement fédéral de Mackenzie King. À compter du 1^{er} avril, cette année-là, le Québec cédait au fédéral le droit de percevoir l'impôt sur le revenu des particuliers et des compagnies, en échange du versement de subsides. Les autres provinces

canadiennes avaient signé avec le gouvernement fédéral un accord similaire.

6. Voir la séance du 14 février 1958.

7. L'Orateur de la Chambre, comme le souligne *La Presse* du 19 février 1958, à la page 30, s'inspire ici du paragraphe 3 de l'article 270 de l'édition de 1941 du *Règlement annoté de l'Assemblée législative* qui stipule que "tout ce qu'un député affirme en s'expliquant dans les cas ci-dessus (notamment sur une partie de son discours qui aurait été citée inexactement ou mal interprétée) doit être tenu pour vrai et ne peut plus être mis en question".

8. M. Lafrance confond peut-être la ville de Varsovie avec celle de Poznan, également située en Pologne, secouée le 28 juin 1956 par une manifestation ouvrière qui a rassemblé 50,000 personnes réclamant l'amélioration de leur niveau de vie, des élections libres et le départ des troupes soviétiques. Les émeutes qui en ont découlé ont provoqué la mort de 113 personnes. Trois cents autres auraient été blessées. Par ailleurs, le 6 décembre 1957, la police civile de Pologne aurait employé les gaz lacrymogènes pour disperser une foule de 3,000 personnes rassemblées dans la ville de Gorzowwielkopolski, dans la province de Poznan. L'émeute aurait éclaté le 2 décembre, après qu'une voiture de la milice locale ait renversé une femme qui roulait à bicyclette.

9. Premier ministre conservateur du Canada du 7 août 1930 au 23 octobre 1935. Allusion aussi à la grande crise économique des années 1930.

10. Le 14 février 1950, après les remous de la grève de l'amiante, l'épiscopat québécois publie en effet une lettre pastorale intitulée *Le problème ouvrier en regard de la doctrine sociale*. Pour Nive Voisine, "cette lettre marque une rupture avec l'idéologie ruraliste traditionnelle et une nouvelle sensibilité à l'égard du monde ouvrier". Nive Voisine, *Histoire de l'Église catholique au Québec (1608-1970)*, Fidès, Montréal, 1971, page 79.

11. Le représentant de Richmond (M. Lafrance) fait référence à la grève des mineurs de la Gaspé Cooper Mines, qui a éclaté le 10 mars 1957, à la suite du refus de la Commission des relations ouvrières d'accepter la demande de reconnaissance syndicale de la United Steel Workers of America, à l'intérieur de laquelle les travailleurs de Murdochville avaient

été transférés à la suite de la fusion de deux grandes centrales internationales. Cette grève, marquée par de nombreux incidents, (le 19 août 1957, des chefs ouvriers canadiens et des grévistes étaient assaillis par des volées de pierres alors qu'ils tentaient d'établir des lignes de piquetage) s'est réglée en faveur de la compagnie le 5 octobre 1957.

12. Nous ne pouvons situer avec exactitude le moment de l'ajournement du débat, qui survient pendant le discours de M. Lafrance. La séance du matin s'est terminée aussitôt après quelques points de procédure.

13. Le député de Richmond (M. Lafrance) songe aux élections partielles du 18 septembre 1957.

14. Allusion à la grève illégale d'Abestos, l'un des conflits de travail les plus marquants de la période d'après-guerre au Québec, qui a impliqué 5,000 mineurs du 14 février au 27 juin 1949. Cette grève a fait l'objet d'une répression vigoureuse de la part de la Sûreté provinciale.

15. Le député de Richmond complète ici un discours d'une heure, selon *Le Devoir* du 20 février, à la page 5.

16. L'honorable Onésime Gagnon, qui a quitté le gouvernement de l'Union nationale, le 24 janvier précédent.

17. Le 19 février 1958, les sources offrent des versions contradictoires au sujet du nombre de milles non pavés en 1944. Le *Montréal-Matin*, à la page 12, avance le chiffre de 1,500, *La Tribune*, à la page 6, soumet celui de 5,000. *La Presse*, à la page 30, et *L'Événement*, à la page 7, proposent une version semblable à celle du *Soleil*, notre source.

18. Toujours le 19 février 1958, le *Montréal-Matin*, à la page 12, et *La Presse*, à la page 29, évaluent le montant de cet investissement à \$209,000,000. *L'Événement*, à la page 7, et *La Tribune*, à la page 6, indiquent le même montant que *Le Soleil*, notre source.

19. Le *Montréal-Matin* du 19 février 1958, à la page 12, rapporte qu'il en aurait citées une douzaine et demie.

20. La route 2 commence à Rivière-du-Loup et passe par Québec, Trois-Rivières et Montréal, jusqu'à

la frontière ontarienne. La route no 3 part, quant à elle, de Lévis et se rend jusqu'à la ville de Dundee, dans l'actuelle région administrative de la Montérégie.

21. Le *Montréal-Matin* du 19 février 1958, à la page 12, écrit plutôt 8,300. Le même jour, *The Montreal Daily Star*, à la page 25, publie un chiffre identique à celui du *Soleil*, notre source.

22. Le *Montréal-Matin* du 19 février 1958, à la page 12, affirme de son côté qu'il s'agit de l'année 1976. Les calculs que nous avons effectués à partir du montant moyen que l'Ontario devrait dépenser par année pour atteindre son objectif, montant mentionné par la suite par le ministre de la Voirie, ne permettent pas de statuer. Aucune autre source ne rapporte cet extrait du discours de M. Talbot.

23. Le 19 février 1958, *The Quebec Chronicle Telegraph*, à la page 3, soutient plutôt qu'il dépense \$118.54. *La Presse*, à la page 30, *L'Événement*, à la page 7, et *The Montreal Daily Star*, à la page 25, proposent une version identique à celle du *Soleil*, notre source.

24. *La Presse* du 19 février 1958, à la page 30, mentionne que le député de Montréal-Sainte-Anne (M. Hanley) prononce la moitié de son exposé en français.

25. *Le Soleil* du 19 février 1958, à la page 3, rapporte à ce sujet une rumeur voulant que le député de Montréal-Sainte-Anne (M. Hanley) remette sa démission à l'honorable Maurice Tellier, la semaine suivant cette séance. Toujours selon *Le Soleil*, des députés de l'Union nationale "particulièrement populaires dans leur comté" auraient aussi été sollicités par des organisateurs conservateurs d'Ottawa pour faire le saut en politique fédérale à l'occasion de la campagne électorale.

26. Ces amendements au bill 12, la loi modifiant le Code de procédure civile concernant la saisie des gages et salaires, ont été adoptés en troisième lecture par la Chambre, le 29 janvier 1958, et sanctionnés par le lieutenant-gouverneur, le 6 février suivant.

27. Le 19 février 1958, *The Gazette*, à la page 17, ainsi qu'un article de la Presse Canadienne publié notamment dans *Le Progrès du Saguenay*, à la page 6, affirme que le coût de construction est de \$50,000,000. *La Presse*, à la page 30, publie une version similaire à celle du *Montréal-Matin*, notre source.

28. *La Presse* du 19 février 1958, à la page 30, soutient qu'ils sont 13 %.

29. M. Brown, révèle *La Presse* du 19 février 1958, à la page 29, est lui-même cultivateur.

30. Le débat sur le budget, affirme *Le Nouvelliste* du 19 février 1958, à la page 1, a duré ce jour-là cinq heures.

Première séance du mercredi 19 février 1958

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Dossiers
d'entreprises d'affaires

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 51 concernant les dossiers d'entreprises d'affaires dans la province.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Congregation Shomrim
Laboker-Beth Yehudah

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose que le bill 254 concernant Congregation Shomrim Laboker-Beth Yehudah n'ayant pas été présenté dans les délais prescrits à cause de circonstances incontrôlables, les droits additionnels seulement que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés.

Adopté.

Chiropratique
au Québec

M. Chartrand (L'Assomption) propose que le bill 216 sur la chiropratique dans la province de Québec n'ayant pas été adopté, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Loi de
l'impôt sur le revenu

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 42 modifiant la loi assurant à la province les revenus nécessités par ses développements soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'agit donc, dit-il, d'une loi qui est la réaffirmation des droits essentiels de la province, une loi qui manifeste l'avance additionnelle dans le chemin conduisant à la récupération intégrale des prérogatives provinciales, une loi qui met en lumière l'indispensabilité des prérogatives fiscales dans le domaine gouvernemental, sous un régime de gouvernement responsable.

On ne pourra jamais trop répéter certaines vérités fondamentales qui sont trop souvent oubliées. L'année de 1760 fut une année fatidique pour la race canadienne-française et la province de Québec. Lorsque le vieux drapeau trempé de pleurs amers¹ traversa les mers, 60,000 seulement Canadiens d'origine française et catholique demeuraient en terre d'Amérique entourés d'ennemis de toutes sortes, et ne possédant aucuns moyens humains de poursuivre la tâche qu'ils avaient assumée de fonder un nouveau pays de culture française et catholique. Et, pendant des années, ils furent en butte à des persécutions et à des guerres sans nombre. Ils durent lutter non seulement pour leur existence matérielle, mais pour la conservation de leur langue et de leur foi. Et même, ils eurent à faire face à une loi qui interdisait l'usage du français, ainsi qu'à une loi scolaire destinée à extirper de la terre d'Amérique le rameau français.

Ils eurent à traverser des périodes très dures, demandant un grand héroïsme et un sens développé de la responsabilité personnelle. Pendant des années, ils n'avaient que le droit de payer les taxes sur lesquelles ils n'exerçaient aucun contrôle. Ils avaient à faire face à des ennemis nombreux, puissants par leurs richesses matérielles et par leur expérience. Et, malgré tout cela, nos aïeux ont fini par gagner un gouvernement responsable, c'est-à-dire non seulement possédant le droit de faire des lois, mais possédant les moyens financiers indispensables pour exercer ce droit. Ces luttes, cet héroïsme, ce dévouement, qui projettent sur le présent et loin dans l'avenir des reflets encourageants, mettent en lumière un héritage de force, de grandeur qui nous a été légué et que nous devons conserver en le faisant fructifier.

Après avoir essayé différentes formules, on en est venu à établir un gouvernement responsable en unissant deux provinces, le Bas et le Haut-Canada. Mais cela n'a pas duré longtemps. On s'est aperçu que ça ne pouvait pas marcher, parce que le mariage entre sœurs est contre nature. C'est alors que se sont réunis à Charlottetown et à Québec des hommes politiques de toutes les croyances et de toutes les

opinions politiques pour trouver au pays un mode de gouvernement qui correspondrait aux besoins de l'heure, tout en respectant les parties composantes. On en est venu à la décision de former la Confédération et à faire une constitution, l'Acte de l'Amérique britannique du Nord.

La Confédération de 1867 n'a pas conféré de droits à nos aïeux. La Constitution n'a fait que reconnaître dans la loi ces droits conquis auparavant de haute lutte, qui lui sont acquis depuis nombre d'années. Parmi ces droits, il y en a d'importance vitale comme la juridiction exclusive dans le domaine de l'éducation, dans le champ du droit civil, au point de vue municipal, en ce qui concerne la propriété et la santé publique et dans une foule de domaines énumérés à l'article 92 de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord. Il est évident que la constitution, suivant l'Union du Bas et du Haut-Canada, n'a pas été faite pour assimiler, mais pour l'association d'entités distinctes.

Mais il n'est pas possible de gouverner, dans aucun de ces domaines, sans pouvoirs fiscaux adéquats. Les Pères de la Confédération ont compris que, pour exercer ses droits, les provinces devaient posséder les pouvoirs fiscaux correspondants. Ils n'ont donné aux autorités centrales que deux taxes: la taxe d'accise et les droits de douane. Et cela prouve bien qu'à ce moment-là, ils n'avaient pas l'intention de remplacer toutes les autres taxes par des subsides; sinon ils l'auraient mentionné clairement. Les provinces ont le droit exclusif d'imposer des taxes directes pour des fins provinciales. C'est clair comme l'eau de roche. On peut diverger d'opinion sur certains points, mais on doit au moins reconnaître aux provinces un droit concurrent à celui d'Ottawa en matière d'impôt direct et nier à Ottawa tout droit à l'impôt direct pour des fins provinciales. Personne d'autre n'a donc le droit d'imposer des taxes directes pour des fins provinciales.

Ce pouvoir fiscal, c'est la clé de la maison paternelle; c'est, pour le peuple, la seule façon de jouir de sa majorité, d'être débarrassé de la tutelle, de la curatelle. Dans la province de Québec, ce pouvoir fiscal, c'est d'être capable de respirer librement l'air pur des vastes horizons, au lieu d'être obligé de respirer sous la tente à oxygène fédérale; c'est le droit d'avoir les cordeaux et de n'être pas mené par d'autres. Nous ne voulons pas que personne ne nous conduise et nous ne voulons pas non plus conduire les autres. Nous voulons nous occuper de nos propres affaires.

La province de Québec n'est pas une province comme les autres. Elle possède des caractéristiques particulières, des traditions, une langue, une religion.

Sir Wilfrid Laurier² déclarait que la forme fédérative avait été adoptée pour garder au Québec toutes ces choses. Mais bien que la province de Québec ne soit pas comme les autres, elle n'a jamais été inférieure à qui que ce soit, pour ce qui est de la loyauté envers son pays et ses engagements. Or, depuis quelques années, mais d'une manière particulièrement tenace et suivie depuis 15 ou 16 ans, on assiste à des assauts répétés contre les droits des provinces, et particulièrement de la province de Québec, surtout dans le domaine fiscal. On a tendance à vouloir remplacer le droit de taxation, donc le droit de vivre comme gouvernement responsable, par des subsides.

Depuis quelques années, on a traité les provinces en parias, on a considéré les provinces comme des êtres inexistants et, on l'a déjà dit, comme des corps municipaux glorifiés. On semble vouloir les faire disparaître en tarissant leurs sources de revenus. Pendant des années, la province de Québec a eu à subir des assauts qui rappellent les persécutions dont nos aïeux ont été l'objet depuis 1760.

Sous la dictée des bureaucrates, le gouvernement central a travaillé à faire disparaître les provinces en tarissant leurs sources de revenus. Pendant sept ou huit ans, le Québec a été ostracisé par le fédéral. On a cependant fini par reconnaître une partie des droits et des prérogatives que la province réclamait sans flancher.

La taxe sur les profits des corporations est une taxe directe qui appartient en premier lieu aux provinces, et ensuite, à Ottawa, tout comme l'impôt direct sur le revenu personnel. Je suis convaincu que le gouvernement du Québec a priorité dans ces deux champs de taxation, pour des fins provinciales. Il ne peut pas y avoir discussion à ce sujet. Si c'est un droit concurrent, comme d'aucuns l'affirment, il est logique de penser que lorsqu'il y a deux propriétaires concurrents, l'un ne doit pas accaparer les droits de l'autre. Or, la taxe sur les successions est essentiellement provinciale, car elle découle du Code civil, et il est clair que si on donne à Ottawa le droit de taxer les successions, il obtient en même temps le droit de changer l'ordre des successions.

Ottawa a pénétré pour la première fois dans le domaine de l'impôt successoral en 1941, en donnant comme raison qu'il fallait taxer les successions pour se rendre compte si le défunt avait bien payé son impôt sur le revenu. Il n'a pourtant aucun droit dans ce domaine. Ce n'était pas logique d'attendre la mort de quelqu'un pour l'attaquer, sachant bien qu'il ne pouvait pas se défendre. C'était une taxe injuste, arbitraire, inhumaine et anticonstitutionnelle.

L'attitude acharnée du Québec a finalement eu des résultats. En 1955, le gouvernement fédéral a enfin reconnu à la province de Québec et autres provinces canadiennes le droit à 10 % de l'impôt sur le revenu personnel, à 9 % de l'impôt sur les profits des corporations et à 50 % des droits sur les successions. C'était peu, mais c'était quelque chose. C'était un commencement, mais ce n'était pas complet, car même s'il s'agit de droits concurrents, l'une des parties ne peut pas prendre pour elle seule 90 %, 91 % et 50 % des droits de l'autre.

Il explique comment sont calculés les paiements de péréquation, en prenant comme base le revenu des trois taxes dans les provinces d'Ontario et de la Colombie-Britannique. Il faut, poursuit-il, avoir une mentalité de centralisateurs pour mettre en doute le droit de la province de Québec d'accepter ces montants du fédéral.

Tous les ans, dans le temps de Pâques, je reçois, à titre de premier ministre, des montants d'argent de citoyens qui sentent le besoin de les restituer au Trésor provincial, pour obtenir la paix de leur conscience. Comme vous le savez, les gens vont se confesser pendant la Semaine sainte et, quelquefois, leur conscience les tracasse. Ils envoient donc de l'argent au gouvernement pour rembourser des montants d'argent qu'ils doivent. Je n'essaie pas de découvrir d'où provient cet argent ou à quoi il sert. Je le rends simplement au ministère des Finances et il va au fonds consolidé du revenu. Je n'envoie aucun accusé de réception. C'est une restitution.

Ottawa est dans la peau de l'homme qui va se confesser et qui décide de rendre ce qui appartient aux autres gouvernements. Le gouvernement central nous restitue, par ces paiements de péréquation, une partie de ce qu'il nous a pris, une partie de notre butin, sans que nous soyons obligés de donner des reçus. Nous avons le droit, et c'est notre devoir de le faire, de prendre cet argent comme celui d'une personne qui restitue le montant dont elle a pillé le Trésor provincial, sans infirmer en aucune façon les droits de la province de Québec.

Ce n'est qu'une restitution partielle cependant. La province de Québec ne demande ni concessions, ni faveur. La politique d'Ottawa est une politique de confiscation. Nous protestons et demandons restitution.

Pour sa part, le gouvernement central a qualifié de "paiement de péréquation" ces restitutions du bien pris aux provinces. Quand on nous restitue une partie de l'argent qui nous a été pris illégalement, nous la prenons. Je ne pose aucune question, mais nous ne donnons ni reçu, ni quittance.

Je le prends, et je verse simplement le tout dans le Trésor du peuple.

Cette année, le nouveau gouvernement Diefenbaker a fait un pas de plus dans la bonne voie puisque, en l'espace de sept mois, il a augmenté la part des provinces à l'impôt sur le revenu personnel en leur accordant 3 %, alors que le gouvernement précédent n'avait remis que 5 % en sept ans³. Mais c'est encore loin d'être ni complet, ni satisfaisant. Tout de même, cela nous appartient et on le prend, sans rien céder de nos droits. La province ne peut manquer cette occasion d'affirmer ses droits en n'occupant pas cette partie vacante du champ de l'imposition. Je ne vois pas pourquoi le Québec ne devrait pas accepter de tels paiements, malgré son refus des subventions fédérales par le passé.

La loi actuellement soumise à l'Assemblée législative a pour objet de permettre au gouvernement provincial de récupérer le 3 % de l'impôt sur le revenu abandonné par Ottawa. Certaines gens diront qu'il s'agit d'une double taxation. Cela existe toujours avec notre régime actuel. La double taxation demeurera dans certains cas, soit pour ceux dont les salaires sont les plus élevés, mais, s'il faut blâmer quelqu'un de cet état de choses, c'est plutôt le gouvernement qui perçoit 87 % de l'impôt que celui qui n'en retire que 13 %.

Tant que le monde existera, il y aura double, triple, quadruple imposition en certains milieux. Dès qu'on admet qu'il doit y avoir un gouvernement fédéral, des gouvernements provinciaux et municipaux, des commissions scolaires, des corps de syndics, on ne peut éviter un tel état de choses. Il n'y aurait qu'un moyen d'éviter cela: n'avoir qu'un seul gouvernement et une seule taxe, ce qui est ridicule et impossible à penser.

Le Québec est la seule province au Canada où l'impôt sur le revenu n'est pas payé par un célibataire qui gagne moins de \$1,500, ou par les hommes mariés gagnant moins de \$3,000, alors que, partout ailleurs, l'exemption des célibataires est de \$1,000, et celle des gens mariés, de \$2,000. De toute façon, 350,000 citoyens du Québec ne paient pas d'impôt provincial sur le revenu, et le gouvernement de la province de Québec, en présentant sa première loi d'impôt sur le revenu personnel, en 1954, s'est rendu à l'appel de NN. SS. les évêques qui voulaient une exemption de base de \$1,500 et de \$3,000 pour ces deux classes respectivement.

En vertu de la nouvelle loi, en dépit du fait que le gouvernement de Québec récupère le 3 % abandonné par Ottawa, pas un seul contribuable du Québec ne paiera un sou de plus qu'avant. Bien plus, il y aura certaines gens qui paieront moins.

En vertu de cette loi, les gens qui paient à Québec un montant équivalent à 5 %, 6 %, 7 %, 8 % ou 9 % de l'impôt fédéral vont continuer à payer le même pourcentage. Mais le 3 % qu'Ottawa abandonne, qui représente une partie de notre butin, la province va le prendre à son compte. Quant à ceux qui paient 15 %, 16 % ou 17 % de l'impôt fédéral, ils sauveront 1 %, 1,5 %. C'est donc une amélioration considérable et un changement favorable à la province de Québec.

La Chambre basse discute en ce moment le principe du bill. Ce principe est clair. Il s'agit de savoir si la province de Québec va exercer ses droits et affirmer ses droits inaliénables dans ce domaine vital, et continuer sa marche en avant, pour obtenir finalement la récupération complète de ses prérogatives essentielles et de tous ses biens. Ceux qui sont en faveur que la province continue cette marche dans la voie de la récupération voteront en faveur de la loi. D'ailleurs, c'est conforme à la saine tradition libérale que le fait pour Québec d'exercer ses pouvoirs fiscaux dans toute leur plénitude. Sir Wilfrid Laurier, qui fut le plus grand des chefs libéraux, a déclaré et répété que c'est un principe vicieux et mauvais, celui selon lequel le gouvernement perçoit des taxes, tandis qu'un autre gouvernement prend et dépense l'argent ainsi perçu. Un sénateur libéral, M. Hayden, disait au Sénat, le 30 janvier dernier, ce qui suit: "C'est nier le principe du gouvernement responsable que de permettre au gouvernement fédéral de percevoir des impôts pour les remettre aux gouvernements provinciaux."

En somme, la doctrine de l'Union nationale à ce sujet rejoint la doctrine libérale, celle de Sir Wilfrid Laurier. En ce qui me concerne, il aurait été plus facile pour moi d'accepter les subsides d'Ottawa que d'entreprendre cette lutte longue et ardue. Mais il s'agit d'une question de vie ou de mort pour la province de Québec et nous ne reculerons pas. Je réaffirme nos opinions et elles ne changeront jamais, peu importe la couleur du gouvernement au pouvoir à Ottawa. Nous sommes favorables à rendre justice à tous, à vivre en harmonie avec les autres provinces, pour le bien du pays et du Québec en particulier. Notre attitude n'a jamais été inspirée par les prochaines élections, mais par les prochaines générations⁴.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): J'aurais préféré que nous eussions les derniers amendements du gouvernement avant d'entreprendre l'étude de la loi. Cela n'en modifie pas le principe, mais ils nous auraient permis de faire des calculs plus exacts pour voir si le gouvernement a raison de prétendre

qu'aucun contribuable ne paiera plus d'impôts qu'actuellement.

On me permettra de ne pas insister sur le "vieux drapeau trempé de pleurs amers" dont a parlé le premier ministre. Je passerai aussi rapidement sur l'évolution constitutionnelle, avant 1867, car c'est véritablement de l'Acte confédératif que partent les difficultés que les législateurs fédéraux et provinciaux ont rencontrées depuis. J'ajoute que, sur ces problèmes, nous rencontrerons probablement d'autres difficultés pour des années à venir. Elles ne sont pas près de finir. Des parlementaires et des universitaires ont étudié ces questions, qui sont tellement complexes que l'on peut se demander quand se signera le traité de paix, dans le domaine fiscal, entre Ottawa et les provinces.

Les hommes politiques qui ont préparé la Confédération ne pouvaient pas prévoir quelle serait l'évolution économique du pays. C'est même frappant de constater qu'après la promulgation de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, du vivant même de ceux qui y avaient travaillé, les difficultés ont commencé entre les signataires de ce document. Il n'est donc pas étonnant qu'en 1958, la Constitution soit encore l'objet d'études, de discussions, de législation.

Je ne veux pas prendre position pour ou contre ceux qui, depuis 1867, ont exprimé des opinions sur le fond du débat.

Le premier ministre a déclaré que des gens ont déjà comparé les gouvernements provinciaux à des administrations municipales. Je lui dirai que la personne qui a donné le plus de retentissement à cette fausseté, c'est M. Beauchesne, ancien greffier de la Chambre des communes, homme dont j'ai dénoncé les théories centralisatrices et qui a déjà été sur la liste de paye de la province de Québec.

Il ne fait pas de doute que, dès 1867, la province de Québec était considérée comme jouant un rôle spécial au Canada. Il y avait encore présent à l'esprit de tous les Canadiens français des souvenirs pénibles. On a d'ailleurs admis que l'apport du Bas-Canada à la Confédération était essentiel. Deux articles de la Constitution sont importants entre tous, ce sont ceux qui établissent en quelque sorte le droit général entre Ottawa et les provinces. C'est au sujet de ces deux articles qu'on a le plus discuté. Plus près de nous, des hommes politiques comme Mercier et Gouin⁵ ont fait preuve d'un grand souci d'assurer à la province les revenus nécessaires.

L'industrialisation du tournant du siècle a complètement transformé la situation et a pour la première fois posé sérieusement le problème des taxes directes et indirectes. Le problème a pris

encore plus d'acuité à la faveur des deux dernières Grandes Guerres de 1917 et 1939, alors que le gouvernement fédéral, aux prises avec des dépenses sans précédent, a envahi ce qu'on a appelé le domaine du droit civil et le domaine de l'impôt sur le revenu des individus. On a prétendu que cela ne serait que temporaire, mais jamais cela ne s'est produit nulle part qu'un impôt aussi important soit ensuite abandonné.

À la fin de la guerre, Ottawa a fait des propositions pour assurer ce qu'il disait être le retour à la paix et l'embauchage intégral. C'est là qu'est née la véritable bataille constitutionnelle. J'ai personnellement pris position contre l'envahissement des pouvoirs provinciaux en matière des droits des successions. J'ai déclaré, ce que qui n'a pas fait plaisir à tous mes amis, qu'Ottawa n'a rien à voir à ce domaine qui ne lui appartient pas et que Québec devrait en garder la maîtrise exclusive.

Mais les provinces sont divisées, quand elles se présentent à Ottawa. Et cela fait leur faiblesse. On devrait multiplier les conférences interprovinciales. Il importerait que les provinces commencent à agir selon une ligne de pensée commune, en autant que le particularisme de chacune puisse le leur permettre. Nous avons eu le spectacle de provinces refusant ou acceptant les offres du fédéral, en tout ou en partie.

Lors de la présentation de la loi provinciale de l'impôt sur le revenu, à la session 1953-1954, nous nous sommes opposés à ce qu'un contribuable paie la même taxe, en même temps, à deux gouvernements.

Le fédéral n'allouait alors qu'un abattement de 5 %, et rien ne laissait prévoir un abattement plus considérable pour des années à venir. L'impôt provincial, fixé à 15 % de celui d'Ottawa, constituait donc une double taxation pour les contribuables du Québec.

Nous avons dit, à l'époque, que si nous avions l'assurance qu'une déduction fédérale était accordée, nous ne nous opposerions pas à la mesure. Nous avons reconnu que la province avait le droit d'imposer le revenu personnel. Nous avons admis le principe, mais non la double taxation. C'est contre cette double taxation que nous avons votée.

L'année suivante, le gouvernement fédéral a porté cette déduction de 5 % à 10 %. Cette même réduction vient d'être portée à 13 %. Les circonstances ont donc changé considérablement, et comme les libéraux n'ont jamais été opposés au fait que la province impose le revenu des particuliers pour affirmer ses droits dans ce domaine, nous votons aujourd'hui pour le principe de la loi.

Sur le problème de l'impôt provincial, j'ai accepté le point de vue de la Chambre de commerce de Montréal. Par la suite, le rapport Tremblay a recommandé le mode de règlement proposé par la Chambre de commerce de Montréal, puis par la Chambre de commerce de la province.

Nous devrions discuter les problèmes constitutionnels avec plus d'ampleur que nous le faisons généralement. C'est ainsi que, dans son rapport, la Chambre de commerce accusait les provinces de n'avoir pas occupé le champ de l'assurance-santé et d'avoir laissé Ottawa prendre les devants. Le gouvernement fédéral a empiété sur plusieurs domaines de juridiction provinciale, et surtout sur le secteur du bien-être social, mais c'est parce que la province ne s'en est pas occupé plus tôt. Aujourd'hui, il serait difficile de changer la situation. Cela démontre que nous devrions convoquer assez fréquemment des conférences interprovinciales pour discuter nos problèmes communs.

Au sujet des paiements de péréquation, je ne partage pas l'avis du premier ministre, quand celui-ci dit qu'il s'agit de restitution. Je suis d'opinion que ces paiements de péréquation ont surtout pour but premier de répartir la richesse du pays. Dans ce domaine, je m'accorde encore avec la Chambre de commerce de Montréal. Par suite de sa politique, la province de Québec, pendant sa bataille des 15 dernières années avec les autorités fédérales, a subi des pertes de \$300,000,000 de revenus en subsides. Je ne voudrais pas qu'on considère les paiements de péréquation comme une restitution des \$300,000,000, comme une récupération partielle de ces montants. Le gouvernement provincial ne devrait pas abandonner son droit de revendiquer cette somme dans le futur, en décrivant constamment les paiements de péréquation comme une restitution de ce qui est dû aux provinces. Je veux que ces paiements soient considérés comme des montants dont on se servira pour préparer l'avenir.

Nous pouvons poser des actes unilatéraux, mais j'en reviens toujours à ce que j'ai déclaré tout à l'heure. Nous ne pouvons agir seuls, lorsqu'il est question de faire des réclamations. Il faudrait que les provinces s'entendent, et il appartiendrait à la province de Québec de prendre l'initiative de convoquer des conférences interprovinciales pour se consulter et présenter un front uni devant le gouvernement fédéral.

L'opposition reconnaît à la province le droit d'intervenir dans le champ de l'impôt, tout en nous réservant d'en discuter les modalités. Quant au

principe de la présente mesure, il est admis. Sur le droit que possède la province de prélever son propre impôt sur le revenu et sur la nécessité de conserver les pouvoirs fiscaux qui nous sont attribués par la Constitution, nous sommes pleinement d'accord avec le gouvernement. Étant donné que l'argent ira aux mères nécessiteuses, l'opposition ne présentera pas d'amendement et s'opposera à ce bill. Mais en comité, je voudrais avoir des détails sur la deuxième partie. Le premier ministre a dit qu'il n'y aura pas d'impositions nouvelles. C'est ce qui reste à voir, quand nous discuterons les modalités. Mais je le répète, sur le principe, nous sommes d'accord; mais nous insistons sur la nécessité pour les provinces de s'entendre entre elles sur la stratégie générale à suivre, au lieu de se présenter devant Ottawa avec des réclamations contradictoires, en vue d'obtenir une plus grande part de la taxe sur le revenu national, si elles ne sont pas d'accord quant à leurs exigences.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Il me semble que *La Presse* et le *Montreal Daily Star* de Montréal ont clairement fait ressortir le principe de ce bill dans les titres dont ils coiffaient leurs nouvelles au sujet de cet impôt, le 13 février. *La Presse* disait: "Dégrèvement fédéral annulé par Québec"; le *Star* écrivait: "Quebec tax changes bring disappointment" ("Les modifications à l'impôt provincial provoquent un désappointement").

Le journal anglais continuait que les contribuables québécois qui avaient espéré bénéficier des dégrèvements accordés par Ottawa avaient vu rapidement leurs illusions dissipées. En somme, Ottawa était prêt à accorder ce 3 % aux contribuables, pour réduire la marge de la double taxation dans le Québec. La province est intervenue. Elle a dit à ces mêmes contribuables: vous ne bénéficierez qu'en partie de ce retrait du fédéral.

En effet, ceci signifie que vous, malheureux peuple du Québec qui avez payé la double taxation et qui avez prié pour avoir une exonération, n'obtiendrez qu'une partie de l'exonération offerte par Ottawa, mais vous devrez aussi nous en donner une partie.

Le principe du bill en discussion reste la double taxation. J'appuie les concessions faites à la province par Ottawa dans le domaine de l'impôt sur le revenu, mais je crois que, quand Ottawa fait de telles concessions, ces dernières devraient profiter au payeur de taxes québécois et non pas être interceptées rapidement par le gouvernement provincial. Québec aurait dû laisser à ses contribuables tout le bénéfice du geste posé par Ottawa, au lieu de garder la ristourne fédérale toute ou en partie pour lui.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Des conférences interprovinciales sont une chose impraticable. Deux conférences des provinces ont été convoquées par Mercier et Gouin, et ce fut un fiasco. La représentation était très faible. Il n'y a eu qu'une seule conférence de tous les premiers ministres, à Québec, et elle a été convoquée par le premier ministre actuel.

Il existe déjà actuellement un comité permanent des conférences fédérales-provinciales. Les représentants des provinces qui siègent sur ce comité se rencontrent à l'occasion pour se consulter et échantent des vues entre les conférences intergouvernementales canadiennes.

Mais il est puéril de suggérer à Québec de prendre l'initiative de convoquer les conférences interprovinciales. Si les députés de l'opposition avaient assisté à une petite partie seulement des conférences d'Ottawa, ils auraient constaté qu'il n'y avait pas d'erreur plus grande pour le Québec que celle de donner l'impression qu'elle veut s'organiser avec les autres provinces contre l'autorité centrale. Ce serait un mythe, une chimère de convoquer des conférences interprovinciales.

Ceux qui connaissent le moins l'atmosphère qui règne à Ottawa savent très bien que les autorités fédérales verraient dans un tel geste une sorte de défi, une provocation contre Ottawa et une tentative d'ingérence dans les affaires des autres provinces. Au point de vue pratique, les résultats seraient nuls.

D'ailleurs, il y a des premiers ministres d'autres provinces qui ont sur ces problèmes des idées qu'on ne changera pas. Nous ne voulons mener personne, à Québec. Et Québec, de son côté, qui n'est pas une province comme les autres, n'entend être menée par personne non plus.

Au contraire, le gouvernement actuel préfère continuer dans la ligne de conduite qu'il a suivie jusqu'ici. Celle-ci doit être bonne, puisqu'elle a suscité des appuis comme celui du sénateur Hayden, de certains premiers ministres provinciaux, et du sous-ministre fédéral des Finances, M. Douglas Taylor, qui me déclarait à une conférence fédérale-provinciale que la seule province à tenir une attitude logique était Québec. Les moyens que nous avons pris sont les meilleurs et, depuis quelques années, ils ont donné des résultats concrets, et nous allons continuer dans la même voie.

Mais encore une fois, on ne peut invoquer l'exemple de Mercier et Gouin, au sujet des conférences interprovinciales. Elles n'ont rien donné...

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Lors de la dernière conférence interprovinciale, Laurier a félicité les premiers ministres provinciaux...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Mais ça été un fiasco.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Pas un fiasco total.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): De toute façon, le gouvernement actuel s'inspire de l'attitude même de Laurier en matière d'autonomie provinciale et il continuera à le faire. L'attitude et l'opinion du gouvernement actuel de la province en cette matière, qui a permis à la province de récupérer déjà une partie appréciable de ses droits et prérogatives, n'ont pas changé et ne changeront pas. Nous les maintiendrons intégralement, ni par entêtement, ni par partisanerie politique, et peu importe la couleur du gouvernement au pouvoir à Ottawa. Nous voulons vivre en harmonie avec tous les gouvernements, dans le respect des droits de chacun, mais en exigeant la reconnaissance des droits essentiels d'une province qui n'est pas comme les autres. C'est une politique qui nous est inspirée non en vue des prochaines élections, mais pour les prochaines générations.

Il demande d'enregistrer le vote sur la deuxième lecture.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Bourque, Brown, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Courcy, Couturier (Gaspé-Nord), Couturier (Rivière-du-Loup), Custeau, Desjardins, Dionne, Dozois, Ducharme, Duplessis, Earl, Élie, Fortin, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matapédia), Galipeault, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Hyde, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Larouche, Lavallée, Leclerc, Levesque, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Parent, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Saint-Pierre, Samson, Schmidt, Somerville, Talbot, Théberge, Thibeault, Tremblay, Turpin, Vachon, 79.

Contre: 0⁶.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 42 est, en conséquence, lu une deuxième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 42 modifiant la loi assurant à la province les revenus nécessités par ses développements.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. Adopté.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: 1. Que l'article 31 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 17, soit modifié:

a. en remplaçant, dans la première ligne du paragraphe 3^o, le mot "quatre" par le mot "cinq";

b. en remplaçant, dans la première ligne du paragraphe 4^o, les mots "cent cinquante" par les mots "deux cent cinquante";

c. en remplaçant, dans la deuxième ligne du paragraphe 5^o, le mot "quatre" par le mot "cinq";

d. en remplaçant, dans la deuxième ligne du paragraphe 6^o, les mots "cent cinquante" par les mots "deux cent cinquante".

2. Que l'article 36 de ladite loi soit modifié:

a. en remplaçant, dans la cinquième ligne, les mots "cent cinquante" par les mots "deux cent cinquante";

b. en remplaçant, dans la sixième ligne, le mot "quatre" par le mot "cinq".

3. Que ladite loi soit modifiée en y ajoutant, après l'article 41, le suivant:

"41*a.* Pour les fins du présent article,

a. "impôt fédéral sur le revenu" signifie impôt visé au chapitre 148 des Statuts révisés du Canada, 1952;

b. "contribuable" désigne toute personne ou société tenue de payer l'impôt décrété par le chapitre 17 de la loi 2-3 Elizabeth II;

c. "déduction" désigne la déduction additionnelle de trois pour cent de l'impôt fédéral sur le revenu pour l'année 1958.

Pour l'année d'imposition 1958, le montant de la déduction définie au paragraphe c, ou une partie de cette déduction, suivant le cas, est ajouté au montant de l'impôt du contribuable calculé suivant l'article 41, et cela, dans les proportions suivantes:

1° dans le cas d'un contribuable dont l'impôt provincial n'excède pas dix pour cent de l'impôt fédéral sur le revenu: le montant de cette déduction;

2° dans le cas d'un contribuable dont l'impôt provincial excède dix pour cent mais n'excède pas treize pour cent de l'impôt fédéral sur le revenu: une somme équivalente à la différence entre son impôt calculé suivant l'article 41 et le montant correspondant à treize pour cent de l'impôt fédéral sur le revenu;

3° dans le cas d'un contribuable dont l'impôt provincial excède treize pour cent de l'impôt fédéral sur le revenu: cinquante pour cent de cette déduction."

La loi actuelle, déclare-t-il, est en vigueur pour l'année 1958. L'impôt provincial n'est pas basé sur l'impôt fédéral de l'an dernier, mais sur celui de cette année. En d'autres termes, le calcul de l'impôt provincial s'appliquera au montant de l'impôt de cette année avec les réductions. Avec les nouveaux dégrèvements que la loi apporte, l'exemption pour un enfant à la charge de ses parents, et qui est éligible aux allocations familiales, passera de \$150 à \$250. L'exemption actuelle pour un enfant à la charge de ses parents, mais non admissible aux allocations familiales, est portée de \$400 à \$500. Il s'agit là d'une réduction d'impôt dont les gens de Québec vont bénéficier pour au-delà de \$1,000,000.

La taxe commence à courir à partir de \$1,500 au Québec, alors qu'elle commence à \$1,000 à Ottawa. Pour les personnes mariées, cette taxe commence à \$3,000 au Québec, comparativement à \$2,000 pour l'impôt fédéral. La province de Québec est donc la seule où sont exempts d'impôt les célibataires gagnant moins de \$1,500 et les personnes mariées gagnant moins de \$3,000. En vertu de la nouvelle loi, un père de famille de quatre enfants ayant droit aux allocations familiales jouira d'une exemption d'impôt provincial jusqu'à concurrence de \$4,000. Dans le cas d'une personne mariée ayant à sa charge quatre personnes n'ayant pas droit aux allocations, l'exemption d'impôt comptera jusqu'à concurrence de \$6,000⁷.

Bref, loin d'apporter une augmentation d'impôt, la loi actuelle constitue une réduction de taxes pour un grand nombre de contribuables de la province. À l'heure actuelle, 350,000 contribuables

du Québec n'ont pas à payer l'impôt provincial. La plupart d'entre eux bénéficieront de la déduction de 13 % autorisée par Ottawa.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Pour quel montant cette réduction profitera-t-elle aux contribuables?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pour \$1,000,000. à \$1,200,000.

Il explique un amendement apporté aux paragraphes 2 et 3 de l'article 41a du bill.

Ces paragraphes devront se lire comme suit:

2. dans le cas d'un contribuable dont l'impôt provincial excède dix pour cent mais n'excède pas onze et demi pour cent (au lieu de treize) de l'impôt fédéral sur le revenu: une somme équivalente à la différence entre son impôt calculé suivant l'article 41 et le montant correspondant à treize pour cent de l'impôt fédéral retenu sur le revenu;

3. dans le cas d'un contribuable dont l'impôt provincial excède onze et demi pour cent (au lieu de treize) de l'impôt fédéral sur le revenu: cinquante pour cent de cette réduction.

Il ne s'agit pas là d'une augmentation, mais d'une diminution de taxes. C'est une amélioration. On paiera à Québec, au lieu de payer à Ottawa. Le citoyen de la province de Québec devrait être content.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Sur la résolution no 3 (concernant l'article 41a), combien en coûtera-t-il aux contribuables de la province?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pas un contribuable de la province ne paiera un sou de plus. Mais un grand nombre paiera moins.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Je répète que je parle de la résolution no 3.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les contribuables de Québec vont bénéficier de plusieurs millions de réduction. Nous aurons ici les contribuables qui paieront le moins d'impôts au Canada, et le plus grand nombre de contribuables qui ne paieront rien du tout. Une augmentation des exemptions représente une perte de \$1,200,000 par année pour le gouvernement provincial, mais nous estimons pouvoir retirer de la déduction de 3 % environ \$3,000,000, pour payer le surplus qui servira à payer l'augmentation de l'allocation aux mères nécessiteuses. Cet estimé n'est pas définitif.

L'allocation de base pour une mère nécessiteuse avec un enfant demeure à \$60 par mois, mais l'allocation pour chaque enfant additionnel est portée de \$3 à \$10.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Sur les contribuables qui vont payer ces \$3,000,000, combien y en a-t-il qui vont profiter d'une réduction d'impôt?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Presque tous.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Les contribuables, et non la province, devraient bénéficier de la réduction de 3 %.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Québec ne perçoit que 13 % des taxes de toute nature, comparativement à 87 % pour Ottawa.

Le député de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde) critique parce qu'il a peur de faire dommage à son ami Marler⁸.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la prochaine séance.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 43 autorisant l'aide financière de la province aux victimes de l'inondation dans le comté de Beauce en décembre 1957;
- bill 46 concernant la garantie des emprunts des pêcheurs.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 33 modifiant la loi de l'assistance publique de Québec, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 6 est biffé.

Et les articles 7 et 8 deviennent les articles 6 et 7.

Projets de loi:

Loi de l'assistance publique

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 33 modifiant la loi de l'assistance publique de Québec.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 19 février 1958

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Loi de l'impôt sur le revenu

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le projet de résolutions relatives au bill 42 modifiant la loi assurant à la province les revenus nécessités par ses développements.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolutions soumis par le représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) à la séance précédente, et dont le texte se lit comme suit:

1. Que l'article 31 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 17, soit modifié:

a. en remplaçant, dans la première ligne du paragraphe 3^o, le mot "quatre" par le mot "cinq";

b. en remplaçant, dans la première ligne du paragraphe 4^o, les mots "cent cinquante" par les mots "deux cent cinquante";

c. en remplaçant, dans la deuxième ligne du paragraphe 5^o, le mot "quatre" par le mot "cinq";

d. en remplaçant, dans la deuxième ligne du paragraphe 6^o, les mots "cent cinquante" par les mots "deux cent cinquante".

2. Que l'article 36 de ladite loi soit modifié:

a. en remplaçant, dans la cinquième ligne, les mots "cent cinquante" par les mots "deux cent cinquante";

b. en remplaçant, dans la sixième ligne, le mot "quatre" par le mot "cinq".

3. Que ladite loi soit modifiée en y ajoutant, après l'article 41, le suivant:

"41a. Pour les fins du présent article,

a. "impôt fédéral sur le revenu" signifie impôt visé au chapitre 148 des Statuts révisés du Canada, 1952;

b. "contribuable" désigne toute personne ou société tenue de payer l'impôt décrété par le chapitre 17 de la loi 2-3 Elizabeth II;

c. "déduction" désigne la déduction additionnelle de trois pour cent de l'impôt fédéral sur le revenu pour l'année 1958.

Pour l'année d'imposition 1958, le montant de la déduction définie au paragraphe c, ou une partie de cette déduction, suivant le cas, est ajouté au montant de l'impôt du contribuable calculé suivant l'article 41, et cela, dans les proportions suivantes:

1^o dans le cas d'un contribuable dont l'impôt provincial n'excède pas dix pour cent de l'impôt fédéral sur le revenu: le montant de cette déduction;

2^o dans le cas d'un contribuable dont l'impôt provincial excède dix pour cent mais n'excède pas onze et demi pour cent de l'impôt fédéral sur le revenu: une somme équivalente à la différence entre son impôt calculé suivant l'article 41 et le montant correspondant à treize pour cent de l'impôt fédéral sur le revenu;

3^o dans le cas d'un contribuable dont l'impôt provincial excède onze et demi pour cent de l'impôt fédéral sur le revenu: cinquante pour cent de cette déduction."

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges):

Combien de contribuables tombent dans chacune des catégories prévues par le bill?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Dans la province de Québec, il y a 950,000 contribuables qui paient l'impôt fédéral sur le revenu ou l'impôt provincial. Mais, sur ce nombre, 350,000 ne paient pas l'impôt provincial sur le revenu, à cause des exemptions plus généreuses accordées par la loi provinciale. Il reste donc 600,000 contribuables qui paient l'impôt provincial. La majeure partie de ces gens ont un impôt provincial inférieur à 13 % de l'impôt fédéral. Seulement 500 ou 600 personnes paient un impôt supérieur à 13 %.

M. Lapalme (Montréal-Outremont):

D'après les chiffres du gouvernement, le bill devrait accroître de \$3,000,000 environ les revenus de la province. Une grande partie de cette somme sera dépensée en 1958-1959 alors qu'elle ne figure pas dans le budget. De même, le gouvernement doit dépenser, au cours de l'exercice, \$3,000,000 pour les mères nécessiteuses, et cette somme n'apparaît pas non plus dans le budget. En établissant le budget, on aurait dû tenir compte de ces sommes comme des autres prévisions budgétaires⁹.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

donne quelques précisions sur la loi des mères nécessiteuses. Elles seront 53,000 à en bénéficier, dit-il.

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que ces résolutions soient maintenant agréées.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Bourque, Brown, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Courcy, Couturier (Gaspé-Nord), Couturier (Rivière-du-Loup), Custeau, Desjardins, Dionne, Dozois, Ducharme, Duplessis, Earl, Élie, Fortin, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matapédia), Galipeault, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Hyde, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Larouche, Lavallée, Leclerc, Levesque, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Parent, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Saint-Pierre, Samson, Schmidt, Somerville, Talbot, Théberge, Thibeault, Tremblay, Turpin, Vachon, 79.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Les résolutions relatives au bill 42 sont, en conséquence, agréées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 42 modifiant la loi assurant à la province les revenus nécessités par ses développements soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Bourque, Brown, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Courcy, Couturier (Gaspé-Nord), Couturier (Rivière-du-Loup), Custeau, Desjardins, Dionne, Dozois, Ducharme, Duplessis, Earl, Élie, Fortin, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matapédia), Galipeault, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Hyde, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Larouche, Lavallée, Leclerc, Levesque, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Parent, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Saint-Pierre, Samson, Schmidt, Somerville, Talbot, Théberge, Thibeault, Tremblay, Turpin, Vachon, 79.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 42 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Questions et réponses:

The Canadian Johns Manville Ltd.

M. Lafrance (Richmond): 1. Quelle somme la compagnie The Canadian Johns Manville Limited a-t-elle versée au gouvernement de la province de Québec au cours de l'exercice financier 1956-1957 à titre:

a. De redevance pour permis spécial de recherches minières?

b. De rente annuelle?

c. De droits sur ses profits annuels en vertu de la loi des mines de Québec?

d. De taxe en vertu de la loi de l'impôt sur les corporations?

2. Le lieutenant-gouverneur en conseil a-t-il exigé le triple des droits ordinaires sur les profits annuels de cette compagnie en vertu du paragraphe 2 de l'article 13 de la loi des mines de Québec visant le cas de minerais transportés hors de la province pour y être traités?

3. Combien de tonnes de minerai ont été expédiées par cette compagnie au cours de l'année ci-dessus mentionnée?

Les honorables M. Bourque (Sherbrooke) et M. Cottingham (Argenteuil): À la connaissance du ministère des Finances et du ministère des Mines, aucune compagnie désignée sous le nom ci-dessus n'existe dans la province.

Projets de loi:

Allocations aux mères nécessiteuses

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 50 concernant les allocations aux mères nécessiteuses et à leurs enfants soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'agit là, explique-t-il, d'une législation améliorée de nouveau par l'Union nationale, après les élections, législation d'une haute portée sociale qui fut établie en 1938 par l'Union nationale.

Il reproche aux libéraux d'avoir partiellement saboté cette loi, de 1939 à 1944, en réduisant les allocations, mais, affirme-t-il, l'Union nationale a rétabli les choses après 1944 et, l'an dernier, le gouvernement portait à \$60 par mois les pensions de \$35 et \$40, soit l'allocation de base prévue pour la mère et son premier enfant, plaçant la ville et la campagne sur le même pied à ce sujet.

Aujourd'hui, par ce bill 50, le gouvernement propose d'augmenter de \$3 à \$10 par mois les allocations payées à chacun des enfants d'une mère nécessiteuse, en plus du premier. La mesure profitera à 53,000 mamans et entraînera un déboursé de \$3,000,000 de plus au gouvernement cette année. Cette dépense sera cependant compensée par les nouvelles recettes provenant de la déduction de 3 % cédée par le gouvernement fédéral sur l'impôt sur le revenu.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): À entendre le premier ministre faire l'éloge de son parti à l'occasion de cette loi, il m'est venu à l'esprit que si les mères nécessiteuses n'existaient pas, il faudrait les inventer.

Je suis d'autant plus heureux d'approuver la loi que, de 1950 à 1956, la députation libérale, à chaque session, à cause de l'augmentation du coût de la vie, n'a cessé de réclamer au gouvernement des augmentations d'allocations pour les mères nécessiteuses. Chaque fois, le premier ministre nous servait une grande leçon de morale, et c'est en ces circonstances qu'il a inventé sa phrase fameuse: "l'opposition suscite des appétits stériles". De 1950 à 1956, l'opposition libérale s'est fait dire qu'elle faisait de la démagogie à même les besoins de la population.

Ce qui nous importait alors, c'était que, depuis l'époque de la première loi, il s'était passé un tas de choses, et que ce qui était alors suffisant ne suffisait plus. C'est pourquoi nous réclamions une hausse des allocations, parce que nous savions qu'il était impossible à une mère nécessiteuse de vivre avec ses enfants. Ce n'était donc pas susciter des appétits stériles, car si l'augmentation avait été accordée il y a six ans, au moment où nous la réclamions, nous aurions voté pour, tout comme nous voterons cette fois-ci pour la hausse accordée, parce que, dans les deux cas, elle était ou est nécessaire. La preuve qu'il ne s'agissait pas d'appétits stériles, c'est qu'ils seront désormais comblés.

À entendre le discours du premier ministre, on se demande s'il n'est pas plus intéressé à la gloriole de son parti qu'aux mères nécessiteuses.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai deux proverbes pour décrire l'attitude de

l'opposition. Ces deux dictons sont: "l'histoire est un éternel recommencement" et "grattez un Russe et vous allez trouver un Cosaque".

L'opposition a toujours été généreuse en paroles, mais désastreuse au pouvoir, tandis que l'Union nationale exerce sa générosité en passant des lois bienfaisantes, comme celle des mères nécessiteuses. L'opposition a la bouche en cœur pour promettre exactement le contraire de ce qu'elle a fait au pouvoir. Quant à l'Union nationale, c'est elle qui a constitué les allocations aux mères nécessiteuses en 1938. Les libéraux ne l'ont pas fait, malgré 40 ans de régime. Cette réforme de l'Union nationale a été sabotée par l'opposition lorsqu'elle est revenue au pouvoir, le gouvernement Godbout a réduit les allocations aux mères nécessiteuses de plusieurs centaines de milliers de dollars. En revenant au pouvoir en 1944, non seulement nous avons rétabli les allocations comme elles étaient avant, mais nous les avons augmentées à deux reprises par la suite.

Les mères nécessiteuses ont coûté à la province \$15,350,000 l'an dernier. Il s'agissait là d'une augmentation de \$3,200,000. Cette année, l'augmentation supplémentaire sera de quelque \$3,000,000, ce qui fera en tout \$6,200,000 de plus.

La motion est adoptée. Le bill est lu une deuxième fois.

Il est ordonné que le bill soit lu une troisième fois au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 50 concernant les allocations aux mères nécessiteuses et à leurs enfants.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: 1. Que l'article 10a de la loi de l'assistance aux mères nécessiteuses (Statuts refondus, 1941,

chapitre 180), édicté par l'article 1 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 5, soit remplacé par le suivant:

"10a. La base des allocations accordées en vertu de la présente loi est de soixante dollars par mois dans le cas d'une mère gardant avec elle un enfant plus, le cas échéant, une allocation mensuelle de dix dollars pour chacun de ses autres enfants à charge."

Adopté.

2. Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions aura effet à compter du 15 mars 1958.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que le bill 50 concernant les allocations aux mères nécessiteuses et à leurs enfants soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Voies et moyens:

Débat sur le budget 1958-1959 (suite)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mardi le 18 février courant, sur la motion du représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Brown (Brome): Le gouvernement se vante d'avoir établi de très belles écoles spécialisées. Mais nous n'avons encore aucune école où l'on enseignerait la technique de la construction aéronautique. Nous avons pourtant dans la province de grandes avionneries, comme celle de Canadair, qui emploie à elle seule 10,300 employés. Nous avons besoin aussi d'un personnel spécialisé dans l'entretien des appareils. Comme l'aviation ne cesse

de se développer, il est temps que nous ayons dans le Québec des écoles où l'on enseigne les techniques spécialisées utilisées dans cette industrie.

L'attitude du premier ministre à l'endroit du régime conservateur de M. Diefenbaker semble des plus complaisantes, et il semble qu'à peu près tous les députés de l'Union nationale attendent la fin de la présente session pour se lancer dans la mêlée et prêter main-forte à leurs amis conservateurs.

M. Thibeault (Montréal-Mercier): Le premier geste officiel de notre nouveau lieutenant-gouverneur, l'honorable Onésime Gagnon, a été de rendre visite, aussitôt après son assermentation, à Son Excellence Mgr Maurice Roy, archevêque de Québec et primat du Canada. Je trouve que ce geste est très significatif, puisqu'il exprime l'excellente collaboration qui existe en notre province entre les autorités civiles et religieuses.

Cette collaboration se traduit notamment sur le plan de l'éducation. Et puisqu'on fait souvent appel au témoignage des évêques de l'autre côté de la Chambre, il me paraît opportun de rappeler les paroles que Son Excellence Mgr Giovanni Panico¹⁰ a prononcées à Sherbrooke pour louer cette belle collaboration de l'Église et de l'État chez nous et féliciter le premier ministre de l'esprit de tolérance et de liberté qu'il fait régner dans le domaine de l'éducation.

L'opposition cherche à représenter le gouvernement et le premier ministre comme des ennemis des ouvriers. Rien n'est plus contraire aux faits. Ainsi, dans les métiers du bâtiment, par exemple, les salaires payés à Montréal sont en général plus élevés qu'à Toronto. Ils sont même plus élevés qu'aux États-Unis. Dernièrement, 65 briqueteurs se sont rendus à New York, dans l'espoir d'y trouver des conditions de travail plus avantageuses. Ils sont tous revenus, après avoir constaté que les salaires à New York n'étaient que de \$60 à \$70 par semaine, alors qu'ils étaient de \$100 à Montréal.

Dans l'industrie de l'amiante, c'est grâce à une intervention personnelle du premier ministre qu'une augmentation automatique de \$0.40 par point a été insérée dans les contrats de travail, pour hausser les salaires au même rythme que le coût de la vie. Avec la conséquence que le salaire horaire moyen payé par cette industrie a plus que doublé en quelques années, pour devenir le plus haut du Canada. Il est actuellement de \$1.96 l'heure.

Il parle de l'œuvre merveilleuse des centres d'apprentissage et des centres de réhabilitation. Il

n'existe nulle part au monde, dit-il, de centres mieux équipés. En 10 ans, il s'est donné 2,057,553 traitements dans les centres de réhabilitation, et 6,568 patients, sur un total de 8,415, ont vu leur état considérablement amélioré.

Il parle des organisations de loisirs.

Nous avons dans le Québec, suivant les termes employés par le président du Montreal Stock Exchange, des administrateurs de grande classe.

M. Couturier (Rivière-du-Loup) réclame une meilleure organisation des loisirs pour les enfants. Pour, dit-il, procurer des loisirs sains aux enfants et prévenir la criminalité juvénile, il faut commencer par réformer la famille, lorsque celle-ci oublie ses devoirs. Les parents devraient rester à la maison et s'intéresser à leurs enfants. Aujourd'hui, malheureusement, nombre de parents sont attirés par les villes, et ce qui les attire surtout dans les villes, ce sont les débits de boisson. Je ne suis pas Lacordaire, mais je puis dire au député de Montréal-Mercier (M. Thibeault): qu'il fasse fermer les débits de boisson, et il aura largement contribué à garder les parents à la maison et à régler le problème des loisirs.

Il réclame un plan d'assurance-hospitalisation qu'on pourrait établir, affirme-t-il, sur une base analogue à celle des pensions de vieillesse. Les gens peu fortunés, à moins de pouvoir bénéficier de l'assistance publique, n'osent plus se faire traiter. Une longue maladie peut les endetter pour des années. Je comprends que la session tire à sa fin, mais on devrait faire quelque chose à ce sujet dès l'an prochain.

M. Dionne (Rimouski) parle des travaux de voirie qui s'imposent dans son comté. Il réclame tout particulièrement la suppression de deux courbes à 90 degrés et d'un passage à niveau, au Bic. Il demande également au gouvernement de continuer les travaux du boulevard qui contournera la ville de Rimouski, ajoutant, dit-il, que le ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot) pourrait s'entendre avec Ottawa pour le prolongement du mur de protection. Le ministre a promis de payer le contracteur qui a fait du remplissage.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Je n'ai jamais rien promis. Ce sont les autorités de Rimouski et non le gouvernement qui ont fait des ententes avec le contracteur.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On reprend un débat antérieur, ce qui est défendu par les règlements.

M. l'Orateur maintient le point de vue du premier ministre.

M. Dionne (Rimouski) parle de l'entretien des chemins d'hiver et réclame l'amélioration des routes du haut du comté, où se trouvent, dit-il, des paroisses centenaires et qui méritent qu'on s'occupe d'elles.

Je veux parler d'un projet qui ferait gagner des millions en salaires et dont la réalisation serait avantageuse à maints points de vue: le barrage du détroit de Belle-Isle entre Terre-Neuve et le Labrador.

M. l'Orateur: Le député de Rimouski s'engage sur un terrain international. La discussion d'un tel projet ne peut être faite sur le budget.

M. Parent (Hull) regrette que les employés civils du Québec aient un salaire trop bas. On devrait leur permettre, soutient-il, d'avoir une convention collective avec le gouvernement et créer une commission du service civil qui soit opérante, au lieu d'être une commission au service du parti au pouvoir. Si cette commission était réellement opérante, elle produirait chaque année un rapport annuel au Parlement, comme c'est le cas en Ontario.

De plus, les ouvriers manuels qui travaillent pour la province devraient avoir droit aux prestations de chômage, quand ils perdent leur place.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi de l'assurance-chômage ne peut s'appliquer au gouvernement de la province de Québec.

M. Parent (Hull): Le premier ministre semble moins prompt à intervenir devant les indécidables d'Ottawa à l'endroit des provinces. Je me demande si la chose ne s'expliquerait pas par la présence à Ottawa d'un gouvernement qui lui est plus sympathique.

À lire les annonces électorales, on constate que les ministériels s'intéressent de très près à la campagne fédérale, et d'une manière qui n'est pas du tout à l'avantage des droits provinciaux. Ainsi, on n'a pas encore entendu aucun commentaire de la part du gouvernement sur le projet de M. Diefenbaker de transiger directement avec les municipalités, alors que celles-ci relèvent exclusivement des provinces. Pourquoi le gouvernement de Québec n'a pas protesté publiquement quand M. Diefenbaker a proposé de réunir une conférence fédérale-municipale pour étudier les problèmes des

municipalités? C'est sans doute parce que l'Union nationale ne veut pas nuire à l'élection des candidats conservateurs.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai jamais changé d'attitude et je continue de revendiquer les droits provinciaux avec la même détermination qu'auparavant. J'ai souvent protesté, au contraire, auprès de M. Saint-Laurent et de M. Diefenbaker contre toute tentative de passer par-dessus la tête des provinces, pour traiter avec les municipalités.

Je ne peux pas, cependant, empêcher qu'un ancien ministre libéral, devenu maire de Québec (M. Wilfrid Hamel), et les maires des autres grandes villes d'aller à Ottawa discuter des problèmes intéressants leur ville, comme celui qui a trait au site du prochain bureau de poste de Québec.

J'ai dit et j'ai répété à maintes reprises que les corporations municipales tiennent leurs pouvoirs des provinces et qu'Ottawa doit respecter la Constitution sur ce point comme sur les autres. L'Union nationale n'a pas changé d'idée à ce sujet.

M. Parent (Hull): Si les villes sentent maintenant le besoin de s'adresser à la tête, au gouvernement du pays, c'est que les gouvernements des provinces font preuve d'inertie dans le règlement des problèmes municipaux, qui sont très graves actuellement.

Il répète une suggestion qu'il a déjà faite concernant la convocation d'une conférence entre le gouvernement provincial, les municipalités et les commissions scolaires, pour discuter avec eux les problèmes qui concernent le partage des sources de revenus entre la province et les administrations locales suivant les tâches de chacun.

Le premier ministre, sur la question des relations fédérales-provinciales, se contente toujours des mêmes formules vagues, imprécises, depuis des années. Il lui reproche de ne pas avoir revendiqué avec assez de force les droits de la province au cours de la Conférence d'Ottawa¹¹. L'augmentation de 10 % à 13 % dans la déduction de l'impôt sur le revenu n'est qu'une victoire partielle, déclare-t-il. Il faut arriver à obtenir 100 % de nos droits.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est le but que l'Union nationale poursuit!

M. Parent (Hull) demande la tenue d'une conférence interprovinciale et l'établissement d'un bureau permanent des provinces pour organiser la

lutte contre Ottawa. Les provinces y gagneraient à se rencontrer périodiquement pour établir une stratégie commune.

M. Desjardins (Gatineau)¹²: M. l'Orateur, je propose l'ajournement du débat.

M. Parent (Hull): Je n'ai pas encore terminé mon discours, dit-il.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Vous étiez assis...

M. Parent (Hull): Si j'ai repris mon siège, c'est que je croyais que le député de Gatineau (M. Desjardins) faisait une intervention, soit pour soulever un point d'ordre, soit pour autre chose. C'est pour cela que j'ai repris mon siège, comme l'exigent les règlements de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): En reprenant son fauteuil, le député de Hull a perdu automatiquement son droit de parole. Il aurait dû demeurer debout jusqu'à ce qu'il fût sûr qu'il s'agissait bien d'un point d'ordre.

Le député de Hull (M. Parent) et le député de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) engagent un débat.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) appuie la mise au point du représentant de Hull. Un député doit reprendre son siège quand un autre membre de la Chambre se lève, affirme-t-il. Le député de Gatineau s'étant levé, le député de Hull devait reprendre son siège.

M. l'Orateur: Je n'ai pas vu le député de Gatineau se lever, parce qu'il ne se trouvait pas dans mon rayon visuel. Tout ce que j'ai constaté, c'est que le député de Hull, à un moment donné, avait repris son siège. Ce n'est qu'à ce moment que j'ai entendu le député de Gatineau proposer l'ajournement. Je me suis aperçu que le député de Gatineau était debout quand je l'entendis dire: M. l'Orateur.

Il décide de prendre cette affaire en délibéré et de ne rendre son jugement qu'à la reprise de la séance, à 8 h 15.

Le débat est suspendu.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 15

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 38 modifiant la loi des marchés agricoles du Québec;
- bill 41 concernant la contribution de la province à la célébration du trois cent cinquantième anniversaire de la fondation de Québec;
- bill 47 concernant la vente des terres publiques et droits de surface;
- bill 48 pour venir en aide aux victimes du sinistre dans le comté de Mégantic au mois d'août 1957.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 271 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 16 est modifié en ajoutant, aux huitième et neuvième lignes, après les mots "loi 54 Victoria, chapitre 53 et ses amendements, ainsi que" ce qui suit: "l'article 564*h* tel qu'inséré dans le chapitre 58 de la loi 62 Victoria, par".

2. L'article 19 est modifié à la page 8:

a. en biffant les deux paragraphes commençant par "Chaque acheteur devra" et "Toute personne résidant";

b. en insérant, aux onzième et douzième lignes du troisième paragraphe, après les mots "par le recensement", le mot "fait";

c. en ajoutant à la suite du troisième paragraphe se terminant par le mot "définitive", ce qui suit:

"Le recensement prévu à l'alinéa précédent est fait, sur tout le territoire assujéti audit impôt, conjointement par la Commission des écoles catholiques de Montréal et par le Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal. En cas de divergence, la décision du surintendant est finale. Les frais encourus par ces deux organismes constituent, subordonnément à l'approbation du

surintendant de l'instruction publique, une créance privilégiée sur le produit de la taxe."

d. en remplaçant, à la première ligne du dernier paragraphe, les mots "Nonobstant l'alinéa qui précède, l'impôt" par ce qui suit:

"Nonobstant les alinéas qui précèdent, l'impôt".

3. Ce qui suit est ajouté après l'article 19 comme articles 20, 21 et 22:

"20. Nonobstant toute disposition législative inconciliable avec la présente, la taxe de un dollar dans le cent dollars d'évaluation qui serait autrement perçue dans la cité de Montréal pour les fins de la Commission des écoles catholiques de Montréal par l'application des lois 32 Victoria, chapitre 16, et 34 Victoria, chapitre 12, et leurs amendements est réduite pour l'année financière 1958-1959 et les quatre années financières suivantes de ladite commission, à quatre-vingts cents dans le cent dollars d'évaluation. Cette taxe, pour lesdites années financières, est basée sur l'évaluation de la cité de Montréal alors en vigueur et elle est imposée, perçue et remise de la manière et au temps prescrits par ces lois.

Les obligations de la cité de Montréal envers la Commission des écoles catholiques de Montréal à l'égard de cette taxe sont modifiées en conséquence pour les années financières susdites de la commission.

"21. Les articles 4 et 5 du chapitre 80 de la loi 14 George VI, tels que remplacés par les articles 4 et 5 du chapitre 102 de la loi 15-16 George VI, sont abrogés.

Sous réserve de tout jugement déjà rendu par un tribunal compétent et de toute action institués avant le 5 février 1958, les décisions prises en vertu du Règlement numéro 54, tel qu'adopté le 19 février 1952 par la Commission sont valides, obligatoires et incontestables, et les articles susdits ont toujours conféré à la Commission des écoles catholiques de Montréal le pouvoir de se réserver, par règlement, entière discrétion pour refuser ou accorder les avantages qui y sont prévus à tout instituteur ou institutrice ayant démissionné avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

"22. L'article 16 de la loi 15 George V, chapitre 45, modifié par la loi 16 George V, chapitre 47, article 1, et remplacé par les lois 17 George V, chapitre 42, article 2, et 18 George V, chapitre 51, article 1; et de nouveau modifié par les lois 18 George V, chapitre 52, article 1; 18 George V, chapitre 53, article 1; 19 George V, chapitre 48, article 2, et 20 George V, chapitre 60, article 1, est de

nouveau remplacé par la loi 21 George V, chapitre 65, article 2, et de nouveau modifié par les lois 24 George V, chapitre 43, article 3; 1 Édouard VIII, chapitre 17, article 1; 2 George VI, chapitre 120, article 1, et 11 George VI, chapitre 81, article 8, et modifié par 1-2 Elizabeth II, chapitre 116, article 2, par 4-5 Elizabeth II, chapitre 124, article 11, et par 5-6 Elizabeth II, chapitre 129, article 4, est de nouveau modifié en y ajoutant, à la fin, l'alinéa suivant:

"Le taux de cette taxe sera de un dollar soixante-cinq dans le cent dollars pour l'année 1958-1959, nonobstant toute disposition législative, résolution ou règlement inconciliable avec la présente disposition."

4. L'article 20 devient l'article 23.

Projets de loi:

Commission des écoles catholiques de Montréal

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 271 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Taxes scolaires à Montréal

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill 49 concernant le taux des taxes scolaires à Montréal.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose que l'ordre qui vient d'être lu soit révoqué.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Québec n'aura pas besoin de légiférer pour assurer que la taxe scolaire des neutres à Montréal ne soit pas haussée de \$1.65 à \$1.75. J'ai communiqué avec les autorités des deux commissions. La Commission catholique et la Commission protestante ont accepté de rescinder la résolution par laquelle elles avaient décidé de hausser le taux de cette taxe. En conséquence, le gouvernement retire la loi qu'il avait préparée à cet effet.

Aucune augmentation de la taxe sur les immeubles n'est nécessaire d'après la législation adoptée précédemment qui autorisait les

Commissions de Montréal à augmenter la taxe sur les ventes au détail de 1 % à 2 %. Les taxes provinciale, municipale et scolaire à Montréal totalisent 6 %.

Adopté. Ledit bill est alors retiré.

Voies et moyens:

Débat sur le budget 1958-1959 (suite et fin)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, suspendu ce jour, sur la motion du représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. l'Orateur: Il y a lieu d'appliquer l'article 282 des règlements de la Chambre. En vertu de ce règlement, un député qui reprend son siège perd son droit de parole. Il suggère, toutefois, que la Chambre, du consentement unanime, pouvait ignorer l'article en question et laisser le député de Hull (M. Parent) continuer son discours.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) signifie qu'il n'est pas opposé et donne le consentement des ministériels.

M. Parent (Hull) répond au discours du ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé), notamment au sujet des bons du Trésor qui se chiffraient à \$240,750,000 pour l'année 1957-1958, dont \$236,000,000 ont été remboursés. Le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse, rappelle-t-il, a déclaré que l'Hydro, ayant trop d'argent, le prête au gouvernement. Si c'est vrai, pourquoi l'Hydro emprunte-t-elle si souvent sur le marché de New York? Pourquoi ne pas diminuer ses taux de l'électricité à l'avantage des contribuables au lieu de les augmenter, si sa situation financière est aussi brillante qu'on le dit?

Il accuse le gouvernement d'avoir augmenté les taxes.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) félicite le nouveau ministre des Finances (l'honorable M. Bourque) pour son brillant exposé de la situation financière de la province. Il témoigne de sa reconnaissance pour le prédécesseur du nouveau ministre, M. Onésime Gagnon.

J'ai été, dit-il, l'associé du lieutenant-gouverneur pendant 10 ans au cours desquels j'ai pu apprécier sa droiture. Cette probité a, d'ailleurs, marqué non seulement la carrière professionnelle de M. Gagnon, mais sa vie publique. Il a accompli une tâche immense. Je lui souhaite santé, bonheur et longue vie ainsi qu'à son épouse distinguée.

Il décrit la situation financière du Québec, telle que dépeinte, affirme-t-il, par le ministre des Finances qui s'est basé sur les *Comptes publics*. Or, l'opposition n'a mis en doute aucun des chiffres contenus dans ces *Comptes publics*, établis selon les règles de la comptabilité.

Les *Comptes publics* établissent clairement qu'il y a eu de très considérables surplus, chaque année, au compte ordinaire, dans les livres du gouvernement depuis 12 ans. En 1956-1957, l'exercice financier s'est terminé par un surplus de \$86,000,000 au compte ordinaire; l'année précédente, le surplus était de \$76,000,000; le chef de l'opposition parle néanmoins de déficit.

Prenons un établissement de gestion qui aurait \$100,000 de revenus annuels et \$80,000 de dépenses; il lui resterait \$20,000 de bénéfices à la fin de l'exercice; mais si cet établissement construit un immeuble de \$40,000 et paie la moitié de cet immeuble avec ses \$20,000 de bénéfices, elle devra \$20,000; d'après la thèse du chef de l'opposition, pour cet établissement, l'année s'est terminée par un déficit de \$20,000, alors qu'en réalité, il y a eu un surplus de \$20,000.

Le chef de l'opposition veut absolument charger les immobilisations pour trouver des déficits. Est-ce un déficit que le pont des chutes Montmorency qui est bâti pour 50 ans?

Est-ce un déficit que le boulevard de Sainte-Anne, ou que la nouvelle côte de la Miche, ou que le nouveau viaduc au-dessus du C.N.R. (Canadian National Railway) à Beaufort? Oui, si l'on adopte la thèse du chef de l'opposition. Non, si l'on fait appel au bon sens.

Le chef de l'opposition n'admet pas qu'on emploie les surplus annuels à des immobilisations au bénéfice des générations futures. Quand on veut être juste pour le gouvernement, il faut présenter les chiffres en faisant les distinctions qui s'imposent.

Les surplus du gouvernement depuis 12 ans se sont élevés à \$617,778,000 au compte ordinaire; ils ont servi à payer une grande partie des dépenses d'équipement, se montant à \$726,685,000 pour la construction de routes, de ponts, d'édifices, constituant un actif. Or, malgré les surplus, l'opposition reproche au gouvernement des déficits.

Il reproche au chef de l'opposition de n'avoir parlé que de la dette obligataire qui ne reflète qu'un aspect de la situation. Prenons la dette consolidée, déclare-t-il. Elle comprend la dette obligataire, les bons du Trésor et les autres obligations que la province assume. Cette dette consolidée était de \$359,562,000, le 31 mars 1945 et de \$359,101,000, le 31 mars 1957; loin d'avoir augmenté, elle a diminué de plus de \$400,000 en 12 ans.

Le chef de l'opposition s'est limité à la dette obligataire... pour pouvoir, par exemple, laisser de côté les bons du Trésor qui, le 31 mars 1945, s'élevaient à \$31,000,000, alors qu'il n'y en avait que pour \$4,000,000 le 31 mars 1957.

Voyons maintenant quelle est la dette nette. Cette dette nette s'établit en prenant tout le passif à longue échéance, à court terme, les bons du Trésor, la dette obligataire et les emprunts, et en retranchant l'actif réalisable. Or, cette dette nette qui était de \$308,243,000, le 31 mars 1945, n'était plus que de \$247,000,000, le 31 mars 1957. Elle avait diminué de \$60,000,000 en 12 ans.

Comment expliquer cette diminution? C'est que l'actif réalisable de la province a augmenté grâce à la prévoyance du premier ministre qui s'est efforcé de payer plus vite que nos dépenses, même d'immobilisations, afin de n'avoir pas recours à l'emprunt.

Le chef de l'opposition s'est encore trompé quand il a prétendu additionner les revenus et les dépenses de 1945 à 1958, pour trouver un déficit de \$241,000,000. Il y a là une erreur de \$155,000,000. Et c'est drôle: chaque fois qu'il s'est trompé, c'est toujours au soutien de sa thèse, jamais en faveur du gouvernement et de la vérité. Le total qu'il a trouvé pour les revenus, c'est \$3,445,000,000. Or, le chiffre exact, c'est \$3,598,140,000. Pour la même période, le total des dépenses ordinaires a été de \$2,980,362,000, ce qui laisse un surplus de \$617,778,000. Le gouvernement a fait, en outre, des immobilisations pour \$726,685,000. Même en additionnant les immobilisations aux dépenses ordinaires, on ne peut jamais arriver à un déficit de \$241,000,000. Il y a évidemment là une erreur.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Ce n'est pas une erreur, mais une différence d'interprétation.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Le chef de l'opposition s'est encore trompé, quand il a additionné les revenus provenant des ressources naturelles pour la même période de 12 ans. Il arrive

au chiffre de \$265,000,000. C'est \$29,278,268 de moins que la vérité. Et j'ai cru découvrir la source de l'erreur: il a oublié de tenir compte des revenus encaissés par le fonds de l'éducation des entreprises forestières et hydroélectriques pour les années 1946-1947 et 1951-1952.

Autre erreur: il a dit que les contribuables avaient dû payer \$107,000,000 en taxes de vente, alors que la province n'a reçu que \$56,000,000, le reste étant perçu pour le compte des municipalités et des corporations scolaires. Quand on parle d'une taxe provinciale de vente de 5 %, ce n'est pas vrai. C'est 2 % de taxe provinciale, 2 % de taxe municipale et 1 % de taxe scolaire.

Le chef de l'opposition a encore parlé de revenus supplémentaires spéciaux au montant de \$54,000,000, qui auraient été perçus et dépensés par les divers départements en dehors du budget. Ça aussi, c'est absolument inexact. Car tous ces revenus sont clairement indiqués et votés dans le budget. Ainsi, en ce qui concerne le secrétariat provincial, nous votons par exemple \$176,000 pour l'Imprimeur de la reine, moins \$70,000 de recettes à recevoir en abonnements à la *Gazette officielle*, vente de Statuts, etc. Ce qui laisse une dépense nette de \$106,000. Mais qu'on ne vienne pas dire que nous avons dépensé \$70,000 de plus que ce qui a été voté. Pour ma part, non seulement je n'ai pas dépassé les montants votés dans mon budget, mais j'ai même retourné au Trésor, à la fin de l'année, une somme de \$794,000¹³ qui n'avait pas été dépensée.

Le chef de l'opposition se trompe quand il prend les \$36,000,000 de revenus différés pour des sommes qui auraient été dépensées à même le revenu de l'année suivante. C'est au contraire un revenu que nous percevons dans l'année, mais que nous gardons en réserve pour ne le dépenser que l'année suivante, parce que c'est là qu'il est imputable. Ainsi, les locations de camps payées d'avance, les licences d'automobiles payées en décembre, janvier ou février, les impôts acquittés par anticipation doivent être portés au revenu de l'exercice suivant, ce que nous faisons. Pourquoi dire alors que nous vivons de plus en plus à même les revenus futurs?

Le chef de l'opposition mentionne des revenus de \$268,000,000 et déclare que le gouvernement n'a payé que \$59,000,000 à même le fonds de l'éducation. La réalité, c'est qu'en plus du \$59,000,000, le gouvernement a pris dans ce fonds une somme additionnelle de \$209,000,000 pour fins d'éducation dans la province de Québec.

En 1944-1945, les subventions du gouvernement dans le revenu des commissions

scolaires représentaient 20.6 %. En 1955-1956, ces contributions atteignaient 29.2 %. Le gouvernement, réaliste, accroît sa part d'année en année.

Et si on se rappelle que le gouvernement dépensait \$16,000,000, soit \$100,000,000 de plus dans un espace de 14 ans, on concédera que le gouvernement donne un magnifique exemple à tous les responsables, y compris les parents, et à la population du Québec.

J'en aurais encore pour deux heures. À l'an prochain¹⁴.

La motion est mise aux voix et adoptée. La Chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)¹⁵

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 31 mars 1959, il sera permis de tirer, du fonds consolidé du revenu de la province, une somme ne dépassant pas \$299,445,400.

L'étude de la résolution est suspendue.

Rapport du comité des voies et moyens:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité des voies et moyens siége de nouveau à la prochaine séance.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. Allusion à un vers de Louis Fréchette dans *La légende d'un peuple*.
2. Premier ministre libéral du Canada de 1896 à 1911, et premier premier ministre francophone du pays.
3. *Le Devoir* du 20 février 1958, à la page 1, écrit 22 ans, ce qui donnerait à penser que le premier ministre Duplessis ne s'en prend pas au seul gouvernement libéral du premier ministre Saint-Laurent mais aussi à celui de son prédécesseur, William Lyon Mackenzie King. *L'Action catholique* du 20 février 1958, à la page 3, et *Le Temps* du 26 février 1958, à la page 7, proposent une version semblable à celle du *Soleil*, notre source.
4. *La Presse* du 19 février 1958, à la page 12, note que cet exposé du premier ministre a duré près d'une heure.
5. Honoré Mercier et Lomer Gouin, respectivement premier ministre du Québec du 29 janvier 1887 au 30 juin 1890 et du 23 mars 1905 au 8 juillet 1920, le premier au sein du Parti national, le deuxième du Parti libéral.
6. Plusieurs journaux rapportent que c'est la première fois que l'opposition libérale vote en faveur de l'impôt provincial sur le revenu. Les libéraux ont en effet refusé de voter, à la session de 1953-1954, la loi instituant un tel impôt pour une durée de trois ans (la loi assurant à la province les revenus nécessités par ses développements). Lorsqu'un second bill, la loi prolongeant l'application de la loi assurant à la province les revenus nécessités par ses développements (5-6 Elizabeth II, chapitre 20), a été soumis à la Chambre trois ans plus tard, pour prolonger l'application du premier de cinq ans, les membres de l'opposition, alors dirigés par René Hamel, se sont retirés au moment du vote, le 18 novembre 1956, en déclarant qu'ils ne pouvaient se prononcer sans avoir consulté le rapport de la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels, qui n'avait pas encore été distribué par le gouvernement. *Le Montréal-Matin* du 20 février 1958, à la page 3, ajoute que le député de Saint-Maurice (M. Hamel) n'est pas présent en Chambre ce jour-là. Pour plus de détails - et de nuances - sur l'attitude des libéraux face à ce projet de loi, voir notamment la "Lettre de Québec" du journaliste Pierre Laporte de l'édition du *Devoir* du 20 février 1958, à la page 3.
7. *Le Nouvelliste* du 21 février 1958, à la page 4, donne des explications différentes. Selon le journaliste Jean-Jacques Saint-Onge, un père de famille gagnant \$4,000 par année et ayant à sa charge quatre enfants touchant les allocations familiales ne paiera pas d'impôt provincial. Un père de famille gagnant \$6,000 et ayant à sa charge quatre personnes ne pouvant retirer les allocations familiales ne paiera pas non plus d'impôt provincial. *L'Action catholique* du 20 février 1958, à la page 11, et le *Montréal-Matin* du 20 février 1958, à la page 6, proposent une version identique à celle du *Soleil*, notre source.
8. Chef intérimaire du Parti libéral du Québec du 22 juillet 1949 au 20 mai 1950 et chef de l'opposition du 4 novembre 1948 au 18 novembre 1953.
9. Le 20 février 1958, *La Presse*, à la page 13, ajoute que le chef de l'opposition, probablement en dehors de la Chambre, s'est dit heureux de l'usage que l'on se proposait de faire de ce surplus. Il a également déclaré que cette précision l'avait incité à laisser tomber un amendement qu'il aurait peut-être apporté autrement en troisième lecture. D'après *La Tribune* du 20 février, à la page 1, le chef de l'opposition aurait plutôt affirmé que son parti se devait de voter pour la mesure, la somme additionnelle devant être versée aux mères nécessiteuses.
10. Délégué apostolique du pape au Canada.
11. Cette Conférence réunissant tous les premiers ministres des provinces et le premier ministre Diefenbaker portait sur la révision des accords fiscaux. Elle s'est déroulée les 25 et 26 novembre 1957.
12. M. Desjardins se lève alors que M. Parent n'a pas encore terminé son discours. Il est alors environ 5 h 55 ou 5 h 56, selon *Le Soleil* du 20 février 1958, à la page 6.
13. *La Presse* du 20 février 1958, à la page 29, fait plutôt mention du montant de \$794,999. Aucune autre source ne rapporte cet extrait. Il s'agit sans doute, dans l'un ou l'autre des cas, d'une erreur typographique.
14. *Le Soleil* du 20 février 1958, à la page 6, précise que le ministre s'exprime depuis une heure, soit le temps maximum qui lui est alloué par les règlements.

15. Les sources ne confirment pas la présence du député de Bagot à titre de président du comité des voies et moyens, mais nous supposons qu'il occupe ce siège, puisqu'il a présidé tous les autres comités pléniers de la journée.

Première séance du jeudi 20 février 1958

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions et réponses:

Marché du lait
à Montréal

M. Brown (Brome): 1. Quelle a été en 1957 la moyenne quotidienne de gallons de lait livrés sur le marché de Montréal, en provenance de la province de l'Ontario?

2. Quelle a été en 1957 la moyenne quotidienne de gallons de lait déclarés comme surplus de lait par les laiteries montréalaises?

L'honorable M. Barré (Rouville): 1. 8,021 gallons (basée sur onze mois, d'après les informations fournies au ministère de l'Agriculture).

2. 16,504 gallons (la seule laiterie montréalaise recevant du lait de surplus est la Coopérative des producteurs de lait de Montréal).

Projets de loi:

Liquidation
des compagnies privées

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 53 concernant la liquidation des compagnies privées.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Code de procédure civile,
assignation pour interrogation

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 54 modifiant le Code de procédure civile.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commissions scolaires
au Lac-Saint-Jean

M. Ducharme (Laviolette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 97 modifiant la loi concernant les commissions scolaires de Saint-Joseph-d'Alma, de Naudville, de Riverbend et d'Isle-Maligne soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

M. Ducharme (Laviolette) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 97 sans l'amender.

M. Ducharme (Laviolette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses
1958-1959

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)¹

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions quatre cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas vingt et un mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Bureaux d'enregistrement (dépenses appliquées contre le revenu) (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Parent (Hull) suggère que l'on agrandisse le territoire du bureau d'enregistrement de Hull. À l'heure actuelle, dit-il, nombre de citoyens de Hull et des environs immédiats doivent se rendre au bureau d'enregistrement de Maniwaki, ce qui suscite des complications et des dépenses inutiles.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) promet d'étudier le problème. Je prévois cependant des difficultés, déclare-t-il, du fait que le régistrateur de Maniwaki est à commission et que ses revenus s'en trouveraient diminués.

Changer la juridiction d'un bureau d'enregistrement n'est pas chose facile. C'est comme si l'on voulait réunir l'Île-du-Prince-Édouard au Nouveau-Brunswick.

M. Parent (Hull): Il n'y a plus, depuis la fin de 1946, de bureau de la circulation provincial à Hull.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y en a un au palais de justice.

M. Parent (Hull): Il n'y en a plus. On est obligé d'appeler à Buckingham ou à Aylmer pour faire venir un membre de la police de la route.

M. Desjardins (Gatineau): La cité de Hull est sous la juridiction de la police municipale. Aylmer n'est située qu'à quelques milles de Hull et les policiers peuvent se rendre sur les lieux d'un accident aussi vite que s'ils étaient à Hull. Les membres de la police de la route font un magnifique travail dans mon comté et je suis heureux de les féliciter publiquement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La police de la route n'intervient jamais dans une cité, à moins qu'on ne le lui demande.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 5. Qu'un crédit n'excédant pas six millions huit cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Sûreté provinciale (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Brown (Brome): Quel est le pourcentage des employés permanents et temporaires de la Sûreté provinciale?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Quatre-vingts pour cent dans le premier cas, et 20 % dans le second. Le chef de toute la police provinciale est M. Hilaire Beauregard, et le lieutenant-colonel Lambert a la responsabilité de la section de Québec.

M. Brown (Brome): Quels sont les salaires payés aux officiers et aux agents de la Sûreté?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ils varient d'un minimum de \$3,800 à \$2,400, avec augmentation de \$200 par année, jusqu'à un maximum de \$4,000 à \$3,200, pour la police judiciaire.

Dans la section de la gendarmerie, les salaires varient d'un minimum de \$3,400 à \$2,100, jusqu'à un maximum de \$4,200 à \$2,000. Il y a environ 500 policiers de la route, dont le salaire minimum varie de \$3,500 à \$2,200, avec augmentation de \$200 par année, jusqu'à un maximum de \$4,300 à \$3,000.

M. Brown (Brome): Certains des salaires ne sont pas suffisants.

M. Lafrance (Richmond) exprime le même avis.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pas un gouvernement n'a autant augmenté les salaires de la Sûreté provinciale. Depuis le retour au pouvoir de l'Union nationale en 1944, les salaires des membres de l'effectif de la Sûreté provinciale ont été augmentés dans une proportion de 175 %.

M. Lafrance (Richmond): Combien de policiers ont été envoyés à Murdochville²?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): À la demande des autorités municipales de Murdochville, nous avons envoyé à cet endroit 100 policiers pour rétablir l'ordre, mettre fin au sabotage et aux crimes, et protéger les grévistes et leurs chefs, en les empêchant de se faire blesser.

M. Lafrance (Richmond): On connaît cette histoire-là! Les agents qui ont été envoyés là étaient-ils tous de la police-gendarmerie ou s'il y avait des policiers de la route?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il fallait assurer la circulation là comme ailleurs.

M. Lafrance (Richmond): Combien de temps les policiers sont-ils restés à Murdochville?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le temps nécessaire.

M. Lafrance (Richmond): En reste-il encore là-bas?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La police provinciale couvre tous les coins de la province.

M. Lafrance (Richmond): Combien en coûte-t-il à la province pour protéger les briseurs de grève des compagnies par l'envoi de ces 100 policiers?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Vous n'avez qu'à regarder les *Comptes publics*.

M. Lafrance (Richmond): On a là un autre exemple des informations que les députés peuvent obtenir du gouvernement.

Combien d'agents s'occupent de l'observance de la loi des liqueurs?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Quelques centaines!

M. Lafrance (Richmond): Je ne me contenterai pas de réponse comme celle-là.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Que le député de Richmond (M. Lafrance) s'en contente ou non, je ne donnerai pas d'autre réponse que celle-là, soit quelques centaines. La police des liqueurs est une police secrète.

M. Lafrance (Richmond): Je pose de nouveau ma question. Les députés ont droit de savoir ce que je demande. Plus tôt dans la session, le premier ministre a promis qu'il laisserait l'opposition discuter des opérations de la Commission des liqueurs, pendant l'étude du budget du département du procureur général.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne me laisserai pas intimider et je ne me laisserai pas changer d'avis par les menaces du député de Richmond.

M. Lafrance (Richmond): Je ne fais pas de menace. Je remplis mon devoir de représentant du peuple. Je ne parle pas en mon propre nom, mais au nom de mes électeurs. J'ai droit d'obtenir ces renseignements.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): soulève un point d'ordre. La police des liqueurs, note-t-il, ne relève pas de l'item en question.

M. le président: Le député de Richmond pourrait poser sa question, lorsque la Chambre en sera rendue à l'item 6³, qui concerne les poursuites au criminel.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande au premier ministre de préciser quelle est la nature du point d'ordre qu'il a soulevé à l'encontre de la question du député de Richmond.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Mon point d'ordre est basé sur le fait qu'en vertu des budgets de dépense pour la police provinciale, pas un sou n'est affecté à la police des liqueurs. La police provinciale ne comprend pas la police des liqueurs. Elle a ses propres forces. Elle paie ses agents à même les revenus de la vente des boissons provenant des entrepôts du gouvernement. Les revenus de la Commission vont au département des Finances.

Je n'ai aucune objection à ce que certaines personnes ouvrent des débats sur diverses questions, même si les règles de la Chambre n'autorisent pas une telle latitude. Mais il y a certaines autres personnes auxquelles je ne permettrai de discuter que des questions autorisées par les règlements.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je ne peux accepter le raisonnement du premier ministre à l'effet qu'une personne ait droit à un privilège et qu'on le refuse à une autre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
C'est une question de règlements, et je m'en tiendrai à cela.

M. Lafrance (Richmond): Si j'ai bien compris le président du comité, nous pourrions poser cette question à l'item 6?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Nous verrons cela à ce moment-là!

L'étude de la résolution est suspendue.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 40 concernant la Corporation d'Oka;
- bill 44 modifiant la loi pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 39 modifiant la loi des cités et villes, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

Ce qui suit est ajouté après l'article 14 comme article 15:

"15. L'article 593 de ladite loi, tel que remplacé, pour les fins de la loi 24 George V, chapitre 94, par l'article 7 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 70, est modifié:

a. en remplaçant, dans la première ligne du deuxième alinéa, le mot "Dix" par le mot "Quarante";

b. en remplaçant, dans la première ligne du quatrième alinéa, le mot "dix" par le mot "quarante";
Et l'article 15 devient l'article 16.

Projets de loi:

Loi des cités et villes

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 39 modifiant la loi des cités et villes.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 20 février 1958

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Loi des véhicules automobiles

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 45 modifiant la loi des véhicules automobiles soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Il y a quelques années, on avait donné aux corporations municipales le droit de réglementer la vitesse et de percevoir des amendes. Certaines en ont abusé. Nous avons d'abord songé à enlever ce droit aux municipalités de moins de 25,000 âmes. Une

telle loi ne rendait pas justice aux villes qui appliquent la loi avec modération et justice. En procédant de cette façon, on aurait tout simplement puni les bons pour les méchants. La loi générale annoncée la semaine dernière disparaîtra.

Pour mettre fin à des abus, en vertu du bill 45, lorsque le lieutenant-gouverneur en conseil considère que certaines corporations municipales abusent de leur droit de réglementer la vitesse des véhicules et d'encaisser les amendes, il pourra passer un arrêté ministériel pour enlever à telle ou telle ville, coupable de s'être livrée à de tels abus, le droit de percevoir et d'encaisser pareilles amendes.

M. Hamel (Saint-Maurice): Ça ne s'appliquera pas à n'importe quelle municipalité?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si, à n'importe quelle municipalité... Certaines municipalités - c'est le petit nombre heureusement - ont multiplié les tracasseries auprès des automobilistes, au point que des citoyens extrêmement respectables ont été conduits au poste de police et soumis à des avanies. C'est le cas d'une minorité cependant. Mais des abus de ce genre ne peuvent être tolérés. Et je puis dire que l'annonce de notre projet de loi a été bien accueillie d'une façon générale.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il y a eu bien des choses écrites dans les journaux, au sujet des abus dont parle le premier ministre. Mais il est difficile de se faire une idée du nombre des municipalités qui ont abusé de la loi des véhicules automobiles. Est-ce que le nombre des municipalités qui ont ainsi agi est tel qu'il justifie le passage d'une loi spéciale comme celle-ci?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'y a pas d'autre moyen de régler le problème. Dans sa version première, le projet de loi aurait comporté des sanctions injustes pour les petites municipalités qui se conduisent bien. Voilà pourquoi le projet de loi apparaît dans une nouvelle version.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Combien de municipalités peuvent être visées?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cinq ou six⁴.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): En vertu de cette loi, c'est le lieutenant-gouverneur en conseil qui va décider si une municipalité use de méthodes oppressives. Ça me semble extraordinaire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce que le chef de l'opposition a des suggestions à nous faire?

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Dans une municipalité de la région de Montréal, on changeait les poteaux indicateurs de place, sans avertir la population, pour pouvoir percevoir plus d'amendes.

Il suggère que le gouvernement, quand il reçoit des plaintes, prenne deux hommes de police en civil et les envoie sur les lieux dans une automobile portant une plaque des États-Unis.

Adopté, après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 55 de la loi des véhicules automobiles (Statuts refondus, 1941, chapitre 142), modifié par l'article 1 de la loi 11 George VI, chapitre 48, par l'article 6 de la loi 14-15 George VI, chapitre 33, par l'article 1 de la loi 15-16 George VI, chapitre 45, par l'article 31 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 16, et par l'article 7 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 9, est de nouveau modifié en ajoutant au paragraphe 7, l'alinéa suivant:

"Nonobstant les dispositions du présent paragraphe, le lieutenant-gouverneur en conseil peut décréter que l'amende pour infraction à l'article 41 cessera d'appartenir à telle corporation municipale qu'il désigne et appartiendra à la couronne aux droits de la province, à compter de telle date qu'il spécifie, lorsqu'il juge que la corporation municipale exerce d'une façon abusive ou oppressive pour le public les pouvoirs qui lui résultent du présent article."

M. Lapalme (Montréal-Outremont): À l'article 1 du bill no 45, je lis: "lorsqu'il (le lieutenant-gouverneur) juge que la corporation municipale exerce d'une façon abusive ou oppressive pour le public..." Est-ce que ce n'est pas là attribuer

au lieutenant-gouverneur en conseil des pouvoirs qui appartiennent aux tribunaux? On ne devrait pas attribuer au lieutenant-gouverneur de telles prérogatives.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Lorsque les choses vont en cour, elles sont susceptibles de traîner en longueur avec les appels et le reste; et pendant ce temps, les abus vont continuer. Si la loi s'avère inopportune, nous serons encore là l'an prochain pour la modifier.

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 et 3 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 45 sans l'amender.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Dossiers
d'entreprises d'affaires**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 51 concernant les dossiers d'entreprises d'affaires dans la province soit maintenant lu une deuxième fois.

Une loi similaire, dit-il, a été passée dans la province de l'Ontario il y a quelques années. Certaines personnes aux États-Unis prennent plaisir à tracasser les compagnies canadiennes⁵ et s'arrogent des droits qui doivent être réservés aux tribunaux de la province de Québec. Il y a lieu de mettre fin à ces tracasseries. D'ailleurs, l'Ontario possède déjà une loi similaire. Personne n'aura le droit de faire transporter les dossiers hors de la province, sauf avec une permission.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je me demande si, à l'heure actuelle, il y a quelques faits

particuliers qui poussent le gouvernement à faire adopter cette loi par l'Assemblée législative. Est-ce que la loi est présentée dans un but préventif? Ou est-ce qu'à l'heure actuelle, il y a des cas particuliers qui peuvent amener certaines compagnies du Québec à produire leurs dossiers?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il s'agit d'une loi préventive, ne visant aucun cas en particulier. Les Américains ont de belles qualités, mais trop d'entre eux semblent s'imaginer que U.S.A. signifie US always. La loi est sûrement opportune, car il y a beaucoup de gens aux États-Unis qui s'arrogent des droits pour tracasser les compagnies canadiennes, peut-être dans l'espoir de les emmener aux États-Unis.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 51 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

**Budget des dépenses
1958-1959**

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)

propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Lafrance (Richmond): Le problème de l'alcoolisme n'est pas nouveau, mais il tend à s'aggraver. Une des causes de l'abus de l'alcool, c'est la violation de la loi des liqueurs. Je crois qu'il est de mon devoir de dénoncer cette situation tant qu'elle subsistera. Je sais que, de l'autre côté de la Chambre,

on va dire que c'était pire au temps des libéraux. Mais je puis démontrer au contraire que la situation s'est aggravée dans la proportion de 300 %, 400 % et même 500 %. Quant aux régimes d'autrefois, ils ont été jugés.

On va aussi me citer des statistiques sur le nombre des poursuites; mais ces chiffres démontreront simplement que, malgré les poursuites, la loi continue d'être violée. Malgré ses promesses de se montrer plus sévère, le gouvernement retombe toujours dans ses faiblesses passées. Et jusqu'à présent, il ne semble pas avoir épuisé tous les moyens possibles pour améliorer les choses. Il est inutile de donner des exemples. Il est reconnu par tout le monde que la loi est violée dans la province.

Il donne lecture d'une lettre des évêques de l'archidiocèse de Sherbrooke qui a été lue dans toutes les églises⁶. Il y est dit: "Si notre peuple boit à l'excès, il faut reconnaître que c'est dû en grande partie à la violation de la loi des liqueurs". On viole, dit-il, les articles concernant l'observance du dimanche, l'interdiction de vendre de l'alcool aux jeunes, les heures de fermeture des établissements, la défense de fournir de la boisson aux personnes déjà en état d'ébriété, etc.

Je me suis rendu près de la frontière de l'Ontario. Les hôteliers du Québec installés près de là m'ont affirmé que, pour eux, le meilleur jour, c'est le dimanche. Dans leurs établissements, on voyait des pères de famille en train de boire avec leurs enfants. De l'autre côté de la frontière, il ne se vendait pas de boisson dans les restaurants et les hôtels.

Il cite un passage de la lettre des évêques dans laquelle on dit que les autorités sont même de connivence dans certains cas avec les tenanciers et leur accordent protection.

En 1941, dit-il, il s'est vendu pour \$18,677,000 de bière dans la province; en 1952, pour \$77,000,000, soit 427 % de plus... sans compter les spiritueux. Actuellement, il se consomme pour environ \$400,000,000 de boissons alcooliques par année dans la province. En 1935-1936, il s'est consommé 15,000,000 de gallons de bière dans la province; et en 1956, la consommation de la bière a atteint 63,000,000 de gallons, soit 14 gallons par personne, y compris les enfants au biberon. La situation s'aggrave de jour en jour.

On dit que si le gouvernement n'avait pas les revenus de la Commission des liqueurs, il ne pourrait pas soutenir certaines œuvres. C'est immoral de faire cette affirmation, si on considère ce que la violation de la loi des liqueurs coûte à la province de Québec.

Les juges expriment souvent l'avis que la cause principale de la criminalité et de la délinquance juvénile chez nous est la boisson. La consommation de boissons alcooliques affecte la santé physique et morale de la population. Le juge Samson, de Sherbrooke, a déjà dit que si l'alcool disparaissait pendant 100 ans, les maladies mentales disparaîtraient dans une proportion de 75 %. Ce juge ajoutait que la loi n'est bonne que si on la fait bien observer.

En réprimant les abus, on pourrait réaliser une économie d'une dizaine de millions par année, en éliminant cette cause de crimes de toutes sortes. La cause principale des maladies mentales est l'abus des boissons alcooliques. On dit que le même mal existe dans la province d'Ontario, mais cela ne guérit pas le mal. C'est pour cela que les citoyens bien pensants veulent savoir si, enfin, le gouvernement va prendre des mesures pour enrayer le mal.

Certains semblent voir, dans la loi des liqueurs, une loi qui procure des revenus pour la province, avant d'y voir une législation qui devrait favoriser la tempérance. Nous ne demandons pas que la province soit mise sous la règle d'une prohibition totale; nous demandons seulement que la loi actuelle soit bien observée, de façon à éviter une foule d'abus.

Que le gouvernement fasse observer intégralement la loi des liqueurs et qu'il cesse de se proclamer incapable de faire plus, car de telles déclarations constituent un encouragement aux violateurs de la loi. Si la loi n'est pas assez bonne pour être appliquée, alors il est temps de la changer.

Qu'il augmente le nombre et la qualité des agents de la police des liqueurs dans la province de Québec. Dans mon comté, les agents qui font leurs enquêtes subissent de l'influence. Je ne veux pas dire par là que tous les agents sont mauvais. Qu'on commence par les mieux payer, de façon à ce qu'ils ne soient pas tentés d'accepter certains pourboires.

Il faudrait faire une campagne d'éducation, car on ne fait pas des gens vertueux à coups de lois. Je ne comprends pas que le seul gouvernement catholique de l'Amérique du Nord n'ait pas songé à faire la lutte à l'alcoolisme, comme les autres autorités.

Dans les écoles, on devrait faire une campagne d'éducation, pour mettre les enfants en garde contre ce formidable danger. Une partie des revenus de la Commission des liqueurs pourrait servir à défrayer le coût de cette campagne d'éducation.

Il suggère d'instituer une chaire d'université, afin de faire avancer l'éducation contre l'alcoolisme.

Il faudrait modifier la loi de la Commission des liqueurs actuelle et réformer la Commission elle-même, en remplaçant le gérant par une commission de cinq membres absolument indépendants du pouvoir public; actuellement, il y a trop de favoritisme.

Il faudrait imposer des sanctions plus sévères au lieu des amendes. L'emprisonnement vaut mieux qu'une amende, et le meilleur remède est la révocation des permis.

Le gouvernement devrait restreindre le nombre des permis, car l'occasion fait le larron. Plus il y a d'occasions, plus il y a d'abus.

Le gouvernement devrait faire observer intégralement la loi relative à la publicité des liqueurs alcooliques.

Que le gouvernement instigue enfin une enquête royale, comme il en a fait la promesse dans le petit catéchisme des électeurs⁷. Si nous pouvons avoir des enquêtes sur la pollution des eaux, il est certainement possible d'en obtenir sur la pollution des esprits par les liqueurs alcooliques.

Aussi longtemps que le gouvernement refusera de s'amender, ce sera le devoir de l'opposition de protester.

À cause de cela, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Hull (M. Parent), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après le mot "que" par les suivants: "cette Chambre, tout en étant prête à voter à Sa Majesté les subsides qu'elle a demandés, blâme le gouvernement de laisser violer ouvertement la loi des liqueurs alcooliques"

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix): Je félicite le député de Richmond du ton de son discours. Plusieurs des propositions qu'il nous a faites semblent acceptables, et il a montré dans ses remarques un esprit de conciliation auquel il ne nous avait guère habitués.

Je suis membre des cercles Lacordaire, tout comme le député de Richmond⁸, et je ne bois pas d'alcool. C'est un titre dont je suis fier, un titre que je préfère même, en certaines circonstances, à celui de député. Les membres de ces organismes sont appréciés différemment, mais ils croient rendre service. Il ne s'ensuit pas toutefois que nous voulions imposer l'abstinence à tout le monde. Essayons de voir les choses telles qu'elles sont et de bien établir les responsabilités.

Tout le monde admettra, je pense, qu'il est impossible de faire disparaître l'alcool de la surface du globe. On boit en France, et Mendès-France⁹,

avec son verre de lait, a perdu le pouvoir. Un missionnaire me disait dernièrement qu'on boit même au plus profond de la brousse. J'ai eu l'honneur, l'an dernier, de représenter la province de Québec à un congrès antialcoolique tenu en Turquie. Le Coran défend aux Musulmans de boire. On boit quand même en Turquie et là, ce n'est pas l'Union nationale qui est au pouvoir.

Si la religion catholique ne défend pas de boire, elle défend toutefois de faire des abus. Pourtant, on voit des étudiants d'universités catholiques annoncer certaines fêtes dans leurs journaux, en mentionnant qu'un bar bien approvisionné sera ouvert aux invités à la suite d'une réception. On voit aussi des personnages très en vue se laisser photographier avec un verre à la main. C'est dire que l'exemple part de haut. Ces exemples sont excessivement mauvais.

C'est donc un problème qui n'est pas particulier à la province de Québec, qui est mondial sans doute, mais il n'en est pas moins grave pour cela. C'est un problème qui angoisse tout le monde, le gouvernement comme les autres. Et ce qui le rend encore plus difficile à régler, c'est qu'on a créé chez nous une singulière mais croissante mentalité, qui tend à rejeter toutes les responsabilités sur le gouvernement pour tout ce qui va mal partout. L'individu oublie sa propre part de responsabilité au chapitre du respect de la loi. Lorsque des violations à la loi sont rapportées et qu'une action appropriée est entreprise contre le contrevenant, très souvent la personne qui est la première à rapporter l'incident est aussi la première à intervenir.

La maladie m'a frappé cet automne et j'ai dû m'absenter de mon comté pendant quelques mois. À mon retour dans le comté, j'ai constaté qu'il s'y vendait plus de boisson qu'auparavant¹⁰. On vient parfois nous dire: il se vend de la boisson depuis six mois à tel endroit. J'ai consulté les autorités, toutes les autorités, qui me donnaient ces informations. Elles m'ont dit qu'elles avaient la même impression que moi. Je leur ai demandé: "Alors, avez-vous porté des plaintes?" On m'a répondu: "Non, nous ne voulons pas mettre notre nom là-dedans."

Voilà une partie du mal, l'une de ses grandes causes. Personne n'ose prendre l'initiative d'agir. Les autorités, les dénonciateurs eux-mêmes refusent le plus souvent de signer les plaintes. Personne n'a le courage de le faire. Comment est-il possible d'appliquer la loi, lorsque l'individu ne prend pas ses responsabilités?

On enseigne trop à nos gens la lâcheté, le manque de courage. On ne prêche pas assez le sens

de la responsabilité. Quand il s'agit de dénoncer un débit clandestin, un club où la loi est violée, personne ne veut se mettre au blanc¹¹. Les témoins dont on aurait besoin se sauvent. On en est rendu à un point où c'est le député qui doit se faire officier des liqueurs. C'est un état d'esprit qui n'est pas venu tout seul. Il a été créé et préparé.

Dans mon comté de Charlevoix, les opinions sur le problème de l'alcool et l'octroi des licences sont partagées, même parmi les autorités religieuses. Je suis allé voir à l'hôpital un prêtre qui avait fait avec moi une lutte à mort à l'alcoolisme et qui avait même publié un pamphlet condamnant la tolérance. Je lui ai demandé s'il ne serait pas préférable de donner quelques licences d'hôtels plutôt que d'être pris avec ce problème. Et il m'a répondu: "Je ne veux pas que tu donnes des licences. J'aime mieux que tu laisses ces gens vendre un peu. S'il y a des abus, on te le dira." Eh bien, si ce n'est pas là de la tolérance, je me demande ce que c'est.

Je ne donne pas ces faits pour trouver une excuse, mais pour montrer dans quelles conditions le député travaille. Un jour, je reçois une lettre disant: "Il se vend de la boisson à tel endroit; je vous prie d'y envoyer la police, mais ne mentionnez pas mon nom." La police fait une descente, prend le délinquant sur le fait. Au bout d'un mois ou deux, il m'arrive une lettre où l'on m'enguirlande de la belle façon, où l'on menace même de me dénoncer du haut de la chaire, si la justice ne suivait pas son cours. Je suis monté au département du procureur général pour m'enquérir des faits et voir ce qui ne marchait pas. On m'a alors montré une autre lettre d'une autre autorité de la paroisse voisine suppliant le gouvernement de ne pas intervenir.

Une autre fois, encore, j'ai fait emprisonner un de mes amis pour vente illégale d'alcool. Et ce sont les autorités de l'endroit qui sont intervenues pour le libérer avant qu'il ait fini de purger sa peine. J'ai même vu certains députés libéraux faire atténuer une sanction.

Tout cela, afin de montrer la complexité du problème! On dira que j'ai rapetissé la question à ce qui se passe dans Charlevoix, mais à la suite des conversations que j'ai eues avec un grand nombre de mes collègues, je suis convaincu que, dans 99 % des cas, le problème est chez eux le même que chez nous. Les autorités en question ont souvent des motifs valables pour intervenir. Mais alors, pourquoi ne pourrions-nous pas intervenir nous aussi, pour des raisons d'humanité?

Nous sommes donc en face d'un désordre général. Certes, il y a des remèdes. Le député de

Richmond en a mentionnés quelques-uns. L'une de ses suggestions m'a particulièrement fait plaisir, puisque je suis à étudier la possibilité, avec le premier ministre Duplessis et le Département provincial de la Santé, la possibilité d'établir une chaire antialcoolique à l'Université¹². Sa simple création serait de nature à jeter l'alarme dans le public et aurait une grande répercussion. Mais je crois avant tout que le remède fondamental, c'est l'éducation, la formation des individus. Il y a des gens qui entrent dans une taverne et ne sont jamais capables d'en sortir à temps.

Je remercie le cardinal Léger, Leurs Excellences Nos Seigneurs Mgr Cabana et Mgr Martin de leurs interventions. J'ai vu dans leurs lettres un secours formidable et une aide précieuse pour la population du Québec concernant la situation actuelle, en ce qui concerne la boisson. D'autres y ont vu surtout la condamnation du gouvernement, mais ceux-là ne sont pas des antialcooliques sincères. Des gens seraient très malheureux si la loi était suivie à la lettre, parce qu'ils perdraient ainsi un cheval de bataille. Quant à moi, je remercie les autorités qui viennent à notre secours. Comme me le disait quelqu'un: ces lettres vont réveiller bien du monde, y compris certains députés qui ne sont peut-être pas assez rigides et à qui je fais appel et demande leur coopération.

Mais c'est un problème qui ne relève pas seulement des députés. Ce problème concerne également les autorités municipales, les contribuables, les parents. Eux aussi ont besoin d'être réveillés pour qu'ils constatent qu'en cette matière, la discipline n'a pas flanché. C'est la responsabilité de tous les corps publics de participer à appliquer la loi. Je demande aux parents d'ouvrir les yeux et de voir clair, de ne pas donner à leurs enfants une liberté dont ils ne sont pas encore capables de se servir. Si des jeunes filles fréquentent des endroits louches à des heures indues, c'est d'abord aux parents d'y voir. Qu'ils ne rejettent pas leurs responsabilités sur les épaules des autres.

Les députés ont leurs responsabilités, c'est entendu. J'ai fait vider, pour ma part, 16 hôtels sans licence, il y a quelque temps. Il y a eu toutes sortes d'interventions, mais je n'ai pas bronché. Qu'on comprenne bien, toutefois, que le député ne peut pas tout voir ni tout savoir.

Eh bien! Il est temps que chacun mette le doigt sur le problème et la main à la pâte. Ne nous laissons pas seuls pour faire la lutte, car nous n'aboutirons à rien, si les autres refusent de prendre leurs responsabilités. Nous avons besoin d'être aidés.

Il n'est pas juste de laisser un député seul avec un problème comme celui-là. Les députés ne peuvent pas tout faire.

Je crois donc que la motion du député de Richmond (M. Lafrance) devrait être corrigée pour qu'il ne s'agisse non plus d'un blâme, mais d'un urgent appel à la bonne volonté de tous, autorités civiles et religieuses, ainsi qu'aux parents, aux contribuables, et à tous ceux qui peuvent et doivent s'intéresser à la lutte antialcoolique, parce que seuls nous sommes incapables de faire face à la situation. La motion du Parti libéral devrait être envoyée aux autorités religieuses de la province et aux parents des jeunes qui sont les clients des débits de boissons.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La Chambre constatera qu'il est facile, en suivant les règlements, de parler de la loi des liqueurs. Je ne suis pas un Lacordaire, mais il y a 16 ans que je n'ai pas pris une goutte de boisson alcoolique. Il n'y a pas l'ombre d'un doute que la boisson fait des ravages. Mais on admettra facilement que ces ravages ne sont pas le monopole de la province de Québec. Ils sont la conséquence d'un fléau mondial.

En accusant le gouvernement de permettre qu'on viole la loi, elle accuse les députés de se faire volontairement complices de la tolérance. Par conséquent, il ne peut être question pour les ministériels de l'accepter.

Le député de Richmond a discuté la question d'une façon partisane. Il a dit des vérités, mais il s'est aussi permis beaucoup d'exagérations.

La province de Québec est immense comme un empire, mais elle reste, de toutes les provinces de la Confédération, celle où les abus de la consommation de l'alcool sont les moins considérables. Je ne critique pas les autres provinces. Je ne fais que constater des faits. On cite souvent la province d'Ontario en exemple, et pourtant, le taux de l'alcoolisme est plus élevé en Ontario que dans le Québec. Même chose pour la Colombie-Britannique. Je ne dis pas ces choses pour justifier les abus commis, mais pour faire voir la situation existante¹³.

Le problème de l'alcoolisme n'est pas limité à la seule province de Québec ou au Canada. Il se présente sous une forme plus aiguë dans d'autres provinces et surtout dans certains pays européens.

L'alcoolisme c'est, comme le cancer, les maladies du cœur, les accidents de la circulation, la criminalité juvénile, l'un des grands problèmes que confrontent les nations. Ce sont là des maux dont est affligé le genre humain de nos jours. Ils ne sont particuliers à aucun pays.

Mais parce que c'est l'apanage de celui qui administre la chose publique d'avoir des soucis, c'est un sophisme de dire que c'est lui qui se les crée.

On parle de la violation de la loi des liqueurs dans la province? Est-ce que le Code criminel n'est pas violé tous les jours de façon plus flagrante? Sont-ce les législateurs qui violent la loi ou le grand public? Quelle est la cause de la croissance de la criminalité juvénile dans le monde entier? Faut-il la situer chez les administrateurs de la chose publique?

Il est incontestable que les abus relevés dans le Québec sont moins considérables que les abus relevés dans d'autres provinces et aux États-Unis. Sans doute, il y a encore lieu à des réformes, mais la principale réforme doit être celle de l'individu. Même avec la meilleure police au monde, si l'individu n'est pas réformé, il y aura toujours des abus. Aucune puissance au monde n'est capable d'empêcher un individu de se trouver de la boisson alcoolique.

Pour ce qui est de la loi des liqueurs dans la province, faudrait-il la rendre encore plus sévère? Il rappelle les mauvais jours de la prohibition alors que, affirme-t-il, j'ai vu des gens qui jamais dans leur vie n'avaient bu de boisson commencer à boire parce que c'était défendu. Le gouvernement doit être sévère, mais il doit éviter aussi les extrêmes, car chaque fois que les gouvernements ont voulu être trop sévères, ils ont provoqué la naissance de "blinds pigs"¹⁴ et des endroits où l'on vend de la mauvaise boisson, tant au Canada qu'aux États-Unis¹⁵.

Le nombre des clubs licenciés et tavernes, aujourd'hui, est moins considérable, proportionnellement à la population, qu'il ne l'était sous les régimes libéraux qui ont précédé celui de l'Union nationale. C'est encore le gouvernement actuel qui a défendu la vente des liqueurs alcooliques et de la bière le Jour de Noël et le Jour de l'An dans les clubs de nuit et restaurants. Jamais la loi n'a été mieux observée que sous le présent gouvernement.

Encore au cours de la dernière session, une nouvelle loi du gouvernement rend passible d'amende quiconque est pris en flagrant délit de consommer de la bière ou des liqueurs alcooliques en automobile, que le véhicule soit en marche ou en stationnement sur un chemin public ou près d'un chemin public.

Je remercie Leurs Excellences les archevêques et évêques d'avoir attiré l'attention du Québec sur les dangers de l'alcoolisme et les réformes qui s'imposent. Nous sommes heureux de constater que les dirigeants ecclésiastiques soient allés de l'avant dans ce domaine, mais je regrette qu'on ait tiré de leurs interventions des conclusions qui ne sont pas justes pour les autorités religieuses elles-mêmes.

Le député de Charlevoix (l'honorable M. Leclerc) a mentionné que l'intervention, pas celle du gouvernement, était un gros obstacle à l'application de la loi des liqueurs. Et, tout cela, dans un bon but. Dans la plupart des cas, ceux qui avaient à se plaindre me demandaient de me mettre au blanc et de ne pas révéler leur nom. Le travail de la police et du procureur général serait bien facilité sans les interventions de l'extérieur.

Il cite un cas où un homme a vendu de la boisson sans permis, a été arrêté et s'est vu infliger une peine d'emprisonnement, suivant les informations d'un individu qui s'est par la suite présenté à lui et a réclamé qu'on le libère. J'ai refusé, dit-il.

Dans certains cas, les autorités religieuses sont les premières à intervenir, quand le gouvernement sévit contre les contrevenants. Je comprends qu'elles interviennent pour des raisons humanitaires, mais c'est ainsi que ça se passe.

La motion du député de Richmond (M. Lafrance) est une motion de blâme. Il ne peut être question que nous l'acceptions. Je regrette qu'on l'ait discutée de façon partisane. On remarquera que je n'ai pas dit un mot de ce qui se passait avant l'arrivée au pouvoir de l'Union nationale. Je défie les membres de l'opposition, un par un, d'oser dire que le gérant et l'assistant-gérant de la Commission des liqueurs ne sont pas des hommes intègres.

Que pouvons-nous faire de plus? Nous ne pouvons surveiller partout, sur un territoire aussi grand que celui de la province de Québec. Nous avons augmenté le nombre des officiers de la police des liqueurs, nous avons augmenté le nombre des officiers du service secret.

Je ne crains pas de dire qu'à l'heure actuelle, le nombre des permis de vente, par mille de population, est moins considérable qu'il ne l'était il y a quelques années de cela.

Il y a une augmentation du nombre des épiciers licenciés, mais, dans les conditions actuelles, les permis de vente de bière par épiciers sont une nécessité. Les épiciers ne peuvent faire concurrence aux magasins à chaîne. Nous en avons besoin parce qu'ils font du crédit. Si nous leur refusons le droit de vendre de la bière, un grand nombre devront fermer leurs portes.

Mais on remarquera que nous refusons le droit de vendre de la bière aux magasins à chaîne. Il y a des réformes à faire et nous entendons les faire, mais, encore une fois, il faut commencer par réformer l'individu. C'est pour cela que je vais voter contre la motion injuste et partisane du député de Richmond (M. Lafrance).

M. Rochette (Québec): Je félicite le député de Charlevoix (l'honorable M. Leclerc) de son intervention. Je suis heureux que le député de Richmond ait fourni à la Chambre l'occasion de discuter le problème. Je tiens à prendre la parole dans la discussion d'une question aussi importante que celle de l'application de la loi.

J'ai eu à prendre mes responsabilités, tout comme le député de Richmond (M. Lafrance), et je n'ai pas failli à la tâche. Depuis le début de mon mandat, chaque fois qu'on m'a signalé des abus, je me suis rendu au département du procureur général et l'on est aussitôt intervenu pour réprimer ces abus.

Il cite plusieurs cas et fait écho aux déclarations de Son Excellence Mgr l'Archevêque de Québec, Mgr Maurice Roy, au cours d'une conférence au Club Richelieu. Il y a, dit-il, des malfaiteurs publics, des êtres malpropres, qui cherchent des moyens d'éviter les prescriptions du Code criminel, et cherchent l'impunité. La province de Québec ne peut malheureusement pas amender le Code criminel, mais si chacun, suivant le mot de Mgr Roy, sortait des catacombes et prenait ses responsabilités, nous pourrions remédier plus facilement aux ravages de la boisson et de la littérature malsaine et obscène. On doit chercher tous les moyens de réprimer les abus et tout particulièrement de sévir contre la littérature obscène.

Je combats l'immoralité depuis plus de 20 ans. Malgré l'augmentation de la population, le nombre des délits était plus considérable en 1944 qu'aujourd'hui.

Je fais appel à tous les pères de famille et à tous ceux qui peuvent contribuer à remédier aux ravages de la boisson et de l'immoralité.

M. Parent (Hull) regrette que le premier ministre ait placé le débat sur le plan de la partisanerie politique. Ceux qui sont les premiers responsables du fléau de l'alcoolisme, affirme-t-il, sont ceux qui ont le devoir de faire respecter la loi des liqueurs et qui la laissent ouvertement violer. Et il reste que les députés de Charlevoix et de Québec n'ont pas démenti ce qu'a dit le député de Richmond. Si les évêques de la province sont intervenus dans cette lutte entreprise contre la vente des boissons, c'est que cette question est au-dessus de la politique.

Il regrette l'existence d'une tolérance dans la province et il rappelle la lettre des Ligues du Sacré-Cœur¹⁶ de Hull qui, le 12 avril 1957, demandaient au gouvernement de faire observer la loi. La situation dénoncée dans cette lettre continue d'exister, déclare-t-il.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Après les déclarations des députés de Richmond (M. Lafrance) et de Charlevoix, le débat avait été près de se terminer. Pour ma part, j'aurais été prêt à demander à mes amis de la gauche de ne plus intervenir, car les deux députés avaient placé la question sur un plan élevé, sans faire de partisanerie.

Le député de Charlevoix a eu des mots d'une franchise courageuse, mais, immédiatement après, le premier ministre est intervenu dans le débat. J'ai cru qu'il resterait sur le même plan que les deux autres, mais il a choisi plutôt d'attaquer le député de Richmond.

Si cette motion en amendement à la motion pour aller en subsides a été présentée par l'opposition, c'est que le premier ministre n'a pas voulu promettre que nous pourrions discuter cette question sur les crédits du procureur général.

Où en sommes-nous? Sur la nécessité d'une réforme individuelle, tout le monde est d'accord, tout comme sur la difficulté du problème. Mais il y a autre chose que je ne puis pas taire maintenant que le premier ministre a placé ce débat sur le plan politique. Il est bien beau de dire que c'est un problème difficile dont la solution est encore plus difficile, mais c'est un problème à l'étendue de la province. Et si nous l'avions soulevé, alors qu'il y aurait eu silence complet dans la province à ce sujet, le gouvernement aurait pu nous accuser de faire de la politique.

Ce qui a été dénoncé par les plus hautes autorités de la province, c'est la violation continue de la loi des liqueurs. Et quand le premier ministre se permet d'attaquer injustement le député de Richmond, je me permets de lui faire remarquer qu'il y a cinq ou six ans, il prononçait les mêmes paroles. Je me permettrai de lui rappeler qu'il y a eu déjà une requête qui lui a été remise et qui portait les signatures de 800,000 citoyens de la province de Québec. Le premier ministre avait alors déclaré qu'il était heureux d'avoir la collaboration des évêques et des citoyens pour aider le gouvernement dans sa tâche.

Mais y a-t-il eu amélioration depuis? Les dernières dénonciations des évêques prouvent le contraire. La situation fut tellement mauvaise dans le passé qu'en 1953 des marchands autorisés à vendre des liqueurs ont décidé de faire une enquête dont les résultats ont été publiés en un volume.

Il en cite des passages. Le rapport des enquêteurs, déclare-t-il, dénonce la tolérance générale. Mais il reste que ces gens qui ont légalement le droit de vendre de la bière et des liqueurs ont dépensé cet argent, non pas pour protéger nos enfants, mais pour se protéger eux-mêmes.

Il y a donc eu, en plus de cette requête de 800,000 noms, cette enquête des vendeurs autorisés qui dénonce un mal qui exige que le gouvernement utilise maintenant toutes les armes qu'il a à sa disposition pour combattre ce mal.

Une vaste campagne d'éducation s'impose sans aucun doute. On a parlé de chaire universitaire et c'est une suggestion heureuse. L'argent que le gouvernement pourrait dépenser pour appuyer semblable campagne serait de l'argent bien dépensé. Les députés et toutes les personnes en autorité devraient faire leur part. Seule une action concertée pourra amener des résultats.

L'opposition, pour sa part, a soulevé le problème à maintes reprises. On pourrait la taxer d'y chercher des avantages politiques, mais c'est maintenant la hiérarchie qui intervient. Elle parle de violations ouvertes de la loi. C'est une grave dénonciation, car la violation amène automatiquement le mépris de la loi. Comme le disait le président Roosevelt¹⁷, quand les lois sont ouvertement violées, les violateurs deviennent des héros, ceux qui les respectent, des imbéciles.

La loi est ouvertement violée quand on permet, comme cela se fait, que la boisson soit servie à des mineurs, que de la boisson soit servie dans la journée du dimanche. Ce sont les évêques qui signalent ces violations. Il faut espérer que le gouvernement ne verra pas en eux des dénigreurs de leur province.

Il y aura toujours évidemment des individus qui feront des excès. Le gouvernement ne peut empêcher un individu qui achète de la boisson alcoolique de s'enivrer en se livrant à des abus dans son domicile. Mais beaucoup d'excès se produisent parce que la loi n'est pas observée.

Ou bien la loi est bonne ou elle ne l'est pas. Si elle est bonne, et la preuve du contraire n'a pas été faite, les autorités n'ont pas d'autre alternative que de la faire appliquer.

Le premier ministre a prétendu que la province est extrêmement vaste, qu'elle a les proportions d'un empire. Mais, si le département du procureur général voulait s'en donner la peine, beaucoup de causes pourraient être faites sans trop de difficultés.

Il y a, par exemple, ces procès qui se déroulent devant nos cours et où les témoins viennent décrire les randonnées de l'accusé, à toute heure du jour ou de la nuit, dans des grills, cafés ou débits clandestins. Les noms de ces établissements apparaissent dans les journaux. Le procureur général ne peut ignorer cela.

D'ailleurs, si le premier ministre le voulait, nous pourrions partir ensemble, un bon dimanche après-midi, et visiter les grills et les cafés, disons ceux situés près de Québec. Nous n'aurions qu'à entrer rapidement dans ces établissements pour trouver les faits à étayer plusieurs causes. Il y a même des endroits où l'on annonce: "Vente de bière américaine seulement".

En face de ceci, je trouve que la position que prend le premier ministre n'est pas la bonne. Qu'aurait-il dû faire devant tant de dénonciations? Il aurait dû admettre qu'il y a un état de choses intolérable et prendre les moyens de faire cesser cela. De l'aveu de tout l'Épiscopat...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les évêques qui ont élevé la voix ne parlaient que pour leur diocèse respectif. Je peux citer des lettres d'évêques me félicitant.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Nous ne parlons pas de lettres privées. Je parle de ceux qui n'ont pas eu peur d'élever la voix devant l'omnipotence du gouvernement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est archi-faux!

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je soulève un point d'ordre. Je demande au premier ministre de retirer ses paroles!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a Mgr Cabana, Mgr Douville, le cardinal Léger et Mgr Roy qui ont parlé.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Cela fait déjà les quatre cinquièmes de la province.

Il insiste pour que le premier ministre retire ses paroles.

M. l'Orateur: Le point d'ordre du chef de l'opposition est mal fondé.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je ne perdrai pas mon temps à cela.

D'année en année, le nombre des permis a augmenté. Ce qui est grave, c'est le nombre des établissements sans permis qui a augmenté également.

C'est cela qui est dénoncé. Ceux qui ont apporté des dénonciations doivent-ils être considérés comme des dénigreurs de la province de Québec?

N'ayant pas fait de tournée spéciale dans ces endroits, j'avouerai que je suis dans une situation inférieure pour dénoncer les établissements sans permis. C'est public et c'est imprimé dans les journaux de la province. On n'a pas le droit de se voiler la face devant cela et de dire à la bonne population du Québec: tâche donc de te défaire de tes mauvaises habitudes, tu as un bon gouvernement et des évêques.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est 6 heures.

Le débat est suspendu.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 15

Projets de loi:

Charte de Québec

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose que les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 153 modifiant la charte de la cité de Québec soient maintenant acceptés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'un message soit envoyé au Conseil législatif pour l'informer que l'Assemblée législative agréé les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 153 modifiant la charte de la cité de Québec, mais en les amendant comme suit:

a. l'amendement no 1 du Conseil législatif, commençant par les mots "Ce qui suit est ajouté après l'article 8 comme article 9", est retranché¹⁸;

L'amendement aurait dû être proposé d'abord aux députés, lors de l'étude du projet de loi par le comité des bills privés de l'Assemblée législative, où les intéressés auraient pu se faire entendre. J'ai reçu des protestations de la Chambre de commerce de Québec et d'un grand nombre d'hommes d'affaires.

b. le paragraphe 17 de l'amendement no 5 du Conseil législatif, commençant par les mots "La cité est autorisée à accorder, pour une période de cinq ans", est retranché.

Que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Adopté, après division.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 42 modifiant la loi assurant à la province les revenus nécessités par ses développements;
- bill 50 concernant les allocations aux mères nécessiteuses et à leurs enfants;
- bill 97 modifiant la loi concernant les commissions scolaires de Saint-Joseph-d'Alma, de Naudville, de Riverbend et d'Isle-Maligne.

Subsides:

Budget des dépenses 1958-1959

La Chambre reprend le débat, suspendu précédemment sur l'amendement du représentant de Richmond (M. Lafrance) à la motion de l'honorable M. Bourque proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): L'an dernier, il a paru dans les journaux un communiqué émanant du solliciteur général (l'honorable M. Rivard) et concernant le respect de la loi des liqueurs à Noël, au jour de l'An et à l'Épiphanie. On lisait dans ce communiqué la phrase suivante: "Il est clair que tous les endroits qui ne sont pas licenciés seront également soumis à une surveillance étroite..." C'était reconnaître officiellement que la boisson est vendue dans des établissements n'ayant pas de licence; c'était reconnaître une situation de fait que personne ne peut nier¹⁹.

Le député de Charlevoix (l'honorable M. Leclerc) a touché courageusement un sujet extrêmement délicat.

Il a parlé d'interventions de hautes autorités dans le cas d'octrois et d'enlèvements de permis. J'espère qu'on me comprendra bien. Je crois qu'il a voulu parler d'interventions d'autorités religieuses en faveur de certaines personnes qui n'étaient pas en règle avec la loi des liqueurs et qui ont fait dévier l'observance stricte de la loi.

Les difficultés que font surgir des cas comme cela, je les comprends d'autant plus que le plus haut

clergé vient de s'élever contre la violation de cette loi. Si les cas en question se présentent souvent, comme j'ai cru le comprendre dans certaines conversations que j'ai eues avec des collègues de l'Assemblée législative, je trouve que la situation est souverainement injuste pour l'épiscopat et pour les députés.

Cela les met dans une fausse position. Je crois que le gouvernement devrait attirer l'attention de la plus haute autorité religieuse de la province sur le problème.

Tous les députés savent qu'on a empêché d'un coup la vente du cidre dans la province. Il me semble qu'on pourrait également arrêter la vente illégale et à ciel ouvert d'autres boissons.

Il insiste sur le tort que la multiplication des grills fait courir à la jeunesse et parle du problème que la vente généralisée de l'alcool pose aux pères de famille chargés de veiller à la santé morale de leurs enfants.

Nous ne disons pas que le gouvernement n'a rien fait de son devoir, affirme-t-il, mais qu'il y a un état de choses flagrant: on viole la loi des liqueurs. Beaucoup d'excès se produisent parce que la loi n'est pas observée. Il existe de la tolérance dans la province et il n'y a pas lieu de se cacher.

Les évêques ont décrit une situation qui doit être corrigée, et le gouvernement, même s'il doit faire appel à la coopération de tous, ne peut la laisser se continuer. Il pourrait faire sûrement davantage qu'il ne fait présentement. Il réclame une nouvelle loi, si la présente n'est pas la meilleure.

Il n'y aurait pas eu de motion si le premier ministre avait consenti à ce qu'on parle de toute la question pendant l'étude des crédits du procureur général, déclare-t-il. Maintenant qu'il y a une motion qui déplore la tolérance, que ceux qui sont pour la tolérance se lèvent et votent contre la motion!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) se lève pour demander la parole²⁰.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) soulève un point d'ordre. Le chef du gouvernement, dit-il, n'a pas droit de parler deux fois sur le même sujet.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande au chef de l'opposition de voir l'article 271 des règlements.

M. l'Orateur permet au premier ministre de parler. Un ministre, affirme-t-il, a toujours droit de rétablir les faits.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef de l'opposition ne s'est pas grandi par sa déclaration et par l'attitude qu'il vient de tenir. Il a manifesté une audace qui est une véritable insulte pour l'intelligence des membres de la Chambre et de la population de la province. Il a osé prétendre que le député de Richmond n'a pas fait de politique en présentant sa motion en amendement. Cet amendement du député de Richmond pour aller en subsides est non seulement une motion de non-confiance vis-à-vis le gouvernement, mais elle est diffamatoire, fausse et injurieuse pour lui.

C'est d'une audace inqualifiable, et, en dehors de la Chambre, si un homme faisait une déclaration semblable à celle qu'on retrouve dans cette motion, accusant le gouvernement de permettre qu'on enfreigne la loi, il s'exposerait à une action en dommages. C'est une motion de défiance, et, ce qu'il y a de pire encore, peut-être, c'est que le chef de l'opposition ose insinuer que ceux qui vont voter contre la motion, c'est-à-dire contre l'injure, contre la diffamation, se rangeront parmi les amis de la tolérance.

Le chef de l'opposition a tenté de faire croire que le gouvernement n'a pas fait son possible et qu'il est responsable des abus qui se commettent. Il faut avoir de l'audace pour venir prétendre en Chambre que le gouvernement actuel ne fait pas d'efforts, afin de faire observer la loi. Jamais un gouvernement ou un chef de gouvernement n'a fait autant pour faire respecter la loi des liqueurs que le gouvernement et le premier ministre actuels. J'affirme que, chaque fois que l'on s'est adressé à moi avec une plainte, j'ai envoyé la police et j'ai insisté pour obtenir des sentences sévères, malgré les interventions qui se sont exercées. En ma qualité de procureur général, j'ai refusé d'intervenir en faveur de certaines personnes condamnées pour avoir enfreint la loi. Je défie qui que ce soit de nier cela.

J'ai moi-même fait fermer six ou sept clubs puissants dans la ville de Montréal, des clubs maintenus par des amis de l'opposition, et que les organisateurs libéraux sont allés voir pour leur promettre leur appui et obtenir des fonds électoraux, à la veille des élections.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) soulève un point d'ordre. Le premier ministre, dit-il, n'a pas le droit de prolonger ce discours. Il n'a pas le droit de défier l'opposition ou qui que ce soit en Chambre.

M. l'Orateur: L'article 271 ne justifie pas ce point d'ordre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

reproche aux libéraux de citer des chiffres dans l'intention de faire croire que la province de Québec est l'endroit où il se vend le plus de boisson enivrante. L'opposition, soutient-il, n'a même pas l'esprit de justice et la décence de faire la différence, dans ses statistiques, entre la population du Québec et les étrangers et les touristes qui nous visitent. L'opposition n'a pas droit d'ignorer que, dans certaines provinces, en Ontario et en Colombie-Britannique, il se vend beaucoup plus de boisson que dans le Québec, et on a tort de tenter de faire passer Québec pour la pire des provinces.

Il remercie les évêques de la province d'avoir donné une direction générale, mais, dit-il, je suis convaincu que ni Mgr Cabana, ni Mgr Douville, ni Mgr Martin n'ont fait de la politique avec cette question et qu'ils ont traité ce problème sur un plan élevé. Ils seront humiliés de voir que l'opposition, à Québec, essaie de les entraîner comme des auxiliaires dans ce débat.

Au sujet d'une certaine partie de la déclaration du solliciteur général (l'honorable M. Rivard) ordonnant la fermeture des grills et des hôtels licenciés, à certaines heures, le jour de Noël, le jour de l'An et le jour de l'Épiphanie, dont le chef de l'opposition a fait état, il a montré là son souci de rapetisser le débat, de le placer sur le plan de la petite politique, au lieu de la traiter sans partisanerie. Jamais, avant l'Union nationale, les débits et les hôtels ont été fermés durant certaines heures de ces trois jours de fête.

Et quand le solliciteur général est venu me voir avec sa déclaration, c'est moi-même qui lui ai demandé de mettre cette phrase: "Il est clair que tous les endroits qui ne sont pas licenciés seront soumis à une surveillance étroite". J'ai ajouté cette phrase pour que l'opposition, avec l'esprit qui l'anime, ne nous accuse pas de protéger les vendeurs sans licence.

Cela voulait dire, tout simplement, que la loi couvre tous les cas, s'applique à tout le monde, et depuis que le gouvernement a pris cette initiative, jamais les villes de Montréal et de Québec n'ont donné si beau spectacle en ces grands jours de fête religieuse. Et avec la réglementation que nous imposons depuis quelques années, l'ordre et le calme n'ont jamais été si bien maintenus²¹.

Il parle des devoirs des parents. Ne sont-ils pas, dit-il, les premiers responsables de leurs enfants? Il n'y a que dans un État totalitaire où les gouvernants pourraient se charger de la bonne conduite des enfants. L'éducation première doit se

trouver au foyer. La loi défend de servir de la boisson dans les endroits publics aux mineurs. S'il est vrai, comme on le prétend, que des jeunes gens et jeunes filles, âgés de moins de 21 ans, veillent des parties de nuits et consomment des liqueurs alcooliques, que font les parents devant une telle situation?

On prétend que la loi est ouvertement violée? Que font les corporations municipales pour faire appliquer la loi? Est-ce l'autorité qui manque aux chefs de police des municipalités pour fermer les débits clandestins ou pour faire fermer les débits licenciés aux heures réglementaires? Qui ne fait pas son devoir?

Je suis dans la vie politique depuis 31 ans et premier ministre de la province depuis 17 ans, et je défie qui que ce soit de m'enlever un cheveu de sur la tête. J'ai conscience d'avoir fait mon devoir et d'avoir donné à ma province le meilleur de moi-même. Je suis fier de ma race, de ma province, et tous les efforts que je pourrai déployer et les faibles talents que j'ai reçus de la Providence, la santé, je mets tout cela dans la balance au service des destinées des miens.

Il est injuste, injurieux, diffamatoire, libelleux, insultant, calomnieux, offensant, faux et inqualifiable d'affirmer dans une motion que le gouvernement laisse violer la loi des liqueurs et se commettre des abus.

L'attitude que je tiens, que j'ai toujours tenue à l'égard de la loi des liqueurs et de son observance, au contraire, est la plus sévère, la plus tenace, la plus efficace qui soit. À cause de cette sévérité, un lot d'abus ont cessé.

Je puis assurer la Chambre qu'à chaque instant du jour, je ne négligerai aucun effort pour que le Québec soit la province la plus sobre, la plus heureuse, une province libérée, en autant que faire se peut, de tous les abus.

M. Hamel (Saint-Maurice): La motion est l'une des plus importantes qui n'aient jamais été présentées à l'Assemblée législative. Il ne sert à rien de se voiler la face. Le premier ministre prétend qu'elle est diffamatoire? Elle ne fait pourtant que répéter ce qui a été dit du haut de la chaire.

Le gouvernement devrait faire respecter la loi. Il faut de toute nécessité que cesse la concurrence. En face de la loi des liqueurs, tout le monde devrait être sur le même pied. La loi est violée partout. Le gouvernement ne fait pas son devoir dans le domaine de l'observance de la loi des liqueurs.

M. Couturier (Gaspé-Nord) rappelle la situation qui existait dans la péninsule de Gaspé, du temps des libéraux. Il y avait, dit-il, des contrebandiers partout. D'aucuns avaient 40 automobiles à leur disposition. L'Union nationale les a chassés.

Quand l'Union nationale a pris le pouvoir, les gens buvaient beaucoup plus qu'aujourd'hui. Les gens buvaient en cachette partout. La boisson de contrebande se cachait surtout à Marsoui, entre deux montagnes, le long du boulevard Perron. Cette boisson se transportait jusqu'aux États-Unis.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne): Moi-même dans mon comté, et le gouvernement, en général, dans la province, avons travaillé d'une façon indirecte, mais sûrement efficace, à enrayer le fléau de l'alcoolisme chez les jeunes, en leur aidant à organiser des loisirs sains.

En tenant les jeunes occupés, on les éloigne du même coup des salles de débits de boissons, des clubs et des grills.

La pire menace qui pèse aujourd'hui sur la jeunesse, ce n'est probablement pas la boisson, mais les narcotiques. La situation s'est beaucoup améliorée depuis 25 ans.

M. Lafrance (Richmond) se lève pour demander la parole²².

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre. La motion Lafrance, dit-il, blâme le gouvernement de laisser violer ouvertement la loi des liqueurs alcooliques. C'est une motion libelleuse, calomniatrice à l'endroit du gouvernement. Or, l'article 285 dit qu'il est défendu de se servir d'expressions offensantes pour l'une ou l'autre des deux Chambres ou pour un de leurs membres.

M. Lafrance (Richmond): Nous avons cité les évêques...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Richmond n'a pas droit de répéter ses propos diffamatoires...

M. Lafrance (Richmond): Les règlements de cette Chambre doivent valoir aussi bien pour le député de Trois-Rivières.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai soulevé un point d'ordre. Je soutiens que la

motion du député de Richmond (M. Lafrance) est irrégulière...

M. l'Orateur: Il ne fait pas de doute que, devant une cour de justice, le texte de la motion du député de Richmond serait jugé comme libelleux, donc offensant pour la Chambre. Je déclare donc la motion du député hors d'ordre, puisque l'amendement est d'une nature libelleuse et qu'il contient des expressions diffamatoires et antiparlementaires.

Je le rejette comme venant en contravention des dispositions de l'article 285 du Règlement, sous-paragraphe 20°.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): J'en appelle de votre décision.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Bourque, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Fortin, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matapédia), Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Schmidt, Somerville, Spence, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, Vachon, 67.

Contre: MM. Brown, Courcy, Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Parent, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 14.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

La motion principale est adoptée et la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides²³.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas six millions huit cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Sûreté provinciale (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Brown (Brome): Quelles sont les qualifications requises pour faire partie de la force constabulaire à l'emploi de la province?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pour être membre de la Sûreté provinciale, il ne suffit pas de présenter un certificat d'études et de bonne éducation, il faut aussi faire preuve d'un bon jugement.

M. Brown (Brome) dénonce un agent de la Sûreté provinciale qui s'adonnait, en plus d'exercer son travail, à la pêche commerciale à Sainte-Anne-de-la-Pérade.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'y a aucune objection à ce qu'un policier soit pêcheur. Il n'y a absolument pas de mal là-dedans.

M. Courcy (Abitibi-Ouest) lit une lettre qui lui a été envoyée par un ami. Travaillant dans le comté de Portneuf, cet ami s'était informé auprès d'un agent de la circulation portant le numéro matricule 76, s'il n'y avait pas moyen de trouver un endroit où prendre du gin ou de la bière. "Il n'y a pas un restaurant de Portneuf où l'on ne peut pas avoir de gin ou de bière", lui aurait répondu l'agent, en ajoutant à l'adresse du visiteur qu'il ne devait pas parler contre le très honorable Maurice Duplessis.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Voilà un homme très intelligent.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Est-ce là une qualification pour être un bon policier?

M. Chalifour (Portneuf): Les autorités gouvernementales, civiles et religieuses collaborent d'emblée dans mon comté pour tenter de solutionner le problème concernant les débits de boisson.

M. Rochette (Québec): Je sais moi-même pertinemment que le député de Portneuf travaille énormément pour trouver une solution à ce problème.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Poursuites au criminel (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) signale une épidémie de vols à main armée à Montréal. Les tribunaux, dit-il, devraient se montrer plus sévères et ne pas hésiter à donner le fouet et des peines plus sévères pour les criminels, chaque fois qu'il y a usage d'armes ou de violence.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 3. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Affaires judiciaires (matières civiles) (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe) porte à l'attention de la Chambre une déclaration récente du pape Pie XII à l'effet que les catholiques devraient trembler à la pensée qu'ils peuvent devenir des assassins de la voie publique.

Il attire l'attention du ministre des Transports et des Communications (l'honorable M. Rivard) sur le grand nombre des accidents qui ont eu lieu sur la route numéro 9²⁴, à cause, explique-t-il, de la grande vitesse que l'on y fait. C'est un problème inquiétant. Il y a des gens qui foncent à 100 milles à l'heure, et même davantage, et sont la cause d'accidents mortels. J'ai vu des camions-remorques se dépasser sur la route. C'est un véritable suicide par la vitesse. Il demande qu'on sévisse contre ceux qui font plus que 60 milles à l'heure.

Le gouvernement, poursuit-il, devrait augmenter le nombre des policiers de la route et en assigner deux pour chaque voiture, au lieu d'un seul, de façon qu'ils puissent plus facilement procéder à des arrestations, mieux les justifier, et faire une meilleure preuve des délits. De cette façon, les marchands de vitesse pourront plus difficilement éluder la justice.

Le malheur, c'est qu'on on se tue sur les routes non pas parce qu'on fait toujours de la vitesse soi-même, mais parce que d'autres en font ou conduisent mal. Ceux qui conduisent avec prudence sont souvent les victimes des démons de la vitesse. Il y a des chauffeurs qui conduisent tellement vite que jamais les agents ne pourront les rattraper. Soixante milles à l'heure, c'est suffisant!

Il félicite le gouvernement de sa récente décision de rendre l'assurance obligatoire pour les jeunes automobilistes²⁵.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Le problème des excès de vitesse et des illégalités commises est très sérieux, mais c'est un problème auquel le gouvernement apporte une attention toute spéciale. Nous ne négligeons rien pour sévir contre les coupables. Au cours de l'année dernière, nous avons augmenté de 100 le nombre des agents de la route, et dans les 12 derniers mois seulement, 25,000 infractions aux lois de la circulation ont été rapportées.

Je crois que la campagne de sécurité routière que nous avons entreprise pour inciter le public à suivre les règles de la prudence est très importante. Elle a rapporté des fruits, et un succès raisonnable, et mérite d'être continuée plus vigoureusement que jamais cette année. Je fais appel à la collaboration de tous les députés. En passant, je félicite le député de Montréal-Saint-Louis (M. Rochon) de l'intérêt qu'il a toujours porté et qu'il continue de porter aux problèmes de circulation. Plusieurs de ses suggestions ont déjà été agréées par le gouvernement.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Dans ce cas, je demande au député de Montréal-Saint-Louis de transmettre mes suggestions en haut lieu. Elles auront peut-être plus de chances d'être agréées.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Les députés sont en mesure de faire beaucoup pour aider la police de la route et servir la cause de la sécurité routière. Quand ils voient des infractions se commettre sous leurs yeux, ils devraient prendre le numéro de matricule de la voiture des violateurs de la loi et les rapporter immédiatement à la police de la route qui, à son tour, sera impatiente de remédier à toute situation et entreprendre les actions appropriées contre les violateurs.

Il y a quelque temps, je voyageais en automobile à une vitesse de 35 milles à l'heure, quand j'ai été doublé par un autobus filant à 65 milles à l'heure. J'ai signalé la chose au gouvernement et à la compagnie, et je crois que le chauffeur de l'autobus sera suspendu. Tous les députés pourraient en faire autant.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Si les démons de la route constituent une menace très grave à la sécurité des automobilistes, de façon inverse, les

promeneurs du dimanche, des tortues de la route qui causent des embouteillages, s'emparent égoïstement du milieu de la route, sans se soucier de ceux qui les suivent, provoquent des crises de nerfs, des embouteillages et sont aussi cause de peut-être plus d'accidents qu'on ne le croit.

On nous dit que les routes sont pour tout le monde. C'est vrai. Mais, d'autre part, il y a M. X, qui sort avec son amie. Par en arrière, on ne voit qu'une seule tête. La voiture file à 10 milles à l'heure. Elle oblige une ligne interminable d'automobiles à filer au ralenti. On comprend que, dans ces conditions, l'automobiliste qui a déjà fait 100 milles de route, et en a encore 100 milles à faire pour se rendre chez lui, perde patience et laisse échapper des réflexions fort peu liturgiques. Il tente de dépasser et cela provoque de nombreux accidents.

L'excès de vitesse est une cause d'accident, mais les promeneurs du dimanche en sont une autre. Pourquoi ceux qui veulent admirer le paysage ou conter fleurette à leur blonde n'utiliseraient-ils pas les routes secondaires? Je ne sais pas s'il y a quelque chose dans la loi qui interdit cette façon de conduire, mais il me semble que les agents devraient au moins donner aux parasites de la route, aux amoureux qui se baladent le dimanche en obstruant la circulation, l'ordre de circuler normalement. Il doit y avoir moyen de mettre ces gens à la raison.

L'honorable M. Rivard (Montmagny):

C'est ce que nous faisons. Si un officier de vitesse constate qu'une voiture devient un obstacle sur la route, il avertit immédiatement le conducteur. Mais nous ne pouvons pas tout de même poster une voiture de police de la route derrière chaque voiture de "sunday driver".

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Si j'étais à la place du solliciteur général (l'honorable M. Rivard), j'irais, un bon dimanche après-midi, m'installer à un endroit achalandé d'une de nos grandes routes, pour faire un relevé du nombre de ces conducteurs peu pressés et observer les dégâts qu'ils auront causés. On verrait qu'il y en a plus qu'on ne le pense.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe) soulève le problème de la littérature immorale. Il y a là, dit-il, un mal qui fait un tort énorme à la jeunesse. Ces publications sont une école de vice et de criminalité. Elles détruisent le travail des éducateurs et tendent à saper tout sens moral, tout respect de l'autorité. Il y a des gens qui ont tellement peu le sens de leurs

responsabilités qu'ils vendent ces livres ou ces journaux obscènes même à des enfants. Il demande une intensification de la lutte contre les publications pornographiques.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le gouvernement, même avec les faibles moyens dont il dispose, a déjà fait beaucoup pour combattre la littérature malsaine. Mais je crois que le travail est surtout du ressort de la police municipale.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) pose des questions au sujet de la refonte des lois de la province. Le premier ministre, affirme-t-il, se contente de dire qu'elle²⁶ fait du bon travail. On m'informe que la Commission siège chaque semaine.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le sénateur Méthot a remplacé le sénateur Hackett, décédé, à la présidence.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)

propose: 4. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent quatre-vingt-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Administration des palais de justice et prisons, entretien des prisonniers (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Coroners (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Voies et moyens:**Budget des dépenses
1958-1959**

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)²⁷

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 31 mars 1959, il sera permis de tirer, du fonds consolidé du revenu de la province, une somme ne dépassant pas \$299,445,400.

Adopté.

Rapport du comité des voies et moyens:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ladite résolution est lue et agréée.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des voies et moyens.

Projets de loi:**Loi des subsides No 2,
1958-1959**

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 31 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1959, et pour d'autres fins.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.
Adopté.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Pension
des députés****L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le ministre des Finances (l'honorable M. Bourque) présentera à la séance de demain matin un projet de loi portant institution d'un programme de pension contributoire pour les députés et leurs veuves.

La loi québécoise sera basée surtout sur la loi de pension des députés fédéraux qui a été adoptée à la Chambre des communes. Elle sera contributoire, c'est-à-dire que les députés qui y auront droit, à cause de leur nombre d'années comme représentants du peuple devront payer un certain pourcentage de leur salaire de \$7,000 par an. S'ils veulent assurer une demi-pension à leur veuve, ils devront payer 7.5 % de leur salaire, mais ce ne sera pas obligatoire. Cette loi couvre les députés actuels et ceux qui seront élus à l'avenir.

La loi pourra être passée rapidement demain midi et envoyée ensuite au Conseil législatif, en même temps que le bill des subsides. Il faudra l'unanimité, car si un seul député s'oppose à la loi, elle sera immédiatement retirée.

Ajournement**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain à 11 h 45 du matin.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. Les sources ne confirment pas la présence de M. Johnson comme président du comité, mais nous

supposons qu'il remplit cette fonction, puisqu'il préside tous les autres comités pléniers de la séance.

2. Le représentant de Richmond (M. Lafrance) fait référence à la participation des policiers de la Sûreté provinciale à la grève des mineurs de la Gaspé Cooper Mines de Murdochville. Pour plus de détails sur cette grève marquée par de nombreux incidents (causés entre autres par l'intervention des policiers), voir la séance du 18 février 1958, note 11.

3. Le deuxième item de la séance suivante du comité des subsides.

4. Le premier ministre n'a pas identifié ces municipalités mais *La Presse* du 21 février 1958, à la page 39, rapporte que, selon toute vraisemblance, "quelques-unes d'entre elles seraient situées dans la région de Montréal".

5. D'après *L'Événement* du 21 février 1958, à la page 7, le premier ministre pourrait faire allusion à l'invitation à témoigner adressée à certaines papetières du Québec par un comité du Sénat américain.

6. Publiée le 19 janvier 1958 par l'archevêque Georges Cabana (Sherbrooke) et les évêques Albertus Martin (Nicolet) et Arthur Douville (Saint-Hyacinthe), la lettre s'accompagne d'une série de prônes dont le dernier, lu en chaire le 2 février 1958, est publié dans plusieurs journaux, dont *La Tribune* du 3 février 1958, à la page 3.

7. Le député de Richmond (M. Lafrance) songe au *Catéchisme des électeurs d'après l'ouvrage de A. Gérin-Lajoie*, Montréal, J.-B. Thivierge & fils éditeurs, s.d., 128 pages, publié par l'Union nationale à l'occasion de la campagne électorale provinciale de 1936.

8. Et comme le chef de l'opposition, révèle *Le Soleil* du 21 février 1958, à la page 3. Les cercles Lacordaire effectuent, sous l'égide de l'Église catholique, la promotion de la tempérance. Leurs membres, tous masculins, s'engagent à demeurer sobres.

9. Premier ministre de France de juin 1954 à février 1955.

10. Le 21 février 1958, *L'Action catholique*, à la page 15, soutient plutôt que le ministre a été informé de ces faits et ne les a pas constatés lui-même. Le

Montréal-Matin, à la page 7, *L'Événement*, à la page 7, et *Le Nouvelliste*, à la page 5, proposent une version semblable à celle de *La Presse*, notre source.

11. Se dévoiler, se compromettre. Le premier ministre cherchait peut-être à effectuer un jeu de mots, puisque le canadianisme blanc désigne aussi de l'alcool courant, un apéritif.

12. Le 21 février 1958, le *Montréal-Matin*, à la page 7, nous apprend que c'est l'Université Laval qui recevrait cette chaire. Aucun autre journal ne spécifie le nom de l'université concernée. *The Gazette*, à la page 38, et *The Montreal Daily Star*, à la page 4, écrivent d'ailleurs que le docteur Leclerc "did not specify any particular university".

13. Nous ne sommes pas convaincus que les paroles rapportées dans les quatre paragraphes suivants, publiées par *Le Temps*, aient effectivement été prononcées par le premier ministre ou si elles constituent plutôt un commentaire exprimé par le journaliste.

14. Terme utilisé pour désigner les débits clandestins.

15. Encore une fois, nous ne sommes pas convaincus que les paroles rapportées dans les deux paragraphes suivants, publiées par *Le Temps*, aient effectivement été prononcées par le premier ministre ou constituent plutôt un commentaire exprimé par le journaliste.

16. Mouvement d'action catholique réservé aux hommes.

17. Franklin Delano Roosevelt, président des États-Unis, du 4 mars 1933 au 12 avril 1945.

18. Nous croyons, en nous appuyant sur des articles tirés du *Soleil*, du 21 février 1958, à la page 3, de *L'Action catholique* du 21 février 1958, à la page 3, et *L'Événement* du 21 février 1958, à la page 7, que cet amendement dont nous n'avons pu retrouver la trace autorisait la ville de Québec à taxer de la machinerie.

19. Ce communiqué, publié par le solliciteur général en décembre 1957, a fait l'objet d'une discussion au cours de la séance du 4 décembre.

20. Il est alors environ 20 h 45, selon le *Montréal-Matin* du 21 février 1958, à la page 2.

21. Voir note 19.

22. M. Lafrance n'a pas le temps de prendre la parole, puisque le premier ministre se lève en même temps que lui pour déclarer sa motion hors d'ordre.

23. *La Presse* du 21 février 1958, à la page 1, précise que le débat sur la motion Lafrance s'est poursuivi pendant près de cinq heures. *L'Événement*, du 21 février 1958, à la page 7, le fait plutôt se prolonger pendant quatre heures et demie.

24. Route qui relie Montréal à Québec sur la rive sud du fleuve Saint-Laurent.

25. Voir la discussion des crédits du ministère des Finances de la séance du 4 février 1958.

26. La commission chargée de cette opération.

27. Les sources ne confirment pas que M. Johnson remplit cette responsabilité, mais nous supposons qu'il remplit ce rôle, puisqu'il préside tous les autres comités pléniers de la journée.

Première séance du vendredi 21 février 1958

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 11 h 45.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

**Liquidation
des compagnies privées**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 53 concernant la liquidation des compagnies privées soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Galipeault (Québec-Ouest): Cette loi constitue un pas en avant dans la législation concernant les compagnies. Elle comble une lacune qui existait depuis longtemps et met la province sur le même pied que les autres. Cette loi sera une arme efficace et nécessaire pour les minorités d'actionnaires. Combien de fois les avocats ont dû livrer des luttes en faveur des droits de ces minorités.

Il exprime le regret que la loi en discussion ne s'étende pas aux compagnies publiques. Leurs actionnaires pourraient eux aussi s'en servir à bon escient, affirme-t-il. Dans la loi générale de toutes les provinces du Canada, on donne ce droit à toutes les compagnies. J'aimerais que le gouvernement complète sa loi l'an prochain.

Il suggère au gouvernement et au premier ministre de faire une révision de la loi des compagnies. On devrait tenir compte des idées nouvelles, dit-il, en même temps que des nouvelles méthodes de financement. Si l'on pouvait aussi prendre ce qu'il y a de bon dans la loi fédérale des compagnies et dans les autres lois, les compagnies n'auraient peut-être plus tendance à s'incorporer en vertu de la loi fédérale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne me propose pas, pour le moment, d'étendre la loi aux compagnies publiques. Quant au projet de refonte de la loi des compagnies, je trouve la suggestion heureuse. Nous allons commencer par voir si nous avons le personnel voulu au ministère des Finances, et nous allons étudier la chose.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. La loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social (Statuts refondus, 1941, chapitre 278) est modifiée en y ajoutant, après l'article 23, la section, le sous-titre et les articles suivants :

"Section IV

"De la liquidation judiciaire des compagnies privées

"24. Dans la présente section, les mots "compagnie privée" désignent :

"a. une compagnie à fonds social constituée pour la poursuite d'une entreprise de famille et dont les actions appartiennent, en totalité ou à peu près, à des membres ou alliés de la famille ou des familles intéressées;

"b. une compagnie à fonds social dont les actions appartiennent à un groupe restreint et déterminé de personnes et ne peuvent, en vertu de conventions arrêtées entre elles ou de l'acte de constitution de la compagnie, faire l'objet d'une disposition hors de ce groupe, ou ne le peuvent sans le consentement des autres intéressés, et, dans tous les cas, ne peuvent faire l'objet de transaction dans le public;

"c. généralement, toute compagnie à fonds social qui, en raison de ses caractéristiques essentielles, se réduit en somme, malgré sa forme corporative, aux proportions et à l'équivalent d'un contrat de société.

"25. Un juge de la Cour supérieure peut ordonner la liquidation d'une compagnie privée, en l'absence d'autre remède efficace et approprié,

"a. à la requête d'un actionnaire, dans le cas où deux actionnaires se partagent également le fonds social ou le contrôle effectif des actions de la

compagnie, ou d'un groupe d'actionnaires, dans le cas où deux groupes se partagent également le fonds social ou le contrôle effectif des actions de la compagnie, lorsqu'il s'est élevé, entre les deux actionnaires ou les deux groupes d'actionnaires en question, un état de désaccord sérieux et persistant sur le choix des directeurs ou des officiers de la compagnie, ou sur quelque question importante touchant son administration ou son fonctionnement et qu'il en résulte une impasse paralysant ou compromettant gravement la marche normale de la compagnie;

"b. à la requête d'une minorité d'actionnaires opprimée, traitée injustement ou dont les droits sont violés ou les intérêts légitimes sont mis en péril par la majorité des actionnaires ou les administrateurs de la compagnie.

"26. L'ordonnance de la cour décrétant la mise en liquidation de la compagnie a les mêmes effets qu'une résolution adoptée par les actionnaires en vertu de l'article 4.

"En émettant l'ordonnance, la cour nomme un ou des liquidateurs, dont elle détermine la rémunération, dans le but de liquider les affaires de la compagnie et de distribuer son actif et dès lors les fonctions des directeurs prennent fin.

"La cour ou l'un des juges peut, par la suite, remplir toute vacance survenant dans la charge de liquidateur, et démettre et remplacer tout liquidateur jugé inapte ou indésirable pour quelque cause que ce soit.

"La cour ou un juge peut aussi, en émettant l'ordonnance de liquidation ou en tout temps par la suite, donner tout ordre et autoriser toute procédure compatible avec la présente loi pour assurer la protection des droits des intéressés et une liquidation ordonnée de la compagnie.

"27. À défaut de l'approbation, par les actionnaires, de l'état visé aux articles 16 et 17, l'approbation du juge ou de la cour en tient lieu à toutes fins.

"28. Au surplus et sauf incompatibilité avec la présente section, les dispositions des articles 5 à 23 s'appliquent à la liquidation et à la dissolution des compagnies privées en vertu de la présente section."

Les députés biffent le paragraphe c de l'article 24 et le paragraphe b de l'article 25.

L'amendement est adopté.

L'article 1 tel qu'amendé est adopté.

L'article 2 est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 53 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Code de procédure civile, assignation pour interrogation

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 54 modifiant le Code de procédure civile soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 286a du Code de procédure civile, remplacé par l'article 3 de la loi 3 George VI, chapitre 96, est de nouveau remplacé par les suivants:

"286a. Avant la production de la défense et dans le délai fixé pour cette production, le défendeur, peut, après avis d'un jour franc au procureur du demandeur, assigner à comparaître devant le juge ou le protonotaire, subordonné à l'article 314, pour être interrogé comme témoin sur les faits se rapportant à la demande, le demandeur ou la partie pour laquelle il réclame, ou pour laquelle il agit comme prête-nom dans les cas où une telle procédure est admissible, ainsi que les personnes mentionnées aux paragraphes 2, 3 et 4 de l'article 286.

"Le défendeur peut aussi assigner et examiner de la même manière la victime d'un délit ou d'un quasi-délit dans toute action en recouvrement de dommages, nonobstant le paragraphe 4 de l'article 314.

"L'interrogatoire doit avoir lieu dans les huit jours qui suivent le délai de production de la défense; toutefois, la cour ou le juge peut prolonger le délai d'interrogation lorsqu'en raison de maladie ou d'absence de la personne assignée à comparaître ou de quelque autre cause non imputable au défendeur, celui-ci est empêché de procéder à l'interrogatoire dans le ledit délai de huit jours.

"Les dispositions du deuxième alinéa du paragraphe 4 de l'article 286 s'appliquent à l'assignation et à l'examen de toute personne sujette à l'interrogatoire prévu par le présent article.

"Lorsqu'une assignation pour interrogatoire est signifiée dans les délais et en conformité du présent article, le délai de production de la défense est suspendu jusqu'au jour de l'interrogatoire ou, s'il n'y pas lieu, jusqu'à l'expiration du délai pour y procéder.

"Le présent article ne s'applique qu'aux causes mues devant la Cour supérieure."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Autrefois, il fallait présenter une motion en cours de pratique pour obtenir le droit d'assigner le demandeur à comparaître devant le juge ou le protonotaire pour y être interrogé. Rien qu'à Montréal, il y avait 3,000 de ces motions par année. Elles étaient toujours accordées. Pour simplifier les choses, pour gagner du temps et épargner des frais, nous disons que le défendeur pourra assigner le demandeur de plein droit, sans qu'une motion ne soit nécessaire.

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. L'article 332 dudit code est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Il en est de même à l'égard d'un membre, officier ou employé d'une commission, d'un office ou d'un autre organisme dont les membres sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, lorsque le procureur général ou le solliciteur général de la province atteste, par un écrit en la possession du témoin, qui doit le produire, que l'ordre public est concerné dans les faits sur lesquels on désire l'interroger."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Cet amendement a été présenté à la demande des unions ouvrières. On a déjà voulu faire produire par la Commission des relations ouvrières certains documents, tels des listes de membres, que les unions désirent garder confidentielles. Si une liste de membres d'une union était mise à la disposition de l'avocat de la compagnie dans un tribunal, il pourrait en résulter de la discrimination contre certains travailleurs de cette compagnie.

M. Hamel (Saint-Maurice): Ça me surprendrait que les ouvriers confient au procureur général le soin de décider si la Commission peut ou non produire les documents demandés. C'est le tribunal qui devrait décider.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le principe n'est pas nouveau. À l'heure actuelle, n'importe quel ministre est autorisé à empêcher la présentation d'un document administratif en cour, sauf que le certificat est donné par le ministre concerné. S'il s'agit d'une question financière, par exemple, le certificat est donné par le ministre des Finances. À l'avenir, c'est le procureur général ou le solliciteur général qui donnera le certificat.

Les députés de l'opposition enregistrent leur dissidence sur l'article 2.

L'article 2 est adopté.

L'article 3 est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 54 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Les députés de l'opposition déclarent qu'ils votent contre le projet de loi parce qu'il concentre les pouvoirs entre les mains du procureur général ou du solliciteur général, qui se voient confier par le projet de loi la responsabilité de décider si les documents de l'administration et des commissions gouvernementales peuvent ou non être produits en cour.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Fortin, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matapédia), Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Schmidt, Somerville, Spence, Talbot, Thibeault, Tremblay, Vachon, 68.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Thérberge, Turpin, 15.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 54 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Pension des députés

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 55 concernant les membres de l'Assemblée législative.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Il est ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu au cours de la présente séance.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme à sa prochaine séance en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 55 concernant les membres de l'Assemblée législative.

Adopté.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que le bill 55 concernant les membres de l'Assemblée législative soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande que le vote soit enregistré¹. Il précise que le

projet de loi sera retiré s'il y a une seule voix discordante.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Brown, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dionne, Dozois, Ducharme, Duplessis, Earl, Élie, Fortin, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matapédia), Galipeault, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hamel, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Lafrance, Lalonde, Langlais, Lapalme, Larouche, Lavallée, Leclerc, Levesque, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Saint-Pierre, Samson, Schmidt, Somerville, Spence, Talbot, Thibeault, Tremblay, Vachon, 78.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 55 est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)

propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. Pour les fins de la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent,

a. "député" signifie une personne qui est membre de l'Assemblée législative de Québec au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi ou qui le deviendra par la suite;

b. "indemnité" désigne l'indemnité payable aux députés pour chaque session de la Législature.

Dans le cas des membres du Conseil exécutif, de l'Orateur et de l'Orateur suppléant de l'Assemblée législative, du chef de l'opposition et des adjoints parlementaires, le mot "indemnité"

comprend aussi, si le titulaire de la fonction en exprime le désir par avis adressé au ministre des Finances de la province, l'indemnité supplémentaire qu'il reçoit à ce titre particulier, ou une partie de cette indemnité, pour une période spécifiée ou pour un temps indéterminé, à compter de la session indiquée audit avis. Il peut en tout temps par la suite, au moyen d'un semblable avis, renoncer pour l'avenir à l'addition de cette indemnité supplémentaire à celle qu'il reçoit comme député, pour fin de calcul de ses contributions.

Dans aucun cas, le mot "indemnité" ne comprend les sommes accordées à titre d'allocations de dépenses."

M. Lapalme (Montréal-Outremont)²: Les membres de l'Assemblée législative se sont, il y a quelque temps, déclarés unanimement en faveur du principe des pensions³. À cette occasion, j'ai prononcé deux ou trois phrases pour exprimer mon approbation. Mais, par la suite, un article de journal a attaqué nommément le député de Richmond (M. Lafrance), le député de Saint-Maurice (M. Hamel) et le chef de l'opposition, mettant en doute leur intégrité⁴. Cet article disait que le chef de l'opposition et ses deux collègues, voyant dans la mesure préconisée quelque chose d'utile à leur intérêt personnel, ont cessé tout à coup leurs critiques et se sont gardés de partir en guerre, comme ils le font en général, contre les autres mesures proposées par le gouvernement. Je ferai grâce à la Chambre du reste de l'article.

Je suis certain que ni le premier ministre, ni les députés de l'Union nationale ne partageaient cette façon de voir et ne nous imputent d'avoir cédé à de tels motifs. D'ailleurs, tous ceux qui ont pris connaissance de l'article des deux côtés de cette Chambre ont exprimé leur réprobation entière. Je tiens à protester contre ce qui a été écrit dans l'article mentionné, au nom du député de Saint-Maurice (M. Hamel), du député de Richmond (M. Lafrance) et en mon nom personnel, ainsi qu'au nom de l'opposition et de tous les députés.

Il est question de pensions depuis quelque trois ans. Le premier ministre et moi nous en sommes entretenus à plusieurs reprises. Si tout le monde est d'accord aujourd'hui, moi-même je ne pourrai profiter de la nouvelle loi avant de nombreuses années de même que la plus grande partie de mes collègues⁵. Nous sommes parmi ceux à qui il manque plusieurs années de service avant de pouvoir bénéficier de la loi. Je suis à l'aise pour en parler, mais ce n'est pas une raison pour faire perdre

aux autres le bénéfice d'une telle mesure. C'est une mesure équitable qui ne peut d'aucune façon être utilisée à des fins politiques.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je crois que le chef de l'opposition est parfaitement justifié de protester contre les imputations de motif qui ont paru dans l'article en question. Je ne mets pas en doute la bonne foi du journaliste qui a écrit l'article et qui est un homme de talent⁶, mais il a fait des allégations qui ne correspondent ni à la justice, ni à la vérité. Cette loi n'a pas été provoquée par l'intérêt personnel des députés du gouvernement ni de l'opposition, et les trois hommes cités dans l'histoire n'ont jamais demandé l'adoption de cette loi.

(Applaudissements de la Chambre)

Mais l'ensemble des députés voient dans ce bill une mesure de justice, approuvée d'ailleurs par presque tous les journaux.

Plusieurs Parlements canadiens ont déjà institué des pensions pour leurs membres: les Parlements de la Nouvelle-Écosse il y a plusieurs années, de la Saskatchewan, de la Colombie-Britannique et d'Ottawa. Conséquemment, il ne faut voir dans le projet de loi aucun mobile d'intérêt personnel, ni de la part du gouvernement, ni de la part de l'opposition; et il est souverainement injuste d'imputer des intentions semblables à celles qui ont été imputées dans l'article. Comme de fait, ni le député de Saint-Maurice (M. Hamel), ni le député de Richmond (M. Lafrance), ni le chef de l'opposition ne m'ont demandé de présenter le bill.

Quel est le but de la loi? C'est facile. Il s'agit d'un projet extrêmement raisonnable, car lorsqu'un homme public s'est consacré pendant des années à l'exécution d'un mandat difficile à remplir, comportant des obligations onéreuses, tant pour sa santé que pour ses affaires personnelles et son portefeuille, obligations ayant des répercussions sur sa famille et ses enfants, il est juste qu'il puisse compter sur une compensation. D'ailleurs, la loi est facultative; si des députés ne veulent pas se prévaloir des avantages qu'elle confère, ils le pourront.

Il compare la loi québécoise à celles adoptées par les autres Parlements dont il a fait mention. Le Québec, dit-il, a ajouté un élément nouveau dans le bill: c'est de faire partager le bénéfice de la pension à l'épouse qui a souffert des inconvénients, des ennuis, des angoisses attachés à la charge de député. La veuve aura droit à la moitié de la pension de son mari. Il fallait un célibataire pour penser à cela! Je suis à l'aise pour en parler, car je ne me prévaudrai pas de cette disposition.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Le premier ministre est encore jeune!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La contribution du député au fonds de pension est raisonnable, à 6 % pour lui, et à 7.5 % quand il veut avantager son épouse. Elle est de 8 % en Nouvelle-Écosse, mais de 5 % en Saskatchewan et de 6 % à Ottawa.

M. Hamel (Saint-Maurice) remercie le chef de l'opposition et le premier ministre de leur mise au point. Je remercie le premier ministre d'avoir pris ma défense et celle de mon collègue de Richmond, de même que celle du chef de l'opposition. Si le journaliste qui a écrit l'article en question avait pris la peine d'étudier le problème, il aurait compris que dans mon cas et celui du député de Richmond (M. Lafrance), il nous faudrait subir une autre élection pour avoir droit à la pension.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est plutôt précaire.

M. Hamel (Saint-Maurice): J'appuie la loi parce qu'elle est légitime. Je suis heureux de le faire. On prêche la sécurité partout et on établit partout des plans de pension. Les députés qui se sont dévoués pendant 10 ans pour la chose publique ont sûrement droit à une pension.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne): En 1952, je m'étais opposé à la pension des députés fédéraux parce qu'à ce moment, à mon avis, les pensions de vieillesse n'étaient pas assez élevées. Depuis, ces pensions ont été augmentées deux fois et je n'ai plus de raisons me justifiant de m'opposer au paiement d'une pension aux députés.

M. Ross (Montréal-Verdun) remercie le premier ministre et le chef de l'opposition de leur collaboration. Cette loi, déclare-t-il, est une grande mesure de justice. Il demande au premier ministre si la période mentionnée à l'article 5 veut dire 10 sessions ou 10 années.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi d'Ottawa n'est pas claire. À mon avis, il s'agit plutôt de 10 années; c'est d'ailleurs la base des pensions des employés civils.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande de lire la loi article par article, parce qu'il n'a pas eu le temps de l'étudier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) suggère d'ajourner la Chambre à 2 h 30, pour donner à chacun le temps de se rendre compte de ce que comporte cette loi.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la prochaine séance.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 45 modifiant la loi des véhicules automobiles;
- bill 51 concernant les dossiers d'entreprises d'affaires dans la province.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

CONSEIL LÉGISLATIF

21 février 1958

Ordonné: Que le greffier reporte à l'Assemblée législative le bill 31 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1959, et pour d'autres fins, et informe cette Chambre que le Conseil législatif l'a voté.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative que le Conseil législatif accepte les amendements apportés par l'Assemblée législative aux amendements du Conseil législatif, au bill 153 modifiant la charte de la cité de Québec, mais avec l'amendement suivant pour lequel il demande l'agrément de l'Assemblée législative.

Ce qui suit est ajouté après l'article 16, devenu l'article 15, comme nouvel article 16:

"16. La cité de Québec est autorisée à fixer, par résolution, l'évaluation des immeubles du Québec Skating Club Inc. à la somme de cent vingt-cinq mille dollars, pour une période n'excédant pas cinq années, à compter du 1^{er} mai 1957."

Projets de loi:

Charte de Québec

La Chambre prend en considération le dernier amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 153 modifiant la charte de la cité de Québec.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, que la Chambre s'ajourne maintenant à 2 h 30, cet après-midi.

Adopté.

La séance est levée.

Deuxième séance du 21 février 1958

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 2 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 53 concernant la liquidation des compagnies privées;

- bill 54 modifiant le Code de procédure civile.

Projets de loi:

Pension des députés

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 55 concernant les membres de l'Assemblée législative.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)⁷

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 4 qui se lit comme suit:

"4. Ces contributions sont versées au fonds consolidé du revenu, mais elles doivent être portées, dans un compte distinct, au crédit respectif de chaque député."

Les députés ajoutent avant l'expression "versées au fonds consolidé du revenu" les mots suivants:

"ces contributions sont insaisissables et versées au fonds consolidé du revenu".

Un député: Les contributions sont-elles exemptes de l'impôt?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Elles le seront certainement en ce qui concerne l'impôt provincial.

Je crois tout de même que ce sera le cas aussi pour l'impôt fédéral.

Des députés demandent des éclaircissements sur des points qui leur paraissent obscurs.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) répond aux questions.

L'article 4 est adopté.

Le comité étudie l'article 5 qui se lit comme suit:

"5. Sous réserve de l'article 6 et du dernier alinéa du présent article, toute personne qui cesse d'être député après en avoir exercé le mandat pendant au moins dix ans reçoit, sa vie durant, par versements mensuels, égaux et consécutifs, une pension annuelle équivalente à soixante-quinze pour cent du montant total de ses contributions, déduction faite de celles qui lui ont été remises, le cas échéant, en vertu du premier alinéa de l'article 8.

"Toutefois, ces dernières contributions et les années pendant lesquelles elles ont été faites peuvent être comptées, pour les fins de sa pension, si elle en paye le montant au ministre des Finances, avec un intérêt au taux légal depuis leur retrait, dans les soixante jours de sa réélection.

"Pour les fins de la pension annuelle du député, il ne doit pas être tenu compte de la contribution additionnelle de un et demi pour cent visée à l'article 3."

Les députés ajoutent "ou pendant dix sessions parlementaires" après l'expression "pendant au moins dix ans".

L'amendement est adopté.

L'article 5, ainsi amendé, est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 55 concernant les membres de l'Assemblée législative.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: Que les pensions accordées en vertu de la loi qui accompagne la présente résolution et les remboursements de contributions qu'elle autorise seront acquittés à même le fonds consolidé du revenu.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que cette résolution soit maintenant agréée.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Caron, Chalifour, Chartrand, Cottingham, Courcy, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dionne, Dozois, Duplessis, Earl, Élie, Fortin, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matapédia), Galipeault, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hamel, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Lafrance, Lalonde, Langlais, Lapalme, Larouche, Lavallée, Leclerc, Levesque, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Saint-Pierre, Samson, Schmidt, Spence, Talbot, Thibeault, Turpin, Vachon, 73.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. La résolution relative au bill 55 est, en conséquence, agréée.

Il est ordonné que cette résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 55 concernant les membres de l'Assemblée législative.

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 55 concernant les membres de l'Assemblée législative.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

Le comité poursuit l'étude article par article du projet de loi.

Les articles 6 à 16 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 55 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Caron, Chalifour, Chartrand, Cottingham, Courcy, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dionne, Dozois, Duplessis, Earl, Élie, Fortin, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matapédia), Galipeault, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hamel, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Lafrance, Lalonde, Langlais, Lapalme, Larouche, Lavallée, Leclerc, Levesque, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Saint-Pierre, Samson, Schmidt, Spence, Talbot, Thibeault, Turpin, Vachon, 73.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill 55 concernant les membres de l'Assemblée législative.

Messages du lieutenant-gouverneur:**Sanction
royale**

M. Pierre Gelly, huissier à la verge noire, transmet le message suivant dont M. l'Orateur fait lecture:

M. l'Orateur: Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

33 Loi modifiant la loi de l'assistance publique de Québec;

38 Loi modifiant la loi des marchés agricoles du Québec;

39 Loi modifiant la loi des cités et villes;

40 Loi concernant la Corporation d'Oka;

41 Loi concernant la contribution de la province à la célébration du trois cent cinquantième anniversaire de la fondation de Québec;

42 Loi modifiant la loi assurant à la province les revenus nécessités par ses développements;

43 Loi autorisant l'aide financière de la province aux victimes de l'inondation dans le comté de Beauce en décembre 1957;

44 Loi modifiant la loi pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers;

45 Loi modifiant la loi des véhicules automobiles;

46 Loi concernant la garantie des emprunts des pêcheurs;

47 Loi concernant la vente des terres publiques et droits de surface;

48 Loi pour venir en aide aux victimes du sinistre dans le comté de Mégantic au mois d'août 1957;

50 Loi concernant les allocations aux mères nécessiteuses et à leurs enfants;

51 Loi concernant les dossiers d'entreprises d'affaires dans la province;

53 Loi concernant la liquidation des compagnies privées;

54 Loi modifiant le Code de procédure civile;

55 Loi concernant les membres de l'Assemblée législative;

97 Loi modifiant la loi concernant les commissions scolaires de Saint-Joseph-d'Alma, de Naudville, de Riverbend et d'Isle-Maligne;

116 Loi modifiant la charte de la ville de Rimouski;

153 Loi modifiant la charte de la cité de Québec;

250 Loi refondant la charte de la ville d'Alma;

271 Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

M. l'Orateur de l'Assemblée législative s'adresse alors à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur et lui présente le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction:

31 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1959, et pour d'autres fins.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill.

Après quoi, il a plu à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de clore la deuxième session de la vingt-cinquième législature de la province de Québec par le discours suivant:

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur:

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

La deuxième session de la vingt-cinquième législature se termine aujourd'hui. Dès la première occasion qui m'est offerte, je désire rendre un témoignage public d'estime et d'appréciation à mon prédécesseur, l'honorable Gaspard Fauteux. Il a

connu comme lieutenant-gouverneur un stage d'une durée remarquable et, ses hautes fonctions, il les a remplies selon toutes les exigences constitutionnelles.

La session a été remarquable par la qualité et la quantité des lois qui ont été adoptées et par les multiples initiatives bienfaisantes qui ont été réalisées dans tous les domaines de l'administration de la province, en particulier au point de vue agricole et au point de vue social.

Une nouvelle législation progressive facilitera l'expédition des affaires judiciaires dans le domaine des relations ouvrières et patronales.

La loi, adoptée au cours de la session, à l'effet de protéger les débiteurs contre les abus de certains créanciers, rendra des services signalés à la population en général.

Il y a lieu de mentionner les augmentations notables relatives aux allocations accordées aux mères nécessiteuses et à leurs enfants, aux vieux et aux vieilles, aux invalides et aux aveugles.

Conformément au mandat qui lui a été confié par le peuple et à sa politique traditionnelle, le gouvernement réaffirme son irrévocable volonté de sauvegarder intégralement les droits et libertés de notre province tout en coopérant, de manière appropriée et juste, à la prospérité du pays tout entier.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Je vous remercie d'avoir accordé les subsides nécessaires à l'administration de la province.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

En prorogeant aujourd'hui la session de la législature, je prie la divine Providence de combler notre chère province de ses dons les meilleurs et d'assurer à l'univers une paix solidement établie sur les enseignements du Christ.

M. l'Orateur du Conseil législatif: C'est la volonté et le désir de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province que cette législature soit prorogée *sine die*, et cette législature est, en conséquence, prorogée *sine die*.

La séance est levée à 3 h 40.

NOTES

1. *La Presse* du 21 février 1958, à la page 9, indique que le député d'Abitibi-Ouest (M. Courcy) sort au moment où le premier ministre appelle le vote en deuxième lecture. Il appuie toutefois le projet de loi en troisième lecture. Comme nous le fait remarquer le quotidien montréalais, M. Courcy n'a pas été seul à quitter la Chambre, lors du vote en deuxième lecture du bill 55, puisque 83 députés ont enregistré leur vote lors de l'appel précédent, portant sur le bill 54, contre 78 pour le bill autorisant la mise en place du système de pensions. D'après *The Quebec Chronicle Telegraph* du 22 février 1958, à la page 3, tous les députés absents au moment du vote en deuxième lecture appartenaient au Parti libéral.

2. Le 22 février 1958, *Le Soleil*, à la page 3, et *L'Action catholique*, à la page 18, déclarent que le débat qui suit s'est effectivement déroulé au cours de la séance de l'avant-midi, mais qu'il s'est tenu pendant l'étude des résolutions. Or, ces résolutions ne sont examinées qu'en après-midi, d'où notre décision de situer plutôt ce débat au cours de l'étude en comité, à l'intérieur de la première séance.

3. Voir la séance du 18 décembre 1958.

4. Il s'agit en fait d'un texte de Harry Bernard intitulé "Pension pour les députés" et publié dans l'édition du 27 décembre 1957 du *Courrier de Saint-Hyacinthe*.

5. *La Presse* du 21 février 1958, à la page 9, écrit à ce sujet que, si plusieurs députés de l'Union nationale sont déjà admissibles au programme de pensions, seuls les députés libéraux Kirkland (Jacques-Cartier) et Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) y sont éligibles au moment où le projet de loi est adopté.

6. M. Harry Bernard appuie, dans ses éditoriaux, le gouvernement de M. Duplessis.

7. Les sources ne nous permettent pas d'établir si les articles suivants sont examinés à ce moment de la séance, ou à la reprise de l'étude en comité plénier du bill 55, au cours de cette même séance.

